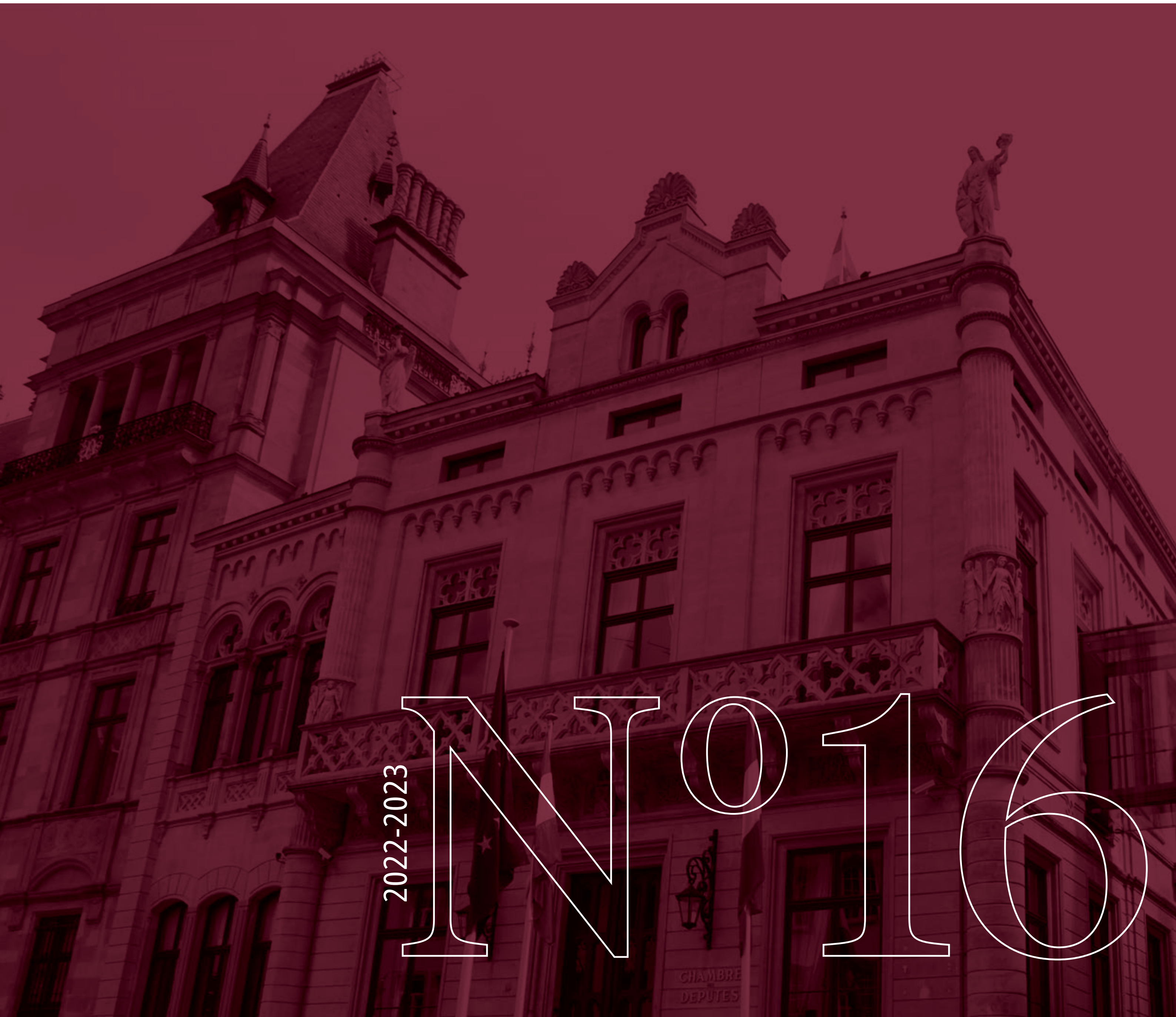
CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques n[os] 45 à 48	Questions au Gouvernement
p. 03	p. 04-08	p. 09-81	p. 82-99



2022-2023

N°16

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03

Nouvelles lois .... p. 04-08

Séances .... p. 09-81

45e séance du mercredi 26 avril 2023 p. 09-23

46e séance du jeudi 27 avril 2023 p. 23-39

47e séance du mardi 2 mai 2023 p. 39-59

48e séance du mercredi 3 mai 2023 p. 60-81

Questions au Gouvernement .... p. 82-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
01/09/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

Les chiffres-clés d'une « législature record »

La session parlementaire actuelle et la législature 2018-2023 ne prendront officiellement fin que le 24 octobre 2023, mais les statistiques permettent d'ores et déjà d'affirmer que cette législature aura battu tous les records.

Les chiffres sont en hausse pour quasiment tous les paramètres qui pourraient quantifier le travail parlementaire. « La législature était intense en travail – c'était une législature record », a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le 21 juillet 2023, lors de la dernière séance publique avant les élections législatives.

Zoom sur cette législature et la dernière session parlementaire, sachant que le Parlement luxembourgeois a fonctionné jusqu'à présent en sessions allant d'octobre à octobre, une pratique qui change désormais sous le régime de la Constitution révisée en vigueur depuis le 1er juillet dernier, puisque les sessions cessent d'exister.

4.131 réunions en cinq années

Le nombre de réunions a connu une hausse exceptionnelle lors de la crise sanitaire. Pendant cette période, le Parlement a débattu, amendé et voté l'ensemble des règles et restrictions. Qui plus est, le recours aux visioconférences pour les réunions des commissions parlementaires s'est généralisé.

Le total de 4.131 réunions de 2018 à 2023 correspond à une hausse de 15 % par rapport à la législature précédente. Parmi ces réunions, 310 séances publiques sont à dénombrer, lors desquelles les députés ont pu débattre de textes législatifs et de sujets d'actualité, soit une hausse d'environ 33 % par rapport aux cinq années précédentes. Le nombre de réunions de commissions parlementaires et de groupes de travail a progressé de quelque 10 %.

Projets et propositions de loi en hausse

En ce qui concerne les projets de loi, 750 ont été déposés (+50 % par rapport à la législature 2013-2018), tandis que 708 ont été adoptés (+20 %).

Quant aux propositions de loi déposées à la Chambre, on peut observer une augmentation très prononcée : les députés ont déposé 83 propositions de loi entre 2018 et 2023, plus du triple qu'au cours de la législature précédente. Dix propositions de loi ont été adoptées lors de la législature actuelle, trois de plus que lors de la législature précédente.

Notons également que six propositions de révision de la Constitution ont été adoptées, dont quatre pendant la session actuelle dans le cadre de la révision fondamentale de la Constitution.

Rappelons dans ce contexte que les propositions de loi sont des initiatives venant des députés, tandis que les projets de loi sont élaborés et déposés par le Gouvernement.

Le nombre de questions parlementaires multiplié par deux

Le recours aux moyens dont disposent les députés pour contrôler le travail du Gouvernement est également en hausse :

– le nombre d'heures d'actualité, organisées à la demande d'un groupe ou d'une sensibilité politique, a quadruplé entre les deux législatures, passant de 23 à 96, dont 18 ont eu lieu au cours de la session actuelle ;

– le nombre d'interpellations, organisées à la demande d'un(e) député(e), a augmenté de 50 % en passant de 26 à 39 (dont 10 au cours de la session actuelle) ;

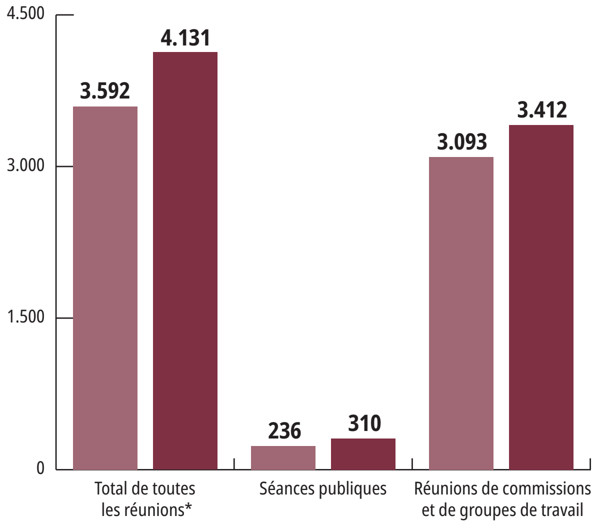
– les demandes des députés adressées au Gouvernement sous forme de motions ont été multipliées par 2,5 d'une législature à l'autre (197 par rapport à 78 au cours de la législature précédente) ;

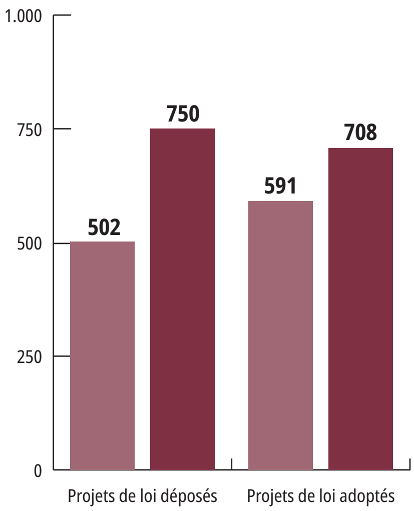
– les députés ont également doublé leur recours aux questions parlementaires. On compte presque 8.200 questions écrites pour la période 2018-2023, contre quelque 4.100 questions entre 2013 et 2018. La tendance à la hausse est également très nette pour les questions élargies (195 contre 32), les questions orales (438 contre 269) et les questions urgentes (775 contre 156).

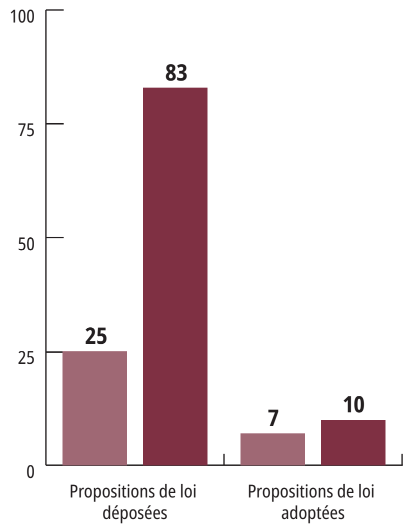
Il est à noter que ces chiffres ont été arrêtés au 28 juillet 2023. La Chambre des Députés publiera une version consolidée des statistiques à la fin de la législature, après le 24 octobre 2023, date de la première séance publique après les élections législatives du 8 octobre.

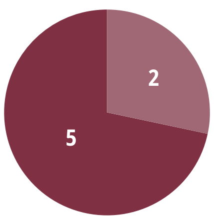
Relevé complet des travaux parlementaires 2018-2023

Comparaison des statistiques des deux dernières législatures

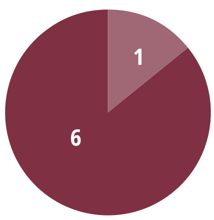




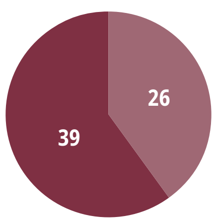




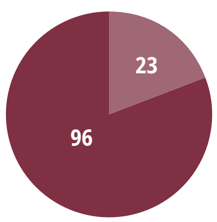
Propositions de révision de la Constitution adoptées en 1er vote constitutionnel



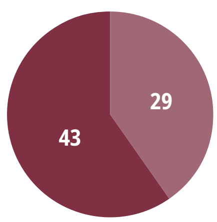
Propositions de révision de la Constitution adoptées en 2d vote constitutionnel



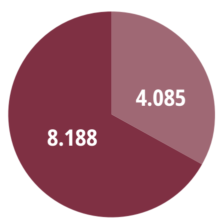
Interpellations



Heures d'actualité



Heures de questions au Gouvernement



Questions parlementaires écrites

2013-2018 **2018-2023**

* Séances publiques, réunions du Bureau, réunions de la Conférence des Présidents et réunions de commissions et de groupes de travail

Protection des lanceurs d'alerte

7945 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union

Le programme de coalition 2018-2023 prévoit dans sa partie « Justice » que : « La proposition de directive relative à la création d'une législation européenne uniforme visant à protéger les lanceurs d'alerte (« whistleblowers ») sera appuyée et le nécessaire sera fait en vue d'une transposition rapide de cette directive en droit luxembourgeois. La législation nationale couvrira le champ d'application défini par la jurisprudence nationale en la matière ainsi que par celle de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). »

Le projet de loi n° 7945 vise à transposer dans la législation luxembourgeoise la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union (ci-après, la « Directive »).

L'objectif de la Directive est d'introduire un cadre légal posant des normes minimales communes à tous les États membres afin de « pallier la fragmentation actuelle des législations de protection des lanceurs d'alerte au sein de l'Union européenne ». Dans ce contexte, les États membres restent néanmoins libres d'élargir ledit cadre légal.

Bien que la directive ne vise que certains actes et domaines d'action de l'Union européenne, le législateur a fait le choix d'étendre le champ d'application matériel de la directive à l'ensemble du droit national. Ce choix est motivé par la volonté de garantir un cadre complet et cohérent, aisément compréhensible et accessible, de protection des lanceurs d'alerte. En effet, les violations au droit national, indépendamment de leur classification en tant qu'infractions de type administratif, pénal ou d'une autre nature, peuvent porter gravement atteinte à l'intérêt public et s'avérer préjudiciables pour la société en général.

Il convient de noter que l'approche retenue en matière de champ d'application s'inscrit dans la continuité du champ d'application de la jurisprudence actuelle, qui s'applique elle-même à l'ensemble du droit national. Il ne s'agit donc pas tant d'opérer une extension, mais plutôt de mettre en place un cadre plus clairement défini pour les signalements intervenant en cas de violations du droit luxembourgeois, apportant ainsi davantage de sécurité juridique, tant pour les lanceurs d'alerte, que pour les employeurs. L'accès à des canaux de signalement interne et externe permettra ainsi d'offrir aux lanceurs d'alerte des modes de signalement plus appropriés, de sorte que la divulgation au public ne devrait être envisagée qu'en dernier ressort en cas d'impossibilité manifeste d'agir autrement.

Certains actes de l'Union, en particulier dans le domaine des services financiers, tels que le règlement (UE) 596/2014 du Parlement européen et du Conseil et la directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission, adoptée sur la base de ce règlement, et les directives 2013/36/UE, 2014/65/UE, (UE) 2016/97, contiennent déjà des règles détaillées sur la protection des lanceurs d'alerte. Les dispositions de protection contenues dans les lois spéciales, pour autant qu'elles offrent des garanties similaires, priment sur les dispositions générales de la présente loi qui les complètent dans les domaines non couverts à suffisance par les lois sectorielles. Les dispositions de la directive (UE) 2019/1937 s'ajoutent donc (sans s'y substituer) aux initiatives de l'Union européenne déjà ancrées dans les législations nationales et qui font l'objet d'une pratique administrative solide et éprouvée qui garantit l'effectivité de la directive.

Il est prévu d'introduire un office des signalements ayant pour mission d'informer et d'aider les auteurs de signalements, par exemple en leur indiquant à quelle autorité s'adresser. L'office aura en outre comme compétence de sensibiliser le public aux droits des lanceurs d'alerte. Les attributions de cette instance sont sans préjudice des compétences qu'exercent les autorités compétentes sectorielles.

Le champ d'application personnel est par ailleurs défini de manière très large par la directive, incluant non seulement les travailleurs et les fonctionnaires, mais également les actionnaires, les personnes dont la relation de travail a pris fin ou n'a pas encore débutée, les sous-traitants, etc. Le projet de loi propose dès lors d'introduire des moyens de protection couvrant ces différentes catégories de personnes en s'inspirant de la législation existante déjà très protectrice en droit du travail, mais en innovant sur certains points.

La directive oblige par ailleurs les entités juridiques de droit privé de plus de 50 salariés à mettre en place des canaux de signalements internes, répondant à certains critères et permettant aux lanceurs d'alerte d'informer en toute confidentialité leur employeur sur des violations importantes. Le lanceur d'alerte est encouragé à signaler un comportement contraire aux règles en vigueur en interne à l'entité juridique concernée.

Sont encore soumises à l'obligation de mettre en place un canal interne « toutes les entités juridiques du secteur public, y compris toute entité appartenant à de telles entités ou contrôlée par de telles entités ». La directive offre une certaine discrétion dans la mise en place des canaux internes au niveau des entités juridiques de service public, qui comprennent les ministères et leurs départements, les services et administrations sous leur attribution, les établissements publics et les communes de plus de 10.000 habitants.

Les signalements externes sont possibles auprès des autorités compétentes énumérées de manière exhaustive dans le texte du projet de loi.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 10/01/2022
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

12/01/2022	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi
09/11/2022	Échange de vues avec les représentants de l'Ordre des avocats du barreau de Luxembourg
19/04/2023	Examen de l'avis et de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et examen des amendements gouvernementaux
26/04/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02/05/2023
Loi du 16 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 232, page 1

Organisation des centres de recherche publics

7996 – Projet de loi portant modification de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics

Le projet de loi sous rubrique propose de modifier la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics en procédant à des adaptations au niveau de l'organisation et du fonctionnement des centres de recherches publics, à savoir le « Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) », le « Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) » et le « Luxembourg Institute of Health (LIH) », ceci compte tenu du développement et de l'évolution qu'ont pris les centres de recherche publics depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée au 1er janvier 2015.

Les modifications proposées ont comme objectif d'adapter le cadre législatif au développement actuel et à l'évolution future des centres de recherche publics au sein du dispositif national de la recherche publique. D'un point de vue formel, les modifications proposées visent en outre une harmonisation avec les dispositions correspondantes de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg, ceci afin d'assurer la cohérence au niveau de la législation relative aux institutions publiques d'enseignement supérieur et de recherche.

Les modifications proposées concernent principalement l'accès aux données personnelles, les conseils d'administration par l'intégration des représentants des salariés, le renforcement des directions par la nomination de directeurs généraux adjoints, de directeurs administratifs et financiers, de directeurs des systèmes d'information et de directeurs des ressources humaines, l'octroi plus ciblé du congé scientifique et la détermination des domaines d'activités des centres de recherche publics dans les conventions pluriannuelles conclues avec l'État.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 27/04/2022
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

21/10/2022	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
01/02/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État Adoption d'une série d'amendements parlementaires

29/03/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2023
Loi du 7 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 324, page 1

Opérateurs de plateforme

8029 – Projet de loi relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Opérateurs de plateforme et portant modification :

1° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de

– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;

– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;

– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;

– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;

2° de la loi du 21 juillet 2012 portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures ;

3° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ;

4° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

5° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays ;

6° de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

7° de la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;

en vue de transposer la directive 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer la directive (UE) 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal (ci-après « DAC7 »), notamment afin d'étendre les règles de transparence fiscale aux opérateurs de plateforme.

Les opérateurs de plateforme qui mettent en relation des vendeurs avec des utilisateurs gagnent progressivement en importance pour l'économie. Or, la dimension transfrontalière des services proposés par ces opérateurs de plateforme rend l'application des règles fiscales plus difficile. Actuellement, les États membres de l'Union européenne ne disposent de manière générale pas facilement des informations nécessaires pour évaluer et contrôler les revenus bruts réalisés par l'intermédiaire de plateformes numériques, d'autant plus si celles-ci sont établies dans un autre État.

La DAC7, qui fait partie intégrante des efforts au niveau européen en faveur d'une fiscalité équitable et simplifiée tout en tenant compte des évolutions économiques, vise à répondre à cette problématique.

Par le présent projet de loi, une obligation de déclaration normalisée à la charge des opérateurs de plateforme est introduite, afin de recueillir des données relatives aux prestataires actifs sur les plateformes numériques ainsi qu'à leurs prestations. Ces données sont ensuite échangées de manière automatique et obligatoire entre les États membres.

La DAC7 repose sur les règles types en la matière élaborées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce qui vise à permettre la mise en place d'un échange d'informations équivalentes avec les juridictions hors Union européenne.

Au-delà du volet de l'échange automatique portant sur certaines données recueillies par les opérateurs de plateforme, la notion de « pertinence vraisemblable » en matière d'échange de renseignements est davantage précisée, permettant ainsi à une autorité requérante de justifier sa demande d'informations relative à un ou plusieurs contribuables.

Ensuite, la DAC7 impose aux États membres d'échanger de manière automatique des informations concernant au minimum quatre catégories de revenu et de capital. En l'espèce, le Luxembourg échange déjà des informations concernant les revenus d'emploi, tantièmes, et pension. S'y ajoute en vertu de la loi en projet sous rubrique la propriété de biens immobiliers et ce à partir des périodes imposables débutant le 1er janvier 2025. Les États membres s'efforcent d'y joindre le numéro d'identification fiscale (« NIF »).

La DAC7 renforce également la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CE (« DAC 1 ») concernant la présence de fonctionnaires d'un État membre sur le territoire d'un autre État membre et la réalisation de contrôles simultanés par deux États membres ou plus afin de garantir l'application effective des dispositions fiscales nationales. Le cadre et les principes qui doivent s'appliquer lorsque les autorités compétentes choisissent de recourir au moyen du contrôle conjoint sont également clarifiés.

En vertu de la DAC7, les États membres partagent par ailleurs l'accès aux mécanismes, procédures, documents et informations visées à l'article 32bis de directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil. Cette disposition concerne notamment l'accès au système électronique central de recherche de données institué par la loi du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts.

La loi en projet définit les obligations de diligence raisonnable, d'enregistrement et de déclaration à charge des opérateurs de plateforme au Luxembourg et détermine les modalités de l'échange automatique des informations déclarées et relatives à des vendeurs non-résidents avec les autorités fiscales des autres États membres de l'Union européenne.

Afin d'assurer le respect du droit à la protection des données à caractère personnel et de se conformer notamment au règlement général sur la protection des données, le projet de loi prévoit également l'adaptation de la loi précitée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal, de la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD), de la loi du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays ainsi que de la loi du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 13/06/2022
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :
17/10/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
09/01/2023 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24/04/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/05/2023
Loi du 16 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 237, page 1

Coopération en matière de transports transfrontaliers

8043 – Projet de loi portant : 1° approbation de l'Avenant, fait à Esch-sur-Alzette, le 19 octobre 2021, au Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports

transfrontaliers du 20 mars 2018 et à la Convention relative au financement d'aménagement visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables du 23 octobre 2020 ; 2° modification de l'article 2, paragraphe 1er, de la loi du 7 septembre 2018 1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018 ; 2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen

Le Protocole d'accord relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers du 20 mars 2018 définit les principes des aménagements ferroviaires à réaliser sur la ligne ferroviaire Metz–Thionville–Luxembourg aux horizons 2022-2024 et 2028-2030, définit les besoins en matière de politique de covoiturage et de transports en commun routiers transfrontaliers et pose les principes de financement de ces aménagements. Le Luxembourg s'est engagé à contribuer aux aménagements sur le territoire français à hauteur de 120 millions d'euros, dont 110 millions d'euros pour le volet ferroviaire, le détail du financement devant ensuite se faire par la conclusion de conventions spécifiques.

L'objet du présent projet de loi est d'approuver l'avenant au Protocole d'accord relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers du 20 mars 2018, ainsi qu'à la convention relative au financement d'aménagement visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables du 23 octobre 2020. Cet avenant a pour effet de doubler l'engagement de cofinancement du Luxembourg et d'engager l'État non plus à hauteur de 110 millions d'euros, mais à hauteur de 220 millions d'euros.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/07/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
16/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/04/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2023
Loi du 30 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 369, page 1

Circulation routière internationale

8059 – Projet de loi portant approbation de l'amendement de la Convention sur la circulation routière, faite à Vienne, le 8 novembre 1968, ouvert à la signature le 14 janvier 2021

Ce projet de loi à article unique vise à ratifier l'amendement, ouvert à la signature le 14 janvier 2021, à la Convention sur la circulation routière, signée à Vienne le 8 novembre 1968 et approuvée au Luxembourg par la loi du 27 mai 1975. Cette Convention a comme but de faciliter la circulation routière internationale et d'améliorer la sécurité routière en harmonisant la règlementation entre les parties contractantes.

L'amendement vise à ajouter deux nouvelles définitions à l'article 1er et un nouvel article 34bis à la Convention afin de permettre aux États contractants d'intégrer la conduite automatisée dans leur législation nationale en fonction de leurs besoins respectifs sans enfreindre la Convention.

Le Luxembourg, ensemble avec les gouvernements de la Belgique, de la France, du Portugal, de la Russie, de la Suède et de la Suisse ont proposé d'amender la Convention en y ajoutant les définitions de « système de conduite automatisé » et de « contrôle dynamique » ainsi qu'un nouvel article indiquant le rôle du conducteur dans le cadre de la conduite automatisée. Ainsi, l'obligation pour tout véhicule d'avoir un conducteur est relativisée par l'ajout d'une disposition précisant que cette condition est déjà remplie (« réputée satisfaite ») lorsqu'un système de conduite automatisée est en mode d'exécution.

Du côté technique, les véhicules équipés d'un système automatisé doivent être conformes à la législation relative à la conception des véhicules, sur laquelle se fondent généralement l'homologation de type ou l'auto-certification, nationales ou internationales.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 29/07/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
16/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/04/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2023
Loi du 21 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 330, page 1

Exploitation des transports scolaires par autobus

8062 – Projet de loi relative au financement de l'exploitation des transports scolaires par autobus

Le projet de loi propose d'autoriser le Gouvernement à conclure des contrats pour l'exploitation des services réguliers spécialisés de transports scolaires par route pour un montant ne pouvant dépasser le montant de 180.845.186 euros jusqu'au 15 juillet 2028. Ce montant s'entend TVA comprise et correspond à la valeur 930,37 au 1er avril 2022 de la moyenne semestrielle des indices des prix à la consommation et sera adapté semestriellement aux variations du coût de la vie. Les dépenses occasionnées seront imputées sur le crédit annuel afférent de la section des transports publics routiers au budget des dépenses courantes du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics.

L'estimation des besoins se base sur le prix du réseau scolaire actuel, tout en prenant en compte la réorganisation prévue et le retour d'expérience du marché public pour le réseau RGTR. En raison des évolutions difficilement prévisibles ainsi que des développements géopolitiques actuels, les prix sont estimés « sous réserve », y compris l'inclusion d'une certaine marge de manœuvre.

Il est prévu de conclure un marché pour une durée de 4 ans tout en prévoyant une marge de sécurité d'une année scolaire pour le cas où un recours contre une décision d'attribution ne permettrait pas de conclure les contrats tels que prévus par le calendrier visé.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/08/2022
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :
16/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
20/04/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2023
Loi du 25 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 258, page 1

Coopération des autorités communales et de la Police

8129 – Projet de loi modifiant l'article 38 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Le projet de loi a pour objet de compléter la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale en ajoutant à l'article 38, paragraphe 1er, alinéa 2 relatif à la composition du comité de prévention communal les agents municipaux à la liste

des membres effectifs. La future loi se situe dans le cadre de la bonne coopération des autorités communales et de la Police au sein du comité de prévention communal, aux travaux duquel les agents municipaux ont jusqu'à présent été systématiquement associés et dont ils feront désormais partie d'office, suite à l'élargissement de leurs compétences par la loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux (dossier parlementaire 7126).

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 28/12/2022
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :

16/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
20/04/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/05/2023
Loi du 7 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 290, page 1

Modifications du Code de la sécurité sociale

8151 – Projet de loi portant modification des livres Ier, II et III du Code de la sécurité sociale

Le présent projet a pour objectif d'apporter des précisions aux livres Ier (assurance maladie-maternité) et III (assurance pension) du Code de la sécurité sociale (CSS). Celles-ci concernent, d'un côté, la fixation de la lettre-clé suite à un échec de la médiation déclenchée après le non-aboutissement de négociations sur la valeur de la lettre-clé initiale entre la Caisse nationale de santé (CNS) et un groupement professionnel, et, de l'autre, la clarification de la situation des personnes représentant l'État, les communes ou les instances du dialogue social dans des entités tierces en matière d'assujettissement aux cotisations sociales.

Fixation de la lettre-clé

L'ajout proposé au livre Ier du CSS vise à combler une insécurité juridique constatée lors des négociations entre la CNS avec le groupement représentatif des psychothérapeutes sur la valeur initiale de la lettre-clé et soulevée par le Conseil d'État dans son avis rendu en date du 24 janvier 2023 par rapport au projet de règlement grand-ducal portant fixation initiale de la lettre-clé applicable aux actes et services prévus dans la nomenclature des actes et services des psychothérapeutes pris en charge par l'assurance maladie.

Alors que le CSS prévoit qu'à défaut d'accord les dispositions obligatoires d'une nouvelle convention sont fixées par règlement grand-ducal et que cette disposition s'applique également aux tarifs qui ne sont pas fixés moyennant lettre-clé (art. 64), il n'y a pas de disposition formelle prévoyant les modalités de fixation de la lettre-clé initiale lorsque les parties n'arrivent pas à trouver un accord.

Il en résulte que tant que les partenaires conventionnels n'arrivent pas à trouver un accord, les assurés malades ne peuvent pas bénéficier de la prise en charge par l'assurance maladie des prestations dispensées par les prestataires en question. L'expérience récente des négociations tarifaires entre la CNS et les psychothérapeutes a montré qu'une telle situation peut se prolonger pendant des années.

Il est proposé de combler le vide juridique existant et de déterminer les modalités de négociation de la lettre-clé initiale dans le cas de figure d'une nouvelle convention. Ainsi, la période de négociation de la lettre-clé initiale est fixée à trois mois et la procédure de médiation est déclenchée lorsque les parties n'aboutissent pas à un accord à l'issue de ce délai.

En cas de non-conciliation, un règlement grand-ducal fixe alors la lettre-clé initiale. Cette fixation se fonde sur un certain nombre de critères objectivement justifiables.

Au cas où une intervention par le ministre ayant la Sécurité sociale dans ses attributions s'avère incontournable pour permettre la prise en charge des prestations, il n'est pourtant pas prévu de rompre avec les principes de la négociation tarifaire conventionnelle et l'autonomie conventionnelle des partenaires. La finalité de cette mesure est exclusivement de pouvoir procéder à la mise en pratique des dispositions du CSS et de permettre la prise en charge des prestations de soins de santé prévues par le CSS, lorsqu'à l'issue d'une procédure de négociation et de médiation, un accord n'a toujours pas pu être trouvé.

Par la suite, les parties peuvent exercer leur autonomie tarifaire en lançant une nouvelle procédure et en entamant des échanges pour la négociation d'une nouvelle valeur de la lettre-clé. Entre-temps, la prise en charge des prestations est assurée grâce à la fixation de la valeur initiale de la lettre-clé.

À noter que les dispositions de la loi en projet produisent leurs effets au 1er janvier 2023 ; le délai de trois mois pour introduire une demande en vue de (re)négocier une adaptation des lettres-clés fixées par règlement grand-ducal au jour de la publication de la loi sous rubrique commence à courir le jour qui suit la publication de la loi.

Représentants d'entités publiques et de dialogue social

En matière de cotisations sociales, la situation des personnes qui représentent une entité publique (communes ou État) ou de dialogue social (chambres professionnelles etc.) dans une entité tierce dans laquelle les premières ont un ou plusieurs sièges au niveau des organes décisionnels (conseil d'administration, comité de direction, etc.), n'est pas régie par des dispositions répondant spécifiquement à leur situation particulière.

En effet, le CSS connait globalement en matière d'affiliation, outre les régimes spéciaux ou spécifiques pour certains secteurs d'activité, le travail pour le compte d'autrui (salarié) ou pour son propre compte (indépendant). Toutefois, une personne qui représente les entités prémentionnées ne répond véritablement aux critères ni de l'une ni de l'autre situation. Les personnes en question sont nommées dans les organes, dans lesquels les entités publiques ou de dialogue social ont un siège ou poste à pourvoir pour que leurs intérêts soient dûment représentés, mais ces personnes ne sont pas salariées. En effet, il s'agit le plus souvent de mandataires élus issus des élections communales ou sociales ou encore de fonctionnaires (essentiellement étatiques).

Actuellement, les indemnités versées en relation avec ces représentations sont considérées comme revenu d'une activité pour son propre compte et assujetties en conséquence. Étant donné que cette pratique ne correspond pas à la réalité, il est proposé d'aligner ces situations sur des situations similaires régies par des dispositions spécifiques, par exemple en ce qui concerne les députés dont certaines indemnités ne sont pas soumises aux cotisations sociales.

En ce qui concerne les fonctionnaires publics, les indemnités perçues font certes l'objet d'un traitement spécifique par le biais de la législation réglant leur statut et leur revenu, mais le CSS ne prévoit pas une exemption explicite de ces indemnités. Partant, il est proposé d'apporter les précisions requises pour aligner les différentes situations qui répondent à des critères identiques, à savoir le fait de représenter une entité publique ou de dialogue social dans un organe décisionnel d'une entité tierce.

À noter que, suite à une observation du Conseil d'État à propos d'un éventuel risque d'absence de couverture pour le risque accident, le projet de loi sous rubrique prévoit une adaptation à l'endroit du Livre II du CSS concernant l'assurance accident.

Afin de clarifier un certain nombre de situations survenues en relation avec le problème exposé et de permettre un redressement rétroactif de ces situations, les dispositions introduites par la nouvelle loi produisent leurs effets à partir du 1er janvier 2018.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale, le 09/02/2023
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :

23/03/2023	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
27/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
24/04/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/04/2023
Loi du 22 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 257, page 1

Convention de non double imposition avec la France

8159 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, et le Protocole y relatif, tels que modifiés, fait à Bruxelles, le 7 novembre 2022

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver l'Avenant, fait à Bruxelles, le 7 novembre 2022, à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018, tels que modifiés par l'Avenant, fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019.

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans les efforts menés par le Gouvernement afin de rendre le télétravail plus attractif pour les travailleurs frontaliers. L'aspect fiscal du télétravail transfrontalier est régi par la Convention sous rubrique. En l'espèce, l'État de résidence renonce à imposer des rémunérations qui sont liées à une activité exercée sur son territoire ou le territoire d'un État tiers dans l'hypothèse où un seuil de jours n'est pas dépassé.

En 2018, ce seuil de tolérance a été fixé à 29 jours. L'Avenant signé le 7 novembre 2022 à Bruxelles propose en son article 1er de relever le seuil de tolérance de 29 jours à 34 jours dans le cadre de l'application de l'article 14 de la Convention relatif aux revenus d'emploi concernant l'imposition des revenus provenant des activités salariées.

Ainsi, les personnes résidant en France et qui travaillent au Luxembourg ont désormais le droit d'exercer leur activité salariée pendant 34 jours au maximum en dehors du Luxembourg tout en demeurant soumis à l'impôt au Luxembourg.

L'Avenant prévoit également qu'un résident français disposant de la nationalité française ou disposant de la nationalité française et d'une nationalité, autre que luxembourgeoise, et rendant des services à l'État luxembourgeois est désormais couvert par le seuil de tolérance.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24/02/2023
Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

20/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
24/04/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 03/05/2023
Loi du 19 juin 2023
Mémorial A : 2023, n° 321, page 1.

Contribution négative du mécanisme de compensation

8178 – Projet de loi relative au financement de la contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation pour l'année 2023

Le projet de loi vise le financement de la contribution négative du mécanisme de compensation pour l'année 2023, introduit par la loi du 23 décembre 2022 modifiant la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

Le présent projet de loi fait partie du paquet de mesures de l'accord tripartite (« Solidaritéitspak 2.0 ») conclu entre le Gouvernement, l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGB-L, LCGB et CGFP le 28 septembre 2022, qui consiste en une stabilisation des prix de l'électricité à leur niveau de 2022 pour tous les clients résidentiels ayant une consommation annuelle inférieure à 25 mégawattheures.

Sur base du cadre légal créé en décembre par la modification de la loi modifiée du 23 décembre 2022 relative à l'organisation du marché de l'électricité ainsi que par le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), en concertation avec le Ministère de l'Énergie, a fait une estimation concernant le montant de la contribution au mécanisme de compensation de la catégorie A pour l'année 2023 dans son règlement ILR/E22/58 du 28 décembre 2022. Après fixation des tarifs du réseau et sur base des données de la consommation et de production d'électricité renouvelable de l'année en cours, ainsi que des prévisions pour l'année à venir, le montant estimé de la contribution étatique pour la période allant du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023 s'élève à 108.500.000 euros.

Considérant que le montant calculé dépasse le seuil de 40.000.000 euros toutes taxes comprises prévu par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, une loi de financement spéciale doit être adoptée. Concernant l'impact financier, les dépenses nécessaires pour stabiliser les prix de l'électricité pour l'année 2023 sont imputées sur le Fonds climat et énergie et sont fixées à 110.000.000 euros.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 17/03/2023
Rapportrice : Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :

24/03/2023	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
21/04/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/04/2023
Loi du 25 mai 2023
Mémorial A : 2023, n° 259, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 9

M. Fernand Etgen, Président

2. **Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite)** p. 9

Débat (suite) : M. François Benoy | M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Gilles Roth et Mme Stéphanie Empain) | Mme Nathalie Oberweis (intervention de M. Fernand Kartheiser) | M. Marc Goergen

Prises de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances (interventions de M. Dan Kersch, M. Gilles Roth et Mme Octavie Modert) | M. Marc Goergen (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

3. **8151 – Projet de loi portant modification des livres Ier, II et III du Code de la sécurité sociale** p. 20

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch

Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | M. Marc Hansen | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8151 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Franz Fayot, M. Claude Haagen et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite)

D'Chamber fiert de Mëtteg weider mat der Debatt iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm PSC an iwwert den nationale Reformprogramm PNR. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Débat (suite)

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här President. Madamm Ministesch, Dir Dammen an Hären, déi lescht Jore si vun engem ganz kompliz éierte Kontext markéiert: D'Coronakris, déi d'Ekonomie zum Stoe bruecht huet, e Krich an Europa duerch d'Invasioun vu Russland an d'Ukrain, wat zu enger schwéierer Energiekris gefouert huet an zur Inflatioun, derbäi kommen nach d'Klimakris, déi sech an de leschte Jore verschäerft huet an déi mir zu Lëtzebuerg mëttlerweil och däitlech spieren, d'Kris am Logement, déi och net méi einfach gëtt.

An an deem schwéiere Kontext hu mir et fäerdegbruecht zu Lëtzebuerg, gutt ze reagéiere wärend der Energiekris, wou mer derfir gesuergt hunn, dass d'Präisser net fortlafen, mee gläichzäiteg gespuert hunn an och nei Rekorder bei der Produktioun vun erneierbaren Energien opweises hunn. Déi Instrumenter, déi mer fir de Klimaschutz en place gesat hunn, gräifen, well mir an de leschte Joren ons Emissioune konsequent reduzéiert hunn an also ganz gutt um Wee a Richtung Klimaneutralitéit ënnerwee sinn. Rekorder brieche mer bei den Investissementer an d'Mobilitéit, déi net just wichteg si fir de Klimaschutz, mee och fir d'Liewensqualitéit. Néierens op der Welt gëtt esou vill an den ëffentlechen Transport investéiert wéi zu Lëtzebuerg.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Gradesou am Logement, wou nieft den historesche Rekordinvestissementer och Instrumenter en place gesat ginn, wou joerzéngtelaang just driwwer geschwat gouf, amplaz reell eppes ze maachen! A mir hu bewisen, dass an där Kris den Zesummenhalt hei am Land gutt fonctionéiert, well d'Regierung vill gutt Léisunge fir d'Land zesumme mat de Sozialpartner fonnt huet. An eng ganz Rei vun deene Mesüre fënnt een och an dem PNR erëm, dee mer haut diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Inflatioun geet liicht zréck, vu 4,8 % op 4,3 % op e Joer gekuckt, an duerch d'Weiderféierung vun den inflatiounsbremsende Mesüren, déi mer an der Tripartitt decidéiert hunn, wäert d'Inflatioun weider niddreg gehale ginn. Mee d'ekonomescht Ëmfeld ass net einfach, wat een zum Beispill un de Faillitte gesäit, déi zwar am Joer 2022 méi niddreg ware wéi 2021, an awer gouf et eng Hausse am véierten Trimester mat 388 Faillitten, en neie Rekord, dee mer virun allem bei den Holdingen a bei de Commercë gesinn.

De Chômage bleift niddreg an an de Previsioune soll e just liicht klammen. Et mécht sech bemierkbar, dass d'Entreprisen a verschiddene Secteure manner Leit astellen, wärend mer an anere Secteuren e Personalmanktem hunn. Dat mécht sech dann och bei dem Wuesstum bemierkbar, deen zejoert bei just 1,5 % louch a sech och an den nächste Jore wuel éischter moderat entwéckelt, gradewéi och den Emploi.

An et gesäit och net esou aus, wéi wann et géif méi einfach ginn. De Krich géint d'Ukrain geet weider an déi international Tensioune sinn héich a mir hu Liwwerketteschwieregkeeten. D'Challengë sinn also enorm, an dofir brauche mer och weiderhin eng proaktiv Politick, déi den Erausfuerderungen net hannendruleeft, mee agéiert an an d'Zukunft investéiert.

Mir hunn dat an de leschten zéng Joer an dëser Koalitioun gemaach! An elo gëllt et och, dat weiderzemaachen an dat souguer nach méi engagéiert weiderzemaachen. Nëmme wa mir d'Challengë konsequent uginn, si mir als Land resilient, attraktiv, liewenswäert, an dat souwuel fir d'Bierger wéi fir d'Entreprisen, well béides geet zesummen.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Klimakris ass e groussen Challenge a mir mussen eis Ekonomie an ons Gesellschaft a Richtung Klimaneutralitéit opstellen, an dat séier. Ons Klimapolitick, virop mam Klimagesetz an och mam Nationale Klima- an Energieplang, wierkt. Déi leschte Zuele weisen, dass mer op der Trajectoire a Richtung Klimaneutralitéit sinn. Gläichzäiteg seet awer och de leschte Rapport vum Weltklimarot ons däitlech, dass mer zousätzlech an nach méi effikass Mesüre brauchen, wa mir an Zukunft eng liewenswäert Welt wëlle schafen an e liewenswäert Lëtzebuerg wëlle schafe fir ons a fir ons Kanner – a genau dat ass ons verdammte Flicht!

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | A genau déi ambitiéis Klimapolitick maache mir och mat der Aktualiséierung vun dem Klima- an Energieplang, deen den Energieminister an d'Klimaministesch d'leschtWoch presentéiert hunn. A mat deenen 200 Mesüre wäerte mer ons zousätzlech Reduktiounsziler respektéieren, wéi de Statec et berechent huet. Mee dofir musse mer se awer och ëmsetzen an den nächste Joren.

Eng sozial gerecht CO_2-Steier gëtt weidergefouert duerch d'Hausse ëm 5 Euro pro Tonn d'Joer. Doduerch ginn Investissementer an d'Klimaneutralitéit méi attraktiv. Et gëtt e Phase-out vu fossillen Heizungen, als Éischt volontaire an duerno méi contraignant, falls dat néideg sollt sinn.

Mir schafen eng national Entitéit, fir d'energeetesch Renovatioune vun alle Wunnenge weiderzedreiwen. Mir kreéieren e Klimapakt, fir den Entreprisen nach besser ze hëllefen. Den Accès op d'Klimabonusprogrammer soll nach méi einfach ginn. Menagë mat manner Revenue sollen iwwer e Leasing social méi einfach Accès op elektresch Autoe kréien. A mir dreiwen d'Waasserstoffstrategie weider a bleiwen domadder technologieoffen.

Am Beräich vun der Mobilitéit, op dee mir zwee Drëttel vun den Zäregasemissioune verbuche mussen, hu mer mam Nationale Mobilitéitsplang 2035 eng Strategie, wéi mir och mat 40 % méi Beweegungen net nëmme méi mobill sinn, mee och méi Liewensqualitéit garantéieren. A mir hu grad eréischt och wichteg Projeten an deem Kontext gestëmmt, Rekordprojeten, wat d'Chifferen ugeet: 7,14 Milliarde fir 15 Joer Service publique Zuch an 1,26 Milliarde fir de Bus bis 2035. An déi Rekordinvestissementer mussen natierlech an de nächste Jore gradesou konsequent weidergoen.

Här President, Dir Dammen an Hären, e weidere groussen Challenge ass de Logement, dat fir de sozialen Zesummenhalt, awer och fir d'ekonomesch Entwécklung, well déi riseg Retarden aus de leschte Joerzéngten zu engem däitleche Kompetitivitéitsnodeel vun onsem Land gefouert hunn. All déi, déi haart jäizen iwwert d'Efforte vun dëser Regierung, solle sech emol un der eegener Nues huelen! Wien huet et da jorelaang verpasst, d'Grondsteier ze reforméieren? Wien huet dann e Pacte Logement gemaach, dee mat der Géisskan verdeelt huet amplaz reell Logement ze schafen?

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Wien huet da Wunnenge mat ëffentleche Gelder gebaut, déi no e puer Joren um Marché mat grousse Plus-valuë verkaf gi sinn an haut am staatleche Park feelen?

Une voix | Wie war et?

M. François Benoy (déi gréng) | Mir suergen derfir, dass an den nächste Joren iwwer 500 ëffentlech Wunnengen d'Joer gebaut ginn, esou vill wéi nach ni an der Geschicht vun dësem Land, an déi Wunnenge

stinn och den nächste Generatiounen nach zur Verfügung!

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Mir hunn e Pacte Logement 2.0 geschaf, dee garantéiert, dass och wierklech Wunnenge gebaut ginn an an der ëffentlecher Hand bleiwen. Mir hu Steieravantagen ofgebaut, déi net effikass waren, an eng Reform vun der Grondsteier virgeluecht, déi Terraine mobiliséiere soll. An ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, dass mer knapp 3.000 Hektar fir Wunnraum fir 300.000 Leit an de Perimetere vun de Gemengen hunn. Fakt ass, dass haut esou vill an den ëffentlechen a bezuelbare Wunnraum investéiert gëtt wéi nach ni, an dat ass de Verdéngscht vum Logementsminister a vun dëser Regierung. An dësen Engagement muss konsequent weidergoen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, ech féiere vill Gespréicher mat Entreprisen. An d'Froe vun der Mobilitéit an dem Logement gradewéi der Liewensqualitéit – an dat mierkt een an alleguerten deene Gespréicher – sinn zentral fir d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg an och vill méi relevant, wann et ëm d'Kompetitivitéit geet, wéi d'Froen, ob mer elo 1 % méi oder manner Besteierung maachen, Froen, déi Verschiddener wierklech ideologesch bis an de leschten Detail wëlle féieren a sech och gären dra verléieren.

A puncto Steieren a Kompetitivitéit ass et awer immens wichteg, dass mir zousätzlech zu deenen Investissementer a méi Liewensqualitéit, Logement, Mobilitéit och cibléiert Incentive schafen, fir d'digital an d'nohalteg Transitioun ze acceleréieren, esou wéi mer dat och an der Tripartitt decidéiert hunn.

Vill Entreprisen offréieren hire Salariéen haut ëmmer nach en Déngschtauto, dee jo en Avantage en nature ass. An och, wa mir grad derfir suergen, dass den Elektro do elo d'Reegel gëtt, sou ass et awer esou, dass ganz vill Jonker deen Avantage haut eigentlech net méi brauchen, jo, dass der souguer ganz vill – dat kréien ech aus Entreprisen och gezielt an ass och d'Realitéit vum Terrain – zum Deel guer kee Fürerschäi méi hunn.

Ech wëll dofir nach eng Kéier ënnersträichen, dass mir mengen, dass mer e „Budget bien-être" mussen aféieren an den nächste Joren, wou d'Employeuren hire Salariéë kënnen eng Rei Avantage-en-naturë ginn, déi vu Mobilitéitsoffere wéi dem Carsharing iwwer Logement bis zum Beispill bei Sportsaktivitéite kënne goen. D'Belsch huet esou e Budget mobilité élargi agefouert, wou och Logementsoffere kënnen dra sinn. Zum Beispill kann een an der Belsch de Loyer ofsetzen iwwert dee Budget mobilité élargi, wann een en net notzt fir en Auto zum Beispill.

Weider menge mer, dass een eng Prime participative genau analyséieren an evaluéieren an och reforméiere soll. An e wichtege Punkt, fir d'Land méi attraktiv ze gestalten, ass och d'Stäerkung vun dem Pouvoir d'achat, wou mir als Gréng jo schonn am Kader vun der Steierdebatt gesot hunn, dass mir déi kleng an déi mëttel Revenuen onbedéngt wëllen entlaaschten.

D'Finanzplaz, Dir Dammen an Hären, ass en integrative Bestanddeel vun onser Ekonomie an och e ganz wichtegen Acteur an der Klimatransitioun. Andeems mir als Gréng eis fir eng klimafrëndlech Finanzplaz ausschwätzen, si mer net géint d'Finanzplaz, wéi Verschiddener et heiansdo gären hei insinuéieren, mee am Géigendeel wëlle mer domat d'Finanzplaz fit maache fir d'Zukunft. Well all Acteur, dee sech net ëmstellt en vue vun der Klimakris, wäert an Zukunft de Kierzeren zéien!

Kommt, mir verpassen den Zuch net, mee mir si Vireider a schreiwen d'Successstory vun der Finanzplaz weider mat engem neie Kapitel! Dat heescht awer, dass mer nach vill méi aktiv musse ginn an ons och eppes mussen trauen: Méi Transparenz, méi Moyenen, fir a Richtung vun nohaltege Finanzen ze goen, dat brauche mer!

An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach, e puer Wuert zu de Staatsfinanzen ze soen. De Staat huet an de leschte Joren eng ëmmer méi grouss Roll ageholl. Mir gesinn dat beim Logement, wou de Staat muss asprangen, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen, mir gesinn et bei der Santé, wou de Staat gefuerdert ass, eng effikass Gesondheetsversuergung fir all d'Biergerinnen an d'Bierger ze assuréieren. Mir gesinn et bei der Ekonomie, wou de Staat gebraucht gëtt, fir ze ënnerstëtzen am Fall vu Krisen. A mir gesinn et beim Klima, wou ouni d'Ënnerstëtzung an de Kader, deen de Staat kann a muss ginn, eng Transitioun guer net méiglech wier. D'Illusioun, dass de Marché d'Saachen aleng reegelt, gëtt zwar vu Verschiddenen ëmmer erëm beméit, mee si ass a bleift eng Illusioun!

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Ma eebe grad, well de Staat esou eng wichteg Roll huet, musse mer och derfir suergen, dass de Staat och an Zukunft iwwert déi néideg Recettë verfüügt, fir deem wichtege Rôle gerecht ze ginn.

Wann ee sech ukuckt, wéi onse Budget haut opgebaut ass, da gëtt dat awer net einfach, dat weisen och d'Chifferen, déi mer an dësem PSC hunn. Verschidde Recetten, wéi zum Beispill déi aus dem Tanktourismus, wäerte spéitstens duerch d'Elektrifizéierung vun der Autosflott komplett verschwannen. An och bei de Recetten aus dem Tubak stellt sech d'Fro, ob mer laangfristeg dorop kënnen an iwwerhaapt wëlle setzen.

Eng gréisser Steierreform bleift also onëmgänglech a muss eng vun den Haaptprioritéite vun der nächster Regierung sinn, eng Reform, bei där mer d'Leit, d'Betriber an de Klima stäerken a gläichzäiteg derfir suergen, dass de Staat senger wichteger Roll ka gerecht ginn, fir an d'Zukunft ze investéieren.

Här President, Dir Dammen an Hären, en attraktiivt Land ass e Land, wou eng héich Liewensqualitéit fir d'Biergerinnen an d'Bierger existéiert an et Opportunitéite gëtt fir d'Betriber, mat enger Ekonomie, déi zukunftsfäeg opgestallt ass, an dat gëllt vun der Landwirtschaft bis bei d'Finanzplaz, mat enger Mobilitéit, déi jidderengem et erlaabt, sech sécher, séier an effikass vun A op B ze beweegen, mat engem Steier- a Sozialsystem, deen Ongläichheeten ofbaut an déi geziilt ënnerstëtzt, déi et brauchen, mat engem Wunnengsmarché, dee jidderengem bezuelbare Wunnraum garantéiert, a mat engem Schoulsystem, deen all Kand d'Chance gëtt, sech ze entfalen, an déi Profiller fërdert, déi eis Ekonomie brauch. Wa mer dat alles hikréien, da bleiwe mer kompetitiv, attraktiv a mir bereeden d'Land zesummen op d'Erausfuerderunge vun der Zukunft vir.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt emol fir d'éischt der Regierung Merci soe fir déi Presentatiounen, déi mer gëschter gemaach kruten, an och menge Virriedner. Ech wëll direkt soen: Ech hu perséinlech dem Här Roth seng Ried am interessantste fonnt.

Une voix | A!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Bis op ee Punkt si mer och op villem d'accord. Mee wann den Här Roth seet, de Wuesstum wär e „gesonde Wuesstum" – an doriwwer schwätze mer nach –, dann hu mer awer do eng Différence de vue, an ech wäert herno nach e bëssen dorobber zréckkommen.

D'Perspektive fir déi Lëtzebuerger Ekonomie sinn onsécher, warscheinlech och net terribel gutt, well egal, wéi eng Previsiounen ee kuckt, déi vum IMF oder vum Statec, si se net wierklech ze vergläiche mat deem, wat mer an deene leschte Jore kannt hunn. Den IMF, dee schätzt en op 1 %. Et gëtt eis da gesot, gutt, dee wär souwisou ëmmer méi pessimistesch wéi eise Statec. Mee mir mussen och dat internationaalt Ëmfeld kucken. Ech mengen, mir gesi jo elo zum Beispill, datt an der Eurozon de Wuesstum stagnéiert, an dat ass eppes, wat een och sollt emol vergläiche mat deenen héijen Erwaardungen, déi mer an deene leschte Joren a Joerzéngten un d'Eurozon an och un de Bannemaart geriicht haten.

Dir erënnert Iech bestëmmt un d'Lissabon-Strategie, déi och eng Kéier komm ass, wou gesot ginn ass: „Jo, mir maachen aus dëser Europäescher Unioun, aus dem Bannemaart, aus der Eurozon déi kompetitiivst, dynameschst Wirtschaftszon op der Welt." Dovunner ass am Abléck wierklech näischt méi bliwwen.

Mir gesinn och, datt hei zu Lëtzebuerg hei selwer am véierten Trimester zejoert d'Bruttoinlandsprodukt zréckgaangen ass. Dat ass natierlech och eppes, wat eis Suerge mécht. Mir hoffen, datt sech dat ka retabléieren.

An et gëtt dofir eng Rei vun Ursaachen, Verschiddener vun de Virriedner si schonn drop agaangen. Déi geopolitesch hate mer d'lescht Woch hei ganz vill diskutéiert, d'Perte vu Kompetitivitéit, ze vill héich Energiepräisser. An u sech maache mer eppes hei am Land: Mir huelen d'Inflatioun vun de Leit ewech, den Entreprisen ewech a mir leeë se op d'Schëllere vum Staatsbudget. Dat geet eng gewëssen Zäit. Dat maache mer an der Tripartitt, dat droe mer och alleguer mat, mee et muss een einfach wëssen: Dat ass beschränkt!

Et gëtt aner grouss Defien: déi protektionistesch Moossname vun den USA, déi international Steierlandschaft, déi sech ännert ënnert der Féierung vun der OECD. A mir hu geduecht, et wär vläicht gutt, Madamm Finanzminister, an der Finanzkommissioun och emol méi dorobber anzegoen, fir datt mer e bësse kucken, wéi sech déi Saachen entwéckelen a wou sech eventuell Geforen oder Chancë fir Lëtzebuerg kéinten erausschielen. Dat sollte mer an der Finanzkommissioun maachen. Ech sinn och iwwerzeegt, datt den Här Bauler dat ophëlt als Iddi.

Dann hu mer déi restriktiv Geldpolitick vun der Europäescher Zentralbank. Mir hunn och e Problem doranner, datt mer net wëssen, ob déi Previsiounen, déi mer gemaach hunn iwwert de Präis vun deenen Arrangementer, déi mer an der Tripartitt geholl hunn, ob déi wierklech d'Strooss halen, well et sinn ze vill Incertituden do dran. Mir liesen och a leschter Zäit Zeitungsartikelen, déi eis awer op déi Gefor opmierksam maachen, datt mer vläicht schonn am Oktober erëm eng Kéier e Sprong maachen an ëmmer méi no un déi Grenz vun 30 % Verschëldung erukommen.

Dann hu mer d'europäesch Budgetsreegelen. Do hate mer an deene leschte Joren eng Clause dérogatoire, déi gespillt huet. Dat ass och vum nächste Joer un

eriwwer, soudatt mer och do musse besser oppassen, wat mer maachen. An déi Europäesch Kommissioun selwer huet – ech hu mer dat opgeschriwwen hei – gesot, Zitat: „datt déi deier Ënnerstëtzungsmoossnamen net fir ëmmer kënne weidergeféiert ginn". Enn vum Zitat – leider schwätzt déi Europäesch Kommissioun nach net Lëtzebuergesch, well mer dat vun 2005 nach net ëmgesat hunn, wat sproochlech méiglech wär. Déi nächst Regierung mécht dat hoffentlech!

(Interruption)

Op jidde Fall ass et fir eis, wa mer all déi Onsécherheete kucken, ëmsou méi wichteg, datt mer d'Tripartitt als Instrument vum Sozialdialog besonnesch a Krisenzäite voll ënnerstëtzen. A mir mussen och de Partner an der Tripartitt soen, datt d'Léisung vun de Problemer net ëmmer kann dora bestoen, datt de Staat nei Suen injectéiert. Dat ass sécher a bis elo méiglech gewiescht eng Zäit laang, wéi gesot, mee mir mussen och drop vertrauen, datt d'Patronat an d'Gewerkschafte mat Kompromëssbereetschaft, mat Realismus an déi Verhandlung eraginn. An dat hu se och bis elo gemaach a mir mussen do Vertraue weisen an de Lëtzebuerger Modell.

Wann et eis wierklech geléngt, wann et eis soll geléngen, erëm eng Croissance am Joer 2023 ze erreechen, da brauche mer fir méi Sécherheet eng aner Politick hei am Land! Well niewent deenen internationalen Erausfuerderungen hu mer awer eng ganz Partie vun hausgemaachte Problemer – hausgemaachte Problemer, fir déi dës Regierung dann och en Deel Matverantwortung dréit.

Do ass emol fir d'éischt déi Problematik am Finanzberäich – d'Madamm Finanzminister ass jo hei –, dat sinn déi ëffentlech Scholden. Déi sinn net nëmmen duerch déi international Entwécklungen esou héich. Et ass och den Train de vie vum Lëtzebuerger Staat, deen dozou e wichtegen Deel bäidréit. Eis Depensë wuessen einfach – an elo net nëmmen dëst Joer –, mee si wuesse méi séier wéi eis Recetten. Dir hat eis gëschter eng Presentatioun gemaach, Madamm Finanzminister, wou mer elo an deene leschte Méint 18 % Wuesstum bei den Depensen haten, 10 % bei de Recetten. Gutt, et gëtt ganz vill Ursaachen, mee ech huelen dat just als Beispill, exemplativ eebe fir eng Tendenz, déi mer säit Jore feststellen: De Lëtzebuerger Staat huet en Train de vie, deen esou net ze finanzéieren ass.

Den Här Bettel seet ëmmer, hie wär en Teamplayer, well jiddereen e bëssen och kritt, wat e gär hätt an dëser Regierung. Mee dat ass och Spender, en „Teamspender", well ech mengen, et ass einfach, fir Suen ze verdeelen, mee mir hunn déi net méi!

Mir gesinn och elo, datt de Gemengesecteur en Defizit opweist. Bon, dat wäert sech och erëm retabléieren. Mee och d'Sozialversécherungen hu laangfristeg eng bedenklech Entwécklung.

An ech wëll och vläicht ee Wuert nach soen iwwert eppes, wat Der als en eemolege Versement hei duergestallt hutt, dat ass déi Contributioun un den europäesche Budget vun 247 Milliounen, déi mer dëst Joer hunn. Wéi mer dat fir d'éischt gelies haten, hu mer geduecht: Firwat gi mir der Europäescher Unioun 247 Milliounen Euro? Mir hätten eigentlech vun der Europäescher Unioun missen 247 Millioune kréien, notamment wéinst Liberty Steel. Mir hunn dat net vergiess, datt Liberty Steel ..., datt ArcelorMittal forcéiert gouf, u Liberty Steel ze verkafen, an dat duerno schifgaangen ass, nëmme wéinst Reegelen, déi eigentlech och guer net méi de Realitéiten entspriechen. Op jidde Fall hate mir e grousse Schued als Lëtzebuerg, mat Aarbechtsproblemer an esou weider an esou virun, duerch Feeldecisioune vun der Europäescher Kommissioun an et wier eis léiwer gewiescht, mir hätten déi 247 Millioune kritt, fir dat kënnen opzefänken, amplaz datt mer se musse bezuelen.

D'Scholdenentwécklung, do gëtt vun der Regierung gesot, déi soll bis 2027 op 29 Milliarden Euro sinn, wat deen Abléck 29 % vum Bruttoinlandsprodukt géif duerstellen. Gutt, dat hänkt jo och dervun of, wéi déi international Situatioun sech entwéckelt. Et ass vläicht nach ze vill optimistesch. Awer mir wëlle ganz, ganz kloer als ADR soen, datt mir un deene maximum 30 % als Scholdegrenz absolutt festhalen, well et däerf een och net vergiessen, datt déi Laascht muss zréckbezuelt ginn, soll zréckbezuelt ginn – et ass eng Saach vun nohalteger Politick fir déi nächst Generatiounen – an datt déi Zënslaascht, iwwert déi mer hei schwätzen, alles anescht wéi harmlos ass.

Wann déi 29 % da sollten antrieden, dann hu mir eng Zënslaascht ze bezuelen, toutes choses restant égales par ailleurs – well mir wësse jo och net, wéi d'Zënse sech entwéckelen –, vu 510 Milliounen am Joer. Dat muss ee sech virstellen! Dat ass en enorme Betrag, fir deen ee ganz, ganz vill sënnvoll Saache kéint kafen oder lancéieren, Projeten, Leit ënnerstëtzen, Investitioune maachen, amplaz se einfach un Zënsen ze bezuelen.

Eise Finanzsecteur muss sech och nei erfannen. Mir gesinn eng nei Konkurrenz zum Beispill an der Fongenindustrie, wou mer vill Fongen net kréien, anerer wanderen of, dacks a Richtung Irland. Mir mussen iwwert d'Steierstruktur nodenken. Dee Problem ass scho méi laang bekannt, mee mir gesinn en Immobilismus bei der Regierung fir déi Problemer am Finanzsecteur. Se ginn zwar erkannt – hoffe mer emol –, mee et gëtt näischt gemaach! Beim Rekrutement vun Experte sollte mer eis och besser druginn.

An ech wëll och de Kolleege vun der CSV soen – den Här Roth huet de Moien dovunner net méi geschwat –, mee bis elo hu se ëmmer gesot, si hätte gär eng zousätzlech Steierklass nach derbäi. A mir wëllen dat net! Well wéi soll een déi héich ...

(Interruption)

Dach, dach! Dach, dach ... Oder hutt Der et de Moie gesot, Här Roth? Wëllt Der nach ëmmer eng zousätzlech Steierklass?

(Interruption par M. Gilles Roth)

Jo, da sot mer dat herno, wann Der wëllt. Mee dat ass en interessante Sujet, well wann Der wëllt héich qualifizéiert Experten an d'Land zéien, da kënnt Der déi net esou besteieren, datt se par rapport zu anere Finanzplaze kee kompetitiivt Ëmfeld fannen.

(Interruption par M. Gilles Roth)

Jo, sot mer.

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, den Här Roth wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, e Kommentar, mengen ech.

M. Gilles Roth (CSV) | Nee, well ech perséinlech ugeschwat gouf a well ech awer net kann akzeptéieren, dass hei vis-à-vis vun der CSV Saache gesot ginn, déi mir ni – ech wëll dat soen: ni! – gesot hunn.

Mir si selbstverständlech der Meenung, dass ee muss d'Steierlaascht insgesamt, vun den Elengerzéier virun allem a vun de Pensionéierten, dass een déi muss reduzéieren. An duerfir war eis Propos ëmmer, dass een éischtens den Delai, wéini ee vun der Steierklass 2 an d'1a kënnt am Fall vun enger Scheedung oder vun enger Verwittmung, vun dräi op fënnef Joer eropsetzt, dass een den Tariff virun allem an der Steierklass 1a esou ordonnancéiert, dass en net esou schnell op de Spëtzesteiersaz kënnt. An drëttens hu mer ëmmer gesot, dass mer de Steiermontant, dee befreit ass, den Agangssteiersaz, op 15.000 Euro géifen an d'Luucht setzen. Dat géif nämlech ipso facto heeschen, dass een an der Steierklass 1a aktuell eréischt ab 30.000 Euro Steiere géif bezuelen.

Mir hu festgestallt, dass d'Leit versprach kruten: Jiddwereen an d'Steierklass 2 a kee verléiert eppes do derbäi. Mir hu festgestallt, dass dat net geet. Mir sinn och nach wéi vor der Meenung, dass een dat kuerzfristeg iwwerhaapt net hikritt, dat geet weeder finanziell nach technesch. Wann eng Kéier sollt eng Individualisatioun kommen, dann ass d'CSV deem net géintiwwer gestallt (veuillez lire: deem net negativ géintiwwer agestallt). Mee kuerzfristeg hätt ee kënnen handelen. A wa mir d'Chance hätten, nach eng Kéier kënnen d'Politick zu Lëtzebuerg erëm matzegestalten, da kënne mer de Leit garantéieren, dass mer bannent 100 Deeg déi Adaptatioun, déi ech am Ufank vu menger Interventioun genannt hunn, och géife maachen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här Roth, ech hunn trotzdeem dann nach eng Fro, well ech hunn awer ganz gutt an Erënnerung, datt Der ëmmer gesot hutt, Dir wéilt nach zousätzlech eng Steierklass schafen, wou eeben esou e Spëtzesteiersaz méi héich ugesat wär. Op jidde Fall ass dat meng Erënnerung; mee gutt!

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, Här President!

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Roth wëll nach eppes kloerstellen.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech wëll dat och kloerstellen, well ech weess, dass dat hei sensibel Sujete sinn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Richteg ass, dass d'CSV gesot huet, dass an Zäiten, wou déi finanziell Situatioun ugespaant ass, déi breet Schëlleren och musse méi droen. An duerfir hu mir gesot, dass een eng Inflatiounsberengegung vun der Steierlandschaft mécht, wat contrairement zu deem, wat ëmmer gesot gëtt, virun allem de klengen a mëttlere Verdénger zeguttkënnt, wat esou ass, einfach mathematesch, an dass een awer duerfir uewen an dem Steierbarème en zousätzleche Steiertaux – Steiertaux, dat ass net eng nei Steierklass! – ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | ... kéint bäisëtze fir Leit, déi Spëtzeverdénger sinn. An do hu mer ëmmer gesot, zum Beispill ab 500.000 Euro.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | An dozou stinn ech och an dozou steet och d'CSV.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Voilà! Dir entschëlegt, ech hat mech effektiv falsch ausgedréckt, Här Roth, ech hunn dat op Lëtzebuergesch probéiert duerzestellen – de „Steiertaux" dann. Mee et bleift eng Tatsaach, datt d'CSV dat wëllt erhéijen. An ech sinn awer frou, datt Dir mir dat elo confirméiert hutt. Gutt, mam Rescht kënne mer am grousse Ganze liewen, mee awer fir eng zousätzlech ..., fir dann de Steiertaux ze héijen, do si mer enger anerer Meenung, well do kritt Der dann déi Experten net, déi mer brauchen.

An dann hu mer och am Finanzsecteur – an dat gëtt och ëmmer gesot, Madamm Minister – eng

bedauerlech Iwwerbürokratiséierung a Rigiditéit, och d'Beispill vun de Konten, dat ëmmer ugeschwat gëtt. An dat hu mer och elo. Ech mengen, datt mer hei an der Chamber op d'manst schonn zënter engem Joer oppen doriwwer schwätzen, géif ech soen, a mir wëssen nach ëmmer net, wat d'Regierung wëll maachen, zesumme mat der CSSF an den Acteuren um Finanzsecteur, fir do endlech géigenzesteieren.

Bei der industrieller Diversifikatioun – a mir si frou, datt och den Här Industrieminister hei ass –, do hu mer och eigentlech kee Progrès gesinn. Mir hu kee Progrès gesinn. Ech wéisst net, wéi ee grousse Projet dës Regierung an d'Land bruecht huet. Gutt, et gëtt e puer Initiativen, déi hunn och hiert Gutt, am Weltraumberäich an e puer aner Saachen. Mee u sech héiere mer: „Économie circulaire", „Économie de partage!" … Mee et ass net dat, wat Europa brauch!

No der Pandemie ware mer eis eens, datt mer eng Reindustrialiséierung an Europa brauchen. Aner Kolleegen hunn et och scho gesot, mir brauchen d'Chipindustrie, Elektronik, mir brauche Pharma – dat alles kënnt net. Mir kréien eng Pharmaindustrie, déi just Logistik mécht – Logistik! –, an net Chimie oder Pharmazeutik am enke Sënn vum Wuert. Also u sech ass dat och eppes, wat eis Suerge mécht. An dozou gehéiert eeben och de Problem vun den Industrieterrainen, iwwerdriwwenen Ëmweltoplagen oder iwwerdriwwene Manéieren, fir dat dann ze maachen. Dat sinn alles Problemer.

D'Versuergung mat der Energie, och do huet d'Regierung eng Matschold, well se deieren Illusiounen noleeft, amplaz d'Energiesécherheet hei am Land ze garantéieren. Wat mer bräichten, dat wär genuch Energie, bëlleg Energie an ëmweltfrëndlech Energie fir Lëtzebuerg. A wat maache mer? Mir ginn enorm Zommen aus fir eng marginal Energieproduktioun, an och nach volatill!

Ech hu mer dat emol opgeschriwwe fir déi Leit … Et ass ëmmer erëm wichteg, dat ze widderhuelen, well d'Leit dat vläicht net present hunn, well se op déi Propaganda erafalen, datt alternativ Energië den Energieproblem vu Lëtzebuerg kéinte léisen. Dat ass net esou! Mir hunn eng Consommatioun am Joer vu 50 Terawattstonnen, dat si 50 Millioune Megawattstonnen. A mir hunn 2020 Fotovoltaik installéiert – et ass elo vläicht e bësse méi –: 187 Megawatt. A bei der Wandenergie läit et ongeféier bei 170, 180 Megawatt. Dat sinn 360 Megawatt, manner wéi 1 % – manner wéi 1 %! – vun eisem Gesamtenergiebedarf am Lëtzebuerger Land ass alternativ. An dann ass dat nach installéiert Energie, dann ass dat net d'Leeschtung vun der Energie! Ech mengen, et muss ee realistesch sinn an dat ëmmer erëm widderhuelen.

D'CO_2-Steier … an all déi aner Saachen, déi mer elo héieren hunn, den Här Benoy huet et elo rappeléiert: d'Initiativen aus dem Europaparlament, Heizung, fir d'éischt fräiwëlleg, an duerno gëtt vläicht e bëssen nogehollef … Mee mir gi vun der grénger Verbuetspartei op déi gréng Diktatpartei! Dat ass dat, wat mer elo hunn!

(Interruption)

Dat ass dat, wat mer héieren. Mir gesinn et am Europaparlament, wann d'Leit forcéiert ginn, och déi, déi keng Suen hunn, déi sech dat net kënne leeschten, wou et keng gutt Alternative gëtt, fir sech aner Heizungen ze installéieren, Leit, déi sech et net kënne leeschten. A wat kënnt? Dat ass awer eppes, wat ech Iech ganz kloer soen – a mir hate schonn eng Protestbeweegung a Frankräich mat de Gilets jaunes –: Mir kréien dat europawäit! Mir kréien et och hei zu Lëtzebuerg, mat där doter Politick, déi d'Leit eebe just net mathëlt a méi vun hinne verlaangt, wéi se kënne maachen. Ob dat sënnvoll ass, do muss een nach iwwerhaapt driwwer schwätzen!

(Interruptions)

Um Wunnengsmaart hu mer änlech Evolutiounen, och deen ass um Nullpunkt. Et ass wéi bei der industrieller Diversifikatioun, et ass bei ganz ville Saachen hei am Land: Mir hunn e kompletten Dirigismus. Mir hunn eng Regierung, déi amplaz ze liberaliséieren, besser Reegelungen, e bessere gesetzleche Kader ze schafen, u sech exorbitant Steiere schaaft, wat natierlech d'Investitiounen éischter hemmt wéi se encouragéiert, dat ass jo evident. A mir hunn eng Regierung, déi d'Recht vun de Leit op Eegentum – wat e Mënscherecht ass, datt d'Leit kënne mat hirem Eegentum maachen, wat se wëllen – a Fro stellt, an dat mat der Bedeelegung vun der Demokratescher Partei. Et ass wierklech net ze gleewen, wat do geschitt!

Mir géife soen: investéieren, den Amortissement accéléré erëm vill méi gënschteg maachen amplaz Steiererhéijungen, Incentives, fir kënnen ze investéieren, amplaz Mobiliséierungssteieren, Steieren op eidel Wunnengen. Ëmmer erëm Steieren, méi héich Grondsteieren an esou weider an esou virun, d'Liblingswuert vun der Regierung ass warscheinlech „Steieren"!

Mir wëllen d'energeetesch Bauvirschrëfte flexibiliséieren. Mir wëllen de Leit d'Fräiheet ginn, fir am Prinzipp esou ze bauen, wéi se wëllen, a kee staatlechen Dirigismus.

Mir hunn och sozial Geforen. De Chômage zum Beispill ass net „nëmme" 5 %, mee en „ass" 5 % – dat ass net esou niddreg! Wann ee bei 5 % Sockelchômage, wéi mer en am Abléck ongeféier hunn, géif a weider Problemer erakommen, dann hätte mer ganz séier héich Chômagetauxen. Also, och do muss ee ganz gutt oppassen. An an deem Kontext wëlle mer och soen, well déi Diskussioun ëmmer erëm opkënnt, datt mir bei der ADR op jidde Fall weeder mat enger Moduléierung nach mat enger Plafonéierung vum Index d'accord sinn. Mir si géint all Indexmanipulatioun!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | An an dësen Zäiten ass et och ganz gutt, dat ze rappeléieren.

U sech bräichte mer elo eng Regierung hei am Land vun der Vernonft, déi d'Finanze consolidéiert, d'Ekonomie revitaliséiert, d'Land moderniséiert. Mir bräichten eng Regierung, déi wéilt couragéiert Reformen duerchféieren. Dat kréie mer warscheinlech net, well Gambia kann et net an d'CSV huet eis viru Kuerzem gesot, datt si wëll mat eis an der Oppositioun bleiwen. Dofir wäert dat net geschéien an dat ass ganz schued!

Här President, als ADR hu mir ëmmer nees d'Problematik vum Wuesstum ugeschwat an ech wëll do op dem Här Roth seng Ried nach eng Kéier agoen. Hien huet jo gesot, dat wär e „gesonde Wuesstum". Mee den demografeschen Aspekt ass wierklech zu Lëtzebuerg … Bon, ech weess net, Dir gesitt dat vläicht als gesond un, mee wa mir liese beim Statec, datt an zéng Joer eis Populatioun sech ëm e Véierel – ëm e Véierel an zéng Joer! – vergréissert huet … Den EU-Duerchschnëtt ass 1,7 %, bei eis ass et e Véierel an zéng Joer, an dat ass net gesond an eisen Aen. Et ass och eng Ursaach fir d'Präisexplosioun um Wunnengsmaart, well bei esou enger grousser Demande kann een natierlech … D'Offer hält jo do net Schrëtt, dat ass jo evident!

Mir kréien d'Infrastrukturen net gebaut, déi mer brauchen. Mir kréien d'Personalbesoinen an der Fonction publique an am private Secteur net gedeckt. Déi demografesch Zesummesetzung vum Land ännert sech och. Och dat ass natierlech eppes, wat ee ka kucken, well ganz vill Leit, déi Lëtzebuerger sinn oder Lëtzebuergesch schwätzen, eist Land verloossen, duerch déi héich Wunnengspräisser ganz dacks, an ersat ginn duerch Leit, déi eis Sprooch wéinstens am Ufank net schwätzen oder och vläicht ni schwätzen. Dat ass natierlech eng wichteg Entwécklung am Land. Dat ännert d'Zesummesetzung kulturell, sproochlech an national, an dat muss een einfach gesinn. A mir hunn dat ëmmer erëm thematiséiert. Ech wëll just hei nach soen, datt eise Spëtzekandidat bei de Walen, de Fred Keup, dat och viru Kuerzem an engem Buch ganz gutt beschriwwen huet.

(Interruption)

Jo, et ass derwäert, dat ze kucken.

(Interruptions et brouhaha)

Fir d'éischt musse mir eise Wuesstumsmodell iwwerdenken. An de Sprong vun engem qualitativen an e quantitative Wuesstum (veuillez lire: vun engem quantitativen an e qualitative Wuesstum), dee bedéngt och eng Reformbereetschaft beim Pensiounssystem. An dat ass net eppes, wat ee sollt …

O, hutt Dir eng Fro, Här Roth? Jo?

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech …

M. Fernand Etgen, Président | Jo, Här Roth.

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Dir waart esou vertiift, mee Dir hutt mech perséinlech ugeschwat à propos vun engem „gesonde Wuesstum".

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Dir hutt elo villes gesot, wat negativ ass. Ech stellen Iech dann awer just eng Fro, well Är Partei, déi kënnt jo: „Fënnef-Sechstel-Pensioun fir jiddwereen".

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat war …

M. Gilles Roth (CSV) | Jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wou dat net de Fall war, dat war … Dir hutt awer e gutt Gediechtnis, Här Roth!

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Als Historiker war dat do schonn net schlecht!

(Interruptions et brouhaha)

M. Gilles Roth (CSV) | Mee ech stellen Iech awer dann d'Fro: …

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Mat dem Wuesstum verbonnen ass jo och d'Fro vun der sozialer Ofsécherung.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | Et ass d'Fro vun der Ofsécherung vun de Pensiounen. An Dir hutt gradewéi ech an deenen Dokumenter, déi d'Madamm Backes mat hirer Ekipp an zesumme mat dem Här Fayot zesummegestallt huet, gesinn, dass besonnesch am Stabilitéitsprogramm den Iwwerschoss an der Sozialversécherung, der Sécurité sociale, sech op déi nächst véier Joer gekuckt, nämlech bis 2027, vun 1 Milliard 97 Milliounen ëm d'Hallschent halbéiert. Da wier ech awer och frou, vum ADR ze héieren als Partei vun der Rentegerechtegkeet a vun der Fënnef-Sechstel-Pensioun fir jiddwereen, wéi Der dat da wëllt laangfristeg gewärleeschten.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Dir hutt ganz Recht: Très bien! Ech wëll e puer Saachen dem Här Roth direkt äntweren. Déi éischt Äntwert, déi ech Iech ginn, Här Roth, dat ass, datt bei deene leschte Walen, dat war 2018, zwou Parteien hei am Haus waren – zwou, dat waart Dir an dat ware mir –, déi gesot hunn: „Mir mussen iwwert d'Pensioune schwätzen!" All déi aner wollten et net, well déi hu gesot: „Mir hunn 2012 mam Här Mars Di Bartolomeo eng Reform gemaach." Dat heescht, wann Dir 2018 wéi mir wollt eng Pensiounsreform undenken ...

Meng Auer leeft mat, mee ech äntweren op eng Fro, Här President!

M. Fernand Etgen, Président | Jo, jo.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat geet eigentlech net.

M. Fernand Etgen, Président | Jo, ech hunn dat virdrun och scho mat zwou Minutte kreditéiert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, dat ass ganz léif, well soss kann ech jo dem Här Roth net op seng Froen äntweren.

Mee Här Roth, wann Dir 2018 – wéi mir – dat wollt maachen, dann hutt Dir jo och bestëmmt Virstellunge gehat. Mee haut kommt Der heihinner: „Sou ass de gesonde Wuesstum." Mir sinn eis allen zwee normalerweis ..., op jidde Fall, 2018 war d'CSV sech däers Problem bewosst a mir sinn eis däers haut bewosst. An ech soen Iech, et gëtt natierlech e puer Stellschrauwen, mee mir musse kucken, wéi mer dat maachen, aus e puer Grënn:

Éischtens, wa mer et net maachen, ass 2070 de Präis vun dem Alter vun der Bevëlkerung 26 % vum Bruttoinlandsprodukt. Dat sinn déi Statistiken, déi mer elo kruten. Dat ass natierlech net machbar.

Zweetens, wann ee wëll nohalteg Politick fir déi jonk Generatioune maachen, muss een de Courage hunn, dat do unzepaken. D'Regierung mécht Etüden. Si mécht elo Etüden mam Conseil économique et social, si mécht Statistiken, peekt awer keng Reform un. Mee mir mussen alles kucken, wéi eng aner Stellschrauwe mer kënnen identifizéieren a wéi mer mat deenen ëmginn, déi mer klassesch hunn. Aner Stellschrauwen, do musse mer kucken no flexibele Modeller, fir an d'Pensiounen ze goen. Mir musse kucken, ob mer esou nom Modell vum Compte épargne-temps vläicht och Modeller kënne feststelle fir d'Pensiounen. Mir musse kucken, wéi mer d'Solidaritéit an der Gesellschaft mam Pensiounswiese kënnen erhalen. Well Dir hutt Recht: Mir hunn eng historesch Kredibilitéit als ADR, wou mer net wëlle verschidde Klassen oder d'Gesellschaft trennen am Pensiounssystem.

Mee dee Message, dee mer haut wëlle maachen a ganz kloer wëlle maachen, an dee mer och un Iech maachen, well Der 2018 nach anescht geschwat hutt wéi Der haut schwätzt, dat ass, datt mer dee Punkt mussen upaken. Mir kënnen net higoen an einfach ... Well desto méi laang mer waarden, Här Roth, an dat wësst Dir och, ech mengen, dat weess jiddereen, dee sech domat auserneesetzt, desto méi laang mer waarden, desto méi laang mer de Problem virun eis hierdrécken, desto méi aschneidend mussen herno vläicht Reforme ginn, déi musse gemaach ginn. Dat wëlle mer verhënneren! Wa mer dat also responsabel wëllen upaken, sozial verträglech an an der Verantwortung fir déi nächst Generatiounen, da musse mer et elo maachen an net waarden!

Bon, dat war ..., elo kënne mer et vläicht e bëssen erëm lafe loossen. Also, wéi gesot, ech wäert Iech nach e puermol uschwätzen, Här Roth. Wann Der mer wëllt Froe stellen, Dir sidd ëmmer wëllkomm!

(Hilarité)

Mir hunn och gesinn hei ... Ech wollt op eppes agoen, wat d'Madamm Closener gesot huet. D'Madamm Closener ass heihinnerkomm de Moien a si huet vun der Verschëldung geschwat a si huet gesot – wann ech dat richteg gesinn –, dat wär „Zuelefetischismus". Dat ass dat Wuert, dat d'Madamm Closener benotzt huet. Ech wéilt dofir kuerz eis Meenung dozou soen, wat dat do konkreet heescht fir d'Regierungsfäegkeet vun enger LSAP.

Abee, ech wëll Iech soen, datt d'LSAP, wa se den Triple-A a Fro stellt, ...

(Interruption)

Jo, nee, nee! ... well se jo seet – et ass eng Scholdepartei! –: „Dat ass jo guer kee Problem, déi 30 %, dat ass fir eis kee Problem", dann ass et dat natierlech, woumat se d'Zukunft vun deenen nächste Generatiounen hypothekéiert, well mir hu schonn eng héich Staatsschold! Dat ass net Zuelefetischismus, et ass eng Gefor fir den Triple-A fir déi wichtegst Industrie, déi mer am Land hunn, nämlech fir d'Finanzplaz, an et ass wierklech net nohalteg.

(Interruption)

Gläichzäiteg ass et déi Partei, déi permanent vu Steiererhéijunge schwätzt. „Verméigenssteier" héiere mer, „Ierfschaftssteier an direkter Linn", d'Autossteiere sollen erhéicht ginn. Also, wann een Är Kommunikatiounen, och op deene Kongresser an esou weider, liest, da bréngt d'LSAP et fäerdeg, gläichzäiteg méi Scholden ze maachen an d'Steieren ze erhéijen!

(Brouhaha)

An dann um Aarbechtsmaart, do hutt Der jo Är Kredibilitéit verluer! Dir hutt den „A" am Numm vun Ärer Partei. Wat maacht Der? Dir huelt elo eng Aarbechtszäitdiskussioun, déi kee Mënsch do gefrot huet an déi grouss Problemer, ...

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... grouss Problemer mécht an der Kompetitivitéit vun eisem Land. Bei den Independanten ..., do hu mer fréier Ministeren, déi jo do gewisen hunn, datt se kee Respekt hu virun deene Leit. An dann ass d'LSAP – an dat huet eis nach am meeschte rose gemaach – bei der éischter Tripartitt déi Partei gewiescht, déi den Index mat manipuléiert huet – als LSAP!

Am Gesondheetssystem, do hu mer deen Dirigismus, deen d'LSAP wärend Joerzéngten hei gemaach huet am Lëtzebuerger Land. Dee muss emol opgebrach ginn! An dat ass mat Iech net méiglech! Ech mengen, de Gesondheetssystem ass warscheinlech déi Baustell, wou mer eis op dat 21. Joerhonnert mussen astellen. Et vergeet keng Woch – et vergeet keng Woch! –, wou mer net eng oder zwou Delegatioune bei eis an der Partei empfänken aus dem Gesondheetssecteur, vun Dokteren, Infirmieren, Allméigleches, déi eis da soen, datt et esou net virugeet. An dat ass awer déi Politick, déi aleng d'LSAP ze veräntweren huet. An där Punkte gëtt et nach.

Mir hunn d'lescht Woch an der Interpellatioun ..., net d'lescht Woch, mee virun e puer Wochen, wéi den Här Mosar seng Interpellatioun gemaach huet, hate mer schonn e puer Punkten ugeschwat, wéi mir gär hätten, datt dëst Land sech soll ekonomesch moderniséieren.

Dozou gehéiert och – mir haten dat deemools net gesot – d'Restrukturéierung vun de Scholden. Mir hu léiwer eng Banneschold wéi eng Bausseschold. Dat ass eng Saach, déi d'Madamm Backes sech eventuell kann iwwerleeën.

Mir wären och net dergéint, wa Scholde misste gemaach ginn – mir wëlle keng Scholde maachen, mee wann der misste gemaach ginn –, datt mer eventuell och en Emprunt hei am Land maache bei de Leit, wéi et schonn eng Kéier gemaach gouf. Och dat wier eng Méiglechkeet.

Mir wëlle virun allem d'Investitiounsméiglechkeeten an déi Lëtzebuerger Ekonomie verbesseren. Den Här Roth hat och de Moien doriwwer geschwat. D'CSV hat déi Iddi opgegraff an eng Proposition de loi gemaach. Den Ënnerscheed, dee mer do hu mat der CSV, ass deen, datt mir keng ideologesch Barriären do géifen abauen.

(Interruption)

De Logistiksecteur soll ënnerstëtzt ginn. An och do wëll ech soen: De Logistiksecteur, dat war fréier eng Initiativ vum Här Krecké, engem LSAP-Minister. Deen huet do ganz vill Verdéngschter, dat muss ee wierklech soen! An haut gëtt de Logistiksecteur vun enger LSAP an der Regierung net méi ënnerstëtzt, och well déi gréng dat vläicht net wëllen. Mee kuckt emol: Den Eco-liner, dat wëllt d'Regierung net. An anere Länner gëtt en ageféiert. Den Tanktourismus: Mir hunn dee grousse Problem, datt eise Logistiksecteur, dee mer hei am Land opgebaut hunn, net méi kompetitiv ass par rapport zu den Dieselpräisser an der Belsch zum Beispill. Mir bilden net genuch Chauffeuren aus. Ech wëll och an deem Kontext nach eng Kéier soen: Mir si fir den Tanktourismus als ADR!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir gesinn iwwerhaapt keng Ursaach derfir, datt eis Camionen an eis Leit am Ausland tanke ginn amplaz hei. Wat ass domadder dem Klima gehollef? Iwwerhaapt näischt!

(Interruption)

Mir wëllen d'Attraktivitéit och doduerch verbesseren, datt mer de Justizsystem méi effizient maachen, an et duerch méi Mëttelen erméiglechen, d'Delaien erofzesetzen op de Geriichter an och en eegestännegt Steiergeriicht anzeféieren.

An ech gesinn, datt ech vläicht e bësse méi séier sollt maachen. Fir Iech Freed ze maachen, wëll ech awer déi wichtegst Punkten erausnuelen.

Mir wëllen hei och vläicht e puer Lektiounen zéien aus deene Krisen, déi mer hunn, well mir hu jo ëmmer erëm dat Gespréich ëm eng „Polykris". Mir hu vill Krise mateneen, wat och stëmmt. Ech mengen, mir hate genuch Problemer an deene leschte Joren. Mir haten d'Covidkris. An do, mengen ech, ass et wichteg, a mir haten doriwwer diskutéiert, datt mer wierklech elo higinn an eng onofhängeg – eng „onofhängeg", esou stoung et an där Motioun, déi d'ADR proposéiert hat – Ënnersichungskommissioun do hunn. An et ass ganz wichteg, datt mer déi elo asetzen.

Ech sinn emol gespaant, wat elo kënnt, well déi vun der OECD (veuillez lire: well dee Bericht vun der OECD), ech mengen, do si mer eis alleguer eens, datt dee ganz orientéiert war. Dat wëlle mer net, well mir mussen einfach vergläichen, wéi och elo an Däitschland an op anere Plazen d'Diskussiounen opkommen, ob dat wierklech alles néideg war: déi laang Lockdownen, d'Schoulen zoumaachen. De schweedesche Modell muss ënnersicht ginn, dee se do haten. An dat wär ganz interessant.

Op jidde Fall, wat elo och wichteg ass, dat ass, datt déi Liwwerketteschwieregkeeten, déi zum Deel nach aus der Covidzäit kommen, elo net nach méi schlëmm gemaach ginn doduerch, datt mer och nach en

nationaalt Gesetz iwwer Liwwerkette maachen, wat iwwer EU-Virschrëften erausgeet. Ech mengen, dat wär komplett onsënneg.

A bei där Energiekris a bei der Klimakris – loosst mech dat och vläicht soe bei der Klimakris, well ëmmerhi stoung haut an der Zeitung, datt an Éisträich dee keelsten Abrëll säit 26 Joer ass, dat heescht, et ass en akute Sujet –: Mee mir musse kucken, datt mer dat och esou maachen, datt mer e Retour économique hunn! Et kann een higoen, wéi déi gréng an dës Regierung et maachen, fir iwwerall d'Leit ze dierängelen – d'Entreprisen, d'Baueren, d'Leit –, fir hei an do hire Liewensstil ze änneren. Et kéint een awer och higoen an einfach op deene Plazen, wou am meeschte Kuelendioxid doduerch ufält, zum Beispill an deene grousse Kraaftwierker an anere Länner, do investéieren, en ekonomesche Modell draus maachen, weltwäit doduerch d'Kuelendioxidemissioune reduzéieren. Dat géif eis et erlaben, hei eng progressiv Dekarboniséierung ze féieren, am selwechte Rhythmus, wéi eis Konkurrenten dat maachen. Et wär ekonomesch einfach sënnvoll!

Mir wieren eis och dergéint, datt de Verbrennungsmotor soll verbuede ginn. Fir eis ass dat onsënneg! Et ass onsënneg, well mer ganz effizient Verbrennungsmotoren hunn, Diesel a Bensinn, déi sinn héich entwéckelt. Mir kéinte mat E-Fuel schaffen.

Mir kéinten och emol déi Fro stellen, well op déi gëtt et keng Äntwert vun der Säit vun deene Gréngen a vun der Regierung, wou dee ganze Stroum da soll hierkommen. Well déi Leit, déi eng enorm Stroum..., déi alles wëllen elektrifizéieren haut, dat sinn déi selwecht, déi eis virun e puer Joer nach d'elektresch Biere wollte verbidden an déi d'Puissance vum Staubsauger erofgesat hunn. Dat ass alles net vergiess!

(Interruption)

An haut soe se: „Et muss alles elektresch sinn: ...

(Interruptions)

... d'Industrie, d'Heizung", Allméigleches, a gläichzäiteg keen Atomstroum, deen awer e Véierel – méi oder manner e Véierel – vun der europäescher Stroumproduktioun geschwënn ausmécht. A wéi soll dat goen? Dat geet natierlech net!

M. Fernand Etgen, Président | Här Kartheiser, erlaabt Der, datt d'Madamm Empain Iech eng Fro stellt?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, sécher, gär.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech hätt just eng technesch Fro. Wann Der Iech jo därmoossen driwwer opreegt, dass Stroum gebraucht gëtt: ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... Mat wat wëllt Der dann Är E-Fuels hierstellen?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also ... Gutt! Wësst Der, wann Der mer esou eng Fro stellt, weess ech net, wou ech soll ufänken.

(Exclamations et brouhaha)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Et voilà!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Nee, well et ass praktesch mäi Liblingssujet, wann ee vun deene Gréngen opsteet a seet: „Erkläert eis Energiepolitick!" Dat géif ech ganz gär maachen.

(Interruptions)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech hunn Iech net gefrot, Energiepolitick ze erklären, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... just wéi Der wëllt E-Fuels hierstellen, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, jo.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... wa mer scho limitéiert Energieressourcen hunn.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Wéi wëllt Dir Waasserstoff hierstellen?

Une voix | Do wéilt een eng Äntwert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Mee dat ass ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Also dat Éischt, wat ech Iech wëll soen, ass, datt mir, contrairement zu Iech, net géint Atomenergie sinn. Dat heescht, mir hu ganz aner Ressourcë wéi Dir an der Stroumdiskussioun, well mer, éischtens, weeder Fossill nach Atom ausschléissen. Dat heescht, mir hunn ... An, wat ganz interessant ass: D'Lëtzebuerger Regierung – well Dir sot jo ëmmer, Dir wäert ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dann hutt Der jo genuch Stroum. Dann ass jo kee Problem!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass elo u mir fir ze schwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Hei, wannechgelift! E bësse méi Disziplinn!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'Lëtzebuerger Regierung, an dat wëll ech Iech och ëmmer soen, Madamm Empain, ass och an der Atompolitick net ganz glafwierdeg, well engersäits importéiere mer es jo nach an op där anerer Säit ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat war net d'Fro! Ech wëll just eng Äntwert op meng Fro.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... participéiert d'Lëtzebuerger Regierung jo och an der Weiderentwécklung vun der Fusiounsenergie. Och dat ass Atomenergie.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | E kann och nach dräi Stonne rudderen, gellt, mee ech hunn ëmmer nach keng Äntwert op meng Fro.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat heescht, wa mer hei higinn an iwwer Stroum schwätzen, iwwer Energie schwätzen, huet d'ADR grondsätzlech aner Iddie wéi Dir, well mer, wéi gesot, net higinn an nëmmen op alternativ Energië setzen, mee och déi aner mat arechnen. Gutt.

Dann hu mer ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat ass nach keng Äntwert op meng Fro.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech hunn nach dräi Minutten, Madamm Empain. Ech wëll déi huelen, wann Der erlaabt, fir meng Ried fäerdeg ze maachen.

(Brouhaha)

Ech wëll hei zwee Constate maachen. Éischtens, d'Situatioun vun den ëffentleche Finanzen huet sech degradéiert, och duerch den Train de vie vun der Lëtzebuerger Regierung. An zweetens, dës Regierung ass net kapabel, Reformen duerchzesetzen, dat geet net. Och wann zum Beispill eng Demokratesch Partei dat eent oder anert wéilt, da geet et bei der LSAP net an der Gesondheetspolitick, bei deene Gréngen net an der sougenannter Klima- oder Energiepolitick. A mir brauchen eng realistesch a modern Politick, fir d'Defie vum nächste Joerhonnert opzehuelen.

Et kommen eng Rei Erausfuerderungen, ech wëll Iech der e puer opzielen:

Dat Éischt ass de Verdeedegungsbudget, an deem Kontext, wou mer elo international sinn. Do ass groussen Drock op eist Land, datt mer dee ganz staark an d'Luucht solle setzen, am internationale Gespréich héiert een: 2 %, oder souguer nach méi, vum Bruttoinlandsprodukt. Mir soen: Bon, mir mussen dem Drock an engem gewëssene Mooss noginn, dat ass och zum Deel sënnvoll. Mee 1 % ass fir eis d'Grenz! A mir hätte gär, datt deen 1 % esou wäit wéi méiglech am Lëtzebuerger Land ausgi gëtt, well mir hu keng Rüstungsindustrie wéi aner Länner, déi e Retour économique hunn. Mir hunn dee praktesch net. An et wär dofir fir eis wichteg, datt mer déi Suen och géifen hei esou wäit wéi méiglech investéieren.

Zweetens: d'Frais de fonctionnement vum Staat. Mir kënnen net higoen an dauernd nokucken, wéi dat elo bei Gambia 2 a virdrun och schonn de Fall war, datt d'Depensë méi héich wéi d'Recettë sinn. Mir musse se an d'Gläichgewiicht bréngen. An dat bedéngt selbstverständlech och, wann de Budget soll am Gläichgewiicht sinn, datt een op Verschiddenes verzicht an net alles ka gläichzäiteg maachen.

Drëttens: d'Personalevolutioun beim Staat. Och déi musse mer am A behalen. Mir wëllen emol, éischtens, datt d'Fonction publique hei am Land Lëtzebuergesch schwätzt an datt an alle Käraufgaben, an alle souveränen Aufgaben, wéi d'europäescht Recht et virgesäit, och Lëtzebuerger schaffen. Ech wëll just drun erënneren, datt d'DP hei viru Kuerzem proposéiert hat, d'Offizéieschposten an der Lëtzebuerger Arméi un Netlëtzebuerger ze ginn. Dat ass net eis Linn!

Une voix | Très bien!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Mir wëllen och, wann – an dat ass e Problem – Leit aus dem private Secteur bei de Staat wiesselen ... An dat ass e Problem! Fréier huet d'Regierung probéiert, dat iwwert deen 80-80-90-System ze léisen. Dat war e kompletten Echec. Mee mir sinn der Meenung, datt mer dem private Secteur sollen eng Kompensatioun bezuelen, wann en zum Beispill Ausbildungsleeschtunge bruecht huet vu Leit, déi duerno bei de Staat ginn – datt do soll eng Kompensatioun fléissen.

D'Käraufgabe vum Staat, dat ass bei eis mat Sécherheet d'Sécherheet, op jidde Fall. Police, Justiz, Arméi, déi hunn eis voll Ënnerstëtzung, déi kréien och déi Moyenen, déi se brauchen.

Véiertens: Bei de Finanztransferten an déi Europäesch Unioun si mir restriktiv. An ech wëll ganz kloer soen: Et gëtt ganz vill Diskussiounen, datt elo d'Europäesch Unioun soll méi Eegemëttele kréien, also eege Steiere kann aféieren. Dat gëtt et elo ganz vill. Dat géif nach d'Steierlaascht vun de Leit schlussendlech erhéijen, just datt et keng national Steiere wären, mee europäesch Steieren. Dat ass och eppes, wat mir net akzeptéieren.

A fënneftens – an da sinn ech geschwë fäerdeg, Här President, mee Dir hutt mer jo zwou Minutte guttgeschriwwen –: Et muss am Staatsbudget ëmmer genuch Marge sinn, fir géint d'Aarmut virzegoen – e Problem, dee ganz vill Leit an eiser Gesellschaft hunn –, géint d'Prekaritéit, och vun deene Leit, déi schaffen. Et musse genuch Suen do sinn, fir deenen Elengerzéienden an de Wittleit ze hëllefen, fir d'Assurance dépendance unzepassen esou wäit wéi méiglech, fir Systemer wéi den Adapto méi generéis ze maachen – well mir wëlle ganz bewosst deenen eelere Leit méi Sécherheet a méi Mobilitéit ginn, och individuell Mobilitéit.

Här President, ech wëll nach ee Wuert zur Steierreform soen, déi jo an dëser Legislatur net koum. Selbstverständlech läit eis Prioritéit am Abléck, well souwisou de Finanzspillraum vum Staat am Abléck

ganz kleng ass, bei der Upassung vun der Steiertabell, der Lutte géint déi kal Progressioun, méi klengen Upassungen, déi ee ka maachen. Ech hat eng Lëscht elo bei eiser virleschter Debatt hei genannt, ech kommen elo net nach eng Kéier drop zréck.

Mee ech wëll ee Punkt nach ganz kloermaachen: Gambia wollt déi total Individualiséierung mat deem Argument: „De Liewensmodell soll net bestëmmen, wéi ee besteiert gëtt." Abee, mir soe ganz bewosst a ganz kloer, datt mir d'Famill net wëllen iwwert d'Steieren ofschafen. Dat wëlle mir net!

(Interruption)

D'Famill ass d'Kärzell vun der Gesellschaft a mir wëllen, datt d'Famill och steierlech Avantagen huet, well dat ass eng Verantwortungsgemeinschaft fir Kanner. A mir wëllen net higoen an elo mat deem Argument, fir eng komplett Individualiséierung ze hunn, domadder en neie Schlag géint d'Famill an dëser Gesellschaft hunn, déi Kéier iwwert dee steierleche Wee.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, wann een hei gewëssenen Oppositiounsparteien nolauschtert, da mengt een, et stéing ganz schlecht ëm d'Staatsfinanzen. Ech versti jo, datt ee versicht, virun de Wale säi Profill ze schäerfen, mee esou ze maachen, wéi wann d'Staatsfinanzen ausser Kontroll wieren, dat ass awer e bësselchen déck opgedroen, menge mir.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Mir sti jo net am Verdacht, besonnesch zimperlech mat der Regierung ëmzegoen, mee et muss een eiser Meenung no awer d'Kierch am Duerf loossen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | D'Kierch?

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | D'Kierch am Duerf loossen.

(Hilarité, brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Meng Zäit leeft, Kolleegen, meng Zäit leeft! Här President, laut de Previsiounen hu mer dëst Joer e Wirtschaftswuesstum vun 2,4 % an d'nächst Joer vun 3,8 %. De Chômage läit ënner 5 % an d'Investitiounen – zumindest esou, wéi se affichéiert ginn – leie bei iwwer 4 % vum PIB. De Solde structurel soll 2023 bei minus 0,8 % leien. A mir hunn e Scholdestand, deen trotz liichter Tendenz no uewen nach immens niddreg ass. D'Wourecht ass, datt dat finanziellt Fundament vum Land awer relativ zolidd ass.

Jo, d'Regierung huet mat deenen dräi Tripartitt-Accorde ganz vill Suen an de Grapp geholl, fir elo fir e relative spektakulären Defizit am Zentralstaat ze suergen. D'lescht Joer waren dat 720 Milliounen. A fir dëst Joer gëtt mat engem Defizit am Zentralstaat gerechent vun 2,3 Milliarden. Woubäi esou pessimistesch Prognose sech an der Vergaangenheet meeschtens als falsch erausgestallt hunn. Emol ofwaarden, wat dann zum Schluss dobäi erauskënnt.

Natierlech soll een och vermeiden, eiser Meenung no, Scholden ze maachen, mee an enger Krisesituatioun ze spueren, ass ganz einfach falsch! Well wann een d'Aktivitéit ofwiergt, ass de Schued duerno vill méi grouss, ...

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | ... wéi wann ee kuerzfristeg an de Minus geet. An ech fannen et e bëssen einfach, der Regierung elo dorauser e Stréck ze dréinen, wann ee selwer all Tripartitt-Mesür matgestëmmt huet.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Här President, datt mir als déi Lénk ... Et mengt ee bal, ech wär de Porte-parole vun der Regierung, ne?

(Hilarité)

Mee, elo geet et ...

Une voix | Elo geet et weider!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Elo geet et weider!

(Hilarité, brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Datt mir als déi Lénk mat engem Defizit liewe kënnen, heescht awer net, datt d'Regierung an eisen Aen alles richteg gemaach huet. Au contraire!

Une voix | O!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Vill Depensë waren eiser Meenung no onnéideg a virun allem net cibléiert genuch, wärend op anere Plazen net genuch gehollef gouf. Eis Kritick ass virun allem, datt d'Regierung d'Suen ze vill mat der Strenz ausgedeelt huet, amplaz se geziilt do anzesetzen, wou se am meeschte gebraucht gi sinn.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Och dat hu mir hei schonn ëfters gesot.

Ugefaange beim éischten Tripartitt-Pak an der onnéideger Manipulatioun vum Index, déi de Staat iwwer eng hallef Milliard Euro kascht huet. Dës Manipulatioun huet et de Betriber jo erlaabt, wärend zéng Méint passiv (veuillez lire: wärend zéng Méint massiv) Personalkäschten anzespueren, déi indirekt vum Staat iwwerholl goufen.

Mir hunn duerchaus Verständnis fir d'Situatioun vun de klenge Patronen, déi mat zwou Indextranchen innerhalb vun e puer Méint confrontéiert goufen. Datt de Staat de PMEen an där Situatioun ënnert d'Äerm gräift, ass vollkomme legitimm, well et huet jo keen Interessi dorunner, datt massiv Faillitte provozéiert ginn. Dofir, menge mir, hätt een awer solle vill méi cibléiert virgoen an de Staat hätt do sollen hëllefen, wou Betriber virun allem mat Schwieregkeete confrontéiert sinn.

Mee mir hunn awer wéineg Verständnis dofir, datt de Staat d'Indextranchen iwwerholl huet fir déi grouss Societéiten an Aktiengesellschaften, déi zolidd Profitter ausweisen. Well da suerge mer jo just derfir, datt déi Profitter u sech nach méi héich ausfalen. Oder anescht gesot: Andeems de Staat deene grousse Boîtten d'Personalkäschte bezuelt huet, si Steiergelder indirekt an d'Täsche vun hiren Aktionäre geflоss. A well dat anscheinend esou flott war, solle se dann am Hierscht nach eng Tranche kompenséiert kréien – wat de Staat nees 150 Milliounen Euro wäert kaschten.

Deen zweeten Aspekt – och dat gi mer net midd ze soen – ass d'Deckelung vun den Energiepräisser, déi jo elo nach bis Enn 2024 weiderlafe soll a ganz vill Geld kascht. Natierlech war dat néideg, fir d'Menagen ze entlaaschten an der Inflatioun entgéintzewierken. De Problem ass awer, datt d'Regierung sech et ze vill einfach gemaach huet a queesch duerch de Gaart all Energiepräisser gedeckelt huet: net just d'Energie vun der Grondversuergung, déi et dem normale Stot erlaabt ze hëtzen an ze kachen, mee och d'Luxusenergie, déi benotzt gëtt, fir d'Sauna oder d'Piscine ze hëtzen oder d'ganz Nuecht de Gaart ze beliichten.

2022 hu mir gesinn, wéi d'Regierung fir d'éischt grouss Sensibiliséierungscampagnë lancéiert huet, fir d'Bierger zum Energiespueren opzefuerderen, just fir e puer Méint drop all Ureiz zum Spuere falen ze loosse mat enger staatlech finanzéierter Deckelung. Amplaz d'Hëllef ze cibléieren, kritt deen am meeschte Subventiounen, deen am meeschten Energie verbraucht. Dat ass souwuel aus ekologescher wéi aus sozialer Siicht an eisen Ae kontraproduktiv an dat hätt ee kënne vermeide mat gestaffelten Hëllefen oder der Aféierung vu gestaffelte Präisser, esou wéi mir et säit Jore proposéieren.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Gestaffelt Waasser- an Energiepräisser wiere souwuel eng sozial wéi eng ekologesch Moossnam. Si kombinéiert d'Bekämpfung vu sozialer Ongerechtegkeet a geet gläichzäiteg géint Verschwendung vun enger wäertvoller ëffentlecher Ressource vir. Wa mer et net fäerdegbréngen, de Kampf géint de Klimawandel a fir d'Biodiversitéit zesumme mat dem soziale Gedanken ze féieren, da gëtt et schwéier, dee Kampf iwwerhaapt ze féieren.

Et geet zwar vill rieds vun der ekologescher Transitioun, mee Konkreetes feelt eis awer. Dobäi si mer an engem Noutstand. Mir hate jo hei an der Chamber am Mee 2019 de Klimanoutstand proposéiert, deen urgent Moossnamen hätt kënne mat sech bréngen, mee dee war leider vun de Majoritéitsparteien ofgeleent ginn.

Och mat de steierleche Mesüren, déi uganks dëst Joer decidéiert goufen, fléissen eiser Meenung no nees Steiersuen an déi falsch Täschen. Mir si fir eng automatesch Upassung vum Barème un d'Inflatioun, mee fir d'éischt misst awer emol de Barème strukturell iwwerschafft ginn a méi gerecht gemaach ginn. An der aktueller Situatioun wäerten dës steierlech Mesüre ganz einfach den Effekt hunn, datt ee méi kritt, wat ee méi verdéngt – datt also nees vill Suen aus dem Staatsbudget an Täsche fléissen, déi se eigentlech net brauchen.

Op där anerer Säit – och dat gëtt wéineg thematiséiert – huet dës Regierung näischt ënnerholl, fir d'Recetten ze erhéijen. Well och dat hätt kënnen hëllefen, nei Scholden ze evitéieren. Mir hate jo eng exceptionnel Krisesteier d'lescht Joer op héije Benefisser an héije Revenue virgeschloen, déi d'Krisemesüren hätte kënne géigefinanzéieren. Esou eng Krisesteier hat och an engem Sondage immens vill Zoustëmmung kritt, mee d'Regierung wollt dat net.

Wat ech interessant fannen an dëser Debatt, ass eigentlech dat, wat hei ausgeklammert gëtt, an zwar strukturell Ännerungen, Stéchwuert: eng méi gerecht Steierreform mat méi héije Spëtzesteiersätz an enger méi grousser Progressioun no uewen an enger Offlaachung no ënnen. Och eng Steier op grousse privat Verméigen ass längst iwwerfälleg an eisen Aen, virun allem an Zäiten, wou d'sozial an d'ekonomesch Ongläichheete wuessen an de Staat Recettë brauch.

Tatsächlech sinn d'Recettë vum Staat d'lescht Joer geklommen, awer net op d'Käschte vun deene fortunéierte Schichten, esou wéi mir et géife proposéieren, mee op d'Käschte vum Salariat. D'Lounsteier ass jo massiv eropgaange wéinst der kaler Progressioun an dem héije Beschäftegungsniveau. Dat steet jo och klipp a kloer esou an dem Stabilitéitsprogramm, an dat wäert och dëst Joer esou weidergoen.

Zesummegefaasst heescht dat eiser Meenung no, datt den Defizit hätt kënne weesentlech méi niddreg ausfalen, wann ee méi eng differenzéiert Approche gehat hätt an d'Gelder dohinner dirigéiert hätt, wou se wierklech gebraucht ginn, an datt een den Defizit warscheinlech hätt kënne ganz vermeiden, wann ee bei déi breet Schělleren méi eng grouss Kontributioun siche gaange wär.

Här President, eiser Meenung no huet d'Regierung also vill Sue mat der Strenz verdeelt, déi hätte kënnen aneschters agesat ginn. An do, wou eiser Meenung no de Schong am meeschten dréckt an eiser Gesellschaft, dat ass bei deenen einfache Stéit mat méi niddregen oder guer kenge Revenuen. Dat si Locatairen, alengerzéiend Elteren, Mënschen, déi de Mindestloun bezéien oder och de REVIS oder och am Chômage sinn, Flüchtlingen a ganz vill aner Kategorië vu Mënschen.

Den Aarmutsrisiko louch 2021 hei am Land, am räichste Land vun der Welt, erënnere mer drun, bei 21,1 %. Dat sinn ëmmerhin 3 % méi wéi virun der Covidkris an eventuell ass deen Taux haut nach méi héich. Dat ass eigentlech eng dramatesch Entwécklung.

Mir hunn och den zweethéchsten Taux vun de sougenannte Working Poor an der EU. Dat si Mënschen, déi schaffen, Dir wësst et, an trotzdeem an der Aarmut liewen! Schaffe lount sech deemno fir ganz vill Leit net méi, am Géigendeel, ganz vill Leit gi krank duerch hir schlecht Aarbechtsbedéngungen a Liewensbedéngungen.

Et sinn déi niddreg Akommeskategorien, déi wärend der Covidkris am meeschten hu misse leiden an déi scho finanziell ugeschloen aus der sanitärer Kris komm sinn. Dës Stéit, déi och Problemer hunn, um Enn vum Mount d'Enner beieneen ze kréien, goufen dunn Ufank 2022 mat enger brutaler Inflatiounswell konfrontéiert.

Sozial an ekonomesch Ongläichheete wuessen zu Lëtzebuerg weider, an dat läit net just drun, datt déi Aarm méi aarm ginn, well se ënner anerem d'Aarmut weiderverierwen, mee och, well déi Räich méi räich ginn. An do geschitt eiser Meenung no awer näischt, wat de Problem un der Wuerzel upaakt. Am Géigendeel, eisen ekonomesche Modell zu Lëtzebuerg schaaft dës Ongläichheete mat. Dat ass an der DNA vum ekonomesche Modell, deen extreem Räicher an extreeme Räichtum unzitt a gläichzäiteg Aarmut produzéiert. Dat muss een och kënne soen, an dës Realitéit gëtt ausgeklammert an déi déifgräifend Ursaache ginn net thematiséiert, well dat natierlech net gewollt ass.

Et ass vill iwwert d'Energiepräisser geschwat ginn, mee et ass virun allem d'Deierecht um Caddie am Supermarché oder generell am Commerce a bei de Liewenshalungskäschten, déi spronghaft geklomme sinn, déi d'Leit ze spiere kréien. Si kruten déi Inflatioun duerch eng Indextranche an duerch de Crédit d'impôt énergie kompenséiert, mee ëmmer just am Nachhinein oder och just deelweis. A si kruten dunn, wéi gesot, och d'Deckelung vun den Energiepräisser. Jo, mee alles dat ass net duergaangen, fir d'Kafkraaft konnten ze erhalen, zemools well parallell dozou nach d'Loyerspräisser oder d'Zënslaascht immens geklomme sinn.

Wann ee mat de sozialen Organisatioune schwätzt – wéi Dir et sécherlech och all gemaach hutt –, da mierkt ee schnell, datt ganz Deeler vun der Bevëlkerung an deene leschten zwee bis dräi Joer immens ënner Drock gerode sinn. D'Demanden, fir Hëllef ze kréien, sinn immens eropgaangen an et musse beispillsweis elo Leit an déi sozial Epicerien akafe goen, déi sech dat nimools virgestallt hätten.

Mee et geet net just ëm déi Leit, déi ënner oder un der Aarmutsgrenz liewen. Et geet och ëm déi niddreg Mëttelschichten, wou et op eemol elo knapps gëtt, wou een da fir d'éischt op eng néideg Reparatur verzicht, dann op de Restaurant oder och nach eventuell op en neit Puer Schung, wou engem op eemol d'Perspektive feelen, well een näischt méi kann op d'Säit leeën.

Fir dës Mënschen huet d'Regierung an eisen Aen net genuch gemaach. Si waren net wierklech op hirem Radar, quitte datt hei an do emol e puer Almose verdeelt goufen. Et freet ee sech heiansdo wierklech, ob d'Regierungsmembere sech bewosst sinn, wéi d'Liewensrealitéit vun deene knapp 21 % vu Mënschen hei zu Lëtzebuerg ausgesäit. Mee vläicht ware se och einfach ze vill beschäftegt mat dem Erhale vun der Kompetitivitéit vun de Betriber.

Et muss een ofwaarden, wéi d'Zuele bei de sozialen Indicateuren an notamment bei de sozialen Inegalitéite sech da wäerte weiderhin entwéckelen. Alles awer deit drop hin, datt de Gruef, de sozioekonomesche Gruef, an deenen dräi Krisejoren nach eng Kéier e gutt Stéck auserneegaangen ass. A wann dat de Fall ass, dann ass dat eiser Meenung no en immensen Echec vun dëser Regierung bei der Gestioun vun dëse Polykrisen.

Wéi scho gesot, déi wuessend Ongläichheeten an déi wuessend Aarmut falen net vum Himmel, mee sinn eiser Meenung no d'Resultat vun der Politick vun dëser Regierung. Do geet Gepléischters einfach net méi duer an do muss ee méi Courage an de Grapp huelen an déifgräifend Moossnamen ergräifen. Ech hunn eng néideg gerecht Steierreform scho genannt an ech denken och hei un e Loyersgesetz, wat wierklech d'Locatairë schützt, an net dat, wat d'Regierung op de Wee bruecht huet.

Här President, ech wëll an dësem Kader awer och nach kuerz déi europäesch Dimensioun vun der Budgetspolitick thematiséieren. Wéi Dir wësst, gëtt jo aktuell an der EU, virun allem an der Eurozon, iwwer eng Reform vum Stabilitéitspakt diskutéiert. Ech mengen, datt elo am Nachhinein gewësse Léiere gezu gi sinn aus der Finanzkris vun 2008. Deemools gouf jo eng geckeg Spuerpolitick decidéiert, déi eis an eng batter wirtschaftlech Stagnatioun gefouert huet, wéi mer alleguerte wëssen. Mee déi Lektioun schéngt awer net jiddwereen iwwerzeegt ze hunn, wéi een aus rezente Positiounen aus Däitschland héieren huet.

Europa huet en enorme Bedarf un ëffentlechen Infrastrukturen, an alleréischter Linn natierlech bei der Energietransitioun, mee awer och bei der Digitaliséierung a bei der Mobilitéit, net ze schwätze vun de sozialen Defien, déi mer onbedéngt mussen ugoen, a bei der Erneierung vun der Infrastruktur méi generell. Derbäi kënnt dann nach déi onsécher Konjunktur, baséierend op enger onsécherer geopolitescher Lag.

Wann an där Situatioun de Stabilitéitspakt einfach erëm a Kraaft gesat gëtt, esou wéi dat virgesinn ass fir 2024, da wäert dat déi europäesch Zukunft ganz staark hypothekéieren. Et muss onbedéngt eng déifgräifend Reform kommen, soudatt zumindest déi ëffentlech Investitiounen a wichtege Beräicher aus den Defizitreegelen erausgeholl ginn.

Mir hoffen, datt déi lëtzebuergesch Regierung dat och esou gesäit a sech fir eng seriö Reform wäert asetzen. Vläicht kann d'Madamm Backes jo e bëssen Iwwerzeegungsaarbecht bei hirem däitschen Amtskolleeg maachen. De Message kënnt sécher besser un, wann en aus der eegener politescher Famill kënnt.

Här President, d'Regierung mécht an dësem Stabilitéitsprogramm budgetär Prognosen, déi e relativ groussen Defizit fir 2023 an 2024 virgesinn. Wat déi Prognose wäert sinn, dat muss een dann am Hierscht gesinn. Dofir feelen eis bis elo d'Detailer, a generell ass et schwéier, Prognosen ze maachen.

Fir eis ware vill Depensen an der Krisegestioun vermeidbar, well vill Steiergelder op Plaze gefloss sinn, wou se eigentlech net gebraucht ginn. Op anere Plazen huet et un Ënnerstëtzung gefeelt, eiser Meenung no notamment bei deene Bevëlkerungsschichten, déi ech virdru genannt hunn, déi aktuell um Struewele sinn an déi eebe wuessen.

Och gouf et verpasst, déi Mesüre mat eise laangfristegen Defien – och déi hunn ech genannt – an Aklang ze bréngen, ënner anerem mat de wuessenden Ongläichheeten, der wuessender Aarmut an den ekologeschen Erausfuerderungen. Et ass eng Politick, déi an eisen Ae pléischtert, wat zum Deel normal ass, mee déi et verpasst huet, laangfristeg Erausfuerderungen unzegoen.

Eiser Meenung no musse mer déi sozial Inegalitéite méi energesch bekämpfen an d'Investitiounen an d'Energietransitioun, de Logement an den ëffentlechen Transport weider héich halen. Am Géigenzuch musse mer fir méi Verdeelungsgerechtegkeet suergen an déi héich Revenuen a Patrimoinë méi an d'Verantwortung huelen. Da bréichte mer och net esou vill nei Scholden ze maachen.

Mee bon, wéi et wäert virugoen, dat entscheeden am Hierscht d'Wielerinnen an d'Wieler. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, fir d'Finanze kann ee vill verschidden Iddien a Virstellungen hunn, mee eppes vereent se: D'Geld muss do sinn, fir et kënnen auszeginn! An et ass net eist Geld, mee et ass d'Geld, wat d'Steierzueler erwirtschaft hunn.

D'Madamm Backes huet gëschter gesot, och dëse PSC a PNR stéingen erëm am Kader vu ville Polykrisen. Dat ass richteg. Knapps waren déi schwéier Ëmstänn vu Covid iwwerstanen, koum d'Invasioun op d'Ukrain dunn.

Mir Piraten gesinn d'Zuelen aus dem PSC awer trotzdeem e bësse méi kritesch wéi d'Ministesch. Mee och mir gesinn d'Gefor vun dem Inflatiounsschock, wann d'Deckele vun den Energiepräisser bis géifen ewechfalen, an dat kéint no de Wale jo schnell de Fall sinn. Virun allem awer sinn d'Previsioune fir de PIB fir 2024 fir eis ze positiv. 3,8 % Wuesstum vum PIB, dat hale mir net fir realistesch, virun allem, wann den FMI nëmme vun 2,5 % ausgeet. Och d'Budgetsgesetz fir 2023, dat eréischt en halleft Joer al ass, also net al ass, huet d'Prozenter änlech niddreg ugesat.

D'Madamm Ministesch huet och gëschter gesot, dass d'FMI-Prognosen eng Warnung wieren, mee näischt direkt mat Lëtzebuerg ze dinn hätten. Do si mir anerer Meenung. Den FMI gëtt Previsiounen eraus fir eist Land an déi sollt een net ignoréieren, just well aner Instituter vläicht Zuele liwweren, déi engem méi agreabel sinn. De Statec huet a senger Nott vum Mäerz nach 3,2 % Wuesstum virausgesot, an innerhalb vun engem Mount sprange mer dann ëm méi wéi een hallwe Prozent an d'Luucht?

Falls d'Regierung also keng Erklärung huet, déi d'Enn vun der Invasioun géif virgesinn, da si mir Piraten der Meenung, dass déi diskutéiert Grenz vun 30 % vun der Staatsverscholdung wäert deemnächst

iwwerschratt ginn, dëst duerch eng falsch Virstellung bei der Croissance vum PIB an déi steigend Zënssätz, vun deenen och eis Staatsschold nun emol betraff ass, awer net just de Staat, mee och vill Privatleit, déi elo bezuele mussen, awer eréischt op der nächster Steiererklärung hire Kreditt verrechent kréien.

War Lëtzebuerg och eng Kéier den Zweetbeschten an der EU, wat eisen ze bezuelenden Zënssaz bei de Staatsscholden ugeet, sou wäert de Lëtzebuerger Staat elo méi déif an d'Täsch gräife mussen. D'Geld, wat mir als Staat wäerte mussen opbréngen, fir nämme just d'Zënsen zréckzebezuelen, wäert sech an den nächste véier Joer vervéierfachen. Och dëst ass e Käschtepunkt, mat deem virun engem Joer nach kee gerechent hätt, deen awer elo do ass, deen d'Staatsschold ferm eropdréckt.

500 Millioune bis Enn d'nächst Joer waren ugesat gi fir den Tripartitt-Accord 3.0. Kuerz nodeems den Accord gestëmmt war, huet d'Madamm Backes dës Zuel scho missen an engem 100,7-Interview no uewe verbesseren. Elo schwätze mer am PSC vu 760 Milliounen an do kommen d'Mesüre vun deenen Accorde virdru jo nach derbäi. Mir Piraten rechne mat 1,7 Milliarde fir all d'Mesüren, déi d'Regierung mat deenen dräi Accorde geholl huet. Dëst verbonne mat de PIB-Previsiounen, déi ze héich ugesat sinn, domat wäerte mer déi 30 %-Scholdemark duerchbriechen.

Mir kënnen net novollzéien, wéi een am selwechten Dokument ka soen, dass d'Wirtschaft an der ganzer Eurozon soll ëm 1,8 % wuessen, mee zu Lëtzebuerg awer dervunner kann ausgoen, dass mer bal en duebel esou héije Prozentsaz wäerten erreechen. Mir hätten eis do eng méi virsiichteg Finanzpolitick gewënscht. Dat ass mat dësem PSC awer net de Fall. Mir kënnen nëmmen hoffen, dass d'Kristallkugel vun der Regierung Recht behält, well soss huet se der nächster Regierung hei op jidde Fall e grousst Ee an d'Nascht geluecht an och eise Kanner an de Jonke vun haut.

Här President, dann eriwwer zum PNR. Mir Piraten musse feststellen, dass de PNR an de leschten zwee Joer ferm u Substanz agebéisst huet. Waren am PNR 2021 nach Mesüren a puncto Energie, Logement an Digitalisatioun nozeliesen, mat klore Budgetsposten, esou ass dat an deene leschten zwee Joer ëmmer manner ginn. De PNR gëtt ëmmer méi zu enger Usammlung vu Projeten, déi scho laang ëmgesat oder beschloss gi sinn. Santé, Logement, Educatioun, Digitalisatioun, all Minister a Ministesch däerf hire Best-of vun de leschte Joren draschreiwen. Et gi kaum nach Virschléi oder konkreet Propose fir 2023 oder 2024.

Fänke mer u mat der Formatioun an der Ëmschoulung. Hei gëtt erëm eng Etüd ofgewaart, fir Problemer unzegoen, déi mir schonn all kennen. Dat, wat d'OECD Lëtzebuerg hei attestéiert huet, ass, dass eis qualifizéiert Leit feelen, dass mer vill Schoulofbriecher hunn. Dat wousste mer schonn. An awer muss de Skillsdësch hei nach op Basis vum Text vun der OECD Fuerpläng ausschaffen, fir da konkreet Aktiounen auszeschaffen.

Fir eis Piraten ass kloer, dass hei Offere fir Leit, déi mat niddregen Diplomer op den Aarbechtsmarché kommen, mussen ausgeschafft ginn, well Etüde weisen, dass vun de Formatiounsoffere meeschtens déi Leit profitéieren, déi scho gutt forméiert sinn. Wie keng Formatioun huet, kritt also och keng weider, wärend e Bac+5 zum Beispill nach ëmmer méi Chancen um Marché kritt. Wann d'Projete vun der Regierung also herno an déi Richtung ginn, kënne mir Piraten se ënnerstëtzen (veuillez lire: kënne mir Piraten se net ënnerstëtzen).

Wann een nei Leit unzéie wëllt, fir hei ze schaffen, mécht een dat net duerch eng Reduktioun vun der Aarbechtszäit, mee mat enger méi fairer Steierpolitick, fir dass ee méi vu sengem Gehalt iwwregbehält, wann ee schaffe geet.

Här President, vun der Formatioun bei d'Energie- an Ëmweltpolitick vun der Regierung. Mir Piraten fannen net, dass en Naturpakt hei an de PNR gehéiert, well no zwee Joer ass hei nach net ofzegesinn, wat den Effekt vun de Mesüre wäert sinn.

Mir begréissen, dass bis 2030 all d'Gefierer beim Staat sollen emissiounsneutral sinn. Ech hat an deem Kontext och schonn eng Rei parlamentaresch Froe gestallt a bis elo si mer der Meenung, dass d'Regierung do nach net um gudde Wee ass.

Wéi de Mobilitéitsminister mir nämlech an enger Äntwert vum Dezember geschriwwen huet, läit fir d'Joer 2022 d'Moyenne vum CO_2-Ausstouss vum Fuerpark vun de Regierungsmemberen aktuell bei 65 Gramm CO_2 um Kilometer bei nëmme véier Elektroautoen am Fuerpark vun eiser Regierung, déi awer hei mam gudde Beispill misst virgoen. Hei gëtt et also nach ganz vill ze maachen.

Da si mir natierlech och derfir, dass de Reseau vun den Elektrobornen ausgebaut gëtt an de Betriber souwéi Privatleit, déi wëllen op Elektro ëmklammen, finanziell gehollef soll ginn. Hei muss séier geschafft ginn, well ouni eng gutt Offer u Bornen ass den Elektroauto fir vill Leit einfach net interessant genuch.

Weider dann zu engem ganz wichtegen Theema, dem Logement. D'Finanzministesch sot gëschter, dass si prett wier, fir alles derfir ze maachen, d'Logementsproblematik an de Grëff ze kréien. Dovunner gesäit een am PNR awer net vill. Hei ginn ëmmer an ëmmer erëm déi selwecht Projeten ernimmt: Elmen, „Wunne mat der Wooltz". Jo, déi Projete si gutt, si sinn awer och schonn zum honnertste Mol ernimmt an ageweit ginn.

(Interruption)

Mee wann déi Projeten déi eenzeg sinn, wäert dës Regierung alljoers an hirem PNR déi erëm am Budget opweisen. Dat weist dann, dass d'Logementskris nach ëmmer net seriö genuch geholl ginn ass. Amplaz ëmmer erëm vun deene Saachen ze schwätzen, déi scho laang beschloss sinn, sollt een u sech als Regierung hei dës Plattform notzen, fir nei Saachen ze presentéieren. Mee d'Regierung schéngt hei net vill Neies a puncto Logement virweisen ze kënnen, ausser dem Projet vum neie Mietgesetz, deen hei stolz ernimmt gëtt, deen awer net emol ënnert de Koalitiounspartner eng Majoritéit kritt.

Am Logement muss d'Steierpolitick fir dat eegent Doheem iwwerschafft ginn. Fir eis soll de Bëllegen Akt um éischten Haus komplett entfalen.

Wann een dann iwwert de Pacte Logement 2.0 schwätzt, da wëlle mir Piraten op däser Plaz nach eng Kéier kloer soen, dass dëse Projet an eisen Aen net wäit genuch gaangen ass. Mir wollten 30 % abordabel Wunnengen an net 20 %. D'Effekter vum Pacte Logement sinn och elo nach guer net ofzegesinn a si sinn dofir och just Plazopfëller fir 260 Säite PNR.

A wa mer vu Punkte schwätzen, déi just an dem PNR stinn, fir d'Säiten ze fëllen, da loosst mech hei e puer Saachen opzielen, déi näischt am PNR 2023 ze siche hunn, zum Beispill eng CovidCheck-App, déi iwwer ee Joer scho keen Theema méi ass, oder de Kampf géint de Covid-19-Virus, wou en Dokument iwwer 2020 bäigeluecht ginn ass, oder de Reclassement professionnel, deen 2016 beschloss ginn ass.

An dann nach all déi Projeten, wou e kloert Versoen ass, wou sech hei profiléiert gëtt, zum Beispill d'Assistance à l'inclusion dans l'emploi, déi nach vu kengem Eenzege bis elo genotzt ginn ass, d'Prime énergie an d'Allocation de vie chère, wou esou vill Leit, déi se zegutt hunn, se net kréien, well se eeben net automatesch ausbezuelt gëtt, oder d'Mietgesetz, dat vun alle Säite kritiséiert gëtt.

An da gëtt et nach Projeten, déi sech gutt unhéieren, wou awer nach keen dobausse wierklech eppes dervun héieren huet: D'Fuerschung vun der Kommunikatioun iwwert d'Quantentechnologie, wou mir, wann een de PNR liest, scheinbar wëllen eng Leaderroll iwwerhuelen; eng App fir Teleconsultatiounen, wou den Dokter ka vum Patient iwwer säi Gesondheetszoustand um Lafende gehale ginn. Dat wär gutt, mee anscheinend ass déi awer wéinst Covid op onbestëmmten Zäit verlagert ginn.

Här President, e Plang fir d'Zukunft ass dëse PNR net wierklech. Et handelt sech ëm eng Zesummefaassung vun opgeschlësselten an ugefaangene Projeten. Lëtzebuerg brauch awer méi Léisunge fir haut a muer. Et dierf net just „Weider esou!" heesche bis d'Walen. Mir brauche weiderhin ambitiéis an zäitno Léisunge fir d'Klimakris, d'Logementskris an och all Präisdeierecht souwéi d'Sécherheet an Europa.

Eis Biergerinnen a Bierger verdéngen e bessere Programme de réforme wéi deen, deen dës Woch hei presentéiert ginn ass. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. Madamm Backes, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Villmools merci, Här President. Honorabel Deputéiert, merci fir alleguerten dës Interventiounen, wat dann de Volet PSC ugeet. Ech mengen, ech kann elo net am Detail op alles agoen. Ech wëll och net dat widderhuelen, wat ech gëschter erkläert hunn.

Ech fänken awer vläicht u fir ze soen, dass ech mech awer wonneren iwwert déi eng oder déi aner Ausso, well ech mengen, mir sollen a mir musse jo awer éierlech hei sinn. „Alles ass beschtens!", et gëtt gesot, ech hätt vläicht esou eppes ze verstoe ginn. Also, ech weess, hei waren e bëssen Turbulenze gëschter wéinst engem Fotograf, deen do uewe Fotoe gemaach huet, wat fir Nervositéit gesuergt huet, mee ech mengen, wann Der dat behaapt, dann hutt Der mer net gutt nogelauschtert!

(Brouhaha)

„D'Zäit vum Nokucken ass eriwwer", ass och gesot ginn. Bon, ech muss Iech do och ganz éierlech soen: Ech sinn elo säit e bësse méi wéi engem Joer an der Regierung an ech wëll mer awer hei och net soe loossen, ech hätt nogekuckt! Ech hunn net nogekuckt an d'Regierung am grousse Ganzen huet definitiv net nogekuckt. An ech géif och wëlle soen, dass ech dat e bëssen als Beleidegung empfanne vis-à-vis vun deenen, déi haaptsächlech an der Pandemie och Dag an Nuecht geschafft hunn, fir zesummen duerch déi Kris ze kommen, déi wierklech eng ganz schlëmm Kris war fir eis Gesellschaft. Also nokucken, ech mengen, dat ass wierklech net déi richteg Bezeechnung!

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Mir haten en Energiedësch, mir haten eng Tripartitt 1, mir haten eng Tripartitt 2, mir haten eng Tripartitt 3. Et ass ganz, ganz vill geschitt. An et ass ganz vill geschitt, wat mir op de Wee bruecht hunn, fir d'Leit ze ënnerstëtzen, fir se duerch successiv Krisen ze bréngen, an och, fir d'Entreprisen ze ënnerstëtzen.

Ech mengen, wärend dëser ganzer Zäit, wat trotzdeem eng ganz kompliziéiert Zäit war, an ech mengen, dat ass och hei à plusieurs reprises ëmmer ënnerstrach ginn, hu mer awer och weider dru geschafft, fir eis an eist Land op d'Zukunft virzebereeden. Ech mengen, mir musse kompetitiv bleiwen. Och do hu mer wierklech gekuckt, fir op ganz ville Gebidder eist Bescht ze maachen. Mir hu probéiert, Previsibilitéit ze schafen a ganz imprevisibelen Zäiten. Mir hunn alles gemaach, fir d'Inflatioun am Gréff ze behalen – mir wëssen, dass dat an enger klenger, oppener Ekonomie net einfach ass, well e groussen Deel vun der Inflatioun importéiert gëtt –, mee mam Resultat awer, dass mer haut déi niddregst Inflatioun an der EU hunn. An och d'Kafkraaft vun de Leit konnte mer duerch d'Kris erhalen. Also, fir ze soen, et wär näischt gemaach gi respektiv et wär nogekuckt ginn, ech mengen, dat ass net richteg!

Ech krut eng Fro gestallt wéinst dem Emprunt. Ech mengen, déi Fro ass och schonn e Méindeg an der Chamberskommissioun gestallt ginn an ech hat geduecht, ech hätt dorop och scho bei där Geleeënheet geäntwert. En Emprunt ze maachen oder net ze maachen, dat ass keng politesch Decisioun. Emprunte bis zu 6 Milliarden, dat ass ganz richteg gesot ginn, sinn iwwert de Budget autoriséiert. Wéi et de Moment ausgesäit, kann ech Iech dann nach eng Kéier soen: Dat ass, dass keen zousätzlechen Emprunt dëst Joer néideg ass. Mee dat hänkt natierlech dovunner of, wéi sech d'Liquiditéite vum Staat iwwert déi nächst Méint entwéckelen, ech mengen, dat ass kloer.

D'Staatsschold, déi ass méi héich ginn. Jo, ech mengen, dat schreift och kee kleng. Dat ass net anormal a Krisenzäiten. Hei wëll ech awer och ganz kloer soen: Ouni Pandemie an ouni Krich an der Ukrain géif eis Staatsschold haut bei 19,4 % leien. Ouni Pandemie an ouni Krich géif eis Staatsschold haut bei 19,4 % leien! Dat läit ënnert dem Niveau vu virun zéng Joer.

Krise sinn deier, jo, mee se sinn deier, well mer d'Leit ënnerstëtzen, well mer an d'Leit investéieren, well mer se wëllen duerch d'Kris bréngen, an, nach eng Kéier, well mer och wëllen d'Entreprisen ënnerstëtzen.

An ech mengen, hei muss een awer trotzdeem e bësse kohärent bleiwen. Et kann een net op där enger Säit soen: „D'Schold ass vill ze vill héich!", an op där anerer Säit soen: „Mir hätten awer gären alles dat, wat Dir gemaach hutt, verduebelt, verdräifacht, vervéierfacht, versiwefacht!" An dann och nach de Leit soen: „Jo, nee, mee d'Schold ..." Nee! Da muss een de Leit och soen, dass dann d'Schold nach vill méi héich gewiescht wär, mat all de Konsequenzen, déi dat dann och mat sech bréngt.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Backes, erlaabt Der, datt den Här Kersch Iech eng Fro stellt?

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Jo, allez-y.

(Hilarité)

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Madamm Backes.

Et ass näischt Schlëmmes. Ech wollt fir d'éischt emol Merci soe fir déi Informatioun, well ech déi net hat, an ech mengen, keen an der Chamber, dass ouni déi Hëllefen d'Staatsschold bei 19,5 % géif leien.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | 19,4 %.

M. Dan Kersch (LSAP) | Ech mengen, dat ass vläicht eng wichteg Informatioun fir jiddwereen heibannen. An ech wollt Iech just froen, ob Der wësst, wéi héich d'Staatsschold war bei deem leschte Budget, dee vun engem CSV-Finanzminister presentéiert ginn ass.

Plusieurs voix | O!

M. Gilles Roth (CSV) | Waart Dir dann dunn net an der Regierung, Här Kersch?

M. Dan Kersch (LSAP) | Wann Der gär d'Äntwert hätt, kann ech Iech se ginn, Här Roth: Dat ware 24,5 %.

Mme Octavie Modert (CSV) | Du ware Bankekrisen an anerer, do hunn d'Spuerer gehollef kritt. Also ass do och eng Ausried an eng Entschëllegung.

(Hilarité et brouhaha)

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech wëll Iech soen, dass ech hei léiwer weider responsabel handelen. Well wa mer net gehandelt hätten, wa mer nogekuckt hätten, da wär effektiv d'Staatsschold haut méi niddreg.

Et ass vum Invest geschwat ginn, deen nëmmen 3,5 % vum PIB 2022 war. Dat ass richteg. Dat ass awer net wéinst engem Manque vun Ambitioun, wierklech net! Well ech mengen, ech hunn dat hei gesot, an d'Regierungskolleegen hunn dat och ëfters gesot: Den Invest, dee musse mer héich halen, dat ass ganz wichteg. Mee de Grond, firwat e manner héich ass wéi dat, wat mir och gären hätten, do kann ech Iech elo mol dräi Grënn derfir ginn:

Éischtens, de Statec huet de PIB natierlech eropgeschrauft laut sengen Estimatiounen. Also geet dann och de Ratio dovunner erof.

Zweetens, d'Dekonte sinn och méi spéit erakomm. Dat hänkt dann natierlech bei de verschiddene Ministèren. Dat heescht, do kënne Paiementer dann och eréischt méi spéit gemaach gi respektiv verschidde Paiementer rutschen dann an d'Joer duerno. Ech mengen, d'IGF hat och d'Geleeënheet, fir Iech do méi Detailer an der Chamberskommissioun ze ginn. Dat heescht, do kommen awer nach Paiementer no.

An da vläicht just en drëtte Punkt zu deem Theema: Déi indirekt Investissementer, do si mer haaptsächlech dann och bei den Aidë fir d'Entreprisë wärend der Covidkris an elo wärend dëser Energiekris. Do sinn effektiv manner Demanden erakomm, dat heescht, do sinn dann och manner esou Aiden ausbezuelt ginn.

Am grousse Ganze wëll ech hei och soen, fir op déi verschidde Saachen ze äntweren, déi hei nach gesot gi sinn: Et ass einfach, hei wëllen Abstraktioun ze maache vun all de Prestatiounen, déi trotzdeem iwwert déi lescht Méint a Joren, och elo iwwert dat lescht Joer, wou ech derbäi sinn, wärend der Kris gemaach si ginn. Ech mengen, dat geet awer net! Hei kann een elo diskutéieren: Waren déi cibléiert oder net cibléiert? Ware se cibléiert genuch? Ech mengen, cibléiert hu mer zum Beispill Mesüre geholl mam Crédit d'impôt énergie. Net cibléiert Mesüren hu mer geholl, jo, effektiv, fir d'Inflatioun erofzebréngen. Hätte mer an deem Domän méi cibléiert geschafft, hätte mer d'Inflatioun net erofbruecht. Hei sinn trotzdeem, an dovunner däerf een einfach net Abstraktioun maachen, 7 Milliarden Euro mobiliséiert ginn!

An ech sinn natierlech och frou, dass dat zum ganz groussen Deel matgedroe ginn ass vun der Chamber, vun der Oppositioun, déi do matgestëmmt huet. Mee effektiv, wann een A seet, da muss een och B soen.

D'Regierung huet gehandelt. Déi Aiden a ganz verschiddene Forme sinn och ganz direkt bei de Bierger ukomm an hunn d'Entreprisen ënnerstëtzt.

Une voix | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Et ass och vu Steiererliichterung geschwat ginn. Also, där Fro, fir Steiererliichterungen (veuillez lire: fir weider Steiererliichterungen) ze maachen, verschléissen ech mech net – wann déi finanziell Situatioun dat dann och zouléisst.

Et ass och gesot ginn – ouni deen Debat hei elo nach eng Kéier wëllen opzemaachen, ech mengen, dat ass elo net dee richtege Moment –: „Steierreform." Jo, eng Steierreform, déi muss kommen! An do soen ech Iech ganz éierlech: Ech hoffen, dass ech do och kann eng Hand mat upaken!

Ech mengen, d'Regierung huet wierklech déi richteg Decisioune geholl a ganz schwéieren Zäiten. An dass et schwéier Zäite waren, ech mengen, do si mer eis heibannen alleguerten eens. Mir hu se och ganz séier geholl. Mir hu se zäitno geholl. Mir hu Previsibilitéit geschaaft, nach eng Kéier, a ganz onprevisibelen Zäiten. An déi Zäite sinn och net eriwwer. Mir hu Stabilitéit geschaaft, esou gutt wéi et méiglech war, eeben och an onstabillen Zäiten.

D'Trajectoire vun den ëffentleche Finanzen, déi musse mer weider am Bléck behalen. Ech behale se op alle Fall am Bléck, well stabill Staatsfinanzen, wierklech nach eng Kéier, dat stäerkt eist Land! An dat ass déi Politick, déi mir gemaach hunn. Déi ass am Interessi vum Land. Si ass am Interessi vum Land haut, mee si ass haaptsächlech och am Interessi vun den zukünftege Generatiounen. An et ass wierklech dat, wat fir mech ganz wichteg ass.

Ech wëll dann och hei vun der Geleeënheet profitéieren, fir menge Kolleegen a Kolleeginnen am Finanzministère an an der IGF Merci ze soe fir all déi Aarbecht, déi si hei geleescht hunn, well ech weess, dat ass all Joer extreem vill Aarbecht, fir all déi Zuelen zesummenzekréie fir dat heiten – wat mer all Joer musse maachen – a fir dee Paquet hei op Bréissel ze schécken. Hinnen alleguerte vun dëser Plaz aus e ganz grousse Merci fir hir exzellent Aarbecht.

An da wëll ech och, dass de Minister Fayot nach Zäit huet fir ze schwätzen, dofir halen ech elo op. Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. Dann nach Parole après ministre fir den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci, Här President, et ass éischter eng Fro. Dir hutt gesot, dass d'Hëllefen direkt sollen ukommen. Do sinn ech ganz mat Iech averstanen. Mee zum Beispill bei den Zënsen, wou Der ëm 50 % eropgesat hutt, wat ee kann ofsetzen, do ass et awer esou, dass dat elo eréischt bei der nächster Steiererklärung bei de Leit wäert ukommen. Wär et dann do net méiglech, elo schonn d'Avancen, déi d'Leit gefrot kréien, direkt deementspriechend automatesch unzepassen, fir dass mer de Leit elo kënnen hëllefen, well déi Leit jo awer elo mussen de Prêt op hirer Bank bezuelen?

Merci.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Ech hu verstanen, dass dat eréischt fir d'nächst Joer geet. Ech kann awer nach eng Kéier gäre kucken, ob een do eppes ka maachen. Mee alles, wat mer kënne maachen, fir dat esou séier wéi méiglech a Kraaft trieden ze loossen, wäerte mer natierlech maachen. Ech mengen, elo hu mer emol esou séier wéi méiglech dat hei op den Instanzewee bruecht. An ech verschléisse mech do kenger Diskussioun. Mee wann ech dat richteg verstanen hunn, ass dat eréischt méi spéit méiglech.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Merci, Här President. Léif Deputéiert, merci fir dee ganz räichen Debat, dee mer elo haten haut de Moien an haut de Mëtten. Ech wollt och just nach op e puer Punkten agoen, déi vu verschiddenen Deputéierten opgeworf goufen, ugefaange mat deem Punkt, wat den Aarmutsrisiko ugeet. Dat ass eppes, wat souwuel de Gilles Roth wéi och d'Nathalie Oberweis an, ech mengen, och e puer anerer nach an hire Rieden opgeworf hunn.

Virop, mengen ech, muss een effektiv soen, dass all Persoun, déi an der Aarmut ass oder déi am Aarmutsrisiko ass, eng Persoun ze vill ass an dass et natierlech weiderhi muss eng absolutt Prioritéit sinn, fir d'Leit alleguerten aus der Aarmut erauszekréien.

Trotzdeem, mengen ech, muss een awer ëmmer erëm betounen, dass dee Chiffer, dee genannt gëtt vun 21 % Aarmutsrisiko, also Leit, déi bei der Aarmutsgrenz leien, natierlech e Chiffer ass, dee muss nuancéiert ginn. Dat ass e Chiffer, dee just d'Revenu-Aarmut consideréiert an näischt aneschters mat an de Calcul eranhëlt. Dee Pauvretéitsindice mécht insbesonnesch Abstraktioun vu Saachleeschtungen, dat heescht, Saache wéi Chèques-services accueil, Schoulbicher a gratis Transport, an e mécht awer och Abstraktioun vun dem Patrimoine a vum Konsum. A wann een déi dräi Dimensiounen iwwereneeleet an och d'Saachleeschtunge mat eranhëlt, da gesäit d'Bild schonn e gutt Stéck méi nuancéiert aus. Da läit den Taux de pauvreté nach bei 7,3 % um individuellen Niveau a 5,6 % bei de Menagen. Ech mengen, et ass ëmmer wichteg, fir dat Ganzt ze kucken, dat ganzt Bild, wann een iwwert den Aarmutsrisiko oder iwwert d'Aarmut schwätzt.

Den zweete Punkt, deen ech wollt opwerfen, dat ass ee Punkt, dee vum Gilles Baum gemaach gouf a senger Interventioun. Hien huet d'Wichtegkeet vun der europäescher Dimensioun ënnerstrach a senger Ried. An ech géif em wierklech gären do ganz Recht ginn. E sot, dass et Lëtzebuerg gutt geet, wann et och der Europäescher Unioun gutt geet. Ech mengen, dass dat effektiv e ganz wichtege Punkt ass. Mir sinn e ganz klengt, oppent Land an der Europäescher Unioun, en fait déi klengst Ekonomie an der Unioun an och bal op der Welt. A Lëtzebuerg muss resolutt déi europäesch Kaart spillen.

Dat geet fir d'alleréischt iwwer e gutt fonctionéierende Bannemaart. Mir setzen eis ëmmer erëm op all Niveau – an insbesonnesch och um Niveau vun de Kompetitivitéitsministeren an där Filière – a fir e gutt fonctionéierende Bannemaart, fir dass all déi Obstakelen, all déi Dysfonctionnementer, déi et ëmmer nach gëtt, opgehuewe ginn. Dat ass, wéi gesot, fir eis extreem wichteg.

Déi aner Dimensioun vun Europa kënnt natierlech doriwwer, dass mer eng ganz ambitionéiert Ëmsetzung musse maache vun den europäeschen Instrumenter, wéi dem Temporary Crisis and Transition Framework, wou et drëm geet, eisen Entreprisen iwwert déi schwiereg Situatioun um Energiemaart ewechzehëllefen, déi insbesonnesch säit dem Ufank vum Ukrain-Krich virherrscht, awer och eng ambitionéiert Ëmsetzung vun der Block Exemption Regulatioun. Dat ass dat europäescht Reglement, dat de Kader gëtt fir Aiden, déi mer brauchen, fir eis Entreprisen ze ënnerstëtzen an hirer Transformatioun a Richtung vun Digitalisatioun an Dekarbonisatioun.

Dat sinn, wéi gesot, essenziell Instrumenter. An doriwwer eraus, effektiv, eis Kaart, déi mer ze spillen hunn, läit an deene grousse Projeten, de groussen europäesche Projeten, wéi dem Green Deal, wéi dem REPowerEU, wéi awer och elo dem Net Zero Industry Act, an all deenen europäeschen Initiativen, wou et drëm geet, Europa industriell ze stäerken, Europa fit ze maache fir d'Ekonomie vu muer.

En drëtte Punkt, deen ech wollt uschneiden, deen och vun enger Partie Orateuren ugeschwat gouf, dat ass dee vum Logement. D'Dauertheema vum Logement ass effektiv extreem schwiereg, well mer et oft hei diskutéieren, wat virun allem och um wirtschaftleche Plang awer eng Rei Inzidenzen huet fir eng ganz Rei Betriber, an natierlech un éischter Stell d'Handwierk.

Et ass e Fait, dass d'Logementspräisser ëmmer nach immens héich sinn, obwuel se amgaange sinn, sech ze tasséieren a souguer liicht zréckzegoen, virun allem bei der Vente. Mee et ass effektiv esou, dass déi Wunnunitéiten, déi insbesonnesch an deene sougenannte VEFAen, de Ventes en l'état futur d'achèvement, ugebuede ginn, dass dat e Maart ass, deen effektiv fir de Moment bal ganz flaachläit. Dat huet engersäits natierlech mat deenen héijen Zënsen ze dinn, déi et säit enger Partie Méint gëtt, well d'Europäesch Zentralbank hir monetär Politick geännert huet, och natierlech, fir d'Inflatioun ze bekämpfen. Et huet awer och, wéi gesot, weiderhi mat deene ganz héije Präisser ze dinn, déi an der Vente ëmmer nach do sinn, wat natierlech och da mat sech bréngt op där anerer Säit, dass d'Loyere bei de Locatiounslogementer och immens an d'Luucht ginn, wat eng beonrouegend Situatioun ass fir déi Leit, déi musse lounen. An dat wësse mer, dass et där tendenziell ëmmer méi gëtt, och bei eis am Land.

Dat ass iwwregens eng Situatioun, déi et net nëmme bei eis gëtt, déi gëtt et och an enger ganzer Rei anere Länner. Et brauch ee just ze kucken, wat an Däitschland lass ass, awer och an anere Länner. Ech géif soen, bal an all eisen Nopeschlänner hu mer e ganz änlecht Bild. An d'Suerg ass effektiv do, dass, wann an Zukunft, oder just dëst Joer nach, vill manner Unitéite gebaut ginn – et gëtt vun 2.000 oder 2.500 Unitéite geschwat –, dann hannendrun um Enn vun där Chaîne iergendwann eng Kéier d'Handwierk an och d'Konstruktioun natierlech ënnert där Situatioun leiden.

Da gëtt et natierlech Stëmmen, a verschiddener sinn haut hei am Debat zu Wuert komm, déi soen: „Gutt, da musse mer higoen a mir mussen d'Steieren erofsetzen." „Mir mussen den Amortissement accéléré erëm aféieren oder erëm méi héich setzen." „Mir musse mat der TVA spillen." An dat sinn natierlech genau déi Saachen, déi mer ëmmer gemaach hunn. Dat ass eng Politick vun der Demande, wou mer engersäits wëssen, dass se net ëmmer immens gutt reusséiert huet an der Vergaangenheet. Dat huet och mat sech bruecht, dass mer justement d'Präisser alimentéiert hunn a souguer ugekuerbelt hunn. Dat ass dat eent.

An op där anerer Säit ass dat a mengen Aen och de Problem op de Kapp gestallt. An ech géif do och wierklech gäre soen, dass ech ganz eens si mat der Finanzministesch. Et fänkt u mat deenen, déi déi Immobilien do verkafen. Dat sinn déi, déi och déi Präisser festsetzen, déi ëmmer nach praktizéiert ginn um Maart. An dat sinn nu mol d'Promoteuren. An hei ass et esou, dass een effektiv do muss en Appell maachen un d'Verantwortung. Wann näischt méi verkaaft gëtt, dann huet dat mat den Zënskonditiounen ze dinn, mat der Deierecht vun de Kreditter. Et huet awer un alleréischter Stell ze di mat der Deierecht a mat de Präisser vun deenen Unitéiten, déi um Maart sinn.

Dat heescht, wann een där gär méi verkeeft, da muss ee vläicht och mam Gedanke spillen, fir mat deene Präisser do erofzegoe fir ze kucken, dass dee Maart och erëm eng Kéier fonctionéiert. Et ass gewosst, dass do ganz héich Margë gefuer ginn an dass et do, mengen ech, och wierklech nach ganz vill Marge gëtt a vill Loft gëtt, fir eppes ze maachen, wann ee wierklech da gären hätt, dass erëm do gebaut gëtt. Domadder fänkt et un, ier een iergendwellech steierlech Mesüren hëlt, fir dee Marché do erëm unzekuerbelen.

Här President, e weidere Punkt, op deen ech wollt agoen, eng Diskussioun, déi hei och stattfonnt huet, besonnesch zwëschent dem Här Roth an dem Här Kartheiser, dat ass dee vun eisem Wuesstumsmodell. An dat ass jo keen neit Theema, wat mer hei bei eis diskutéieren, et ass e ganz aalt Theema: dat zwëschent dem qualitative Wuesstum an dem quantitative Wuesstum. Et ass effektiv richteg, dass dee reng quantitative Wuesstum, deen duerch d'Demografie ugekuerbelt gëtt, dat heescht doduerch, dass mer alljoers 10.000, 12.000 nei Unitéiten hei am Land hunn, Leit hei am Land hunn, dass dat een ass, deen effektiv eng ganz Rei, jo, Externalitéite mat sech bréngt, déi mer alleguerte kennen.

Op där anerer Säit ass dat natierlech och eppes, wat mer brauchen an eisem Modell, mee dee Wuesstum, mengen ech, deen ee muss unzilen an upeilen, dat ass effektiv e Wuesstum, wou ee méi Produktivitéit kritt, an dee kritt een duerch méi Innovatioun. An dat ass genau dat, wat mer gären hätten. Mir hätte gären Innovatioun. Mir hätte gären eng Augmentatioun vun der Produktivitéit an de Betriber. An dat kréie mer doduerch, dass mer d'Digitalisatioun weiderbréngen, dass mer och d'Betriber dozou kréien, sech ze dekarbonéieren, dass mer och d'Kreeslafwirtschaft weiderkréien an eise Betriber. Dat sinn net just Floskelen, dat sinn Instrumenter, fir an eise Betriber déi besser Produktivitéit duerch Innovatioun hinzekréien. An da kréie mer och en Decouplage zwëschent dem Wuesstum op där enger Säit an all deenen Externalitéiten, déi e mat sech bréngt.

De Statec huet dat gewisen a senge Previsioune beim PNEC. E gesäit viraus, dass bis 2050 eng Croissance vun en moyenne 2,7 % virausgesinn ass. Dat ass à politique inchangée. Dat ass hire Baseline-Modell an e gesäit och vir, dass mat deenen Instrumenter, déi am PNEC virgesi si bis 2050, déi Dekarbonisatioun op null do erreecht gëtt. Dat setzt natierlech viraus, dass all déi Innovatiounen, sief et bei eisen Heizungssystemer, sief et an der Mobilitéit, sief et awer och an der Produktivitéit vun der Industrie an och bei der Energieeffizienz vun der Industrie a vun der Ekonomie erziilt ginn an erreecht ginn.

An ech mengen, dat ass den Enjeu, dat ass den Challenge, dee mer hunn an eiser Ekonomie: fir dohinner ze kommen! An dat ass fir mech dat, wat mer wëllen erreechen a wouhinner mer tendéieren duerch all déi Instrumenter, wéi gesot, eis Aideninstrumenter, eis Infrastrukturinstrumenter, eis Strategien, déi no vir kucken an déi op dat Zil do hischaffen.

Ech hunn dat och scho gëschter gesot a menger Interventioun: Ech sinn iwwerzeegt, dass mer dat am Kader, wéi gesot, vun deenen europäesche Politicken erreechen an zum Beispill vum Net Zero Industry Act, wou mer och eng Kaart ze spillen hunn, zum Beispill duerch eng Reindustrialiséierung am Beräich vun den erneierbaren Energien, vun deenen Entreprisen, déi déi Technologien hierstellen, déi gréng Technologien. Wa mer dat wierklech seriö maachen, dann ass et mer net baang, dass mer déi Ziler do och wäerten erreechen.

Nach eng Kéier: De PNR, gradesou wéineg wéi de PSC, ass kee prospektiivt, virausschauend Dokument. Et ass en Inventaire vun deene Politicken, déi mer

maachen als Äntwert op europäesch Recommandatiounen an europäesch Observatiounen. Dat ass deen Exercice, dee mer hei alljoers maachen am Kader vum Semestre européen. Mee dat Virausschauend, dat ass an eise Strategien, där et och eng Rei gëtt, déi mer och genannt hunn, déi och zum Deel à long terme sinn. An Horizont 2050, de PNEC gehéiert dozou, „Luxembourg Stratégie" gehéiert dozou, „Luxembourg in Transition" gehéiert dozou, an dat sinn déi Strategien an déi Dokumenter, mat deene mer d'Zukunft virbereeden.

Merci villmools.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

3. 8151 – Projet de loi portant modification des livres Ier, II et III du Code de la sécurité sociale

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 8151, enger Ofännerung vum Code de la sécurité sociale. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert kritt elo direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Wéi Der et gesot hutt, geet et beim Projet de loi 8151 ëm d'Ännerung vum Code de la sécurité sociale, e Projet, deen dobaussen an och heibannen nach net ganz haart diskutéiert ginn ass, well et, mengen ech, keng ëmstridden, politesch ëmstridden Ännerunge sinn, déi mer hei virhuelen, mee dofir awer ganz wichteg Ännerungen.

Am Resümmee: Et geet ëm zwee Punkten, zwou verschidde Problematiken, déi awer, wéi ech et virdru scho gesot hunn, ganz vill Leit ënner Ëmstänn kënne betreffen.

Déi éischt Problematik ass d'Festleeung vun den Tariffer am Fall vun enger Neteenegung tëschent den Tariffpartner, also engersäits der CNS an engem Gesondheetsberuff.

An bei där zweeter Problematik, do geet et ëm eng Kloerstellung, dass keng obligatoresch Sozialversécherung ka verlaangt gi fir Leit, déi en offiziellt Mandat vum Staat, aus dem Gemengesektor oder a verschiddene Beruffsverbänn géifen ausüben. Et bezitt sech selbstverständlech op hir Indemnitéiten.

Zur éischter Problematik schaaft de Projet de loi eng kloer Base légale, wann déi éischt Kéier keng Eenegung fonnt gëtt bei der Festleeung vun engem Tariff tëschent dem Gruppement vun engem unerkannte Gesondheetsberuff an der Gesondheetskeess. Mir wëssen alleguerten allze vill gutt, dass mer an deene leschte Joren e ganz dramatesche Fall hei zu Lëtzebuerg haten, nämlech dee vun de Psychotherapeuten, wou dat leider esou war. Eng Konventioun huet laang, ganz laang, vill ze vill laang misse verhandelt ginn, ouni dass och nach no der Mediatioun iwwerhaapt trotzdeem eng Eenegung konnt fonnt ginn.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

An ouni wëllen hei grouss ze spekuléieren, géif ech souguer soen, dass haut nach géif gestridde ginn, wann net de Minister deem Spillchen en Enn gesat hätt.

D'Gesetz vun der Reglementéierung vum Beruff staamt vun 2015 – ech schwätzen also vun deem Beispill vun de Psychotherapeuten. No enger Iwwergangsfrist, déi verständlech war, wou et ëm d'Unerkennung vun den Diplomer gaangen ass an och ëm d'Grënnung vun enger Federatioun vun de Psychotherapeuten, hunn dann 2018 – Enn 2017, Ufank 2018, ech weess et net méi ganz genau – Verhandlungen tëschent der FAPSYLUX an der CNS ugefaangen. An trotz allen Diskussiounen ass awer keng Eenegung fonnt ginn iwwert d'Prise en charge vun de psychotherapeuteschen Traitementer.

Dat war mat Sécherheet net gutt fir d'Psychotherapeuten. Et war och net gutt fir d'CNS, déi vill kritiséiert gouf. Et war och net gutt fir de Minister, deen d'Schold kritt huet fir d'Scheitere vu Verhandlungen, wou hien iwwerhaapt net dierf mat um Dësch sëtzen. Et war och net gutt fir d'Politick insgesamt, well d'Leit ëmmer manner verstanen hunn, firwat d'Politick dat heiten net konnt reegelen an et net virugaangen ass. Virun allem awer war et net gutt fir Honnerten, wann net Dausende vu Patienten, déi déi eigentlech Gelackmeiert ware vun de verzögerte Verhandlungen.

Une voix | Très bien!

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Just fir et nach eng Kéier ze widderhuelen: Iwwer siwe Joer hu mer d'Gesetz vun der Unerkennung vun de Psychotherapeuten an iwwer fënnef Joer hate mer Verhandlungen, wou kee konkreete Fortschrëtt a Siicht war.

Ugangs des Joers huet dunn de Minister d'Räissläin gezunn an iwwer Règlement grand-ducal en Tariff festgeluecht. De Staatsrot huet dunn a sengem Avis zu deem Règlement grand-ducal drop higewisen, dass de Code de la sécurité sociale net onbedéngt eng kloer legal Basis géif duerstellen, fir esou e Règlement grand-ducal ze huelen. An eeben dës legal Basis gëtt elo réckwierkend mat dësem Projet de loi geschafen.

Den Text gesäit en Delai vun dräi Méint vir, an deenen déi éischt Verhandlunge solle gefouert ginn. Wann dann an deem Delai kee Resultat virläit, designéiert d'Inspection générale de la sécurité sociale, d'IGSS also, e Mediateur. An och dee Mediateur huet dann nach eng Kéier dräi Méint Zäit, fir eng Léisung ze fannen. A wann no deenen dräi Méint nach ëmmer kee Resultat festgestallt gëtt, kann de Minister d'Lettreclé iwwer Règlement grand-ducal festleeën.

Fir dat ze maachen, muss de Minister awer eng Rei vu Krittäre berücksichtegen: d'Krittäre vun de Conditions d'accès, fir an de Beruff eranzekommen, d'Lettres-clés vun anere Prestatairen, am Verglach selbstverständlech, d'Remuneratioun, déi am ëffentleche Secteur fir déi Prestatiounen ausbezuelt gëtt an och déi, déi am Ausland Usus ass, an natierlech d'Fuerderungen an d'Proposen, déi bei de Verhandlungen a bei der Mediatioun op den Dësch koumen.

Uschléissend kann dann, wann de Minister seng Decisiounen iwwer Règlement grand-ducal geholl huet, an engem Delai vun dräi Méint eng Demande gemaach ginn, fir iwwer eng Adaptatioun vun der Lettre-clé iwwer Règlement grand-ducal ze verhandelen.

D'Base légale gëtt, wéi ech et virdru gesot hunn, réckwierkend op den 1. Januar 2023 a Kraaft gesat. A fir déi Lettre-clé, vun där ech virdru geschwat hunn, vun de Psychotherapeute bedeit dat also, dass deen Delai ufänkt um Dag vun der Publikatioun vum Gesetz, dat mer haut solle stëmmen.

Den zweete Volet betrëfft net gradesou vill Leit, ass awer, mengen ech, net manner wichteg. Et geet ëm déi Leit, déi vu Staat, Gemengen an Institutiounen aus dem Gemengesecteur oder aus hirem Beruffsstand nominéiert gi sinn, fir en offiziellt Mandat auszeüben.

Déi Indemnitéiten, déi dës Persoune fir hir Ausübung vun dësem offizielle Mandat kréien, sinn dann – an dat ass elo kloergestallt ginn – net als Akommes unzegesinn, op deem Sozialcotisatiounen ze bezuele wären. Dat war bis viru Kuerzem och ëmmer an der Praxis esou gehandhaabt ginn. Well et awer eenzel Interpretatiounsdifferenze gi sinn, an dat op verschiddene Plazen, gëtt elo am Code de la sécurité sociale kloer definéiert, dass réckwierkend op den 1. Januar 2018 dës Indemnitéiten net cotisabel sinn.

Domadder sinn dann och eventuell Fuerderunge vum Centre commun vis-à-vis vu Betraffenen hifälleg. A fir déi Leit, déi eventuell schonn op déi Fuerderungen agaange sinn a Cotisatioune bezuelt hunn – an och dat ass wichteg, well dat ass eis an der Kommissioun erkläert ginn –, ginn da Remboursementer vum Centre commun gemaach. Dat steet net expressement esou am Gesetz, mee dat ass awer ganz kloer an der Kommissioun esou erkläert ginn.

Am schrëftlechen Avis a méi prezis och am Commentaire des articles gëtt nach eng Kéier ganz genau preziséiert, ëm wéi eng Leit et konkreet geet. An d'Kommissioun betount och nach eng Kéier ganz besonnesch, dass och d'Vertrieder vum Syvicol souwéi och d'Vertrieder aus allen anere Gemengesyndikater mat dësem Gesetzesprojet cibléiert sinn. Och doriwwer war nach eng kleng Diskussioun opkomm, ob déi gebrauchten Definitioun kloer genuch wier. A fir dat nach eng Kéier ganz kloer ze soen, steet et effektiv ganz kloer och elo nach an eisem Rapport hei dran. Ech mengen, do ware mer eis och alleguerten an der Kommissioun eens, dass dat eng gutt Saach ass.

De Staatsrot hat e klenge Risk gesinn, dass eventuell verschidde Persounen dann net méi géifen iwwert d'Assurance accident couvréiert ginn. An doropshin huet d'Chamberskommissioun en Amendement formuléiert, fir och hei Kloerheet ze schafen. Doriwwer eraus huet de Staatsrot nach eng Rei vun Detailfroe gestallt an och eng Rei vu Reformulatioune proposéiert, déi alleguerte genau esou ugeholl gi sinn, genau wéi och déi legistesch Verbesserungsvirschléi.

D'Chambre des Salariés an hirem Avis an och d'Chambre de Commerce an hirem gemeinsamen Avis mat der Chambre des Métiers hunn e positiven Avis ausgestallt, och wa si sech gewënscht hätten, dass mer méi wäit gaange wären an och verschiddener vun hire Servicedéngschtleeschter, solle mer emol soen, an de Cercle vun de Beneficiairë vun dësem Gesetz opgeholl hätten. Mir sinn eis an der Kommissioun bewosst ginn, dass dat en Theema ass, mat deem mer eis och nach eng Kéier mussen an Zukunft ausenanersetzen. An de Minister huet och do Bereetschaft signaliséiert, mee an dësem Gesetzesprojet ass dat elo nach net virgesinn.

Souwäit de Resümmee vum Rapport vum Projet de loi 8151. Weider Detailer kënnt Der wéi ëmmer an deem schrëftleche Rapport noliesen, woubäi ech souwuel mengem Mataarbechter aus menger Parlamentsfraktioun wéi och eise Mataarbechter aus der Chamber villmools Merci soe fir d'Hëllef beim Verfaasse vum schrëftleche Rapport. An da ginn ech mat Freed den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse klenge Projet mat groussen a wichtege Verbesserungen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Rapporter.

An den éischten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn elo grad geschwat – an de Rapporter, deem ech Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport – iwwert de Code vun der Assurance sociale, fir déi eng Leit eng ganz komplizéiert Matière, fir déi aner Leit eng ganz interessant Matière. A fir de Code de la sécurité sociale, also allkéiers, wa mer do Ännerunge maachen, da steet ëmmer beim Projet: Ännerung vum Livre Ier, Ännerung vum Livre II, Ännerung vum Livre V ..., und das war's. An ech mengen, dass dat mat derzou féiert – wat den Dan Kersch richteg ënnerstrach huet –, dass dat och elo net zu Diskussioune féiert.

Mir missten eis vläicht iwwerleeën, an de Minister soll dat vläicht mat op de Wee huelen, dass een dat och heiansdo ausschreift. Well ech mengen, ausser den Insider, déi wëssen, dass dat eent d'Krankekeess ass, dat anert d'Pensiounskeess ass, dat anert d'Kannergeldskeess ass, dat anert Accident, dat anert Fleegeversécherung, wëssen d'Leit mat Livre Ier, II, III, IV, V, VI net ëmmer eppes unzefänken. An et géif vläicht méi Nidderschlag fannen, wann allkéiers och nach hannendru stéing: Livre Ier ass dat, Livre II ass dat, Livre III ass dat ..., an da wier d'Lektür, déi ganz interessant ass an déi ganz wichteg ass fir eis alleguer an de jeeweilegen Domänen, da wier och vläicht de Reiz méi grouss, fir sech deen décke Schmöker heiansdo op d'Long ze zéien.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, et ass ënnerstrach gi vum Dan Kersch, dass et hei am Fong zwou Saache sinn, déi gemaach ginn. Am Ursprongsprojet ass et drëm gaangen, fir de Problem vun de Psychotherapeuten ze léisen, wou ech net brauch extra drop anzegoen, well de Rapporter dat gemaach huet. Mee et muss een nach eng Kéier dodrun erënneren, dass et do drëm geet, de Patient an de Mëttelpunkt ze stellen.

Déi eng schwätze vum „Patient", déi aner schwätze vum „Client". Deen Numm „Patient" ass jo haut pejorativ op ville Plazen. Och an anere Strukture schwätzt een ëmmer méi vum „Client", deen dervu wëll profitéieren, soudass et wichteg ass, dass déi Leit a) gehollef kréien. D'Covidsituatioun huet eis och gewisen, dass nach méi Besoin do war a méi Demande do war wéi jee virdrun, soudass et dofir och kloer war, dass et fir déi Leit, déi Hëllef brauchen, wéi och fir déi Leit, déi déi Hëllef kënne ginn, do endlech zu engem Tariff komme misst.

Et ass do net grad déi Method gewielt ginn, déi de Staatsrot an de Legislateur sech an der Zäit gewënscht haten, dofir si jo elo déi Kloerstellunge komm am Gesetz. Do war et, wéi de Minister e Reglement geholl huet, de Staatsrot, deen de 24. Januar 2023 eng Oppositioun zu deem Reglement bruecht huet, an déi Punkte sinn elo erausgeholl ginn.

Déi eenzeg Fro, déi ech mer nach ëmmer stellen, ass: Wat géif geschéien, wann et och nach eng Kéier erëm zu enger Non-conciliation géif kommen? Well ech hunn elo héieren, neierdéngs si Leit, déi dat usichen, wann een elo bis virun an d'Conciliatioun geet, oder Non-conciliation, dass déi da souguer wëllen dat usichen, wou ech mer zwar do meng Froe stellen! Well wann eng Associatioun ... oder eng Conciliatioun, do, wou jo och de Minister seng Vertrieder nennt, e Schidssproch geholl huet, ass et normalerweis üblech gewiescht, op alle Fall a menger gewerkschaftlecher politescher Karriär ëmmer, dass dann och dee Schidssproch meeschtens akzeptéiert ginn ass oder et ass zu engem Streik komm, wat awer ganz rar de Fall war. Do hoffen ech, dass dat sech awer och ëmmer am Dialog wäert kënnen och an Zukunft léisen.

Deen zweete Projet, dat ass deen – de Rapporter huet et ënnerstrach –, wou et drëm geet, dass fir alleguerten déi Leit, déi Lienen hunn, déi direkt Nominatioune kritt hunn iwwer e Gemengerot oder iwwer e Schäfferot a Gemengesyndikater, wou vill Froen déi lescht Joren a Méint opgeworf gi sinn, dass dee Problem definitiv geléist gëtt. A bei deem Projet géif ech gären eng Fro hannendru stellen un de Minister, an de Minister huet sech bestëmmt erwaart, dass ech mat där Fro géif kommen: Dat ass eng Proposition de loi vu mengem Kolleeg, dem Laurent Mosar, a mir, souguer zwou, d'Propositioune 7922 a 7923.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Elo kréie mer ee Problem geléist, dee sech déi lescht Jore gestallt huet. Mir hunn nach en anere Problem, dat ass d'Differenz zwëschent den Independanten an de Salariéen, an do sinn déi Proposition-de-loien do. An do wollt ech och vläicht vum Minister wëssen: Wou si mer domadder drun? A wéi kënne mer och nach dat ..., well dat gëtt och nach eng Kéier ënnerstrach am Avis vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce. Si weisen och nach eng Kéier op dee Problem hin, ob een do ... Wou si mer do drun a wéi séier mengt de Minister, dass mer do d'Méiglechkeet hunn, och do eng Léisung ze fannen?

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech d'Zoustëmmung fir déi zwee Voleten – mee et ass nëmmen ee Gesetz –, fir déi Ännerungen am Livre Ier, am Livre II an am Livre III vun der Sécurité sociale, dass mer déi kënne maachen, dat am Interêt vun den Assuréen an dat awer och am Interêt vun deene Leit, déi d'Vertrieder sinn an deene jeeweilege Syndikater.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Här Spautz. An d'Wuert huet elo déi honorabel Deputéiert Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Madamm Presidentin, Kolleeginnen a Kolleegen, virun 2015 konnt sech hei am Land jiddereen, deen dat wollt, „Psychotherapeut" nennen, eng dach quokeleg Situatioun, well dës Leit keng adequat Formatioun hu misse virweisen, fir sech esou ze nennen. D'Patiente waren deemno engem Risiko ausgesat, eng mannerwäerteg Therapie ze kréien. Psychotherapeuten, déi eng anstänneg Formatioun absolvéiert haten an dofir och all Meritten hunn, hu missen nokucken, wéi Patienten och an déi falsch Hänn gerode konnten, a si konnten näischt dergéint maachen, well de Beruff vum Psychotherapeut nach net reglementéiert war.

Dat huet sech 2015 ënnert der haiteger Regierung geännert. De Beruff vum Psychotherapeut gouf och hei am Land reglementéiert an et goufe Mindeststandarden agefouert, e wichtege Schratt, deen de Patiente qualitativ héichwäerteg Therapien duerch anstänneg ausgebilt Psychotherapeute garantéiert.

De Problem duerno louch doranner, dass aus finanzieller Siicht e gläichwäertegen Zougang fir jiddereen zur Psychotherapie net méiglech war. D'Tariffer an d'Modalitéite vum Remboursement goufen tëschent der CNS an der FAPSYLUX, also der Associatioun vun de Psychotherapeuten, diskutéiert. Mee och no siwe Joer gouf et keen Accord an domadder och kee Remboursement fir déi concernéiert Patienten.

Madamm Presidentin, siwe Joer gescheitert Negociatioune sinn, wa mer ganz éierlech sinn, net drobar, wann et doréms geet, de Patienten déi beschtméiglech Gesondheetsbetreiung ze erméiglechen! Grad bei der Santé mentale, déi parallell zu der Pandemie nach méi Wichtegkeet a Visibilitéit krut, dierfe mir net méi esou laang nokucken. Et war dowéinst an eisen Aen de richtege Schratt, d'Situatioun ze deblockéieren an d'Tariffer iwwer e Règlement grand-ducal ze fixéieren an den Assuréen esou den Zougang zum Finanzement ze erméiglechen, op dee si esou laang gewaart hunn.

Bei der Fixatioun vun den Tariffer huet de Staatsrot awer dorobber opmierksam gemaach, dass et fir d'Fixatioun vun der Lettre-clé, déi als Basis fir de Calcul vun den Tariffer déngt, keng formell Dispositioune gëtt. Fir ze evitéieren, dass d'Fixatioun vun den Tariffer verfassungswiddreg an de Remboursement esou weiderhi blockéiert wier, reegelt dëst Gesetz, wéi d'Lettre-clé an Zukunft gereegelt wäert ginn.

Meng Fraktioun begréisst dëse Schratt explizitt. Mir bedauere just, dass de Remboursement vun der Psychotherapie esou laang huet missen op sech waarde loossen. Ech mengen, dass mer hei an Zukunft och besser reagéiere mussen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzestext adaptéiert, wéi et scho gesot ginn ass, nach e weidere Punkt: An Zukunft solle Representantë vum Staat, vun de Gemengen oder vun Entitéite vum Sozialdialog keng sozial Cotisatiounen op hir Indemnitéite méi bezuele mussen, déi si an hirer Fonctioun als Representant an enger Entité tierce, zum Beispill an engem Verwaltungsrot oder engem Syndikat, kréien.

Ech ginn net weider op déi genee Detailer an, dat huet de Rapporter scho ganz gutt gemaach. Op dëser Plaz dofir och e grousse Merci un den Dan Kersch fir säi mëndlechen a säi schrëftleche Rapport.

Zu dësem zweete Punkt wëll ech just soen, dass d'DP dës Adaptatioun och guttheescht. Bei de genannte Representanten handelt et sech nämlech net d'office ëm Independanten an dowéinst ass et och net korrekt gewiescht, dass si wéi Independanten op hiren Indemnitéiten hu misse cotiséieren.

Ech ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Djuna Bernard, Présidente de séance | Merci, Madamm Hartmann. An den nächsten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Merci, Madamm Presidentin, an och merci dem Här Rapporter Dan Kersch fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wäert elo net weider nach eng Kéier op den Detail vun de Psychotherapeuten agoen. Ech mengen, dat hunn elo meng Virriedner gemaach, an déi hu jo gewisen, dass déi Situatioun, déi do entstanen ass, wierklech net adaptéiert war. D'Beispill vun de Psychotherapeuten huet gewisen, datt d'Prozedur, fir e Remboursement vun engem Akt ze kréien, net onbedéngt am Déngscht vum Patient ausgeleuecht war.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

A just fir op dem Här Spautz seng Remark anzegoen: Ech nenne se „Patient", well „Client" ass fir mech méi an engem commercielle Sënn. An duerfir beharren ech e bëssen op dem „Patient". An ech mengen, och dee muss eng global Couverture vun de Prestataires de santé kréien; also just dozou meng Reaktioun.

Et kann net sinn, wann e politesche Konsens besteet, datt eng Therapie soll rembourséiert ginn, datt dat duerch e jorelaangen Desaccord tëschent de Prestatairen an der CNS net zustane ka kommen. déi gréng begréissen duerfir, datt mat dësem Projet de loi eng Méiglechkeet geschaaft gëtt, an engem räsonabelen Delai en Tariff fir en Akt festzehalen, wann d'Negociatiounen iwwert d'Lettre-clé festgefuer sinn, an datt déi Prozedur elo op sécher juristesch Féiss gestallt gëtt. Et geet net drëm, d'Verhandlungsautonomie tëschent der CNS an de Prestatairen ze court-circuitéieren. Duerfir bleift jo d'Méiglechkeet bestoen, fir innerhalb vun dräi Méint nei Negociatiounen iwwert den decidéierten Tariff unzefänken.

Mat dësem Projet de loi, wéi en haut gestëmmt gëtt, ass dann och garantéiert, datt all Psychotherapien, déi zanter dem 25. Januar 2023 gemaach gi sinn, rembourséiert kënne ginn. Op dëser Plaz wéilt ech de Minister froen, ob hien eventuell dozou Zuelen huet, wéi vill Psychotherapie-Remboursementer bis elo schonn ugefrot gi sinn.

déi gréng sinn dann och mam zweete Punkt vun dësem Projet de loi averstanen, wou kloergestallt gëtt, datt déi lokal Mandatairë respektiv Representantë vun aneren Instanze keng Sozialofgaben op hir Indemnitéiten, déi si am Kader vun hirem respektive Mandat kritt hunn, musse bezuelen. D'Avise vun der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers weisen allerdéngs, datt och nach aner änlech Fäll existéieren an datt och do eng Solutioun misst fonnt ginn. De Minister huet an der Kommissioun gesot, datt en dat och wéilt ugoen, Schrëtt fir Schrëtt.

Dëst gesot, ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hansen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll dem Här Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir säi Rapport. Et ass alles gesot ginn, och vu menge Virriedner, an ech wëll mech domadder am Fong geholl kuerzfaassen. Am Fong geholl ginn zwou Saachen ausgebigelt, dat vun der juristescher Onsécherheet, an dat ass am Interesse vum Assuré.

An domadder ginn ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, ech maachen et och ganz kurz und bündig: Als Alleréischt emol dem Rapporter e grousse Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, deen exzellent war. Ech mengen, dee ganzen Hickhack mat der Psychotherapie, mat där Zäit, déi vergaangen ass, bis d'Patiente konnte rembourséiert ginn, dat war net grad en Highlight vun eiser parlamentarescher Aarbecht hei. Dat ass schued, mee bon, elo ass et endlech gereegelt. An dann huet den honorabele Marc Spautz jo och nach dem Minister e puer Froe gestallt, wou mer och interesséiert wäerten nolauschteren, wat en eis ze soen huet.

Duerfir maachen ech et och elo hei ganz kurz und bündig: Mir ginn natierlech selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun fir déi laangwiereg Aarbechten, déi do geleescht gi sinn. An dat hei muss jo elo wierklech adaptéiert ginn, fir datt mer kënne weiderfueren op deenen zwee Punkten. A voilà, déi Froen, déi nach bleiwen, solle mer eis stellen a mir sollen déi och ugoen, well dat ass immens wichteg.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Dan Kersch fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. No villem Hin an Hier si mer awer haut endlech do, dass mer kënnen den Text ëmsetzen. An et soll ee jo ni d'Hoffnung opginn. Et waren alt hëtzeg Diskussiounen an de leschte Méint, Joren – hei och am Haus – zu dësem Theema an haut si mer dann endlech um Wee, dass de Patiente gehollef gëtt.

Dofir stëmme mir och deem Projet zou. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den zoustännege Minister fir d'Sécurité sociale, den Här Claude Haagen.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech wäert elo net an d'Detailer alleguerten agoe bei deem Projet de loi hei iwwert d'Ännerunge an der Sécurité sociale. Ech wäert mer natierlech Gedanke maachen, wéi mer déi verschidden Zuelen duerch Buschtawe kënnen ersetzen. Dat kënne mer maachen. Ech mengen, mir maachen déi zwee zesummen, da bréngt et am mannste Konfusioun.

Zum Projet de loi zu der FAPSYLUX – Psychotherapeuten, CNS – denken ech ... Verschidde Leit hunn dat elo gesot, dat hätt laang parlamentaresch Aarbecht erfuerdert: Et huet net laang parlamentaresch Aarbecht erfuerdert, well den Dossier ass hei net opgetaucht. Et ass just, datt d'Chamber d'Decisioun 2015 geholl huet, fir de Psychotherapeuten e Cadre légal ze ginn, an dat declenchéiert déi ganz Procédure. A wa mer gesinn, datt déi ganz Prozedur ze laang dauert, an an dësem Fall war dat de Fall, da muss ee reagéieren, an et ass, denken ech, u jiddwerengem vun eis, fir déi Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Duerfir wëll ech och Merci soe fir deen Appui, deen ech an de Kommissioune kritt hunn, fir d'Problematik ëm dësen Dossier hei esou op deem Wee ze léisen.

Den Dossier gëtt jo vill commentéiert, jiddwereen hätt et elo, liesen ech, aneschters gemaach. Bon, ech waarden dann nach op Propositiounen, wéi een dat aneschters hätt kënne maachen, well haut ass de Problem geléist, retroaktiv op den 1. Januar 2023, wat am Interêt vun de Patienten, Här Hansen, vun de Clienten, vun den Assuréen ass. Dat sinn déi Leit, déi et brauchen.

An ech mierke jo och, an dat gesitt Dir jo och, datt een an der Relatioun tëschent der CNS an der FAPSYLUX, de Psychotherapeuten, net méi vill héiert. Dat heescht, déi Diskussioune sinn ofgeschloss, kënnen ëmmer erëm opgemaach ginn, esou wéi dat virgesinn ass.

Ech wëll awer eppes betounen, an dat ass, wou Der gesot hutt, et misst méi schnell reagéiert ginn an Zukunft: Genau déi heiten Ëmännerung erlaabt eis, iwwert de Code vun der Sécurité sociale deen Delai, wat d'Negociatiounen ubelaangt oder wat d'Mediatioun ubelaangt, méi kleng ze halen, ouni – an dat wëll ech awer preziséieren hei – d'Verhandlungsautonomie vun deenen zwee Partneren a Fro ze stellen.

Dat ass mer ganz wichteg, datt net einfach kann dekretéiert ginn: „Esou ass et elo!" Dat heescht, do lafen déi selwecht Proceduren. D'Delaie sinn ofgekierzt ginn an nodeem eng Decisioun iwwert d'Valeur vun der Lettre-clé iwwer Règlement grand-ducal vum Minister determinéiert ginn ass, kënnen natierlech déi Negociatiounen erëm ugefrot ginn a weidergefouert ginn.

Dat huet awer ganz einfach zum Zweck, datt da schonn eng Prise en charge, e Remboursement vis-à-vis vun de Leit gemaach gëtt, déi déi Soinen an Usproch huelen. An dat ass mer – an ech denken, eis alleguerten – besonnesch wichteg. Dat heescht, mir hunn de System e bëssen ëmgedréint, méi kuerz gemaach. An ech denken, wa mer elo dohinnerginn a mir kucken, wann nei Beruffer géifen an e Cadre légal kommen, dann ass dat heiten operationell, soudatt mer net méi op de Wee brauchen ze goen, fir esou laang ze waarden, an dat ass am Interêt vu jiddwerengem vun deene Concernéierten.

Ech si gefrot ginn, an dat ass den Här Hansen, dee mech dat gefrot huet, dat war awer net ofgemaach – net datt Der mengt, ech hätt hei d'Zuelen dauernd am Kapp –, mee et huet mech selwer interesséiert a vu datt ech jo relativ vill Reuniounen hu mat deene concernéierten Acteuren, kann ech Iech déi Zuelen awer och direkt soen: Déi Prise en charge, déi leeft vum Februar 2023 un. Bon, dat wësst Der, elo iwwert déi heiten Ëmännerung vum Code de la sécurité sociale vum 1. Januar un, dat huet awer eppes mat deenen dräi Méint, wéi d'Madamm Hartmann oder de Rapporter gesot huet, ze dinn, soss wieren déi leséiert gewiescht, wann hei nach eng Kéier d'Negociatiounen ugefaangen hätten. Den 1. Februar – duerfir hunn ech déi Zuelen och kritt – waren 158 Psychotherapeuten als Prestataire bei der CNS enregistréiert. Op den 21. Abrëll waren et der 206. Et ass also an d'Luucht gaangen. Wat wichteg ass: Bei 144 Prestatairë goufe bis elo Leeschtungen en charge geholl fir 1.567 Assuréen an dat sinn am Ganzen 3.621 Seancen. An actuellement komme pro Dag eng ronn 100 Ufroe fir eng Prise en charge, dat heescht fir e Remboursement ze kréien, bei der CNS eran.

Dir gesitt also, datt déi Soinen och benéidegt ginn, datt mer an dësem Fall eppes decidéiert hunn, wat positiv fir d'Leit ass, fir d'Assuréen ass, fir déi Leit, déi do schaffen, an och fir d'CNS, fir dee ganzen Traitement ze organiséieren, och dat ass vill Aarbecht. Ech géif op jidde Fall sämtleche Partner Merci soen. An déi Kriticken, déi heiansdo do oder do entstinn, ech mengen, mat deene musse mer liewen. Haaptsaach, mir hunn de Problem geléist!

Den zweete Volet ass – do sidd Der och schonn drop agaangen, och de Rapporter ass drop agaangen – am Fong, fir eng Kloerstellung ze ginn tëschent der Definitioun vun „Independant" a Leit, déi e Mandat kréien an hirer Gemeng, an hirem Gemengesyndikat a ganz einfach enger Instanz vum Sozialdialog, bei aneren Entitéiten. Fir datt dat kloergestallt ass, datt déi esou e Mandat hunn, dofir ass dat och an de Code vun der Sécurité sociale geschriwwe ginn. D'Onfallversécherung huet bis elo nach ëmmer gezielt, well déi stoung schonn dran, déi sinn also och nach ëmmer weider verséchert, dat wëll ech just eng Kéier hei soen, well dat net ernimmt ginn ass.

An zum Schluss géif ech nach gär soen, vu datt den Här Spautz mer déi Fro gestallt huet mat der Anticumulsreegel am Kader vun der Pensiounsversécherung oder dem Pensiounsregimm tëschent de Selbststännegen a Leit, déi eng Pension de vieillesse anticipée hunn: Do ass Är Proposition de loi – mat där vum Här Mosar, déi zwou, also eng, déi Der eraginn hutt – zu 99 % fäerdeg, kënnt normalerweis spéitstens fir de Juni an de Regierungsrot, well mer elo bei sämtlechen Instanzen nogefrot hunn. Da gëtt se natierlech,

wéi dat virgesinn ass, entweeder vum Grand-Duc – wann déi nei Constitutioun ass, vum Premier – ënnerschriwwen an da kënnt se an déi zoustänneg Chamberskommissioun. Ob mer se dann nach gestëmmt kréien, ass eng aner Saach. Mee ech denken och do, wann d'Proposition de loi, op déi mer eis baséieren ..., déi zwar dee richtegen Ustouss huet, awer et ass e bësse méi komplizéiert. Et ass och egal! Da kënne mer dat zesummen an der Kommissioun maachen, an dann denken ech an dann hoffen ech, datt mer do och eng Unanimitéit kréien, soudatt et mer och net baang ass, datt mer dat dëst Joer nach eng Kéier geléist kréien, ob Wale sinn oder net.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sozialminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8151. Den Text steet am Document parlementaire 8151[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8151 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat wiere mer um Schluss vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtteg um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.17 heures.)

46e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 24
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Ordre du jour** p. 24
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Décision à prendre par la Chambre des Députés sur l'honorabilité des candidats aux postes de membre effectif et aux postes de membre suppléant du Conseil national de la justice** p. 24
   M. Fernand Etgen, Président
4. **Désignation des candidats aux deux postes de membre effectif et aux deux postes de membre suppléant du Conseil national de la justice** p. 24
   M. Fernand Etgen, Président
   Vote secret pour le premier candidat au poste de membre effectif
   Vote secret pour le deuxième candidat au poste de membre effectif
   Vote secret pour le premier candidat au poste de membre suppléant
   Vote secret pour le deuxième candidat au poste de membre suppléant
5. **Question élargie n° 186 de Mme Chantal Gary au sujet de l'apaisement du trafic motorisé à l'intérieur des agglomérations** p. 25
   Mme Chantal Gary | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
6. **8043 – Projet de loi portant :**
   1° approbation de l'Avenant, fait à Esch-sur-Alzette, le 19 octobre 2021, au Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers du 20 mars 2018 et à la Convention relative au financement d'aménagement visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables du 23 octobre 2020 ;
   2° modification de l'article 2, paragraphe 1er, de la loi du 7 septembre 2018 1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018 ; 2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen p. 26
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   Discussion générale : M. Serge Wilmes | M. Max Hahn | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8043 et dispense du second vote constitutionnel
7. **8059 – Projet de loi portant approbation de l'amendement de la Convention sur la circulation routière, faite à Vienne, le 8 novembre 1968, ouvert à la signature le 14 janvier 2021** p. 29
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   Discussion générale : M. Serge Wilmes, | M. Max Hahn (interventions de M. Marc Goergen) | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8059 et dispense du second vote constitutionnel
8. **8062 – Projet de loi relative au financement de l'exploitation des transports scolaires par autobus** p. 31
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   Discussion générale : M. Serge Wilmes (dépôt de la motion 1) | M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8062 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Serge Wilmes (renvoi de la motion 1 en commission)
9. **8178 – Projet de loi relative au financement de la contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation pour l'année 2023** p. 33
   Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : Mme Josée Lorsché
   Discussion générale : M. Gilles Roth | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Turmes
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8178 et dispense du second vote constitutionnel

10. **7996 – Projet de loi portant modification de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics** p. 35

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. André Bauler

Discussion générale : Mme Octavie Modert | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7996 et dispense du second vote constitutionnel

11. **Résolution de Mme Nathalie Oberweis au sujet de l'appel au Gouvernement français à respecter le droit de manifester et l'État de droit** p. 37

Exposé : Mme Nathalie Oberweis

Discussion générale : M. Yves Cruchten | M. Claude Wiseler | M. Marc Goergen | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Yves Cruchten | Mme Nathalie Oberweis

Vote sur la résolution (rejetée)

12. **Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen** p. 38

Exposé : M. Jeff Engelen

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch et M. Claude Turmes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

2. Ordre du jour

D'Conférence des Présidents proposéiert, d'Resolutioun vun der Madamm Nathalie Oberweis, déi d'Chamber opfuerdert, en Appell un d'franséisch Regierung ze maachen, fir de Respekt vum Manifestatiounsrecht souwéi vum État de droit, déi de 25. Abrëll deposéiert gouf, als leschte Punkt op den Ordre du jour vun haut ze setzen.

Ass d'Chamber mat dësem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Décision à prendre par la Chambre des Députés sur l'honorabilité des candidats aux postes de membre effectif et aux postes de membre suppléant du Conseil national de la justice

Opgrond vum Artikel 6 (1) vum Gesetz vum 23. Januar 2023 iwwert d'Organisatioun vum Conseil national de la justice muss d'Chamber eng Decisioun iwwert d'Éierbarkeet vun all de Kandidate fir d'Poste vum Conseil national de la justice op Basis vun engem Avis vum Procureur général d'État huelen.

Laut dem Artikel 127septies vum Chambersreglement muss d'Chamber iwwert déi Decisioun an enger net ëffentlecher Sitzung befannen. Ass d'Chamber averstanen, den Artikel 46 (1) vum Chambersreglement ze applizéieren an eng net ëffentlech Sitzung opzemaachen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

(Le huis clos est prononcé à 14.02 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 14.04 heures.)

4. Désignation des candidats aux deux postes de membre effectif et aux deux postes de membre suppléant du Conseil national de la justice

D'Chamber huet grad an enger net ëffentlecher Sëtzung déi néng Kandidaten, déi sech fir déi zwee Poste vun effektive Membere respektiv fir déi zwee Poste vu Suppleantë vum Conseil national de la justice gemellt hunn, als honorabel deklaréiert.

Esou, wéi et festgehal ass am éischten an zweeten Artikel vum Gesetz vum 23. Januar 2023 iwwert d'Organisatioun vum Conseil national de la justice an am Artikel 127bis vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, zwee effektiv Memberen an zwee Suppleantë fir de Conseil national de la justice ze bestëmmen.

No den Dispositioune vum Artikel 127sexies vun eisem Reglement huet d'Presidentekonferenz an hirer Reunioun vum 30. Mäerz eng Kandidatelëscht mat néng Persounen arrêtéiert. Déi néng Kandidaten hu sech all fir e Posten als effektive Member gemellt.

Dat sinn, an alphabetescher Reiefolleg: den Här Roland Berscheid, den Här Jean-Christophe Burkel, d'Madamm Viviane Ecker, den Här Erny Gillen, den Här Laurent Heisten, d'Madamm Anne Kraus, den Här Jean-Jacques Rommes, den Här Philippe Wagener an den Här Jeannot Waringo. Vun deenen néng Kandidaten hu sech och fënnef Kandidate fir de Poste vum Suppleant gemellt.

D'Chambersreglement gesäit a sengem Artikel 127octies vir, dass d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass.

Et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn.

Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deposéiert Kandidature si valabel.

D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng qualifizéiert Majoritéit, woubäi déi blank an ongülteg Walziedelen net a Betruecht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi qualifizéiert Majoritéit kritt, kënnt et zu engem Ballotage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meescht Stëmme kritt hunn.

Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënnt et zu engem Spezialtour, fir d'Kandidate fir de Ballotage ze designéieren. Am Spezialtour geet dann eng einfach Majoritéit duer.

Bei Stëmmegläichheet am Ballotage kënnt et zu engem zousätzlechen Tour. Wa bei dësem Tour kee vun de Kandidaten déi qualifizéiert Majoritéit krut, da muss en neien Appel à candidature gemaach ginn.

Laut dem Artikel 127undecies vum Chambersreglement gëtt iwwer jiddwer Persoun eenzel ofgestëmmt.

Vote secret pour le premier candidat au poste de membre effectif

Mir fänke mam Walgang un. Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongülteg.

Ech géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen. An da maachen ech duerno den Appell, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Ech maachen dann elo den Appell, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

Dann ass d'Sitzung kuerz ënnerbrach, fir d'Stëmmziedelen ze zielen.

(La séance publique est interrompue à 14.14 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.19 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 54; blank Stëmmziedelen: 1; ongëlteg Stëmmziedelen: keen; gülteg Stëmmziedelen: 53. Déi Zweedrëttelmajoritéit läit bei 40.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: den Här Roland Berscheid: keng Stëmm, den Här Jean-Christophe Burkel: keng Stëmm, d'Madamm Viviane Ecker: 47 Stëmmen, den Här Erny Gillen: keng Stëmm, den Här Laurent Heisten: 1 Stëmm, d'Madamm Anne Kraus: 1 Stëmm, den Här Jean-Jacques Rommes: keng Stëmm, den Här Philippe Wagener: keng Stëmm, an den Här Jeannot Waringo: 4 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger Zweedrëttelmajoritéit vu 47 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Ecker Viviane als Kandidat fir de Poste vum effektive Member vum Conseil national de la justice designéiert ass.

Domat wier also den éischte Walgang erlaanscht.

Vote secret pour le deuxième candidat au poste de membre effectif

Mir fänken dann u mam Walgang fir den zweete Poste vum effektive Member. Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn. Soss ass Äre Stëmmziedel ongülteg.

Ech géif bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

D'Sitzung ass ënnerbrach fir ze zielen.

(La séance publique est interrompue à 14.26 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.30 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 54; blank Stëmmziedelen: keen; ongëlteg Stëmmziedelen: keen; gëlteg Stëmmziedelen: 54. Déi Zweedrëttelmajoritéit läit bei 40.

Den Här Roland Berscheid: keng Stëmm, den Här Jean-Christophe Burkel: 2 Stëmmen, den Här Erny Gillen: keng Stëmm, den Här Laurent Heisten: 1 Stëmm, d'Madamm Anne Kraus: 1 Stëmm, den Här Jean-Jacques Rommes: 46 Stëmmen, den Här Philippe Wagener: keng Stëmm, an den Här Jeannot Waringo: 4 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger Zweedrëttelmajoritéit vu 46 Stëmmen decidéiert, datt den Här Jean-Jacques Rommes Kandidat fir de Poste vum effektive Member vum Conseil national de la justice designéiert ass.

Domat wier also och dëse Walgang erlaanscht.

Vote secret pour le premier candidat au poste de membre suppléant

Mir fänken da mam Walgang u fir den éischte Poste vum Suppleant beim Conseil national de la justice. Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongülteg.

Ech géif Iech bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(La séance publique est interrompue à 14.37 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.41 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53; blank Stëmmziedelen: keen; ongülteg Stëmmziedelen: keen; gülteg Stëmmziedelen: 53. D'Zweedrëttelmajoritéit ass 40.

Deemno huet d'Chamber mat enger Zweedrëttelmajoritéit vun 48 Stëmmen decidéiert, datt d'Madamm Anne Kraus als Kandidat fir de Poste vum Suppleant beim Conseil national de la justice designéiert ass. Domadder wär dann also och dëse Walgang erlaanscht.

(Interruption)

Hat ech déi vergiess ze soen? Ech wëll ze schnell sinn.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: den Här Roland Berscheid: 4 Stëmmen, den Här Jean-Christophe Burkel: keng Stëmm, den Här Erny Gillen: keng Stëmm (ndlr: M. Erny Gillen ne s'était pas présenté comme candidat), den Här Laurent Heisten: 1 Stëmm, d'Madamm Anne Kraus: 48 Stëmmen, den Här Philippe Wagener: keng Stëmm (ndlr: M. Philippe Wagener ne s'était pas présenté comme candidat), den Här Jeannot Waringo: keng ...

(Interruption)

Dee war net Kandidat, genau.

Vote secret pour le deuxième candidat au poste de membre suppléant

Mir fänken dann u mam Walgang fir den zweete Poste vum Suppleant beim Conseil national de la justice. Ech wëll d'Chamber och hei drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongülteg.

Ech géif Iech bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Ech maachen dann den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

(Appel nominal)

D'Sitzung ass ënnerbrach.

(La séance publique est interrompue à 14.47 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 14.51 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 53; blank Stëmmziedelen: keen; ongülteg Stëmmziedelen: keen; gülteg Stëmmziedelen: 53. D'Zweedrëttelmajoritéit läit bei 40.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: den Här Roland Berscheid: 46 Stëmmen, den Här Jean-Christophe Burkel: 2 Stëmmen, an den Här Laurent Heisten: 5 Stëmmen.

Deemno huet d'Chamber mat enger Zweedrëttelmajoritéit vu 46 Stëmmen decidéiert, datt den Här Roland Berscheid als Kandidat fir de Poste vum Suppleant beim Conseil national de la justice designéiert ass. Domat wär dann och dëse Walgang erlaanscht.

5. Question élargie n° 186 de Mme Chantal Gary au sujet de l'apaisement du trafic motorisé à l'intérieur des agglomérations

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 186 vun der Madamm Chantal Gary iwwert de motoriséierte Verkéier an den Agglomeratiounen. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfroen an, no der Äntwert vum Minister, och nach eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Mme Chantal Gary (déi gréng) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, fir méi Sécherheet a Liewensqualitéit brauche mer eng méi systematesch Verkéiersberouegung an eisen Dierfer, Stied a Quartieren. Mir brauche manner Verkéier a manner séiere Verkéier. Insgesamt eng aner Mobilitéit a méi Tempo-30-Zonen oder Zones de rencontre, wou souguer nëmmen Tempo 20 gëllt, si wichteg Méiglechkeeten, fir dësem Zil méi no ze kommen. Mee et sinn net déi eenzeg Mesüren, déi ze huele wieren.

Rezent gouf vu ville Säiten eng méi systematesch Ausweisung vun Tempo-30-Zonen an eise Stied a Gemenge gefuerdert, a souguer d'Propos, d'Maximalvitessen innneruerts ëmzedréien, esou datt 30 zur Reegel a 50 zur Ausnam géif ginn. Dëst ass och breet an de Medien zirkuléiert an diskutéiert ginn. Och a mengem privaten Ëmfeld war dës Propos vun engem generellen Tempo 30 an den Uertschaften an de leschte Wochen duerchaus en heefegen, mee och deelweis kontroverse Sujet.

Perséinlech sinn ech iwwerzeegt, datt hei effektiv nach e grousst Potenzial fir de Staat an d'Gemenge läit. Zone mat op 20 oder 30 Stonnekilometer reduzéierter Maximalgeschwindegkeet si sécherlech eng gutt a wierksam Moossnam fir méi Rou, méi Sécherheet a manner Duerchgangsverkéier. Mee et sinn eeben net déi eenzeg noutwenneg Moossnamen, déi ze huele wieren. Sou wéi et beim Vëlo net duergeet, just mat Faarf a Pinsel eng Vëlospist op d'Strooss ze molen, fir datt méi Leit mam Vëlo fueren an och all Chauffer dës Strécher respektéiert, esou ass et och mat den Zon-30-Schëlter.

En Tempo-30-Schëld eleng geet also net duer, fir de Verkéier ze berouegen. Heifir brauch et och ëmmer nach zousätzlech Mesüren, wéi zum Beispill Knuppen, Schikanen, Stroosseverengungen duerch Blummebacken, Vitesswarner oder e richtege Radar an, jo, heiansdo och emol eng Policekontroll. Fir datt eng Temporeduktioun ka wierken a sech och méiglechst dru gehale gëtt, brauche mir a mengen Aen eng Kombinatioun vun e puer vun dëse Moossnamen an idealerweis dann och e seriöt a kommunaalt Verkéierskonzept, wou alles zesummenhängend gekuckt gëtt.

Wann déi eng Moossnam de Verkéier just dräi Stroosse méi wäit verlagert, dann hunn d'Gemeng an hire Bureau d'études nämlech net gutt geschafft. Eenzel Moossname féiere meeschtens just zu Verdrängungseffekter. Fir datt d'Verkéiersberouegung och wierklech ka klappen, bräicht et also eng ganz Palett vu Mesüren, an dat ass och de Fokus vu menger Fro un Iech, Här Minister.

Deelt Dir, éischtens, dës Aschätzungen, wat d'Verkéiersberouegung an eise Stied an Dierfer ugeet? A wa jo, wat sinn déi wierksaamst Mesüren aus der Geschierkëscht vun de Gemengen, fir innerorts zu, éischtens, méi luesem Verkéier an, zweetens, och manner Verkéier ze kommen? Wat ass do méiglech a wou sinn d'Limitten?

Wéi gesitt Dir d'Iddi, d'Tempolimitatiounen innerorts ëmzedréinen, soudatt Tempo 30 d'Reegel an Tempo 50 d'Ausnam wier? Geet déi vum Plan national de mobilité 2035 proposéiert Reform vun der Classification fonctionnelle des routes net deelweis an déi nämmlecht Richtung?

An dann nach eng lescht Fro zum Problem vun der Vitess als Facteur aggravant bei den Accidenter: Gëtt et hei vläicht nei rezent Statistiken, wat de Rôle vun héijer respektiv iwwerhéichter Vitess ugeet?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech soe Merci fir d'Äntwerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Gary. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, de Vizepremier François Bausch.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, an och Merci, Madamm Gary, fir déi Froen. Direkt, fir eng kloer Äntwert um Ufank ze ginn: Natierlech bréngе Vitessreduktiounen eppes, virun allem am urbane Raum, do wou vill Leit sech ophalen. Mee net nëmmen do, och generell bréngе se eppes. Se kënnen och eppes am iwwergeuerdente Stroosseraum bréngen, zwar dann an der éischter Instanz net nëmme fir d'Verkéierssécherheet, mee och fir zum Beispill d'Fluiditéit vum Trafick, an ech wëll dat unhand vun e puer Beispiller weisen. Mee vläicht emol zum urbane Raum.

Ech hat Iech an enger Question parlementaire, déi Dir och gestallt hat, eng Äntwert ginn an do hat ech Iech e Scheema bäigeleeucht, deen am Fong elo net nei ass, deen ass scho laang internationale Standard, mee do ass einfach berechent: Wéi sinn d'Bremsweeër am urbane Raum, wann ech mat 30 respektiv mat 50 fueren? A mat 30 huet en Auto, en normale Persounekraaftauto, e Bremswee vun 13 Meter. Wann Der mat 50 fuert, hutt Dir e Bremswee vun 29 Meter; also méi wéi dat Duebelt. Et ass also relativ kloer. U wat denke mir do am urbane Raum? Mir denken un eeler Leit, déi iwwert d'Strooss musse goen, Kanner, déi onverhofft an d'Strooss lafen, spillen. Also fir d'Chance ze hunn, ze evitéieren, datt ech do eng

Persoun ustoussen, déi ass tëschent 30 km/h a 50 km/h dat Duebelt, de Risiko respektiv d'Chance, e Liewen ze retten, wann ech méi lues fueren.

Also et ass zimmlech eendäiteg, datt dat eppes bréngt. A firwat ass et am urbane Raum besonnesch wichteg? Well natierlech souwisou an dem urbane Raum, den Auto muss natierlech kënnen doduerch zirkuléieren, mee do huet en net déi iwwergeuerdent Roll, wéi et vläicht op den iwwergeuerdente Stroossen ass. A mir hunn am Plan national de mobilité jo och duerfir de Stroossereseau nei definéiert, eng nei Klassifikatioun drabruecht, fir mol eng Kéier méi kloer ze definéieren: Wat ass dann eng Strooss, wou wierklech den Autofuerer, also den Auto soll kënne rullen, wou dee méi eng grouss Prioritéit huet, par rapport zu dann eebe Stroossen, wou den Auto och, ech soen emol esou, toleréiert ass, awer och ganz kloer de Mënsch an all déi Leit, déi sech do ophalen, eng méi grouss Bedeitung musse fannen?

Et ass och esou, datt an deene leschte Joren an alle Gemengen am Land extreem vill gemaach ginn ass an déi Richtung. Et ass net, datt näischt geschitt ass. Et ass net, datt net 30er Zonen ausgewise gi sinn oder souguer 20er Zonen. Dofir, mir maachen heiansdo esou hei zu Lëtzebuerg, wann ech d'Diskussioun beobachten an de leschte Wochen, wéi wa mir quasi, ech weess net, e Krich hannendra wären an där Fro. Dat ass net richteg. Et ass souguer éischter de Contraire. Mir hunn hei am Land, wat d'30er- an d'20er-Zonen-Ausweisen ubelaangt, éischter méi fréi ugefaange wéi vill aner Länner. Virun allem vill Länner, déi oft als Beispill zitéiert ginn. Ech kréien oft elo Frankräich zitéiert an esou weider. Also wann Dir op Paräis gitt, déi Paräisser Buergermeeschtesch huet ganz vill gemaach, vill Courage gehat, fir vill Saachen ze maachen, mee et ass awer net esou, datt zu Paräis elo alles super wär an hei alles schlecht wär. Esou ass et net, well d'Welt ass souwisou ni schwaarzwäiss. Mee Fakt ass, datt mir mussen nach weider an déi Richtung schaffen. Dat ass och eendäiteg.

Ech sinn awer kee Frënd vun esou, wéi soll ech soen, allgemenge Reegelen, einfach ze soen: „Elo dréine mir dat einfach ëm an dann ass all Problem geléist." Nee, dann ass iwwerhaapt kee Problem geléist. Wa mir muer géifen higoen a mir géifen einfach elo soen, d'Reegel ass 30 an all Uertschaft am Land a 50 ass d'Ausnam, dann hu mir doduerjer nach net déi Stroossen, déi dann 30 ginn, esou gestalt automatesch, datt si och dat hierginn, datt den Autofuerer och weess: „Ech sinn hei an enger 30er Zon." Dat heescht, datt ech dann net nach eng falsch Sécherheet virtäusche gi par rapport zu de Leit, déi sech do beweegen, oder den Autofuerer falsch Saachen ..., also Saache maache par rapport zum Autofuerer, déi deen iwwerhaapt net kann novollzéien, zum Beispill. Dofir halen ech näischt dovunner.

Ech sinn en absolutte Fervent, fir esou vill wéi méiglech 30er Zonen ze maachen, esouguer 20er Zonen. A well ech dovun esou e Fervent sinn, hunn ech och 2015 d'Reegele fir d'staatlech Stroosse geännert. Innerorts kann een zënter 2015 effektiv schonn 30er Zonen och op enger Staatsstrooss amenagéieren. Mir hunn et zwar 2015 nach limitéiert. Do muss ee jo ..., dat sinn Trançone vun 200 Meter, et muss een och weisen, datt et virun enger Schoul ass, also et gëtt nach eng Rei Konditiounen, déi dra sinn. Mee déi Reegelen hu mir entre-temps och nach eng Kéier geännert a mir wëllen nach e Schratt méi wäit goen. An déi Broschür, déi ech ausschaffe gelooss hunn, déi wäert och elo rauskomme virum Summer, fir dat nach eng Kéier ze beleeën an datt d'Gemengen dat gesinn, datt een do och nach kann e Krack méi wäit goen.

Mee och do wëll ech soen, datt dat awer natierlech net einfach esou heescht: Eng Gemeng gëtt eis e Projet eran an da seet se: „Hei hätte mir gär 30 oder 20", an da setze mir e Schëld dohinner a mir pinselen an der Strooss an dann ass et fäerdeg. Ech wëll Iech just soen: Ech hunn zënter 2015 120 Demandë vu Gemengen erakritt fir Permission-de-voirien, fir datt de Staat soll hëllefen, op Staatsstroossen innerorts 30er respektiv 20er Zonen ze maachen. A vun deenen 120 Demandë sinn der schonn 100 positiv beäntwert, 100, also de Gros dovunner. 20 sinn der nach en cours oder do hu mir e bësse Problemer, well mir einfach net iwwerzeegt si vum Konzept, dat mir erageреecht kritt hunn.

Bon, mir wëllen dat awer nach vereinfachen a mir wëllen nach e Krack méi wäit goen innerorts an dofir kënnt déi Broschür nach virum Summer eraus. Iwwregens, déi Konditiounen ..., ech kréien ëmmer gesot, datt dat, wat mir 2015 decidéiert hätten, et wéisst keen esou richteg, wou een dru wär. Dach, dat kann een um Internetsite vun der Ponts et chaussées eroflueden a kucke goen. Déi Konditioune sinn eigentlech kloer. Natierlech, d'Viraussetzung ass, datt een och e Projet eragëtt als Gemeng, wou een da seet: Voilà, hei ass d'Iddi, wat mir wëlle maachen. Mir wëllen e Platto bauen, mir wëllen d'Strooss esou an esou amenagéieren, fir datt et deem och Rechnung dréit; an deementsprechend ass et och esou, datt dofir awer haut schonn, wéi gesot, vill méiglech ass. A wéi gesot, nach eng Kéier: Vun 120 Demandë sinn der 100 positiv beäntwert ginn op de Staatsstroossen – ech schwätzen hei selbstverständlech nëmme vun de Staatsstroossen –, a mir wëllen elo nach souguer e Krack méi wäit goen, an dat wäert ech nach bis de Summer virstellen.

Dann ass am Plan national de mobilité, wéi gesot, och ganz kloer definéiert ginn: Wat sinn dann déi Stroossen, déi méi eng grouss Charge solle kënne bewältege vun Autoen, wou den Auto awer och e bëssen ..., de Verkéier soll fléissen? A wat sinn déi, déi ënnergeuerdent sinn? Dat fënnt een am PNM och erëm, dat kann ee sech do ukucke goen. Mee och souguer op deene groussen Achsen, wa se duerch eng Uertschaft ginn, jee nodeem, bei wat se laanscht ginn, zum Beispill, wa se bei enger Schoul laanscht kommen, souguer do sinn op de staatleche Stroosse Saache méiglech, dat wäert Dir gesinn an där Broschür, déi bis de Summer erauskënnt. Also d'Konditiounen, fir datt ee kann 30er an 20er Zonen ariichten, sinn enorm, enorm verbessert ginn zënter 2015 an déi wäerten och nach weider verbessert ginn. Natierlech ass dat hei eppes, wat nëmme geet, wann d'Gemengen am Land mam Staat Hand an Hand schaffen, well et ass, wéi gesot, einfach, eng Decisioun ze huelen, 30, an ze mengen, dann hätt een eppes geschafft – dat ass net de Fall. Et muss funkionéieren, et muss fir den Autofuerer herno novollzéibar sinn.

Bon, et ass och esou, datt op de staatleche Stroossen dann ausserhalb vun den Uertschaften och Vitessreduktioune scho gemaach gi sinn, souguer um Autobunnsreseau. Mir hunn op der A6 an de Spëtzestonnen den Trafick ..., d'Vitesse op 90 erofgesat. Mat engem ganz gudde Resultater. Mir hunn dat elo wärend bal zwee Joer – et si souguer scho méi wéi zwee Joer – ausgewäert. Ech wollt och nach waarde bis elo méi laang no der Covidszäit, well dat nach e bessert Bild gëtt. Dat huet e positiven Impakt, dat huet e positiven Impakt op d'Accidenter, déi geschéien, mee virun allem och op d'Fluiditéit vum Trafick. Wann eng Autobunn extreem belaascht ass an de Spëtzestonnen, da mécht et Sënn, datt d'Leit all eng méi moderat Vitess fueren. Net dauernd Gas ginn a bremsen, versichen, iwwerall laanschtzekommen, also konstant zum Beispill 90 fueren, wa se dann iwwerhaapt kënnen an de Spëtzestonnen 90 fueren, mee op alle Fall d'Vitess erofzesetzen. Dat dréit zur Fluiditéit bäi.

An déi Erfarungen, déi mir op der A6 gemaach hunn, wëlle mir ausdeenen. Mir sinn amgaang, elo ze kucken, op aneren Deeler, zum Beispill um Contournement vun der Stad Lëtzebuerg, ob een do net an de Spëtzestonnen änlech Mesüre soll ergräifen. Firwat ass et do esou wichteg? Well de Contournement vun der Stad, do hutt Der och nach vill méi Op- an Offaarten. Dat heescht, de Risiko fir Accidenter ass do nach vill méi héich, a mir wëssen et jo all: An der Spëtzestonn een Accident op enger Autobunn oder um Contournement, dee provozéiert absolutte Chaos bei där Trafickscharge, déi mir do hunn. Dofir hu mir en Interêt ze kucken, datt mir alles maachen, fir an de Spëtzestonnen déi Vitessen erofzesetzen.

Also an der Konklusioun: Jo, Vitessreduktioune bréngen eppes. Jo, mir sollen all emol méi iwwerleeen, wa mir mam Auto fueren, zemools op deene kuerzen Distanzen, déi mir zu Lëtzebuerg hunn, wéi vill Zäit mir eigentlech – entre guillemets – „wannen", wa mer amplaz, zum Beispill, 90 100 fueren oder amplaz 30 50 fueren. Ech schwätzen hei vun ... mir sinn am Sekonneberäich, wat mer hei, wann ech vun Zäit wannen schwätzen, rechnen. Mir mussen do awer och derbäirechnen: Wat verléiere mir alles, wa mir doduercher Accidenter provozéieren? Entweeder, wann da glécklecherweis keen zu Schued komm ass, also blesséiert ginn ass, mee dann doduerch, dass de Verkéier ersteckt am Chaos dann an doduerch kee méi weiderkënnt, oder, nach schlëmmer, wa mir da Leit ustoussen, Leit iwwerrennen respektiv Doudeger, Verletzter hunn, wat vill mënschlecht Leed ausléist – also, dat muss eis déi puer Sekonne wäert sinn, fir datt mir all zesummen, wéi gesot, besser ukommen a keen aneren zu Schued kënnt.

Dofir bleiwen ech derbäi: Mir solle kucken, wann déi Brochure elo virläit fir de Summer, datt een op Basis vun där geziilt, landeswäit natierlech, weider an déi Richtung geet, awer mat Verstand, an net, andeem mer just eppes wëlle virtäuschen an einfach Aktionismus wëlle bedreiwen, andeem mer soen: „Allez hopp, duerch einfach eng Ännerung am Gesetz an doduerch, dass mer eppes zur Reegel maachen, ass automatesch de Problem geléist." Dorunner gleewen ech net.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch.

6. 8043 – Projet de loi portant :

1° approbation de l'Avenant, fait à Esch-sur-Alzette, le 19 octobre 2021, au Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers du 20 mars 2018 et à la Convention relative au financement d'aménagement visant à renforcer la desserte ferroviaire et favoriser les mobilités durables du 23 octobre 2020 ;

2° modification de l'article 2, paragraphe 1er, de la loi du 7 septembre 2018 1° portant approbation du Protocole d'accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers, fait à Paris, le 20 mars 2018 ; 2° relative à la participation de l'État luxembourgeois au financement des travaux d'infrastructure réalisés sur le territoire français entre Metz et la frontière franco-luxembourgeoise à Zoufftgen

Den drëtte Punkt um Ordre du jour vun de Mëtten ass de Projet de loi 8043, en Avenant iwwert d'Kooperatioun am Kader vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet

de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, no der Question élargie komme mir da bei den éischte vun dräi Projets de loi aus dem Mobilitéitsberäich, dee mir haut zum Vott virleien hunn. Hei geet et ëm zousätzlech 110 Millioune Euro, déi mir am Kader vun engem bilateralen Accord mat der franséischer Regierung an der Grenzregioun a Mobilitéitsprojeten investéieren, fir d'grenziwwerschreidend Mobilitéit iwwert d'Schinnen ze verbesseren. Formal gesinn, geet et beim Projet de loi 8043 ëm d'Zoustëmmung zu engem Avenant vum Oktober 2021, dee souwuel de franséisch-lëtzebuergesche Protocole d'accord vum Mäerz 2018 iwwer d'Stäerkung vun der Kooperatioun am Beräich vum grenziwwerschreidenden Transport ofännert wéi och d'Konventioun vum Oktober 2020 iwwer d'Finanzéierung vun Amenagementer, fir d'Ubannung vun der franséischer Grenzregioun ze verbesseren an d'nohalteg Mobilitéit ze férderen.

Dës Zoustëmmung bedéngt awer gläichzäiteg och eng punktuell Ännerung vum Gesetz vum 7. September 2018, mat deem d'Chamber dee genannte Protocole d'accord vum Mäerz 2018 inklusiv den ursprénglechen 110 Millioune Euro approuvéiert hat, fir dësen op 220 Millioune Euro ze verduebelen. De Grondprinzipp vum Protocole d'accord vun 2018 ass e Fifty-fifty-Kofinanzement tëscht dem Lëtzebuerger an dem franséische Staat.

Mat der Zoustëmmung zu dësem Projet de loi verduebele mir also déi bisheereg Lëtzebuerger Kofinanzementsverflichtung vun 110 Millioune Euro op zukünfteg 220 Millioune Euro, an am Sënn vum grad genannte Kofinanzementsprinzipp, wäert deemno och d'franséisch Säit hir Contributioun ebenfalls ëm 110 Millioune Euro erhéijen. Déi vum Kofinanzement couvréiert Aarbechten an Héicht vun insgesamt elo 220 Millioune Euro betreffen de franséischen Territoire, méi prezis den Eisebunnscouloir tëscht Metz an der Lëtzebuergescher Grenz.

Am Protocole d'accord vun 2018 ware scho ganz prezis Projete mentionéiert, wéi zum Beispill, datt fir den Horizont 2025 sämtlech Garen am franséische Raum tëscht der Lëtzebuerger Grenz a Metz esou arrêtéiert solle ginn, datt hei gréisser Zich fuere kënnen, déi och méi Leit transportéiere kënnen. A vu dass d'Zich méi laang ginn, wäerte se och méi Stroum brauchen, an dowéinst ass och e Renforcement électrique virgesinn.

Parallell sinn och Projete fir den Horizont 2030 festgehale ginn; hei mussen zum Beispill nach Weichen derbäikommen, fir méi optimiséiert kënnen ze fueren. Bis 2028–2030 sollen déi berüümt zéng Zich pro Richtung pro Stonn fuere kënnen; dat ass en Haaptbut vun de Projeten.

Nieft dëse Projeten am Beräich vum Trafic voyageurs gëtt et awer och nach e Projet am Beräich vum Gütertransport, de SAS Fret. Dëse SAS Fret betrëfft en Deelberäich – tëscht dräi a fënnef Kilometer – vun engem drëtte Gleis, dat bei der Afaart vum Triage zu Beetebuerg gebaut soll ginn. Dat bréngt mat sech, datt een e Fret-Zuch „op d'Säit huele kann", soudatt en e sougenannten „Tourne à gauche" fir eran an den Triage mécht an déi Zäit Voyageurszich weider fuere kënnen. Et ass eng Optimiséierung, déi op Lëtzebuerger Säit néideg ass, well doduerch d'Unzuel vun den Zich am Voyageursberäich garantéiert ka ginn an de Fret trotzdeem weider funktionéiere kann.

Bei der Planung an der Realisatioun vun den éischte Projeten ass awer du kloer ginn, dass déi ursprénglech Enveloppe net géif duergoen, fir fir 2030 dëse SAS Fret oder och eenzel aner Elementer ze realiséieren. Dofir gouf dunn nei verhandelt an am Oktober 2021 en Avenant ënnerschriwwen, deen och weiderhin um Kofinanzementsprinzipp festhält. Mat dëser zweeter Enveloppe sinn awer zousätzlech Projeten derbäikomm, déi net onwichteg fir Lëtzebuerg sinn. Eng vun den Haaptthematiken ass de sougenannte „Projet ATO", Automatic Train Operation. Hei geet ëm eng Semi-Automatiséierung vun den Zich; dat heescht net, datt den Zuch ouni Lokfürer respektiv Mecanicien fiert, mee et bréngt mat sech, datt d'Zich méi regulär a méi energieeffizient fueren. Bei dësem Projet finanzéiert Lëtzebuerg d'Infrastructures sol op franséischer Säit mat, wuelwëssend, datt d'Ekipementer, déi spéiderhin an den Zich gebraucht ginn, musse vu franséischer Säit assuréiert ginn.

E weidere wichtege Projet: Mir brauche vill méi Zich op Lëtzebuerger Säit. Dofir huet d'CFL och esou vill nei Motricë kaaft, déi d'nächst an d'iwwernächst Joer geliwwert wäerte ginn, a parallell huet d'Grand-Région Est genau esou vill Zich bestallt. A fir hei den Entretien kënnen ze garantéieren, ass och e Kofinanzement fir de Bau vun engem Atelier de maintenance op der Héicht vu Metz gefrot ginn. Souvill zum Inhalt.

De schrëftleche Rapport vum Projet de loi 8043 gouf den 20. Abrëll dëst Joer unanime an der Mobilitéitskommissioun ugeholl a proposéiert der Plenière d'Adoptioun vun dësem Projet de loi.

An deem Sënn ginn ech dann och de Accord vun der génger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Wilmes, deen ass awer net hei.

(M. Serge Wilmes entre dans la salle plénière.)

Den Här Serge Wilmes!

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Entschëllegt, Här President. Ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun dozou.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes, an da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Frankräich ass zwar dat Nopeschland, mat deem mir eis déi kierzt Grenz deelen, gläichzäiteg ass et awer och dat Land, vu wou déi meescht Frontalieren op Lëtzebuerg schaffe kommen: Ufangs des Jores hu méi wéi 120.000 franséisch Frontalieren hei am Land geschafft; dat sinn der méi, wéi déi belsch an déi däitsch zesummen. D'Fro vun der grenziwwerschreidender Mobilitéit ass deemno eng immens wichteg Fro fir d'ganzt Land, mee besonnesch eebe fir de Süden. D'Auswierkunge vun dëser Kombinatioun erliewen d'Leit am Süden effektiv all Dag. Et ass och dofir keen Zoufall, dass d'A3 déi meeschtbefuere Streck am Land ass. Mee och an eisen Dierfer gesi mir all Dag, wat geschitt, wann Dausenden Autoen an den Zentrum pendelen. Dat sinn natierlech net nëmme Frontalieren, an awer droe si zu engem gudden Deel eeben och zum Trafick bäi.

Et ass fir d'DP kloer, dass mer déi Problematik op ville verschidden Niveaue mussen ugoen. Den Trafick ze evitéieren, andeems een derfir suergt, dass et manner Trajete gëtt, ass natierlech déi effikasst Manéier. Als DP begréisse mir dowéinst och ausdrécklech, dass de leschten Hierscht en Accord mat Frankräich fonnt gouf, fir de Seuil vun 29 op 34 Deeg Télétravail eropzesetzen. An eisen Aen ass dat wuel e Schrëtt an déi richteg Richtung, mee mir hoffen natierlech, dass mer d'Unzuel un Deeg an Zukunft nach weider eropgesat kréien.

Dovun ofgesinn ass den Ausbau vum ëffentlechen Transport tëscht Lëtzebuerg a Frankräich ouni Zweifel e ganz zentrale Punkt. Als DP begréisse mir, dass hei op deenen zwou Säite vun der Grenz virun allem an d'Schinn investéiert gëtt. Wann déi budgetär Enveloppe vergréissert muss ginn, fir dass mer eis Ziler an där Hisiicht och matzäiten erreechen, dann ënnerstëtzt d'DP dat. Well, wa mir eppes net wëllen, dann, dass et nach Joren a Joren dauert, bis eppes geschitt an d'Situatioun sech verbessert.

Op Lëtzebuerger Säit hu mir an de leschte Jore vill Efforte gemaach, fir verschidden Infrastrukturen auszebauen an d'Viraussetzungen ze schafen, dass et iergendwa besser rullt. Ech denken hei besonnesch un déi zweet Zuchstreck vu Beetebuerg an d'Stad, un den Ausbau vun der Stater Gare, wou zwee zousätzlech Quaie gebaut goufen, an och un de Park&Ride zu Rodange mat 1.600 Parkplazen, deen elo viru Kuerzem opgaangen ass.

Mee och op der franséischer Säit wäerte Projete wéi d'Verlängerung vun de Quaien op de Garen, soudass méi laang Zich agesat kënne gi wéi bis elo, grad ewéi de Bau vu Park&Ridë bei de Garë vun Diddenuewen a Lonkech derzou bäidroen, d'Capacitéiten an d'Luucht ze setzen an derfir ze suergen, den Zuch méi attraktiv ze maachen a méi Leit op den Zuch ze kréien.

Nieft der Schinn steet fir d'DP awer och fest, dass och weider an d'Stroosseninfrastrukturen investéiert muss ginn. Verschidde Projete schénge gutt virunzegoen, wéi d'Liaison Micheville, déi nach virum Summer fäerdeggestallt soll ginn, oder den Ausbau vun der A3 op dräi Spueren. Et wier natierlech nach méi effikass, wann d'Dräispueregkeet net op der Grenz géif ophalen, mee och op der franséischer Säit géif weidergoen. Gläichzäiteg, wann een déi lescht Pläng vun der franséischer Regierung héiert, e Peage wëllen anzeféieren, kann ee sech d'Fro stellen, ob dat net awer dozou géif féieren, datt vill Leit iwwert déi kleng Stroosse fueren, amplaz iwwer d'Autobunn.

Här President, d'DP begréisst, wéi gesot, all dës Projeten, déi ech grad genannt hunn, an hofft, dass se zu enger gudder Entlaaschtung vum Trafick wäerte féieren. Allerdéngs, wa mer vun Entlaaschtung schwätzen, grad am Süde vum Land, da fale mer och e puer Projeten an, wou et net esou gutt virugeet, wéi ee sech dat géif wënschen. D'Stäerkung vum ëffentlechen Transport an och vum Covoiturage ass eng gutt Saach an als DP sti mir zu 100 % hei derhannert, mee den Trafick op eise Stroossen wäerte mer net eleng doduerch – net vun haut op muer – Meeschter ginn.

Vill vun eisen Dierfer sinn iwwerlaascht vun den Dausenden Autoen, déi all Dag derduerchfueren, d'Liewensqualitéit vun den Awunner leit zënter Joren dorënner. Et ass dowéinst grad esou wichteg, hei keng Zäit méi ze verléieren an och déi verschidde Contournementen séier ëmzesetzen.

Dat gesot, géif ech ganz gär der Rapportrice villmools Merci soe fir hir gutt zwee Rapporten an ech géif heimat och den Accord gi vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Här Hahn Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, merci, Här President. E grenziwwerschreidende Projet, wou mir weider an

d'Schinnennetz investéieren, d'Capacitéit fir d'Passagéier gëtt weider erhéicht an de Komfort gëtt doduerch däitlech verbessert. Villmools Merci fir all Verbesserung an der Mobilitéit, fir d'Schinnennetz an och déi weider Parkméiglechkeeten. Ech soen eiser Rapportrice, dem Chantal Gary, villmools Merci fir déi gutt Rappporten a ginn natierlech den Accord vun der LSAP.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. An d'Wuert geet weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei ëm den Ausbau zur franséischer Säit vum ëffentlechen Transport, Persounentransport a Gütertransport. Dat kann een zu all Säit begréissen, an et gëtt hei eng Eveloppe derbäigeluecht mat deem Duebelen. Dat ass net näischt an ech mengen, och dat solle mir guttheeschen, an ech ginn duerfir d'Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Projet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An dann ginn ech der Madamm Cecchetti ...

M. Jeff Engelen (ADR) | An dann hat ech vergiess, der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci ze soen.

M. Fernand Etgen, Président | D'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Also och vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Rapportrice fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech mengen, et ass scho vill vun de Virriedner gesot ginn. Mir si ganz averstane mat esou grenziwwerschreidende Projete beim Schinneverkéier. Déi si ganz wichteg an et ass och an der richteger Logik, well de Wee an d'Zukunft fiert net méi iwwert den Individualtransport, mee e fiert nach just iwwert den ëffentlechen Transport, an dofir kënne mir dat hei mat zwou Hänn ënnerschreiwen.

Fir eis ass et wichteg, dass eis Frontalieren ouni Stress kënne mam ëffentlechen Transport ganz séier op hir Aarbecht kommen, well och fir d'Attraktivitéit an d'Aarbechtsplazen hei bei eis hei am Land ass dat immens wichteg, datt si séier kënnen heihikommen an net stonnelaang am Stau stinn. Ech mengen, mir erstécken elo schonn am Trafick a mir kënnen et eis net leeschten, ëmmer méi Aarbechtsplazen heihinnerzezéien, ouni ze reagéieren. An dat hei ass déi richteg Reaktioun. An aneschters wéi eis Kolleege vun der DP fanne mir, datt all Su, dee mer an iergendwellech Transportinfrastrukture stiechen, an den ëffentlechen Transport muss gestach ginn. Et ass net méi d'Zäit, Stroossen ze bauen, an et ass net méi d'Zäit, Autobunnen op dräi, sechs – ech weess net méi wéi vill – Spueren ze vergréisseren. Et ass d'Zäit, einfach nei ze denken.

Voilà, dofir villmools Merci heifir, an eisen Accord hutt Der.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci un d'Chantal Gary fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech sinn am Dräilännereck opgewuess, ech weess, wéi wichteg dass et ass, dass een do déi Verbindungen hält. Duerfir wäerte mir och eisen Accord ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Merci allen Deputéierte fir hir Zoustëmmung, fir déi Unanimitéit. Merci och der Madamm Gary fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass effektiv esou, datt dat hei e wichtegen zousätzleche Protokoll ass mat där zousätzlecher Enveloppe financière, déi mir hei decidéieren, well déi erlaabt et eis natierlech, datt mir zesumme mat de franséischen Noperen déi Investissementer kënne maachen, datt mer d'Eisebunnsstreck net nëmme bis op d'Beetebuerger Grenz oder bis op Suuftgen top moderniséiert kréien, mee och doriwwer eraus bis op Thionville a souguer bis op Metz. Well hei sinn och Objeten, och Saachen dran, déi iwwert deen heite Wee finanzéiert ginn, zum Beispill en Atelier bei Metz, deen herno ugeduecht ass, fir datt dat franséischt Zuchmaterial ka gewaart ginn, wat natierlech haaptsächlech an eiser Regioun hei fiert.

An dat doten, alles dat ass och e wichtege Bestanddeel am Plan national de mobilité. Dat heescht, mir hunn de Plan national de la mobilité jo net nëmmen national gekuckt, well dat wär net ganz sënnvoll, mee och am Transfrontalier. A mir wäerten et fäerdegbréngen, wann all déi Investissementer do bis fäerdeg sinn, op der Streck Thionville–Lëtzebuerg, zum Beispill – an dat wäert schonn ab 2027, 2028 de Fall sinn –, eng Zuchkadenz ze hu vun engem Zuch all siwe Minutten an de Spëtzestonnen. Dat ass e formidabele Service, dee mir do ubidden, an dee wäert ganz sécher vill derzou bäidroen, datt vill manner Leit aus Frankräich, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, wäerte mam Auto kommen, mee der vill méi wäerten den Zuch huelen.

An e gutt Beispill kann ech Iech soen: Datt et funktionéiert, dat hu mir elo matkritt bei eisem Park&Ride zu Rodange, deen elo rezent opgaangen ass. Dee läit jo och an engem Dräilännereck, direkt un der Grenz, wou franséisch a belsch Frontalieren dervu profitéieren. Mir hunn de Park&Ride opgemaach, a schonn e puer Deeg duerno war d'App 1.200-mol erofgeluede ginn a 500 Parkplaze besat, an dat, obscho mer just am Ufank vun enger Vacance scolaire opgemaach hu a Frankräich, also wéi u sech manner Trafick war. Also ech ginn dovun aus, dass de Park&Ride zu Rodange relativ séier komplett voll wäert sinn, an d'CFL huet och direkt iwwert hir Compteure kënne feststellen, datt d'Notze vun den Zich eropgaangen ass vu Rodange erof an d'Stad. Also, dat ass e gutt Beispill, datt dat natierlech gutt funktionéiert, wann et bis en place ass.

Dann natierlech ass et esou – an den Här Hahn huet Recht: De Plan national de la mobilité gesäit dat och esou vir –, datt mer natierlech déi heiten Investissementer mussen agebett gesinn an dee ganze Plan national de la mobilité. An de Plan national de la mobilité, deen ass opgebaut op eng nei Strategie, de Modu 2.0, dat heescht Multimodalitéit, dat heescht, mir kucken déi ganz Mobilitéitsketten.

Natierlech leeë mir zu Lëtzebuerg e besonnesche Wäert op d'Investissementer an den ëffentlechen Transport oder Covoiturage an esou Saachen, well do och dee gréissten Nohuelbedarf besteet. Mee et ass awer d'Mobilitéitsketten ..., an den Auto gehéiert och do derzou, soss hätte mir dee Park&Ride jo och zu Rodange net gebaut, well do kommen d'Leit jo awer mam Auto op den Zuch gefuer aus dem franséische Grenzgebitt a mir kënnen ... Och wa mer e super performanten ëffentlechen Transport hunn, den Auto ass och en Deel vun der Mobilitéitsketten, dat muss een esou gesinn an dat wäert och, soen ech Iech, ni oder op alle Fall net an abseebarer Zäit aneschters ginn. An dofir ass eeben och dat, wat virgesinn ass am Plan national de la mobilité u Bau vu Stroossen, net ze gesinn als Bau ausschliisslech vu Stroosse fir den Auto, well esou sinn d'Stroosseklassifikatiounen am PNM guer net méi dran, mee och am Interêt vun dem Fonctionnement vun der ganzer Mobilitéitsketten an hirem Zesummespill.

Mir sollen ophalen ze mengen, mir kéinten dauernd polariséieren, diskutéieren, ee Verkéiersmëttel géint dat anert ausspillen. Dat bréngt eis net weider. Ech soen Iech: Wa mir dat, wat am PNM 2035 virgesinn ass, alles wëlle bis dohinner bauen ... A mir mussen dat baue bis dohinner, dat ass eng Herkulesaufgab, dat ass eng Risenaufgab, dat sinn enorm grouss Projeten, mee mir mussen dat hikréien. Awer mir mussen et hikréien als Ganzt. Et kann een net soen: „Mir realiséieren nëmmen en Deel dovunner", well da wäert dat net funktionéieren, wat mir do berechent hunn. Mir mussen déi Mesüren all ëmsetzen, wéi se drastinn.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier e grousse Merci fir déi Unanimitéit haut zu dësem wichtege Projet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 8043. Den Text steet am Document parlementaire 8043[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8043 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Max Hengel), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Diane Adehm), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Frank Colabianchi) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 8059 – Projet de loi portant approbation de l'amendement de la Convention sur la circulation routière, faite à Vienne, le 8 novembre 1968, ouvert à la signature le 14 janvier 2021

Mir kommen elo zum Projet de loi 8059, der Adoptioun vun engem Amendement vun der Verkéierskonventioun, déi zu Wien ënnerschriwwe ginn ass. An ech ginn direkt d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, vollstännegt autonoomt Fueren, dat heescht, Fueren, ouni datt e Mënsch nach als Chauffer hannert engem Steierrad sëtzt, wäert kommen. Wéi bei ville revolutionären Technologien ass d'Fro just: Wéini?

Trotz ville Fortschrëtter am deelautonome Beräich ass mëttlerweil kloer, datt d'Vollautonomie nach länger dauere wäert an datt déi dozou noutwenneg Technik e gudde Krack méi komplizéiert ze entwéckelen ass wéi virun zéng Joer geduecht. Allerdéngs muss dee Moment net just d'Technik passen, mee och den nationalen an internationale reglementaresche Kader. E wichtegt Element vun dësem Kader ass d'Wiener Konventioun iwwert de Stroosseverkéier vun 1968. Dës Konventioun ziilt deemno zanter 55 Joer drop of, d'international Circulation routière ze erliichteren a gläichzäiteg d'Verkéierssécherheet duerch eng Harmoniséierung vun de Reglementer tëscht de Vertragsparteien ze verbesseren. Zu Lëtzebuerg gëllt dës Konventioun zanter der Ratifikatioun vun 1975.

Mam virleiende Projet de loi 8059 ratifizéiere mir haut deemno eng punktuell Ofännerung vun der Wiener Konventioun iwwert de Stroosseverkéier, fir deene Memberstaaten, déi dat wëllen, d'Aféiere vum vollautonome Fueren an hire jeeweilege Code-de-la-route-Reegelen ze erlaben.

Wéi d'Wiener Konventioun an de 60er-Joren ausgeschafft gouf, huet natierlech nach kee vum autonome Fuere geschwat. Déi deemoleg Entwécklung vu Verkéiersreegelen huet sech dofir zwangsleefeg och ëmmer op de Chauffer vum Gefier konzentréiert a seng obligatoresch Presenz am Gefier virausgesat. D'vollautonom Conduite war bis elo also rechtlech inkompatibel mat dëser Konventioun.

D'Initiativ, dës Situatioun ze änneren, geet iwwregens och op d'Lëtzebuerger Regierung zréck, déi zesumme mat de Regierungen aus der Belsch, Frankräich, Portugal, Russland, Schweden an der Schwäiz eng gemeinsam Propos erabruecht huet, fir déi Konventioun ze amendéieren. Konkreet geet et bei den Ofännerungen ëm d'Afüge vun zwou Definitioune fir e „Système de conduite automatisée" a fir e „Contrôle dynamique", souwéi ëm d'Bäisetze vun engem Artikel iwwert de Rôle vum Chauffer beim automatiséierte Fueren.

Duerch Är Zoustëmmung zu dësem Projet de loi kënne mir an Zukunft dann och zu Lëtzebuerg déi néideg gesetzlech a reglementaresch Dispositiounen, fir d'autonoomt Fueren ze erlaben, ëmsetzen, dat an de Gesetzestexter iwwregens net als „Conduite autonome", mee als „Conduite automatisée" bezeechent gëtt.

De Conseil d'État hat keng Observatiounen zu dësem Projet, an de schrëftleche Rapport zum Projet de loi 8059 gouf den 20. Abrëll dëst Joer unanime an der Mobilitéitskommissioun ugeholl a proposéiert der Plenière och d'Adoptioun vun dësem Projet de loi.

Domat ginn ech den Accord vun der gréng‌er Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Rapportrice Chantal Gary.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Merci, Här President. Villmools Merci, Madamm Gary, fir Äre Rapport. An ech ginn och heizou den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes. An den zweeten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. D'Vitess vun der technologescher Entwécklung ass rasant. Autoen, déi vum selwe fueren, dat huet virun 10 oder 15 Joer nach no Science-Fiction geklongen. Haut stëmme mir e Gesetzesprojet zu deem Sujet, an och wann et nach eng Zäitchen dauere wäert, bis dass d'autonoomt Fueren déi nei Normalitéit ass respektiv bis dass d'Autoe wierklech komplett vum selwe fueren. Den Trend an déi Richtung ass ganz kloer ze erkennen.

Mir kennen haut schonn eng ganz Panoplie vun intelligenten Assistenten am Auto, déi dem Chauffer ëmmer méi ënnert d'Äerm gräifen a verschidden Aufgaben iwwerhuelen. Déi eng halen d'Vitesse, d'Spuer oder nach d'Distanz zum Auto virdrun, déi aner hëllefen, anzeparken oder duerch eng Kéier ze renkelen. Mee dës ginn ëmmer méi performant. Sou huet Mercedes viru Kuerzem de weltwäit éischte Level-3-System erausbruecht; dat héchst ass de Level 6, voll autonoomt Fueren. Beim Level 3 kann de Chauffer a spezifesche Situatiounen d'Fuerkontroll dem Auto iwwerloossen, dann hält den Auto vum selwen d'Vitess, d'Spuer, d'Distanz an e kann och Auswäichmanöveren innerhalb vun der Spuer ausféieren. Allerdéngs ass dëse System op eng maximal Vitess vu 60 km/h beschränkt a gëllt virun allem a Stausituatiounen als besonnesch nëtzlech. Hei ass also nach Sputt no uewen, mee d'Richtung, an déi et geet, ass awer kloer.

Fir eis als DP ass och kloer, dass dëse Secteur ganz vill Potenzial huet a Lëtzebuerg hei och eng Virreiderroll spille soll. D'Virdeeler, déi dës nei Technologië mat sech bréngen, leien an eisen Aen op der Hand: Et ass net just eng Saach vu méi groussem Confort an der Méiglechkeet, de Verkéier iergendwa méi flësseg ze gestalten, wann d'Autoen ënnertenee kommunizéieren, och d'Verkéierssécherheet kann doduerch verbessert ginn. Andeems een de Mënsch, dee Feeler mécht, erausbhëlt, kënnen Accidenter evitéiert a Liewe gerett ginn.

Dass sech haut nach eng ganz Partie Froe stellen an d'Technologie och nach net ganz ausgereift ass, wëlle mir guer net bestreiden. Et héiert een ëmmer nees vun Accidenter, déi grad duerch Autoen, déi selwer fueren, verursaacht goufen. Hei muss also nach esou munches verbessert ginn an d'Technologie muss sech nach weiderentwéckelen. Mee mëttelfristeg ass awer grousst Potenzial do, fir d'Autofuere méi sécher ze maachen. Dat ass jo och haut schonn de Fall, just an engem ganz spezifesche Kader; huele mir nëmmen d'Noutbremsassistenten.

Donieft huet d'autonoomt Fueren och e wirtschaftlechen Interêt. Et si grad dës héichtechnologesch Secteuren, déi eng héich Plus-value bei nidderegem Ressourcëverbrauch schafen an zu engem qualitative Wuesstem bäidroen. De Beräich vun der Mobilitéit ass haut schonn e wichtege Wirtschaftsberäich fir eist Land mat enger Partie Zouliwwerfirme fir déi grouss Constructeuren.

Nieft der Elektromobilitéit ass och d'Smart Mobility, d'Digitaliséierung vun der Mobilitéit, déi grouss Erausfuerderung an dësem Beräich. Et gëllt hei, den Uschloss net ze verpassen, mee weider innovativ ze bleiwen an de Secteur duerch konkreet Pilotprojeten ze ënnerstëtzen. 2018 ass e Projet mat Däitschland a Frankräich genee am Beräich vum autonome Fuere lancéiert ginn. Et wier nawell interessant, vum Minister gewuer ze ginn, wou dësen drun ass a wat eventuell och éischt Resultater sinn. Donieft hu mer zu Lëtzebuerg och effektiv haut scho verschidden Initiativen am Beräich vun der intelligenter Mobilitéit. Ech denken un den Automobility Cluster an de Mobility Innovation Campus zu Biissen. Dës mussen, wéi gesot, weider ausgebaut a weider geférdert ginn, och am Kader vu weidere Pilotprojeten.

Här President, als DP begréisse mir ganz kloer, dass dëse wichtege Schrëtt gemaach gouf, d'Wiener Konventioun ze adaptéieren, e Schrëtt, dee mir als absolutt noutwendeg gesinn. Gläichzäiteg froe mer eis awer och, wat déi nächst Schrëtt sinn. Ass zum Beispill ugeduecht, de Code de la route och unzepassen, fir d'autonoomt Fueren zu Lëtzebuerg ze erméiglechen, sief et deelautonom wéi de Level-3-Assistent, deen ech genannt hunn, oder eeben och vollautonom? Däitschland huet effektiv e gesetzleche Kader geschaf, fir dëse System ënner kloer definéierte Bedéngungen zouzeloossen; mir sollten zu Lëtzebuerg do net hannert eisen Nopeschlänner zeréckbleiwen.

Dës gesot, géif ech der Rapportrice da fir déi zweet Kéier de Mëtteg Merci soe fir och hei zwee ganz gutt Rapporten, an ech géing Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hahn. Den Här Goergen wëll Iech eng Fro stellen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här Hahn, et ass eng ganz kuerz Fro. Dir hutt iwwert d'Accidenter geschwat mam autonomen Auto oder mat Assistenzsystemer. Sinn Iech dann och d'Etüde bekannt, dass – op de Kilometer gerechent – duerch d'autonoomt Fueren oder déi Assistenzsystemer d'Accidenter dramatesch erofgaange si par rapport zu Autoen, déi déi Systemer net hunn?

M. Max Hahn (DP) | Jo, déi si mir bekannt – vläicht net alleguer –, an ech hat probéiert, a menger Interventioun op béides anzegoen, op der enger Säit, dass dat autonoomt Fueren immens Chancë ka bidde fir d'Verkéierssécherheet, fir d'Verkéierssécherheet ze verbesseren, an op der anerer Säit dierf een awer net verkennen, dass et eeben och nach där Schwaachpunkte gëtt, an dofir soen ech jo: Et ass enorm wichteg, dass mer hei der Technik, soen ech emol, d'Méiglechkeet ginn, och deem wichtege wirtschaftlechen Zweig, sech weiderzeentwéckelen, fir eebe just an dësem Beräich weiderzekommen – an eng vun den Ursaachen ass ganz sécher d'Verkéierssécherheet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn, an ech ginn d'Wuert weider un den Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, merci, Här President. Merci dem Chantal Gary och fir dës ganz gutt

Rapporten. Conduite automatisée, autonoomt Fueren – d'Technik an de Fortschrëtt gi virun. Nei Technologien an der Sécherheet mussen a ville Punkte verbessert ginn. Duerch dëse PL ginn nei Dieren op fir d'Technologien. Ech ginn heizou den Accord vun der LSAP a soe villmools Merci. Ech muss awer zouginn: Ech fuere léiwer selwer mat mengem Auto den Owend heem!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Weber. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Kéier wëll ech et net vergiessen: Ech fänken direkt u mat engem häerzleche Merci un d'Madamm Chantal Gary fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et geet haut ëm eng Saach, déi an Zukunft kënnt, d'autonoomt Fueren, mee ech weess awer schonn aus eegener Erfarung, well ech et selwer gesinn hunn, datt schonn eenzel Testobjeten am Land waren, wou dat getest ginn ass, zum Beispill am Pommerlach. Här Minister, wann Dir ..., ech denken, dass Dir doriwwer informéiert sidd. Et wier vläicht emol interessant, flott, gewuer ze ginn, wéi déi Testphasen ofgeschloss hunn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen, an da geet d'Wuert un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Och hei déi zweet Kéier dann e grousse Merci der Rapportrice fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport, a mir wäerten och deem heite Projet de loi zoustëmmen, net ouni awer drop hinzeweisen, datt d'Digitalisatioun, esou wéi och dat heiten, nieft Chancen och Gefore ka biergen, an ech mengen, dorop muss een einfach gefaasst sinn.

An dësem Fall ass et eeben eng Chance, et ass scho gesot ginn hei, fir d'Verkéierssécherheet, awer sécherlech och fir Leit mat Beanträchtegungen oder och an engem gewëssen Alter, déi vläicht net méi kënnen oder wëlle fueren, kann dat hei wierklech eng ganz flott Saach sinn. Awer et ass natierlech och de Risiko domadder verbonnen, datt eventuell och kéinten Aarbechtsplazen op d'Spill gesat ginn, vu datt ee jo da kee Chauffeur méi brauch oder eng Chauffeuse. Ech mengen, dat ass e Risiko, op deen ee muss oppassen, an och, datt de Verkéiersfloss net an d'Luucht geet – mat neie Fuerweisen, wëll ech soen.

An dat hei ass elo net, fir den Auto ze verdäiwelen, well et ass ganz kloer: Ouni Auto geet et net. Et geet awer dorëms, datt mir dem Auto en anere Stellewäert ginn an datt mir een Auto zu méi notzen, zu méi Familljen, zum Beispill, oder een Auto zu méi zum selwechten Zäitpunkt notzen, dann hu mir scho ganz, ganz vill geschafft.

Dowéinst, wann déi national Gesetzgebung kënnt, muss ee sech, mengen ech, an der Kommissioun Gedanken doriwwer maachen. An do muss ee wierklech am Virfeld eng zolidd Analys maachen, wéi een dat da ka reegelen. Op alle Fall, mir ginn den Accord zu dësem Projet de loi.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dat heiten ass en Theema, wat mech ëmmer erëm faszinéiert, an ech sinn ee vun deenen, déi den Assistent gäre benotzen. Ech ginn et zwar och zou: Ech benotze méi oft de Staupilot wéi de Pilot op der Autobunn hei am Land, mee et ass wierklech eng Erliichterung an et ass och eng Sécherheet, déi een herno huet.

Et ass just: Dat hei ass elo déi éischt Etapp. Déi zweet Etapp, déi muss kommen, sinn déi baulech Moossnamen. Hei am Land hu mer leider heiansdo d'Situatioun, dass Schëlter falsch placéiert sinn, net richteg liesbar si fir d'Systemer, dass nach giel Stréicher gemoolt sinn, wou virdrun déi wäiss waren, dass eppes net richteg ewechgemaach gouf nom Chantier oder heiansdo guer kee Stréch an der Mëtt ass. Ech weess, et war eng Kéier eng Zäit d'Positioun vun der Regierung, fir op Landstroossen an der Mëtt kee Stréch ze maachen. Mee genau bei autonomen Autoe stellt dat elo de Problem duer, well déi fanne sech herno net méi zurecht. Et sinn herno all déi baulech Moossnamen, déi ee muss ëmsetzen, wann een op dat autonoomt Fuere wëll goen.

An zu Berlin gouf dat elo getest vu Mercedes a bis elo ass keen negative Feedback bekannt. Deen eenzegen negative Feedback, dee komm ass – well d'Gesetz erlaabt et elo do, dass ee souguer Zeitung liest oder um iPad spillt, wärend da säin Auto op der Autobunn fiert –, ass, dass op eemol op Twitter oder Facebook Fotoen opgedaucht sinn, wat deen doten da fir komesch Saache gemaach huet, vu Leit, déi nach net woussten, dass d'Autoen dat elo selwer kënnen iwwerhuelen.

Mir wäerten eisen Accord ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier François Bausch, de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President, och hei der Madamm Gary fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport, an der Chamber fir déi unanime Zoustëmmung.

Dat hei ass en éischte Schratt, dee mer maachen, deen an d'Richtung geet effektiv vu komplett autonomen Autoen. Et ass d'Ëmännerung vun der Wiener Konventioun, well dat ... esou wéi d'Wiener Konventioun virdru war, wär de Level 6 net méiglech gewiescht, wou komplett autonom Autoe fuere gelooss ginn, an dofir war dee Schratt hei iwwerfälleg, fir deen als Alleréischt ze maachen, ier een dann déi nächst Etappe mécht. Ech interesséiere mech fir dee Sujet schonn zënter ganz, ganz Laangem, fannen dat och ganz faszinant, an et muss een einfach och gesinn, datt d'Technik par rapport zu deem, wéi et am Ufank ugeduecht gi war, haut komplett geännert huet – also schonn eng Zäit laang geännert huet.

Wéi dat heiten ugaangen ass, déi Diskussioun, do ass am Ufank gemengt ginn, et misst een, fir datt Autoe kéinten autonom fueren, d'Infrastruktur intelligent maachen. Wann Dir dat bis un d'Enn geduecht hätt, kënnt Dir Iech virstellen, hätt dat bedeit, datt ee kolossal Investissementer hätt misse maachen, wou een net nëmmen un de Stroossereseauen, Luuchten, Anlagen, an esou weider an esou fort ... Dat wär ni 100 %eg sécher ginn. An et ass eigentlech, et muss ee soen, duerch eng Rei Startuppen am IT-Secteur, haaptsächlech an de Vereenegte Staaten, op eemol d'Rudder ëmgerappt ginn, well déi natierlech aus engem ganz anere Bléckwénkel un d'Saach erugaange sinn. Ech wëll se net nennen, mee Dir kennt se alleguer, vun deenen ech schwätzen. Déi hu gesot: „Jo, dat do ass alles Unfug, mir mussen den Auto intelligent maachen!" Den Auto muss herno genau wëssen, wéi e sech soll verhalen an dat ass och méiglech ginn natierlech duerch d'Entwécklung vun den Techniken, éischtens emol d'Sensortechnik – dat ass alles haut vill méi präisgënschteg ze kréien –, d'Kameraen; ech mengen, dat wësst Dir alles.

Ären eegenen Auto, deen Dir haut fuert, stellt Iech dat emol eng Kéier nëmme vir, 10 Joer zréck oder 15 Joer zréck, dat, wat Dir haut ugebuede kritt a wéi villfälteg sech dat haut ubitt an den Autoen, wat Dir alles domat kënnt maache beim Parken, also dat ass alles guer net méi ze vergläiche mat där Zäit, an dofir ass dat och de richtege Wee!

Wann ech soen „den Auto intelligent maachen", dann heescht dat awer natierlech net, datt an der Stroosseninfrastruktur guer näischt muss gemaach ginn. Bon, e Beispill huet den Här Goergen ginn, dat ass richteg. Et muss een natierlech oppasse mat de Marquagen, mat der Beschëlderung, datt dat alles kohärent ass an datt näischt falsch ass, well soss gi falsch Signaler iwwermëttelt. Et muss een awer och bedenken, datt déi Autoen an Zukunft sech net nëmme wäerten orientéieren un de Schëlter op der Strooss, mee och iwwer GPS, wou souwisou all déi Daten herno dragefiddert sinn. Dat heescht, am Fong kënnt et dann och dorop un, datt natierlech dat, wat do iwwermëttelt gëtt, déi Daten, aktualiséiert sinn, well Dir wësst, et gëtt scho Beispiller, wou Leit op eemol, ech weess net, an engem Floss gelant si mat engem Auto mam GPS, well den Auto gemengt huet, dat wier awer elo richteg, an de Chauffer och net opgepasst huet, zwar da selwer gefuer ass, mee einfach flatsch anzwousch gefuer ass, wou en net hätt solle fueren.

Also, et ass schonn technesch komplex, awer, dat muss ee wëssen, mat den Techniken, déi mir haut hunn, wierklech keng Zukunftsmusek méi an och keng Science-Fiction méi, mee ganz reell. Ech war mer virun ..., dat sinn elo véier, fënnef Joer hier, an Éisträich eng Plaz ukucken, wou vill gefuerscht gëtt do ronderëm, an déi ginn dervun aus, datt, loosse mer soen, zwëschent 2030 an 2035 wierklech dat richtegt autonoomt Fueren, also Level 6, méiglech ass. Dat ass net méi laang, mir sinn elo 2023, dat heescht, dat ass a siwen, aacht, néng Joer!

Mir wäerten dat alleguerten – hoffen ech oder ech ginn emol dervun aus –, déi heibanne sinn, nach erliewen, an dofir ass et elo och wichteg, datt mir do net nëmmen d'Gesetzgebung upassen, mee och wichteg Punkte reegelen, wat d'Deontologie an d'Eethik ubelaangt, wéi programméiert gëtt an esou weider, dat heescht, wéi den Auto sech soll verhalen. An dann awer och natierlech investéieren an d'Infrastruktur, well d'Autoen net nëmmen intelligent sinn an deem Sënn, datt se erkennen, wat lénks a riets ass, mee och ënnerteneen herno wäerte communiquéieren. Dat heescht, och herno wäert nach en zousätzleche Virdeel derbäikommen, datt en Auto, deen zum Beispill iergendwou hikënnt a feststellt, datt do, ech soen elo mol, e Bam an d'Strooss gefall ass, dat automatesch wäert communiquéieren un d'Autoen, déi hannerun him sinn, wat natierlech och wichteg ass, well da kréie mir Accidenter evitéiert.

Also dofir, d'Stéchwuert „5G" ass wichteg, well de 5G ass noutwenneg, fir datt d'Kommunikatioun tëschent den Autoe méiglech ass. A wann ech gesot kréien, „Jo, par rapport zu deem Pilotprojet an der Grenzregioun ..." – mir si jo am Dräilännereck mat Frankräich an Däitschland zesummen an esou engem Testbed dran, wou mir matgemaach hunn –, mir sinn dat Land, wou de 5G esou gutt wéi ... also net esou gutt wéi, mee zumindest an deem Testbed klappt.

Mee fir déi, déi mol schonn an ..., ech wëll elo kee Land nennen, fir keen ze blesséieren, mee déi emol a verschidde vun deene Regioune gefuer sinn, do si mir nach wäit ewech vum 5G. Do si mer plazeweis mol net beim 3G, mir si mol nach beim EDGE, also nach ënner 3G, also nach wäit ewech vun deem, wou mer misste sinn, vum Standard vun den Technologien.

Mee, wéi gesot, dat ass awer vun der Technik hier, a vun deem, wat et och méiglech mécht, och am Sënn vum multimodalen Denken an Zukunft, fir mech e ganz gudde Schratt. D'Viraussetzung ass natierlech, datt mir dat Ganzt herno net onsënneg asetzen, well et muss ee bedenken, et kann herno och dozou féieren, wann d'Autoen all autonom fueren, dat heescht, wann ech mer zum Beispill iwwer eng App einfach ee ka ruffen, dee mech siche kënnt a mech iergendwou hiféiert, datt mir fir all 200 Meter op eemol erëm den Auto huelen. Also, et muss een dat scho richteg abetten, mee wa mir et richteg maachen, da kann et e richtegen Atout ginn, fir zousätzlech d'Mobilitéit insgesamt nach méi effikass ze maachen. A virun allem, ass et och e wichtege soziale Volet, well mir vergiesse vill ze vill oft, datt – also och zu Lëtzebuerg – 25 % bis 30 % vun der Bevëlkerung, keen Auto hunn, entweeder well se nach kee Fürerschäin hunn, well se ze jonk sinn, oder well et eeler Leit sinn, déi net méi wëlle fueren, déi net méi kënne fueren, well se sech net méi trauen ze fueren, an déi sinn natierlech ugewisen op anerer, entweeder op den ëffentlechen Transport oder op anerer, déi si féieren. An dat hei gëtt natierlech och an där Hisiicht eng Demokratiséierung an am Soziale gesinn eng Verbesserung fir esou Leit.

Dofir e grousse Merci, dat ass e wichtege Projet, datt Dir deen esou unanime hei stëmmt. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8059. Den Text steet am Document parlementaire 8059[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8059 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 8062 – Projet de loi relative au financement de l'exploitation des transports scolaires par autobus

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 8062 iwwert d'Finanzéierung vun de Schoulbusser. Och hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An och hei ass d'Rapportrice d'Madamm Chantal Gary. Madamm Gary.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, dëse Projet de loi mat der Nummer 8062 proposéiert, d'Regierung ze ermächtegen, bis de 15. Juli 2028 am Kader vun engem Marché public Kontrakter fir de Schoultransport ofzeschléissen, an dat fir e Montant vu maximum 180.845.186 Euro TTC.

Genau wéi fir d'RGTR-Ausschreiwung a wéi fir all Depense iwwer 40 Milliounen ass och fir dëse Marché public laut Artikel 99 vun der Verfassung an dem Budgetsgesetz vum 8. Juni 1999 en extrat Finanzéierungsgesetz néideg.

Am Prinzipp ass fir dëse Marché eng Durée vu véier Joer ab 2023 virgesinn, mee fir de Fall, wou et e Recours géint eng Decisioun vum Marché géif ginn an d'Kontrakter net kéinten ofgeschloss ginn, gouf e weidert Schouljoer als Sécherheetsmarge virgesinn. Et gëtt dës Weideren eng Marge de manœuvre bei der Zuel u Fuerkilometer vun 10 %, fir nach am Virfeld vum Start vum Marché bei der Rentrée 2023 kuerzfristeg noutwenneg Upassunge kënne virzehuelen, déi sech eventuell nach kéinten aus zousätzlech néidege Linnen, der Schülerzuel an der Trennung tëschent Schoultransport a regulärem RGTR-Reseau erginn. A wat méiglech Upassunge wärend der Lafzäit vum Marché ugeet, ass eng Proggressioun vum Kilometervolume vun 2,5 % pro Joer virgesinn.

D'Estimatioun vun de Besoine baséiert op dem Präis an dem Réseau scolaire, deen aktuell en vigueur ass, mat Berücksichtegung vun der Organisatioun souwéi vun den Erfarungswäerter vum Marché public fir den RGTR-Reseau. Wéinst de schwéier viraussobaren Entwécklungen an zum Beispill der Fuerderung no zousätzleche Linne souwéi den aktuelle geopoliteschen Entwécklungen, sinn d'Präisser just eng Estimation sous réserve an, wéi scho gesot, mat enger gewëssener Marge de manœuvre ergänzt ginn.

No der Restrukturatioun vum Schoultransport ginn déi järlech gefuere Kilometer op ronn véier Millioune Kilometer fir ronn 290 verschidde Linne geschat. A mengem schrëftleche Rapport sinn ech och nach e bësse méi am Detail op déi villfälteg Grënn fir d'Trennung tëscht dem generelle RGTR-Busnetz an dem Schoultransport agaangen, mee d'Haaptgrënn si sécherlech déi wuessend Komplexitéit vu béiden Netzer, déi ëmmer méi grouss individualiséiert Besoine vun de Schoulen a Lycéeen, an doduerch falen d'Synergien an d'Realitéit vun de leschte Joren, well de Schoultransport sech par rapport zum RGTR-Reseau ëmmer méi zu engem separate Reseau entwéckelt huet.

Den Avis vum Staatsrot hat just eng kleng juristesch Observatioun, an de schrëftleche Rapport zum Projet de loi 8062 gouf den 20. Abrëll dëst Joer unanime an der Mobilitéitskommissioun ugeholl a proposéiert och der Plenière d'Adoptioun vun dësem Projet de loi.

Domat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Rapportrice Chantal Gary Merci.

An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Serge Wilmes. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Serge Wilmes (CSV) | Merci, Här President. Mir verstinn absolutt de Grond, firwat datt den RGTR-Reseau huet missen elo ënnerdeelt ginn an ee vun de reguläre Linnen an ee vu Schoulinnen, Transportlinnen, well dat sech iwwert d'Joerzéngten, besonnesch déi lescht Joren, och mat der Spezialiséierung vun den eenzelne Schoulen als ëmmer méi komplex erausgestallt huet, fir op de reguläre Linne kënnen och nach de ganze Schülertransport oflafen ze loossen.

An trotzdeem: Wann een an d'Geschicht zeréckgeet, muss een awer och gesinn, dass et besonnesch an de ländleche Gemengen viru laanger Zäit eng Entwécklung ginn ass hin zu zentrale Schoulen, well dat méi Sënn géif maachen, a wou natierlech dunn och deemools versicht ginn ass, Synergien tëschent de Gemengen an dem RGTR, dem Staat ..., well et net sollt zum Fall kommen, datt een RGTR-Linnen hätt, déi hallef eidel wieren, an eeben och nach vun de Gemengen, ländleche Gemengen organiséiert Buslinnen a Richtung vun deene Schoulen, déi dann och hallef eidel gewiescht wieren. Dofir ass deemools gesot ginn, da géif den RGTR och de Schülertransport iwwerhuelen, besonnesch och, fir d'Schüler aus der Grondschoul, aus der Primärschoul an déi Zentralschoulen ze bréngen.

Dat wäert elo mat deem heite Projet de loi net méi de Fall sinn. Dat heescht, hei wäert dann elo den nei geschafene rengen RGTR-Schülertransportreseau net méi – an deenen dote ländleche Gemenge ganz besonnesch, wou och Zentralschoulen sinn – d'Schüler am Fondamental dohinner féieren. Dat géif also dann derzou féieren – an et wäert derzou féieren! –, datt op déi Gemengen, déi souwisou jo scho Gemenge sinn, déi dacks grouss Flächen hunn, awer nëmme wéineg Awunner, déi verspreet sinn, déi souwisou scho vill méi héich Käschten hunn, fir déi ganz Basisinfrastrukturen en place ze setzen – Reseauen, Stroossen, sou datt dat ze ënnerhalen ass –, datt hei dann erëm zousätzlech Käschten géifen op si duerkommen, wat fir eis awer als CSV net ze akzeptéieren ass. Mir setzen eis och ëmmer dofir an, och de ländleche Raum ze stäerken, andeem mer do och grad Synergië behalen, déi bestanen hunn.

An dowéinst géif ech gär eng Motioun deposéieren, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant la réorganisation du réseau RGTR et la séparation des services de transport scolaire et des services de transport régulier ;

– remettant en cause l'argument selon lequel la perte de complémentarité des deux services précités aurait conduit à leur séparation ;

– considérant que le Ministre de la Mobilité a estimé par la suite que l'organisation et le financement des lignes de bus scolaires RGTR pour l'enseignement fondamental constituent une prestation supplémentaire qui relève désormais entièrement de la compétence des communes ;

– constatant qu'en raison des différences au niveau des horaires scolaires des différents types d'établissements scolaires, il faut non seulement plus de lignes de bus, mais aussi plus de capacités dans les bus ;

– rappelant qu'après la séparation du transport scolaire et des lignes régulières au sein du RGTR, l'État prend toujours en charge les frais de transport scolaire des élèves vers les écoles internationales, mais pas vers les écoles fondamentales dites « classiques »,

invite le Gouvernement,

– à trouver des synergies au niveau du transport scolaire afin d'optimiser les capacités ;

– à profiter de la complémentarité existante dans certaines régions du pays en matière du transport scolaire afin d'éviter des trajets superflus et de favoriser la cohésion sociale des élèves fréquentant soit une école internationale, soit une école fondamentale dite « classique » ;

– à organiser le transport scolaire susmentionné de manière à ce que les bus puissent également être utilisés par les enseignants, les éducateurs et le personnel administratif et technique des écoles, en soulignant l'importance de ce pôle d'emploi, et en soutenant les mesures de réduction des émissions dans le cadre de la lutte contre le changement climatique ;

– à maintenir le statu quo pour les communes rurales qui ont des dépenses disproportionnées par rapport aux communes des grandes agglomérations du centre ou du sud du pays, où les trajets sont plus courts.

(s.) Serge Wilmes.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes.

M. Serge Wilmes (CSV) | Déi freet ënner anerem, datt ee soll esou vill wéi méiglech déi Komplementaritéit, déi bestanen huet, och weider bestoe loossen, och déi Synergien, déi bestanen hunn, an eeben och ganz besonnesch, fir an deene Gemengen och d'Kanner an de Fondamental weider kënne bréngen ze loossen, och iwwer de staatlech finanzéierte RGTR-Reseau, an et net elo soll derzou féieren, datt déi Gemengen elo mussen Extra-Depensë maachen, fir alt erëm Buslinnen ze organiséieren, quitte, datt ee ka soen: Et ass interkommunal, et ass u sech un de Gemengen, dat ze organiséieren. Mee wat iwwert Joerzéngte gutt funktionéiert huet, soll fir eis och weiderhi fonctionéieren, an ënner anerem dofir froe mir dat an der Motioun, a mir géifen eis och bei deem heite Projet de loi enthalen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Jo, merci, Här President. Ech géif ganz gären der Rapportrice Merci soe fir hir zwee ganz gutt Rapporten an ech géif heimat den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hahn. An da wär et un der honorabeler Madamm Cécile Hemmen.

(Brouhaha)

Une voix | Här Hahn.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat heite Gesetz ass jo eigentlech eng Fortsetzung vun der RGTR-Reform, déi d'lescht Joer an d'Weeër geleet ginn ass. A mat deem heite Gesetz gëtt de Schülertransport vum RGTR-Reseau komplett ofgetrennt a wäert dann och e Reseau à part fir sech forméieren.

Dëse Schrëtt, deen erkläert sech eigentlech doduerch, dass mat der Neiopstellung vum RGTR souwuel zousätzlech Ufuerderungen un de Schoultransport, wéi zum Beispill d'Spezialiséieren an och d'Dezentraliséierung vun der Schouloffer, de Schoultransport sech ëmmer méi vum normalen RGTR-Reseau distanzéiert huet an esou eng Reform natierlech méi wéi néideg war, fir dass de Reseau och besser kéint funktionéieren.

Mir hu scho bei der leschter Rentrée gesinn, dass de Schülertransport mat enger Rei Schwieregkeeten ze kämpfen hat an dass och eng Rei Schüler dacks ze spéit an d'Schoul komm sinn.

Mir kruten iwweregens och ganz rezent vu verschiddene Schüler aus dem LCD matgedeelt – dat sinn iwweregens déi, déi de Bus an der Wolzer Géigend huelen –, dass hire Bus erëm eng Kéier Verspéidung hat an dass si sech géife wënschen, dass d'Fuerzäite besser mat de Schoulzäiten ofgestëmmt kéinte ginn, fir esou Retarden ze vermeiden.

Här President, et ass jo schliisslech eis Verantwortung als Politiker, sécherzestellen, dass d'Doleancen an och d'Besoine vun eise jonke Leit seriö geholl ginn an an deem Sënn de Schülertransport, dee jo awer alldeeglech iwwer 40.000 Schüler hin- an hiertransportéiert, mat deem heite Gesetz optimiséiert gëtt. Ech si ganz zouversiichtlech, dass mir mat deem heite Projet de richtege Wee aschloen, wat fir vill Jonker, awer och fir hir Elteren hoffentlech eng Erliichterung wäert mat sech bréngen.

A mir gi selbstverständlech vun der LSAP aus den Accord fir dëse Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Der Madamm Chantal Gary en häerzleche Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, dat Gesetz hei muss komme wéinst dem Ausschreiwungsgesetz, ech mengen, dat ass jo ganz kloer, mee ech wëll dem Här Serge Wilmes awer do nach mat op de Wee ginn, ech hunn d'Motioun elo nach net gelies, déi si deponéiert hunn, mee Recht huet hien: An eiser Gemeng si fréier RGTR-Linnen an d'Schoulen eragelaf, an elo mussen déi all sonner finanzéiert ginn, an do wär et schonn eng Iwwerleeung wäert, wéi een dat awer kéint verbesseren am Sënn vun der Allgemengheet. Well, ob d'Gemengen dat elo bezuelen oder ob de Staat bezilt, ech mengen, et geet hei ëm ëffentlech Gelder an do wär et vläicht awer eng Iwwerleeung wäert, fir sech eng Kéier doriwwer Gedanken ze maachen.

Dat mat op de Wee ginn, ginn ech den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An da wär et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, och fir dësen drëtte Projet de loi der Madamm Rapportrice e grousse Merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport. Well mir net Member sinn an dëser Kommissioun, kréie mir de leschten Detail net ëmmer esou genau mat. Et ass fir eis ëmmer immens schwiereg, wann esou Gesetzesprojete kommen, fir driwwer ze schwätzen. Mee mir wäerten hei eis Zoustëmmung ginn, well ouni dat heite riskéiere mer, dass de Schoultransport géif total zesummebriechen.

Mir deelen awer och dem honorabelen Här Wilmes säi Souci, wann dat dann och esou ass, wéi gesot, mir kréien net ëmmer all Detail esou mat. An et ass awer immens wichteg, datt een d'Eltere mat hire Kanner an d'Gemengen do net am Ree stoe léisst an datt een dann eng Solutioun fënnt, déi de Gemengen do entgéintkënnt.

Et ass nämlech esou, dass eis Schoullandschaften ëmmer méi zersidelt, zersplittert sinn, an dann huet een och ëmmer méi speziell Schoulgebaier, an da mussen natierlech ëmmer méi Busreseauen, also Buslinne fuere vun A op B, vu B op C, vun C op D. Well déi Schüler hunn och keen Auto – a mir wëlle jo och net, datt se mam Auto dohinner fueren –, a si solle jo awer an hir Schoulgebaier kommen.

Vläicht misst een do och an Zukunft eis Schoulgebaier mat eise Sektiounen a Spezialisatiounen eng Kéier op de Leescht huelen a kucken, ob een net nach eng méi performant Aart a Weis géif fannen, fir dat ze reegelen. Mee bon, dat féiert elo vill ze vill wäit ewech vun deem heiten.

Also Merci fir d'Nolauschteren, an, wéi gesot, mir stëmmen awer deem Projet hei zou.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary fir de gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mir kennen alleguer d'Kriticken, wa bei der Schoul ze vill Autoe stinn an de Verkéier blockéiert ass, wat sécherlech net de Fall soll sinn. Dofir ass et gutt, dass mir e Schülertransport hunn, wou d'Schüler kënnen ouni Auto an eng Schoul kommen, ouni dass d'Eltere se mussen dohinner féieren, soudass mir och kënnen hei eis Zoustëmmung ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. A merci och all den Deputéierte fir hir Bäiträg an déi breet Zoustëmmung.

Fir d'éischt emol wollt ech soen, datt dat Gesetz hei jo muss gemaach ginn duerch déi méi strikt a streng Interpretatioun vum Artikel 99 vun eiser Verfassung, déi awer elo schonn zënter enger Zäit applizéiert gëtt, a wou dann eeben esou Projete wéi deen heiten néideg gi sinn, obschonn dat fréier zwar zum Beispill net de Fall war. Do ass dat normal iwwert d'Loi budgétaire ofgewéckelt ginn, fir dann eeben de Finanzement ze garantéieren.

Ech wëll awer dobäi soen, datt ech a priori wierklech kee Problem domadder hunn, an éischter souguer fannen, fir Transparenz ze hunn an och emol ze weisen, wat mir maachen am ganzen ëffentlechen Transport, datt et eigentlech guer net esou schlecht ass, datt mer déi Gesetzer hei musse maachen. Ech mengen, mir hunn dat jo elo gemaach beim RGTR, mir hunn et gemaach beim Contrat service CFL. Bon, hei ass elo de Schülertransport. Et kënnt nach ee Gesetzesprojet elo gläich no, dat ass dee ganzen Transport pour besoins spécifiques, well dee jo och iwwer 40 Milliounen ass. Bon, ech mengen, dat ass eigentlech an där Hisiicht wierklech eng gutt Saach, géif ech soen, well et bréngt méi Transparenz dran.

Dat Zweet ass awer och – et däerf een et net vergiessen –: De Schülertransport, deen huet enorm

geännert! Enorm geännert an deem Sënn – an dat net, zënter dës Regierung do ass, mee dat huet schonn déi viregt Regierung ugefaangen –, datt jo eng ganz nei Philosophie agefouert gouf, wéi mer d'Lycéeën an d'Schoulen am Land iwwerhaapt organiséieren. Datt mer vill méi an d'Regioune ginn, datt mer vill méi dezentraliséiert hunn. Dat heescht, datt mir haut Lycéeën op Plazen hunn, wou ee sech warscheinlech virun 20 Joer geduecht hätt, datt dat emol net denkbar wier, wéi, ech soen emol, zu Junglënster. Mee bon, Dir kennt d'Plaze jo alleguerten, an et kommen der nach vill derbäi, well ech mengen, de Claude Meisch an ech, mir hunn zesummen – hien als Schoulminister an ech als Bauteminister – nach eng Rei Projete vu gréissere Lycéeën, och dezentraler, déi komme wäerten, déi natierlech dann d'Gestioun vun de Fluxe vun de Schüler erëm net méi einfach maachen.

Dat heescht, d'Envergure vum Schülertransport haut par rapport dozou, wéi et virdru war, ass iwwerhaapt net méi ze vergläichen an ass och ganz schwéier nach ze geréieren. An ech kann der Madamm Hemmen soen: Natierlech ginn déi Schülerlinnen, déi mir maachen, all ofgeschwat mam Educatiounsministère, a mir maachen déi natierlech ëmmer op d'Horairë vun deene Schoulen. Natierlech gëtt et Verspéidungen, mee déi hunn net onbedéngt eppes domat ze dinn. Déi hunn domat ze dinn, dass mir einfach en enormen Trafick zu Lëtzebuerg hunn, virun allem an de Spëtzestonnen, an dann hänken heiansdo d'Schülerbussen och an de Stauen, wéi de Rescht vum Verkéier. Mee, wéi gesot, et ass eng ganz aner Envergure. Mir hunn haut 200 Ligne-scolairë fir 45.000 Schüler, verdeelt op 30 Lycéeën am Land, 30 Campussen eigentlech. Dat heescht, do kënnt Der Iech jo d'Komplexitéit virstellen, och fir meng Leit, fir dat dote mussen ze organiséiere mat de Busentreprisen. Duerfir, dat ass net méi ze vergläichen.

Déi Fro, déi den Här Wilmes opwerft mat de rurale Regiounen, déi verstinn ech, an do sinn et och eng Rei Accorde ginn, datt verschidde Fondamentalsbesoine mat ofgedeckt gi sinn. Do muss ech soen: Dat huet awer och eppes ze di mat Gerechtegkeet. De Problem ass: Mir hate jo net all d'rural Regiounen. Dat waren nëmme spezifescher; dat war och historesch gewuess. Bon, do kéint een elo laang driwwer diskutéieren, wou dat hierkënnt, mee dat ass egal. Mee et ass och aus Gerechtegkeetsgrënn, well mir kruten ëmmer méi Demanden, wou op eemol gemengt ginn ass, de Schülertransport vum Fondamental misst och elo vum Staat iwwerholl ginn. Or, dat ass awer per se eng Gemengekompetenz, soudatt d'Gemeng muss de Fondamental-Schülertransport organiséieren an och finanzéieren.

Bon, dat heescht, dat heiten, datt mer dat elo net an deem Mooss wéi fréier hei dran integréiert hunn, huet dann och domat ze dinn. Et ass eng Fro vu Gerechtegkeet, et ass awer och eng Fro vum Finanzement. An do misst een nach eng Kéier eng Diskussioun féieren, de Staat mam Syvicol, mat de Gemengen, wéi een dat generell handhaabt, well soss verstinn ech, datt eng Gemeng seet: „Jo, firwat kréien déi do et a firwat kréie mir et net?"

Ech verheemlechen Iech awer net: Ech muss jo och als zouständege Minister Budgetsdiskussioune féieren, a vläicht hutt Dir d'Chance, no mir deen heite Ministère ze iwwerhuelen. Da wäert Dir emol gesinn, wéi dat geet an deene Budgetsdiskussiounen. Dat geet net einfach! Do gëtt gestridden herno fir all Centime! Well natierlech muss de Budget och iergendwou opgoen. An da kommen natierlech un alleréischter Instanz déi Saachen zur Diskussioun, wou gesot gëtt: „Jo, gutt, dat do ass jo awer eigentlech keng staatlech Kompetenz!" An där Demandë kommen der ëmmer méi. Da musse mer vläicht eng Diskussioun féieren, wéi mer dat iergendwéi têschent Staat a Gemenge kompenséieren.

Duerfir, et ass net esou einfach an der Praxis. Ech verstinn Är Suerg, mee an der Praxis ass et méi komplizéiert. Ech hunn Är Motioun elo just séier iwwerflunn. Ech géif Iech proposéieren, wann Der d'accord sidd, se haut net unhuelen ze loossen – bon, ech mengen, d'Chamber ass souverän, se mécht, wéi se dat wëllt – an datt mer se eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren. Da kënne meng Leit och mat dohinner kommen an Iech déi Komplexitéit nach eng Kéier erklären. Bon, da kënnt Dir se jo nach eng Kéier an d'Plenière zréckbréngen, wann Der dat dann duerno wëllt. Wann Dir domadder d'accord sidd.

Fir de Rescht géif ech Merci soe fir d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister François Bausch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kënnen dann elo zum Vott vun dësem Projet de loi kommen, dem Projet de loi 8062. Den Text steet am Document parlementaire 8062[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8062 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass mat 39 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm an 20 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Paul Schaaf), Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies, Mmes Elisabeth Margue, Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assertiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Ech hat näischt héieren!

Plusieurs voix | Jo!

M. Fernand Etgen, Président | Ok.

Motion 1

Da kéime mer elo zum Vott vun der Motioun, déi vum Här Serge Wilmes deposéiert ginn ass. Ech ginn direkt d'Wuert un den Auteur.

M. Serge Wilmes (CSV) | Merci, Här President. Mir huelen déi Propos vun der Regierung, vum Minister, gären un, datt se soll fir d'éischt eng Kéier an der Kommissioun diskutéiert ginn an da gegeebenefalls nach eng Kéier soll heihinner zréckkommen. Dowéinst misste mer elo net doriwwer ofstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wilmes. Dës Motioun soll also an der Kommissioun diskutéiert ginn.

(La motion 1 de M. Serge Wilmes est renvoyée à la Commission de la Mobilité et des Travaux publics.)

9. 8178 – Projet de loi relative au financement de la contribution négative dans le cadre du mécanisme de compensation pour l'année 2023

Da komme mir elo zum Projet de loi 8178 iwwert de Finanzement vum negative Bäitrag am Kader vum Kompensatiounsmechanismus fir 2023. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht a Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet 8178 komme mir zréck bei d'Finanzéierung vun der sougenannter „Contribution négative" an de Kompensatiounsmechanismus fir d'Joer 2023, wou ech e kuerze Bléck no hanne muss geheien, fir dee Projet de loi hei ze erklären.

Wann Der Iech gutt erënnert, da wësst Der, dass mir mam Tripartitt-Accord vum September 2022 derfir gesuergt hunn, dass de Stroumpräis um Niveau vun 2022 stabiliséiert gëtt, an dat fir all Client résidentiel, deem seng Stroumconsommatioun bei maximal 25 MWh pro Joer läit, an anere Wierder, bei de Clientë vun der Kategorie A.

An deem Kontext hu mir d'Stroummarchésgesetz am Dezember 2022 ugepasst, andeems mer d'Optioun vun der Contribution négative am gesetzlech definéierte Kompensatiounsmechanismus verankert hunn. Konkreet heescht dat, datt den Iwwerschoss vum Kompensatiounsfong a Form vun enger Contribution négative zugonschte vum Client ka genotzt ginn, wat fréier net de Fall war, an datt de Staat d'Méiglechkeet kritt huet, dëse Fong mat enger zousätzlecher finanzieller Kontributioun ze speisen.

Op dëser legaler Basis, déi duerch e Reglement grand-ducal betreffend de Kompensatiounsmechanismus komplettéiert ginn ass, huet den nationale Regulateur, den ILR, dunn den Niveau vun der Kontributioun fir de Kompensatiounsmechanismus an engem Reglement fixéiert.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Dëst zielt, wéi scho gesot, fir d'Kategorie A, an dann awer och fir d'Period just vum 1. Januar bis den 31. Dezember 2023. Déi entspriechend finanziell Kontributioun gouf opgrond vu verschiddenen Zenarie berechent, an deene follgend Komponente considéréiert gi sinn: d'Netzkäschten, d'Verbrauchsdaten a souwuel déi aktuell Produktioun vun erneierbaren Energië wéi och d'Previsiounen an deem Beräich.

De Montant, dee schlussendlech an Zesummenaarbecht mam Energieministère festgeluecht ginn ass, beleeft sech ganz genee op 108,5 Milliounen Euro. An elo komme mer bei de Punkt, firwat mir haut dëse Projet de loi stëmmen: Dëse Montant iwwersteigt de Seuil vu 40 Milliounen Euro, soudass mir den Artikel 80 vum Gesetz iwwert de Budget,

d'Kontabilitéit an d'Tresorerie vum Staat musse respektéieren an eng Loi de financement musse stëmmen. An dat maache mir dann och haut mat dësem Projet de loi. Wat de finanziellen Impakt ubelaangt, esou gesi mer mat dësem Finanzéierungsgesetz ronn 110 Milliounen Euro fir d'Stabiliséierung vum Stroumpräis fir d'Joer 2023 vir. Mir stëmmen déi an déi ginn dann dem Energie- a Klimafong ugerechent.

Dir Dammen an Dir Hären, domat hunn ech de virleiende Projet de loi a méiglechst kuerze Wierder resüméiert a kann et och kuerz maachen, wat d'Avisen an déi parlamentaresch Aarbechten ubelaangt.

Deen eenzegen Avis, deen zu dësem Projet de loi erakoum, koum vum Staatsrot den 31. Mäerz 2023, wou de Staatsrot just e puer legistesch Ännerunge proposéiert huet. An der Tripartitt-Kommissioun si mir deene wéi ëmmer nokomm. Deposéiert a virgestallt gouf dëse Projet de loi de 24. Mäerz 2023 vum Energieminister Claude Turmes, a knapp e Mount méi spéit, den 31. Abrëll 2023 (veuillez lire: den 21. Abrëll 2023), huet d'Tripartitt-Kommissioun sech kuerz mam onkomplizéierten Avis vum Staatsrot befaasst an huet mäi Rapport uschléissend och eestëmmeg ugeholl. Dat klëngt villverspriechend fir de Vott vun haut, an domat ginn ech emol schonn den Accord vun der grénger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An dann huet d'Wuert den éischte Riedner – jo, et ass en anert Gesiicht, wéi ech hei stoen hat, mee e kritt et awer! –, den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV) | Merci, Här President. D'CSV stëmmt dësem Projet de loi zou. Mir soen och der Rapportrice, dem Josée Lorsché, Merci.

Mir hu just eppes, wat mir de President vun der Tripartitt-Kommissioun géife froen. Mir haten d'lescht Joer eng Kéier e gudden Echange de vues mat de Fournisseure vun ...

(Interruption)

Ass dat fixéiert den 3. Mee? Majo, dann ass alles gutt, alles beschtens an dësem Land, an dofir stëmme mir deenen 110 Milliounen zou.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, an ech gesinn, den Här Gilles Baum ass scho prett.

M. Gilles Baum (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, d'Madamm Lorsché huet eis dëse Projet ganz gutt erkläert. Mir huelen hei nach eng Kéier wierklech 110 Milliounen an de Grapp, fir d'Leit ze entlaaschten an de Präis am Grëff ze halen. Merci fir hire Rapport. Ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci och der Madamm Lorsché fir hire gudde Rapport. Mir brauchen net méi dorobber anzegoen. Ech wëll just festhalen, dass mir der Meenung sinn, dass et richteg war, déi Verlängerung ze maachen, an dass mir dofir hannert deem Projet hei stinn, och wann et vill Sue sinn. Dat muss et eis wäert sinn!

Ech mengen, dass dat och en Deel vun deem ass, wou mir ëmmer soen, dass mer, wa Krise sinn, gutt zesummeschaffen, eis eens ginn, an dat doten ass eng vun deene Léisungen, déi mer fonnt hunn. Dat war déi richteg, an dofir stëmme mer deem Projet zou.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech wëllt vläicht dräi Bemierkunge maachen. Déi éischt ass eng vum Häerz, déi zweet ass eng politesch an déi drëtt ass eng legistesch.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Déi, déi ech vun Häerz maachen, ass der Madamm Lorsché Merci ze soe fir dee Rapport.

Déi politesch ass dat, wat Dir Iech kënnt erwaarden. D'Madamm Lorsché huet keng véier Minutte gebraucht, fir eis ze erklären, dass mir elo erëm 108 Milliounen – an eng hallef, mengen ech – ausginn, fir d'Sanktiounskäschten ze decken. Mir hunn e puermol driwwer geschwat. Et ass natierlech esou, datt mir dat net ganz laang aushalen. Et ass och esou, wéi mir et gëschter an der Diskussioun haten, datt déi Europäesch Kommissioun gesot huet, datt déi deier Moossnamen net kënnen éiweg esou virugoen. Mir hunn also op Dauer e Problem; mir maachen dat elo nach, mee wéi gesot, wéi laang, dat ass eng Fro.

Déi drëtt Bemierkung ass eng legistesch, an do kënne mir vläicht nach eng Erklärung kréien. D'Madamm Lorsché huet eis jo erkläert, datt mir 110 Milliounen op de Fong urechnen, datt déi Moossnamen elo 108,5 Millioune kaschten, jo, an datt mir de Fonds climat elo mat 110 Millioune speisen. Ech hunn déi 110 Milliounen elo net an den Artikele vum Gesetz direkt erëmfonnt. Ech fannen déi 108,5, ech gesinn och an deenen eenzelen Artikelen déi 110, awer ech gesi se net am Text, am Texte proposé par la Commission. Ech weess net, ech brauch do vläicht nach Erklärungen, firwat ech dat net direkt erkannt hunn, oder ob dat vläicht net néideg ass, dat ze presziséieren, déi 110 Milliounen. Mee fir mech ass do eng kleng Diskrepanz. A vläicht kann den Här Minister oder d'Madamm Lorsché dat nach eng Kéier kloerstellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Kurz und bündig: Der Rapportrice e grousse Merci fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, a mir ginn eisen Accord zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti, an de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President, och merci der Rapportrice. Bon, wéi gewinnt kënne mir dozou eisen Accord leider net ginn. Mir si jo net averstanen, dass et bis op 25.000 KWh eropgeet. Dat ass fir eis einfach eng Verschwendung vun Energie, wann ee kuckt, datt Enovos selwer seet: „Zu véier Leit huet een doheem normalerweis 5.000 KWh." Elo ginn déi 110 Millioune genotzt bis zu 25.000 KWh fir doheem. Dir kënnt Iech virstellen, wat een do alles dermat bedreiwe kann.

Deementspriechend ass et fir eis net sozial gerecht. Déi 110 Milliounen hätte kënnen anescht agesat ginn. Et hätt ee missen an d'Gesetz schreiwen, bis och nach 10.000 KWh, do wäre mir och nach dermat averstane gewiescht, fir e bëssen driwwer ze sinn, awer 25.000 KWh ass einfach vill ze vill! An do sinn et einfach herno ze vill Leit, déi matfinanzéiert ginn, déi eigentlech schonn en Abus vun der Energie bedreiwen.

Mir sinn averstanen, dass Leit, déi en normale Stroumverbrauch hunn, solle gehollef kréien, mee mir ginn net mat bis op déi 25.000. Dofir wäerte mir eis enthalen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Här President, léif Deputéiert, ech si frou, dass mir haut dëse Gesetzesprojet kënne stëmmen. Firwat? Well et wichteg ass an dëser Kris, dass mer de Leit hëllefen. Mer hunn dat gemaach beim Gaspräis, ganz konsequent, mir maachen et bei de Wärmenetzer, bei de Pellets, a mir maachen et iwwert dat heite Gesetz och fir de Stroum.

De Stroumpräis zu Lëtzebuerg ass ongeféier fir en Haushalt ëm déi 21 Centimes pro Kilowattstonn, an duerch déi Ofsenkung, déi mer hei organiséieren, iwwert de Mécanisme de compensation, brénge mir et fäerdeg, dass mer de Präis, dee warscheinlech op 28 bis 30 Centimes eropgaange wär, op 21 Centimes stabiliséieren. E grousse Merci un d'Rapportrice.

Also, et ass esou: Ech mengen, hei ginn elo Suen iwwerwisen op de Fonds climat, an natierlech ass dat alles eng Schätzung an da gëtt iergend eng Kéier um Enn vum Joer ofgerechent. Ech mengen, mir kënnen net genee soen, ob mer herno 98 Millioune brauchen. 108 Millounen ass mol dat, wat mir elo geschat hunn, wat de Maximum ass.

Vläicht nach e Wuert zum Här Goergen senger Remark. Ech mengen, dat Éischt ass: Wann een dat net elo gemaach hätt fir de ganze Stroumverbrauch vun den Haushalter, dann hätt dat natierlech net esou e groussen Impakt gehat op den Index. Da wier den Index méi staark geklommen an et wieren eventuell zousätzlech Indextranchen erfall. Ech mengen, dat ass déi eng Erklärung.

An déi aner ass: Wat heescht Klimaschutz? Klimaschutz heescht, dass ech natierlech Energie spueren, an op där anerer Säit, dass ech eriwwergi vu fossillen Energien op erneierbar Energien. A wann ech haut en Haushalt huelen, deen huet graff, kommt, mat graffe Chifferen, 30.000 KWh Energie. Dovu sinn 3.000 bis 4.000 KWh fir Stroum – Frigo, Televisioun, an esou weider, Beliichtung –, et sinn der 10.000 bis 12.000, 14.000 bis 15.000, jee nodeem, fir mäi Masutt oder Gas, an de Rescht ‚deemno wéi vill, fir mäin Diesel- a Bensinnsauto.

Dat heescht – an ech mengen, Dir wëllt dat jo och, an anere Motiounen ënnerstëtzt Dir eis jo oft bei der Transition énergétique –, de Bierger, deen eppes mécht fir de Klimaschutz, dee wäert herno net méi bei 30.000 KWh sinn, mee e wäert aspueren, well déi elektresch Applikatiounen ëmmer méi effizient sinn. En Elektroauto ass dräimol méi effizient wéi en Dieselauto. Eng Wärmepompel ass méi effizient wéi eng Gas- oder Masuttsheizung. Mee e wäert awer méi Stroum verbrauchen. An déi 25.000 KWh, dat ass eng gewësse Kategorie, déi mir hunn, dofir war dat och administrativ méi einfach.

Mee d'Zukunft wäert sinn: Keng fossill Energië méi am Haus, an da méi Stroum! A vun dohier ass dat, mengen ech, och kee gudden Usaz, wann ee seet, dass ech deem Bierger, dee just 3.000–4.000 KWh Stroum verbraucht an awer 10.000–12.000 KWh Gas an nach esou vill Diesel, besser wëll, also, dass ech deem da wëll e Subsid ginn, an deen, dee méi Stroum verbraucht, dee jo da méi klimafrëndlech ass, dann

eigentlech wëll bestrofen. An dofir ass dat kee gudden Usaz gewiescht.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. Parole après ministre fir den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, just fir op dem Här Minister seng Iwwerleeung ze äntwerten, wou e mech ugeschwat huet. Also, eng Wärmepompel mécht u sech jo och just Sënn, wann een eng Solaranlag huet, well een da Stroum direkt ka selwer produzéieren. Mat Ärer Logik hätt een u sech missen higoen a soen: „Déi, déi eng Solaranlag hunn, déi kréien dann elo nach e klenge Subsid méi op hirem Stroumpräis, wou se erëm aspeisen.“ Wann een eppes wéilt maache fir de Klimaschutz! Well hei an Ärer Reegel, wéi Dir et elo gemaach hutt, kréien déi, déi eng Masuttsheizung hunn oder Gas, dat awer bis 25.000. Dann hätt Dir missen eng Nuance maachen: déi, déi de Gas ofgeschaaft hunn an eng Wärmepompel hunn. Dann hätte mer Klimaschutz gemaach. Well elo gitt Dir deenen e Subsid bis 25.000 KWh um Stroum. En plus hu se doheem awer vläicht Masutt oder Gas, vläicht well et och net anescht méiglech ass. An dofir ass dat hei net am Sënn vum Klimaschutz, wann Dir sot, bis 25.000 géif de Subsid gemaach ginn. En plus hätt een de Montant vun 100 Milliounen sécherlech och esou kënnen erofdrécken.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. An d'Wuert geet nach eng Kéier zréck un den Här Energieminister.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Also, ech mengen, dat, wat Dir do fuerdert, ass warscheinlech just méiglech am totalen Iwwerwaachungsstaat. An administrativ war dat hei dat, wat mir konnte schnell maachen. An nach eng Kéier: D'Tendenz ass eeben an Zukunft, datt mir vill, vill manner Energie verbrauchen. Mee mir verbrauche méi Stroum. An ech mengen, dat wollt ech och einfach just mat deem Beispill illustréieren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Energieminister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8178. Den Text steet am Document parlementaire 8178[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8178 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Jean-Paul Schaaf), Aly Kaes (par M. Félix Eischen), Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Serge Wilmes), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

10. 7996 – Projet de loi portant modification de la loi du 3 décembre 2014 ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics

Den nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 7996, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vun den ëffentleche Fuerschungszenteren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här André Bauler, deen direkt d'Wuert kritt. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. André Bauler (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif alleguer, wa mir haut an enger moderner an héich entwéckelter Gesellschaft liewen, dann hu mir dat virun allem der Innovatiounskraaft vun zig Fuerscher an Entwéckler ze verdanken, och an eisem Land. An de leschten 100 Joer huet Lëtzebuerg sech duerch en immense Fortschrëtt ausgezeechent. Aus engem aarmen Emigratiounsland ass eent vun de räichste Länner op der Welt ginn. Aus engem éischter monolithesch opgebaute Wirtschaftssystem, deen nach virun 100 Joer staark vun der Stolindustrie an och der Landwirtschaft ofhoung, ass haut eng diversifizéiert an innovéierend Ekonomie ginn, déi Talenter aus aller Welt unzitt, besonnesch an der Finanzwelt, awer net nëmmen.

Dës Evolutioun huet zum Wuelstand vum Land bäigedroen. Wann een an d'Welt vun haut erausluusst, an där sech nei a mächteg Konkurrenten ervirdoen, virun allem an der Kënschtlecher Intelligenz an an aneren neien Technologien, dann ass dat alles net fir ëmmer an éiweg a Bëton gegoss. D'Wirtschafts- a Sozialgeschicht kennt eebe keng Rechter, keng Droitacquisen, déi éiweg gutt sinn. Dofir heescht et, weider ze fuerschen an ze innovéieren.

Och Lëtzebuerg muss do um Ball bleiwen a seng Fuerschungslandschaft op d'Zukunft virbereeden. Nieft de groussen Investissementer an d'Infrastrukturen hu mir et grad och der Fuerschung ze verdanken, datt mer haut do sinn, wou mer sinn. Mir hunn eng innovativ Finanzplaz, eng innovativ Industrie, en innovatiivt Handwierk an eng innovativ Landwirtschaft, fir nëmmen déi ze nennen. Eng breetgefächert Ekonomie, déi ëmmer um neiste Stand vun der Technologie versicht ze sinn.

Besonnesch an de leschten 20 Joer sinn déi staatlech Depensë fir d'Recherche kräfteg an d'Luucht gaangen. Wärend de Budget fir d'Joer 2000 nach bei knappe 25 Milliounen Euro louch, huet de Staat 2020 ronn 380 Milliounen Euro an d'Recherche investéiert. Mir gesinn also, datt d'Fuerschung ëmmer méi e grousse Stellewäert zu Lëtzebuerg anhëlt, souwuel politesch wéi och gesellschaftlech a budgetär. Mir brauchen d'Wëssenschaft, fir eis kënne weiderzeentwéckelen a fir deene groussen Erausfuerderunge vun der Zäit ze begéinen – denke mer nëmmen un déi energeetesch Transitioun.

Och am Gesondheetswiese musse mir eis ëmmer nees nei erfannen, eis a Fro stellen an eis verbesseren. Ouni Fuerschung an Innovatioun bléife mer stoen, dobäi wësse mir, dass d'Innovatiounsfäegkeet vun engem Land ee vun de wichtegste Facteure fir e qualitativ héichwäertege Wirtschaftswuesstem ass.

Zu Lëtzebuerg besteet de Secteur vun der Recherche publique aus dräi Haaptacteuren. Dir kennt se: de Fonds national de la recherche, d'Uni Lëtzebuerg an eeben déi dräi Centres de recherche publics. 2019 hat d'Regierung eng ëmfaassend Strategie virgestallt, fir d'Roll vun der Wëssenschaft ze stäerken an de Finanzement vun nationale Fuerschungsprojeten ze förderen.

An deem Kader goufe véier prioritär Domäner fir d'Fuerschung definéiert: Éischtens d'Educatioun vum 21. Joerhonnert, zweetens déi industriell Transformatioun, drëttens déi personaliséiert Medezinn a véiertens déi nohalteg Entwécklung.

Doriwwer eraus leet dës Strategie e besonnesche Fokus op de sécheren Traitement, déi sécher Behandlung vun de Fuerschungsdaten an op d'Kreatioun vun enger innovativer digitaler Wëssensgemeinschaft.

Wärend de Fonds national de la recherche fir de Finanzement an d'Koordinatioun vun dëser Strategie zoustänneg ass, këmmere sech déi dräi ëffentlech Fuerschungszenteren an d'Universitéit ëm déi praktesch Ëmsetzung dovunner. Mat der méijäreger Konventioun, der pluriannueller Konventioun vun 2022, gouf fir d'éischte Kéier d'Konzept vun de Missions de recherche agefouert. D'Zil heivunner ass et, d'Zesummenaarbecht tëscht den ëffentlechen an de privaten Acteure vun der Recherche ze fërderen, andeems een zesummen no Léisunge fir eng spezifesch Missioun sicht, sief dat en technologeschen oder e gesellschaftlechen Challenge. Nom Modell vum Triple Helix wëllt een esou de Staat, d'Privatwirtschaft an den Enseignement supérieur méi enk matenee vernetzen.

Zu Lëtzebuerg ginn et, wéi gesot, dräi Centres de recherche publics: de LIST, de Luxembourg Institute of Science and Technology, den LIH, de Luxembourg Institute of Health, an de LISER, de Luxembourg Institute of Socio-Economic Research. Den Ament ginn d'Organisatioun an de Fonctionnement vun den ëffentleche Fuerschungszenteren duerch d'Gesetz vum 3. Dezember 2014 gereegelt. Ma genee dës gesetzlech Basis soll elo duerch de virleiende Gesetzesprojet verännert, moderniséiert ginn. Engersäits wëllt een esou der Entwécklung vum Fuerschungssecteur Rechnung droen an anerersäits d'Dispositioune vum CRP-Gesetz un déi vum modifizéierten Unisgesetz upassen. D'Gesetz vun der Uni Lëtzebuerg gouf nämlech schonn 2018 moderniséiert a reflektéiert déi nei Exigenze fir d'Fuerschung weesentlech besser wéi dat aalt Gesetz vun den ëffentleche Fuerschungszenteren.

Ech ginn elo kuerz a knapp op déi sechs wichtegst Punkte vun dësem Gesetzesprojet an.

An engem éischte Punkt preziséiert dësen Text, ënner wéi enge Bedéngunge perséinlech Date fir ëffentlech Fuerschungszwecker kënne genotzt ginn, dëst natierlech a Konformitéit mat eisem Dateschutzreglement.

Zweetens, d'Verwaltungsréit vun den ëffentleche Fuerschungszentere ginn ëm jeeweils zwou Persounen erweidert. D'Unzuel vun de Membere geet deemno vun néng op eelef erop. Déi zwee nei Sëtz ginn engersäits un de President vun der Personaldelegatioun an anerersäits un ee Member vum Conseil de concertation verdeelt, also un zwee Personalvertrieder. Soumat wëllen d'Auteure vun dësem Gesetzesprojet dem Personal vun den Zentere méi Muecht bei verschiddenen Entscheedunge ginn.

Drëttens, dëse Gesetzesprojet stäerkt d'Direktioune vun de CRPen, andeems en zwee nei Poste schaaft: een Directeur adjoint an een Directeur financier et administratif. Béid Poste sinn allerdéngs cumulabel. Hei dernieft kritt de Verwaltungsrot nach d'Méiglechkeet, een Directeur des ressources humaines an een Directeur des systèmes d'information anzestellen.

An engem véierte Punkt, léif alleguer, ginn d'Konditiounen, fir de Congé scientifique kënnen unzefroen, ugepasst. Den Ament ass et esou, datt all Fuerscher, all Chercheur, deen an engem CRP schafft, vun dësem Congé ka profitéieren. An Zukunft soll dëse Congé awer just nach fir Fuerscher oppe sinn, déi dozou autoriséiert sinn, Recherchen ze dirigéieren, also fir Fuerscher, déi eng speziell Attestatioun hunn, genee wéi dat haut schonn op der Uni Lëtzebuerg de Fall ass. Mir alignéieren d'Dispositioune vum CRP-Gesetz also mat deene vum Unisgesetz a sécheren esou, datt all Fuerscher an der Recherche publique déi nämmlecht Konditioune muss erfëllen.

De fënnefte Punkt vun dësem Gesetzesprojet preziséiert, datt all véier Joer eng onofhängeg extern Bewäertung vun den ëffentleche Fuerschungszentere muss gemaach ginn.

De sechsten a leschte Punkt féiert dann dat neit Konzept vun de Fuerschungsmissiounen an, dat ech virdru schonn erwäänt hat. Dës Missiounen an och déi prioritär Felder vun den Zentere ginn an der Convention pluriannuelle festgehalen a kënne jee no Bedarf, jee no Bedürfnis, flexibel ugepasst ginn. Dës Approche soll, wéi gesot, d'Zesummenaarbecht tëschent de verschiddene Fuerschungsacteure stäerken an erlaabt eng besser Reaktivitéit op d'Entwécklung an op d'Bedierfnesser vum Terrain. An deem Kader gouf ausserdeem en neien Domaine de recherche fir de LIST festgehalen, nämlech d'Weltraumfuerschung.

Zu gudder Lescht wëll ech nach op d'Avise vum Staatsrot an de Beruffskummeren ze schwätze kommen. De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Opposition formelle ausgeschwat, déi no den Amendementer vum Educatiounsministère, also vum Ministère vum Enseignement supérieur, muss een hei soen, dunn awer nees konnt opgehuewe ginn.

Souwuel d'Staatsbeamtekummer wéi och d'Salariatskummer hu sech doriwwer erfreet gewisen, datt een zweete Personalvertrieder vun de CRPen an de Verwaltungsrot vun den Zenteren derbäikënnt. Si froe sech allerdéngs, wisou d'Chercheure vun de Fuerschungszenteren an Zukunft méi strikt Bedingunge mussen erfëllen, fir vum wëssenschaftleche Congé, dem Congé scientifique, kënnen ze profitéieren. Hirer Meenung no hätt de Gesetzgeeber déi méi labber Konditioune vun de Fuerschungszenteren op d'Chercheure vun der Uni solle generaliséieren amplaz ëmgedréit.

Den Avis vun der Handelskummer ass, bis op e puer kleng Remarken, ganz positiv ausgefall. Si begréisst virun allem d'Verännerunge ronderëm d'Gouvernance vun den ëffentleche Fuerschungszenteren an dee méi einfache Gebrauch vu perséinlechen Date fir d'Zwecker vun der Wëssenschaft. Här President, ech gesinn, meng Riedezäit ass ofgelaf, ech kommen och zum Schluss. Si bedauert allerdéngs – wuelbemierkt, d'Chambre de Commerce –, datt dëse Gesetzesprojet d'Recommandatioune vun der OECD iwwert d'Lëtzebuerger Innovatiounspolitick net consideréiert huet. Genee wéi d'OECD ass d'Chambre de Commerce nämlech der Meenung, datt d'Zesummenaarbecht tëscht de CRPen an der Uni nach méi geférdert misst ginn. Dat nämmlecht gëllt fir déi ëffentlech-privat Partnerschaften an der Fuerschung.

Här President, léif alleguer, fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a ginn och heimadder schonn den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Rapporter, dem Här André Bauler, Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass déi honorabel Madamm Octavie Modert.

Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Merci dem Rapporter André Bauler. Dat Gesetz hei bréngt effektiv e puer Ännerungen am Beräich vun der Gouvernance bei den CRPen, an d'CSV hofft, datt et domat zur Stäerkung vun der Forschungslandschaft bäidréit, déi jo och weesentlech vun den CSV-Ministeren op d'Schinne gesat ginn ass a konditionéiert ginn ass am Ufank.

Mir ginn och eisen Accord do derzou, net awer ouni ze bemierken, datt ech mech eigentlech froen, firwat dat Gesetz hei elo komm ass an net d'Evaluéierung ofgewaart ginn ass, déi amgaangen ass respektiv fir déi mir elo virun dräi Deeg eng Convocatioun vun der Chamberskommissioun kritt hunn, wou mir dat géife virgestallt kréien. Eigentlech wär et vläicht logesch gewiescht, dat ofzewaarden, fir dat hei mat dran ze integréieren.

Positiv ass hei och, mengen ech, dat soll een ervirhiewen, datt d'Integrated BioBank an den LIH integréiert gëtt. Ech mengen, dat ass eng sënnvoll Saach, dat mécht Sënn, fir do och Synergien ze maachen.

Wéi gesot, d'CSV dréit dat hei mat. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Modert. An da geet d'Wuert un d'Madamm Francine Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools Merci, Här President. Aacht Joer ass et, wéi gesot, hier, datt déi ëffentlech Fuerschungsinstitutiounen zu Lëtzebuerg nei organiséiert goufen, an zanterhier huet sech scho vill gedoen an eiser Landschaft, dofir ass et normal, datt bei der Organisatioun a beim Fonctionnement vun de CRPen nogebessert gëtt. An ech soen dem Rapporter Merci fir säin ausféierleche Rappport, dee mir et erlaabt, ganz kuerz ze bleiwen.

Ech wollt just drop hiweisen, dass ech et ganz wichteg fannen, datt den Accès zu den Daten hei extreem wichteg fir d'Recherche ass, an et ass gutt, dass dat elo heimadder gereegelt gëtt. Mir begréissen natierlech och, datt elo Personalvertrieder an de Verwaltungsréit vu LIST, LIH a LISER sinn, dass d'Generaldirektioune gestäerkt ginn an och, dass déi Missioune festgeluecht ginn an de plurinannuelle Konventiounen, mat natierlech och der Méiglechkeet ze amendéieren. Ech mengen, mir brauche kloer wëssenschaftlech Ziler, fir déi grouss gesellschaftlech Defie kënnen unzegoen. Mir mussen eis awer och kënnen déi néideg Flexibilitéit ginn, fir op nei Tendenzen an Ëmbréch a Fuerschung a Wëssenschaft kënnen anzegoen, Stéchwuert hei ënner anerem „artifiziell Intelligenz".

An domadder ginn ech natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. An d'Wuert geet weider un d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernand (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Och e grousse Merci un den honorabelen Här Bauler fir dee ganz gudden a komplette Rapport. Mir ginn eisen Accord heizou an ënnersträichen, wéi eis Virriedner och, dass d'Fuerschung zu Lëtzebuerg extreem wäertvoll ass. Se erlaabt eis, evidenzbaséiert Entscheedungen ze huelen a setzt maassgeeblech Jalonen iwwert d'Zukunft vun eisem Land, andeems mir déi néideg Etüden an déi néideg wëssenschaftlech Recherchen a Fakten iwwer gesellschaftlech Entwécklungen an eisem Land hunn. Dat begréisse mir, dat wëlle mer stäerken, an dat maache mir mat dësem Gesetz.

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. No deem ganz gudden, eloquente Rapport vum Här Bauler kënne mir am Fong just mat Jo stëmmen, an dat maache mer ganz gär. Ech ginn den Accord vun der ADR fir dëse Projet.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An da wier et un der Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Och mir ginn den Accord zu dësem Projet de loi, an e grousse Merci fir den exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport vum Rapporter. Et ass scho villes gesot ginn. Ech mengen, mir brauche Fuerschung, Fuerschung ass wichteg, an et ass jo och verréckt, wann ee gesäit, wéi vill Kapriolen ee muss maachen, virun allem bei allem, wat d'Protection des données ugeet, wat déi ganz Saach net einfach mécht, wou sech jo och hei wierklech schwéiergedoe ginn ass, fir déi eng Säit Protection-des-donnéeën ze respektéieren, an déi aner Säit awer och, datt iwwerhaapt ka gefuerscht ginn an Theeme wéi Kriibs, Autoimmunkrankheeten an esou weider an esou fort, wou mer wirklech hoffen, datt mer do awer weiderkommen. Voilà.

Merci nach eemol, a mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem André Bauler fir de gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Héichschoul- a Fuerschungsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | Merci, Här President. Ech wëll mech natierlech all deene Mercien un den André Bauler uschléissen, dee sécherlech och de Meritt huet, datt en duerch säi schrëftlechen a mëndleche Rapport derzou bäigedroen huet, datt hei an deem Haus eng grouss Harmonie herrscht. An dofir wëll ech mech och net weider an déi Diskussiounen elo nach nodréiglech améschen, fir déi Harmonie net ze stéieren. Villmools Merci.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Héichschoulminister.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7996. Den Text steet am Document parlementaire 7996[9]. Ech wollt Iech drop hiweisen, datt am Artikel 12 (3) nach en Trackchange beim Wuert „cinquante" huet missen ewechgeholl ginn. Mir stëmmen elo iwwer den Text ouni dësen Trackchange of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7996 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Lies (par Mme Octavie Modert), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Claude Wiseler), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

11. Résolution de Mme Nathalie Oberweis au sujet de l'appel au Gouvernement français à respecter le droit de manifester et l'État de droit

(Résolution déposée en séance publique n° 43 du 25 avril 2023 – à consulter au compte rendu n° 15/2022-2023 en page 61)

Als leschte Punkt um Ordre du jour kënnt d'Resolutioun vun der Madamm Nathalie Oberweis, déi d'Chamber opfuerdert, en Appell un d'franséisch Regierung ze maache fir de Respekt vum Manifestatiounsrecht esou wéi vum État de droit.

Madamm Oberweis, als Auteur vun der Resolutioun, wëllt Der nach eppes soen?

Exposé

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Jo merci, Här President, ganz kuerz, well ech se jo eigentlech scho virgestallt hunn. Ech wéilt nach eng Kéier ënnersträichen, dass mer et wichteg fannen, dass mir als Chamber eis concernéiert spiere par rapport zu deem, wat am Ausland geschitt, par rapport zu deem, wat an eisem Nopeschland geschitt, net just, well et eist Nopeschland ass, mee och, well et en EU-Memberland ass – a schonn eleng dowéinst si mer och concernéiert.

Natierlech gesäit Frankräich sech als Pays des droits de l'homme, wéi si ëmmer erëm gär soen. Mir stellen awer fest, dass an de leschte Joren an elo erëm rezent dës Mënscherechter mat Féiss getruede ginn a Frankräich, a mir sinn immens besuergt iwwert dës Deriven u sech vum Staat, vun der franséischer Regierung, mat wéi vill Gewalt esou e Staat ka virgoen.

Dowéinster maache mir deen Appell un d'franséisch Regierung, dës Deriven och ze condamnéieren. Voilà, well mir mengen och, dass een ënner Frënn sech esou Saache muss kënne soen, well wann een et sech net seet, dat gesi mer jo och bei anere Staaten, da ginn déi Derivë weider. Da mengen déi, déi an der Verantwortung sinn, si kéinte weidermaachen. Dofir ass et immens wichteg, dass mir dee Courage huelen an dat soen, wat muss gesot ginn!

Villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Wëllt nach een d'Wuert zu däser Resolutioun ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

Discussion générale

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President, an ech mengen effektiv, mir sinn alleguerten, wa mer d'Noriichte kucken, beonrouegt iwwert deen déiwe Gruef, deen den Ament déi franséisch Gesellschaft spléckt. A mir bedaueren och déi, fannen ech, violent Manéier, mat där deen Debat gefouert gëtt.

Ech sinn allerdéngs der Meenung, dass mir zu dësem Moment net déi richteg Plaz sinn, fir esou eng Motioun (veuillez lire: Resolutioun) unzehuelen. Dir hutt an Ärer Resolutioun och deen een oder aneren erwäänt, wou ech mengen, dass et wichteg wär, dass e sech géif dréms këmmeren, nämlech déi, déi sech hei an Europa ëm d'Mënscherechter këmmere – notamment de Conseil de l'Europe, den Europarot, oder och nach d'Europaparlament –, well dat gëtt dann och deene franséischen Intervenanten d'Geleeënheet, sech derzou ze äusseren, déi se hei bei eis net hätten. An dofir géif ech menge Kolleege roden, déi Motioun hei zu dësem Moment net unzehuelen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech schléisse mech am Fong de Wierder vum Här Cruchten un. Ech géif et net opportun fannen, wa mir eis haut géifen an déi franséisch Politick améschen. Ech mengen, d'Schwieregkeet do iwwer ass grouss genuch. Mir stinn absolutt hannert der Fräiheet, Grèven a Manifestatiounen ze maachen, just: E Jugement haut iwwer dat ze maachen, wat a Frankräich geschitt, fannen ech net opportun, éischtens. Zweetens fannen ech, datt déi Situatioun, sou, wéi se hei beschriwwen ass an Ärer Motioun (veuillez lire: Resolutioun), och vläicht net der ganzer Situatioun gerecht gëtt, an de Sujet ass ... Wann ee se géif unhuelen, mengen ech, misst een en anescht ugoe wéi just an deene puer Wierder, déi hei gesot ginn, soudatt mir dës Resolutioun op jidde Fall net kënne matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wiseler. Da geet d'Wuert un den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech deelen d'Motivatioun vun der Resolutioun, well et geet mer och net, wéi et a Frankräich de Moment ofleeft. Ech ka se awer och net matstëmmen, well se eigentlech eng generell Policegewalt suggeréiert, déi ech awer elo net all dem ganze Policecorps a Frankräich wëll ënnerstellen. Et ass eng schwiereg Situatioun, och fir d'Policebeamten um Terrain. Et ass awer eng politesch Entscheedung, déi derhannert steet, an et géif eigentlech der Chamber oder der Regierung vläicht besser stoen, nach eng Kéier an engem Gespréich mam President Macron – den Här Bettel huet jo awer gutt Relatioune mat him – vläicht eng Kéier en Hiweis ze maachen, dass dat do eis Suerge mécht. Mee et wär awer déi falsch Plaz elo, esou eng Resolutioun unzehuelen a virun allem de ganze Policecorps ënner Generalverdacht ze stellen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da geet d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmools merci. Ech wéilt och vläicht e puer Kommentarer maachen, fir d'éischt awer der Madamm Oberweis Merci soen. Ech mengen, et éiert si an d'Kolleege vun deene Lénken, datt se e Sujet opbréngen, deen awer wierklech, mengen ech, vill Leit beweegt an och ville Leit Suerge mécht. Ech mengen, dat ass also a priori e Reflex, deen ee muss begréissen. Awer politesch wëll ech vläicht e puer Punkten awer soen.

Deen éischten ass, datt mir hei mierken – an d'Madamm Oberweis huet dat och an hirem Text gesot –, datt am Europäesche Parlament d'Fraktioune vun deene Gréngen a vun de Sozialisten en Text abruecht hunn. Ech huelen also un, dass d'Kolleegin Tilly Metz an de Kolleeg Marc Angel am Europaparlament dat matënnerstëtzen, wärend hir Parteien hei wëllen dergéint stëmmen. Ech stellen dat just fest, sou kann et eeben och emol sinn.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, ass, datt deen Text, esou luewenswäert an interessant en a priori erschénge kann, awer déi Fro opwerft: Wou a wéi wäit gi mer? Solle mer bei all Demonstratioun a wéi enge Länner am Ausland elo ufänken, esou Texter ze stëmmen? Well leider Gottes wësse mer, datt Gewalt a gewaltvoll Repressioun vun Demonstratioune keng Ausname sinn op däser Welt. Se sinn heefeg, se si souguer an Europa heefeg a se si souguer an der Europäescher Unioun leider net onüblech. An déi Fro, déi sech da stellt, wa mer ufänken iwwer Repressioun vu Manifestatiounen ze schwätzen, ass: Maache mir dat elo allkéiers, wann an Holland, an anere Länner ..., wa mer Zeene gesinn, déi eis interpelléieren an eis Suerge maachen? Dofir, mengen ech, muss ee sech ganz gutt iwwerleeën, wat mer géifen initiéieren, wa mer op dëse Wee ginn.

Déi drëtt Bemierkung, déi ech wéilt maachen, ass en Ausdrock vu Vertrauen. Frankräich ass eng Demokratie. D'Leit a Frankräich hu politesch a juristesch Méiglechkeeten, fir, mengen ech, dee richtege Wee ze sichen, fir dës Situatioun ze bewäerten, ze redresséieren an op vill Manéieren opzeschaffen. Dofir ass et déi Fro: Wou, a wéi enge Länner, solle mir iwwerhaapt Stellung huelen? Solle mer aner Demokratië beléieren? Ech wëll just drun erënneren, datt den internationalen Droit, deen eis och liéiert, e Grondprinzipp huet niewent aneren. An dee Grondprinzipp heescht: Netaméschung an déi intern Ugeleeënheete vun anere Staaten. Do gëtt et natierlech Méiglechkeeten, souguer vläicht Obligatiounen, Ausnamen ze maachen, nämlech dann notamment, wann déi betreffend Staaten net déi rechtsstaatlech Garantië bidden, fir hire Leit Sécherheet an engem akzeptabele Mooss kënnen ze garantéieren. Dann, mengen ech, huet een eng mënschlech Verflichtung

ze soen: „Hei, mir sinn net dermadder d'accord." An da kann ee wierklech och argumentéieren, datt Ausnamen zu deem Prinzipp vum Vëlkerrecht net nëmme méiglech sinn, mee vläicht souguer gebuede sinn.

Awer am Fall vu Frankräich schéngt déi Konditioun wierklech net erfëllt ze sinn. An dowéinst mengen ech, sollte mir net optrieden als Schoulmeeschter géintiwwer eisem Nopeschland, mee se éischter, wéi mir dat esou dacks maachen, mat Respekt a Frëndschaft begleeden. Dat kann op vill Manéiere geschéien, och am Gespréich.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur vun der Resolutioun, d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Merci, Här President. Ech wéilt just ganz kuerz reagéieren. Fir d'éischt op den Här Yves Cruchten: Ech bedaueren natierlech, dass Dir sot, et wär net opportun zu dësem Moment. Ech froe mech zwar, wat et bedeit, „zu dësem Moment". Wéini wär et e Moment, wou et opportun wär, eppes ze soen? Nach eng Kéier, ech mengen, dass et wichteg ass, sech ënner Frënn d'Saache respektvoll ze soen.

Dofir och, Här Wiseler an Här Kartheiser: Dir sot, et soll ee sech net améschen. Ech hunn dem Här Wiseler seng Wierder scho quasi geroden, éier hie se gesot huet. Ech war mer sécher, dass hien dat géif soen: „Mir sollen eis net améschen." Woubäi, och nach eng Kéier: Ech mengen – an och fir den Här Kartheiser –, ech mengen, do, wou ee Frënn ass, wann ee Liene mateneen huet, an ech mengen, mir hu genuch Liene mat eisem Nopeschland Frankräich, da muss ee sech dat dach kënne soen. Wéini ass dann dee Punkt ereecht, wou mer eis kënnen eppes soen? Dat heescht, mir mussen ... Wat muss da geschéien, fir dass ee ka soen: „Dat do geet elo ze wäit?" Et ass einfach eng Gefor do an et kann een och ..., ech mengen, et muss ee sech dat awer kënne soen! Et ass jo näischt Gewaltvolles, dat ze soen.

An ech mengen, dem Här Goergen géif ech awer ganz gär soen – an ech muss et soen! –: Ech sinn es e bësse leed, hei ënnerstallt ze kréien, dass, wann een eppes kritiséiert oder uprangert, wat net geet, e Mësstand, an deem heite Fall Violence policière oder an engem aneren Debat d'lescht Joer Violence obstétricale et gynécologique ..., och do krut ech e Generalverdacht ënnerstallt. Ech sinn däers leed! Et ass net, well ee Mëssstänn uschwätzt, et ass net dowéinst, dass een e ganze Corps institutionnel un de Pranger stellt. Dat ass net dat selwecht! Mir musse kënne Mëssstänn uprangeren a soen: „Dat do geet net!" An ënner Frënn muss ee sech dat kënne soen!

Villmools merci.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. Ech mengen, mir kënnen ... Nee, den Här Cruchten wëll nach eng Kéier dorobber reagéieren. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Ech wëll der Madamm Oberweis soen, dass et si effektiv éiert, dass si dat dote revoltéiert, an ech mengen, mir sinn zu vill hei, déi revoltéiert sinn, wa mer déi Biller do kucken.

Dir hutt mech gefrot, firwat ech gesot hunn: „zu dësem Moment net opportun". Ma ech hunn dat express gesot, well mer ... Mir hu jo och schonn hei an der Chamber emol Motiounen oder Resolutiounen ugeholl, déi aner Partnerlänner betreffen. Ech ka mech un eng Resolutioun erënneren iwwer Ungarn. Ech wëll awer do rappeléieren: Do hu mir awer net einfach op iergendwellech Zeitungsartikele reagéiert, mee do hu mer reagéiert, nodeems – sou wäit ech weess – am Europarot véier Rapporte gemaach gi sinn. Ech mengen, ech war selwer Auteur vun zwee Rapporten dovunner. Dat selwecht hate mer gemaach mat China, wat de chineeseschen Ëmgang mat den Uiguren ugaangen ass. Dat hu mer gemaach, nodeems d'Madamm Bachelet vun der UNO do e Rapport virgeluecht huet.

Mir reagéieren also net einfach aus dem Bauch eraus op alles. An ech muss och elo hei dem Här Kartheiser Recht ginn: Ech gesinn nämlech och, dass a Frankräich awer all d'Garantien do sinn, dass de franséische Rechtstaat déi Saachen do wäert esou, wéi et soll sinn, opschaffen an dass, wann do Abuse waren, déi Leit, déi Abuse gemaach hunn, dann och zur Rechenschaft gezu ginn. Do maachen ech mer bei eise franséischen Noperen op alle Fall wéineger Gedanken.

Merci dofir.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Da geet d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk), auteure | Et deet mer leed, just ganz kuerz, just eng kleng Remark, well dat doten ass eppes, wat mer elo an der Lescht méi oft héieren hunn, dass déi Referenzen, op déi ee sech hei baséiert, fir Mëssstänn unzeprangeren, a Fro gestallt ginn. Dir sot, et wieren e puer Zeitungsartikelen. Et geet net just ëm e puer Zeitungsartikelen, et geet ëm – ech hu se hei genannt! – d'Idée des droits de l'homme, dat ass awer eng Referenz a Frankräich, déi gëtt et zënter 150 Joer oder ech weess net wéi laang. De Conseil européen, de Commissaire des droits de l'homme vum Conseil européen, sorry, mee dat sinn awer Referenzen! Mir schwätzen awer net vu vereenzelten Zeitungsartikelen! An ech muss soen, dat doten ass eppes, wat mir an der Lescht hei méi oft héieren, dass Temoinagë respektiv d'Referenzen, déi een huet, hei a Fro gestallt ginn – an ech fannen dat ganz grav!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis.

Da kéime mir elo zum Vott vun der Resolutioun.

Vote sur la résolution

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration.

(Plusieurs députés se lèvent.)

Wannechgelift, laaft nach net fort, well et kënnt nach en Depot vun enger Motioun!

De Vott ass ofgeschloss.

D'Resolutioun ass bei 3 Jo-Stëmmen, 55 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la résolution est rejetée par 2 voix pour, 56 voix contre et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Diane Adehm), Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Elisabeth Margue), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par Mme Cécile Hemmen), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

12. Dépôt d'une motion par M. Jeff Engelen

Da géif ech nach dem Här Jeff Engelen d'Wuert gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Engelen, Dir hutt nach d'Wuert.

Exposé

M. Jeff Engelen (ADR), auteur | Jo, Merci, Här President. Ech hätt léiwer d'Fro méi am Ufank vun der Sitzung gehat, dann hätten d'Kolleege se och kënne mat op de Wee huelen. Mee nichtsdestotrotz sinn ech awer frou, se däerfen ze deponéieren. Ech soen Iech Merci.

Mir musse feststellen, datt d'gesetzlech Grenz vun 78 Krankheetswoche fir schwéierkrank Mënschen eng Existenzmenace duerstellt, well hinnen no dëser Frist den Ausschloss aus de Sozialversécherunge bevirsteet. An eiser haiteger Zäit ass dat net méi ..., et muss ee soen, dass dat net méi ka sinn! An déi Mënschen, déi – aus trëftege Grënn, wëll ech betounen, trëftege Grënn! – iwwer laang Siicht net kënne schaffe goen, falen dann duerch dat soziaalt Netz. Ech hat schonn x där Fäll a menger Karriär als Gewerkschaftler an och an der Politick.

Ma dofir géif ech virschloen – dat maachen ech da mat dëser Motioun –, déi gesetzlech Grenz vun 78 Wochen ofzeschafen an ze ersetzen duerch e Modell, dee garantéiert, dass schwéierkrank Leit entweeder esou laang kënne krankgeschriwwe bleiwen, bis se gesond sinn, oder dass iwwer e reegelméissege Monitoring vum Gesondheetszoustand eng aner Léisung fir si fonnt ka ginn, woubäi de gesondheetleche Monitoring iwwert de Contrôle médical vun der Sécurité sociale lafe misst, doniewent nom Beispill vun der Commission mixte de reclassement e speziellen Organe de Suivi soll schafen, deen op Avis awer och vum Contrôle médical de weidere Suivi vum Versécherten a sengem Dossier statuéiert, mam d'Zil, datt zu all Moment seng Sozialversécherung ka bleiwen. Ech mengen, dat wier wichteg fir déi Leit, well déi falen dacks nach duerch d'soziaalt Netz, an da grad besonnesch déi Leit do, déi et betrëfft, dat si ganz dacks schwéier krank Leit. Wann déi nach zousätzlech mussen an deem Beräich do aktiv ginn, ech mengen, dat ass mënschenonwürdeg a mir sollen eis an där Richtung eppes iwwerleeën.

An ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet. Wannechgelift.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– déi gesetzlech Grenz vun 78 Krankheetswoche fir schwéier krank Mënschen eng existenziell Menace duerstellt, well hinnen no dëser Frist den Ausschloss aus der Sozialversécherung drot,

ass sech bewosst, datt

– et am Joer 2023 net méi ka sinn, datt Mënschen, déi aus triftege Grënn iwwer laang Siicht net kënne schaffe goen, duerch dat soziaalt Netz falen,

fuerdert d'Regierung op,

– déi gesetzlech Grenz vun 78 Wochen ofzeschafen an ze ersetzen duerch e Modell, dee garantéiert, datt schwéier krank Leit entweeder esou laang kënne krankgeschriwwe bleiwen, bis si nees geneese sinn, oder iwwert e reegelméissege Monitoring vum Gesondheetszoustand eng aner Léisung fir si fonnt ka ginn (Reclassement, provisoresch oder definitiv Invaliderent oder Altersrent), woubäi de gesondheetleche Monitoring iwwert de Contrôle médical vun der Sécurité sociale lafe misst;

– donieft, nom Beispill vun der Commission mixte de reclassement, e speziellen Organe de suivi ze schafen, deen op Avis vum Contrôle médical iwwert de weidere Suivi vum Versécherte sengem Dossier statuéiert, mam Zil, datt zu all Moment seng Sozialversécherung bestoe bleift.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 2. an 3. Mee virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.50 heures.)

47e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Marc Spautz, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 40
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications** p. 40
   M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour** p. 40
   M. Fernand Etgen, Président | M. Fernand Kartheiser
4. **Heure de questions au Gouvernement** p. 40

   Question n° 425 du 2 mai 2023 de M. Marc Spautz relative à l'étude « État des lieux des enjeux et des risques de la réduction du temps de travail », adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 40
   M. Marc Spautz | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (intervention de M. Marc Spautz)

   Question n° 426 du 2 mai 2023 de M. Gusty Graas relative à la problématique du traitement des boues d'épuration, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 41
   M. Gusty Graas | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

   Question n° 437 du 2 mai 2023 de M. Jeff Engelen relative aux licences sportives, adressée à M. le Ministre des Sports p. 42
   M. Jeff Engelen | M. Georges Engel, Ministre des Sports

   Question n° 428 du 28 avril 2023 de Mme Cécile Hemmen relative à la participation des sportifs russes aux Jeux olympiques de 2024, adressée à M. le Ministre des Sports p. 42
   Mme Cécile Hemmen | M. Georges Engel, Ministre des Sports

   Question n° 429 du 2 mai 2023 de M. Marc Spautz relative aux difficultés de recrutement persistant dans le transport routier, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 43
   M. Marc Spautz (intervention de M. Yves Cruchten) | M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

   Question n° 430 du 28 avril 2023 de M. Marc Hansen relative à la mise en œuvre de la loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur p. 43
   M. Marc Hansen | Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur (intervention de Mme Octavie Modert)

   Question n° 431 du 2 mai 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative aux négociations sur la nouvelle convention collective de Cargolux, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics p. 44
   Mme Myriam Cecchetti | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 432 du 2 mai 2023 de M. André Bauler relative à la fermeture de l'agence de la Caisse nationale de santé (CNS) à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 45
   M. André Bauler | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

   Question n° 433 du 2 mai 2023 de M. Marc Goergen relative à l'acquisition d'un terrain pour la construction d'un nouveau bureau de police à Pétange, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure p. 46
   M. Marc Goergen | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

   Question n° 434 du 28 avril 2023 de Mme Francine Closener relative à l'évaluation de la passerelle des sciences sociales vers la formation de l'éducateur, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 46
   Mme Francine Closener | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 435 du 2 mai 2023 de Mme Martine Hansen relative à l'installation d'une cabane à vocation didactique et pédagogique dans une forêt de la commune de Schuttrange, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable p. 47
   Mme Martine Hansen | Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
5. **7945 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union** p. 48
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue (dépôt de la motion 1)
   Discussion générale : M. Laurent Mosar (dépôt de la motion 2) | Mme Carole Hartmann | Mme Cécile Hemmen | M. Roy Reding | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Laurent Mosar (parole après ministre) | Mme la Ministre Sam Tanson
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7945 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Laurent Mosar | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (interventions de M. Laurent Mosar et M. Gilles Roth)
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
   Motion 2 : M. Charles Margue | M. Laurent Mosar | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
   Vote sur la motion 2 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Claude Meisch, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding, M. Henri Kox, M. Claude Haagen, M. Georges Engel, Mme Joëlle Welfring, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Communications

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 2 mai 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé auprès de l'Administration parlementaire :

8206 – Projet de loi concernant la mise sur le marché des organismes génétiquement modifiés en tant que produits ou éléments de produits

Dépôt : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 27/04/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2749 – Demande de pétition publique : Pour un service Adapto qui fonctionne vraiment

Dépôt : Mme Ana Pinto, le 25/04/2023

2750 – Demande de pétition publique : Besser behandelt gi wärend de Stagen (Infirmièresschoul)

Dépôt : Mme Mara Bellanima, le 25/04/2023

2751 – Demande de pétition publique : Droit au congé payé quand on est au chômage

Dépôt : M. Fabrizio Minacapilli, le 27/04/2023

2752 – Demande de pétition publique : Gegen die Abschaffung des Bargeldes

Dépôt : Mme Carmen Rivoldini, le 30/04/2023

2753 – Demande de pétition publique : Gilet fluorescent pour personnes qui roulent en trottinette électrique dans les rues des villes

Dépôt : M. Arsène Jean Joseph Kreins, le 01/05/2023

2754 – Demande de pétition publique : Die praktische Führerscheinprüfung soll auch weiterhin in Wiltz durchgeführt werden können. L'examen pratique du permis de conduire doit continuer à être organisé à Wiltz

Dépôt : M. Maurice Muller, le 01/05/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Mir si mam Ordre du jour averstanen. Ech wollt awer eng Bemierkung zum Theema „Ordre du jour" maachen, wann Der erlaabt. Mir haten déi lescht Woch op Initiativ vun eise Kolleege vun déi Lénk eng Diskussioun iwwert d'Gewalt a Frankräich. A mir sinn hei als Chamber, inklusiv op der Säit vun deenen dräi Regierungsparteien, zur Konklusioun komm, datt et net appropriéiert wär, dat ze condamnéieren. Dat war eigentlech d'Iddi, déi d'Kolleege vun déi Lénk hei proposéiert haten. A mir sinn hei an der Chamber mat grousser Majoritéit zu enger anerer Konklusioun komm.

Elo liese mer awer an der Zeitung gëschter, datt d'Regierung et gemaach huet zu Genève. An ech wollt dowéinst awer eng Kéier d'Fro vun der Koordinatioun opwerfen tëschent deem, wat mir hei an der Chamber decidéieren, freides oder donneschdes – ech mengen, et war de leschten Donneschdeg –, an deem, wat dann d'Regierung deen Dag drop praktesch zu Genève mécht.

Ech mengen, do misst een awer eng Kéier kucken, datt mer déi Decisiounen, déi mir hei huelen – an ech mengen, mir sinn ëmmerhin deen éischte Pouvoir am Land –, awer der Regierung an enger Form matdeelen, datt se dann net deen Dag drop de Contraire an hirer Diplomatie am Ausland mécht. Ech wollt dat just soulevéieren.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser, fir déi doten Informatioun. An da wäerte mir dono kucken.

(Hilarité)

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Als Alleréischt hu mer d'Fro Nummer 425 vum Här Marc Spautz un den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung a fir Sozial- a Solidarwirtschaft iwwert d'Etüd vun der Aarbechtszäitverkierzung. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 425 du 2 mai 2023 de M. Marc Spautz relative à l'étude « État des lieux des enjeux et des risques de la réduction du temps de travail », adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'lescht Woch ass hei zu Lëtzebuerg eng Etüd vum LISER iwwert d'Aarbechtszäite virgestallt ginn. Mir haten och eng Diskussioun an der zoustänneger Chamberskommissioun, net méi spéit wéi leschten Donneschdeg. Do ass och driwwer diskutéiert ginn iwwert d'Detailer an iwwert d'Statistiken, an dat statistescht Material, wat géif virleien, ob do allkéiers dat richtegt Material do wier. An do hate mer e reegen Austausch, deen awer do zur Konklusioun komm ass, dass dat alles deem géif entspriechen, wéi et virläit.

Dofir war et haut de Moien, nodeem de Minister jo schonn e bësse kritiséiert gi war iwwert d'Aart a Weis, wéi d'Etüd zustane komm war, och vun de Sozialpartner – wann een dat nach eng Kéier noliest, och iwwert déi Rieden, déi gëschter an der Abtei Neumünster oder zu Réimech gehale gi sinn –, dach awer e bëssen iwwerraschend, dass en héije Beamten aus engem anere Ministère oder vun enger anerer Verwaltung – fir net ze soe vum Statec – op eemol mat anere Chifferen opgetaucht ass wéi déi, déi an der Etüd stinn. An den Här Allegrezza vum Statec seet, dass hei zu Lëtzebuerg an der Moyenne 1.527 Stonnen d'Joer géife geschafft ginn an dass een eng Diskussioun misst féieren iwwer alles dat, wat do wier.

Ech zitéieren en elo net Wuert fir Wuert. En huet am Fong gesot, mir hätten e „literaresche" Beitrag kritt iwwer alles dat, wat et op deenen anere Plaze géif ginn. Mee do misst een elo mol eng Paus maachen an et misst een e Recul huelen an et misst ee mat anere Chifferen operéiere wéi deenen, déi do wieren. An de Statec wier och bereet, do eng Hand mat unzepaken, wann do Froe wieren, fir iwwert déi Fakten an alles dat, wat an der Aarbechtszäitdiskussioun do wier ..., dass hien dann och do géif zur Verfügung stoen oder seng Verwaltung do géif zur Verfügung stoen, fir iwwer Aarbechtszäitreduktioun ze schwätzen. Mee op alle Fall misst een elo mol eng Paus maachen, well do wier net alles esou, wéi dat an der Etüd géif stoen.

An dofir elo meng Fro un eisen Aarbechtsminister. Mir sinn elo e bësse paff, well esou eng änlech Diskussioun ass jo an der Kommissioun gefouert ginn, wou och Leit déi Fro opgeworf hunn. Do war eng Äntwert komm. A wann awer dann den Direkter vun dem statisteschen Institut vun der Lëtzebuerger Regierung op eemol och alles a Fro stellt, da muss et awer erlaabt sinn, dass een och als Deputéierten esou Froe stellt. An do wier et awer elo wichteg fir eis ze wëssen: Wat fir eng Zuele si richteg a wat soll een elo vun deene jeeweilegen Zuelen halen?

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. Den Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung, den Här Georges Engel, huet d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här Spautz, fir déi Fro. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn de Moien den Interview net héieren, mee ech hunn awer, nodeem ech drop opmierksam gemaach gouf, gelies, wat um Site vun RTL dann och stoung. An ech kann Iech just dat selwecht soen, wat ech Iech en Donneschdeg an der Kommissioun gesot hunn. An do hunn ech et u sech net gesot, mee do hunn d'Leit vum LISER gesot, firwat d'Zuele vun 2016 an net vun 2020 geholl goufen: Well d'Zuele vun 2016 déi sinn, déi an der Enquête, déi all véier Joer gemaach gëtt iwwert de Coût vun der Main-d'oeuvre, ermëttelt gi sinn. Dat ass eng Labor Cost Survey, déi all véier Joer gemaach gëtt, an dat sinn déi lescht fiabel Chifferen, déi se hunn.

2020 ass och eng Etüd gemaach ginn, mee déi stoung schonn ënnert dem Stär – vläicht net esou gudde Stär dann – vum Covid. An dofir huet de LISER decidéiert, sech net op déi Zuele vun 2020, mee op d'Zuele vun 2016 ze baséieren. An dat sinn elo déi lescht, an déi nächst, déi elo kommen, dat sinn déi vun 2024, wou dann eng nei Etüd dann och gemaach gëtt.

Et gëtt och nach aner Chifferen. Bei deene vum Eurofound gëtt et och eng Enquête, déi gemaach ginn ass, dat 2021, op déi sech awer de LISER net baséiert huet, fir d'Etüd ze maachen. Mee hei sinn dann d'Chiffere vum Eurofound, déi vun 2021 sinn: Do gëtt gesot, datt hei zu Lëtzebuerg an der Moyenne an der Woch 42,7 Stonne geschafft gëtt, an Däitschland 41,5, an der Belsch 40,6 an a Frankräich 40.

An elo kéint een d'Fro stellen, ob hei net mat där Ausso, déi den Här Allegrezza de Moien am Radio

gemaach huet ..., ob hei och ëmmer dat Richtegt matenee verglach gëtt. Well Dir wësst, dass och virun e puer Wochen eng Studie erauskomm ass vun der Schwäiz. An do ass souguer gesot ginn, datt d'Leit nach vill manner géife schaffen: 30 Stonne géife se nëmme schaffen. Et muss een natierlech wëssen, wat ee matenee vergläicht. Well ech hunn haut op eng Question parlementaire vun der Madamm Hartmann geäntwert, wat d'Zuel vun den Deelzäitmataarbechter, vun de Leit, déi Deelzäit schaffen, ugeet.

An effektiv, bei de Leit, déi Deelzäit schaffen, ass d'Proportioun an d'Luucht gaangen. Do sinn et der an deene leschten zéng Joer ëmmer méi ginn. A wann een dann natierlech kuckt, wat d'Gesamtaarbechtszäit ugeet an et hëlt een d'Deelzäitbeschäftegt mat de Vollzäitbeschäftegten, jo da kann een natierlech soen, datt d'Aarbechtszäit pro Persoun warscheinlech erofgaangen ass, well et einfach vill méi Deelzäitaarbechter gouf. Mee dat kann een awer net matenee vergläichen. Et muss ee jo e Vollzäitmataarbechter mat engem Vollzäitmataarbechter vergläichen, well soss ass engem seng Rechnung jo net richteg.

Vläicht ass d'Confusioun déi. Ech kann Iech dat awer net mat 100%eger Sécherheet soen. Ech wäert op alle Fall nofroen, wouhier déi Chiffere vu 1.500 ... – wat hat Der gesot? 1.536? ...

M. Marc Spautz (CSV) | 1.527.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | ... 1.527, voilà, et gëtt ëmmer besser! – dann hierkommen, an doropshi wäert ech dann den Här Allegrezza och froen, wou hien dann un déi Chiffere kënnt.

Ech wëll Iech just nach soen, dass mer eng Etüd vum Statec hu vun 2019 – dat ass och nach net esou laang hier –, do war d'Iwwerschrëft: „On travaille plus d'heures au Luxembourg que dans les pays voisins".

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 426 vum Här Gusty Graas un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Problematik vum Klärschlamm. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 426 du 2 mai 2023 de M. Gusty Graas relative à la problématique du traitement des boues d'épuration, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, d'Problematik vun der Entsuergung vum Klärschlamm ass méi wéi bekannt. Zënter datt Frankräich decidéiert huet, datt et keen Import méi vum Lëtzebuerger Klärschlamm akzeptéiert, huet d'Situatioun sech nach verschlechtert. An et gëtt estiméiert, datt bis d'Joer 2040 ronn 15.000 Tonne gedréchente Klärschlamm mussen entsuergt ginn. Dovunner mécht eleng de Klärschlamm vun der Stad Lëtzebuerg 28,81 % aus.

Dowéinst sinn och elo an deene leschte Méint verschidde Sitten zréckbehale ginn, wou een am Fong kéint, sief dat iwwert de Wee vun der Verbrennung, sief dat iwwer en anere Wee, versichen, de Klärschlamm ze entsuergen.

Mir hunn de Moment jo och eng reng néng Acteuren, déi dofir kompetent sinn, dovunner zwou Gemengen a siwe Syndikater, déi sech also musse Gedanke maachen: Wéi kënne mer de Klärschlamm an Zukunft entsuergen?

De Moment ass jo och d'Diskussioun, fir eng Konventioun auszeschaffen. Do ass och d'Iddi, en iwwergeuerdente Syndikat ze grënnen, fir ze kucken: Wéi kënne mer, wéi gesot, dee ganzen Traitement do an de Gréff kréien?

Duerfir misst natierlech och e Spezialgesetz vun der Chamber gestëmmt ginn. An duerfir wollt ech awer elo e puer Froen un d'Madamm Ministesch stellen, well dat awer eng gewëssen Urgence elo duerstellt.

Éischtens emol: Wéi ass d'Situatioun de Moment iwwerhaapt? Si mer an der Situatioun, dass sech gewëssen Enkpäss astellen, wat d'Entsuergung vum Klärschlamm ubelaangt?

Zweetens: Gëtt et scho méi konkreet Aussoen, wat eeben elo déi fënnef zréckbehale Sitten ubelaangt, wou da vläicht herno wäert definitiv d'Entsuerge vum Klärschlamm, sief dat iwwert de Wee vun der Verbrennung oder iwwer en anere Site oder op eng aner Manéier, decidéiert ginn?

An dann – ech mengen, dat ass u sech dat, wat eis de Moment déi meeschte Suerge mécht – hu mer a sechs Woche Gemengewalen. A wat heescht dat konkreet? Wann elo eng Konventioun ausgeschafft gëtt, muss een einfach do ganz éierlech sinn: Et ass keng Gemeng méi, déi à même ass, déi Konventioun elo nach an de Gemengerot ze bréngen.

An dann däerf een och net vergiessen: No de Gemengewalen, déi den 11. Juni sinn, kréie mer och eng nei Zesummesetzung an deenen eenzelne Syndikater. Mir wëssen och, wat dat bedeit. Dat wäert sech dann iwwer Méint hinzéien. An och wat d'Chamber ubelaangt: Spéitstens Mëtt Juli wäert dës Chamber weider keng Gesetzer méi stëmmen. An dowéinster ergëtt sech natierlech do eng Rei Froen nach zousätzlech.

Duerfir: Wéi gesäit d'Madamm Ministesch elo déi aktuell Situatioun, well et eis eeben un engem reglementaresche legislative Pak feelt, fir déi ganz Problematik herno ze geréieren? Bestinn net duerch déi Contrainten, déi amgaang sinn, elo ze entstoen, dach awer gewësse Problemer? Wéi kënne mer déi ganz Situatioun an de Gréff kréien, well, wéi gesot, den Export praktesch net méi méiglech ass? An aus deem ganze Pak vu Problemer eraus wier ech nawell frou, Madamm Ministesch, wann Der eis géift haut e puer Informatioune ginn, wat den Traitement vum Klärschlamm an Zukunft ubelaangt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. D'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Joëlle Welfring, huet d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Gudde Mëtteg, Här President, léif allegueren. Merci, Här Graas, fir déi Fro. Dir hutt scho villes gesot. Laut dem Waassergesetz sinn d'Gemenge verantwortlech fir d'Drénkwaasserversuergung an och fir d'Kollekt an d'Traitement vum Ofwaasser, an dozou gehéiert natierlech dann och d'Gestioun vum Klärschlamm.

Et gëtt am Schnëtt pro Kläranlag en Duerchschnëtt vu 50 Gramm Klärschlamm pro Dag a pro Awunner produzéiert. A wann ee weess, dass eis Awunnerzuel an d'Luucht geet, da weess een, dass de Klärschlamm an der Quantitéit natierlech och an d'Luucht geet an dass bis 2040 14.000 bis 15.000 Tonne renge Schlamm pro Joer wäerten ufalen, Dréchesubstanz natierlech.

Wéi Der richteg gesot hutt, ass an der Vergaangenheet d'Hallschent vum Klärschlamm a Frankräich exportéiert ginn, déi dann iergendwann decidéiert hunn, dass se kee méi wéilten unhuelen, wat natierlech dann d'Situatioun och weider verschäerft huet, soudass mer hu missen no anere Méiglechkeete kucken.

Am Moment geet e Groussdeel dovunner nach an Däitschland. En Deel, duerch déi Noutsituatioun, ass och hei zu Lëtzebuerg stockéiert ginn, mee dat ass keng gutt Situatioun a keng final Situatioun.

An dofir gouf et awer och scho virun e puer Joer Gespréicher mat Leit aus der Privatwirtschaft, fir ze kucken, ob een do keng gemeinsam Léisung kéint fannen, fir et och dann energeetesch ze notzen. Déi Zesummenaarbecht, déi huet missen opgehale ginn, well dee Projet deemools vun de Gemenge mat aneren Acteuren zesumme verworf ginn ass. Dat heescht, mir hunn no anere Léisunge gesicht. Zesumme mat de Gemengen huet den Ëmweltministère éischt Studien integral selwer finanzéiert, fir eng Bestandsopnam ze maachen a generell Konzepter auszeschaffen. Do gouf decidéiert, d'Machbarkeet op fënnef verschiddene Standuerter ze analyséieren, an et gouf och decidéiert, dass sech géif zesummegeschloss ginn, wéi Der och scho richteg gesot hutt, an dass an enger éischter Etapp sollt eng gemeinsam Konventioun ausgeschafft ginn a mëttelfristeg dann – oder, jo, relativ geschwënn, jee nodeem, wéi dat da méiglech ass – e gemeinsaamt Syndikat zwëschent deene Syndikater, déi Der opgezielt hutt, plus eeben zwou Gemengen, gegrënnt ginn. Voilà.

Déi ganz Bestriewunge sinn och an engem Comité de suivi begleet ginn, wou souwuel d'Direktioune vun all Syndikat vertruede waren, an domat dann och d'Gemengen, wéi och Leit aus eisem Ministère. Dat heescht, dat ass eng gemeinsam Aarbecht, déi och ganz gutt an intensiv verleeft.

An ech wëll op dëser Plaz och nach e Merci lassginn un all déi Leit, déi hei mat zesummegeschafft hunn. Wéi gesot, dat waren d'Direktioune vun de Syndikater, awer och juristesch Servicer vun der Stad Lëtzebuerg, an awer och mam Inneministère gouf intensiv zesummegeschafft, fir elo Léisungen ze fannen.

Déi Konventioun ass schonn zum Deel ausgeschafft ginn a se war relativ wäit virgeschratt. Du koumen awer nach eng Rei Detailfroen, souwuel vum Inneministère wéi awer och vun eenzelne Gemengen. An och d'Gemenge selwer hu fonnt, et wär elo net de Moment, wéi Der richteg gesot hutt, fir dat elo nach virun de Gemengewalen ze maachen, well dat awer Engagementer sinn, déi wichteg sinn. Et geet do ëm lauter Machbarkeetsstudien, ëm 88 bis 99 Milliounen Euro, déi an Zukunft déi dote Léisung wäert kaschten.

Dat heescht, do ass et gutt, dass een dat mécht mat deene Leit, déi dann am Hierscht wäerten en place sinn an deenen eenzelne Syndikater. Dat heescht, och wann d'Bestriewung war, dat doten nach wa méiglech virun de Gemengewalen duerchzekréien, wäert dat awer elo net kënne gemaach ginn, well mer et besser fannen, dass mer eis elo nach déi néideg Zäit huelen, fir déi Detailer ze klären.

Och wann et Detailer sinn, geet et awer trotzdeem dann doriwwer, wéi d'Finanzéierungsplanung soll am Detail ausgeschafft ginn. Do gëtt och elo nach dru geschafft. Et ass net, dass mer dat elo op d'Säit leeë bis am Hierscht, mee et ass awer eréischt am Hierscht, wou do Engagementer kënne geholl gi vun deene Leit, déi dann nei nominéiert oder frësch nominéiert ginn an déi eenzel Syndikater, déi dann och mussen hir Responsabilitéit kënnen huelen. Et wär, mengen ech, net gutt, dat elo ze maachen an dat elo séier nach duerchzehetzen.

Voilà, dat wär dat, wat ech dozou wollt soen. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring.

Dann huet d'ADR-Sensibilitéit gefrot, fir déi 3. Fro duerch hir 13. Fro ze echangéieren.

Une voix | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | Domadder kéime mer dann zur Fro Nummer 437 vum Här Jeff Engelen un den Här Sportsminister iwwert d'Lizenzen an de Sportveräiner. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 437 du 2 mai 2023 de M. Jeff Engelen relative aux licences sportives, adressée à M. le Ministre des Sports

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fro gouf gedréint op Wonsch vum Sportsminister, well hien nach herno eng aner Verflichtung huet. Duerfir sinn ech da frou, datt en awer d'Fro nach unhält.

Duerch d'Coronakris hunn d'Sportsveräiner duerch d'Verléiere vu ville Lizenze massiv gelidden. Sport ass awer, wéi mer all wëssen, e Schlësselelement fir d'Gesondheet an d'Wuelbefanne vun de Mënschen, souwuel fir Fräizäit- an och Amateursportler wéi och fir déi professionell Athleeten.

Fir de Sport hei am Land erëm ze beliewen, sinn d'Veräiner op d'Basis ugewisen. Si brauche Mëttelen, fir Leit unzezéien an hinnen de Wonsch ze ginn, sech an de Veräiner anzeschreiwen.

Do ass dann d'Iddi opkomm, fir eng „Licence unique" anzeféieren. Dem COSL no géif dat awer kee Sënn maachen. An duerfir meng Fro un d'Regierung: Wéi ass d'Regierung zu där Iwwerleeung agestallt, eng Licence unique fir Leit, déi sech an de Veräiner wëllen aschreiwen, anzeféieren, fir domadder och de Sport erëm méi attraktiv ze maachen, dat no dräi Joer Coronakris?

An dann hätt ech nach e puer aner Froen. Well nëmme verschidden – dat wier dann déi zweet – Doktere mat där spezieller Qualifikatioun däerfen de Médico-sportif maachen, bréngt dat deels laang Waardezäite mat sech. An duerfir wär och hei meng Fro un d'Regierung, wann en Accord géif fonnt ginn, wéi och ëmmer deen ausgesäit, de Veräiner d'Mëttelen ze ginn, fir dee medezinnesche Rendez-vous selwer ze maachen oder méi schnell ze maachen.

An dann eng aner Fro ass: Bei de Pupilles a bei de Bambini – dat wëllt soen: de Sport ënner zéng Joer – geet den Avis vun engem Hausdokter duer, fir datt ee Sport kann dreiwen. Wier et net vläicht och eng Iwwerleeung, deen Alter e bëssen eropzesetze vun 10 op – soe mer – 13 oder 14 Joer? Well ech mengen, ech gesinn et jo bei eis am Fussball: Déi meescht komme bis 13, 14 Joer, an dann huet een e bëssen eng Tendenz, datt een ëmmer manner Lizenzen huet. An deem Sënn wier dat vläicht eng Vereinfachung vun der Saach.

An ech géif Iech elo schonn, Här Minister, Merci soe fir Är Äntwert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Den Här Sportsminister Georges Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Merci, Här President. Merci och dem Jeff Engelen fir déi Froen. Et sinn der dräi. Zu der éischter, dat ass déi vun der Licence unique: Do ass et esou, dass mer an enger vun deenen éischte Reuniounen, déi ech mam COSL hat, déi Iddi do lancéiert hunn. An den COSL huet och du mat de Verbänn an och mam Sportlycée un deem dote Sujet geschafft. An et gouf dunn en Aarbechtsgrupp gegrënnt, wou dann och intensiv probéiert gouf, eng Léisung do ze fannen.

D'Problematik huet sech allerdéngs méi komplex duergestallt, wéi een dat am Ufank vläicht op den éischte Bléck konnt mengen. An duerfir hu mer och d'Konklusioun gezunn, de System u sech ze loossen, wéi en elo ass. Well den Aarbechtsgrupp huet festgehal, datt mir am Moment, esou wéi et elo ass, schonn u sech eng Licence unique hu fir d'Ekippesportaarten. Do ass dat elo schonn esou machbar. Et ass dat, wat am Aarbechtsgrupp erauskoum. Also virun allem d'Ekippesportaarten, do géif esou eng ...

Pardon, ech hu mech geiert! Bei den Ekippesportaarte géif et Problemer maachen, Licences uniques ze maachen – pardon, ech hu mech do geiert –, duerfir wär et also schwiereg, dat ëmzesetzen. An duerfir ass dunn am Einvernehme mam COSL, mat de Verbänn a mam Sportlycée gesot ginn, dass mer de System mat der Licence, esou wéi en elo ass, géife bäibehalen an net un eng Licence unique goen.

Wat de Medico ugeet, do ass et esou, dass mer effektiv elo ... vill Retarden hu sech ëmmer accumuléiert. Dat war natierlech och deem geschëlt, dass wärend dem Covid kee Medico konnt an där normaler Form stattfannen an duerfir eng Rei vu Lizenzen hu missen no op dat Joer gemaach ginn, wou se de Medico erëm konnte maachen.

Do hänkt et och nach un engem Logiciel, dee soll ausgeschafft ginn. Mee wat virun allem awer elo, mengen ech, de Veräiner entgéintkënnt, dat ass, datt se ab dem September bei dem Guichet unique, via MyGuichet sech kënnen aloggen an do kënne kucken, wéi eng Disponibilitéiten do sinn an dann och d'Rendez-vousen esou kënne froen. Dat erliichtert de Veräiner et awer weesentlech, fir ze kucken: „Do sinn nach Plaze fräi." Natierlech kann et sinn, datt se dann net an deen nächste Medico, deen am noosten ass, mee vläicht e bësse méi wäit musse fueren, mee do kann et awer sinn, datt se dann eng fräi Plaz kréien, fir da kënnen an de Medico ze goen. Dat ass esou wéi den – Dir kennt dat all – Doctena-Service. Voilà. An dat ass do och änlech opgebaut. Dat ass u sech eng administrativ Vereinfachung.

Da muss een och soen: De Medico, dee fonctionéiert no de Reegele vun engem groussherzogleche Reglement. An do mussen dann alleguerten d'Sportler duerch deen Check, déi eng Kompetitiounslizenz wëllen hunn, wat och richteg ass. Well et ass geféierlech, ënner gewëssene Konditioune Sport ze maachen. Dann ass et besser, et kritt een dat virdru gesot. Mir kennen alleguer déi Fäll vu sécherlech ganz grousse Sportler, déi awer um Terrain ëmgefall sinn an op eemol dout waren. Dat ass eppes, wat mer jo absolutt mussen evitéieren. An Häerzfeeler kënnen awer da fréi do erkannt ginn.

Konkreet ass et esou, datt Kanner, déi 2016 gebuer goufen – egal ob den 1. Januar oder den 31. Dezember, also an där Zäit –, mussen an de Medico goen, wa se wëllen u Kompetitiounen deelhuelen. Allerdéngs si mer amgaangen, eis Gedanken ze maachen, wéi mer och do déi verschidde Plazen, déi et scho gëtt am Moment, wou Kanner ënnersicht ginn, wéi zum Beispill an der Schoulmedezinn – do ginn d'Kanner alleguerten och, net all Joer, mee a gewëssene Joren ënnersicht –, ob een do net kéint eng Combine maachen tëschent der Schoulmedezinn, natierlech mat der richteger Ausbildung fir den Dokter, an dem Medico, dass een do kéint soen: „Ma dat, wat do scho geschitt ass, muss dann net onbedéngt nach am Medico kënne gemaach ginn", dass een do en Degorgement eeben da géif kréien, wat de Kanner da sécherlech och entgéint géif kommen. Voilà.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engel.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 428 vun der Madamm Cécile Hemmen och un den Här Sportsminister iwwert d'Participatioun vu russesche Sportler bei den Olympesche Spiller. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 428 du 28 avril 2023 de Mme Cécile Hemmen relative à la participation des sportifs russes aux Jeux olympiques de 2024, adressée à M. le Ministre des Sports

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, d'Olympesch Spiller 2024 zu Paräis wäerten ënner engem ganz spezielle Liicht stattfannen, well et jo momentan Diskussioune gëtt, ob d'Sportler aus Russland a Wäissrussland un de Kompetitiounen deelhuelen an ënner wéi enger Form dëst eventuell kéint sinn.

Et ass eng ganz kritesch Situatioun, wann ee bedenkt, dass d'Aggressioun an der Ukrain a géint d'ukrainesch Bevëlkerung nach laang net um Enn ass, an et ass scho ganz schwiereg, sech virzestellen, dass et op héchstem sportlechen Niveau da soll zu fairen a weltoppene Kompetitioune kommen tëschent dëse Länner.

Den Olympesche Kommitee huet den 19. Januar a sengem Avis eng intermediaire Léisung gefuerdert, no där russesch, awer och wäissrussesch Sportler kéinten ënner neutralem Fändel, wéi och scho bei den Olympesche Spiller 2021 zu Peking, deelhuelen.

De COSL suivéiert den Avis vum Olympesche Kommitee ënnert der Konditioun, dass bei dëse Sportler misst ganz streng kontrolléiert ginn, datt kee vun hinne weeder aktiv nach passiv um Krich deelhëlt.

Elo koum d'Matdeelung, dass déi ukrainesch Judokae sech vun der Weltmeeschterschaft am Judo, déi vum 7. bis de 14. Mee stattfënnt, zréckgezunn hunn, well eebe russesch a wäissrussesch Sportler derbäi sinn. Et stellt sech also d'Fro, wéi d'ukrainesch Sportler op d'Participatioun vun deenen zwou Natioune bei den Olympesche Spiller wäerte reagéieren.

Här Minister, Dir sidd schonn an der Press iwwert d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu dësem Sujet gefrot ginn. Merci, fir eis haut an hei déi lëtzebuergesch Positioun kloer matzedeelen a puncto Participatioun vun de russeschen a wäissrussesche Sportler un den Olympesche Spiller 2024 zu Paräis.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An dann huet d'Wuert nach eng Kéier den Här Sportsminister Georges Engel.

M. Georges Engel, Ministre des Sports | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären. Merci och der Madamm Cécile Hemmen fir déi Fro. An an der leschter Zäit gouf et och schonn eng Rei Question-parlementairen, déi gestallt goufen. D'Madamm Empain laacht hei, well si war nämlech eng vun deenen, mat der Madamm Lorsché; d'Madamm Arendt an och den Här Engelen an den Här Kartheiser haten eng Fro iwwert dee Sujet do, vläicht net 100%eg an där selwechter Form, mee awer an enger änlecher Form. An d'Äntwert vum Sportsministère ass nach ëmmer eng änlech. Ech sinn awer frou, dass ech op déi speziell Situatioun hei nach eng Kéier och an der Chamber agoe kann.

Well Lëtzebuerg huet sech do der gemeinsamer Erklärung vun dem Grupp vun den Natiounen, déi sech als e Kollektiv vu gläichgesënnten Natioune bezeechnen, ugeschloss. An dat war den 10. Februar 2023. Zesummen eebe mat 35 anere Länner hu mer do dem IOC eng Erklärung zoukomme gelooss.

Jo, Sport a Politick, déi sinn a Russland an a Wäissrussland relativ enk matenee verknäppt. An et ass ee

besuergt driwwer, awéifern russesch a belorussesch olympesch Athleeten als neutral bei internationale Kompetitioune kënne bezeechent ginn an dann och kënnen do un deene Kompetitiounen deelhuele gelooss ginn.

Dat ass jo eng Bedingung vum IOC, dass d'Sportler sech net mat hirem Land identifizéieren däerfen, an dat ass natierlech schwéier ëmsetzbar, well si si finanziell zum Deel vum Staat ënnerstëtzt. Ganz dacks hu se och eng Verbindung mat dem russesche Militär, an dat mécht dann awer Suergen.

Deene 35 Länner ass et awer och wichteg gewiescht ze ënnersträichen, datt et zu kengem Moment ëm eng Diskriminatioun aleng opgrond vun der Nationalitéit gaangen ass, well dat ass net de Krittär, deen eis sollt dreiwen. Mee esoulaang déi grondleeënd Fro vun der Neutralitéit vun deem Modell, deen den IOC wëll ëmsetze mat deem Neutralitéitsmodell, nach net kloer beäntwert ass, besteet och kee richtegt Versteesdemech, fir déi russesch an déi belorussesch Athleeten do zouzeloossen.

An déi 35 Länner fuerderen duerfir den IOC jo nach eng Kéier op, säi Virschlag dann ze iwwerdenken. D'Bedenken, déi vun de Länner opgeworf goufen, dat sinn der dann zum Deel, déi och vum IOC intern sécherlech diskutéiert goufen. Mee et bleiwen déi grouss Theemen, déi ech virdru genannt hunn, mat der militärescher Verbindung an de Staatsfinanzéierunge vun den Athleeten, déi nach vill Froen oploossen.

Duerfir bleift de Kollektiv vun deene gläichgesënnten Natiounen dann och bei senger Ausso a wäert och nach eng Kéier dem IOC an den nächsten Deeg en neie Bréif do zoukomme loossen.

Mee natierlech ass et esou, datt de Sport am Prinzipp fair a chancëgerecht Kompetitioune soll gewäerleeschten, wou den Zougang zu de Sportsveranstaltungen natierlech fir all Sportler soll op sinn, déi sech dann och un d'Reegele vum Sport halen an déi sech och no de Reegele vum Sport qualifizéiert hunn.

Esou loosse sech dann och déi interkulturell Méiglechkeete vum Sport ëmsetzen. Der Politick hir Roll, déi beschränkt sech hei wéinst der Autonomie vum Sport just op déi politesch Diplomatie. Dat ass hei och geschitt, an d'Entscheedungsgewalt, déi läit beim IOC. Mee et muss ee sech awer wierklech virstellen, wéi et konkreet herno machbar ass, datt en ukrainesche Sportler géint e russesche Sportler am Judo oder iergendzwousch géif kämpfen – deen een, dee seng Sportsinstallatiounen zerbommt kritt huet, deem seng Famill vläicht ënnert dem Krich duerch en Doudesfall gelidden huet. Da gëtt et wierklech immens schwéier, fir dat impartial ze maachen. Dofir nach eng Kéier eis Recommandatioun un den IOC an deem Sënn.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Sportsminister Georges Engel.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 429 vum Här Marc Spautz un de Minister fir Aarbecht a Beschäftegung iwwert d'Rekrutementsschwieregkeete vu Camionschauffeuren. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 429 du 2 mai 2023 de M. Marc Spautz relative aux difficultés de recrutement persistant dans le transport routier, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo maache mer gläich eng Dopingskontroll beim Här Engel, well et ass andauernd elo hei un him.

Meng Fro geet drëm ..., an d'lescht Woch hutt Der dat och gelies an der Zeitung bei der clc. A Leit, déi mat Gemengesyndikater ze dinn hunn, déi mam Transportsecteur ze dinn hunn, déi wëssen, dass se Schwieregkeeten hunn, fir Buschaufferen ze fanne fir an engem gréissere regionale Syndikat am Süde vum Land, ...

M. Yves Cruchten (LSAP) | Den TICE.

M. Marc Spautz (CSV) | Fir den TICE. Ech wollt elo keen Numm nennen, Här Cruchten.

... dass déi Schwieregkeeten hunn, fir Chaufferen ze fannen. Mir wëssen, dass verschidde vun deene Leit, déi beim RGTR derbäi sinn, och Schwieregkeeten hunn, fir Chaufferen ze fannen. An d'lescht Woch huet d'clc och gesot, dass och si Schwieregkeete feststellen am Transportsecteur, fir Chaufferen ze fannen.

Wann ech elo mat de Beispiller komm si vun de Chaufferen am Bus, esou stellt sech déi selwecht Fro am Logistiksecteur beim Camionsberäich, wou och eng grouss Schwieregkeet ass, fir Leit ze fannen, déi déi néideg Fürerschäiner hu respektiv och den C95. Dat ass fir déi, déi kommerziell ënnerwee sinn, déi do nach extra Formatioune musse maachen.

An dofir geet meng Fro un den Aarbechtsminister an och de Minister vun der sozialer Solidaritéit, ob et net d'Méiglechkeet misst ginn, dass mer do méi bekannt maachen, wat fir eng Avantagen et kann hunn, am Logistiksecteur ze schaffen – et gëtt Betriber, déi ouni Kollektivvertrag an där Branche sinn, et sinn awer och Betriber do, déi do gutt Kollektivverträg hunn –, dass een och do weist, wat alles am Logistiksecteur machbar ass, fir dass mer och do dem Problem vum Manktum vun der Main-d'oeuvre kënnen entgéintwierken.

Mir hunn eis ... Virun zéng Joer huet Lëtzebuerg sech op de Fändel geschriwwen ... Op engem fréiere Militärlager ass e grousse Logistikzenter opgeriicht ginn, net zu Suessem, mee zu Diddeleng beim Militärlager. An do ass haut e ganz grousse Logistikzenter. An och déi Leit brauche Camionschauffeuren, och déi Leit brauche Leit, déi am Transportberäich doheem sinn. An dofir meng Fro, wat d'Regierung gedenkt, do ze maachen, fir konkreet kënnen deem Secteur ze hëllefen, souwuel am Wuerentransport wéi awer och am Transport vun de Persounen, wat jo och dem Transportminister misst hëllefen, wann e wëll nach méi en attraktiven ëffentlechen Transport maachen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. An d'Wuert huet erëm eng Kéier den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Merci, léiwen Här Spautz a léif Deputéiert. Ech kann Iech versécheren, ech sinn net gedoppt. Däers sinn ech mer 100%eg sécher.

Et ass eng ganz interessant Fro a si ass och d'actualité. Wann ech d'Zuele kucken, déi ech elo kritt hu vun der ADEM – déi si vum 31. Mäerz vun dësem Joer –: Do waren 196 oppe Plaze bei der ADEM gemellt fir Personnel de conduite du transport routier; dat ass de Code ROME N41. Et gouf also 196 oppe Plazen an et gouf 735 Demandeurs d'emploi résidents disponibles fir dëse Beruff. U sech zwar 196 Plazen, mee awer och 700 Leit, déi de Beruff kéinten ausféieren.

Dat weist net direkt op eng Penurie hin, mee de Problem kënnt warscheinlech vun enger anerer Plaz. Et ass also net esou, dass mer eng grouss Penurie hunn no deenen heiten Zuelen. Mee vläicht kënnt et awer och doduerjer, datt net alleguer d'Betriber hir oppe Plaze bei der ADEM mellen an doduerjer eng ganz Rei vu Plaze gesicht ginn, mee se net bei der ADEM repertoriéiert goufen.

Mir schaffen op alle Fall ganz gutt mat der ADEM zesummen. Mat de Patronen, déi Leit sichen, maache mer souguer extra Formatiounen, Formatiounsdeeg, nëmme fir op d'Demande eebe vun deene Patronen nach eng Kéier anzegoen.

Net méi spéit wéi e Samschdeg war ech zu Colmar-Bierg. Do ass mat dem Groupement des entrepreneurs de transports, dem Centre de formation pour conducteurs a mat der ADEM zesummen en Dag organiséiert ginn, fir eebe Chauffeure richteg auszebilden, fir hinnen et och eng Kéier ze weisen. An do waren – elo muss ech kucken – dann och 123 Kandidaten dohinner geruff ginn, fir datt se sech do iwwer e ganz séiere Wee konnten aschreiwen, fir bei deene Formatiounen do kënne matzemaachen an dann och do eng Plaz ze fannen.

Natierlech probéiere mer, de Beruff vum Chauffeur esou gutt wéi méiglech och ze promoten, fir en attraktiv ze maachen. Iwwer Posteren, Flyeren, Social-Media-Campagnen huet d'ADEM do och scho ganz vill gemaach.

Vläicht nach e puer Zuele vun deem leschte Joer a vun dësem Joer, also ... Pardon: vun der Saison 2021/2022 a vun 2022. 2021/2022, do ware 40 Demandeuren, déi eng Formatioun als Buschauffeur gemaach hunn, 32 kruten de Führerschäin a 26 kruten och e Kontrakt. Am Joer 2022 sinn et 14 Demanden an 10 dovunner kruten och e Kontrakt. An dëst Joer hunn elo 12 Demandeurs d'emploi eng Formatioun, fir Camionschauffeur ze ginn, ugefaangen.

Wou e Problem ka bestoen, dat ass, datt déi eng Ausbildung musse maachen op dem Site vu Suessem, dem Centre de formation do, fir a Sécherheet och kënnen ze fueren. Ech fannen, datt déi Formatioun extreem wichteg ass, dass mer och e flotte Site do hunn. An do sinn ech e Samschdeg informéiert ginn, datt se do u sech nëmmen 20 Leit an déi Formatioun geholl hunn, mee elo ab den nächsten Deeg 30 Leit wäerten an déi Formatioun huelen, fir och do nach eng Kéier 50 % méi d'Chance ze ginn, datt do méi Leit méi séier kënnen déi Formatioun maachen. An och do sinn elo nach eng Kéier Leit agestallt ginn, fir dann déi Formatioun kënnen ze halen. Mir schaffen all Dag drun, fir dat esou attraktiv wéi méiglech ze maachen, an do ginn och scho grouss Efforte gemaach.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engel.

Da kéime mer elo zur Fro Nummer 430 vum Här Marc Hansen un d'Madamm Inneministesch iwwert d'Erweiderung vun de Kompetenze vun den Agents municipaux. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 430 du 28 avril 2023 de M. Marc Hansen relative à la mise en œuvre de la loi du 27 juillet 2022 relative aux sanctions administratives communales et à l'élargissement des compétences des agents municipaux, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

M. Marc Hansen (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Juni 2022 hu mer heibannen dat sougenannt „Pechertegesetz" gestëmmt, dat säit dem 1. Januar 2023 applikabel ass. Virun engem Mount ass schonn eng Fro zu der Unzuel vun de Gemengen, déi schonn en neit Policereglement ugeholl hunn, gestallt ginn. Dee Moment haten zwou

Gemengen déi nei Dispositioun an hir Policereglementer iwwerholl. Dozou wollt ech froen, ob am leschte Mount nach déi eng oder aner Gemeng derbäikomm ass. A wéi eng Gemenge sinn dat dann insgesamt?

Fir de Gemengen et ze vereinfachen, huet den Inneministère e Règlement de police type ausgeschafft. Dee steet och zanter haut um Site iwwert d'Agents municipaux vum Inneministère. Sinn an deenen neie Règlements de police all d'Sanktiounen aus dem Règlement type iwwerholl ginn oder ass eng Selektioun vun de Sanktioune festgehale ginn?

Fir méi kleng Gemenge besteet d'Méiglechkeet, datt e puer Gemenge sech zesummesetzen, fir en Agent municipal anzestellen an och e gemeinsaamt Policereglement auszeschaffen. Do wollt ech wëssen, ob scho Gemengen dovunner profitéiert hunn. Respektiv si scho Gemengen an deem Kader op Iech, Madamm Ministesch, duerkomm, fir dat an de kommende Méint kënnen ëmzesetzen?

Fir déi erweidert Kompetenze kënnen ze assuréieren, mussen d'Agents municipaux zousätzlech Formatioune maachen. Dozou wollt ech vun der Madamm Ministesch wëssen, ob déi verschidde Formatioune schonn all ugebuede ginn an zanter wéini. Wéi vill Agents vun der neier Generatioun gëtt et mëttlerweil? A wéi enge Gemengen ass dat?

A well d'Sekretariat vum Fonctionnaire sanctionnateur jo am Inneministère ass an do d'Informatiounen zesummelafen, wollt ech d'Madamm Ministesch froen, wéi vill Sanktiounen zanter dem 1. Januar vun den Agents municipaux am Kader vun hiren neien Attributiounen ausgestallt gi sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hansen. D'Madamm Inneministesch Taina Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ok. Här President, dat dote war elo eng ganz Rëtsch Froen. Ech hoffen, datt d'Zäit elo duergeet.

Direkt, wéi vill Gemengen elo d'Sanction-administrativen an hiert Reglement opgeholl hunn. Do war effektiv, Dir hat et jo schonn erwäänt, Här Hansen, déi Question parlementaire, déi ech virun zwou, dräi Woche beäntwert hunn. An do sinn effektiv elo nach Gemenge bäikomm. Insgesamt sinn et véier Gemengen, déi eeben an hirem Reglement elo schonn d'Sanction-administrativë virgesinn hunn. Ech ka se och séier opzielen: Et si Suessem, d'Stad Lëtzebuerg, Esch a Péiteng.

An insgesamt néng Gemengen hunn en neit Reglement respektiv deelweis en neit Policereglement geholl. Dat sinn, wéi gesot, déi véier Gemengen, déi ech grad ernimmt hunn, plus dann nach fënnef, déi bäikomm sinn: Dat si Fluessweiler, Kielen, Recken, Schengen a Stadbriedemes. A sécherlech wäerten nach méi Gemengen derbäikommen, mee dat sinn emol schonn déi, déi elo direkt lassgeluecht hunn.

Règlement type, bon, do ass ze soen, dass dat jo u sech eng Recommandatioun ass, déi mer als Ministère erausginn un d'Gemengen. Dat heescht, dat muss een net tel quel iwwerhuelen, an dat maachen d'Gemengen an der Reegel och elo net, ausser bei de Sanction-administrativen. Effektiv, déi Gemengen, déi eeben elo hei déi Dispositiounen an hiert Reglement iwwerholl hunn, déi hunn déi tel quel – ech mengen, dat sinn déi 17 Faiten – esou iwwerholl.

Wat d'Astellung vun engem gemeinsamen Agent municipal duerch e puer Gemenge betrëfft, do ass bis elo nach keng Gemeng oder e puer Gemengen un eis erugetrueden, dass se dat géife maachen. Mee wichteg ass, dass d'Gesetz et virgesäit an dass et jo och net méi mussen direkt Gemenge sinn, déi uneneegrenzen, mee dass se do relativ ...

(Interruption)

... vill Fräiheet hunn, fir dat kënnen ze maachen.

Pardon?

Mme Octavie Modert (CSV) | Bei deenen, déi Dir elo genannt hutt, sinn der derbäi, déi wëlle gemeinsam een astellen.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Dat ass gutt, mee ...

M. Fernand Etgen, Président | Et gëtt keng Zwëschefro bei der Froestonn, Madamm Modert.

Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Ech si bis elo net domadder konfrontéiert, mee et freet mech, dass se dovunner profitéieren. Duerfir hu mer jo och, wéi gesot, d'Gesetz op deem dote Punkt eeben opgelackert, fir dass d'Gemengen hei méi Fräiheeten hunn.

Dann den Aspekt vun de Formatiounen: Ganz wichteg, d'Gesetz gesäit jo och spezifesch Formatiounen hei vir, fir dass eeben och d'Agenten dat néidegt Wësse mat op de Wee kréien, wa mer eeben hinnen elo déi Kompetenzerweiderung do zougestinn.

Ben, do ass de Programm vun der Formation spéciale jo reforméiert ginn. Dat sinn déi Formatiounen, déi all d'Beamten am Kader vun hirem Service provisoire musse suivéieren. An ech hat lo nach eng Kéier nogefrot: Do sinn insgesamt 42 Kandidatinnen a Kandidaten am Moment amgaangen, dës Formatioun ze suivéieren, a si wäerten elo am Juni/Juli och hiren Exame maachen. A wa se deen da gepackt hunn, wouvu mer jo ausginn an hoffen, dass se dee wäerte packen, da kënne si och uschléissend hir Nomination provisoire op hirer Gemeng kréien.

Da gesäit d'Gesetz awer och vir, dass déi Agent-municipallen, déi hire Promotiounsexame schonn hunn, eng Zousazformatioun kënne maachen, fir eeben Agent de police judiciaire ze ginn an och penal Infraktioune kënnen ze constatéieren. An hei sinn et insgesamt 71 Agente mat Promotiounsexamen, déi elo an deene leschte Wochen un deenen Zousazformatiounen deelgeholl hunn.

An dann ass nach en drëtten Aspekt: D'Gesetz gesäit jo och vir, dass d'Gemenge kënnen esou e Service de proximité aféieren, wa se dat wëllen. An do ass et natierlech och wichteg, déi zousätzlech Formatioune kënnen ze maachen. An do sinn dann déi 42 Kandidaten, déi ech scho virdrun erwäänt hunn, vum Service provisoire, déi och déi dote Course suivéieren. An do sinn zum Beispill schonn 12 Agentinnen an Agenten, déi Éischt-Hëllefs-Coursë maachen. Dat hate mer jo och virgesinn, well et wichteg ass, eeben och déi doten Dispositioune mat eranzehuelen.

Dann hat Der nach d'Fro gestallt, wéi vill Sanktiounen dann elo ab dem 1. Januar am Kader vun der Reform erakomm sinn. Ben, vu datt nach keng Gemeng elo dat neit Reglement mat de Sanction-administrativen u sech applizéiert, ass an deem Sënn jo nach kee Constat erakomm. Mee soubal eeben déi Reglementer vun de Gemengen a Kraaft sinn, kënne souwuel d'Agent-municipalle wéi eeben d'Police an och d'Gardes-champêtres jo dee Moment Constaten am Beräich vun de Sanctions administratives maachen a brauchen duerfir net op d'Reglement iwwert d'Karriär vun den Agent-municipallen ze waarden. Dat geet, wéi gesot, dee Moment, wou dann déi nei Reglementer a Kraaft sinn.

Voilà, ech hoffen, dass ech elo näischt vergiess hunn. Wann net, wann Der nach Detailfroen hutt, da kënnt Der jo nach eng Kéier schrëftlech noschéissen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Innenministesch.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 431 vun der Madamm Myriam Cecchetti un den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Kollektivvertragsverhandlunge bei der Cargolux. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 431 du 2 mai 2023 de Mme Myriam Cecchetti relative aux négociations sur la nouvelle convention collective de Cargolux, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech brauch net laang op d'Problematik anzegoen, well se ass jo schonn ausgibeg an der Press beschriwwe ginn a si ass och gëschter an den 1.-Mee-Rieden thematiséiert ginn. An den honorabelen Deputéierte Marc Spautz huet jo och schonn zwou ganz gutt Question-parlementairen ..., nee, Questions urgentes, pardon, zu dësem Theema gestallt.

De Kollektivvertrag vun der Cargolux ass Enn 2022 ofgelaf an d'Negociatiounen tëscht der Direktioun an de Gewerkschafte sinn an enger Sakgaass. D'Gewerkschafte bekloe sech, datt d'Direktioun ni eeschthaft mat hinne verhandelt huet. An elo wëll se och nach virun dem Verwaltungsgeriicht eng Conciliatioun verhënneren. Dës Haltung stéisst ëmsou méi op Onverständnis, well d'Cargolux viru Kuerzem Rekordzuele presentéiert huet mat engem Profitt vun 1,4 Milliarden Euro fir d'Joer 2022.

Fir eis als Lénk ass hei déi politesch Verantwortung vun der Regierung engagéiert, well d'Cargolux ass jo awer keen normale private Betrib, mee majoritär an den Hänn vum Staat, an de President vum Verwaltungsrot ass gläichzäiteg iewescht Beroder am Mobilitéitsministère.

Mir mengen, datt déi Betriber, déi dem Staat gehéieren, solle virbildlech sinn an net muttwëlleg däerfen de soziale Fridden op d'Spill setzen. A mir fannen et och nëmmen normal, datt d'Mataarbechter an d'Mataarbechterinnen un deene gudde Resultater einfach musse bedeelegt ginn.

Ech wéilt dofir gären den Här Bausch froen, wat seng politesch Aschätzung a seng Meenung ass zu dësem Sozialkonflikt. Dir hutt jo bestëmmt scho mam President vum Verwaltungsrot doriwwer geschwat. An da wëll ech och den Här Bausch nach gäre froen, ob de Staat als Besëtzer vun der Cargolux hei weiderhi wäert de Kapp anzéien oder ob de Staat seng Verantwortung iwwerhëlt an hei kloer Consignë mécht, fir e Sozialkonflikt ze verhënneren.

Dofir meng dräi Froen: Éischtens, denkt Dir net, datt e Betrib, an deem de Staat majoritär ass, misst awer exemplaresch handelen? Zweetens, sidd Der net och der Meenung, datt d'Direktioun vu Cargolux misst vill méi flexibel am Sozialdialog reagéieren an d'Conciliatioun och misst akzeptéieren? An drëttens, sidd Dir bereet, bei der staatlecher Representatioun am CA (ndlr: Conseil d'administration) ze intervenéieren, fir datt si déi Conciliatioun awer schlussendlech akzeptéieren?

Villmools merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Den Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här Vizepremier François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Merci och der Madamm Cecchetti fir déi Froen.

Vläicht fir d'éischt emol, fir virauszeschécken: Iwwert den Dossier Cargolux kënne mer haut, ech soen, e bësse méi roueg schwätze wéi virun zéng Joer. An datt mer kënnen driwwer schwätzen, datt mer Saache kënne verdeelen – oder net mir, mee datt de Betrib Saache ka verdeelen an net ëmgedréit –, dat ass jo mol eng gutt Viraussetzung, an dat misst och eng gutt Viraussetzung dofir sinn, datt d'Sozialpartner effektiv an engem Sozialdialog och eens ginn.

Ech wëll just awer nach eng Kéier drun erënneren: Virun zéng Joer – oder bal zéng Joer sinn et elo hier –, wéi ech an d'Regierung komm sinn an d'Responsabilitéit kritt hu fir de ganze Beräich vum Transport, do ware mer an enger Situatioun, datt d'Cargolux um Bord vun der Faillite stoung, datt mer als Staat nach en portage 33 % vun den Aktien haten, wou mer hu missen – well dat hätte mer net erlaabt kritt vun der EU-Kommissioun – en Aktionär fannen, fir déi 33 % ze iwwerhuelen, wou den Aviatiounssecteur an enger dramatescher Kris war, virun allem och de Giddertransport, wou hannendru Gesellschafte stounge wéi d'Cargolux, déi nëmmen ausschliisslech Gidder transportéiert hunn, net Passagéier. An deemools hu mer och vill diskutéiert iwwert d'Zukunft vun där Gesellschaft. Do ass vill och ënnert de Sozialpartner diskutéiert ginn. Et sinn der och vill fortgelaf am Management déizäit, déi haut an anere Gesellschafte sinn, an et huet eigentlech kee méi e roude Su gi fir d'Cargolux.

An ech wëll dat eng Kéier rappeléieren, well mer jo elo esou vill diskutéieren iwwert déi fantastesch Benefisser, déi déi Gesellschaft do mécht, an esou weider, datt zwëschent deem Moment – dat war 2014 – an haut vill Saache geschitt sinn an datt déi Gesellschaft haut eebe gutt opgestallt – fir net ze soen: vill besser opgestallt – ass, wéi se et deemools war. An dofir sinn ech eigentlech frou driwwer, datt mer kënnen haut diskutéieren iwwer gutt Kollektivverträg an der Lëtzebuerger Gesellschaft, dee Moment vun där Gesellschaft, an net iwwer aner Saachen.

Dat gesot, wat awer, mengen ech, e wichtege Rappell ass, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dat ass, datt de Staat ganz gutt drun deet, fir a Gesellschaften, privatrechtlech organiséierte Gesellschaften, egal wéi vill Prozent de Staat do huet ..., an hei huet de Staat natierlech e gudden Deel, mee net alles. Et ass och zum Beispill ee private chineeseschen Aktionär dran, deen 33 % ëmmerhin huet vun den Aktien. An iwwert d'Luxair sinn dann och nach zwou Privatgesellschaften dran, also eng Bank an een Investmentfong. Also et ass net esou, wéi wann et en ausschliisslech staatleche Betrib wär, wierklech net.

Mee virun allem fonctionéiert en an engem europäesch an och international komplett liberaliséierten Ëmfeld, e fonctionéiert als privatrechtleche Betrib an e muss kucken, sech an deem Konkurrenzëmfeld ze behaapten. An do géif ech wierklech bieden, datt d'Chamber géif verstoen, och d'Regierung géif verstoen, datt et wierklech net gutt ass, datt mir eis vu moies bis owes amëschen an d'Alldagsgestioun vun där Entreprise.

An d'Kollektivvertragsverhandlungen, dat ass awer nu wierklech e klassesche Fall vun Alldagsgestioun vun deem Betrib. An do ass och net de Verwaltungsrot, dee sech do amëscht. Wou si mer dann? Et ass jo net de Verwaltungsrot, deen d'Kollektivvertragsverhandlunge féiert, an dee gëtt och do keng Instruktiounen. Dee gëtt just vläicht Virgaben, wann dann eppes ze verdeelen ass, wivill se mengen als Aktionären, datt si gären hätten a sollt verdeelt ginn. Mee awer beim Alldag an der Gestioun vum Alldag vum Betrib, do solle mer eis wannechgelift eraushalen.

D'Gesetzer si kloer. D'Cargolux fält hei kloer ënner eng Kollektivvertragsgesetzgeebung. D'Gesetzer sinn och kloer par rapport zu der Conciliatioun. An zumindest wat ech gelies hunn an héieren hunn, ass et och net esou, datt de Management vun der Cargolux – an ech betounen, et ass de Management vun der Cargolux, deen déi Verhandlungen do féiert – gesot huet, si wéilten ni ..., si géifen d'Conciliatioun als solches a Fro stellen. Si fanne just, als ee vun de Partner an der Sozialpartnerschaft an deem Betrib, datt d'Conciliatioun ze fréi ageruff ginn ass an datt et nach genuch Sputt gi wär fir ze verhandelen an datt een hätt missen am Fong méi seriö verhandelen.

Dat ass eng Aschätzung. Ech kann déi net deelen. Ech sinn net ..., d'Regierung ass net an deem Betrib a wëllt sech och do eraushalen aus deem Ganzen. Mee dat ass eng Aschätzung, déi ee kann hunn. An et ass och net esou, datt dat illegal ass, datt ee vun deenen zwee ka soen: „Ech fannen, datt nach net soll ënnerschriwwe ginn", oder: „Ech fannen, datt d'Conciliatioun ze fréi ass."

Ech wëll do iwwregens drun erënneren, datt och eng Kéier eng Gewerkschaft Recours géint eng Conciliatioun gemaach huet, déi verhandelt gi war tëschent dem Management an enger vun de Gewerkschaften, déi deemools majoritär war. Also, et ass net esou, wéi wann a Conciliatiounen nach ni ee vun de Partner Recours gemaach hätt. Mee dat ass awer och elo hei net relevant. Si sollen negociéieren a se sollen en uerdentleche Sozialdialog féieren an, ech mengen, da misst et och méiglech sinn, an dee Betrib hei e Resultat ze kréien, wat sech weise léisst.

Wat ech awer net kann akzeptéieren, dat ass ... Madamm Cecchetti, et deet mer leed, Dir hutt elo just hei vu grousse Profitter geschwat a gemaach, wéi wann déi Leit, déi do schaffen, nach ni un deene Profitter bedeelegt gi wären. Ech wëll Iech just soen: Ech hunn dat nokucke gelooss, datt beim leschte Kollektivvertrag, dee jo elo nach en cours ass – en ass jo ausgelaf, mee ech mengen, dee gëllt nach ëmmer, bis deen neie verhandelt ass –, deemools ausgehandelt ginn ass, datt vum Benefiss, dee gemaach gëtt am Betrib, 10 % ausgeschott ginn un d'Beleegschaft – 10 %!

A wann Der – Dir hutt et jo selwer gesot – 1,6 Milliarde Benefiss d'lescht Joer hei zitéiert hutt, an do ginn 10 % ausgeschott, da kënnt Der Iech jo ausrechnen, wivill dat an der Moyenne ausmécht. Dat ass net wéineg! Dat, wat u Bonus bezuelt ginn ass an deem leschte Joer, ass warscheinlech méi wéi dat, wat verschidde Leit do an deem Betrib iwwerhaapt am Mount verdéngen.

Duerfir, mir mussen awer oppassen, wat mer hei zielen. Mee kommt, mir halen eis eraus, kommt, mir loossen de Sozialdialog spillen! En ass jo net ofgebrach. Et huet kee gesot, weeder d'Gewerkschaften nach de Management, datt se net méi wéilten dialogéieren. An ech sinn och iwwerzeegt, da wäert et méiglech sinn, wann hei a Rou weider diskutéiert gëtt, en Accord ze fannen. An da freeë mer eis driwwer, datt dee Betrib, deen haut, wéi gesot, vill besser do steet wéi virun zéng Joer, mat engem uerdentleche Sozialdialog och derzou bäidréit, datt de Betrib Rou behält, well déi brauch en an deem komplizéierten Ëmfeld, an deem déi Gesellschaft do muss fonctionéieren.

An ech géif duerfir drëm bieden, datt mer eis net sollen als Politick an d'Kollektivvertragsverhandlungen amësche goen am Privatsecteur, egal wou se stattfannen an egal wéi héich d'Participatioun ass vum Staat. Ech mengen, do komme mer an Däiwels Kichen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 432 vum Här André Bauler un den Här Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Fermeture vun der CNS-Agence zu Ettelbréck. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 432 du 2 mai 2023 de M. André Bauler relative à la fermeture de l'agence de la Caisse nationale de santé (CNS) à Ettelbruck, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Jo, wéinst den Iwwerschwemmungen am Wanter huet d'Agence vun der Gesondheetskeess zu Ettelbréck missen zougemaach ginn, sou ass mer rapportéiert ginn, natierlech nëmmen zäitweileg. Dat sollt also temporaire begrenzt sinn.

Fir de Moment ass dës Agence awer nach ëmmer zou. An aus deem Grond wollt ech den Här Minister fir sozial Sécherheet froen: Éischtens, weess den Här Minister aus wat fir enge Grënn, onofhängeg vun den Iwwerschwemmungen, dëse Büro nach ëmmer zou ass? An zweetens, ass d'Personal vun der Ettelbrécker Gesondheetskeess, CNS, op aner Büroe verdeelt ginn? An drëttens, wéini kann een dermat rechnen, datt den Ettelbrécker Büro nees opgeet?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Bauler. An dann ass et um Minister fir sozial Sécherheet, dem Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Gudde Mëtteg alleguerten. Merci dem Här Bauler fir déi kuerz a prezis Fro. Meng Äntwerte wäerten dann och kuerz a prezis sinn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | D'Renovéierungsaarbechten hunn ugefaang, sinn awer a Retard komm duerch Liwwerengpäss am Kader vum Covid, déi mer alleguerten op de Chantieren haten. Dann ass d'Problematik, Dir hutt et selwer gesot, bei der Agence vun der CNS zu Ettelbréck och den Iwwerschwemmungsrisiko, wou informatesch muss gekuckt ginn, wéi een dat alles etabléiert. An dee leschte Grond ass, datt mer um Niveau vun der Sécurité sociale jo och elo plënneren an d'Cité vun der Sécurité sociale, wou d'Ouverture wäert sinn de 5. Juni, soudatt verschidden Agencen do déi Renovéierungsaarbechten net kënne maachen.

Déi Aarbechte bei Ettelbréck a bei all deenen aneren Agencen, wou mer elo e klenge Retard hunn, wäerten elo am Summer vun dësem Joer erëm weidergoen an och méi séier weidergoen, well da scho geplënnert ass.

D'Personal, hat Der mech gefrot: D'Personal vun Ettelbréck ass op Dikrech gaang, ass do affektéiert ginn. Du sinn zu Dikrech d'Ouvertureszäite fir de Public vun zwee op fënnef Deeg gehéicht ginn, well dann och méi Agenten op der Plaz waren, fir eeben déi néideg Clientèle, déi néideg Assuréen, och ze bedéngen.

A bei der leschter Fro, wéini Ettelbréck erëm opgeet: Ettelbréck wäert aktiv sinn am Joer 2024; da wäerten déi Aarbechten ofgeschloss sinn. Ech wëll awer och net verheemlechen, datt mer an deem Kader mat der CNS zesumme kucken, fir zu Ettelbréck, zu Dikrech déi Gebaier esou an d'Rei ze setzen, datt se erëm wierklech

fonctionnel ginn, awer och an der hoffentlech zukünfteger Nordstad eng Léisung ze fannen, déi vläicht méi zentral ass, mat deenen anere Gemengen zesummen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister fir Sécurité sociale, dem Här Claude Haagen.

An da komme mer elo zur Fro Nummer 433 vum Här Marc Goergen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet iwwert de Kaf vun engem Terrain fir en neie Policebüro zu Péiteng. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 433 du 2 mai 2023 de M. Marc Goergen relative à l'acquisition d'un terrain pour la construction d'un nouveau bureau de police à Pétange, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Diskussioun ëm en neie Policebüro zu Péiteng leeft elo, ech erënnere mech zréck, quasi vun uns dass ech an der Chamber sinn. Also fënnef Joer leeft elo déi Diskussioun.

Do gouf de Policebüro Käerjeng mat Péiteng zesummegeluecht, ëmmer an der Optik, dass do en Terrain war, dee louch zu Lénger, wou déi zwee kéinten zesumme fusionéiert ginn, an dass do e schéinen, grousse Policebüro géif entstoen.

Elo ass awer bekannt ginn, dass dat leider net wäert de Fall sinn an de Staat deen Terrain aus verschiddene Grënn net kënne kafe wäert.

Elo ass awer d'Fro: Wat geschitt dann elo mam Policecorps? Well et war geplangt, dass en neie Policebüro géif kommen. Deen aktuellen zu Péiteng, wou elo Käerjeng nach derbäigesat ginn ass, huet einfach net genuch Plaz fir déi Bedürfnisser, déi am Dräilännereck entstinn.

An dofir si meng Froen un de Policeminister: Goufen dann elo nei Propose gemaach, zum Beispill vum Schäfferot? A falls jo, ginn déi dann zréckbehalen? Gëtt elo gekuckt, fir en neien Terrain ze fannen? A wivill där Terraine kommen iwwerhaapt a Fro? Péiteng ass flächeméisseg mat déi klengst Gemeng am Land. Et ass net esou einfach, nach flott a grouss Terrainen ze fannen, déi fräi sinn. Deementspriechend: Wivill Propose gëtt et do a wat ass den Zäitplang? Well mir kréie vun de Polizisten um Terrain all Dag gesot, dass wierklech de Schung do dréckt an d'Policekommissariat, dat elo schonn ural ass, einfach net nokënnt mat deene Besoinen, déi een do ënnen huet.

Ech verstinn, dass et net dem Minister seng Schold war, dass dee Kaf vum Terrain net zustane komm ass, mee et däerf awer elo keng Zäit verluer ginn, fir eng Alternativ ze sichen. Et ass eeben dat fir d'Beamten, dass déi kënnen ënner adequate Bedingungen hirer Aarbecht nogoen. Dofir meng Fro un de Minister, wat d'Zäitschinn ass, wat en denkt, wéini do en neie Projet kéint kommen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox, huet d'Wuert.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Schéine gudde Mëtteg. Merci och fir déi Fro. Dat gëtt mer d'Geleeënheet, kuerz de Point ze maachen. Jo, effektiv huet d'Gemeng eis eng Rei Terrainen ugebueden. Dir hutt et selwer gesot: Deen een Terrain ass leider net a Fro komm, wou och de Comité d'acquisition mat am Boot war, fir dat ze kucken. Dir wësst, dass alles, wat Domaine de l'État ass, iwwert de Finanzministère geet, fir dat opzekafen.

Mir haten och nach aner Terraine kritt, mee do war d'Gemeng och net selwer Proprietär oder et war schonn eng aner Affektatioun do. Dofir hu mir nach eng Kéier offiziell d'Demarche gemaach beim Finanzministère, fir no neien Terrainen ze sichen. An doropshin ass awer och en Echange zwëschent dem Finanzministère an dem Bauteministère mëttlerweil gelaf, wou dertëschent awer och als Kompetenz vum Transportministère op der Gare zu Péiteng elo eng Solutioun gesicht gëtt, souwéi zu Ettelbréck, wou mer jo op der Gare och e Policebüro wäerten integréieren. An hei ass déi selwecht Iddi, well d'Plazen eebe rar sinn an deenen Uertschaften a sech hei eng Opportunitéit ergëtt, well et och do ganz wichteg ass, dass d'Police méi Presenz weist ronderëm. An dofir, mengen ech, ass déi heite Pist eng, déi ech ganz positiv aschätzen, an d'CFL goufen och am Hibléck op déi Iddi beoptraagt, dat ze analyséieren.

Ech denken, mir wäerten och mat der Gemeng Péiteng nach eng Kéier Réckssprooch halen, fir dat richteg ze tässelen, och wat d'Envergure ugeet. Ech mengen, dass déi Léisung nëmmen zesumme ka fonnt ginn, well mir als Police sinn effektiv ofhängeg vu staatlechen Instanzen, awer och vun enger gudder Zesummenaarbecht mat der Gemeng. An dofir sinn ech frou, dass mer hei, mengen ech, awer elo eng Pist fonnt hunn, déi awer och déi Opportunitéit ergëtt.

Dir frot no, wéini dat kéint realiséiert ginn. Eng intern Etüd vun der Police selwer seet, 2025 misste mer onbedéngt eppes hunn. Ob dat nach realistesch ass? Well mir hu jo elo awer massiv rekrutéiert. De Moien hunn ech nach d'Chance gehat, déi nächst 200 an der Policeschoul wëllkomm ze heeschen, soudass mer an den nächste Joren och eis Infrastrukture mussen upassen, fir déi Beamten an de Gemenge kënnen ze begréissen an och hir Aarbecht, wat insbesondere jo gefrot gëtt, déi Presenz um Terrain, ze renforcéieren. An dofir kann et nëmmen zesumme goen. Dofir sinn ech frou, dass mer elo hei, mengen ech, eng gutt Pist hunn, déi awer och zu engem Resultat ka féieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet Henri Kox.

A mir kommen elo zur Fro Nummer 434 vun der Madamm Francine Closener un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Passerell tëschent de Sciences sociales an der Educateursformatioun. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 434 du 28 avril 2023 de Mme Francine Closener relative à l'évaluation de la passerelle des sciences sociales vers la formation de l'éducateur, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Francine Closener (LSAP) | Villmools merci, Här President. D'GSO, also d'Sektioun Sciences sociales ass mat déi beléiftste Sektioun am Secondaire général. A besonnesch attraktiv ass d'Sektioun doduerjer ginn, datt am Schouljoer 2021/2022 am Kader vun engem Pilotprojet eng Passerell agefouert ginn ass, déi den Absolvente vun der GSO d'Méiglechkeet gëtt, a just engem zousätzleche Joer den Educateursdiplom ze kréien, eng Formatioun, déi soss dräi Joer dauert.

Den Hannergrond vun där „Voie express" ass natierlech d'Penurie u qualifizéiertem Personal am sozio-edukative Beräich. Mee de Pilotprojet huet awer och eng Rei Kriticken an och eng Petitioun provozéiert, well eeben d'Angscht besteet, datt d'Formatioun vum Educateur kéint bradéiert ginn an d'GSO-Absolvente virun allem net genuch Stagë kéinte maachen an domat net genuch Erfarung um Terrain kéinte sammelen an deem enge Joer Zousazformatioun.

Bei der Rentrée 2022/2023 huet de Ministère annoncéiert, datt d'Passerell evaluéiert gëtt an datt d'Resultater Ufank 2023 géife publizéiert ginn. Elo si mer Mee, an duerfir wollt ech de Minister froen, wou d'Evaluatioun drun ass. Weess de Minister schonn, ob déi Formatioun „Voie express" fonctionéiert oder ob nogebessert gëtt, fir datt d'Ausbildung vun den Educatricen an Educateuren héichwäerteg bleift?

A finalement wollt ech och nach wëssen, ob a wéini de Minister der Chamber an och dem Grand public déi ganz Resultater vun där Evaluatioun wëll presentéieren. D'Schülerinnen an d'Schüler wëlle jo wëssen, wat déi nächst Rentrée dann elo Fakt ass.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Closener. An d'Wuert huet elo den Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Francine Closener fir déi heite Fro. Dat gëtt mer effektiv d'Geleeënheet, op d'Haaptpunkte vun där Evaluatioun anzegoen. Dat ass en Dossier, ech stellen deen awer ganz gären der Chamber zur Verfügung a mir kënnen och, wann dat gewënscht ass, eng Kéier an der Kommissioun doriwwer schwätzen.

Mir haten am Schouljoer, op dat sech déi Evaluatioun bezitt, 2021/2022, an den traditionelle Classe-terminalle fir den Educateursdiplom 257 Schülerinnen a Schüler. A mir haten der an deene Classe-terminallen insgesamt 36, eng Kéier 16 an dem LTPES an eng Kéier 20 an der ENAD.

Een Aspekt vun der Evaluatioun bezitt sech zum Beispill op d'Abandonen, also op d'Schüleren, déi opginn hunn am Laf vun deem Joer vun der Classe terminale. A wann een dat vergläicht tëschent der Classe terminale traditionelle, also dem leschte Joer vun der traditioneller Educateursformatioun, an awer och deenen, déi dann d'Voie passerelle gaange sinn, déi och an déi selwecht Klasse jo integréiert waren am LTPES, dann huet sech do erausgestallt, datt den Taux vun den Abandonen eigentlech dee selwechten ass vun 9 %. Mir haten der 23 an der traditioneller Classe terminale a mir haten der 3 bei der Passerell, déi opgehalen hunn am Laf vum Joer, an dat gëtt en Taux ëm knapps ënner 9 %, souguer bei der traditioneller Classe terminale e bësse méi héich wéi bei der Passerell. Mee bei der Passerell muss een awer och soen, datt dat relativ kleng Zifferen da sinn, a wann ee méi opgehalen hätt, da wär dat Bild sécherlech och schonn erëm e bëssen aneschters.

Mir hunn dann awer och den Taux de réussite gekuckt, deen och do kee signifikativen Ënnerscheed huet. Dee läit insgesamt bei 94 %, an et gëtt keen Ënnerscheed tëschent deenen, déi iwwert de Wee vun der normaler Educateursausbildung komm sinn, dat heescht dräi Joer am LTPES gemaach hunn, respektiv deenen, déi virdrun déi 1GSO gemaach hunn, also Sciences sociales am Enseignement secondaire général, an dann nach e Joer drugehaangen hunn, sief et am LTPES oder an der ENAD. Mir hu béid Kéieren en Taux de réussite vu 94 %.

Do, wou et en Ënnerscheed gëtt – an dat markéiert awer och déi Evaluatioun –, dat ass an der Satisfaktioun vun de Schülerinnen an de Schüler selwer. Do ass et esou, datt déi, déi iwwert de Wee vun der Passerell komm sinn, mat hirer Situatioun wärend dem leschte Joer däitlech méi zefridde ware wéi déi, déi iwwert de reguläre Wee komm sinn. Et ass esou, datt bei der regulärer Classe terminale 60 % gesot hunn, datt se „satisfait" oder „très satisfait" sinn, a bei der Passerell waren et der 81 %. An d'selwecht

awer och ëmgedréint, wann ee gefrot huet: „Wou sidd Der onzefridden?“, da waren 21 % bei der klassescher Classe terminale fir d'Educateursausbildung onzefridden an 0 % bei der Passerell.

Ech denken, datt dat dote souguer bei deenen dach éischter klenge Chifferen, déi hei a Fro komm sinn, iwwert d'Passerell hei gekuckt si ginn, awer eng valabel Ausso ass an datt déi sech offensichtlech besonnesch wuel gespuert hunn an hirer Situatioun an offensichtlech jo och preparéiert gespuert hunn.

Mir hunn och gekuckt, awéiwäit se preparéiert waren op d'Aarbecht respektiv awéiwäit se dann och eng Aarbecht fonnt hunn. Am Februar vun dësem Joer – se hunn also ofgeschloss am Summer 2022 – haten 100 % vun deenen Absolvente vun der Passerell dann och en Aarbechtskontrakt, waren integréiert an d'Aarbechtswelt. 60 % vun hinnen hate souguer scho virum Ofschloss vun hirer Formatioun en Aarbechtskontrakt, wat, mengen ech, och dach respektabel ass an awer och weist, datt déi Employeure sécherlech ugewise sinn op zousätzlecht qualifizéiert Personal, mee awer och an déi dote Formatioun e grousst Vertrauen haten.

Eng vun de Suerge war jo, datt doduerjer – an ech mengen, dat ass beim Francine Closener senger Fro och e bëssen esou matgeschwongen – déi dote Sektioun nach eng Kéier méi attraktiv géif ginn an deen dote Wee vun der Ausbildung méi attraktiv wär wéi dee reguläre iwwert den LTPES respektiv d'ENAD, fir den Educateursberuff ze léieren. Och dat huet sech net confirméiert. Dat heescht, mir hu bei den SO-Schülerinnen a -schüler gefrot, mat wat fir enger Intentioun se op der SO-Klass sinn an do hir Première wëlle maachen. An et ass eigentlech esou, datt iwwer zwee Drëttel ganz kloer ënnerstrach hunn, datt se déi Formatioun maachen, déi Première wëlle maachen, fir duerno en universitäre Studium unzefänken. Dat heescht, et ass net d'Intentioun, iwwert deen dote Wee an d'Educateursformatioun eranzekommen.

Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren: Dat war jo och déi initial Motivatioun, firwat mer iwwerhaapt déi SO-Sektioun do geschafen hunn, fir déi aus der Educateurssectioun erauszehuelen, déi vläicht just den Educateursdiplom gemaach hunn oder do d'Première gemaach hunn, fir da studéieren ze goen. Dat, op jidde Fall, erreeche mer nach ëmmer. 10 % hunn uginn, datt se direkt mat der 1GSO wëlle schaffe goen, 15 % waren nach net decidéiert an nëmme 5 % hu gesot, datt se mam Gedanke spillen, déi Passerell ze maachen hin zum Educateursdiplom.

Et gëtt awer vläicht eng Rei vu Kriticken, déi och vun Enseignantë genannt goufen, nämlech datt dat didaktescht Material nach net ugepasst wär un dee Profill vu Schülerinnen a Schüler, datt een awer och de Programm sollt weider adaptéieren. Dat iwwerschneit sech zum Deel, virun allem dat didaktescht Material, och de Programm mat Recommandatiounen ...

(Interruption par la présidence)

... – Här President, ech kommen och gläich zum Schluss! –, déi mer och iwwert de wëssenschaftlechen Deel vun der Evaluatioun gemaach hunn. D'Professer Dokter Veronika Verbeek huet do ënner anerem festgehalen, datt wuel Adaptatiounen um Programm sollte gemaach ginn.

Ech erënneren drun: Fir d'Schouljoer 2022/2023 goufen der och scho gemaach. Wat awer och do erauskomm ass bei enger wëssenschaftlecher Analys, dat ass, datt et eigentlech ganz homogeen Léiergruppe waren, datt een an deene Klassen, déi jo herno zesumme waren an de Classes terminales, keen Ënnerscheed gemierkt huet, wien iwwer wat fir ee Wee komm ass, déi traditionell Educateursausbildung oder d'SO-Sektioun.

Et gëtt awer recommandéiert, datt mer weiderhi sollten dat maachen, wat mer och beim leschte Recrutement am September 2022 appliz éiert hunn, dat heescht, datt een zousätzlech Stagë soll froen, éier een an déi dote Passerelle erakënnt, an datt mer awer och bei Entretiene vläicht nach méi genee op d'Motiver sollen agoen, fir ze kucken, firwat een déi Formatioun do mécht, fir vläicht eventuell Abandonen duerno kënnen ze evitéieren.

Wéi gesot, ech kann der Chamber ganz gären den Detail do zur Verfügung stellen. Allerdéngs, déi doten Evaluatioun huet eis nach eng Kéier derzou beweegt ze soen, datt mer à ce stade op jidde Fall wëlle weiderfueren. Mir hunn hei awer ëmmerhi 14 % méi diploméiert Educatricen an Educateuren iwwert deen dote Wee kënnen ausbilden. An de Secteur, denken ech, ass eis dankbar do derfir.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Mir kommen dann elo zur leschter Fro vun der Froestonn vun haut, der Fro Nummer 435 vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Installatioun vun enger Hütt fir didaktesch a pedagogesch Zwecker zu Schëtter. An d'Fro geet un d'Madamm Ëmweltministesch.

– Question n° 435 du 2 mai 2023 de Mme Martine Hansen relative à l'installation d'une cabane à vocation didactique et pédagogique dans une forêt de la commune de Schuttrange, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President, ech referéiere mech op en Artikel, deen de leschte Samschdeg am „Wort“ war, mam Titel „Das Umweltministerium und der Kleinkrieg um eine [Schüttringer] Jagdhütte“ a mam Ënnertitel „Kein Fünkchen gesunder Menschenverstand“.

Ëm wat geet et? Just kuerz: D'Gemeng Schëtter wollt gären eng Juegdbud notze fir pedagogesch Aktivitéiten. Si hunn dunn ee Changement d'affectation ugefrot. Si kruten deen awer refuséiert mam Argument, datt dat net konform wär mam Artikel 6 vum Naturschutzgesetz, wou eeben drasteet, dass an der Gréngzon just däerfe landwirtschaftlech oder gaardebaulech Aktivitéiten oder Aktivitéiten am Sënn vun der Utilité publique gemaach ginn. Dunn hu si e Recours gracieux gemaach. Och dee krute se refuséiert. Du si se virun d'Verwaltungsgeriicht gaangen, a wärend där Zäit ass dunn an der Tëschenzäit eeben och dat Urteel vum Verwaltungsgeriicht eeben an enger anerer Affär gesprach ginn, wou si geurteelt hunn, datt de Ministère u sech d'Naturschutzgesetz ze vill strikt géif interpretéieren.

De Ministère huet dunn an dësem Fall och e Réckzieher gemaach an huet der Gemeng et u sech erlaabt, dës Juegdbud fir pedagogesch Zwecker ze notzen, mee awer ënner verschiddene Konditiounen.

Eng vun de Konditioune war nämlech, datt déi Bud – eng Bud ass normalerweis zou op véier Säiten – misst op enger Säit erëm opgemaach ginn, fir datt se soll fräi zougänglech sinn.

Ech ginn elo, wéi gesot, net weider op dee Fall an, well ech mengen, do lafen nach viru Recoursen. Mee ech hunn awer véier konkreet Froen:

Éischtens: Wou, a wéi engem Gesetzestext oder Règlement grand-ducal, sinn d'Konditioune festgehal, déi e pedagogeschen Openthaltsraum an der Gréngzon muss erfëllen?

Zweetens: Zanter wéini gëtt et esou Richtlinnen oder esou e Gesetz oder esou e Reglement?

Drëttens: Wien huet dës Konditiounen opgrond vu wéi engen Erfarungen oder Erkenntnisser festgeluecht? Ech kann Iech just soen: Ech hu relativ vill Schoul dobausse gehalen, a wann een de ganzen Dag mat Klassen dobaussen ass, dann ass et wichteg, datt een deenen och emol eng Kéier eppes kann am Dréchenen erklären. An et ass och wichteg, wann et moies a mëttes reent, datt een eng Kéier an der Mëttegstonn kann éierens higoen, wou et dréchen ass. A wat fir déi Grouss zielt, denken ech, ass och fir déi kleng Däbbesse wichteg.

Véiertens: Erfëllen alleguer déi besteeënd pedagogesch Openthaltsraim dës Konditiounen? Ech weess, datt aner Gemengen Openthaltsraim hunn. Ech mengen, och d'ANF huet esou Openthaltsraim, wou pedagogesch Aktivitéiten oflafen. Falls dat net de Fall ass, froen ech mech, firwat datt hei „deux poids, deux mesures“ ugewannt gëtt.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An d'Wuert huet elo d'Madamm Ëmweltministesch Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Hansen, merci och fir dës Fro, déi mer erlaabt, hei verschidde Saache kloerzestellen.

Den Ëmweltministère ënnerstëtzt säit Joren – an net nëmme finanziell – eeben naturpedagogesch Aktivitéiten, well dës wichteg sinn, well et kann een nëmmen dat gutt schützen, wat ee gutt kennt. An dofir ass dat eis wierklech besonnesch wichteg, net nëmme finanziell, och organisatoresch, och mat Promotioun ..., dat heescht, mir hunn eng ganz Rubrick op eisem Site, wou gutt Beispiller ervirgehuewe ginn. Organisatoresch an deem Sënn, dass mer och administrativ deene Leit, déi esou eppes organiséieren, ënnert d'Äerm gräifen.

Dir wësst, 2018 ass d'Naturschutzgesetz hei gestëmmt ginn. Dat war dunn nei an huet zu verschiddene Froestellungen an Onsécherheete gefouert, a fir deem entgéintzewierken, gouf eng Guideline ausgeschafft, de sougenannten FAQ, e pragmatesche Froekatalog, deen ausgeschafft ginn ass zesumme mat de Leit vum Terrain. Dat ass natur&ëmwelt zum Beispill, awer och de Service national de la jeunesse oder d'Scouten, déi zesumme mat eise Leit gekuckt hunn: Wat sinn d'Haaptpunkten, op déi ee muss oppassen, wann ee sech an der Natur beweegt an enger Grupp? An och fir ze verhënneren, dass eeben, soen ech emol, och eng Proliferatioun vun, jo, zouene Schoulklassen am Bësch iwwerall entsteet. Dat ass jo och net de Sënn an Zweck vun där ganzer Saach. Et soll en Ënnerstand sinn. An dat ass dat, wat an där doter FAQ, also an där Leitlinn, eebe festgehale ginn ass an einfacher Sprooch.

De Sënn war natierlech och fir ze kucken: Wéi kann ech meng Aktivitéiten esou organiséieren, dass een iwwerhaapt keng Autorisatioun brauch? A wann een eng brauch, dass een d'Demarchen erklläert kritt, wéi ee seng Demande esou gutt wéi méiglech ka stellen, fir dass een déi kann och zügeg traitéiert kréien.

Voilà, dat heescht, mir hunn hei kee rigide Kader oder Règlement grand-ducal. Mir hunn eng Leitlinn, déi sech awer haaptsächlech op Neibaute bezitt, wou

mer och soen: Eebe justement fir ze verhënneren, dass mer eng Hellewull vun zouene Gebaier matzen am Bësch dorëmmer gesinn, war d'Iddi, dass een éischter en Ënnerstand hei baut, wann een nei baut, wou een haaptsächlech kann am Dréchene stoen, wéi Der selwer gesot hutt, an och seng Saache kann am Dréchenen opbewaren, wann dat muss sinn. Awer d'Iddi ass natierlech, d'Leit an d'Kanner derzou ze motivéieren, op den Tour ze goen, an net an zoue Raim an de Bësch. Dofir war och dat am Fong e bëssen d'Linn bis elo.

Voilà, zu där konkreeter Fro – an et ass richteg, mir kënnen net hei op all Detail agoen, well den Dossier leeft jo nach –: Et koum e Changement d'affectation, wou an enger éischter Etapp e Refus, dat war 2021, gi ginn ass. An no de Jurisprudenze vum leschte Summer huet mäi Ministère aktiv déi Leit nach eng Kéier kontaktéiert an d'Geneemegung am Fong ausgestallt. Duerno koum e Recours gracieux vun der Gemeng, deen och elo virläit. Dee gëtt och elo genau gekuckt. A genau déi Argumenter, déi d'Gemeng da bréngt, déi wäerte mer nach eng Kéier genau kucken. An dofir gëtt och elo den Dialog nach gefleegt. Wann déi Argumenter valabel sinn, da sinn ech der Meenung, dass déi bestoend Geneemegung muss kënnen ofgeännert ginn. An et ass genau dat, wourop ech elo eraus wëll: Et ass am direkte Gespréich, wou ee kann esou Fäll klären.

Hei si mer elo net an engem Neibau, mir sinn an engem Bestand. Dat ass e bëssen en anere Fall. An dofir géif ech och jiddwerengem un d'Häerz leeën, dee Kontakt ze sichen. Well et ass esou, dass mer flott naturpedagogesch Aktivitéite fir eis Kanner an och fir Erwuessener wëllen an der Natur halen an déi esou gutt wéi méiglech organiséieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Welfring. Domadder si mer um Schluss vun der Froestonn ukomm.

5. 7945 – Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour, an dat ass de Projet de loi 7945, d'Upassung vun enger europäescher Direktiv iwwert de Schutz vun de Whistleblower. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Cécile Hemmen, den Här Roy Reding, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de President huet et ugedeit: Et geet ëm d'Whistleblowergesetz an ech hunn haut d'Éier an d'Freed, de Rapport zu deem Gesetz kënnen ze maachen.

Et geet ëm d'Ëmsetze vun der „directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union".

Mir setzen dës Direktiv elo ëm, jo, mat Verspéidung, mee mer sinn als Land net déi Eenzeg – wat awer keng Entschëllegung däerf sinn. Muer de Moien empfänke mer an der Justizkommissioun eng Delegatioun vun der OECD, déi de Moment op Visitt zu Lëtzebuerg ass, fir ze kucken, wéi mer gesetzgeberesch weiderkommen ënner anerem an dësem Dossier. Haut komme mer also weider an erfëllen och e Punkt aus eisem Koalitiounsvertrag.

Mee wat ass e Whistleblower/Lanceur d'alerte? E kuerze Rappell vun der Definitioun direkt am Ufank, fir dass mer alleguerten heibannen – an déi Leit, déi dobaussen op Chamber TV nokucken – wëssen, ëm wat et geet: „Selon le Conseil de l'Europe, est lanceur d'alerte : ‚toute personne qui [...] révèle des informations concernant des menaces ou un préjudice pour l'intérêt général dans le contexte de sa relation de travail [...] dans le secteur public ou dans le secteur privé'", also Informatiounen am Fall vun enger Gefor fir oder engem Schued vum Intérêt général, dem Interesse vun der Allgemengheet, an net engem Privatinteresse, dem Interesse vun engem Eenzelnen. Bekannt Beispiller vu Whistleblower sinn: Edward Snowden, Chelsea Manning, Erin Brockovich, Antoine Deltour.

Schnell e puer Wuert zum Oflaf vun eisen Aarbechten, ier ech op d'Prinzippien an d'Hannergrënn vun dësem Gesetz aginn. Déi eenzel Artikele mat de Commentaires des articles fannt Der am schrëftleche Rapport; interessant a wichteg, mee et ass mer haut dru geleeën, Iech eng Gesamtvue ze ginn an eis net am Detail ze verléieren.

Also, de Projet 7945 gouf den 10. Januar 2022 vun der Justizministesch Sam Tanson deposéiert. Zwee Deeg drop, den 12. Januar, hu mer eis an der Justizkommissioun dermat befaasst an do gouf och de Rapporter bestëmmt. An der Kommissioun hate mer en Austausch mam Barreau, an dat war den 9. November. Den Avis vum Staatsrot krute mer dunn Enn 2022, den 23. Dezember, just viru Chrëschtdag. Den 28. Mäerz sinn als Äntwert Amendements gouvernementaux ugeholl ginn an op den Instanzewee geschéckt ginn an de Staatsrot huet du ganz schnell de 27. Abrëll (veuillez lire: de 7. Abrëll) säin Avis complémentaire ginn. Mir hunn deen an der Justizkommissioun de 7. Abrëll (veuillez lire: den 19. Abrëll) analyséiert a konnte feststellen, dass de Staatsrot gréng Luucht ginn huet zum Projet, soudass mer de Rapport konnten déi lescht Woch, de 26. Abrëll, majoritär an der Kommissioun unhuelen.

Ëm wat geet et? An der Direktiv geet et drëms, Minimalnormen op EU-Niveau festzeleeën, fir dass e gewëssen Niveau u Schutz vun de Whistleblower géint Repressalien an all EU-Land garantéiert ass. D'Direktiv definéiert, ënner wat fir enge Konditiounen eng Persoun ënnert de Statutt vum Whistleblower fält an domadder vun de Schutzmoossname profitéiert, a se gesäit explizitt d'Méiglechkeet vir, dass d'Memberstaaten iwwert dat eraus kënne goen, wat an der Direktiv festgehale gëtt.

Dat hu mer als Legislateur dann och gemaach an net just de Schutz virgesi fir Persounen, déi Violatiounen vum EU-Recht signaléieren, mee de Champ d'application ausgedeent op de gesamten Droit national. An no mengen Ausféierunge wäert Der verstoen, wéisou mer dat gemaach hunn.

Erlaabt mer ze bemierken, dass et zu Mëssverständnisser koum bei den Auteure vun e puer Avisen, wat de Champ d'application ugeet, esou wéi en an der Direktiv virgesinn ass, also ouni déi Extensioun, déi mer gemaach hunn. Déi Direktiv ass jo am Kontext vun de LuxLeaks zustane komm a viséiert den EU-Bannemaart als solchen, an dee begräift nun emol eng ganz Partie Wirtschaftssecteuren, déi dem europäesche Konkurrenzrecht ënnerleien an der fräier Circulatioun vu Gidder a Servicer.

D'EU schlussfolgert, dass Affäre wéi déi, déi vu LuxLeaks opgedeckt goufen, géint d'Konkurrenzrecht am Bannemaart verstoussen an deemno de Whistleblower verstäerkt geschützt muss ginn. Dat ass sënnvoll engersäits fir d'Lanceurs d'alerte selwer, fir net mussen an den Ënnerscheeder tëscht nationalem an EU-Recht bewandert ze sinn, fir ze wëssen, ob hir Aktioun an de Kader vun dësem Gesetz fält oder net. Anerersäits sinn natierlech och Violatioune vum nationale Recht, egal ob se administrativer oder penaler Natur sinn, eng Geforequell fir den Intérêt public an d'Gesellschaft am Allgemengen.

Da wier nach ze soen, dass aktuell schonn eis Jurisprudenz och de gesamten Droit national als Champ d'application berücksichtegt, wann et ëm d'Lanceurs d'alerte geet. Esou gesinn, schafe mer hei keen Neiland, mee am Géigendeel méi Rechtssécherheet fir Persounen, déi Mëssstänn signaliséieren.

An dann ass weider nach e grondleeënde Punkt unzeféieren, wat Rechtssécherheet, Champ d'application an d'Verflichtungen ugeet, déi mir als Land hunn: D'Jurisprudenz vun der CEDH, also der Europäescher Cour de justice vun de Mënscherechter zu Strossbuerg, huet an de leschte Méint – jo, an de leschte Méint, soen ech – evoluéiert. An dës Jurisprudenz vun der CEDH impaktéiert all national Rechtssystemer vun de Länner aus dem Conseil de l'Europe, also muss och Lëtzebuerg a senge Gesetzer op nationalem Plang derfir suergen, dass mer dës Jurisprudenz respektéieren. An dësem Sënn ass och am Gesetzesprojet vun haut dës Jurisprudenz da consideréiert ginn.

Wat seet dës rezent Jurisprudenz eis? Et geet ëm d'Affär „Halet géint Lëtzebuerg", wou den Arrêt vun der Cour Lëtzebuerg verurteelt. Do steet dran, dass eng Persoun de Whistleblowerstatutt kann zougesprach kréien an déi néideg Protectioun, och wann et an deem Land keng spezifesch Gesetzgeebung dozou gëtt. D'CEDH mécht keen Ënnerscheed, wat engersäits EU-Recht ugeet an anerersäits puert nationaalt Recht vun engem Memberland.

D'Mënscherechtsgeriicht referéiert sech a sengem Arrêt op den Artikel 10 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, déi d'Liberté d'expression garantéiert, fir dem Halet de Statutt vum Whistleblower zouzespriechen. An d'CEDH went do fënnef Krittären un:

1. Existéieren, jo oder neen, aner Weeër, fir eppes ze divulgéieren?

2. Ass déi divulgéiert Informatioun authentesch oder net?

3. Ass d'Persoun, de Requerant, „de bonne foi"?

4. Geet et ëm den ëffentlechen Interesse, den Intérêt public, vun dëser Informatioun oder net?

5. „Les effets dommageables" vun der Divulgatioun, also de Potenzial, fir Schued unzeriichten, gi betruecht.

Dës Krittäre sinn och schonn zum Deel an der Direktiv zréckbehale ginn, an d'Cour de justice européenne hei um Kierchbierg seet och, dass den nationale Gesetzgeeber d'Considerante vun enger Direktiv net esou kann interpretéieren, dass de Champ d'application reduzéiert wier par rapport zu deem, wat d'Intentioun vum Auteur war vun der Direktiv.

Fir d'Regierungsamendementer ass de Gesetzesprojet an deem Sënn dunn ugepasst ginn, notamment

wat de Schutz vun de Persoune betrëfft, déi e Signalement maachen, géint méiglech Repressalien hinne vis-à-vis an hirem Beruffsliewen.

Ganz konkreet gesäit de Gesetzesprojet och de Renversement vun der Beweislaascht vir am Fall vun enger Geriichtsaffär, wann den Arbeitgeber muss beweisen, dass d'Moossnamen, déi hie géint säi Salarié – Auteur vun engem Signalement natierlech – geholl huet, näischt mat dësem Signalement ze dinn hunn. Dëse Renversement vun der Beweislaascht ass an der Direktiv, déi mer mat dësem Gesetz ëmsetzen, esou virgesinn.

Mir schafen, esou wéi de Gesetzesprojet elo zur Ofstëmmung virläit, Rechtssécherheet fir d'Employeuren an hir Salariéen, notamment duerch d'Berécksichtegung vun der Jurisprudenz vun der CEDH, déi bestëmmt am Kader vun engem Litige virun engem Geriicht géif ugefouert ginn.

Ech wäert elo duerleeën, wat am Gesetz virgesinn ass, wéi eng Strukturen an de Betriber virgesi sinn, fir dass et engersäits zu kengen Abuse kënnt, wat net gerechtfertegt Signalementer ugeet, an anerersäits d'Auteure vun eventuelle Signalementer esou geschützt ginn, dass se net musse fäerten, eppes ze signaléieren.

Här President, ech iwwerreechen Iech an deem Sënn och eng Motioun, déi mer eestëmmeg an der Justizkommissioun ugeholl hunn, déi am Prinzipp d'Regierung opfuerdert, dëst Gesetz, wa mer dat dann haut unhuelen, no zwee Joer op de Leescht ze huelen, fir et ze evaluéieren. Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant la nouvelle loi relative aux lanceurs d'alerte transposant la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union ;

– estimant que les acteurs concernés par les nouvelles procédures, notamment l'office des signalements nouvellement créé ainsi que les canaux de signalement internes et externes, pourraient être amenés à identifier des défis ou besoins, voire des adaptations en cours de route et non couverts par le texte de loi ;

– rappelant que la Commission de la Justice a exprimé le souhait d'évaluer la mise en œuvre pratique de la nouvelle loi,

invite le Gouvernement

– à réaliser, deux ans après l'entrée en vigueur de la loi, une évaluation qualitative de la mise en application de la nouvelle loi.

(s.) Charles Margue, Marc Goergen, Carole Hartmann, Cécile Hemmen, Nathalie Oberweis.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue.

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | E puer Eckpunkten zum Gesetz: De Champ d'application ass, wéi scho gesot, den Droit national, mee mat follgenden Ausnamen awer: Ausgeholl sinn d'national Sécherheet, de Secret médical, de Secret vun der Relatioun zwëschent dem Affekot a sengem Client, de Beruffssecret vum Nottär, dee vum Dierwiechter, de Secret vun den Délibérations judiciaires an am Kader vun der Strofprozedur.

De Champ d'application personnel, deen ass och ganz breet gefaasst. Dee geet vum Salarié iwwert den Independant, d'Aktionären an d'Membere vum Verwaltungsrot an och – interessant – eeëmoleg an och zukünfteg Mataarbechter sinn abegraff, Stagiairen, Benevollen an esou weider.

D'Protektioun vun de Lanceurs d'alerte: de Verbuet vu Repressalie wéi Kënnegung, Zeréckstufen, Verweigerung vun enger Promotioun, Aschüchterung, diskriminéierend Behandlung an esou weider; géint all dës méiglech Repressalie kann den Auteur vun engem Signalement Recours aleeën. De Lanceur d'alerte kann net virgeworf kréien, dass hien e Signalement oder eng ëffentlech Divulgatioun gemaach huet, soulaang hie valabel Grënn dofir huet, Violatiounen opzedecken. Wann awer Repressalie geholl ginn, da kënnen d'Auteuren dovunner, also de Patron meeschtens an deem Fall oder och anerer, bestrooft gi mat enger Amende vun 1.250 bis 25.000 Euro.

Mee awer och op där anerer Säit si Strofen am Fall vun abusivem Signalement virgesinn. Et geet also net, hei just eng Säit héich ze schützen an Abusen net virzebauen. Nee, am Fall vun abusive Signalementer ass virgesinn, dass den Auteur vun engem Signalement, wou e kloer nogewise krut, dass hie bewosst falsch Informatiounen divulgéiert huet, muss mat enger Prisongsstrof vun aacht Deeg bis dräi Méint a mat enger Amende vu 1.500 bis 50.000 Euro rechnen. Donieft kann den Auteur och nach zu Schuedensersaz verklot ginn; seng Responsabilité civile spillt, fir dass d'Partei, déi duerch e falsche Signalement, eng Divulgatioun, Schued erlidden huet, deen erëm guttgemaach kritt.

Et gëtt am Gesetz, wéi et elo virgesinn ass, e puer Weeër, fir e Signalement ze maachen. Et gëtt do de Canal de signalement interne. Entitéiten ab 50 Mataarbechter mussen intern Signalementskanäl en place setzen, wou Persoune Violatioune vu Gesetzer duerch d'Entitéit, fir déi se schaffen oder déi se representéieren, kënne matdeelen. All Entitéit muss eng Persoun oder e Service designéieren, fir Signalementer entgéintzehuelen. Dat ka schrëftlech oder mëndlech an an enger vun eisen dräi administrative Sprooche geschéien. Informatiounen iwwert d'Prozedure mussen innerhalb vun der Entitéit och diffuséiert ginn. De Signalementskanal muss d'Confidentialitéit garantéieren. Interessant och: Den Accusé de réception muss innerhalb vu siwen Deeg virleien an d'Signalementer mussen an engem „délai raisonnable" ofgehandelt ginn: dräi Méint maximum.

Entitéite mat ënner 50 Mataarbechter, also méi kleng Betriber, oder Gemenge mat manner wéi 10.000 Awunner kënnen dat och maachen, de Canal de signalement interne, mussen awer net. Hei kënne potenziell Lanceurs d'alerte direkt iwwer en externe Kanal fueren, an dee gesäit esou aus: Eng Rëtsch Autorités compétentes, 22, fir genau ze sinn, ginn designéiert, fir extern Signalementskanäl opzesetzen, iwwert déi potenziell Lanceurs d'alerte fuere kënnen, wann zum Beispill keen interne Kanal do ass oder de Lanceur d'alerte aus anere Grënn op en externe Kanal wëll zréckgräifen.

Et sinn zum Beispill, wéi se am Artikel 18 virgesi sinn, d'CSSF, d'Commissariat aux assurances, d'Steieren an den Enregistrement, d'ITM, den ILR, d'CNPD, den CET, den Ombudsman, den OKaJu, d'Natur- a Waasserverwaltungen, de Barreau, d'Nottären, den OAI, de Collège médical an esou weider – fir dass Der Iech eppes kënnt drënner virstellen, wien déi Autorités compétentes sinn.

Ausser Signalementer entgéintzehuelen an ze traitéieren, kënnen dës Autorités compétentes och Amenden ausschwätze géint Persounen oder Autoritéiten, déi zum Beispill d'Opklärung vun engem Signalement behënneren, d'Identitéit vun engem Lanceur d'alerte präisginn oder kee Canal de signalement interne asetzen.

D'Divulgation publique ass awer och eng Optioun: Eng Persoun, déi Mëssstänn un d'Ëffentlechkeet bréngt, ka vum Schutzstatutt vum Lanceur d'alerte profitéieren:

1. wa se fir d'éischt iwwer Canal interne oder externe probéiert huet, dat ze maachen, awer keng zefriddestellend Moossnamen ergraff goufen;

2. oder eng Persoun Grënn huet ze mengen, dass eng imminent oder manifest Gefor besteet fir den Intérêt public;

3. oder am Kader vun engem Signalement externe, wa reell d'Gefor vu Repressalie besteet oder eng verständlech Gefor, dass zum Beispill d'Beweismaterial kuerzfristeg kéint vernicht ginn.

Nei kreéiert gëtt ënnert der Autoritéit vum Justizministère den „Office des signalements". Seng Missioune sinn, Persounen ze informéieren, Informatiounen iwwert den eventuellen Netfonctionnement vun interne Kanäl anzehuelen, d'Ëffentlechkeet iwwert d'Gesetz ze informéieren, Rapports annuels mat Statistiken iwwert d'Signalementer ze maachen a Recommandatiounen auszeschaffen.

E Wuert zum Dateschutz: Do ass et einfach an hirer Komplexitéit. De generelle Kader ass a bleift dee vum RGPD. Méi Detailer zu den Artikele mat de Commentairë sti wéi gesot am schrëftleche Rapport.

Awer nach e puer Wuert zu den Avisen – ech komme gläich zum Schluss, Här President –: Mir hunn der schlussendlech 21 am Dossier gehat. E grousst Theema ass, wéi schonns bemierkt, d'Ausweitung op de gesamten Droit national. Déi eng begréissen et, déi aner soen: „La directive et rien que la directive!"

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | De Secret professionnel, och en Topptheema. Do gouf jo dann och nogebessert a gekläert. Ech hunn, wann Der mer nogelauschtert hutt, schonn dorobber geäntwert, firwat mer se ausgeweit hunn, och wann „La directive et rien que la directive!" gesot ginn as. Eng ganz Partie Acteure war nämlech besuergt wéinst der initialer Fassung vum Text, an där eng Dispositioun d'Méiglechkeet virgesinn huet, dass Informatiounen, déi duerch de Secret médical an de Secret professionnel geschützt sinn, kéinten zum Objet vu Signalementer ginn, wann dëse proportional zum Notzen an noutwendeg wär, fir den Intérêt général ze schützen. An der amendéierter Versioun vum Text ass déi Dispositioun gestrach ginn, soudass de Secret professionnel wéi och de Secret médical net ugetaascht gëtt.

Très bien? Nee.

(Hilarité)

Insgesamt gouf et an den Avisen, déi sech elo all op déi initial Versioun vum Gesetzesprojet bezunn hunn, begréisst. Allgemeng gouf um Gesetzesprojet begréisst, dass mer d'Protektioun fir de Whistleblower an der nationaler Gesetzgeebung verbesseren a virun allem op europäeschem Niveau harmoniséieren.

Ech si schonn drop agaangen: Kritesch Stëmme gouf et an den Avisen iwwert d'Ausweitung vum Champ d'application matériel op de ganzen Droit national. Méi wéi een Avis, dorënner d'Chambre de Commerce an de Barreau, war beonrouegt, dass dëst zu Abuse kéint féieren.

Eng Fuerderung, déi och méi dacks genannt gouf, war, dass extern Signalementer exklusiv iwwer eng eenzeg zentral Stell sollte lafen.

Bon, ech sinn domadder um Schluss ukomm, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Ech hu mer

e wéineg méi laang Zäit geholl fir dat heiten. Ech mengen, et war derwäert, d'Matière ausféierlech duerzestellen. Ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun, ouni ze vergiessen, alle Mataarbechter Merci ze soen an der Fraktioun, an der Chamber a virun allem dem Laurent Thyes a senger Ekipp vum Penal um Ministère.

Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Charles Margue.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

(M. Laurent Mosar boit de l'eau.)

Une voix | Fir d'éischt schaffen, dann drénken!

M. Laurent Mosar (CSV) | Voilà!

(Interruptions)

Discussion générale

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, „Der größte Lump im ganzen Land, ..."

Une voix | „... ist und bleibt der Denunziant."

M. Laurent Mosar (CSV) | „... das ist und bleibt der Denunziant." Dat soen net ech. Dat sot warscheinlech och net den Hoffmann von Fallersleben, deem fälschlecherweis ëmmer dës Ausso zougeschriwwe ginn ass. Et ass einfach en däitscht Spréchwuert, dat d'Saach wuel iwwerspëtzt, awer gutt a kloer op de Punkt bréngt.

Well, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kee wëllt Denunziantentum a kee wëllt Denunzianten! Awer jiddwereen wëllt a fënnt se eigentlech ganz gutt: Whistleblower. Nach – an ech mengen, dat ass d'Konscht – muss een en Ënnerscheed maachen zwëschen engem Whistleblower an engem Denunziant.

En Ënnerscheed – an do wäert ech an den nächste Minutten och drop ze schwätze kommen –, deen net ëmmer esou einfach ass. Well wou genau läit hei den Ënnerscheed? Et ass eigentlech a leschter Instanz eng Fro vun de Motiver vu béiden: souwuel vun deem engen, deen eng Saach weiderdréit, wéi och vun deem aneren, deen eng Saach mécht. An dann hänkt et natierlech och vun der Saach selwer of.

An déi éischt Fro, déi ee sech hei muss stellen, ass deemno: Wëllt déi Persoun enger anerer Persoun aus Eegeninteressi oder revanchistescher Niddertruecht schueden a sech selwer eventuell profiléieren, bei enger Autoritéit bäischmieren, fir sech selwer en Avantage ze verschafen?

Dann hu mer et – an do si mer eis alleguerten eens – gréisstendeels mat Denunziantentum ze dinn. Dat kenne mer jo och aus Staatsformen, déi geziilt op Denunziantentum opbauen. An der Reegel sinn dat totalitär Diktaturen, an deene jiddereen deem anere säin Däiwel ass. An ech brauch Iech net ze beschreiwen, wou et dat nach virun net esou laanger Zäit ginn ass.

Bei de Whistleblower ass dat awer anescht. Dëser Persoun oder dësem Grupp vu Persoune geet et ëm fundamental Wäerter a Rechter, déi et ze schütze gëllt, jo, fir déi et ze kämpfe gëllt, virun allem fir d'Allgemengwuel an d'Recht op Meenungsfräiheet, duerchaus souguer mat engem eegene Risiko verbonnen.

De Whistleblowing ass also am Prinzipp eng Aktioun mat engem positive Motiv, engem positive Mënschen- a Gesellschaftsbild, am Géigesaz zum Denunziantentum mat engem negative Motiv an och engem negative Mënschen- a Gesellschaftsbild.

Mee nach laang ass et net ëmmer einfach, hei am Detail den Ënnerscheed ze maachen, an dat scho guer net um legislativen Niveau. Wat mech dann och zu der Gesetzesvirlag bréngt, déi mer de Mëtten haut an hei debattéieren.

Ier ech méi genau awer an d'Analys vun dësem Text ginn, erlaabt mer fir d'alleréischt, eisem President-rapporteur, dem Charles Margue, e ganz grousse Merci ze soen, éischtens fir déi ganz wäertvoll Aarbecht, déi iwwer Wochen an der Kommissioun och an dësem Projet gemaach ginn ass. Et war keen einfache Projet, souwuel fir säi schrëftleche wéi fir säi mëndleche Rapport, deen eigentlech ganz genau och beschreift, wat an deem Text elo hei festgeschriwwe gëtt a wat net.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Méint a Joren hu gewisen – och bei eis am Land! –, datt et leider och an Entreprisë kann zu schwéierwiegende Verstéiss géint international Bestëmmungen, awer och national Gesetzer kommen, wou et och am ëffentlechen Interessi ka sinn, datt dës vu couragéierte Mataarbechter am Betrib och denoncéiert ginn.

Déi Mataarbechter, déi dat maachen, maachen dat dann och net, fir hirem Betrib oder hire Kolleeginnen a Kolleegen ze schueden, mee et geet hinne wierklech drëm, hei op grav Verfeelungen opmierksam ze maachen, déi och riskéieren, der Gesellschaft schwéierwigende Schued zouzefügen, a sief dat och nëmmen um Niveau vun der Reputatioun vun engem Land, wéi dat leider och bei där ominöser Affär LuxLeaks de Fall war.

Et ass also wichteg, datt mer couragéiert Mataarbechterinnen a Mataarbechter an den Entreprisen, awer och beim Staat, bei Institutiounen, hunn, déi sech net scheien, grav Violatioune vu Gesetzer, awer och grav Dysfonctionnementer an hirem Betrib fir d'éischt iwwer e Signalement interne an, wann dat näischt bréngt, och iwwer e Signalement externe ze denoncéieren. An do kann ee sech ganz vill virstellen: Dat geet vu Kampf géint Terrorismus, géint d'Wäisswäsche vu Suen, géint Steierhannerzéiung bis och zu grave Verfeelunge géint Ëmweltschutz a Klimaschutz, an ech kéint mer do sécherlech nach eng Rei aner Beispiller virstellen.

A mir hunn dann och als Legislateur déi verdammte Flicht, dës Mataarbechter am allgemengen Interessi och ze schützen a se haaptsächlech viru Repressalië vun hirem Employeur ze schützen, wa se dann effektiv déi dote Faiten denoncéieren! Dofir ass et och absolutt noutwendeg, datt mir eis och hei am Land déi Instrumenter ginn, fir dës sougenannt „Whistleblower" adequat virun all Zorte vu Repressalien ze schützen.

Mir begréissen dofir och, datt d'Regierung e Gesetzestext op den Instanzewee bruecht huet an och elo versicht, e Cadre juridique opzestelle fir Whistleblower. Dee soll definéieren, wéi an a wat fir enge Konditiounen an no wat fir enge Modalitéiten an Zukunft sougenannt „Signalementer" souwuel no banne wéi no bausse sollen a kënne gemaach ginn.

Mir hätten eis allerdéngs, Här President, gewënscht, datt d'Regierung vläicht e bëssen éischter hir Hausaufgab gemaach hätt. Dat hätt eis alleguerten evitéiert, a besonnesch der Regierung natierlech, vun der Europäescher Kommissioun verklot ze ginn, an et wär vläicht och am wuelverstanenen Interessi vun der gudder Reputatioun vun eisem Land gewiescht.

Här President, fir och ganz kloer an däitlech ze sinn: Mir, d'CSV-Fraktioun, deelen also 100%eg d'Zilsetzung souwuel vun der europäescher Direktiv gradesou wéi vun deem Gesetz, iwwert dat mer haut an hei diskutéieren. Allerdéngs – an dat soen ech dann awer gradesou kloer –: Mir sinn net domadder d'accord, wéi d'Direktiv vun der Regierung an dësem Projet ëmgesat gëtt. Dëse Projet geet wäit iwwert den Text vun der Direktiv eraus, andeem en a sech en universale Statutt fir de Lanceur d'alerte och fir nationaalt Recht en place setzt.

De Champ d'application vun dësem Gesetz ënnerleet eigentlech elo de gesamten Droit commun sengem Champ d'application, wat zu ganz ville Problemer a Schwieregkeete wäert féieren. An ech kommen nach dorobber ze schwätzen.

Amplaz déi besteëend Protektiounsregimmer, déi eisen interne Rechtssystem elo scho virgesäit, ze harmoniséieren, gëtt hei erëm eng zousätzlech Couche dropgeluecht, andeem en zousätzlechen Dispositif en place gesat gëtt, deem seng Konturen – an dat soe ganz vill Avisen; an do sinn ech och net averstane mam Här Rapporteur – op ganz ville Punkte vag an net prezis genuch bleiwen.

Ech muss Iech och soen, Här President, datt ech selten zu engem Projet de loi esou vill Kriticke vu verschiddene Säite gelies hunn, déi eigentlech, wéi mir och, komplett mat der Zilsetzung d'accord sinn, mee awer net mat der Aart a Weis, wéi d'Regierung elo déi Ziler wëllt erreechen.

An dësem Projet stelle sech vill Froen, wat d'Kompetenze vun den Autoritéiten a vun eise Geriichtsbarkeete betrëfft, dat ëmsou méi – an dat ass vläicht och bis elo nach net ëmmer esou ënnerstrach ginn –, well de Projet awer eng ganz Rei vu ganz zolitten zivillen, penalen an administrative Sanktioune virgesäit.

Fir meng Fraktioun a fir mech ass awer eng vun de substanzielle Kriticken déi, datt an Zukunft kann – a lauschtert gutt no! – eng Alerte lancéiert ginn op Base einfach nëmme vu Verdachtsmomenter – Verdachtsmomenter! –, ouni klore Beweis, wat eventuell Violatioune géint Gesetzer ugeet, mee datt och dës Denonciatioun kann anonym gemaach ginn, wat esou am Text vun der Direktiv net explizitt virgesinn ass.

Den ursprénglech Gesetzestext ass och nach vill méi wäit gaangen, andeem en d'Beruffsgeheimnisser vun enger ganzer Rei vu Beruffsgruppen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och nach mat an de Champ d'application erageholl huet. An nëmmen dank der vehementer Oppositioun vu ville Beruffsgruppen, awer ganz besonnesch dem Conseil de l'Ordre des avocats, sinn dës Beruffsgeheimnisser hei expressement erausgeholl ginn.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Wat eis, Här President, awer am meeschten un der Manéier, wéi dës Direktiv ëmgesat gëtt, stéiert, ass, datt hei all Infraction de droit commun, egal wéi grav se ass, automatesch mat erafält. An ech liesen Iech och nach eng Kéier dee Passage vir: „Sont visés tous les ‚actes ou omissions' qui sont illicites en droit national ou européen, ou pire, qui vont à l'encontre de l'objet ou de la finalité du droit national respectivement européen."

De Champ d'application, esou wéi en elo am Gesetzestext festgeschriwwe ginn ass, depasséiert also largement d'Exigenze vun der Direktiv, déi sech eigentlech – an dat ass jo interessant – op verschidden Theeme limitéiert, wéi zum Beispill d'Marché-publicken, d'Securitéit vun de Produiten an nach eng ganz Rei anerer, wat och fir eis a fir mech déi allerwichtegst sinn.

An deem Text, wéi en elo virgesinn ass, ass iwwerhaapt kee Seuil de matérialité festgeluecht. A wéi ech scho virdru gesot hunn, geet et duer – an ech

zitéieren och –, datt den Auteur vum Signalement: „ait des ‚motifs raisonnables de croire' qu'il y ait une violation." „Des motifs raisonnables de croire qu'il y ait une violation"!

Hei kann also – a leider Gottes gëtt et där Mënschen och an de Betriber – eng Persoun, déi net déi allerbeschten Intentiounen huet, einfach nëmmen eng Suspicioun, eng einfach Suspicioun vun enger Violatioun hunn a kann eng eigentlech harmlos Violatioun invoquéieren an herno vun enger Immunitéit profitéieren, wat zum Beispill d'Confidentialitéit betrëfft, awer och d'Interdiction vu Repressalien.

Dat geet also schrecklech wäit. An erlaabt mer, Iech vläicht do dräi Beispiller ze ginn, well ech och an de leschten Deeg vill mat Kolleegen och driwwer geschwat hunn a gesot hunn: „Wat steet dann eigentlech do dran?"

Mir sinn hei am Droit commun, dat heescht, do fält de ganze Code de la route mat dran. Wann also ee vun eis – gëschter war den 1. Mee, et waren der vill ënnerwee, och mam Auto – do an eng Polizeikontroll kënnt wéinst ze vill héijer Vitess oder och nach wéinst anere Saachen an dee gëtt do protokolléiert, da kann also e Mataarbechter, deen dat gewuer gëtt, deen denoncéiere bei sengem Employeur.

Ech ginn Iech en zweet Beispill. Hei si vill Buergermeeschteren a Schäffen a Gemengeconseilleren, déi ëmmer Mariagë maachen. Do ass een Artikel, dee mer ëmmer virliesen: „Les époux sont tenus de vivre ensemble." Wann elo – an dat soll et jo anscheinend ginn – och emol Conjointen, déi bestuet sinn, net méi doheem mat hirem Partner liewen, ass dat – ech weess, dass Der elo vläicht mam Kapp rëselt – eng Verfeelung géint de Code civil. Wann also elo ee vun de responsabele Cheffe vun enger Entreprise net méi mat sengem Partner zesummelieft, kéint dat en théorie Objet vun enger Denonciatioun ginn.

Ech ginn Iech en drëtt Beispill. An Entreprisen, a Gebaier, ginn oft Aarbechte gemaach. Ech hunn dat elo selwer vun enger Persoun gesot kritt: „Kanns De dat vläicht och do zitéieren?" Da ginn do Transformatioune gemaach, wat derzou féiert, datt heiansdo net all d'Toilettë verfügbar sinn. An Dir wësst, do gëtt et an eisen interne Reglementer Obligatiounen, datt ee mindestens muss esou vill Toilettë bei esou vill Leit hunn. An do kënnt mol iwwerall vir, datt d'Zuel vun den Toiletten dann net méi onbedéngt dee Moment der Zuel vun den Effectiver entsprécht. Dem Text no kéint elo e Mataarbechter seng Direktioun denoncéiere goen, well hei op engem prezise Punkt dat Gesetz net respektéiert gëtt.

Elo kënnt Der mer natierlech alleguerte soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Jo, dat do ass puer Theorie." Ech hoffen, datt et puer Theorie ass. Mee mir wëssen och, an de Betriber schaffen net lauter Leit, déi déi beschten Intentiounen hunn. An ech fäerte ganz, datt et hei zu Abuse ka kommen.

Firwat kann et zu Abuse kommen? Ech huelen einfach d'Beispill vun engem Salarié, engem Employé, deen effektiv duerch ech weess net wat um Punkt ass, säi Kontrakt gekënnegt ze kréien. Wat mécht deen? E fënnt iergendwéi en Element, fir eng Denonciatioun ze maachen. Doduerch, datt en eng Denonciatioun mécht, kann en net méi gekënnegt kréien. E kann net méi gekënnegt kréien! E profitéiert do vun der Clause de confidentialité. Dat heescht, do bréngen mer eng ganz Rei vu Betriber an eng zum Deel onméiglech Situatioun.

Natierlech wäert elo d'Madamm Justizministesch herno äntwerten: „Jo, mee do gëtt et jo awer eng Rei Firewalls, déi am Gesetz agebaut sinn, déi eigentlech déi doten Abuse solle vermeiden." Ech hoffen, datt dat de Fall ass, Madamm Justizministesch. Ech soen awer elo schonn, datt dat warscheinlech a ganz ville Fäll net wäert duergoen.

An erlaabt mer vläicht – ech hätt hei vill kënne virliesen –, just e Passage aus engem Avis virzeliesen, nämlech deem vum Conseil de l'Ordre des avocats, deen eigentlech just op dësem Punkt méi wéi kloer ass. An doduerch, datt de Secret professionnel elo erausgeholl ginn ass, ännert dat absolutt näischt un deem heite Punkt.

Ech liesen Iech also vir: „Notant que les auteurs du projet de loi sous avis ont opté pour une définition des ‚violations' pouvant être dénoncées impunément qui couvre […] les actes ou omissions illicites de toute nature et […] les actes ou omissions qui ne sont illicites, mais qui ‚vont à l'encontre de l'objet ou de la finalité des dispositions du droit national ou européen', le Conseil de l'Ordre", an elo lauschtert gutt no, „considère qu'il s'agit d'une véritable carte blanche aux délateurs de tous genres, qui n'est pas digne d'un État de droit et qui va largement au-delà des ‚violations' que vise la Directive." Ech widderhuelen: „une véritable carte blanche aux délateurs de tous genres"! Dat seet de Conseil de l'Ordre vun den Affekoten.

An hei sëtze jo vill Affekoten a Juristen. Also, ech muss Iech soen, ech kéint net als Affekot a Jurist mat guddem Gewëssen de Mëtteg dësem Text meng Zoustëmmung ginn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar (CSV) | Ech muss Iech duerfir och agestoen, Här President, datt a menge ville Joren, an deenen ech mech mat ville Projet-de-loien auserneegesat hunn, souwuel d'ailleurs an der Majoritéit wéi an der Oppositioun, ech mech net kann erënneren, datt eng Regierung vun engem Conseil de l'Ordre vun den Affekoten, wat net egal wat fir ee Gremium ass, mee wat deen héchste Gremium ass, sech esou hefteg Reprochen huet misse maache loossen.

Ech mengen d'ailleurs och, Madamm Justizminister, an ech deelen natierlech hei voll déi Bedenke vum Conseil de l'Ordre des avocats, datt hei wierklech eng Applikatioun vum Regimm vun der Direktiv op eng ganz Rei Akten an Domäne gemaach gëtt, déi, wéi gesot, largement iwwert de Champ d'application vun der Direktiv erausgeet. An hei riskéiere mer – an dat ass och e Risiko, dee menger Meenung no d'Regierung ënnerschätzt –, datt mer doduerch, datt mer hei wäit driwwer erausginn, och de Geescht vun der Direktiv net transposéieren.

An erlaabt mer och ze soen: Ech sinn net mat Ärer Argumentatioun d'accord! Duerfir soen ech et direkt, well ech unhuelen, datt Der mer se herno dann och erëm wäert soen. Wéi ech Iech d'Fro gestallt hunn an der Commission de la Justice, hutt Der éischtens gesot, mir wären hei an enger spezieller Situatioun a mir missten eigentlech hei exemplaresch virgoen, well mir jo och an där Affär LuxLeaks do direkt zitéiert gi sinn a well déi och e bësselchen am Urspronq vun deem ganzen Text hei ass.

Abee, ech muss Iech soen, Madamm Justizminister: Grad eleng dowéinst hätt ech, hätte mir eis strikt op den Text vun der Direktiv limitéiert a mir wären net doriwwer erausgaangen. An ech soen Iech och, wat déi ominéis Jurisprudenz betrëfft: Dir wësst esou gutt wéi ech, d'Jurisprudenze ginn eng Kéier an déi eng Richtung a se kënne muer erëm an déi aner Richtung goen.

(Interruption)

A mir hunn nach Jurisprudenze vum Europäesche Geriichtshaff, duerfir ass et ëmmer geféierlech, wann een en Text just op Jurisprudenze baséiert. An duerfir ass dat fir mech och kee Grond, fir hei weesentlech iwwert d'Zil vun der Direktiv erauszeschéissen.

Här President, ech mengen, ech hunn elo méi wéi genuch gesot iwwert de Champ d'application vun dësem Gesetz. Ech wëll awer nach op een anere Punkt agoen, dee menger Fraktioun an och mir selwer ganz vill Bauchwéi mécht a wou ech och elo direkt nach wäert eng Motioun deposéieren.

Mir hate viru Kuerzem eng ganz interessant Debatt iwwert d'Perspektive vun der lëtzebuergescher Wirtschaft, an e Constat, dee quasiment all Riednerin a Riedner hei gemaach huet, ass deen, datt mer misste vill méi schnell mat der Simplification administrative virukommen an d'Entreprisë vun deenen deelweis iwwerdriwwene Formalitéite befreien.

Mat dësem Gesetz, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gi mer besonnesch deene klengen a mëttele Betriber elo erëm nei Prozeduren imposéieren, déi net nëmme vun hinnen zousätzlech Formalitéite verlaangen, mee haaptsächlech en Knowhow, fir e Gesetz ëmzesetzen a Mechanismen a Strukturen en place ze setzen, fir iwwerhaapt kënnen d'Contrainten, déi dësen Text mat sech bréngt, ze erfëllen.

Ech rappeléieren, datt ënnert dëst Gesetz all d'Entreprisë mat méi wéi 50 Mataarbechter falen. An dësem Land wäerten also Honnerte vun Entreprisë betraff sinn. Och ganz vill Gemengen an dësem Land wäerten hei dervu betraff sinn. Och mir, Här President, wäerte vun dësem Text betraff sinn.

A wat mech awer elo am meeschte stéiert, dat ass, datt ech iwwerzeegt sinn, datt déi allermeescht vun dësen Entreprisen – an ech hunn den Test an deene leschten Deeg gemaach – eigentlech iwwerhaapt keng Anung hunn, wat an deenen nächste Wochen a Méint op se zoukënnt, well déi wëssen emol net, wat an deem Projet de loi do steet. Och d'Mataarbechter hu keng Anung, wat do an den nächste Wochen a Méint op se zoukënnt.

An dat erënnert mech trotzdeem e bësselchen un de Registre des bénéficiaires effectifs, iwwert dee mer och virun e puer Joer hei diskutéiert an ofgestëmmt hunn. An do, kënnt Der Iech erënneren, hat ech deemools opmierksam gemaach op Problemer, déi dat Gesetz géif fir d'ASBLe bréngen. Ech si belächelt ginn hei. Et ass gesot ginn, wat mir hei géifen opféieren. D'Gesetz war nach net a Kraaft, do ass en Opschrei duerch all d'ASBLe gaange fir ze soen: „Ma wat ass iwwerhaapt do gestëmmt ginn?" An ech soen Iech, datt et hei grad a genau d'selwecht wäert goen, well et huet kee Mënsch eng Anung, wat iwwerhaapt do op en zoukënnt!

An ech muss soen, et ass zum Deel och onverantwortlech vun enger Regierung, hei am Virfeld déi Entreprisen net emol do informéiert ze hunn, well déi mussen dat jo awer elo ëmsetzen. Ech weess, do sinn Delaie virgesinn. Si mussen zum Deel, wann et méi grouss Entreprisë sinn, souguer eenzel Leit carrement ofstellen, fir déi Signalement-internen do ze maachen. Abee, ech froe mech, wou déi Entreprisen déi Leit siche ginn a wéi se dat maachen. Dat wäert erëm en zousätzleche Käschtepunkt sinn.

An duerfir wäert ech och hei eng Motioun deposéieren, wou mir d'Regierung opfuerderen, esou schnell wéi méiglech eng ganz breet gefächert Informatiounscampagne ze maachen à l'attention vun alle Concernéierten – dat sinn op där enger Säit natierlech d'Entreprisen, awer och d'Mataarbechter, déi an deenen Entreprisen do schaffen –, fir se iwwerhaapt emol driwwer ze informéieren, wat an Zukunft hir Rechter a Flichte sinn.

Här President, ech kommen domadder zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Och wa mir mat der Zilsetzung souwuel vun der Direktiv wéi och vun dësem Gesetz averstane sinn an och fir méi en effikasse Schutz vum Whistleblower sinn, sou fanne mir, datt d'Regierung mat dësem Projet de loi einfach iwwert d'Zil erausschéisst an d'Dieren opmécht fir eng Zort vun Denunziantentum, déi mir och als Partei an eiser Gesellschaft op kee Fall wëllen.

Well eppes wëlle mir net, Här President, dat ass déi Welt, déi den George Orwell beschriwwen huet, nämlech eng „Big Brother is watching you"-Gesellschaft, an där een deen anere bei deem geréngste Verdacht op Verfeelung direkt verpäife geet.

Och – an dat ënnerstellen ech wierklech net der Regierung – wann dat sécherlech net d'Zil vun dësem Projet de loi ass, besteet dach d'Gefor, datt leider an Zukunft duerch dësen Text Mënsche kënnen encouragéiert ginn, hir Matbierger bei der éischtbeschter Geleeënheet ze verpetzen. An dat ass eppes, wat mir op jidde Fall an eiser Gesellschaft net wëlle favoriséieren.

Dir verstitt, Här President, datt mir aus all deenen dote Grënn dëst Gesetz beim beschte Wëllen net kënne stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– constatant qu'il y a lieu de transposer en droit national la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union européenne ;

– constatant que le champ d'application matériel de la directive en question a été étendu sur l'ensemble du droit national ;

– constatant que les nouvelles dispositions vont engendrer des obligations supplémentaires pour les entreprises au Luxembourg ;

– constatant que les obligations auxquelles les entreprises doivent se conformer sont nombreuses et complexes ;

– constatant que ces obligations impliquent une charge de travail supplémentaire ainsi que des coûts supplémentaires non négligeables pour les entreprises ;

– soulignant qu'il est nécessaire de fournir aux entreprises des informations concrètes et précises quant aux différents devoirs et obligations leur incombant, et ce dans les meilleurs délais,

invite le Gouvernement

– à lancer ensemble avec les chambres professionnelles une large campagne d'information et de sensibilisation afin d'expliquer en détail aux acteurs concernés des différents secteurs de l'économie luxembourgeoise les tenants et aboutissants de la loi dont question.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Octavie Modert, Gilles Roth.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop dem Rapporteur Charles Margue e grousse Merci fir säi mëndlechen, awer och säi ganz detailléierte schrëftleche Rapport.

WikiLeaks, Facebook-Leaks, LuxLeaks, den Tönnies-Fleesch- an och de VW-Dieselskandal, alles dat si Beispiller vun Dossieren, déi an der Press weltwäit fir grouss Iwwerschrëfte gesuergt hunn, well Eenzelpersounen, sougenannt „Whistleblower", mat Informatiounen op déi eng oder aner Manéier op Sujeten opmierksam gemaach hunn oder un d'Ëffentlechkeet getruede sinn.

Säitdeem ass de Whistleblowing ëmmer erëm e Sujet vun Diskussioune gewiescht, an och op europäeschem Niveau huet ee probéiert, op essenziell Froen, déi dëse Sujet betreffen, déi passend Äntwerten ze fannen:

Wéi steet et ëm de Schutz vu Lanceurs d'alerte?

Wéi eng Kanäl fir d'Transmissioun an d'Diffusioun vun Informatioune sinn erlaabt, an ënner wat fir enge Konditiounen?

Wéi si Schutz a Repressalie fir béid Parteien an der Relatioun Auteur an Informant am Gesetz festgehalen an equilibréiert?

A ganz kruzial: Wéi bréngе mir et fäerdeg, net zu engem Denunziantestaat ze ginn an trotzdeem Whistleblower ze schützen?

Léif Kolleegen, mat der europäescher Direktiv, déi mer haut duerch dëse Projet de loi transposéieren, ass versicht ginn, passend Äntwerten op ënner anerem dës Froen ze fannen. Dëse gesetzleche Kader soll et erlaben, am ëffentlechen Interessi op Mëssstänn hinzeweisen an Transparenz a Gerechtegkeet ze promouvéieren, dëst am Schutz vun de jeeweilege Parteien an ouni dass Abuse bedriwwe kënne ginn.

Et ass scho gesot ginn, et ass awer wichteg, et ze rappeléieren: Mir hu Retard bei der Transpositioun vun dëser Direktiv! Mat all Dag, deen dës Direktiv net transposéiert ass, muss Lëtzebuerg eng Strof bezuelen. Vun dohier ass et och immens wichteg, dass mir dës Direktiv elo ëmsetzen.

Här President, mir hu säit 2011 schonn e gesetzleche Kader, dee Whistleblower schützt. Dëst Gesetz – an dat ass an de Geriichtsaffären iwwert déi lescht Joren däitlech ginn – ass a senger Essenz awer net ganz komplett. An dësen Affären huet d'Analys sech dohier och haaptsächlech ëm d'Applikatioun vum Artikel 10 vun der Mënscherechtskonventioun gedréit, an eis Geriichter hu sech op Jurisprudenze vum Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter gestëtzt, fir ze analyséieren, ob eng disproportionell Ingerence an d'Liberté d'expression virläit oder net.

Quitte dass mer eise gesetzleche Kader haut erweideren, wäert sech dës Analys op Basis vun der CEDH héchstwarscheinlech net fundamental änneren. An eiser Hiérarchie des normes sti bekanntlech déi supranational Reegele ganz uewen a wäerten deemno och weiderhin an esou Affären opgeworf an och analyséiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, e Whistleblower huet am Idealfall eng gutt Absicht, nämlech déi, op eng Gefor fir d'Ëffentlechkeet hinzeweisen oder op eng flagrant Ongerechtegkeet opmierksam ze maachen. Dëst ass och esou an dësem neien Text festgehalen.

Hei ass dann och schonn e ganz wichtege Punkt vun dësem gesetzleche Kader: Et muss verhënnert ginn, dass Persounen aus enger perséinlecher Vendetta eraus oder aus perséinlechem Interêt Firmen, Entitéiten oder Administratiounen ënner Drock setzen oder Onwourechte verbreeden, fir selwer dovunner ze profitéieren. E Lancement d'alerte ka just gemaach ginn, wann och e valabelen a reelle Motiv dofir besteet. Dëst ass am Commentaire vum Artikel 4 festgehalen: Eng Persoun muss, ech zitéieren, „motifs raisonnables" hunn, fir eng Informatioun ze divulgéieren. Abusiv Signalementer sollen deemno evitéiert ginn. An de Rapporteur hat och schonn op d'Garde-fouen hei an deem Gesetz higewisen, wou och penal Strofe virgesi sinn.

Doriwwer eraus gëllt weiderhin, dass béisaarteg falsch Denonciatioune géint eng Persoun, esou wéi dat och schonn haut de Fall ass, zu Poursuitten a Condamnatioune wéinst Dénonciation calomnieuse kënne féieren.

En nächste wichtege Punkt ass deen, dass d'Divulgatioun a priori am ëffentlechen Interessi muss sinn. Den Intérêt public vun der Divulgatioun vun Informatiounen ass iwwregens och ee vun de Krittären, dee vum Europäesche Geriichtshaff an all Whistleblower-affär kontrolléiert gëtt. E Punkt, op deen de Stater Barreau a sengem Avis nach eemol opmierksam gemaach huet, andeem e rappeléiert, dass à la base d'Iddi hannert dem Prinzipp vum Whistleblower, a virun allem och dem Schutz vum Whistleblower, dem Opweise vu méigleche Menacen an Atteinten op den ëffentlechen Interessi ënnerläit.

An der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter ass den ëffentlechen Interessi vun der Divulgatioun deemno eng Konditioun, fir d'Protektioun vum Whistleblower kënnen ze kréien. Och am rezenten Arrêt Halet vun der CEDH ass dës Analys ganz prezis gemaach ginn.

Am Text vun eisem Projet de loi stoung initial och explizitt dran, dass d'Violatiounen, déi denoncéiert ginn, an hirer Konsequenz den Ordre public troubléiere mussen. Den explizitte Renvoi op en „trouble causé à l'intérêt public" ass allerdéngs op Basis vun enger Opposition formelle vum Staatsrot aus dem Projet de loi erausgelooss ginn.

Hei stellt sech d'Fro – an ech géif dës Fro un d'Madamm Minister weiderginn –, ob Denonciatiounen, déi op Basis vum neie Cadre légal gemaach kënne ginn, trotzdeem dësem ëffentlechen Interessi dénge mussen, wéi dat och am Commentaire zum Artikel 4 ugeduecht ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am neien Text ass festgehalen, op wéi eng Manéier Informatioune kënne virugi ginn. Virop ass et hei wichteg ze betounen, dass et eng Aart Hierarchie gëtt, wéi op Mëssstänn oder Problemer opmierksam gemaach soll ginn:

Intern Meldunge bei enger Firma, an enger Administratioun: Den interne Wee soll ëmmer privilegéiert ginn.

Un zweeter Plaz stinn iwwer 20 Entitéiten zur Verfügung, déi mat dësem neie Gesetz den néidege legale Kader kréien an déi et engem erlaben, eng extern Revelatioun an dësem geschlossenen a reglementéierte Kader ze maachen, ouni dass eng Affär direkt muss dobaussen un déi grouss Klack gehaange ginn.

Eréischt un drëtter Stell gëtt et d'Divulgation publique, also zum Beispill d'Eruntrieden un d'Press oder allgemeng un d'Ëffentlechkeet, an dësem Text als ultime Optioun fir de Whistleblowing ernimmt.

Och dës Divulgation publique hat am Virfeld fir Diskussioune gesuergt, méi genee d'Konditiounen, ënnert deenen esou eng Divulgation publique iwwerhaapt dierf gemaach ginn. Am Text vun der Direktiv ass festgehalen, dass eng intern Meldung beim zoustännegen Departement oder enger respektiver Administratioun dem Exercice vun der Divulgation publique virausgoe soll. Den Här Rapporter huet et virdrun erkläert: Dës Konditioun gouf am Projet de loi als eng Optioun, also net als eng Obligatioun, bäibehalen.

Hei sief awer ganz kloer gesot, dass et net dorëms geet, jidder Persoun dobaussen et ze erlaben, sou „mir nichts, dir nichts" un d'Ëffentlechkeet ze trieden an d'Reputatioun vu Persounen oder Entreprisen einfach esou ze endommagéieren, ouni e fundéierte Grond an ouni dass en ëffentlechen Interessi bei esou enger Affär besteet. Et geet drëm, Persounen, déi iwwer Wësse verfügen, dat fir déi ëffentlech Sécherheet relevant ass, e leschte Moyen ze bidden, déi ëffentlech Opmierksamkeet op dëse Problem ze riichten, falls si iwwer aner Weeër net geholleff kréien.

An deem Kader géif ech op eng Question parlementaire verweisen, déi d'Kolleege vun der CSV am Joer 2018 gestallt hunn. Deemools hat eng Persoun, déi anonym wollt bleiwen, d'Administratioun GOVCERT kontaktéiert an drop opmierksam gemaach, dass et bei enger staatlecher Plattform Sécherheetslücke géif ginn, via déi dës Persoun sech notamment iwwer dausend Usernimm a Passwierder konnt uneegnen, entre autres vu Ministeren, Deputéierten a Journalisten. Dës Persoun hätt awer nëmmen agewëllegt, Detailer erauszeginn, wann een hir géif versécheren, datt si ouni Konsequenze géif dervukommen. Finalement huet de Staat dëser Persoun et erméiglecht, hiert Wëssen anonym matzedeelen, an et ass och reagéiert ginn. Eng vun de Froe vun der CSV war deemools, wisou bis elo nach kee Whistleblowergesetz op den Instanzewee bruecht gi wär.

An dësem prezise Fall hei ass et ëm ëffentlech Sécherheet a Relatioun mat Informatik gaangen. Dat erlaabt et, nach eemol d'Wichtegkeet vum Text ze ënnersträichen, dee mir haut stëmmen. Net nëmmen huet et sech hei ëm e Problem op nationalem Niveau gehandelt. Et brauch och net vill Imaginatioun, wann ee sech iwwerleet, wat geschitt wär, wann de Staat dëser Persoun deemools net d'Méiglechkeet ginn hätt, sech anonym ze äusseren, a wann da spéider erauskomm wier, dass si iwwert dëst Wësse verfüügt hätt, dass een et awer net un de Grand public oder op d'mannst un déi concernéiert Persoune viruginn hätt, mee probéiert hätt, dëse Problem virun der Ëffentlechkeet ze verstoppen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll nach op e weidere Punkt agoen, deen notamment vum Conseil de l'Ordre vun den Affekote vum Stater Barreau a vum Ordre des experts-comptables opgeworf ginn ass an deen eis als DP-Fraktioun och um Häerz läit. Et geet ëm de Secret professionnel vun dësen an anere Beruffer, deen onbedéngt muss protegéiert ginn.

Als Confidents nécessaires genéisse beispillsweis Dokteren an Affekoten d'Vertraue vun hire Patienten an hire Clienten, e Vertrauen, dat nëmme kann oprechterhale ginn, wann de Client och weess, datt seng Informatioune bei dëser Persoun gutt a virun allem sécher opgehuewe sinn. Duerfir ass et kruzial, dass Informatiounen, déi ënner esou e Secret, gradewéi och ënnert de Secret de l'instruction, falen, net kënnen divulgéiert ginn, ausser et gëtt eng Obligation légale de dénonciation, notamment wat Infraktiounen am Kader vun der Lutte géint Blanchiment an Terrorismus ugeet.

Hei hat den initialen Text eng weider Attenuatioun vun de Secrets professionnels virgesinn. De Staatsrot huet heiranner awer eng Insécurité juridique gesinn an haaptsächlech drop higewisen, datt en matière pénale eng Restriktioun vum Secret tëschent dem Affekot a sengem Client den Artikel 6 vun der Mënscherechtskonventioun, dat heescht d'Recht op e Procès équitable, violéiere géif. Den Artikel 1 vun dem Projet de loi ass doropshin, esou wéi et och vun dem Barreau aus der Stad a vun den Expert-comptablë gefrot ginn ass, amendéiert ginn, soudass déi divers Beruffsgeheimnisser net weider duerch dësen neie Cadre légal ofgeschwächt ginn. An dëst begréisse mir als DP-Fraktioun ausdrécklech.

Kolleeginnen a Kolleegen, d'Virureeche vu sensibelen oder kriddelegen Informatioune ka fir béid Säiten an enger Affär laangwiereg a substanziell Konsequenzen hunn, souwuel privat wéi och professionell. Et ass doweinst wichteg, dass een net liichtfankeg mam Theema Whistleblowing ëmgeet.

Als DP ënnerstëtze mir dowéinst och eng Motioun, iwwert déi mir och an der Justizkommissioun, wéi de Rapporter et gesot huet, geschwat hunn an déi virgesäit, dass no zwee Joer e Suivi vun dësem Text gemaach soll ginn. Fir eis als DP ass et wichteg, mam Projet de loi, deen zum Vott steet, d'Whistleblower ze schützen, esou wéi dat och d'Virgab ass vun der EU-Direktiv, an awer parallell net zu engem Denunziantestaat ze ginn. Wann de Suivi vun dem Gesetz dat sollt erginn, da musse mer dee Moment dorobber reagéieren.

Ech géif heimadder den Accord gi vun der DP-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da wier et un där honorabeler Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Merci, Här President. Madamm Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, merci virop dem Charles Margue fir dee gudden an detailléierte geschriwwenen an och mëndleche Rapport.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, haut hu mer de Rapport vun engem juristesch a sozial wichtege Projet de loi gemaach kritt, deen d'europäesch Direktiv vun 2019 iwwert d'Whistleblower an eis Legislatioun transposéiert.

D'ganz Welt an och Europa sinn an de leschte Joren ëmmer nees vu finanziellen an och politesche Skandaler geréselt ginn, déi eigentlech just duerch d'Whistleblower opgedeckt goufen.

Stéchwuert Edward Snowden zum Beispill: Deem seng Revelatiounen hunn am Joer 2013 déi berüchtegt NSA-Affär ausgeléist. Hien huet deemools als weltwäit bekannteste Lanceur d'alerte derfir gesuergt, dass Top-Secret-Dokumenter un d'Ëffentlechkeet koumen, an esou dem Public d'Ausmooss vun den Iwwerwaachungs- a Spionagepraktike vu Geheimdéngschter gewisen. Dëst huet him, duerch de feelende Schutz, e Liewen am Exil abruecht.

Nieft de Skandaler huet d'Cour vu Stroossbuerg déi sougenannte Guja-Krittären an hirem berüümten „Arrêt Guja" festgehalen. Deenen no soll bewäert ginn, ob en Ugestallten, dee jo en Devoir de loyauté oder eng Obligation de secret par rapport zu sengem Employeur huet, kann Informatioune weiderginn, ouni sech domadder strofbar ze maachen, well en als Whistleblower qualifizéiert gëtt.

Zu Lëtzebuerg si mir eis der Problematik vum Whistleblowing och bewosst. Mir haten eisen eegene souzesoe „Snowden-Fall", den Antoine Deltour, deen an der Affär LuxLeaks als unerkannte Whistleblower de Journalisten Dokumenter zoukomme gelooss huet, fir ze weisen, dass Lëtzebuerg verschiddene groussen Entreprisen aus dem Ausland Steiervergënschtegungen erméiglecht huet. Dëse Fall war viru Kuerzem nach an der Aktualitéit, well eeben de Raphaël Halet, vun deem de Mëtteg schonn e puermol rieds gaangen ass, den zweeten Informant an dëser Affär, och als zweete Whistleblower 2021 unerkannt ginn ass an elo keng Strof bezuele muss.

An der Aktualitéit an am Kontext vum Ukrain-Krich ass de Fall vum australesche Journalist Julian Assange ganz pikant. Hie sëtzt de Moment nach am Belmarsh-Prisong a seng Haft ass ëmstridden, besonnesch wat seng Behandlung ugeet. Seng Fräiloossung ass vun der Kommissioun vun de Mënscherechter aus dem Conseil de l'Europe gefrot an och verlaangt ginn. Et kann een dervunner ausgoen, dass seng Inhaftéierung a seng Behandlung en ofschreckend Bild fir all méiglech Whistleblower sinn. Wa Leit Informatiounen iwwer en arméiert Konflikt hätten, wéi et bei de WikiLeaks-Publikatioune war, da géife se wuel esou Fäll dervunner ofgehalen, dës weiderzeginn, wat am Kontext vum ukrainesche Konflikt nach kéint vu ganz grousser Bedeitung sinn.

Et gëtt deemno eng ganz Partie Argumenter, déi derzou gefouert hunn, dass d'Regierungsparteien am Koalitiounsaccord 2018–2023 festgehalen hunn, dass d'europäesch Direktiv vun 2019 iwwer eng uniform europäesch Legislatioun fir de Schutz vun de Whistleblower soll transposéiert ginn. Dës Regierung huet sech also dës Missioun ginn an huet se och elo erfëllt. Am Hibléck op déi 22 Avisen, déi zu dësem Projet de loi vun deene verschiddensten Autoritéiten erakomm sinn, hunn d'Regierung an d'Chamber eng séier an effikass Aarbecht geleescht.

Bei eis huet déi europäesch Direktiv missen esou séier wéi méiglech transposéiert ginn, well et och an eisen Nopeschlänner wäitgeeënd scho gemaach ginn ass. Esou huet Frankräich am Februar 2022 déi néideg Texter adoptéiert an d'Belsch huet am Februar 2023 en neit Gesetz iwwert de Schutz vun de Whistleblower begréisst. A Frankräich war iwwregens schonn 2016 mat der Loi Sapin 2 en offizielle Status fir de Whistleblower festgehale ginn. D'Belsch hat virun der Transpositioun vun der Direktiv iwwregens nach eng ganz Partie Lacunnen an hirer Legislatioun.

D'europäesch Direktiv huet als Objektiv de Schutz vum Lanceur d'alerte, mee virun allem en uniforme Schutz fir all d'europäesch Länner, fir esou vill wéi méiglech legal Zersplitterungen – oder solle mer soen Ongläichheeten? – ze verhënneren. Zousätzlech soll en iwwergeuerdente legislative Schutz an all Land geschaaft ginn, dee sech iwwert déi deelweis sektoriell Schutzbestëmmunge vun de Lanceurs d'alerte anuerdent. De Schutz, dee betraffe Persoune kënne kréien, gëtt also juristesch verstäerkt an erweidert.

Zu Lëtzebuerg ass de Schutz vum Whistleblower bis elo nämlech sektoriell gereegelt. Do huet de Finanzsecteur déi meescht Fortschrëtter gewisen, wou verschidde Gesetzer a verschiddene Matièren, wéi dem Blanchiment, dem Abus de marché, den Investitiounsservicer an de Verhalensreegele vun de Professionellen am Finanzsecteur, e gewëssene Schutz fir d'Lanceurs d'alerte schafen.

Virun allem am Finanzsecteur ass dëst e wichtege Moyen, fir Verstéiss géint hir Gesetzer ze verhënneren, well dës Kontrollautoritéite wéi der CSSF gemellt ginn. Esou gëtt eng propper an och legal Finanzplaz zu Lëtzebuerg garantéiert, wat eisem Land jo am Allgemengen zeguttkënnt.

Hei ass awer de Problem, dass net all Aktivititéitssecteur e reglementéierte Kader virgesäit. En allgemengt Gesetz gëtt et bis haut och net. Soulaang alles sektoriell gereegelt gëtt, kann de Schutz net um héchsten Niveau garantéiert sinn.

Mee wisou ass de Schutz vun de Persounen, déi „whistleblowen", dann iwwerhaapt esou wichteg? Huele mer et emol gläich virewech: Et ass essenziell, dass ee géint Korruptioun, Bedruch oder schlecht Praktiken innerhalb vun engem Betrib oder enger ëffentlecher Entitéit virgeet. Mee keen Ugestalte wëllt

an der Schosslinn landen, falls him eppes sollt passéieren, wann hie signaliséiert, wat net an der Rei ass oder carrement net legal ass. Och wa mir eis all eens sinn, dass d'Signalement vun engem Verstouss géint Reegelen oder Eethik eng moralesch Aufgab ass, wëllt kee sech eng schlecht Reputatioun op der Aarbechtsplaz siche goen, well eng Aarbechtsplaz ass hautdesdaags wichteg. A mir wëssen et, un enger Aarbechtsplaz hänken Existenzen. An duerfir brauch ee vu vireran d'Garantie vum néidege Schutz, wann een esou eng Aktioun wëllt ugoen.

Mee net nëmmen, dass eng spezifesch Schutzlegislatioun per se positiv ass, nee, et kommen och nach wichteg Auswierkungen derbäi, sou zum Beispill datt an der Entreprise sécher méi positiv Praktike kënne benotzt ginn. Well wat méi gutt Praktike favoriséiert ginn, wat eng Firma oder och eng ëffentlech Entitéit besser fonctionéiere kann, d'Aarbechtsklima méi angeneem gëtt, d'Produktivitéit eropgeet, eng gewësse sozial Responsabilitéit tëscht d'Leit geschafe gëtt an eng allgemeng besser Kultur an der Entitéit gelieft gëtt. De Schutz vum Lanceur d'alerte an domadder d'Krichserklärung un déi verwerflech a moralesch zweifelhaft Praktiken zitt deemno e ganze Rateschwanz u positiven Auswierkunge no sech.

Dës Legislatioun erméiglecht et de Leit, hir moralesch Aufgab ze erfëllen, ouni hir Integritéit, hir Reputatioun op der Aarbecht an hir Aarbecht u sech a Gefor ze bréngen.

De Projet de loi gesäit e puer Dispositioune vir, op déi ech elo ganz kuerz wéilt agoen, zum Beispill datt en Informant géint all Form vu Vergeltungsmoossname geschützt ass. Esou eng Moossnam vun der Säit vum Employeur kéint zum Beispill eng virzäiteg Resiliatioun vum Aarbechtsvertrag sinn. Et kéint och d'Erofsetze vum Salaire sinn oder souguer Mobbing. Dëst dierf net sinn an dowéinst ass och all Form vu Vergeltung géint e Whistleblower verbueden.

D'Schutzmesüren, déi vum Projet virgesi sinn, applizéiere sech och op Drëtter, déi am Lien mam Whistleblower sinn. Dat kënnen d'Aarbechtskolleege sinn oder och d'Familljememberen. En Employé kann duerch d'Gefor, där seng Famill ausgesat ass, geneesou en Ofstand vum Melle vu Verstéiss huelen, wéi wann eppes géint hie perséinlech geriicht wier. A well d'Direktiv eng ganz large Definitioun vun de Persoune ginn huet, déi kënne vum Schutz profitéieren, erweidert dëse Projet de Champ d'action sou wäit wéi méiglech, och déi ganz Repercussiounen. Och d'Facilitateuren, dat heescht Persounen, déi d'Mellen duerch e Whistleblower vereinfachen, kënnen dovunner profitéieren. D'Mellen ass genee dat, wat e Whistleblower mécht a wouduerch hie seng moralesch Flicht och erfëllt.

De Projet mécht hei en Ënnerscheed tëschent engem internen an engem externe Mellen. Dem Whistleblower bidde sech also zwou Méiglechkeeten. Intern heescht, dass eng Meldung soll an der betraffener Entitéit duerch intern Kommunikatiounskanäl gemaach ginn, déi extra fir dësen Zweck en place sinn. Eise Projet verflicht d'juristesch Entitéite vum privaten an ëffentleche Secteur, intern Kommunikatiounen ze erméiglechen. Wéi de Projet et justifiéiert, geet aus empiresche Studien ervir, datt déi meescht Leit sech méi wuel fillen, eppes an der Organisatioun ze mellen, wou se schaffen.

Intern ass och dee sécherste Wee, wéi eng Informatioun un déi richteg Persoun kënnt, déi eppes domadder ufänke kann an och eppes un der Situatioun ännere kann. Esou missten d'Whistleblower méi motivéiert sinn, déi intern Meldungskanäl ze notzen an eng Meldung bei hirem Employeur ze maachen. Wéi virdru schonn erwäänt, ass eng gutt Aarbechtskultur eng Konsequenz vum Whistleblowing, an duerch en internt Melle gëtt dëst wuel méi einfach erreecht, wéi wann et bei enger externer Autoritéit geschitt.

Doduerch, dass d'Meldungen intern gemaach ginn, kann och direkt zum Behiewe vu Feeler un der Wuerzel ugesat ginn, soudass d'Entitéit sech selwer méi séier verbessert.

Extern Meldunge sinn natierlech och méiglech. Dëst gëtt da bei enger externer Autoritéit gemaach, déi an engem gewëssene Beruffsfeld Kontrollkompetenzen huet, wéi der CSSF am Finanzsecteur oder awer dem Commissariat aux assurances am Assurancëberäich.

E Whistleblower muss awer och informéiert sinn, fir ze wëssen, wat, wéi a bei wiem eppes ka gemellt ginn. An aus dësem Grond gëtt den Office de signalement gegrënnt. Eng vu senge Missiounen ass d'Sensibiliséierung vum Public iwwert d'Legislatioun bei de Lanceurs d'alerte esouwéi d'Informatioun an d'Hëllef bei de Meldungsdemarchë vun all Persoun, déi eppes intern oder awer och extern melle wëllt.

De Whistleblower leescht der Aarbechtswelt an der Gesellschaft am Allgemengen e groussen Déngscht, mee leider sinn d'Konsequenzen, wéi fir de Snowden zum Beispill, deen elo am Exil lieft, an den Halet, dee bis 2021 zu enger Entschiedegung verurteelt war, oft schwéier ze erdroen. Och fir hiert Ëmfeld an déi Leit, déi domadder impliziéiert sinn, kënnen d'Konsequenze ganz haart sinn.

Natierlech gëtt et och déi aner Säit vun der Medail, déi seet, datt e Whistleblower eng Gefor fir déi national Sécherheet ass. E Whistleblower beweegt sech deemno op engem ganz schmuele Grat tëscht Revelatiounen, déi fir dat gutt Fonctionéiere vun enger demokratescher Gesellschaft néideg sinn, oder awer Revelatiounen, déi der nationaler Sécherheet schuede kënnen. Ass esou eng Persoun de Retter vum ëffentlechen Interessi oder e Verréider u senger Natioun?

Egal wou ee sech do placéiert, eppes ass ganz kloer: Duerch d'Melle vun Defaillancen, vu Feeler, vu Mëssstänn, vun illegale Praktiken, vu Verstéiss géint Gesetzer ginn de Legislateur, d'Kontrollinstanze souwéi d'Police vun all verschiddenen Niveauen op Lacunnen opmierksam gemaach a kënnen eppes änneren. Ouni dës Revelatiounen ass et net einfach, un intern Dokumenter an Informatiounen ze kommen.

D'Ziler vun esou Meldunge sinn oft ganz verschidden: Mol soll noreguléiert ginn, mol soll nokontrolléiert ginn, mee et soll awer och heiansdo staark interveneiert ginn. An an alle Fäll ass d'Erfëllung vun enger moralescher Biergerflicht, déi am ëffentlechen Interessi ka gemaach ginn, hei natierlech d'Haaptsaach. Déi Persounen, déi hirer Flicht nokommen, maachen dëst, ouni d'Konsequenze fir sech selwer a fir hir Léifsten ze consideréieren. Duerch hiert couragéiert Handelen droe si zu enger méi sécherer, méi gerechter, méi transparenter an och méi fairer Gesellschaft bäi, wou d'Mësssstänn an och d'Illegalitéit net einfach akzeptéiert ginn, mee wou gehandelt gëtt.

Dëse Projet féiert e verstäerkten an nationale Schutz vun de Whistleblower an, wat dësen déi néideg Sécherheet an de Réckhalt gëtt fir ze handelen, an dat eigentlech am Sënn vun enger besserer Gesellschaft. A genee dofir kann ech den Accord vu menger Fraktioun fir dëse Projet de loi 7945 ginn, gradewéi och d'Ënnerstëtzung vun der Motioun, déi eng Evaluatioun vum Gesetz bannen zwee Joer freet.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hemmen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, „eng Éier an eng Freed" huet mäi Frënd Charles Margue gesot, wéi en dëse Projet virgestallt huet. An d'Cécile Hemmen, meng Frëndin Cécile Hemmen, schwätzt souguer vun enger „Krichserklärung"!

(Interruptions)

Mee sidd Der wierklech seriö, wann Der e Snowden a speziell en Assange an engem Otemzuch nennt mat engem Deltour? Ass dat wierklech seriö?

Mir sinn hei – an dat hunn d'Virriedner, speziell de Laurent Mosar, scho gesot – an engem Spagat tëschent Zivillcourage op där enger Säit an Denunziantentum op där anerer Säit. Korruptioun ze melden – speziell Korruptioun! –, ass eng wichteg Saach, an et gëtt der hei am Land méi wéi genuch. A mir wäerten d'Geleeënheet hunn, mat eise Kolleege vun der OECD doriwwer ze schwätzen, wéi vill Korruptioun et hei am Land nach gëtt.

Dat melden, jo. Matbierger uschmieren, well se iergendwellech Reegele mëssuechten, well se falsch parken, well se net richteg genderen, well se op Facebook eppes posten, well se op Twitter eppes posten, dat si „Meldemuschis", an dat sollte mer net toleréieren! An do ginn ech dem Kolleeg Laury Mosar Recht, wann e seet: „Der größte Lump im ganzen Land ist und bleibt der Denunziant."

Wat fir eng Atmosphär mengt Der, datt a Betriber entsteet, datt a Verwaltungen entsteet, wann een deen anere kann uschmieren, a ganz oft aus eegennëtzege Grënn, net well e wierklech eppes entdeckt huet, mee well e seet: „Ma deem doten, deem wëschen ech elo eng aus. Deen doten, dee melden ech elo!"?

Melde deinen Nächsten! Denunziatioun ass d'Melde vun engem aneren aus niederen Beweggründen. De Robert Habeck sot: „Der Staat sind wir alle." An de Staat kann dann ongehemmt an onkontrolléiert géint jiddereen an alles virgoen, wat him oder deenen, déi jeeweils um Pouvoir sinn, net gefält. Und wer nicht mitmacht, wird gemeldet.

De Conseil de l'Ordre vum Barreau – de Laurent Mosar huet deen dankenswäerterweis in extenso zitéiert – seet: „Une véritable carte blanche aux délateurs de tous genres, qui n'est pas digne d'un État de droit". An domadder ass eigentlech alles gesot, wat een zu dësem Text misst soen.

Souguer Sous-traitanten, Aktionären, Leit, déi emol nach net fir e Betrib schaffen, déi nëmmen en vue vun enger Embauche sinn, oder Leit, deenen hir Relation de travail opgehalen huet, well se entlooss gi sinn, däerfe melden. Dem Revanchismus ass Tür und Tor geöffnet.

An ech wëll einfach ophale mat engem Zitat aus dem „FOCUS" vum 24. Juli 2022 vum Helmut Markwort, an dat resüméiert fir mech eigentlech alles: „Die Grünen werden ihrem schlechten Ruf gerecht. Sie wollen uns umerziehen. Sobald sie an Macht und Einfluss gewinnen, überziehen sie uns mit Vorschriften, Regulierungen und Verboten." An dat heiten Denonciatiounsgesetz ass e weideren Nol an deem Sarg.

Ech soen Iech Merci a mir stëmmen als ADR selbstverständlech géint dësen Text!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Reding. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt dem Rapporter an och all deenen, déi un dësem wichtege Gesetz matgeschafft hunn, e grousse Merci soen. Virop dann och direkt: Mir begréissen dëst Gesetz natierlech a mir hu wéi vill anerer drop gewaart, och well dëst Gesetz natierlech e Meilesteen ass, virun allem zu Lëtzebuerg.

De Projet de loi, dee mer haut stëmmen, geet natierlech zréck op de LuxLeaks-Finanzskandal, e Skandal, dee jorelaang e Schiet op Lëtzebuerg geworf huet. Ech erënneren och gären – well ech mengen, dass mer hinnen dat schëlleg sinn – un déi dräi Lanceur-d'alertë vun deemools. Dat waren déi zwee fréier PwC-Mataarbechter Antoine Deltour a Raphaël Halet an de Journalist Édouard Perrin.

Jorelaang waren déi dräi op der Uklobänk vun de Lëtzebuerger Geriichter, nodeems de fréiere Patron PwC eng Plainte géint si gemaach hat. An och de Parquet huet fir mech nach ëmmer eng relativ onkloer oder onerklärbar Roll gespillt, andeems en zum Beispill en appel gaangen ass, wéi de Journalist scho fräigeschwat gi war. Ech ka mech gutt erënneren, well ech dacks am Sall souz fir nozelauschteren a virun de Geriichter Ënnerstëtzung ausgedréckt hu fir déi dräi Lanceur-d'alerten.

Et ass – dat muss een esou soen – en donkelt Kapitel an der Staatsgeschicht vu Lëtzebuerg. Déi dräi hunn no jorelaange Geriichtsaffäre Recht kritt an de Raphaël Halet eréischt kierzlech zu Stroossbuerg. Et ass wichteg, menger Meenung no, sech dodrun ze erënneren, well soss vergësst een, An deen, dee vergësst, dee riskéiert, Feeler ze widderhuelen, wéi mer all wëssen.

Interessant ass dann och, dass am Exposé des motifs vun dësem Gesetz awer quasi net ee Wuert iwwert dëst Kapitel, dat jo awer den Hannergrond dovunner ass, fält an och d'Fiskalitéit net wierklech ernimmt gëtt. Dëst Netnenne vu LuxLeaks als Ursprong, dem LuxLeaks-Prozess, deen een als national Schan, a mengen Aen zumindest, ka bezeechnen, deit menger Meenung no drop hin, dass et eng Zort nationalen Trauma oder Staatstrauma gëtt, wat dës Epoque ugeet. Ech mengen, mir wéilten, dass dëst net wierklech Deel vun eiser Geschicht wier. Kee wëll driwwer schwätzen. LuxLeaks ass virun allem an dësem Text den „elephant in the room", wéi een esou seet.

Et muss een awer – an ech mengen, dat mécht dëst Gesetz ganz kloer – d'Wichtegkeet vun de Lanceur-d'alerten ënnerstäichen. Si spillen eng immens wichteg Roll, wéi mer am LuxLeaks-Skandal eeben no Joren dann och gesinn hunn. Wat wier ouni déi dräi? Wou wiere mer ouni si haut drun? Wieren déi vill geleeft Ännerungen, déi sech Lëtzebuerg jo esou gären op de Fändel schreift, dann och wierklech komm? Huet iwwerhaapt ee jee dru geduecht, deenen dräi Merci ze soen, froen ech mech.

An elo loosst mech, wann ech dierf, ganz kuerz dann och un dee vläicht bekanntste Whistleblower erënneren – et ass virdru scho vun der Madamm Cécile Hemmen gemaach ginn –, den Julian Assange, deen awer trotzdeem, menger Meenung no, dee bekanntste Whistleblower weltwäit ass, deen awer no zéng Joer Isolatioun och haut nach ëmmer an enger Isolatiounszell zu London am Belmarsh-Prisong sëtzt, an dat, wéi gesot, no iwwer zéng Joer gréisstendeels Nokucke vun der internationaler Gemeinschaft. Dat muss een awer och an dësem Kontext nach eng Kéier soen.

Et ass onkloer, wéini oder ob iwwerhaapt dës Ëmstänn vum LuxLeaks-Finanzskandal opgedeckt gi wieren, wann et net en aktiivt Handele vun deenen dräi Whistleblower deemools gi wier. Duerch hiert Verhalen, dat heescht duerch d'Veröffentlechung vun Informatioune vun ëffentlechem Interessi, hu si derzou bäigedroen, dass dee Finanzskandal deemools un d'Liicht komm ass. Dëst – ech widderhuelen et nach eng Kéier ganz gären – hu se eeben am Interessi vun eis alleguer, vun dem Intérêt général vun der Gesellschaft, gemaach.

An dann – an och dat mécht dëst Gesetz – gëtt net just d'Wichtegkeet vun de Lanceur-d'alertë selwer ënnerstrach, mee och d'Roll vun den Intermediairen, de Journalisten an och de Plattformen, esou wéi dem ICIJ (ndlr: International Consortium of Investigative Journalists), also den investigative Journalists u sech, unerkannt an dësem Gesetz. Och dat ass immens wichteg, well ouni dës Intermediairë géifen déi geleakt Informatiounen et net wäit packen, wann et net esou Plattforme géif ginn.

A loosst mech och hei nach eng Kéier eng Klammer opmaachen an un d'Propose vun eisem Premierminister erënnere viru Kuerzem am Europaparlament, wou hien u sech d'Propose vun der Madamm Manon Aubry vun der France insoumise verglach huet mat de Propose vun enger Madamm Le Pen, wat fir eis zumindest bei der Lénker extreem schockéierend ass, well d'Madamm Aubry huet eeben nach eng Kéier u sech un déi ganz Finanzskandaler erënnert. An ech mengen, dass d'Madamm Le Pen dat net esou gesäit respektiv rietsextreem oder rietspopulistesch Beweegungen dat net esou gesinn. An dofir, mengen ech, ass et awer zimmlech insultéierend, esou Vergläicher ze maachen. A virun allem: Déi Informatiounen, op déi d'Madamm Aubry sech baséiert, sinn awer déi Informatioune vun eebe grad Lanceur-d'alerten a vu Journalisten a vu Chercheuren an Enquêteuren. An ech mengen, all dës Informatiounen esou an de rietsextreeme Bord ze geheien, ass eng zimmlech grav Insulte un all déi Leit, déi jorelaang an dësem Beräich awer enquêtéieren a recherchéieren!

(Interruption)

Här President, mir begréissen dann, dass de Champ d'application vun dësem Gesetz relativ breet ass. Mir begréissen och, dass d'Gesetz d'Definitioun vun de Violatiounen extensiv interpretéiert. Am Kontext vun dësem Projet de loi gouf jo vill iwwert dës Fro diskutéiert, wat alles ënnert den Term „violations" fale sollt. Op där enger Säit gouf et d'Verfechter vum Saz „La directive, mais que la directive", also déi, déi derfir argumentéieren, dass eeben nëmmen dat u sech ze maachen ass, wat d'Direktiv als Minimum virgesäit. Op där anerer Säit gëtt et déi, déi derfir plädéiert hunn, den Term esou breet wéi méiglech opzemaachen, fir eeben e gréisstméiglechen uniforme Kader ze kreéieren. Mir als déi Lénk begréissen, dass schlussendlech dësen zweete Courant d'Iwwerhand behalen huet an den Term eeben net nëmmen e puer spezifesch Domäner ofdeckt, mee, generell gesot, dat ganzt Recht vun der lëtzebuergescher Rechtsuerdnung aschléisst.

Wa mir vermeide wëllen, datt a verschiddene Beräicher de Whistleblowing als wënschenswäert ugesi gëtt, wärend mir dat selwecht Verhalen an anere Beräicher als net wënschenswäert ugesinn, also gewëssenermoossen de Whistleblowing instrumentaliséieren, da komme mir net laanscht eng extensiv Definitioun. Ech denken, nëmmen esou raume mir dem Whistleblowing déi Stellung an, déi en och wierklech verdéngt. An ech mengen, spéitstens haut wësse mir dat.

Et dierf een nämlech eppes net vergiessen, an zwar datt et bei engem Whistleblowing ëm Informatioune geet, déi vu generellem Interessi sinn, also ëm Thematiken, déi eng Relevanz fir d'Gesellschaft an de gesellschaftleche Projet hunn. Genee dat ass den Haaptkrittär – och dat ass de Mëtteg schonn oft genuch ënnerstrach ginn – bei engem Whistleblowing. Aus deem Bléckwénkel erschléisst et sech mir eeben net wierklech, wéi Verschiddener géint eng méi ambitiéis Ëmsetzung vun dëser Direktiv si kënnen a sech esou gewëssermoosse géint eng Verankerung vum Whistleblowing als eng Zort Verantwortungsbewosstsinn vun de Bierger a Biergerinne stellen.

Mir begréissen och, dass de Whistleblower e Choix tëscht dem internen an externe Kanal huet oder eeben, wann d'Konditiounen erfëllt sinn, direkt un d'Ëffentlechkeet goe kann. Ech sinn der Meenung, datt d'Existenz vun dësem Choix eng ganz Rei Virdeeler mat sech bréngt. Zum Beispill kann ee sech virstellen, dass sech d'Entreprisen an d'Verwaltungen elo ëmsou méi beméie wäerten, dass si en transparenten, effektiven a vertrauenswierdegen interne Kanal op d'Bee stellen, wou jiddereen dann eventuell Anomalien oder kloer Verstéiss intern melle kann. Vu datt den interne Kanal der betraffener Entreprise oder Verwaltung et erlaabt, eegen intern Recherchen ze maachen, fir de Problem dann ze behiewen, denken ech, dass duerch dëse Choix jidderee genuch motivéiert däerft sinn, fir eng intern Atmosphär ze schafen, déi jidderee motivéiert, fir Saachen direkt unzeschwätzen. All dëst dierft sech hoffentlech éischter positiv op d'Aarbechtsbedingungen auswierken, wat natierlech begréissenswäert wier.

Déi kruzial Fro stellt sech awer fir mech nach ëmmer, an dat ass déi: Wieren den Antoine Deltour an de Raphaël Halet an den Édouard Perrin mat dësem Gesetz, dat mer haut stëmmen, protegéiert gewiescht? Wiere si net verfollegt ginn? Et ass net ganz sécher. An engem Artikel, deen zwar schonn e Joer al ass, iwwert dëst Gesetz, mengt den Dimitrios Kafteranis, deemools Chercheur op der Uni Lëtzebuerg a Kontakt zu Lëtzebuerg fir d'ONG Whistleblowing International Network, dass den Antoine Deltour och mat dësem Gesetz eventuell virum Riichter gelant wier. Hie mengt, zumindest deemools am Artikel, et géif ze vill Onsécherheete ginn.

Ënner anerem ass et jo esou, dass, wann een an de Penal fält, een dann net ënnert de Schutz vun dësem Gesetz kënnt. Do kann ee sech awer froen, wéini a wou de Penal genau ufänkt an ophält. Wéini a wou ass d'Mathuelen an d'Divulgéiere vun Informatioune Vol oder Violation du secret d'affaires a wéini fält een ënnert de Penal? Och dat ware jo Diskussiounen deemools zu Zäite vu LuxLeaks. Ech erënnere mech gutt un d'Diskussiounen am Geriichtssall. Vläicht wëll d'Madamm Ministesch jo och dorobber herno kuerz agoen.

Eigentlech war jo den ausschlaggeebende Punkt, fir dëst Gesetz eebe grad op d'Been ze bréngen, deen, dass d'Whistleblower net méi solle kënne poursuivéiert ginn a virun de Geriichter landen, mee dass si, déi am allgemengen Interessi handelen, protegéiert solle sinn. Mee et ass wuel esou, dass et eng 100%eg Sécherheet viru Poursuitten warscheinlech ni gëtt.

Allgemeng ass et wuel esou, dass et ëmmer e gewëssenen Interpretatiounsspillraum gëtt. Ech denken do och zum Beispill un d'Definitioun vum Intérêt général, dee jo an dësem Gesetz och net weider definéiert ass. Elo kann ee soen, dass dat evident ass, wat den Intérêt général ass. Ech mengen awer, wann et haart op haart kënnt, da gëtt et erëm Diskussiounen ronderëm, wat dann elo ënner „Intérêt général" ze verstoen ass. Oder zum Beispill geet och am Gesetz ee Moment rieds vun deene Konditiounen, fir kënne vun

enger Protektioun ze profitéieren am Fall vun enger ëffentlecher Divulgatioun, an déi loossen enger Rei vun Interpretatioune Spillraum. Esou muss een zum Beispill am Fall vun engem externe Signalement „peu de chances qu'il soit véritablement remédié à la violation" constatéieren oder och de „risque de représailles" fäerten. Och dat, also „risque des représailles" a „peu de chances qu'il soit véritablement remédié à la violation", dat ass jo och awer eng gewësse Matière à appréciation: Eng Persoun kann dervunner ausgoen, eng aner vläicht net. Och do soen ech mer, dass et vläicht awer och Interpretatiounsspillraum gëtt a vläicht net alles esou evident ass. Och do gëtt et also eventuell gewëssen Onsécherheeten.

Mee grosso modo, ënnert dem Stréch, si mir ganz frou iwwert dëst Gesetz. Wéi gesot, mir hu laang drop gewaart, sinn also ganz frou, dass dat elo endlech do ass, och wann eng Rei Froe vläicht nach op sinn. Mir soen op jidde Fall e ganz, ganz grousse Merci all deenen, déi dru geschafft hunn, a ginn natierlech eis Zoustëmmung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, dat heite Gesetz, dat haut soll gestëmmt ginn, ass enk verbonne mat Lëtzebuerg an och enk mat deem, fir wat mir Piraten stinn. Et ass e Gesetz, dat de klenge Bierger an de klengen Employé virun der Muecht vu grousse Firmen an Organisatioune schützt. Dofir wäerte mir och haut dëst Gesetz matstëmmen.

Et geet beim Schutz vu Whistleblower drëms, dass iwwerhaapt keng Mëssstänn verstoppt kënne bleiwen. Huele mer zum Beispill eng Firma, déi systematesch géif d'Ëmwelt verschmotzen an dat da géif verstoppen. Ma de klenge Mataarbechter um Terrain weess doriwwer Bescheed, traut sech awer oft net, eppes ze soen, well en da seng Aarbechtsplaz an domadder säi finanziellt Iwwerliewe ka verléieren. Duerch dëst Gesetz hei ginn d'Leit an esou Fäll elo geschützt. An doduerjer, dass een eppes gesot huet, kann de Mëssstand iwwerhaapt eréischt reparéiert ginn. Dat kënnt der ganzer Gesellschaft zegutt.

Ech hat an deem Hibléck virun zwee Joer och eng parlamentaresch Fro gestallt, an där ech dorobber agaange war a mech gefrot hat, wéi de Whistleblowing beim Staat géif gehandhaabt ginn. Well Whistleblowing ass wichteg, fir dass kee Betrib sech ka verstoppe bei Mëssstänn. Et gëtt dozou am Management vill Etüden, déi weisen, dass Organisatiounen, déi sech kritesch hannerfroen, eng besser Performance weise wéi Organisatiounen, déi dorobber aus sinn, bei schlechten Nouvellen den Iwwerbrénger vun der Noriicht zum Schweigen ze bréngen. Et muss beim Whistleblowing ëm d'Saach goen. Et soll een d'Fakten, wéi se sinn, akzeptéieren a verbesseren an et soll een net den Iwwerbrénger vun der Noriicht un de Pranger stellen.

Wichteg ze verstoen ass, dass et bei dësem Gesetz net dorëms geet, d'Verpetzen ze fërderen. Nee, et soll net dorëms goen, dass elo kleng Feeler an Zukunft och kënne gemellt ginn. Hei sinn an der Direktiv Limitten agebaut, déi gutt sinn, well natierlech soss de Risiko besteet, dass verschidde Leit op d'Iddi kommen, wéinst all klenger Affär direkt wëllen e Skandal ze maachen.

Dat ass net de Wee. Als Éischt soll een d'Problemer a sengem Betrib uschwätzen, nom Prinzipp, dass een e Problem als Éischt emol ënnereneen uschwätzt a versicht, et ze reegelen. Dat ass wichteg fir de Mateneen am Betrib, well oft ass et och esou, dass déi verschidden Direktiounen a Betriber emol net vum Problem wëssen, well et keng oppen Ulafstelle gëtt, fir d'Problemer unzeschwätzen. Dat Gesetz hei kann also elo derzou bäidroen, dass den Dialog an der Hierarchie verbessert gëtt an dass sech d'Leit méi op Aenhéicht begéinen, fir Problemer unzeschwätzen, déi hinnen um Häerz leien.

Vu dass d'Piraten dat Gesetz op europäeschen Niveau mat ausgeschafft hunn, maache mir jo och keng Iwwerraschung doraus, dass mir et haut wäerte matstëmmen. Mir stäerken domat eis Salariéen, mir stäerken domadder och d'Gestioun vun de Betriber a mir stäerken d'Eethik an eiser Wirtschaft am grousse Ganzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, Här President, Dir Dammen an Hären Deputéiert, bon, fir d'éischt emol Iech alleguerten e grousse Merci fir déi ugereegt Diskussioun haut de Mëtteg an natierlech dem Rapporter fir säin exzellente Rapport an all deenen, déi hei un deem Text matgeschafft hunn an derzou bäigedroen hunn, dass mer deen Text haut och kënne stëmmen.

De Charles Margue ass schonn am Detail, esou wéi och vill vun Iech, op de Fong vum Text agaangen. Ech wäert dat also elo net nach eng Kéier widderhuelen, vläicht just verschidde Saachen nach eng Kéier adresséieren, déi elo gesot gi sinn, oder Froen, déi gestallt goufen.

Ech kucken awer och eng Kéier kuerz zréck, wou mer geschichtlech vläicht och hierkommen. 1967 sot de Martin Luther King an enger vu senge grousse Riede géint de Vietnam-Krich: „A time comes when silence is betrayal", woumat en esou vill wollt soe wéi: Wann een Informatioun huet iwwer Mëssstänn, Ongerechtegkeeten, Inegalitéiten, da kënnt ëmmer dee Moment, wou ee sech muss d'Fro stellen: „Kucken ech ewech oder kucken ech net ewech?", a wou een och muss decidéieren, ob een eppes dozou seet oder net.

An et ass och an deem selwechte Kontext, nämlech am Kader vum Vietnam-Krich, dass 1971 déi éischt esou richteg grouss mediatiséiert Whistleblowing-Geschicht mat de Pentagon Papers ëffentlech gemaach ginn ass duerch den Daniel Ellsberg, déi och dat wierklecht, grousst Ausmooss vum Krich deemools gewisen hunn. An nëmmen ee Joer méi spéit war et de Watergate-Skandal, deen duerch e Whistleblower lancéiert gouf. Allerdéngs krut den Éischtgenannten de Prozess gemaach a beim zweeten huet et bis d'Joer 2005, bis de Concernéierten 91 Joer hat, gedauert, bis en dunn als Whistleblower iwwer seng Famill geoutet ginn ass.

Wa mer elo esou zréckkucken, sou huet sech op d'mannst an Europa extreem vill dorunner changéiert, wéi eng Perceptioun een dovunner huet, wa Leit Mëssstänn ëffentlech maachen, déi – an et ass jo vill haut schonn dovu geschwat ginn – och alt emol als „Nestbeschmutzer" dann duergestallt ginn, mat negative Konsequenze musse rechnen, wa se mam Fanger op eppes weisen. An esou si mer dach awer elo an deene leschte Joren ëmmer méi dohinner komm, wou mer elo haut sinn, nämlech dass Leit, déi op eppes opmierksam maachen, och musse beschützt gi viru Repressalien, virun deenen, wou se da vläicht warnen.

Duerfir hu ganz vill Länner sech an deene leschte 25 Joer Gesetzer ginn, mat deene se de Schutz och garantéieren. An och mir – an dat ass schonn ugeklongen – revolutionéieren dat elo hei net komplett, well mir hu schonn zënter 2011 am Kader vun der Korruptiounsbekämpfung an zënter 2018 och am Finanzsecteur Reegelen, wat dat heiten ubelaangt.

Fir awer kënne vum Schutz ze profitéieren, muss d'Legislatioun natierlech fir d'éischt emol d'Konditiounen definéieren, wéini een iwwerhaapt e Whistleblower ass an a wat fir engen Domäner sech dann och dee Schutz applizéiert. An dat war an ass och zum Deel haut nach ganz verschidde vu Land zu Land.

Mee wa mer vum Schutz vum Whistleblower schwätzen, da schwätze mer eigentlech vu vill méi wéi just nationale Gesetzer an dem Schutz viru Repressalien, déi si am Kader vun enger aarbechtsrechtlecher Relatioun riskéieren. Et geet hei och ... an dofir sinn ech immens erstaunt, wann elo hei eng Vermëschung gemaach gëtt tëschent Verbueter an deem heiten Text, well u sech geet et ëm Rechter an ëm Fräiheeten.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Et geet ëm dat ureegent Grondrecht vun all Mënsch, woufir verschidde Leit sech jo normalerweis ganz staark asetzen, op fräi Meenungsäusserung an op Informatioun, esou wéi et am Artikel 10 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun an an alle grousse Mënscherechtstexter weltwäit festgehalen ass. An och an eiser Verfassung, där vun 1848, déi jo dëst Joer hiren 175. Anniversaire celebréiert, awer och an dem neien Text, deen den 1. Juli a Kraaft trëtt, gëtt dat Grondrecht geschützt. An dat däerf, esou wéi et dann ab dem 1. Juli am Artikel 37 vun eiser Constitutioun festgehalen ass, nëmmen an Ausnamefäll och ageschränkt ginn.

An et ass och dofir iwwerhaapt net verwonnerlech, datt net iergendeng Duerfjurisprudenz, wéi een dat och elo vläicht hätt virdru kënne mengen, mee den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter zu Stroossbuerg sech och scho méi laang mat deem Sujet beschäftegt.

2008, also och elo net eréischt virun e puer Méint fir d'éischte Kéier, sinn déi Krittäre festgeluecht ginn, wéini eng Persoun als Whistleblower unzegesinn ass an also net kann dofir bestrooft ginn, Informatioune gesammelt a weiderginn ze hunn. An ech soen awer elo hei nach eng Kéier déi Krittären, well et ass wichteg. D'Krittäre sinn déi follgend:

(M. Marc Spautz prend la présidence.)

Éischtens: D'Informatioun muss vun ëffentlechem Interessi sinn.

Zweetens: Se muss authentesch, dat heescht kredibel sinn.

Drëttens: De Whistleblower muss „de bonne foi" sinn.

Véiertens: D'Veräffentlechung vun den Informatioune muss d'Ultima Ratio sinn – déi allerdéngs ëmmer ginn ass, wann et keng intern oder extern Kanäl gëtt, fir d'Informatioune weiderzeginn.

Fënneftens: D'Wichtegkeet vun der Informatioun fir d'ëffentlecht Interesse muss méi grouss si wéi de potenzielle Schued, deen doduerch dem Employeur oder senger Entitéit entstoe kann.

A sechstens: Fir d'Proportionalitéit vun enger staatlecher Restriktioun vun der Meenungsfräiheet an der Informatiounsfräiheet beurteelen ze kënnen, kucken d'Riichter och ganz genee, wéi enge Strofen de Whistleblower ausgesat war a wat fir eng Konsequenzen et fir hien hat.

A wat och wichteg ze wëssen ass, dat ass – ech huele jo un, dass Dir dat all wësst –, dass déi Jurisprudenz sech duerch de System vun der Hiérarchie des normes an alle Fäll appliziéiert, egal wat d'Direktiv eis elo hei méi restriktiv virschreift. Dat heescht, egal wat mir an eis national Texter draschreiwen, musse mir kucken, wat d'Jurisprudenz vun der CEDH seet, an dat ass eigentlech och d'Applikatioun.

Ech maachen och nach eng Kéier kuerz den Historique vun der sougenannter LuxLeaks-Affär, déi a mengen Ae kee „Staatstrauma" duerstellt. Ech hunn dat och an der Kommissioun méi wéi eng Kéier gesot: D'Affär war nach net ofgeschloss, wéi den Exposé des motifs geschriwwe ginn ass, wat och warscheinlech erkläert, firwat mer do net am Detail dorobber agaange sinn.

Et muss ee wëssen, datt déi Direktiv, déi mer haut hei mat dësem Gesetz ëmsetzen, hiren direkten Ursprong an där Affär LuxLeaks huet. An eis Geriichter hu sech an deene Joren duerno och ganz konkreet mam Theema Schutz vum Whistleblower auserneegesat, eeben am Kader vum LuxLeaks-Prozess.

2018 huet eist héchst Geriicht, d'Cour de cassation, dem Haaptugekloten de Whistleblowerstatutt zougestanen an e fräigesprach, an dat op Basis eebe vun deene sechs Krittäre vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff, déi ech elo grad opgezielt hunn.

Engem zweeten Ugekloten gouf de Schutz net zougestanen, well d'Geriicht do zur Konklusioun koum, datt de fënnefte Krittär net erfëllt wier, dat heescht, datt d'Informatioun fir d'ëffentlecht Interessi méi grouss gewiescht wier wéi de Schued, deen den Employeur doduerch krut.

Dësen Ugekloten ass du virun d'Cour zu Stroossbuerg gaangen an huet Lëtzebuerg reprochéiert, den Artikel 10 vun der Mënscherechtskonventioun violéiert ze hunn, well him eeben de Statutt vum Whistleblower refuséiert gouf.

All d'Ae waren op Lëtzebuerg geriicht, a Lëtzebuerg ass dann och an där Affär, déi bis virun d'Grande Chambre ..., dat ass genau déi Chamber, déi zoustänneg ass, fir eeben d'Jurisprudenz vun der CEDH ze festegen, Här Mosar, a fir eeben och ze evitéieren, dass mer, wéi Dir dat virdrun duergestallt hutt, vläicht reegelméisseg géifen do Changements de jurisprudence kréien. Au contraire, et ass grad dowéinst, dass och déi Affär, mengen ech, hei gelant ass an déi Chambre eeben do en Arrêt geholl huet, dee scho méi wéi seriö ze huelen ass. An ech fannen et schonn erstaunlech, wéi dat elo hei virdrun duergestallt gouf!

Dat Urteel, dat krute mer de 14. Februar. An do ass Lëtzebuerg och net iergendwéi um Rand concernéiert gewiescht, mee Lëtzebuerg ass an deem Urteel verurteelt ginn, well d'Cour zur Konklusioun komm ass, datt eng Violatioun vum Artikel 10 géif virleien. Den Ugekloten hätt also missen de Whistleblowerstatutt zougestane kréien, an ech ginn och dervunner aus, datt e mat dem Gesetz, wéi mer et haut virleien hunn, och géif dodrënner falen – fir op d'Fro vun der Madamm Oberweis ze äntweren.

Mat deem Urteel – an dat muss ee wëssen – ginn elo d'Konditioune vum Schutz fir d'Whistleblower fir déi 47 Memberstaate vum Conseil de l'Europe net méi wéi bis elo an engem Urteel festgehalen, dat Moldawien an d'moldawesch Gesetzgeebung betrëfft, well esou war et virdrun, mee an engem Urteel, dat Lëtzebuerg concernéiert an eis Gesetzgeebung viséiert.

Firwat sinn ech elo hei am Detail drop agaangen? Majo, well Lëtzebuerg an där net einfacher Positioun war, wärenddeem déi nei Direktiv mussen ze verhandelen an ëmzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zentral Kritick un dësem Projet de loi, déi heibanne geäussert ginn ass, eeben och an enger Rei Avisen, déi mer gefrot haten, ass déi, datt d'Regierung, wat de Champ d'application vum Gesetz ugeet, méi wäit geet wéi d'Direktiv. A wann ech mer d'Urteel vun der CEDH vum 14. Februar vun dësem Joer ukucken, soen ech mer, dass et absolutt déi richteg Decisioun war.

Firwat? Eng Direktiv ass ëmmer dee klengste gemeinsamen Nenner, deen een zu 27 EU-Memberstaate fanne kann, a setzt ëmmer nëmmen e Minimum u Standard. Dat heescht, et däerf een och ëmmer méi wäit goen, an dësem Fall zum Beispill, wat de Champ d'application ugeet. Et däerf een awer net manner wäit goen, notamment zum Beispill, wat jo och ugeklongen ass, wien alles hei concernéiert ass, dass dat net nëmmen den direkte Salarié ass, mee dass do e méi breede Cercel vu Leit concernéiert ass. Och dat steet natierlech tel quel an der Direktiv. D'Notion vun de Sous-traitanten ass zum Beispill ugeklongen. Dat kënnt aus dem Text vun der Direktiv.

Lëtzebuerg ass, wéi ech et och elo grad beschriwwen hunn, contrairement zu deenen aneren EU-Staaten awer an der Situatioun, datt souwuel seng national Geriichter wéi och Stroossbuerg sech scho ganz am Detail mam Sujet Whistleblowerschutz beschäftegt hunn a kloer Krittären zréckbehalen hunn. D'Krittäre vun der CEDH gesi bei der Interpretatioun vum Artikel 10 vun der Mënscherechtskonventioun keng Restriktioun vum Champ d'application vir an déi vun eiser Cour de cassation och net.

Fir datt déi Mechanismen, déi dëst Gesetz virgesäit, awer an alle Fäll kënne spillen, notamment déi intern an extern Signalisatiounskanäl, ass déi eenzeg Optioun d'Extensioun vum Champ d'application, déi manner verständlech an zougänglech si fir de Whistleblower. Am Kloertext: Wann de Whistleblower sech ëmmer muss fir d'éischt iwwerleeën – an d'ailleurs och den Employeur, dee concernéiert ass –: „Sinn ech elo am Champ d'application vum Gesetz oder sinn ech am Champ d'application vun der Direktiv?", dann hu mer net fir eng ganz grouss Sécurité juridique gesuergt. Et ass vill besser, wa béid Parteie wëssen, datt se, egal a wéi engem Cas de figure se sinn, wann d'Konditioune vum Gesetz erfëllt sinn, ëmmer an déi Prozedur vum Whistleblower falen – wéi gesot, wann d'Konditiounen erfëllt sinn.

Mir sinn och net, wéi een dat kéint mengen, elo dat eenzegt Land, dat do iwwert d'Direktiv erausgeet. Och zum Beispill – ech mengen, d'Madamm Hemmen hat virdru schonn dervu geschwat – d'Loi Sapin 2 geet méi wäit am Champ d'application ewéi dat, wat elo just an der Direktiv virgesinn ass. Aneschters awer wéi déi meescht aner Länner si mir hei direkt gefrot, fir och ze weisen, datt mir mat eisem Gesetz den Arrêt, deen ons direkt concernéiert, ëmsetzen.

Wat awer nach derbäi kënnt – an dat ass e bëssen an där ganzer Diskussioun verluer gaangen –, dat ass: Et kéint ee bal mengen, d'Direktiv géif en extreem restriktive Champ d'application virgesinn. Or, deem ass net esou. Dir wësst, mir hu verschidden Entscheedungsniveauen. Mir hunn déi, wou et eng exklusiv Kompetenz gëtt fir d'Unioun. Mir hunn déi, wou et eng gedeelt Kompetenz gëtt fir d'Unioun. Mee hei, eleng doduerch, dass déi Referenz op de Marché intérieur gemaach gëtt, si mer an enger extreem wäiter Situatioun, déi sech hei appliziéiert. Nach derbäi kënnt, datt d'Annex vun der Direktiv eng Lëscht vu bal 200 Direktiven a Reglementer virgesäit.

Ech gesinn, dass d'Zäit mer e bësse fortleeft, Här President, ech wollt awer nach op e puer Saache reagéieren, déi gesot gi sinn.

Fir d'éischt hunn ech mech gefrot, Här Mosar, wat Der genee fäert an deem heite Kontext. Well d'Saach ass jo déi, dass mer déi Reegelen, déi mer hunn ..., déi existéieren. Si existéieren iwwert d'CEDH a si existéieren och iwwert d'Direktiv. A mir mussen dee System hei asetzen. Elo kann ee sech natierlech drop fokaliséieren a soen, doduerch, dass mer dat elo ausweiten, géife mer elo hei den Däiwel un d'Mauer molen. Ech sinn awer der Meenung, dass grad doduerjer jiddweree genau weess, a wéi enger Situatioun e sech befënnt, an dass mer elo net solle profitéiere vun där Ausweitung, fir vläicht och mat e bëssen absurde Beispiller virzegoen, d'Saach an d'Lächerlecht ze zéie respektiv och vläicht de Leit e falscht Bild vun deem Text hei ze ginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dir hutt vun de Verkéierskontrolle geschwat. Ech wëll hei rappeléieren: Dat Eenzegt, wat hei ënnert den Text fält, dat si Faiten, déi och d'Organisatioun selwer betreffen, an där deejéinegen dann zum Beispill schafft, wou et drëms geet.

Da geet et ëm d'Protektiounsmechanismen, déi agefouert ginn. Dat hei ass kee Fräifaartsschäin. Dat Eenzegt, wat am Text virgesinn ass ... an dat kenne mer an eisem Aarbechtsrecht op ganz villen anere Punkten, an dat ass och richteg, dass mer dat hunn: Mir schützen an eisem Aarbechtsrecht vulnerabel Leit. Mir maachen dat mat Leit, déi krank sinn, mat Leit, déi schwanger sinn. Mir maachen dat mat Leit, déi sech fir Walen opstellen. A mir maachen et och hei mat Leit, déi eppes mellen, wat hinnen an der Entreprise opfält. A si kënne just net licenciéiert gi fir dee Fait, dee se gemellt hunn. Dat heescht awer net, wann een dann duerno eppes Graves géif maachen, wat näischt heimadder, mat där Protektioun, ze dinn huet, dass se net kéint duerno derbäikommen.

Mir hunn och Strofe virgesinn, fir Leit, déi bewosst eppes Falsches denoncéieren. Dat heescht, et muss ee sech och bewosst sinn, dass een eng Strofdot begeet, wann een dat an deem heite Kontext mécht.

Et ass behaapt ginn, den Droit pénal géif net dorënner falen. Dach, de Code pénal fält drënner! Dat Eenzegt, wat net dorënner fält, ass d'Procédure pénale, wann et dorëms geet, de Secret de l'instruction a Fro ze stellen. Dat kann natierlech hei net iwwert deen heite Wee geschéien.

Dann ass gefrot ginn: „Wéi ass et dann elo mam Intérêt général?" De Staatsrot ..., wou ech d'ailleurs och wëll bemierken, dass dat eng vun den Ursaachen ass, firwat mer esou laang gebraucht hunn. Mir hu wuel net den Text extreem fréi deposéiert, well mer vill concertéiert hunn, mee mir hunn iwwer e Joer laang op den Avis vum Staatsrot fir deen heiten Text gewaart. An do huet de Staatsrot eis gesot, mir sollen den Intérêt général erausshuelen. Dee steet allerdéngs an de Consideranten, steet och an der Jurisprudenz vun der CEDH, soudass dat en Element ass, wat net tel quel am Text drasteet, mee wat wuel a Consideratioun, géif ech mengen, geholl gëtt bei der Analys vun der Situatioun.

An da vläicht nach eng lescht Remark, well ech hu misse schmunzelen, wéi Der dat gesot hutt, Här Mosar: Ech weess net, wéi oft Der mer scho gesot hutt bei Texter, mat deenen Der net d'accord waart, Dir hätt awer nach ni esou vill schrecklech Avisen iwwert deen Text gelies. Elo weess ech net, ob d'Avisen ëmmer méi schlëmm ginn oder ob Dir esou e kuerzt Gedächtnis hutt, ...

(Hilarité)

... mee dat ass op alle Fall eng Remark, déi ech schonn extreem oft héieren hunn. An ech ka mech selwer och u ganz vill Avise vum Barreau erënneren an Dossieren, déi net just mäi Ministère concernéieren, wou se absolutt net d'accord ware mat deem, wat do proposéiert ginn ass, soudass dat an enger Demokratie a mengen Aen dat Normaalst vun der Welt ass. Wa mer nëmme positiv Avise wéilten oder géife kréien, da géif ech mer méi Froen iwwer eis Demokratie stelle wéi iwwert deen Text, dee mer elo hei kréien.

Well wat maache mer heimadder? An dat ass och déi Diskussioun, déi ech – an da kommen ech just nach op d'Motioun eeben och ze schwätzen – och mat de Responsabele vun Entreprisen hat. Wat maache mer heimat? Mir brauchen hei net den Däiwel un d'Mauer ze molen! Mir maachen hei just e Schutzmechanismus fir Leit, deenen eppes an enger Organisatioun, an engem Betrib, an enger Verwaltung opfält an déi soen: „Zut, ech misst dat doten am Fong mellen. Mee wat riskéieren ech, wann ech dat dote mellen?"

A wann ech Patron wier vun enger Entreprise, wier ech frou, wann ee mir géif soen, wann an enger Entreprise Mëssstänn wieren, well ech riskéiere jo och vill méi, wann ee mer dat net seet a wann ech duerno responsabel sinn a wann dat iwwer aner Weeër erauskënnt! An ob dat elo Texter sinn, déi 100%eg europäesch kompetent sinn oder déi net 100%eg europäesch kompetent sinn, dat muss eigentlech irrelevant sinn.

Au contraire misste mer eigentlech alleguerten Demandeur sinn, dass et egal ass, ob et nationaalt oder europäescht Recht ass, ëm dat et geet. Mir missten alleguerten Demandeur sinn, sief et an de Gemengen, an de staatlechen Organisatiounen, an den Entreprisen, dass mer déi Leit schützen, déi op Mëssstänn opmierksam maachen, an déi net an den Eck stellen, wéi dat elo hei e puermol ugeklongen ass an der Diskussioun vun deem faméisen „Denunziantentum", well dat ass et net!

Zur Campagne – ech hunn Iech dat och schonn an der Kommissioun gesot, dofir sinn ech e bësse paff iwwer eng Motioun, déi mech opfuerdert, eppes ze maachen, vun deem ech Iech scho gesot hunn, dass mer dat géife maachen – hate mer scho vill Echangë mat dem Patronat. Ech hunn och déi zoustänneg Ministèrë fir d'Entreprisë scho virun enger ganzer Zäit ugeschriwwen. Mir sinn amgaangen, déi Campagne auszeschaffen. Mir sinn amgaangen, en FAQ auszeschaffen. Et goufen och scho Konferenzen iwwert dee Sujet hei organiséiert. Ech si mer bewosst, dass net jiddwereen ëmmer alles matkritt, wat leeft, mee et ass net esou, dass bis elo net heiriwwer geschwat ginn ass.

Mir krute jo och vun där Säit ganz vill Avisen. Mir haten och do Echangen. A mir wäerten natierlech weider heivunner schwätzen. An den Office des signalements, deem seng Missioun dat jo och wäert sinn, wäert dat och maachen.

Merci fir Är Gedold.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Justizministesch Sam Tanson. An direkt Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Do, wou d'Madamm Justizminister Recht huet, dat ass, datt ech mech effektiv an de leschte Méint esou vill muss opreegen iwwer Gesetzestexter wéi nach ni. Dat huet awer elo näischt mat mengem Bluttdrock ze dinn, mee dat huet wierklech eppes mat der Qualitéit vun den Texter vun der Regierung ze dinn.

An erlaabt mer awer trotzdeem, an dat och ganz fréndlecherweis, der Madamm Justizminister ze soen: Mir hunn eis iwwer eng ganz Rei vu Gesetzer hei, mengen ech, zu Recht opgereegt. An ech kann Iech se nach eng Kéier alleguerten opzielen, vum Échange d'informations iwwert den RBE, iwwer och d'Gesetz am Kontext mat den ASBLen, wou mer, Madamm Minister, herno Recht kritt hunn. Ech brauch Iech dat net alles opzezielen. Échange d'informations, dat ass nach net esou laang hier, do huet d'Cour ... D'Fichiere rappeléiert hei den Här Roth zu Recht. Et ass also net esou, wéi wann alles dat, wat mir hei géifen da kritizéieren, mat den Hoer erbäigezu wier an datt dat net trotzdeem vun enger gewëssener Pertinenz wier.

Ech wollt awer eigentlech nach op zwee Punkten agoen. Dir hutt ganz vill ëmmer geschwat vun den Arrête vun dem Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff. Ech hunn Iech scho gesot an Dir wësst dat nach besser wéi ech, datt et do permanent Variatioune ginn. Eng Kéier geet et an déi eng Richtung, eng Kéier geet et an eng aner Richtung. Dann huet een och wivill Chamberen, wou déi eng Chamber net ëmmer dat selwecht statuéiert wéi déi aner, soudatt ech mech net ze vill géif dorop verloossen, op eng Jurisprudenz, datt déi elo definitiv, wéi d'Juriste soen, „assise" wär. Dat ka muer an engem anere Fall erëm änneren.

Dat, wouvun Der awer guer net geschwat hutt: Mir hunn nach en anere Geriichtshaff, nämlech den Europäesche Geriichtshaff, deen a sech zoustänneg ass, fir ze kucken, wéi konform Transpositioune vun Direktive sinn. An do sinn ech och emol eng Kéier gespaant, wann et hei géif zu engem Recours kommen, well do eventuell eenzel Leit der Meenung wieren, hei wär net dem Geescht vun der Direktiv no transposéiert ginn, wéi do en Arrêt géif ausgesinn.

Dofir nach eng Kéier, mat allem Respekt, Madamm Minister: Et muss een awer heiansdo déi Saachen e bësselche méi global gesinn.

Dann e leschte Punkt: Dir hutt mech hei zitéiert, well ech dat effektiv kritizéiert hunn, zu Recht, déi Aart a Weis, wéi Der déi Direktiv transposéiert. Ech mengen, quasiment an all Avis, deen zu dësem Projet komm ass, an all Avis, vläicht ausser engem, ass dat doten den Haaptkritickpunkt. Et ass also net esou, wéi wann dat do eng Erfindung vun der CSV wier, datt mir eis hei mat där Transpositioun a mat der Aart a Weis dovunner auserneesetzen, mee et mécht quasiment Konsensus.

An da sinn ech och mat Iech d'accord, datt natierlech de Conseil de l'Ordre vun den Affekote wéi och aner Leit emol heiansdo Gesetzer kritizéiert. Dat ass an der Demokratie richteg. Ech muss Iech allerdéngs soen, wann ech awer den Toun – an et geet jo heiansdo iwwert de Contenu eraus – hei kucken – an ech hunn Iech virgelies, mat wat fir enger Heftegkeet de Conseil de l'Ordre dat dote kritizéiert huet –, da muss ee sech trotzdeem awer gewësse Froe stellen. An ech mengen, Dir wësst, bei den Affekote gëtt et där enger an där anerer. Ech ginn dervun aus, datt deen Avis och mat där Formulatioun vum ganze Barreau gedroe gëtt, an dat misst een awer interpelléieren. Wann dat Iech dann net interpelléiert, Madamm Justizminister, eis interpelléiert et!

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An d'Wuert geet direkt zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, Här Mosar, ech weess jo, dass et eng Spezialitéit vun Iech ass, dass Der mer Saachen an de Mond leet, déi ech par rapport zu Iech gesot hätt, déi ech net gesot hunn.

(Brouhaha)

Duerfir erlaabt mer awer dann, Iech och ze äntwerten, dass ech net gesot hunn, dass Dir hei géift lauter Absurditéite vun Iech ginn. Ech hunn Iech gezunn op deem Punkt, well Der mer dat wierklech ëmmer erëm sot, wann Der mat engem Text net d'accord sidd, e bëssen an der ..., dat e bësse staark duerstellt, fir ze soen, Dir hätt nach ni esou eppes Schreckleches gesi wéi dat doten. Dat muss jo dann och kënnen erlaabt sinn, wann Dir esou Saache sot, dass ech Iech dann dorobber äntweren.

(Interruption)

Zum Avis vum Barreau: Ech mengen, et ass d'Responsabilitéit vum Barreau iwwert d'Tonalitéit vun hiren Avisen ... E Barreau, mat deem ech par ailleurs extreem gutt Relatiounen hunn, ganz vill Echangen hunn an och hei mat hinnen am Echange war an eeben herno eng Decisioun geholl hunn, déi ech och argumentéiert hunn elo grad an déi ech och wierklech kann argumentéieren a wou ech och wierklech der Iwwerzeegung sinn, dass et am Sënn vu jiddwerengem ass, datt mer dat dote maachen. Well de Choix ass jo net: Mir ginn e Statut oder mir gi kee Statut. Well de Statut musse mer ginn. An de Statut musse mer ginn iwwert de Wee vun der Direktiv. De Choix ass just deen: Wéi eng Gesetzer falen dodrënner?

A schonn eleng d'Direktiv ... An dat ass dat, wat wierklech verluer geet an där Diskussioun hei. An et wier eigentlech interessant gewiescht, dat emol alles opzezeechnen – mee ech hat leider net genuch Zäit –, wat alles dodrënner fält. An eleng duerch déi Mentioun op de Marché intérieur ass de Champ d'application vun där Direktiv extreem vast. An dee ganze Contentieux, dee mer evitéieren, andeem mer d'Fro stellen: „Ass dat doten elo de Statut Direktiv oder ass dat doten elo de Statut CEDH?", dat ass och vill wäert, dass mer dee Contentieux do net wäerten hunn.

An dann nach ee Wuert zur CEDH: Hei hu mer eng Jurisprudenz, déi konstant ass zënter 2008. Dat ass net säit gëschter. A mir hunn en plus en Arrêt vun der Grande Chambre, deen extra geholl ginn ass an där heiter Affär, wou nach eng Kéier, ech rappeléieren, Lëtzebuerg condamnéiert ginn ass.

An dann nach en allerleschte Wuert: Dir hutt d'Mentioun gemaach vum RBE. Do ass net Lëtzebuerg en faute gewiescht. Dat, wat vun der Cour de justice do annuléiert ginn ass, dat ass den europäeschen Text. Dat heescht, dat huet näischt mat Iech ze dinn. Dat huet näischt mat der Lëtzebuerger Transpositioun ze dinn. Dat ass reng eleng gesot ginn, dass dat, wat an der Direktiv steet, net kann esou applizéiert ginn. Dat si mer jo elo amgaangen, an der Chamberkommissioun ze reegelen, wou mer d'ailleurs och änlech Diskussiounen hu wéi elo och hei erëm, wou eeben och erëm déi verschidde Rechter am Interêt op der Wo leien. Dat heescht, verschidde Grondrechter musse géinteneen ofgewie ginn.

An ech sinn der Meenung, dass mer hei duerch dee Kader, dee mer geschafen hunn, wou mer op där enger Säit e Schutzmechanismus virgesinn, fir datt een, deen eppes mellt, wat net richteg ass, eppes mellt, wat net klappt – dat muss een awer ëmmer erëm soen, et geet net einfach ëm iergendeng Falschmeldung, déi ee ka maachen ouni Konsequenzen –, geschützt ass an een, deen eppes mellt, wat falsch ass, och ka bestrooft ginn. Dat ass dat, ëm wat et hei geet, an net ëm méi an net ëm manner!

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Tanson. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7945. Den Text steet am Document parlementaire 7945[25].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7945 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 34 Jo-Stëmme géint 25 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7945 est adopté par 35 voix pour et 25 voix contre.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par M. Marc Hansen), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Félix Eischen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da musse mer nach iwwert déi zwou Motioune befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vum Här Charles Margue deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Mir kënnen déi Motioun hei matstëmmen. Allerdéngs muss ech och soen, wann ech dat elo liesen, hei gëtt a sech eng Evaluatioun gefrot no zwee Joer. Do kann ech mer jo och schonn awer virstellen, wann een eng Evaluatioun vun engem Gesetz freet – dat kënnt jo an deene seltenste Fäll vir, mir stëmmen all Woch hei Gesetzer, wou mer keng esou eng Evaluatioun froen –, dat weist jo awer, datt och d'Majoritéit oder zumindest Deeler vun der Majoritéit sech wierklech hei och Froe stellen.

(Brouhaha et exclamations)

An duerfir begréisse mer dat, datt se sech déi Froe stellen, an duerfir stëmme mer déi Motioun mat.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An d'Madamm Ministesch freet direkt d'Wuert.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, also well dat dote muss ech awer elo richtegstellen. Ech weess net, Här Mosar, ob Der an der Kommissioun net dobäi waart ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Dach!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | ... oder net méi wësst, wien dat do proposéiert huet.

(Interruption)

Ech hunn et proposéiert, selwer, fir dat doten ze maachen, ouni dass iergendee mech gefrot hätt, an zwar an der leschter Commission de la Justice, wou mer iwwert de Rapport hei ofgestëmmt hunn. Dat heescht, dat, wat Der do ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Dir hutt selwer Zweifel, Madamm Minister.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Nee, ech hu keng Zweifel. Ech hunn Iech och erkläert – a mir kënnen och gär de PV dann am Detail vun där Kommissioun kucken –, dass et wär, fir op Är Suergen ze äntwerten, Här Mosar. Do gesitt Der emol, wéi seriö ech Iech huelen.

M. Gilles Roth (CSV) | Also, mir huelen Iech och seriö, mee mir gesinn, dass Dir an Ärer Majoritéit keng Majoritéit hutt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Justizministesch.

Kënne mer iwwert dës Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domadder eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi vum Här Laurent Mosar deposéiert ginn ass. Wie freet nach d'Wuert zu där Motioun? Den Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng), rapporteur | Jo, merci fir d'Wuert. D'Madamm Minister huet elo grad erkläert – an ech kann dat nëmmen bestätegen –, wat mer an der Kommissioun d'lescht Kéier beschwat hunn, dass déi Kommunikatiounscampagne wäert stattfannen. D'Ministesch huet et erkläert. D'Motioun ass an där Hisiicht superfetatoire. An ech maachen domadder en Appell, se ofzeleenen, well mer se net méi brauchen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Margue. Da kënne mer och iwwert dës Motioun ...

(Interruption)

Nee, den Här Mosar, den Auteur vun der Motioun.

M. Laurent Mosar (CSV) | Nee, also, Här President, et ass ëmmer hei déi selwecht Diskussioun. Mir bréngе Motiounen eran ... an hei, mengen ech, Madamm Justizministesch, déi dote Propositioun kënnt jo vun eis, déi hu mir gemaach, fir déi Informatiounscampagne ze maachen. Dir hutt dat elo selwer widderholl. Dat war eng Fuerderung, déi mer an der Kommissioun gestallt hunn. Dir sot, Dir géift ...

(Interruption)

Jo, mee sot awer wannechgelift elo net, dat wär ... Ech mengen, do war awer eng ganz Rei vun Zeien, déi matkritt hunn, datt mir dat dote gefrot hunn, datt eng Informatiounscampagne soll kommen. Dir sot: „Mir maachen dat elo." Mir wëllen dat hei an enger Motioun festhalen. Ech verstinn awer elo wierklech net, wann d'Majoritéit déi dann ofleent. Also e bësse gudde Wëllen, léif Majoritéit, a stëmmt wannechgelift déi Motioun hei mat!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An d'Justizministesch freet direkt d'Wuert a kritt et och.

(Interruptions)

Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Jo, also, Här Mosar, Dir hat d'Fro gestallt an ech hunn Iech drop geäntwert. An ech hunn Iech gesot, dass dat am Lafe wier. Dat heescht, dass dat ...

Une voix | Da stëmmt se dach!

Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | Majo ech stëmmen hei iwwerhaapt näischt. Ech sinn net hei fir ze stëmmen.

(Hilarité)

Ech fanne just, wéi Der et elo dréint, fir ze soen, et wier op Är Initiativ hin, dass mer dat géife maachen, dat kann ech net confirméieren, well ech Iech gesot hunn, dass et gutt wier, dass Der et nach eng Kéier géift rappeléieren, mee dass mer amgaange wieren, dorunner ze schaffen.

M. Fernand Etgen, Président | Da kéime mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 26 Jo-Stëmme géint 32 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 26 voix pour et 33 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Georges Mischo), Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par Mme Martine Hansen), M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill (par Mme Djuna Bernard) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.56 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 60

   M. Fernand Etgen, Président

2. **8029 – Projet de loi relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Opérateurs de plateforme et portant modification :**

   1° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
   – la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
   – la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
   – la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
   – la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
   – la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;

   2° de la loi du 21 juillet 2012 portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures ;

   3° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ;

   4° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

   5° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays ;

   6° de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

   7° de la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;

   en vue de transposer la directive 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal p. 60

   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt

   Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen

   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8029 et dispense du second vote constitutionnel

3. **8159 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, et le Protocole y relatif, tels que modifiés, fait à Bruxelles, le 7 novembre 2022** p. 63

   Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt

   Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8159 et dispense du second vote constitutionnel

4. **8129 – Projet de loi modifiant l'article 38 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale** p. 64

   Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain

   Discussion générale : M. Léon Gloden | M. Claude Lamberty | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen

   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8129 et dispense du second vote constitutionnel

5. **Interpellation de M. Fred Keup au sujet de l'évolution de et de la lutte contre la criminalité** p. 65

   Exposé : M. Fred Keup

   Débat : M. Léon Gloden | M. Claude Lamberty (intervention de Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Dan Biancalana | Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Léon Gloden, M. Marc Goergen et M. Gilles Roth) | M. Fred Keup (parole pour fait personnel) (interventions de Mme Stéphanie Empain et M. Fernand Kartheiser) | Mme Stéphanie Empain (parole pour fait personnel) (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Fred Keup) | Mme Nathalie Oberweis (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Fred Keup) | M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement)

   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. Fred Keup (parole après ministre) | M. le Ministre Henri Kox

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Henri Kox et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Yuriko Backes, Ministre | Nee, Här President.

2. 8029 – Projet de loi relative à l'échange automatique et obligatoire des informations déclarées par les Opérateurs de plateforme et portant modification :

1° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
– la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
– la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
– la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
– la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale ;

2° de la loi du 21 juillet 2012 portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures ;

3° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ;

4° de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

5° de la loi modifiée du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays ;

6° de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration ;

7° de la loi modifiée du 25 mars 2020 instituant un système électronique central de recherche de données concernant des comptes IBAN et des coffres-forts ;

en vue de transposer la directive 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal

M. Fernand Etgen, Président | Mir fänken d'Sitzung vun de Mëtten u mam Projet de loi 8029 iwwert d'Steierreegelung vun de Plattformbetriber. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeleucht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, eis

Wirtschaft, déi evoluéiert andauernd. Den Internet huet ouni Zweifel ganz nei Méiglechkeeten an eiser globaliséierter Welt opgemaach. Eng grouss Neierung sinn Internetplattformen, dat heescht, déi verbanne Verkeefer, sief dat eng Persoun oder kleng a grouss Betriber, mat Clienten aus aller Welt.

D'Situatioun ass haut esou komplex, datt d'Staaten awer och ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, fir d'Steierlaascht genau ze bestëmmen an ze kontroléieren, an dat zemools, well déi grouss Plattformbedreiwer normalerweis an enger ganzer Rei Länner aktiv sinn.

D'Europäesch Kommissioun huet de Besoin fir méi Zesummenaarbecht erkannt an dofir eng Direktiv proposéiert, fir d'Zesummenaarbecht tëschent de Memberstaate vun der Europäescher Unioun, wat d'Plattformen ugeet, ze verdéiwen. Dës Direktiv huet den Numm DAC7, dat ass d'Ofkierzung fir Direktiv betreffend déi administrativ Kooperatioun am Beräich vun der Besteierung. D'Zuel 7 verréit, datt et net déi éischt Direktiv ass, déi dës administrativ Zesummenaarbecht erméiglechen a vereinfache soll. An eng aacht ass an der Ausaarbechtung.

D'Zil vun der Europäescher Kommissioun ass et, d'Besteierung méi gerecht an einfach ze maachen a gläichzäiteg de wirtschaftlechen Entwécklunge vun haut Rechnung ze droen.

De Gesetzesprojet, deen ech Iech virstellen, ass den 13. Juni deposéiert ginn a soll also dës Direktiv vum 22. Mäerz 2021 a Lëtzebuerger Recht ëmsetzen. Et ass als Alleréischt wichteg, de Begrëff vun de Plattformen, ëm déi et hei geet, ze definéieren. Eng Plattform ass e Computerprogramm, en Internetsite oder eng App, déi et dem Notzer erlaabt, mat Verkeefer verbonnen ze ginn, fir Gidder oder Déngschtleeschtungen ze kafen, oder Immobilien, awer och Transportmëttel ze lounen.

De Plattformbedreiwer ass dann also déi Entitéit, déi dem Verkeefer Accès op seng Plattform gëtt. Et gëtt eng Obligatioun geschaaft fir d'Plattformbedreiwer, esoudatt si d'Donnéeën iwwer Verkeefer op hire Plattforme souwéi hir Prestatiounen un déi zoustänneg Steierautoritéiten iwwermëttelen.

D'Direktiv berout op de Reegelen, déi um Niveau vun der OECD ausgeschafft gi sinn. Dat erlaabt dann och eng besser Zesummenaarbecht mat de Länner ausserhalb vun der Europäescher Unioun.

Doriwwer eraus gëtt d'Norm vun der sougenannter „pertinence vraisemblable" definéiert. Dat erméiglecht et den Autoritéiten, hir Informatiounsufro zu enger Persoun oder engem Grupp vu Steierzueler besser ze justifizéieren.

D'Memberstaate mussen dann och automatesch Informatiounen zu op d'mannst véier verschiddene Kategorië vun Akommes a Kapital deelen.

Lëtzebuerg deelt schonn Informatioune betreffend d'Akommes vun der Aarbecht, d'Pensioun an d'Tantièmë mat. Ab dem 1. Januar 2025 kënnt hei nach den Immobiliebesëtz derbäi.

Bei dësen Informatioune mussen d'Memberstaaten och d'steierlech Identifizéierungsnummer, eis Matricule, mat weiderginn.

Iwwerdeems gëtt d'Direktiv vum 15. Februar 2011 iwwert d'Presenz vu Beamten aus engem Land an engem anere Land gestäerkt. Dës Direktiv erméiglecht iwwerdeems gemeinsam Enquêtë vun zwee oder méi Memberstaaten. Et geet hei drëm, d'Anhale vum Recht ze garantéieren. Fir Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

D'Kommissioun krut eng ganz Rei Avise geschéckt. Wann ech soe Kommissioun, heescht dat d'Finanzkommissioun hei aus der Chamber. De Staatsrot huet a sengem Avis vum Dezember zejoert e puer formell Oppositioune festgehalen. Am Artikel 5 feelt e Renvoi, an den Délai de conservation vun den do genannten Donnéeë soll och bestëmmt ginn. Och den Artikel 8 Paragraf 3 an d'Delaie vum Paragraf 5 vum Artikel 8 solle preziséiert ginn.

Schlussendlech soll d'Prozedur am Paragraf 6 vum selwechten Artikel 8 kloer gesetzlech definéiert ginn, esoudatt d'Verwaltung net ze vill Spillraum huet, wann et ëm d'Aussprieche vun engem Verbuet, e Beruff ze exercéieren, geet.

An engem zousätzlechen Avis opposéiert de Staatsrot sech formell zum Artikel 3 Paragraf 2 zu de grenziwwerschreidenden Dispositiounen, déi deklaréiert musse ginn, dat well de Conseil d'État eng ganz Rëtsch Ufroen iwwert déi richteg Interpretatioun vun engem Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff an der Affär C694/20 opwërft. De Staatsrot ass der Meenung, datt dës Froen als Éischt um europäeschen Niveau musse gekläert ginn.

D'Beamtekummer huet sech an hirem Avis vum 11. Juli 2022 fir méi steierlech Transparenz ausgeschwat. Betreffend den Artikel 16 (1) bemierkt d'Beamtekummer, dass dës Dispositioun sech just op d'Netresidenten applizéiert. Si mengt, et kéint awer och nëtzlech sinn, dass een dës Dispositiounen och op d'Residenten applizéiert. Dës Remark ausgeholl, weist d'Kummer sech mam Gesetzesprojet an dem Projet de règlement d'accord.

D'Chambre de Commerce begréisst de Gesetzesprojet, well et eng exakt Transpositioun vun der Direktiv ass. Si begréisst och d'Prezisiounen, déi am Commentaire des articles enthale sinn. D'Chambre de Commerce huet u sech just eng Remark ze maachen, an zwar a puncto Definitioun vum Begrëff Plattform. Si géif gäre genau wëssen, wat mat Aktivitéiten, déi direkt oder indirekt realiséiert ginn, gemengt ass.

Niewent dëser Demande weist d'Chambre de Commerce sech mat de Projete vum Gesetz a vum Règlement grand-ducal averstanen. An engem zousätzlechen Avis begréisst d'Handelskummer d'Amendementer, mee verweist nach eng Kéier op hiren éischten Avis.

D'Chambre des Salariés begréisst d'Koordinatioun op europäeschem Niveau, wat d'Besteierung vun de Plattformbedreiwer ugeet. Si warnt awer virun deenen negativen Auswierkungen, déi d'Plattforme kënnen hunn, dat virun allem wéinst der Aarbecht op Distanz an de sougenannte „falschen Independanten". Si fuerdert de Legislateur derzou op, derfir ze suergen, dass d'Plattformen d'Aarbechtsrecht respektéieren. Och hei gëtt d'Chambre des Salariés hiren Accord nieft de Kommentaren, déi si gemaach huet.

D'Dateschutzkommissioun, also kuerz d'CNPD, huet e ganz detailléierten Avis zu dësem Projet verfaasst. Fir unzefänken ënnersträicht si d'Wichtegkeet vum Dateschutz bei dësem Projet, well et jo ëm d'Sammelen an den Austausch vun Informatioune geet. Doriwwer eraus begréisst d'Dateschutzkommissioun och, dass et e Seuil gëtt, ënnert deem et net ënnert den Uwendungsberäich vun dem Gesetz fält.

Mee si huet awer och eng ganz Rei Demandë formuléiert, well de Gesetzesprojet an de Projet de règlement net prezis genuch wieren. Hei geet et virun allem ëm d'Prezisioun vun den Delaien, wärend deenen d'Donnéeë gespäichert kënne ginn.

Als Beispill sollen zousätzlech Donnéeën, déi vum Plattformbedreiwer gefrot ginn, fir eng zousätzlech Iwwerpréiwung ze maachen, wann Zweifel bestinn, direkt no esou enger eventueller Iwwerpréiwung geläscht ginn.

Et soll och preziséiert ginn, wie genau responsabel fir den Traitement vun den Donnéeën ass.

Une voix | Très bien!

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Generell gesi mécht d'CNPD Recommandatiounen, fir datt de GPDR, d'Dateschutzreglement, agehale gëtt. Et sollen also just déi Donnéeë gesammelt ginn, déi effektiv gebraucht ginn an och just fir déi Dauer, wärend där se gebraucht ginn.

Och wann d'Dateschutzkommissioun versteet, dass et legitimm ass, den Droit de l'information an den Droit de regard am Fall vun der Besteierung ze limitéieren, muss dat kloer kadréiert ginn.

D'Dateschutzkommissioun begréisst, dass an den Artikelen 9 (2) an 9 (3) festgehale gëtt, datt all Recherche gespäichert gëtt, soudatt een effektiv d'Kontroll maache kann, wien a wéini wéi eng Donnéeë gekuckt huet. Si seet awer och, dass et nach besser wier, wa fir all Recherche eng spezifesch Begrënnung misst geliwwert ginn.

An engem zousätzlechen Avis begréisst d'CNPD d'Amendementer, déi gemaach goufen, fir op hiren éischten Avis ze reagéieren. Si erënnert awer och un d'Revendicatiounen, déi net iwwerholl goufen a schléisst sech dem Avis vum Barreau un.

De Barreau huet och en Avis eraginn, dee sech op d'Roll vun den Affekote limitéiert huet a wéi si sech vun anere Beruffer ënnerscheeden. Et misst een den Ënnerscheed maachen tëschent den Affekoten engersäits an de Kontabelen a Réviseurs d'entreprise op där anerer Säit, dat virun allem a puncto Beruffsgeheimnis.

Souvill zu de wichtegste Punkten. Fir d'Detailer vun dësem souwéi deenen aneren Avise verweisen ech op déi respektiv Dokumenter.

Ech soen op dëser Plaz der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes an hire Beamten aus dem Ministère an och de Mataarbechter bei eis an der Fraktioun Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht bei dësem Projet.

D'DP-Fraktioun gëtt hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet an ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen dem Här Rapporter Guy Arendt Merci.

An ech ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. An ech fänken och u mat engem grousse Merci un eisen exzellente Rapporter Guy Arendt, deen op seng gewinnte fachmännesch Aart a Weis eis dee Projet duergeluecht huet, och op d'Wichtegkeet vun deem Projet higewisen huet.

Mir wäerten natierlech eisen Accord zu deem Projet ginn. Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, well et hei jo erëm ëm eng Transpositioun vun enger europäescher Direktiv geet, fir eng Aktualitéitsfro ze stellen, op déi d'Finanzministesch sécherlech kann äntwerten herno.

An zwar geet et ëm d'Ëmsetzung oder iwwerhaapt elo mol ëm d'Adoptioun vun der Direktiv ATAD 3. Ech brauch hei net an den Detail vun ATAD 3 ze goen. Dat ass eng Direktiv, déi schonn an de leschte Méint fir

ganz vill Opreegung gesuergt huet. Ech kréie gesot, déi Direktiv wär quasiment op der Arrivée ukomm. An et géif mech interesséieren, Madamm Finanzministesch, wou mer do dru sinn, wat och eventuell de leschte Stand ass, well ech brauch dat hei net ze widderhuelen: Dat ass wierklech eng vun den Direktiven, déi riskéieren, extreem grouss Repercussiounen op de ganze Finanzsecteur hei bei eis am Land ze hunn.

An duerfir wär ech frou, Madamm Minister, wann Der eis vläicht herno dozou kéint eng Rei vun Informatioune ginn. Dat gesot, gi mir hei den Accord zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Villmools merci, Här President. An och villmools merci dem Rapporter Guy Arendt fir säi ganz, ganz komplette Rapport, deen en haut de Mëtten hei gemaach huet. Esou wéi hien dat och schonn am Detail beliicht huet, setze mer hei mat deem Projet déi EU-Direktiv vum Conseil aus dem Mäerz 2021 an dat nationaalt Recht ëm.

Dës Direktiv schreift sech jo och an an eng ganz Successioun vu viregten Direktiven, déi zum Haaptzil hunn, den Informatiounsaustausch tëschent den EU-Steierverwaltungen esou ze systematiséieren, dass d'Steierflucht ëmmer méi schwéier soll ginn.

Mat der Nummer 7 geet et drëms, de Mechanismus vum Informatiounsaustausch op d'Opérateurs de plateforme auszebreeden, déi dann och mussen eng Rei vun Informatiounen zum Vendeur op hirer Plattform weiderleeden. Dës Informatioune ginn obligatoresch an automatesch tëschent de verschiddenen EU-Steierverwaltungen ausgetosch a sollen hinnen esou eng besser Kontroll erméiglechen.

Als LSAP kënne mir déi nächst Etapp am Informatiounsaustausch natierlech nëmme begréissen. Mat der DAC7 passe mir eise legale Kader un d'Realitéite vun haut un, well mir wëssen alleguerten, an der Ekonomie vun haut, do funktionéieren ëmmer méi Beweegungen iwwert dës Onlineplattformen. An déi Beweegunge kennen natierlech ëmmer manner dacks déi national Grenzen.

Dass den Austausch vu Steierinformatioune sech dëser Realitéit muss upassen, schéngt eis dofir evident. Mir brauchen en internationale Steiersystem, dee mam technologesche Fortschrëtt ka mathalen.

Eng fair an effikass Besteierung ass nämlech néideg fir de Staat, wa mir wëllen Investissementer maachen, zum Beispill an d'Lutte géint de Klimawandel oder nach an d'Digitaliséierung, fir nëmmen déi heite Beispiller ze nennen.

Ëmsou méi freet et eis ze héieren, dass DAC8 schonn zu Bréissel ënnerwee ass. Si wäert den Informatiounsaustausch iwwert d'Revenuen, déi duerch d'Benotzung vu Kryptoaktivaen entstinn, erméiglechen.

Dës Revenuen däerfen net ënnert dem Radar vun den nationale Steierverwaltunge bleiwen, zemools wa mer wierklech wëllen, dass net eleng d'Aarbecht, mee och d'Erträg aus dem Kapital gerecht besteiert ginn.

Här President, ech kann also mat guddem Gewëssen den Accord vun der LSAP zu dësem Text ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Merci, Här President. Mir ginn och mat guddem Gewëssen den Accord zu dësem Projet de loi a soen natierlech dem Rapporter Guy Arendt e grousse Merci fir säi gudde Rapport.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Lorsché. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, och e grousse Merci un de Rapporter. Ech wëll elo net iwwert d'Meritten an d'Netmeritte vum automateschen Austausch vun Informatiounen hei philosophéieren, mee ech géif awer gär der Madamm Finanzminister eng ganz konkreet Fro stellen, wat d'Steierverwaltung ugeet.

Ech mengen, mir hu souwisou eng grouss personell Entwécklung vun der Steierverwaltung an deene leschte Jore gehat, mee et komme permanent Tâchë bäi. An d'Fro ass natierlech och, wat elo d'Implikatioun heivunner ass op awer en Deel vun der Steierverwaltung, deen tendenziell éischter ënnerbesat ass. An et ass eigentlech just eng Fro an och gläichzäiteg eng Opfuerderung un d'Regierung, wannechgelift dann déi zoustänneg Verwaltungen awer och ëmmer à même ze setzen, fir deenen Aufgabe kënnen nozekommen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An da wier et un där honorabeler Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir als déi Lénk begréissen natierlech dës ganz wichteg Direktiv, déi nieft anere wichtegen Ännerunge virun allem d'Zil huet, d'Steiergesetzgeebung un d'Realitéit vun deenen digitale Plattformen unzepassen. Et ass immens wichteg an och scho laang iwwerfälleg, datt d'Revenuen, déi iwwert dës Plattforme generéiert ginn, dann och uerdentlech vun de Steierverwaltungen erfaasst ginn.

Ech wëll an deem Kontext awer och drun erënneren, wéi och d'CSL dat gemaach huet an hirem Avis, datt net nëmmen d'Steiergesetzgeebung muss un d'Realitéit vun dëse Plattformen ugepasst ginn, mee och d'Aarbechtsrecht.

D'Leit, déi fir dës Plattforme schaffen an hir Servicer ubidden, gi ganz dacks an enger prekärer Schäiselbstännegkeet gehalen, wéi mir et hei och wëssen, an hu meeschtens keen Aarbechtskontrakt, keng Sécurité sociale an och keng bezuelte Congéen. Oder, fir et op gutt Lëtzebuergesch ze soen: Si ginn exploitéiert!

D'Regierung huet versprach, dat ze reglementéieren. Mee sechs Méint virun de Walen hu mer nach ëmmer kee Projet de loi ze gesi kritt. Et ass awer scho virun engem Joer eng Proposition de loi deposéiert gi vu menger Kolleegin, dem Myriam Cecchetti. A mir wäre ganz frou, wann et dann och endlech géif eng Stellungnam vun der Regierung zu dëser Proposition de loi ginn, wou mer, mengen ech, alleguerten enger Meenung sinn, dass déi awer wierklech néideg ass.

Mir wären dann och frou, wann den Aarbechtsminister endlech géif handelen, well d'Situatioun vun deene Leit ass äusserst prekär.

Wat dëse Projet de loi ugeet, stëmme mir e selbstverständlech mat.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Guy Arendt fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass kloer, wann een am stationären Handel seng Steiere muss gerecht bezuelen, da muss ee se och am Onlinehandel deementspriechend erfaasst kréien, soss hätte mer eng deloyal Konkurrenz. An deementspriechend stäerkt dëst och eis Ekonomie, wa mer dëst haut wäerte stëmmen. Dofir ginn och mir eis Zoustëmmung.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, och vu menger Säit dem honorabelen Deputéierte Guy Arendt e grousse Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Mat der Transpositioun vun der DAC7 gëtt de Kader vun der Steiertransparenz dann och weider moderniséiert an erweidert. Et ass, wéi erkläert ginn ass, en zousätzlecht Puzzlestéck an enger ganz grousser Panoplie vu Steiermesüren, déi an deene leschte Joren um EU-Niveau decidéiert gi sinn an déi mer natierlech hei zu Lëtzebuerg och ëmsetzen. Wéi erkläert ginn ass, ass d'Originn vun der DAC7 de Constat, dass effektiv duerch ëmmer méi grouss Ofwécklunge vun Transaktiounen iwwert d'Plattformekonomie verschidde Revenue potenziell net méi fir d'Steierzwecker deklaréiert ginn. Dat soll dann heimadder ënnerbonne ginn.

Déi betraffe Plattforme mussen da verschidde steierlech relevant Informatiounen direkt un d'Steierverwaltunge ginn. Mat der Transpositioun vun der DAC7 gëtt also e Schrëtt fir méi Steiertransparenz gemaach an och eng Kontributioun fir méi Steiergerechtegkeet. Ech mengen, dat ass fir eis alleguerte ganz wichteg.

Wéi den honorabelen Deputéierten Här Arendt och erkläert huet, ginn duerch d'DAC7 dann och eng Rei méi technesch Adaptatioune gemaach. An ech wëll effektiv och ënnersträichen, dass mer warscheinlech scho relativ geschwënn zréckkommen, fir iwwert déi nächst Transpositioun, dann d'DAC8, ze schwätzen, wou et effektiv ëm d'Kryptoassets geet.

Den honorabelen Deputéierten Här Mosar huet gefrot, wou mer mat der ATAD 3 dru sinn. Do kann ech Iech soen, dass do Diskussioune lafen. Dat war elo net déi éischt Prioritéit vun där leschter Presidence, wou mer da relativ ..., nach net onfrou waren, loosse mer esou soen. Mee déi Diskussiounen, déi wäerten nach eng Zäitchen daueren, mengen ech, vu d'Komplexitéit vum Sujet. A Lëtzebuerg schafft natierlech ganz aktiv mat do drun. Ech mengen, mir hunn natierlech d'Wichtegkeet erkannt vun dëser Direktiv, déi den 22. Dezember am Joer, éier ech an d'Regierung komm sinn, mee op mengem Gebuertsdag, vun der Kommissioun proposéiert ginn ass. Dofir kann ech mech ganz gutt dorun erënneren. A vu d'Importance natierlech fir eis Finanzplaz, wäerte mer do weider an deenen Aarbechtsgruppen, déi, wéi gesot, de Moment lafen, ganz aktiv mat dru schaffen.

Den honorabelen Deputéierten Här Kartheiser huet gefrot, wat d'Implikatioune fir d'Steierverwaltung sinn. Ech mengen, am grousse Ganzen – a mir haten och déi Diskussioun an der relevanter Chamberskommissioun – si mer amgaangen, d'Steierverwaltung ze digitaliséieren, ze moderniséieren. Do ass och

e groussen Nohuelbedarf, fir Leit anzestellen, fir déi Aarbecht ze maachen. Déi muss gemaach ginn an déi muss korrekt gemaach ginn. Dat leeft. Mir wëssen alleguerten, wéi schwéier et ass, fir Talenter ze fannen. Och do brauche mer Talenter. Dat heescht, dat ass eng Saach vun Zäit. Dat hëlt eeben e bëssen Zäit. Mee do sinn e ganze Koup Posten ausgeschriwwen, wéi Der och op de Sitte vun der Regierung, vum Gouvernement, kënnt gesinn. Déi relevant a wichteg Poste missten, wéi gesot, besat ginn. An do schafft d'Steierverwaltung ganz aktiv drop, well et wichteg ass. Voilà!

Dann, wéi gesot, fir d'Transpositioun dann hei vun der DAC7 Iech alleguerten e ganz grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht fir d'Transpositioun vun dëser Direktiv.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer elo zum Vott kommen, wollt ech drun erënneren, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënne matofzestëmmen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8029. Den Text steet am Document parlementaire 8029[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8029 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. André Bauler), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 8159 – Projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, et le Protocole y relatif, tels que modifiés, fait à Bruxelles, le 7 novembre 2022

Deen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 8159, en Avenant tëschent Lëtzebuerg a Frankräich, dee souwuel d'Duebelbesteierung wéi och d'Steierflucht an d'Steierhannerzéiung soll verhënneren.

Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapport ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur, den Här Guy Arendt, steet prett. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm an Här Minister, Stau ass fir ganz vill Salariéen, déi hei am Grand-Duché schaffen, eng deeglech Realitéit. Ganz vill Salariéen aus Frankräich hu virun allem oft e laange Wee op d'Aarbecht ze maachen. D'Politick schafft säit Joerzéngten dorunner, dem Problem Meeschter ze ginn, mee et ass sécherlech keng Thematik, bei där just een Hëllefsmëttel duergoe géif.

Wéi kann ee méi Liewensqualitéit schafen? Derfir suergen, datt d'Leit erëm méi Zäit mat hire Frënn a Famillje verbréngе kënnen a manner am Trafick?

En Deel vun der Léisung, an dat huet sech déi leschт Jore wierklech bewisen, dat ass den Teletravail. Esou kënne Beschäftegter aus ganz ville Professioune vun doheem aus schaffen. A mam Covid hate mir et gesinn: Vun haut op muer hu vill Leit vun doheem aus geschafft, obwuel se dat virdrun net wierklech maache wollten oder konnten.

Abee, elo hu sech vill Leit dru gewinnt an den Teletravail ass aus der moderner Aarbechtswelt net méi ewechzedenken. Et ass eng reell Demande do. Dat kréie mir och ëmmer erëm an den Entrevuë confirméiert. Manner Autoen op de Stroossen heescht manner Trafick a manner Emissiounen. Einfach, awer net ganz. Et gëtt een Hoken. Wien Teletravail a Lëtzebuerg seet, dee seet och Steieren.

Fir d'Residenten zu Lëtzebuerg ass dat jo kee Problem. Anescht ass dat awer fir Residenten aus eisen Nopeschlänner. Wa se eng gewëssen Unzuel un Deeg iwwerschreiden, déi se an engem anere Land wéi deem Land, wou se wunnen, schaffen, da musse se och do ufänken, Steieren ze bezuelen, anstatt just zu Lëtzebuerg (veuillez lire: Wa se eng gewëssen Unzuel un Deeg iwwerschreiden, déi se an deem Land, wou se wunnen, schaffen, da musse se och do ufänken, Steieren ze bezuelen, anstatt just zu Lëtzebuerg).

Dat ass net d'Enn vun der Welt, mee et mécht d'Saach awer méi kompliziéiert an et schreckt vill Leit dervunner of, fir déi Limitt ze iwwerschreiden.

Vu datt d'Regierung sech staark mécht, fir de Leit méi Flexibilitéit ze ginn, ass et och eng grouss Prioritéit, fir de Frontalieren den Teletravail méi einfach ze maachen.

An deem Kader presentéieren ech Iech haut de Rapport zum Projet de loi 8159 iwwert d'Ännerung vun eiser steierlecher Konventioun mat Frankräich. De Projet ass am Februar dëst Joer deposéiert ginn. Éischtens gëtt de Seuil de tolérance fir Residenten a Frankräich vun 29 op 34 Deeg erhéicht. Si kënnen also ganzer 34 Deeg Teletravail maachen an nawell weiderhin zu Lëtzebuerg hir Steiere bezuelen.

Wann de Seuil iwwerschratt gëtt, da fält d'Besteierungsrecht integral un d'Land vun hirer Residence zréck. Wéi d'Konventioun sengerzäit ënnerschriwwe gouf, hat den Teletravail, wéi a menger Intro schonn ugedeit, nach net dee Stellewäert. Do huet d'Fro vun de Persounen, déi am ëffentleche Secteur schaffen, sech net gestallt. Bis elo war also just d'Privatwirtschaft betraff. Dat ännert sech mat dësem Avenant. Dat ass deen zweete Volet vun dësem Projet, d'Fonction publique au sens large kënnt also elo och an de Genoss vun deem Seuil de tolérance fir den Teletravail. Dat heescht, d'Gemengen, de Staat, mee och d'Établissements publics wéi beispillsweis d'CSSF, sinn hei matabegraff.

Dat war et och schonn zum Contenu vun der Konventioun. Fir ofzeschléissen nach e puer Informatiounen:

Am Oktober 2021 gouf déi politesch Decisioun tëscht de Lëtzebuerger an de franséischen Autoritéite geholl.

Den Avenant gouf d'leschт Joer zu Bréissel ënnerschriwwen a soll ab dem 1. Januar dëst Joer applikabel sinn. No zwee Joer kënnen d'Länner sech gesinn, fir sech eventuell op en anere Mechanismus eens ze ginn, wat d'Besteierung ugeet. Wa sech näischt ännert, leeft dësen Avenant iwwer 2024 eraus weider.

Zu den Avisen ass ze soen, dass de Conseil d'État keng Observatiounen hat. D'Chambre de Commerce begréisst de Projet de loi. Si ass och der Meenung, dass den Teletravail eng gutt Manéier ass, fir Talenter unzezéien an zu Lëtzebuerg ze halen.

D'Chambre des Salariés begréisst och de Projet a freet, dass de Seuil weider no uewen ugepasst an harmoniséiert gëtt.

Fir Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. An ech soen och op dëser Plaz der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes an hire Beamten an eisem Mataarbechter, dee mer hei gehollef huet, Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht.

D'DP-Fraktioun gëtt hiren Accord zu dësem Gesetzesprojet. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Guy Arendt.

An elo huet direkt d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, och ech wëll dem honorabelen Deputéierte Guy Arendt Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dat heiten ass ouni Debat. Ech hale mech och ganz kuerz.

Wéi effektiv erkläert, geet et hei ëm d'Ëmsetzung vum Avenant zu der Steierkonventioun, déi ech zesumme mam Bruno Lemaire de 7. November d'leschт Joer ënnerschriwwen hunn.

Ech si ganz frou, dass hei de Seuil de tolérance elo vun 29 op 34 eropgeet. Do si mer dann also um selwechten Niveau wéi den Accord, dee mer mat der Belsch hunn. Domadder hu mer dann och dräi Véierel vun eise Frontalieren op de selwechten Niveau vum Seuil de tolérance gesat, wat mengen ech, eng ganz gutt Saach ass.

Ech sinn och mat Däitschland, mam Christian Lindner, en dernière ligne droite, fir och déi däitsch Konventioun ze verbesseren.

Wéi och gesot ginn ass, an ech mengen, et ass ganz wichteg, dat ze ënnerstraichen, couvréiert deen heiten Avenant elo och d'Fonction publique mat, wat och ganz wichteg ass, soudass dee Moment, wa Frankräich säi Processus national fäerdeg gemaach huet, dat réckwierkend ass op den 1. Januar vun dësem Joer.

Wéi gesot, ech si ganz frou, dass mer dësen Accord elo fonnt hunn, dass mer dee kënnen ëmsetzen. Ech weess, et kann een och ëmmer méi maachen. A mir hate jo hei an der Chamber och schonn Debatten doriwwer. A wéi den Avenant et och virgesäit, solle mer déi Zäit elo och notze fir ze kucken, ob aner Solutioune méiglech sinn. Dat heescht, d'Aarbecht geet weider a mir schaffen och weider dru mat eisen Nopeschlänner.

Et bleift mir da just, Här President an Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, Iech Merci ze soe fir déi gutt Zesummenaarbecht och op dësem Projet.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci der Madamm Finanzministesch Yuriko Backes.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8159. Den Text steet am Document parlementaire 8159[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8159 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen elo de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. 8129 – Projet de loi modifiant l'article 38 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Mir kommen elo zum Projet de loi 8129, enger Ofännerung vum Policegesetz am Kader vun der Kooperatioun tëschent de Gemengen an der Police. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech däerf Iech haut e ganz kuerze Rapport maachen iwwert de Projet de loi 8129. Et geet ëm Adaptatioune vum Policegesetz, méi spezifesch vun de Comités de prévention, déi an dësem Policegesetz virgesi sinn. Dir kennt dës Comités de prévention. Et handelt sech jo hei ëm e Gremium, an deem d'Gemengenautoritéiten an d'Membere vun der Police, also konkreet de concernéierte regionale Policedirekter an de Chef vum concernéierte Kommissariat, um lokalen oder regionale Plang zesummekommen, fir sech ofzestëmmen an d'Zesummenaarbecht ze fërderen.

Rezent ass jo awer och elo d'Gesetz gestëmmt ginn, an deem d'Agents municipaux nei Kompetenze kritt hu mat dësen zousätzlechen, soe mer, liichte Policekompetenzen. Den Agent municipal kritt zum Beispill d'Kompetenz, anzegräife bei Läermbelästegung oder bei klengem Vandalismus, just als puer Beispiller. Esou gëtt den Agent municipal elo och en Acteur um Terrain, deem seng Stëmm gefrot ass am Kader vun dëse Comités de prévention. An an deem Sënn gëtt mat dësem Gesetz, dat mer haut stëmmen, festgehalen, dass den Agent municipal als zousätzlechen Acteur an dës Kommiteeë soll opgeholl ginn.

Konkreet am Text handelt et sech also hei ëm en Ajout am Artikel 38 Paragraf 1 am Alinea 2 vum Policegesetz vum 18. Juli 2018, wou definéiert gëtt, dass een Agent municipal pro Gemeng an dësem Comité de prévention seng Plaz kritt. Et gëtt an engems definéiert, dass et de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtesch ass, déi deejéinegen Agent municipal soll designéieren, deen dann och an dësem Gremium soll sinn. Dat ass schonn deen eenzege klenge Changement, dee mer hei virhuelen.

Da kommen ech nach schnell zu den Aarbechte ronderëm dëse Projet de loi. De Projet de loi ass deposéiert ginn den 28. Dezember 2022. De Syvicol huet säin Avis, an deem en dës nei Dispositioun begréisst, de 27. Februar 2023 ofginn. De Conseil d'État huet säin Avis de 14. Mäerz ofginn an en hat och keng weider Remarken zu dësem Projet de loi.

An der Kommissioun hu mer dëse Projet de loi net allze vill laang misse beschaffen, well et sech ëm keng grouss Changementer handelt. Mir hunn en de 16. Mäerz presentéiert kritt an de Rapport konnt duerno och direkt ausgeschafft ginn, soudass mer de Rapport konnten den 20. Abrëll an der Kommissioun unhuelen.

Dat wier et scho fir mäi kuerze Rapport. An domadder ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Rapportrice Stéphanie Empain.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden ageschriwwen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Ech soen der Rapportrice Merci fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport. Nodeems, wéi gesot ginn ass, d'Agent-municipallen eng Rei nei Kompetenze kritt hunn, ass et och richteg, datt se an deem Kommitee sëtzen. An ech begréissen och d'Zesummenaarbecht tëschent der Police an den Agents municipaux, wéi et a verschiddene Gemenge schonn de Fall war. An ech hoffen, datt mer, wann da méi Polizisten um Terrain sinn, dat och kënnen intensifiéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Claude Lamberty.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. Och e grousse Merci un d'Stéphanie Empain fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. An änlech, wéi dat elo gesot ginn ass: Ech mengen, d'Preventiounsaarbecht ass eng ganz wichteg Aarbecht, ganz besonnesch op dem Terrain vun eise Gemengen. An dofir si mer ganz frou, dass mer dat heite kënnen integréieren. An domadder ginn ech och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

Une autre voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lamberty. An dann ass et um honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech géif och der Rapportrice Merci soe fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. D'Agents municipaux hunn hir Plaz am Comité de prévention communal, deem mer dann och Rechnung droe mam Stëmme vun dësem Gesetz. Dofir ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Biancalana. An dann ass et um Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Et ass e ganz raren, bal historeschen Abléck, mee mir sinn als ADR haut mat der Madamm Empain wierklech averstanen ...

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... a soen hir Merci fir dee gudde Rapport.

(Interruption par Mme Stéphanie Empain)

Jo, a mir wäerten dat da matstëmmen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Stéphanie Empain fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Och mir sinn averstanen, dass déi Informatioune weiderginn, well et sinn d'Agenten, déi herno um Terrain sinn. An et ass wichteg, dass déi an der Preventioun kënne mathëllefen an deementspriechend och an deem Kommitee sinn. Dofir ass dat heiten dee richtege Wee, well et gesäit een et, d'Madamm Bofferding huet et en Dënschdeg gesot, mir haten et virun enger Woch am Gemengerot: Et sinn ëmmer méi Gemengen, déi endlech d'Reglement ugepasst hunn. An ech ka just roden: Gemengen, maacht virun, well d'Agente brauchen et um Terrain, d'Police brauch et um Terrain.

Dir hutt de Moyen kritt vun der Chamber, setzt en an de Gemengen ëm, soudass d'Agente kënnen aktiv ginn.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Policeminister Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Jo, merci alleguerten och. Merci och der Rapportrice fir den ausféierleche Bericht. Vu meng Visitten um Terrain, hunn ech gemierkt, dass dat heite schonn an enger Rei vu Gemengen och gemaach gëtt. An dofir war et och selbstverständlech, wann d'Agente méi Kompetenze kréien, dass dat och institutionaliséiert gëtt. An dofir war et keng Hexerei, fir dat direkt kënnen ze integréieren.

An dofir sinn ech och frou hei fir déi grouss Zoustëmmung an dat gëtt och deenen, déi um Terrain sinn, déi néideg Zouversiicht, am Sënn vun der Sécurité intérieure ze schaffen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Policeminister Henri Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8129. Den Text steet am Document parlementaire 8129[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8129 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Georges Mischo), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. Interpellation de M. Fred Keup au sujet de l'évolution de et de la lutte contre la criminalité

Fir ofzeschléisse komme mer zur Interpellatioun vum Här Fred Keup iwwert d'Evolutioun an d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif dann d'Wuert un den Auteur vun der Interpellatioun ginn, den Här Keup.

Exposé

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Villmools merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, d'Kriminalitéit hei zu Lëtzebuerg hält zou. D'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill huelen of. Dem Statec no ass an de leschten 20 Joer d'Zuel vun de Strofdote géint Persoune bal ëm 400 % eropgaangen, vun 2.351 Strofdote géint Persounen am Joer 2000 op 8.814 Strofdote géint Persounen am Joer 2021.

An nach eng Kéier dem Statec no: D'Zuel vu Gewaltakte géint Persounen ass ëm 300 % eropgaang an 20 Joer, vun 1.269 Gewaltakten am Joer 2000 op 3.805 Gewaltakten am Joer 2021. Dat ass eng Verdräifachung an Zäit vun 20 Joer.

D'Zuel vun den Awunner ass an dëser Zäit ëm 50 % gewuess, vu 436.000 Awunner am Joer 2000 op 640.000 Awunner am Joer 2021 Dat soen ech direkt, well eng vun de Liblingserklärungen – oder besser gesot -verklärungen – bei esou Zuelen ass jo da fir ze soen, déi Zuele vu Gewaltakte wiere proportionell zur Bevëlkerung gewuess.

Abee, dës prezis Zuelen, déi ech grad genannt hunn, weise kloer, dass d'Zouhuele vun der Kriminalitéit wäit, wäit iwwert dem Bevëlkerungswuesstum läit. Weider sinn Iwwerfäll mat Gewalt, also Raubiwwerfäll, vun 2020 op 2021, also an engem Joer, ëm 20 % eropgaang. Och d'Jugendkriminalitéit hält zou. An de leschte Méint sinn hei eng ganz Partie brutal Bande vun der Police identifizéiert ginn. Ech kommen dorop zréck.

Bei dëser Interpellatioun, déi ech ugefrot hunn, soll et ënner anerem ëm follgend Sujet goen: D'Zouhuele vun der Kriminalitéit zu Lëtzebuerg, ganz besonnesch vun der Gewalt, d'Transparenz an d'Informatioun iwwer Kriminalitéit vusäite vun der Regierung respektiv vun den Autoritéiten, d'Feele vu Statistiken a soziologeschen Donnéeën iwwer Täter an Affer an d'Moossnamen, fir effikass géint d'Kriminalitéit kënne virzegoen.

Här President, ech hunn elo déi grob Statistike genannt, déi mir zur Verfügung hunn. Dat sinn dréchen Zuelen. Mee wat verstoppt sech do derhannert? Dat sinn eenzel mënschlech Schicksaler, eenzel mënschlech Schicksaler vu Leit, bei deenen agebrach gouf an déi sech net méi wuel, net méi sécher doheem spieren, déi net méi schlofe kënnen, a verschiddene Fäll souguer plënnere wëllen, Leit, déi brutal iwwerfall ginn, si selwer oder vläicht hir Elteren, Grousselteren oder hir Kanner.

Wësst Dir, wat dat ka maache mat Mënschen, wann ee brutal iwwerfall gëtt, wann een Affer gëtt, wann een op eemol Angscht huet, wann een traumatiséiert ass, wann een net méi normal liewe kann a wann een – an dat ass ganz oft de Fall – sech gläichzäiteg net traut, doriwwer ze schwätzen? Well ganz vill vun deenen Affer probéieren, déi schwiereg Erfarungen esou gutt wéi méiglech ze verdrängen, a wëllen net méi domadder konfrontéiert ginn. Leit leiden an hirem Alldag ënnert där Kriminalitéit. Dat sinn déi eenzel Geschichten, déi eenzel mënschlech Schicksaler, déi den dréchene Statistiken e Gesiicht ginn.

An ech wëll awer emol drop agoen, wat reell am Land och geschitt. An ech liesen hei och emol e puer Schlagzeile vir an zitéieren aus dem „Lëtzebuerger Wort": „Minderjährige Gewalttäter", „Wie eine eine Jugendbande das System zu sprengen droht", „Die Täter sind viele, minderjährig und beispiellos brutal", „Sie sind häufig in der Gruppe unterwegs. Die bestimmt dann wahllos ein Ziel. Ein Mensch wird zum Opfer gemacht. Ist es erst umzingelt, schlagen und treten einer oder mehrere Angreifer zu. Gnadenlos und ohne die geringsten Hemmungen. [...] Es geht [...] darum, dem Opfer schwerstmögliche Verletzungen zuzufügen. [...] Die Täterbande wird auf rund 40 problematische Jugendliche geschätzt, [...] allesamt Minderjährige, nicht wenige sind noch nicht einmal 14 Jahre alt. Ein Alter, in dem sie nach den anstehenden Reformen komplett strafunmündig würden."

Da gëtt geschriwwe vun enger „deutlich höhere Dunkelzahl" – well bei all den Zuelen, iwwert déi mer hei schwätzen, kënne mer dervun ausgoen, dass et nach vill méi Fäll gëtt, déi aus deene verschiddenste Grënn emol guer net bei der Police landen.

„Die Justiz", leider ass d'Madamm Justizminister haut net do, „stößt an ihre Grenzen."

(Interruption par M. Henri Kox)

„Denn selbst unter den Tätern hat sich längst herumgesprochen, dass die Unisec in Dreiborn überlastet ist. Sie wissen, entweder kommen sie erst gar nicht dahin, oder sie werden nicht für lange Zeit bleiben. [...] Die Omertà der Politik", steet am „Wort", „und der Behörden [erweist sich durchaus als nützlich]. Denn Probleme, über die niemand spricht, gibt es nicht."

An esou weider: „schwere Gewaltexzesse", „räuberische Erpressung", „gewaltsame Diebstähle", „[ein] Schüler, dem der Arm gebrochen worden war", „das junge Alter der Täter", „12 [bis] 15 Jahre alt", „ein Gefühl von Unantastbarkeit [bei den Tätern]".

E Jong vun 12 Joer, wou et esou wäit gaangen ass, dass en huet missen d'Land verloossen, an e Lycée am Ausland misse goen – där Fäll gëtt et, souwäit ech weess, e puer –, well seng Sécherheet net méi konnt garantéiert gi virun deene verschiddene Banden, déi iwwerall op e gewaart hunn, am Bus, um Zuch, an der Schoul, um Sport, doheem virum Haus. D'Elteren an déi Schüler hunn oft Angscht, bei d'Police ze goen, wéinst Angscht viru weidere Repressalien, Racketing.

An dann esou Geschichten och am „Lëtzebuerger Wort", wéi dat do stoung, wéi en anere Jong vun engem den Hals opgeschnidde krut, well en deem keng Zigarett gi wollt. Oder: „Den haben die Täter so lange verprügelt, bis er sich vor sie auf die Knie setzte und um Gnade flehte – vor laufenden Handykameras. [...] Die Lehrerin geht dazwischen", ech zitéieren: „Hal deng Maul, du hues eis souwisou näischt ze soen". An dann eng Machtdemonstratioun op der Schueberfouer, déi beschriwwe gëtt, wou der 42 aus esou enger Band do optrieden an natierlech dee Moment och d'Police iwwerfuerdert ass.

Dat kënnt alles vun engem Journalist, dee seng Recherchë gemaach huet, dee sech Zäit geholl huet, mat den Affer ze schwätzen a mat der Police, an deen de Courage huet, dat ze bréngen – dat ass net onbedéngt einfach. An ech sinn och gespaant, ob deen och nach eng Kéier de Courage wäert hunn, dat do nach eng Kéier an der Zeitung ze bréngen.

Leider kënnt dat do vun engem Journalist an ech hätt mer et éischter och vum Minister gewënscht. Mir hunn de Minister als ADR an eng Kommissioun geruff, fir iwwert déi brutal Jugendbanden an déi Omertà ze schwätzen. Firwat gëtt net proaktiv vun

der Regierung dorop reagéiert? Firwat gëtt bei kriminellen Dote keng Pressekonferenz aberuff, fir sech de Froe vun de Journalisten ze stellen? Et freet ee sech, wat hei gefaart gëtt.

D'Police seet och kloer, wat leeft. Ech zitéieren hei de Pascal Ricquier am Oktober 2022: „D'Agressivitéit an d'Kriminalitéit am Land huelen ëmmer weider zou. D'Politick muss Äntwerten dorop liwweren." „Virun allem wieren och ëmmer méi Bande vu Mannerjärege kriminell täteg, géint déi bis ewell wéineg kéint ausgeriicht ginn." „Grad well et jugendlech Stroftäter sinn, an dat wësse si ganz genau, ass et net evident, fir géint se virzegoen." An e seet: „Ob déi nei Texter a puncto Jugendschutz eppes dorunner verbessere kënnen, dat bleift ofzewaarden." Also éischter net!

D'Polizisten hunn déi richteg Froe gestallt: „Wëlle mir eng Police, déi duerchgräift? Et musse méi streng Gesetzer hier, fir dass mir d'Kriminalitéit an de Grëff kréien. Erwächt endlech an der Regierung! Wéi eng Gesellschaft wëlle mir nach? Wéi vill Kriminalitéit wëlle mir nach zouloossen? Wéi laang wëll eis Regierung nach nokucken?" Dat sinn d'Aussoe vun der Policegewerkschaft.

Jo, wéi laang wëlle mer nokucken? Ech kann Iech nach vill Beispiller zitéieren, nach e puer Stéck hei vun rtl.lu elo aus dem Mount Abrëll: „E Sonndeg den Owend [géint 19.20 Auer ass] e Mann mat enger Waff menacéiert ginn, éier hie vu ronn 10 jonke Männer iwwerfall a beklaut gouf. Een Täter konnt ermëttelt ginn."

Och am Abrëll: „Kuerz no 21 Auer um Samschdeg den Owend goufen zwou Persounen op der Tramsstatioun op der Stater Gare iwwerfall. Zwee Männer waren op si zoukomm an hunn hinnen hir Handyen aus der Hand gerappt. Wéi déi zwee Affer sech wiere wollten, hunn d'Täter e Messer gezunn an d'Affer menacéiert."

An dann, mengen ech, dat huet Iech alleguerte beréiert, de 24. Abrëll: „E Grupp vu ronn 20 jonke Männer huet e Sonndeg" – um 18.00 Auer, 18.00 Auer! – „zwou Persounen [am Stater Park] ugegraff. [...] Dobäi hätt ee vun den Ugräifer engem vun den Affer an de Bauch geschnidden an hien dobäi schwéier blesséiert. Dat zweet Affer stoung ënner Schock, wéi d'Police ukoum, a war duerch Schléi an d'Gesiicht blesséiert ginn. Ier déi schwéier blesséiert Persoun an d'Klinick konnt kommen, misst si nach op der Plaz noutmedezinnesch versuergt ginn. [...] D'Police huet no den Täter gesicht, mee ouni Erfolleg. De Mooss- an Erkennungsdéngscht vun der Police war op der Plaz. D'Ermëttlungen daueren un." 18.00 Auer, hei vir, net wäit vun hei ewech am Stater Park!

Méi gëtt een net gewuer. Wou ass déi Affär drun? Wat ass do genee geschitt? Firwat gëtt een hei am Land net méi iwwert esou eppes Schlëmmes gewuer? An all anerem Land wier dat do ondenkbar! Dat gëtt et just hei zu Lëtzebuerg, véier Zeilen, eng Noriicht, an dat war et dann!

(Interruptions diverses)

Iwwerall am Ausland, a Frankräich, an der Belsch, an Däitschland, géifen d'Zeitungen doriwwer berichten, wiere Presseveranstaltungen, wou de Minister géif äntweren oder op d'mannst Police géif Äntwerte ginn!

Genausou an anere Fäll: E Mannerjäregen ermort grausam en anere Jonken zu Bouneweg. E puer Méint drop leeft den Täter iwwregens fräi ronderëm.

Dann: Elo am Dezember ass eng Persoun zu Bouneweg grausam ermort ginn. Ech hoffen Dir hutt net déi Saachen héieren, déi ech héieren hunn, wat do wierklech geschitt ass. Et ass a mengen Aen och net ubruecht, dat hei an der Chamber ze soen, well et ass de pueren Horror!

Am Januar déi Affär mat engem Mann mat Messeren um Trainingsterrain zu Esch mat engem trageschen Doud. An all anerem Land wier hei eng Pressekonferenz gemaach ginn an d'Bevëlkerung informéiert ginn – net esou zu Lëtzebuerg. Da gleewe mer alt dat, wat an de soziale Medie steet. Mir liesen dat, wat do gesot ginn ass a mir lauschteren de Leit no, déi um Terrain waren a wat mer esou aus Policekreesser bericht kréien, well déi soen eis jo, wat war – eis op d'mannst.

Ech wëll nach méi genee dozou kommen, wéi d'Statistiken hei am Land ausgesinn a wéi se duerno bei de Leit och ukommen, wéi d'Leit informéiert ginn. Passt op, déi Statistiken, déi ech elo soen, déi sinn och zimmlech graff:

Mir hu pro Dag 11 Abréch oder versichten Abréch a Gebaier.

Mir hu pro Dag 8 Abréch oder Déifställ an Autoen, also Gefierer.

Mir hu pro Dag 11 Gewaltakten, wou Persounen ugegraff ginn.

Mir hunn, dës Kéier pro Woch, 12 gewalttäteg Raubiwwerfäll.

Mir hu pro Dag 45 Déifställ, dorënner och Vols à la tire, also Täschendéifställ a wou Poschen aus der Hand gerappt ginn – déi sinn iwwregens vun 2021 op 2022 ëm 540 eropgaangen.

D'Infraktiounen: 2008 hate mer 28.000 Infraktiounen, 2022 sinn et der 54.000, also eng Verdueblung a 15 Joer.

Elo froen ech hei: Hutt Dir eppes héiere vun den 12 Iwwerfäll déi lescht Woch, vun den 80 versichten Abréch oder richtegen Abréch a Gebaier d'lescht Woch? Hutt Dir eppes héiere vu 77 Gewaltakte géint Persounen déi lescht Woch? Dat ass dat, wat statistesch gesinn hei lass war. Nee, Dir hutt näischt dervun héieren!

An de Grond ass ganz einfach: Well d'Regierung net wëll, dass et no bausse kommunizéiert gëtt. Esou héiere mer da moies vun engem Accident mat Materialschued um Radio a vun zwee Führerschäiner, déi agezu ginn, an net vun zéng Abréch an net vun zéng Fäll, wou Leit mat Gewalt attackéiert goufen.

Ech hunn an enger Question parlementaire de Minister gefrot, firwat net méi no bausse veréffentlecht gëtt. De Minister argumentéiert a mengen Ae ganz schwaach: E seet, dat wier, fir d'Ermëttlungen net ze stéieren. Mee éierlech emol: Awéiwäit stéiert eng Meldung wéi „eng Fra gouf am Stater Park iwwerfall" d'Ermëttlungen? Dat ergëtt kee Sënn!

An den Ae vu ville Leit, an och vu Polizisten, ass et éischter esou, dass d'Regierung d'Kriminalitéit verheemlecht, fir d'Bevëlkerung net ze beonrouegen. An ech erënneren an deem Kontext eng Kéier un eng Ausso, déi den Här Asselborn gemaach huet virun e puer Joer, wou e sot: „Déi staatlech Servicer sollten eventuell och an Zukunft besser oppasse mat der Kommunikatioun, fir d'Populatioun net onnéideg opzereegen." Dat ass dat, wat, mengen ech, hei geschitt.

Mir als ADR a vill Bierger hei am Land froe sech: Awéiwäit mësstraut dës Regierung de Bierger, dass se net bereet ass, hinnen d'Wourecht ze soen, aus Suerg, da wieren d'Leit beonrouegt? Hei soll eng Diskussioun vermidde ginn iwwer Sécherheet a Kriminalitéit. An an der Chamber hei ass virun e puer Méint och gesot ginn: „Et soll ee keng Politick maache mat der Sécherheet." Mee wat dann? Natierlech maache mir als ADR Politick fir d'Sécherheet, well d'Sécherheet ass e Grondrecht vun de Bierger, an de Staat muss déi garantéieren.

Eng bekannt Lëtzebuerger Dageszeitung – d'„Tageblatt", fir se net ze nennen – schreift: „In Sachen Informationspolitik der Behörden ähnelt Luxemburg einer Bananenrepublik. Justiz und Polizei geben sich alle Mühe, dass im Ländchen so wenig wie möglich an die Öffentlichkeit gelangt." An do ass och e Feeler dran, well et ass net onbedéngt d'Police selwer, mee et ass d'Politick. An enger Reponse op eng Question parlementaire war dat och kloer ginn, wou deemools geäntwert ginn ass, dass d'Politick déi ass, déi decidéiert, wéi en Inhalt erausgeet a wéi een net.

(Interruption par M. Henri Kox)

Dat waart Dir net. Dat war d'Madamm Cahen virun e puer Joer.

Wann elo ee seet: „Ma dat ass an anere Länner och esou. Dat ass a ganz Europa esou. Dat ass eng international Tendenz", da ginn ech Iech elo hei d'Statistik vum Eurostat. Ënner 35 Länner aus Europa ass Lëtzebuerg ënnert den Top 5 bei de Raubiwwerfäll. Déi véier virun eis sinn d'Belsch, Spuenien, Portugal a Schweden. A mir kommen op der fënnefter Plaz. Do kann ee soen: Bravo!

Mir leien duebel esou héich wéi Däitschland bei Iwwerfäll, duebel esou héich wéi Frankräich, dräimol esou héich wéi Éisträich. Dat ass den internationale Verglach – an dat ass eng Bankrotterklärung! Wat Iwwerfäll ugeet, ass Lëtzebuerg haut vill méi onsécher wéi déi meescht Länner an Europa. Jo, Lëtzebuerg ass eent vun deene geféierlechste Länner an Europa, wann et ëm Iwwerfäll geet!

Une voix | Egal wat!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | D'Statistik hei seet et: duebel esou vill wéi an Däitschland oder a Frankräich. Mir sinn d'Nummer 5, mir sinn d'Nummer 5 laut Eurostat!

(Interruption)

Wat bedeit dat fir d'Standuertfaktoren hei zu Lëtzebuerg? Gëtt déi Statistik dofir néierens publizéiert, néierens diskutéiert?

Wat d'Abréch ugeet, ass et d'selwecht, och hei ass Lëtzebuerg am Spëtzepeloton: Sechsmol méi Abréch op 100.000 Awunner gerechent wéi zum Beispill an Däitschland. Et si just e puer Länner virun eis an e groussen Deel ass hannert eis. Dat ass d'Realitéit! Hutt Der dat héieren? Hutt Der dat gewosst? Contestéiert Der dat hei? Jo, Dir hutt et warscheinlech nach net héieren, mee et ass d'Realitéit. An d'Polizistе soen eis, dass et, wann d'Bierger hei am Land alles géife wëssen, wat hei leeft, da géif en Opstand ginn!

(Interruption)

An do si mer op deem Punkt ukomm, wéi och bei anere Problemer: ...

Une voix | Egal wat!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | ... Vun der Politick gëtt alles schéigeschwat. Do si mer Weltmeeschter dran!

Mir als ADR wëllen dat Spill net matmaachen a mir fuerderen hei, dass transparent iwwer Kriminalitéit bericht gëtt an dass opgehale gëtt, Saachen ënnert den Teppech ze kieren!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Här President, e Beispill, wéi d'Kriminalitéit hei am Land vertuscht gëtt vun héchster Stell a wéi Froe vun den Deputéierten dozou blockéiert ginn. Wat ass geschitt? Ech hat dem Minister Kox d'Fro gestallt, wéi vill vun den Abréch an Iwwerfäll hei zu Lëtzebuerg no bausse kommunizéiert

gi vun der Police a wéi vill der eeben net kommunizéiert ginn, also, wann Der esou wëllt, geheim gehale ginn. Den Här Minister huet mir geäntwert, hie wéisst dat net. Dobäi ass et jo net schwéier, dat nozekucken an de Communiquéen. Si hätten déi Statistik net.

An do wëll ech einfach emol eng Klammer opmaachen, awer an engem anere Beräich, am Schoulberäich: Wann ech dem Minister eng Fro stellen, wou et keng Statistik derzou gëtt, dann ass et an der Reegel esou, dass dem Här Meisch säi Ministère sech dru gëtt, fir déi Statistik ze maachen, fir dem Deputéierten eng Äntwert kënnen ze ginn. Ech fannen duerfir déi Äntwert net ganz akzeptabel, ze soen: „Déi Statistik hu mer net." Da muss se gemaach ginn, wann den Deputéierten dat freet. Et ass eis Missioun, d'Regierung ze kontrolléieren, a fir dat kënnen ze maachen, brauche mer Statistiken!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | An anere Länner géifen d'Journalisten an esou engem Fall de Minister ganz schaarf kritiséiere wéinst Ontransparenz a selwer d'Informatioun afuerderen, an och hei zu Lëtzebuerg hu se dat gemaach, an och si kréien d'Informatiounen net.

Nach e Beispill vu Kommunikatioun vum Policeminister: De Minister hat mer op eng Fro geäntwert, dass et an de Méint November an Dezember 2020 am ganzen 42 Raubiwwerfäll um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg gouf. Et fält awer op, dass just en Deel vun dësen Iwwerfäll no bausse kommunizéiert ginn ass. An an deem Kontext hunn ech d'Fro gestallt, wéi vill der dann no bausse kommunizéiert gi sinn a wéi vill net. An dësem konkreete Fall hat den Här Minister geäntwert, dass der eng Dose per Pressemeldung no bausse gemellt gi waren, dat heescht, vun deenen 42 sinn der dann eng 30 net gemellt ginn.

Do froen ech mech: Firwat gi 75 % vun den Iwwerfäll net no bausse gemellt? Firwat ginn déi net weidergiinn un d'Press? Firwat ginn der just zwielef weidergiinn? Wat ass dat fir e Choix? A sot mer net, dat wier, fir d'Ermëttlungen ze protegéieren, well, wéi gesot, eng einfach Ausso an der Press „et ass eng Persoun iwwerfall ginn", dat hënnert d'Ermëttlungen absolutt net!

Eng weider konkreet Fro, déi ech gestallt hunn: Wéi vill Attacke mat Stéchwaffe gouf et bis ewell 2022 insgesamt zu Lëtzebuerg? Äntwert vum Här Minister: „Ech weess et net." Wéi ass et méiglech, dass de Policeminister net weess, wéi vill Attacke mat Stéchwaffen an engem Joer verüübt ginn? Dat misst de Minister dach scho selwer wëllen erausfannen! Oder interesséiert Iech dat net, Här Minister? Oder Dir wësst et an Dir wëllt et net soen.

(Interruption)

Ech hunn da gefrot gehat, eng Fro iwwert d'Originn vun den Täter, wéi d'Opdeelung bei Täter ass, opgeschlësselt no Nationalitéit, no Wunnuert an esou weider. Äntwert: „D'Police féiert keng generell Statistiken, wou no Hierkonft, Nationalitéit, Residenz vun de presuméierten Täter ënnerscheet gëtt." Dat selwecht bei der Justiz. Wat d'Statistike säitens der Justiz ugeet, erlaabt och hei den informatesche System et net, prezis Donnéeën no Gemengen, Nationalitéiten an esou weider erauszefilteren.

Ech muss feststellen: A quasi all Land op der Welt gëtt et Statistiken zu der Nationalitéit an zum Wunnuert vum presuméierten Täter, also vu Leit, déi festgeholl goufen, an Däitschland, a Frankräich, an der Belsch, quasi iwwerall – ausser bei eis. Do leien déi aner vläicht allegeuerte falsch. Mee vläicht och mir. A ganz besonnesch wat de Wunnuert ugeet, ass dat dach awer ganz, ganz bizarre, wann de Policeminister an de Justizminister keng Statistiken zu deene Länner, wou déi Kriminell wunnen, hunn. Dat heescht, a mir wësse jo, déi meescht kommen iwwert d'Grenz op Lëtzebuerg, a mir wëssen emol net, wéi vill, a mir wëssen och net, vu wou.

A wéi wëllt Der d'Kriminalitéit bekämpfen, wann Iech déi einfachst Donnéeë feelen? Kéint Der Iech virstellen, dass de Schoulminister géif soen: „Ech maache keng Statistik mat der Nationalitéit vun de Kanner"? Dat wier ondenkbar. Do hu mer alles voll mat Statistiken. Hei net.

Déi eenzeg Statistik, déi mir hunn, ass déi vum Prisong. An do gesäit et esou aus – ech wëll Iech déi net virenthalen –: Ronn 50 % vun de Prisonéier hunn ni zu Lëtzebuerg gewunnt, hunn am Fong guer näischt mat Lëtzebuerg ze dinn. Déi aner 50 %, déi deele sech dann hallef-hallef op, op Leit mat Lëtzebuerger Nationalitéit a mat auslännescher Nationalitéit. Dat entsprécht also plus/minus och der Bevëlkerung. Mee de Punkt ass eeben: D'Hallschent huet ni hei gewunnt. An ech mengen, da wier et wichteg, och Statistiken ze hu vum Wunnuert vun Täter oder presuméierten Täter, déi festgeholl ginn.

Dat nennt een iwwregens an der Schwäiz, an Éisträich och an de Medien „Kriminaltourismus", an dat ass natierlech zu Lëtzebuerg, vu dass mir e klengt Land si mat ville Grenzen, wäit verbreet.

Dann en anert Beispill. An de leschten – dat stoung op rtl.lu no engem Interview mat der Madamm Polfer –, fënnef Deeg hätt et der Stater Buergermeeschtesch no zéng Fäll ginn, wou eng Persoun op eng brutal Manéier an der Stat entweeder eng Auer geklaut oder eng Kette vum Hals gerappt krut. Ech hunn de Minister gefrot: „Wéi vill Persoune si bei dëser Zort Iwwerfall blesséiert ginn?" Äntwert: „Heiriwwer féiert d'Police keng Statistiken." Ech hunn och gefrot, wat dat da fir Täter sinn, wou déi hierkommen. Äntwert: „D'Police féiert keng Statistiken", an esou weider.

Et kënnt awer eng Äntwert: Och ouni statistesch Outilen erkennen d'Beamten um Terrain an d'Enquêteure vum Service de police judiciaire awer d'Tendenzen. Sou kann zumindest, wat d'Serie vu Vols avec violences am Abrëll um Territoire vun der Gemeng Lëtzebuerg betrëfft, gesot ginn, dass et sech bei der Majoritéit vun den Tatverdächtegen ëm Persounen aus der Alterskategorie 17 bis 25 Joer aus dem nordafrikanesche Raum handelt. Mee wat géif ee mat deenen Täter maachen? Well déi Täter hunn hei näischt am ëffentleche Raum ze sichen. Déi gehéieren an de Centre de rétention.

Fir eng besser Transparenz hat ech an enger Fro d'Iddi lancéiert, d'selwecht wéi beim CGDIS e sougenannt „Twittergewitter" ze organiséieren. Beim CGDIS gëtt et dat. Dat gëtt et och bei zum Beispill der Police vu Berlin. Dat heescht, wärend engem Dag twittere se all Asaz, dee se hunn deen Dag, d'Police, soudass een eng Kéier komplett transparent gesäit, wat tatsächlech leeft. An der Äntwert ass awer net wierklech dorobber agaange ginn, mee ech géif dat wierklech eng gutt Iddi fannen, eng Kéier emol samschdes owes, oder samschdes de ganzen Dag esou en Twittergewitter bei der Police ze organiséieren. Dat wier emol interessant an da géifen d'Leit och gesinn, wat fir eng Aarbecht eis Police – an ech wëll hir dofir och gratuléieren – muss leeschten.

Fir eis als ADR ass et absolutt inakzeptabel, dass d'Kriminalitéit, besonnesch géint Persounen, dorënner eeler Leit a ganz vill Kanner a Jugendlecher, well déi sinn oft betraff, an eisem Land permanent zouhëlt an datt d'Regierung offensichtlech net kapabel ass, dergéint virzegoen. Mir wëllen déi Problemer uschwätzen a mir zécken net, dat ze maachen, a mir wëllen déi Kriminalitéitsproblemer zu enger vun den Haapturgencen hei am Land maachen – well dat ass et: Lëtzebuerg huet e kriminellen Noutstand! An eis Aufgab als Politick ass et, Sécherheet ze garantéieren a Kriminalitéit ze bekämpfen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Fir dat Zil ze erreechen, gëtt et fir eis follgend Weeër:

Éischtens: transparent iwwer Kriminalitéit berichten, amplaz ënnert den Teppech ze kieren.

Zweetens: Statistiken a soziologesch Date sammelen, fir esou d'Dynamiken an der Kriminalitéit besser ze verstoen an agräifen ze kënnen, och preventiv.

Drëttens: méi Police op der Plaz.

Véiertens: méi Befugnisser fir d'Police; en anstännege Platzverweis.

Fënneftens: méi streng Gesetzer, fir dass mir dat an de Grëff kréien; Méiglechkeeten, fir och géint jugendlech Stroftäter virzegoen.

Sechstens: den Affer hëllefen, fir dass si geschützt ginn, fir och konkreet géint déi Omertà bei de Jugendlechen an och méi Erwuessene virzegoen.

Siwentens: Dräibuer – hunn ech elo emol guer net driwwer geschwat – erëm ënner Kontroll bréngen, ausbauen.

Aachtens: méi Befugnisser fir Pecherten.

Néngtens: schnell a konsequent Verurteelungen op de Geriichter; firwat net, wéi am Ausland, Direktverurteelungen.

Zéngtens: kriminell Auslänner, déi illegal am Land sinn, sollen ausgewise ginn an erëm zréckbruecht ginn, a bei schwéiere Verbrieche sollen och agebiergert Lëtzebuerger mat duebeler Nationalitéit ausgebiergert ginn. D'CDU seet iwwregens an Däitschland: „Wer in Deutschland straffällig wird, hat sein Gastrecht verwirkt".

Eeleftens: festhuelen an erëm lafe loossen, festhuelen an erëm lafe loossen – dat ass dat, wat d'Polizisten eis soen. Si huelen haut ee fest, muer leeft en erëm do. Si huelen en erëm fest, iwwermuer leeft en erëm do. Domadder muss opgehale ginn. Et ass absolutt frustrant fir d'Beamten, déi dat all Dag musse materliewen.

Zwieleftens: Kameraen: Mir sinn och kee Frënd vun engem Staat, wou alles iwwerwaacht gëtt, mee et gëtt warscheinlech keng aner Méiglechkeet méi. Kameraen installéieren.

Dräizéngtens: d'Grenziwwergäng kontrolléieren, op d'mannst digital mat Kameraen, déi Nummereschëlder erfaassen, wa mer jo wëssen, dass 50 % vun deenen, déi hei Täter sinn, aus dem Ausland kommen. Mir sinn Affer vun deem Kriminaltourismus. An do gëtt et Méiglechkeeten, fir dergéint virzegoen. Aner Länner maachen et vir.

Véierzéngtens: Opérations coup de poing; firwat net emol op der Gare – an ech weess och, dass et do Pläng gëtt vun der Police an dass d'Ministeren dat awer ganz oft blockéiert hunn, net onbedéngt Dir, déi vu virdrun – Opérations coup de poing, wou 300, 400 Beamten d'Stroossen op der Gare zousetzen an da Kontrolle maachen? Dat ass jo gaange bei de Coronamanifestatiounen. Firwat geet et dann net bei Kriminalitéit, besonnesch hei an der Stad, wou d'Situatioun deelweis ganz schlecht ass?

An dann zum Schluss, fofzéngtens: All Polizist verdéngt et, vum Staat geschützt an ënnerstëtzt ze ginn. Mir wëllen dowéinst besser Reegele bei der Protection du Fonctionnaire, eng Assistance juridique a bei der Rebellioun géint d'Police méi streng Strofen. Et kann net sinn, dass d'Beamten dobausse permanent och ugegraff ginn, op se gespaut gëtt an esou weider. Dat muss strengstens bestrooft ginn! Dëst dréit och zur Verbesserung vun der Motivatioun bei der Police bäi.

Jo, et gesäit esou aus, a wéi hat de Pascal Ricquier vun der Policegewerkschaft gesot: „Wou ass eist schéint rouegt Lëtzebuerg hin?" Vill Leit traue sech net méi owes eraus, daagsiwwer an d'Stad. D'Police warnt op hirer Internetsäit – d'Police warnt op hirer Internetsäit! –: „Meiden Sie sensible und wenig besuchte Orte! Lassen Sie sich begleiten, wenn Sie abends oder nachts unterwegs sind und verringern Sie so das Risiko eines Überfalls! Informieren Sie eine Vertrauensperson, wenn Sie abends alleine unterwegs sind!" Dat ass Lëtzebuerg 2023. Dat ass dat, wat d'Police op hirer Internetsäit de Leit hei am Land uréit.

A wann ech da kucken – ech ginn Iech nach e Beispill – op Parkingen a Lëtzebuerger Uertschaften, wéi zum Beispill zu Kielen, do hänken haut Warnschëlder, dass d'Leit keng Wäertsaachen am Auto solle leie loossen. Dat hunn ech als Kand fréier kannt. Dat war zu Marseille esou. Dat war op Sizilien esou. Haut gëtt et dat och hei zu Lëtzebuerg an engem Duerf.

Elo grad sinn ech laanscht d'Kathedral gaang, do hänkt e grousst Schëld virun der Dier „Oppassen op" – wéi steet do? – „Pickpockets". Dat ass d'Realitéit.

Alarmanlagen ...

Une voix | Très bien!

(Interruptions et brouhaha)

(Interruption par M. Dan Kersch)

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Haut gëtt een ... Et ass ganz eescht, Här Kersch, an ech géif Iech bieden, déi ganz Problematik eescht ze huelen, well et si vill Leit, déi dorënner leiden, jo, jo!

Dass een haut vun Autoritéite gerode kritt, et misst een eng Alarmanlag oder et sollt een eng Alarmanlag installéieren an dass d'Leit scho bal e schlecht Gewëssen hunn, wa se keng Alarmanlagen hunn, dat ass et jo fréier net ginn. Wat ass nëmme geschitt?

(Interruption)

Ech hunn dës Interpellatioun gemaach, well ech ...

(Interruption)

... wéi vill Leit net méi verdroen, wéi hei zu Lëtzebuerg Kriminalitéit ënnert den Teppech gekiert gëtt. A mengen Aen, Här Minister, an et deet mer leed, mee d'Situatioun ass alarmant an unhand vun den Ziffere kann den objektive Beobachter net anescht, wéi zur Konklusioun ze kommen: An der Kriminalitéitsbekämpfung versoe mir grad!

An Dir musst mer net alles gleewen, mee eppes kënnt Der mer gleewen: Mat der ADR wier d'Sécherheet hei am Land eng besser!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Virun e puer Wochen hu mer hei iwwert d'Police geschwat. Haut schwätze mer iwwert d'Kriminalitéit. Jo, d'Kriminalitéit ass an dësem Land massiv eropgaang. Dëse Constat muss een einfach ganz objektiv maachen. D'Statistike soen et, net nëmmen d'CSV seet et, mee d'lescht Woch huet och d'Madamm Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg, d'DP, dat ganz kloer gesot.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | An ech zitéieren Iech, Madamm Polfer: „D'Situatioun huet sech degradéiert. Mir kënnen net méi just vun engem Onsécherheetsgefill schwätzen. D'Onsécherheet ass eng Realitéit."

An et brauch ee sech och just déi rezent Zuele vun der Police duerchzeliesen oder d'Zeitung respektiv d'sozial Medien ze liesen: Et vergeet keen Dag, ouni dass Abréch, Iwwerfäll oder aner Gewaltdoten hei am Land stattfannen.

D'lescht Woch sinn op der Kinnekswiss zwee Männer vun engem Grupp vun 20 Jonken iwwerfall a schwéier blesséiert ginn. Am nämmlechten Otemzuch liest een an den Noriichten, dass e Jugendlechen um Houwald iwwerfall ginn ass, dass et alt nees zu engem Drogendelikt op der Gare komm ass, wou bei engem Mann Kokain saiséiert gouf.

D'Stater Buergermeeschtesch, d'Lydie Polfer, a meng Parteikolleege Serge Wilmes a Laurent Mosar soen et selwer: D'Leit traue sech net méi, duerch de Park ze goen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | Elo si mer schonn esou wäit, dass d'Sécherheetsfirma hei an der Stad um 15.00 Auer, amplaz owes um 17.00 Auer, ufänkt. Do froen ech mech: Wéi soll d'Sécherheetsgefill bei de Leit dann an d'Luucht goen, wann d'Politick nach ëmmer net gewëllt ass, ëmzedenken? An ech froe mech wierklech do, wou de Premier an där Debatt ass. Deen ass total ënnergaang an där Debatt. E misst jo op d'mannst senger Parteikolleegin, der Madamm Buergermeeschtesch vun der Stad Lëtzebuerg, op d'Säit sprangen.

Wéi mer viru gutt zwou Wochen déi rezent Zuele vun der Police an der Kommissioun presentéiert kritt hunn, muss ech ganz éierlech soen, war ech béis erféiert! Am Joer 2022 sinn hei zu Lëtzebuerg 8.255 Infraktiounen op 100.000 Awunner vun der Police festgestallt ginn. Héichgerechent op d'Gesamtpopulatioun vun eisem Land sinn dat iwwer 54.000 Infraktiounen an engem Joer. Dat sinn der ganzer 11.677 méi wéi am Joer 2021. Dat mécht 25,32 % méi enregistréiert Strofdoten. Coronapandemie hin oder hier, ech constatéieren, datt mer e Véierel méi Affären an iwwert e Véierel méi Infraktiounen am Joer 2022 hate wéi 2021. Am meeschten an d'Luucht gaang an absolutten Zuelen ass d'Unzuel vu Vols simples mat engem Plus vun 3.536 Fäll a bei den Escroquerien hu mer e Plus vun 2.390 Fäll.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et si besonnesch d'Infraktioune géint Persounen a géint den Eegentum, déi de Leit Suerge maachen. A jiddwereen kennt een a sengem Fréndeskrees, deen emol schonn eng Kéier Affer vun engem Iwwerfall oder vun engem Abroch war. Nach rezent, eng Fréndin vu mer, déi war mat hirem Mann iessen, d'Kanner waren doheem, do ass agebrach ginn. Ech kann Iech soen: Dat wënschen ech kengem, wa Kanner eleng doheem sinn an et gëtt agebrach. Déi si fir de Rescht vun hirem Liewen traumatiséiert!

An hei nach eng Kéier, ech ginn et net midd ze widderhuelen, ech hunn et oft genuch hei op dësem Riednerpult gesot: Et ass kloer bewisen, wann een an engem Quartier oder an enger Residence abrécht, dann ass d'Probabilitéit extreem grouss, datt et innerhalb vun den nächste Stonnen zu weideren Abréch an dësem Quartier oder an dësem Appartementshaus oder an der Ëmgéigend gëtt. Do gëtt et Software, déi d'Poliziste kënne benotzen, fir dat auszerechnen. Mee den Här Kox wëll dovunner näischt héieren. Hei geet et, Här President, ëm effektiv Preventiounsaarbecht. Prozentual gesinn hunn awer och d'Abréch vill zougeholl. A bei bewunnten Haiser constatéiere mer eng Hausse vun 11,5 % vun 2019 op 2022.

Mee och d'Unzuel vun den Täschendéifställ ass massiv geklomm. Et vergeet bal kee Weekend, wärend deem keng Leit iwwerfall ginn.

D'Lëscht ass laang. Och direkt Infraktioune géint Leit si mat 17,4 % ze héich. Coups et blessures volontaires: 2018 louche mer bei 2.607 Infraktiounen, 2022 leie mer bei 3.339 Fäll. Mee och d'Violence domestique ass an d'Luucht gaang, wéi och d'Unzuel vun de Vergewaltegungen.

Ech kéint nach weiderfueren. Mee gleeft mer: Ech soen déi Saachen net, fir Poleemik ze maachen, mee ganz einfach, well se Fakt sinn a mir als Politiker eis der Realitéit mussen unhuelen an d'Regierung hei Verantwortung muss iwwerhuelen.

Jo, d'Preventioun ass enorm wichteg, an d'Gemengen, de Staat, wéi och vill ASBLen, Organisatiounen a Fräiwëlleger maache ganz vill an der Preventioun. An ech wëll all deenen op dëser Plaz och Merci dofir soen.

Jo, et muss ee sech och mat dem „Firwat" an dem „Wisou" auserneesetzen, besonnesch bei der Jugendkriminalitéit. An ech soen et ganz kloer: D'Hausse vun de Strofdoten ass och zum Deel en Echec vun der Gesellschaft, also vun eis all. Mee mir mussen awer och derfir suergen, datt, wann d'Strofdot bis gemaach ass, de Rechtsstaat och seng Autoritéit weist duerch d'Police an d'Justiz. D'CSV steet fir e stabille Rechtsstaat, an deem d'Sécherheet en Deel vun der individueller Fräiheet an der Liewensqualitéit ass. Et gëtt keng Fräiheet ouni Sécherheet. An duerfir ass eng vun den Haaptfuerderunge vun der CSV d'Aféierung vun enger lokaler Police.

D'Problematik vun der organiséierter Kriminalitéit, Här President, hält leider och zou. Nodeems eng Friemennotiz vun der Friemepolice geschriwwe ginn ass, mussen déi festgeholl Leit oft nees fräigelooss ginn, well hir Identitéit oder hiren Alter ganz einfach net kënne gekläert ginn. De Centre de rétention ass ëmmer voll an aktuell schätzt een d'Zuelen op 500 Leit, Tendenz steigend. Aner Länner ginn op de Wee, mat auslännesche Policen ze kooperéieren an esou géint Bandekriminalitéit virzegoen. Wéi steet d'Regierung zu esou Kooperatiounsformen?

D'organiséiert Kriminalitéit betrëfft natierlech och d'Schleise vu Migranten. Am Kader vun der internationaler Kooperatioun spillt d'Grenzschutzagentur Frontex eng wichteg Roll. D'Aarbecht vun der Friemepolice ass an deem Domän keng einfach, awer wichteg. Mee och hisiichtlech illegaler Beschäftegung a Mënschenhandel gesi mer e steigenden Trend am Land. Dat bestätegt och d'Generalsekretärin vun der consultativer Mënscherechtskonventioun an engem rezenten Artikel am „Lëtzebuerger Wort". Och wann de Mënschenhandel zu Lëtzebuerg net esou visibel ass wéi aner Phenomeener vun der Kriminalitéit, sinn am Joer 2022 77 Affer gezielt ginn. Fir den direkte Verglach ze hunn: Am Joer 2020 waren et der just 10.

Laut Eurostat war Lëtzebuerg 2021 souguer dat EU-Land mat de meeschten Affer par rapport zu senger Populatiounszuel. Zu Lëtzebuerg geet et haaptsächlech ëm Fäll vun Abréch, Ausbeutung op Baustellen oder an der Gastronomie, mee och sexuell Ausbeutung spillt am Joer 2022 leider eng grouss Roll.

Meng Kolleegin Nancy Arendt hat an deem Kontext eng pertinent Question parlementaire zu den Ulafplazen zu Lëtzebuerg gestallt. Wëssend, dass de komplexe Problem vum Mënschenhandel net réckleefeg ass, wier eng national Ulafplaz fir concernéiert Leit zu Lëtzebuerg an eisen Aen net verkéiert. Wat ass d'Positioun vun der Regierung dozou? A wéi kéint d'Regierung sech eng méi enk grenziwwerschreidend Kooperatioun virstellen?

Komme mer zur Jugendkriminalitéit, ee Sujet, dee mech perséinlech déif beréiert. Wat opfält an de Statistiken, ass, datt d'Gewalt vu jonke Persoune geklommen ass, dat heescht, jonk Persounen ënner 25 Joer a souguer Mineure si reegelméisseg Täter vu brutalen Iwwerfäll. Hei sinn et 55 % vun den Täter, déi ënner 25 Joer sinn a souguer 30 % – 30 %! – sinn ënner 16 Joer. Ech wëll awer op dëser Plaz nach emol ganz kloer betounen, dass och leider d'Mineuren, a mir hunn et héieren, oft Affer vu brutalen Dote ginn.

Am Kader vum Jugendschutz- a Jugendstrofgesetz wëlle mir als CSV weiderhin eng generell Kompetenz vun de Justizautoritéiten. Béides sinn Deeler vun enger ganzheetlecher Approche, wann et drëms geet, Kanner a Jugendlecher, déi stroffälleg ginn, en charge ze huelen an déi adequat Moossnamen ze huelen, fir datt si net fir d'Gesellschaft verluer, mee nees integrale Bestanddeel vun där selwechter kënne ginn.

Duerfir, Här President, mussen och déi Jugendlech ënner 14 Joer kënne vun de Justizautoritéite consideréiert ginn am Kader vum Respekt vun den internationale Konventiounen. Mir vertrauen op d'Kompetenz vun onser Justiz op deem Wee a wëllen hir all zousätzlech Moyene ginn, fir an dësem gesellschaftlech wichtegen Theema déi richteg Äntwerte kënnen ze ginn.

Komme mer zur Drogekriminalitéit. Och wa mer an der Drogekriminalitéit eng liicht Baisse verzeechnen, wat d'Detentioun an de Konsum vun Drogen ugeet, sou si mer awer besuergt iwwert d'Hausse vum Drogentrafick. Do hu mer 54 méi Fäll vun Drockentrafick wéi am Joer 2020. D'Hotspots bleiwen d'Gare an d'Zone-frontalièren am Süde vum Land.

Op dëser Plaz wëll ech eiser Police e Luef entgéintbréngen. Si hunn am leschte Joer e puer grouss Ki gelant, dëst an Zesummenaarbecht mat der Police vun Arel oder Metz – fir der just e puer ze nennen.

Mir wëllen net, dass Lëtzebuerg zu engem Drogenhotspot gëtt a mir sinn der Meenung, dass déi grav medezinnesch Konsequenze méi a Consideratioun musse geholl ginn an thematiséiert ginn. An där Optik wëll ech och haut drop hiweisen, dass Länner wéi Holland aktuell zréckrudderen, well hir Kriminalitéit opgrond vun hirer Drogepolitick eropgeet. Mir brauchen eng europäesch Léisung.

D'CSV setzt sech weiderhi fir eng geziilt fréizäiteg Preventioun am Kampf géint Drogen an. Mir mussen evitéieren, datt Mënschen an den Drogekonsum rutschen a sech esou an d'Ofhängegkeet vun Drogenhändler beginn. Duerfir wëlle mir mat all noutwendeger Energie all Méiglechkeete vun Opklärung a Monitoring ënnerstëtzen, fir preventiv ze agéieren an d'Verbreedung vun Drogekonsum a -kriminalitéit ze verhënneren.

Komme mer zu der Cyberkriminalitéit, engem wichtegen Domän fir Lëtzebuerg, besonnesch mat senger Finanzplaz. D'Hausse vun der Cyberkriminalitéit gehéiert och zu de groussen Defie vun eiser Zäit. Spéitstens elo am Kader vun den Tensiounen tëschent der EU a Russland misst och dee Leschte matkritt hunn, dass d'Cyberkriminalitéit an d'Luucht geet. Och Lëtzebuerg ass keng Insel, an d'Leit mellen ëmmer méi Onlinedelikter.

Déi digital Moyenen, déi Krimineller fir hir Aktivitéiten hunn, si villsäiteg a komplex. An d'Sécherheetskräfte brauchen déi mënschlech a materiell Ressourcen, fir géint Phishing, Mail- an SMS-Bedruch oder Krypto-an Investmentscam virzegoen. D'Police leescht hei eng gutt Aarbecht, wat d'Preventioun ugeet, mee et besteet Loft no uewen, virun allem, fir dës Form vu Kriminalitéit méi konsequent an d'Ausbildung vun de Polizisten anzebauen.

Här President, mir maachen eis als CSV, genausou wéi de Minister Kox, Suergen ëm déi steigend Kriminalitéit an de gesellschaftleche Wandel an eisem Land. Mee am Géigendeel zu der Regierung an zum Minister proposéiere mir konkreet Léisungen, déi hëllefen an net d'Situatioun verschlechteren.

Wat feelt? Doduerch, datt net genuch Personal bei der Police do ass, mussen d'Leit méi laang schaffen, et kënnen net genuch Weiderbildunge gemaach ginn an et ass net genuch Zäit do, fir Rapporten ze schreiwen. Déi Beamten, déi eng Infraktioun ophuelen, missten awer net forcement déi sinn, déi herno och um Büro d'Schreifaarbecht maachen. Do gëtt et e franséische System. Den Här Kox schwätzt ëmmer dovunner, mee en huet d'lescht Woch an der Kommissioun dann zouginn, datt en do nach guer näischt ausgeschafft huet.

(Interruption par M. Henri Kox)

Eng verbessert Ausstattung fir eis Polizisten am Asaz, wéi zum Beispill – ech ginn net midd, et ze widderhuelen – Taseren a Bodycammen. D'CSV huet scho viru Joren – viru Joren! – Bodycamme gefuerdert. Mir haten deemools souguer gesot, wéi et zu Tréier gemaach ginn ass, datt een hei eng Testphas sollt maachen. D'Regierung huet no laangem Waarden an Näischtmaachen elo endlech en Text op den Instanzewee bruecht. Elo gëtt den Text kritiséiert, ënner anerem vun der Policegewerkschaft. An amplaz deemools op d'CSV ze lauschteren an eng Testphas anzelauden, wou een hätt kënnen no zwee Joer eng Evaluatioun maachen, wat gutt wier a wat manner gutt wier, muss elo deen Text duerchgebootscht ginn. Sou bréngt d'Regierung et fäerdeg, eng gutt gemengt Iddi och nach schlecht ze exekutéieren.

Et muss och endlech Schluss si mat deem Hickhack bei de Policekarriären, fir esou d'Attraktivitéit vum Beruff ze promouvéieren.

Ech soen et och nach eng Kéier, well et ass eng vun den Haaptfuerderunge vun der CSV: Mir si ganz kloer fir d'Aféierung vun enger Police locale!

Mir hunn och scho méi laang erëm d'„comparution immédiate" als zousätzlecht Instrument fir d'Police gefuerdert. Mir brauchen och endlech e vollwäertege Platzverweis. Mir brauche Policeunitéiten als preventiv Mesür am ëffentlechen Transport. Mir brauchen eng Iwwerschaffung vum gesetzleche Kader vum Surcis. Mir brauche ganz kloer méi Videoiwwerwaachung a méi schnell Prozeduren. De Gefaangenentransport soll zum Deel bei d'Prisongsagenten eriwwergoen.

Am Kader vum Jugendschutz an dem Jugendstrofrecht muss et méiglech sinn, Jugendlecher ënner 14 Joer a besonnesch schwéiere Fäll kënnen ze bestrofen, an d'Jugendstrofrecht muss weiderhin den Autorités judiciaires ënnerleien.

Här President, all dës Mesüre si wichteg a richteg, well d'Sécherheet ass en Deel vun eiser Fräiheet.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Gloden. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Här President, ech fänken de Mëtteg u mat engem Bléck op déi offiziell Policesäit: „Zeugenaufruf nach gewaltsamen Angriff auf die Schamhaftigkeit auf dem Fahrradweg zwischen Mersch und Schönfels", „Zeugenaufruf nach gewalttätigem Diebstahl in Clerf", „Zeugenaufruf nach Auseinandersetzung im Straßenverkehr in Steinfort", „Zeugenaufruf nach Überfall in Luxemburg-Kirchberg". Dat sinn offiziell Opriff no Zeie vun der Police grand-ducale a Fäll, déi an de leschte Wochen hei queesch duerch d'Land reell geschitt sinn.

Et ass also eng Illustratioun vun deem, wat reell um Terrain lass ass. D'Fro ass also haut net fir ze klären, ob effektiv ënnerschiddlechst Fäll vu Kriminalitéit, an dat an allen Deeler vum Land, stattfannen, mee d'Fro ass – an ech mengen, déi ass ganz wichteg –: Wat maache mer ganz genau mat deenen Informatiounen? Wat kënne mer ënnerhuelen, strukturell, fir d'Sécherheet vun eise Bierger dobaussen ze verbesseren?

An eng Remark virop: Kriminalitéit u sech ass keen neie Phenomeen! Mee d'Kriminalitéit huet niewent – entre guillemets – hiren „traditionelle" Felder, wéi Iwwerfäll oder Abréch, leider Gottes evoluéiert. Och Krimineller fannen nei Weeër, nei Methoden, nei Felder, wéi zum Beispill d'Cyberkriminalitéit oder och wéi d'Klaue vu Passwierder, fir domadder Schued unzeriichten.

An dorop muss de Staat virbereet sinn. Dorop musse mir als Politick reagéieren an eise Leit, déi eis um Terrain beschützen, déi néideg Ënnerstëtzung ginn, fir eis Bierger hei am Land och kënnen ze schützen. An da mussen eis Polizisten dann och d'Gefill kréien, dass Verhaftungen zum Beispill net fir näischt sinn. Ech kommen drop zréck.

Glaskloer, mengen ech, ass eng Saach: D'Sécherheet vun de Bierger ze garantéieren an de Leit Hëllef zoukommen ze loossen, wa se Hëllef brauchen, ass eng vun de wichtegsten Aufgaben, déi de Staat ze assuréieren huet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP) | D'Politick – an domadder mir heibannen – huet d'Verantwortung, déi néideg Mëttel ze ergräifen, fir eng sécher Gesellschaft ze garantéieren, andeem se potenziell Menacë fir d'ëffentlech Sécherheet schnellstméiglechst erkennt an awer och beschtméiglechst drop reagéiert.

D'Sécherheet ass insgesamt eng wichteg Thematik a se betrëfft eis alleguer. Eng Thematik, iwwert déi mer déi lescht Wochen a Méint ganz dacks d'Geleeënheet haten, och hei am Haus ze debattéieren. An deem Kontext hu mir iwwert déi objektiv Sécherheetslag an och dat subjektiivt Sécherheetsgefill geschwat. Iwwer „Wien ass hei am Land fir wat zoustänneg?", a „Wéi kann een d'Police optimal ënnerstëtze bei hiren Aufgaben, déi se um Terrain huet?" Och dorop kommen ech zréck.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Statistike sinn de Mëtten ugeschwat ginn, Zuelen, déi eis sollen hëllefen, Analysen ze maachen, fir kënnen op déi faktuell Sécherheetslag ze reagéieren. An där

Zuele gëtt et. Och dat ass de Mëtten ugeschwat ginn. Virun enger gudder Woch huet d'Police am Kader vun enger Pressekonferenz d'Zuele vun den Infraktioune vun 2022 presentéiert. An eppes virewech: Déi presentéiert Zuelen a Statistiken, déi schwätzen eng ganz kloer Sprooch!

Ugefaang mat der Zuel vun den Affären u sech, déi traitéiert gi sinn, déi am Verglach zu 2021 ëm 25 % an d'Luucht gaange sinn. An absolutten Zuele waren dat bal 38.000 Dossieren oder anescht gesot 54.000 Verstéiss. Wann een dat dann eng Kéier esou, jo, bedenkt, sinn dat statistesch 150 Verstéiss pro Dag. Abréch a Fäll vu Cyberkriminalitéit hu bäigeholl, virop awer d'Klauen.

Ech ginn op dëser Plaz elo net an den Detail vun de Chifferen allegueren an. Fakt ass awer – an dat betounen ech ausdrécklech –, dass mir dës Zuelen an dës Statistiken als Demokratesch Partei ganz eescht huelen an näischt wëlle verharmlosen. Mir sti fir d'Eegeverantwortung an d'individuell Fräiheeten, an dat vun all Eenzelnem. Jidderee soll sech kënne fräi a sécher beweegen, an awer … Fakt ass och, dass kee Mënsch seng Fräiheet dierf mëssbrauchen. An anescht gesot: D'Fräiheet vum Eenzelnen hält do op, wou deem anere seng ufänkt.

Als DP si mir der Meenung, dass d'Sécherheet essentiel ass, fir d'Fräiheet an d'individuell Rechter vun all Eenzelnem ze garantéieren an och ze fërderen. Jo, fir eis als DP ass de Schutz vum Rechtsstaat essentiel. Eng staark Justiz wéi och d'Anhale vun de Grond- a Fräiheetsrechter sinn heibäi vu ganz besonnescher Bedeitung. Jidderee muss d'Recht op Sécherheet an Integritéit hunn a viru Gewalt a Kriminalitéit geschützt ginn. Jo, d'Balance zwëschent Sécherheet a Fräiheet ass entscheedend fir e gesond Zesummeliewen, dat an eisen Dierfer, an eise Stied, an eise Gemengen an am ganze Land.

Här President, ech ginn an den nächste Minutten op verschidde Pisten an, déi eiser Meenung no entscheedend sinn, fir der Kriminalitéit hei zu Lëtzebuerg konsequent entgéintzewierken.

Engersäits d'Manpower, den Effectif vun der Police, an anerersäits déi néideg Moyenen, déi materiell an och déi gesetzlech Geschierkëscht.

Ugefaang mat der Police, där hiert Zil et am Alldag ass, d'Sécherheet vum Bierger ze schützen an ze garantéieren. Jo, mir wëllen eng effikass, jo, eng modern a jo, eng biergerno Politick … Pardon, keng Politick, mee eng biergerno Police!

(Hilarité)

Also eng biergerno Politick ass och net schlecht, mee an dësem Fall wier déi biergerno Police méi sécher.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Déi wëlle mer och.

M. Claude Lamberty (DP) | Da si mer eis eens: eng biergerno Politick an eng biergerno Police. Fir d'Sécherheet ass d'Police awer definitiv méi wichteg.

Déi Police huet d'Aufgab, eis Demokratie, also d'Grondrechter vun de Bierger, ze garantéieren an eventuell Geforen ofzewenden, Strofdoten ze verhënneren an och ze poursuivéieren.

Eng Police, déi awer ganz besonnesch och visibel an eise Stied a Gemengen um Terrain present ka sinn, fir d'Sécherheet ze garantéieren an d'Sécherheetsgefill vun de Bierger ze stäerken. A si mer eis eens: Wa mir uniforméiert Polizisten am Park, an eiser Akafsstrooss, an eiser Gemeng, an eisem Wunnquartier patrulléiere gesinn, jo da ville mer eis einfach direkt méi sécher.

Eng Police, déi viru Schoule Presenz markéiere kann, fir de Schoulwee, dee ganz oft op vill befuerene Stroosse läit, ze sécheren, jo dat mécht Sënn an erhéicht ganz konkreet a ganz reell d'Sécherheet. Eng Police, déi direkt uspriechbar ass fir d'Bierger an déi de Leit e Gefill gëtt vu „sech sécher spieren", ass jo dat, wat mer eis wënschen. Eng Police, op déi ee sech verloosse kann an déi den Defie vun eiser Zäit gewuess ass.

Dofir ass et essentiel, der Police déi Ënnerstëtzung zoukommen ze loossen, déi se brauch, fir hiren alldeeglechen Aufgaben am Wuel vun der Sécherheet vun de Bierger a vun eiser Demokratie beschtméiglech nozekommen.

An deem Kontext ass den Effectif, also d'Manpower vun der Police, vun allergréisster Bedeitung. Jo, et gouf an et gëtt aktuell ëmmer nach net genuch Polizisten um Terrain. Fir dës Problematik un der Wuerzel unzepaken, ass jo e bedeitend Rekrutement vu Polizisten an och Zivilisten decidéiert ginn an um Lafen: 1.000 nei Polizisten an 250 Zivilisten, wann ech et richteg am Kapp hunn. An och den Här Minister, dee war jo dëser Deeg bei der Vereedegung an och scho bei der Bienvenue vun deenen Neien derbäi. Also dee Prozess ass am Lafen.

A fir dëst massiivt Rekrutement gouf et héich Zäit. Et ass, wéi gesot, aus diverse Grënn vu gréisster Bedeitung:

Éischtens: De Beruff vum Polizist ass iwwert déi lescht Joren, Joerzéngten ëmmer méi komplex ginn. Et sinn andauernd nei Aufgaben an Erausfuerderungen derbäikomm. Ouni Iwwerstonnen ass villes net méi ze bewältegen.

Zweetens erméiglecht dëst Rekrutement awer och an Zukunft eng besser Work-Life-Balance fir d'Beamten, eppes, wat net ze negligéieren ass.

Drëttens sinn a rezenter Vergaangenheet vill Policebeamten an d'Pensioun gaangen an och an noer Zukunft wäert et eng gréisser Unzuel u Policebeamte ginn, déi och an hir wuelverdéngt Pensioun wäerte goen.

Här President, ech hunn et gesot: Als Demokratesch Partei ënnerstëtze mir dëst massiivt Rekrutement ausdrécklech, sinn awer och der Meenung, dass dat eleng net duergeet, fir der Panoplie un Aufgaben an Erausfuerderungen, déi aktuell do sinn an och déi an Zukunft wäerte kommen, gerecht ze ginn.

Wichteg ass also ze kucken: Wéi kann een de Poliziste weiderhëllefen, fir datt se hire Käraufgabe kënne besser nokommen? An da si mer ganz séier um administrative Plang.

Mam Zil, dass d'Poliziste méiglechst vill Zäit um Terrain, no bei de Leit, do wou se gebraucht ginn, do wou se musse Presenz markéieren, kënnen ënnerwee sinn, triede mer un. Konkreet geschwat: All Strofdot, déi ka verhënnert ginn, déi zitt och keen administrative Rateschwanz hannendrun an entlaascht esou d'Polizisten, déi deementspriechend och méi Zäit hunn, sech hire Kärmissiounen ze widmen.

All Minutt, wou Uniforméierter um Terrain – um Terrain! – sinn, hëlleft, d'Sécherheetsgefill an och d'Sécherheet insgesamt am Land ze erhéijen. Jo, ech si mer bewosst, dass dat an der Theorie e Stéck méi einfach kléngt, wéi et an der Praxis ëmzesetzen ass. An trotzdeem muss dat d'Zil sinn.

An deem Kontext misst der Meenung vun der DP no de Volet Preventioun nach vill méi grouss geschriwwe ginn. Ouni Zweifel gëtt aktuell vun der Police selwer schonn eng wichteg a wäertvoll Aarbecht an de jeeweilege Regiounen uechtert d'Land geleescht. An ech hat et och hei viru gutt sechs, siwe Woche scho gesot: Als DP kënne mer eis gutt virstellen, de Volet Preventioun auszebauen an och en nationale „Coordinateur Prévention" mat engem eegene Budget zur Verfügung ze stellen, eng Persoun, déi konkreet Aktiounen, déi eng national Wichtegkeet hunn, mat de jeeweilege Regioune koordinéiert an dann och kann ëmsetzen.

Et kann een do un Alkoholkonsum, Gewaltpreventioun, Mobbing, Jugendkriminalitéit denken, awer och Preventiounsmoossnamen, wat de ganze Beräich Internet zum Beispill ugeet, e Phenomeen, deen iwwregens dat lescht Joer am Verglach zu 2021 mat plus knapp 2.400 Fäll staark an d'Luucht gaangen ass. Mir all krute schonn Uriff, Messagen oder och Maile geschéckt, wou eis zum Beispill e wonnerbare Profitt versprach gouf, deen ze gutt ass, fir eigentlech wouer ze sinn, mee deen awer ëmmer erëm ugebuede gëtt. Vill vun eis kruten och scho Fakeuriff, wou eng Persoun virgëtt, an Nout ze sinn an no Sue freet.

Hei gëllt et – ganz, ganz wichteg! –, mat diverse Campagnë besonnesch déi eeler Generatiounen opzeklären an ze sensibiliséieren. Mee – an dat ass et – net nëmmen déi eeler Generatioun! Et ass eng Thematik, déi jidderee betrëfft – vu ganz jonk bis ganz vill manner jonk.

E weidert konkreet Beispill, wou Preventioun verstäerkt kéint agesat ginn, ass am Kontext vun Abréch. D'Abréch a Wunnengen an an Haiser sinn ëm 11 % par rapport zu virun der Covidzäit eropgaangen: eng 1.600 reusséiert Abréch an eng 1.400 Tentativen. Bei deene meeschte vun dësen Abréch gouf sech illegal Accès duerch Kelleren a Garagë vu Residencë verschaaft. Hei ass et, mengen ech, wichteg, Syndikater vun de Residencen ze sensibiliséieren a se op d'Geforen hinzeweisen an ze encouragéieren, weider Virsiichtsmoossnamen ze treffen.

Ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, datt et engem Coordinateur Prévention net un Aarbecht géif feelen. Eng nach méi geziilt a verbessert koordinéiert Preventiounsaarbecht kéint d'Kriminalitéit sécherlech miniméieren an deementspriechend och nees fir méi Entlaaschtung bei der Police suergen.

A wann ech vu Preventioun schwätzen, dann denken ech natierlech och un de Comité de prévention – mir hu jo virun enger gudder Stonn schonn dovu geschwat –, well wichteg ze soen ass et: Eng erfollegräich Preventioun erfuerdert eng suergfälteg Koordinatioun, e reegelméissegen Austausch vun Informatiounen, en oppenen Dialog an eng effikass Zesummenaarbecht tëscht all den Acteuren, déi an der Preventioun täteg sinn. An de Comité de prévention ass e gutt Beispill vun engem Gremium, dee menger Meenung no net déi adequat Wäertschätzung kritt, déi en eigentlech verdéngt hätt – op jidde Fall net iwwerall.

Et handelt sech nämlech ëm e wichtege Gremium, bei deem eng reegelméisseg Zesummenaarbecht tëscht de lokalen Autoritéiten an der Police essentiel ass. Wéi gesot, mir hunn et virun enger gudder Stonn scho gesot. Awer ech hu mer – an dat war schonn, jo, bei der leschter Interpellatioun de Fall – vum Terrain soe gelooss, dass eeben dëse Kommitee leider längst net an all Gemeng optimal fonctionéiert. Et huet een et vun Topp bis Flopp, alles war derbäi.

A ganz besonnesch an eiser aktueller Zäit, wou de lokalen Niveau ëmmer méi an ëmmer nees no Sécherheet fuerdert, ass et entscheedend, dass déi preventiv aktiv Partner net nëmme punktuell, mee reegelméisseg an effektiv zesummeschaffen a Gedanken austauschen. Nëmmen esou ka jidderee profitéieren a méi Sécherheet garantéiert ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nieft dem Rekrutement an der Preventiounsaarbecht, fir d'Police fir déi kommend Erausfuerderunge bescht-méiglech opzestellen an aktuell ze entlaaschten, wëllt ech an deem Zesummenhang och op d'Police municipale ze schwätze kommen.

Eis Gemengepolitiker heibanne wëssen et am beschten: D'Sécherheetssituatioun a verschiddene Gemengen a Stied huet an de leschte Méint a Joren immens evoluéiert, an dat leider an déi falsch Richtung. Aus deem Grond gëtt zënter Laangem eng verstäerkt Policepresenz op besonnesch delikate Plazen um Terrain gefuerdert. Bekanntlech kann d'Police döser legitimmer Demande wéinst dem Manktum u Polizisten des Ëfteren net nokommen. Deementspriechend ass et esou, dass et wichteg ass, konkreet Pisten, Méiglechkeeten opzeweisen, fir déi lokal Autoritéite verstäerkt kënnen ze ënnerstëtzen.

Mat der Kompetenzerweiderung vun den Agents municipaux ass an déi Richtung en éischte wichtege Schratt gemaach ginn. Zil war et jo engersäits, eis Police an d'Justiz ze entlaaschten, d'Sécherheetsgefill vun de Bierger ze steigeren a gläichzäiteg de Beruff vum Agent municipal opzewäerten. Vill vun den Infraktiounen, déi een de Moment an eise Gemenge feststellt, iwwersteigen awer d'Kompetenz vun den Agents municipaux. Fakt ass: D'Agents municipaux hunn hir Aufgaben an ergänzen als Partner vun der Police d'Sécherheetsgefill vun de Bierger. An dat ass och richteg a gutt esou!

Als DP soe mir awer genausou kloer: Mir brauche méi Sécherheet um lokale Plang. Dowéinst si mir als DP der Meenung, dass d'Schafe vun engem lokale Policecorps, also enger Police municipale, eng absolutt interessant Méiglechkeet ass. Eng Police municipale, déi e Partner vum aktuelle Corps vun der Police grand-ducale wär an an Zesummenaarbecht mat den Agents municipaux fir eng verbessert Sécherheet uechter eis Gemenge géif suergen. Haaptsächlech awer eng Policeunitéit, déi direkt kann op d'Suerge vun de Bierger an d'Demandë vun de Responsabelen an de Gemenge reagéieren.

Fir d'DP ass d'Presenz um Terrain, an de Quartieren, eng effikass Méiglechkeet, d'Sécherheetsgefill vun de Bierger ze erhéijen a kloer am Endeffekt och eng gréisser Sécherheet fir d'Bierger ze garantéieren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP) | Här President, ech hunn an de leschte Minutte mat der Rekrutéierung vun neie Polizisten, hirer Entlaaschtung duerch Agent-municipallen an der Schafung vun enger Police municipale, wéi awer och enger verbesserter Preventiounsaarbecht verschidde konkreet Pisten opgezielt, déi et erlaben, fir méi Sécherheet ze suergen an am Endeffekt géint Kriminalitéit kënne virzegoen.

Donieft ginn déi néideg an adequat Moyene gebraucht, souwuel materiell wéi och gesetzlech. D'Geschierkëscht – d'Geschierkëscht! – vun den Autoritéite muss de Realitéite vum Terrain Rechnung droen, sprich: permanent Schrëtt hale mat den neisten Entwécklungen.

E wichtegen Outil, deen der Police um Terrain direkt kann hëllefen, ass ouni Zweifel d'Bodycam. Vill hu mer schonn driwwer geschwat. Ech hunn d'Gefill, et kéim nach e bëssen no. D'Gesetz muss esou verfaasst ginn, dass de Polizist duerno am Asaz en Outil zur Verfügung huet, deen eng reell Plus-value fir seng Aarbecht duerstellt, en Outil, dee mir als Demokratesch Partei scho länger fuerderen.

Nieft der genauer Uwendung, dem Fonctionnement, dierf een de Volet vun der Protection des données, der Datesécherung, an och den Accès op dës wichteg Donnéeën natierlech net negligéieren. Mir als DP stinn zur Bodycam als deeskaléierenden Outil, dee souwuel de Policebeamte wéi och de Bierger am richtege gesetzleche Kader zegutt wäert kommen.

Nieft de Bodycams hu mer als DP och schonn eng Kéier iwwer Dashcams an de Policeautoen nogeduecht, eng Iddi, déi mer och 2018 an eisem Walprogramm stoen haten. Den Asaz vun dëse Geräter, déi a villen anere Länner scho säit Joren zum Ekipement vu Policegefierer gehéieren, déngt zur Dokumentatioun vun Ereignisser bei Interventioune vu Patrullen um Terrain.

E weidere wichtegen Aspekt an der haiteger Kriminalitéitsdebatt ass ouni Zweifel och de Volet Digitaliséierung. Ech hat an der Interpellatioun iwwert d'Police verschidde Pisten ugeschwat, fir dëse wichtege Volet schnellstméiglech auszebauen a méi effizient opzestellen. Déi aktuell Zuelen a Statistiken ënnermaueren dëse Constat ganz däitlech. Phishing, falsch Uriff, Arnaquen um Handy, dubiéis Offeren, fir Suen ze investéieren: Jo, Cyberkriminalitéit stellt mat ronn 4.700 Fäll d'lescht Joer eng massiv Erausfuerderung duer, bei där d'Policeaarbecht de Moment bei Wäitem un de Limitten ass.

D'Täter hunn eng ganz Panoplie u Moyenen a sinn an de meeschte Fäll äusserst geschéckt doranner, hir Identitéit ze verschleieren. Wa se dann allerdéngs eng Kéier vun der Police erwëscht ginn, flüchte se ganz oft a Länner, déi wéineg oder guer keng Zesummenaarbecht mat Lëtzebuerger Autoritéiten hunn. Adequat technesch informatesch Moyene wéi och gutt ausgebilt Personal/Experte sinn an deem Sënn onëmgänglech, fir an Zukunft d'Kompetenz géint Cyberkriminalitéit weiderhin auszebauen a mat den neisten techneschen Entwécklungen zu all Moment Schratt ze halen.

Mee och mat dem beschten informatesche Moyen an dem beschten informatesche Personal muss een duerchaus festhalen, dass wann een Opfer vun esou engem Bedruch gëtt, d'Sue vläicht einfach iwwerweist, d'Chance ganz kleng ass, fir d'Suen nach eng Kéier kënnen erëmzekréien. Dofir spillt d'Preventioun – an da schléisst sech de Krees do erëm – einfach eng immens, immens wichteg Roll!

Här President, nieft der noutwendeger Ausrüstung ass et essentiel, dass der Police och déi néideg effikass gesetzlech Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, déi konkreet um Terrain zu eppes féieren. Des Weidere si mir der Meenung, dass een am Allgemengen déi aktuell legal Geschierkëscht muss op de Leescht huelen a bei Besoin upassen, fir reell och konkreet Resultater a Verbesserunge kënnen erbäizeféieren. Ech denken hei souwuel un d'Dispositiounen um Terrain fir eis Police, mee och duerno un de penale Volet, wat eis Justiz ugeet.

Wéi oft héiert ee vum Terrain: „Mir woussten, wien et war. Mir hu se och gepëtzt. A kuerz duerno stounge se awer an identescher Formatioun nees op där nämmlechter Plaz"? Dat ass net motivant fir d'Beamten a besonnesch absolutt ineffikass par rapport zur Ofschreckung fir déi Kriminell.

Wat kann een do maachen? Ech denken hei zum Beispill un d'Méiglechkeet vun der Comparution immédiate, an dat fir verschiddenst Fäll. Eng Iddi, déi mir als DP scho méi laang als ganz sympathesch verfollegen, huet se dach dee Virdeel, dass direkt eppes geschitt, dass et och duerchaus eng Ofschreckung ass fir déi Kriminell an dass et sech bestëmmt och rondrerëmschwätzt, dass et zu Lëtzebuerg – naja, kommt, mir soen – net just e puer Stonnen Aarbechtsënnerbriechung bedeit, wann d'Police kënnt.

Wichteg, mengen ech, ass, dass de Kader kloer ass. A Frankräich zielt dat zum Beispill fir déi Deliten, déi am Stroosseverkéier geschéien, Vol simple oder och Aggression physique. Op jidde Fall, denken ech, sollt een déi Pist nach eng Kéier verdéiwen an debattéieren.

Här President, fir der Kriminalitéit konsequent an effizient entgéintzewierken, se ze bekämpfen, duerf een déi sozial Gerechtegkeet, eng fair Bildung, Zukunftschancë fir jiddereen, d'Lutte géint de Chômage an dat allgemengt Wuelbefanne vun der Bevëlkerung net vergiessen. Dës Thematike spillen eng wichteg Roll, dat zemools an dëse schwierege Krisenzäiten.

Déi rezent publizéiert Zuelen a Statistike verdäitlechen dëse Constat: Ee Véierel vun allen Infraktioune waren einfach Déifställ, dat heescht ouni Gewalt, déi allermeescht op der Pompel, op der Tankstell. Et gouf getankt, mee net bezuelt. D'Motiv, mengen ech, dat läit op der Hand: déi héich Energie- an och Liewensmëttelpräisser. Dëst ass eng Entwécklung, déi net nëmme fir Lëtzebuerg zielt, mee déi mer och an eisen Nopeschlänner duerchaus gesinn.

Här President, an enger idealer Gesellschaft hätte mir keng Kriminalitéit a bräichte vläicht keng Police. Wa mer awer d'Aen opmaachen, wou d'Police de Moment iwwerall gefuerdert ass, da si mer vun enger idealer Gesellschaft leider wäit ewech. D'Policeaarbecht ass a bleift kee Selbstzweck. D'Police dréit derzou bäi, dass Lëtzebuerg e séchert a liewenswäert Land ass a bleift.

Fakt ass awer och, dass d'Police eleng net all Gesellschaftsproblemer ka léisen. D'Police ass am Endeffekt genau déi, déi d'Gesellschaft gäre wëll hunn, mat deene Mëttel, déi d'Politick hir zur Verfügung stellt, an dat am Gläichgewiicht tëscht de Bierger hirem Recht op Sécherheet a perséinlecher Fräiheet.

Eent ass ganz kloer: Et dierf keng Plaz zu Lëtzebuerg ginn, wou ee sech net sécher spiert!

Et ass awer geneesou kloer, datt een an dëser Diskussioun net alles an een Dëppen däerf geheien. Jo, et gëtt Kriminalitéit zu Lëtzebuerg. Jo, déi rezent publizéiert Zuelen a Statistike muss ee ganz eescht huelen a se dierfen net verharmloost ginn. Wichteg ass awer och, dass ee bei dësem sensibelen a wichtegen Theema ëmmer bei de Fakte bleift a keng onnéideg Onsécherheeten an Angscht opkomme léisst, a besonnesch net poleemesch gëtt.

Et ass un eis als Politick, derfir ze suergen, dass eise Rechtsstaat effikass – effikass! – géint Kriminalitéit ka virgoen. Genau dofir brauche mir eng staark, modern, biergerno an effikass Police mat adequaten an effikasse Moyenen, déi reell zur Verbesserung vum Kampf géint d'Kriminalitéit bäidréit fir méi Sécherheet fir eis alleguerten. Mam politesche Courage, fir verschidden Decisiounen aus der Vergaangenheet ze iwwerdenken, unzepassen an ze verbesseren. An ech sinn der Iwwerzeegung, dass mir an Zesummenaarbecht mat allen Acteure vum Terrain weiderhin e séchert a liewenswäert Land wäerte bleiwen!

Dat gesot, e grousse Merci allen Acteuren an Autoritéiten, déi sech am Alldag fir d'Sécherheet vun eis alleguerten asetzen, an och merci dem Interpellant fir d'Ufroe vun dëser Interpellatioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lamberty. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, virop wéilt ech dem Här Keup Merci soe fir dës Interpellatioun. Ech

mengen, dat ass e wichtege Sujet, dee mer de Mëtten hei diskutéieren.

Eng vun de Käraufgabe vum Staat ass, d'bannenzeg Sécherheet ze garantéieren, an d'Kriminalitéit stellt eng grouss Erausfuerderung fir de Staat duer.

Den Dominique Monjardet, deen a Frankräich vill iwwert d'Kriminalitéit respektiv d'Policestatistike gefuerscht huet, iwwert dat, wat se aussoen, an iwwert dat, wat se net aussoen, huet follgend Remark gemaach: „Mesurer la délinquance ne doit pas servir à clore le débat mais à l'ouvrir."

Virlescht Woch huet d'Police hir Statistike vum Joer 2022 presentéiert. Et sinn administrativ Zuelen an aus hiren Donnéeë geet ervir, dass tëscht 2021 an 2022 d'Unzuel vun den Affären ëm 25 % geklommen ass, an am selwechten Zäitraum ass d'Unzuel vun den Infractiounen ëm 27 % geklommen.

Et ass deemno ze gesinn, datt d'Zuel souwuel vun den Affäre wéi och vun den Infractioune geklommen ass. An et ass sécherlech net ze negligéieren. An effektiv huet och de Minister erkläert, dass dat ënner anerem Nowéie si vun der Covidzäit.

Fir 2022, reng statistesch gesinn, si 67 % vun den Infractioune géint den Eegentum an 18 % géint Persoune gaang. Wann och quantitativ manner, sinn et ënner anerem och si, déi an eiser Gesellschaft oft gréisser Emotiounen ausléisen, wann ee sech ganz kloer senger physescher Integritéit net méi sécher spiert. An oft ginn natierlech och an der Opinion publique hei ganz schnell an direkt Reaktioune gefuerdert.

An och am ëffentlechen Debat iwwert d'Kriminalitéitsbekämpfung, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, sinn et exklusiv d'Zuele vun der Police, déi diffuséiert an diskutéiert ginn. An hei stellt sech d'Fro jo och: Wat moosse mer eigentlech?

Den Ausgangspunkt sinn deemno ëmmer Doten, déi vun der Police erfaasst goufen, wou se also proaktiv agéiert hunn, oder Doten, déi der Police gemellt goufen effektiv da vun Affer deementspriechend, déi an der Situatioun waren.

Mee d'Aussokraaft vun de Statistiken iwwert d'Kriminalitéit huet och mat der Datequalitéit ze dinn. Wéi ginn dës Zuelen erfaasst a mat wéi enge Moyenen an och mat wéi enger Nomenclature.

An deem selwechten ëffentlechen Debat gëtt generell recht wéineg, et ass e puermol haut hei ugeschwat ginn, recht wéineg bis guer net iwwert d'Justizstatistike geschwat, déi Statistiken, déi d'Policestatistike verschaffen iwwert den Traitement, dee se kréien, duerch e Filter, duerch dee se lafen, iwwert de Parquet respektiv iwwer eng Verurteelung oder keng oder à terme en anere Qualificatif kréien, wéi deen initialen, dee vun der Police erfaasst gouf. An natierlech, an engem Rechtsstaat schaffe béid Institutiounen zesummen, mee hunn natierlech och do eng kloer Trennung.

Wann dat geschitt, da sti mer natierlech och virun der sougenannter „legaler" Kriminalitéit, déi aner Zuelen an de Raum stellt an och eng méi nuancéiert Vue ka ginn an och erméiglecht. Fënnt awer – an déi Fro muss ee stellen – ex post och eng Korrektur vun de Polizeistatistike statt? Ech mengen net. Mee et muss een awer och ganz kloer soen, dass et sécherlech och schwéier ass. Mee och dat ass awer eng Realitéit.

Der Police no huet d'Ophiewe vun de Covidrestriktioune gewësse kriminellen Aktivitéiten nees Opschwong verschaaft. E Beispill sinn Täschendéifställ oder Abréch. Hei mécht et deemno wéi méi Sënn, d'Zuele vun 2022 also mat der Postcovidzäit (veuillez lire: Precovidzäit) ze vergläichen. A wann een d'Zuele vun den Abréch an Haiser a Wunnengen zwëschent de Joren 2019 an 2022 vergläicht, dann ass e Wuesstum vun 11,5 % ze constatéieren. Dat ass och net näischt an natierlech handelt et sech hei oft ëm Beschafungskriminalitéit, also och ëm d'Drogeproblematik, an och natierlech ëm Leit, déi a bësse méi schwierege Situatioune sinn, déi esou Abréch beginn.

Der Police no schéngt duerch d'Méiglechkeet, wann een Affer vun enger Infractioun gouf, et och online kënnen ze deklaréieren, notamment iwwert den E-Kommissariat, den Impakt vun den effektiv deposéierte Plainten och doduerch zougeholl ze hunn. An ech mengen, dass dat och ganz positiv an och ganz wichteg ass, dass een och dorobber kann zréckgräifen.

Interessant sinn natierlech d'Entwécklungen, wat de Bedruch ugeet. Hei gouf et am Joer 2022 am Verglach zu 2021 e Plus vun 2.390 Fäll. Am Ganze goufen der Police 2022 4.689 Bedruchsfäll gemellt, a besonnesch am Internet geet déi Zuel ganz, ganz staark erop. An ech mengen, dass déi ugekënnegt Sensibiliséierungscampagnen deemno och an den Ae vun der LSAP fir eis Biergerinnen a Bierger, virun allem fir eis eeler Matbierger, ganz wichteg sinn, fir déi och vis-à-vis vun deene Geforen opzeklären.

Wat awer ze denke gëtt, ass, dass säit 2020 den Taux vun den Opklärungen, also vun der Elucidatioun zréckgeet. 2019 konnten 53,2 % vun de Fäll opgekläert ginn. 2022 waren et der just nach 45,9 %. Den Autoritéiten no schéngt dat virun allem dem staarken Uwuess vun einfachen Déifställ geschëlt ze sinn, déi an der Reegel méi schwéier opzekläre si wéi zum Beispill Gewaltdoten, wat jo oft Faite sinn, wou een den Täter och besser ermëttele kann. A mir wëssen, dass an där doter Situatioun et Eenzeltäter an och Bande gëtt, déi um Wierk sinn.

An enger rezenter parlamentarescher Fro hat ech mat der Kolleegin Lydia Mutsch de Minister gefrot, wat fir Schrëtt ënnerholl oder envisagéiert ginn, fir an Zukunft den Opklärungstaux bei Abréch ze erhéijen. De Minister huet doropshi geäntwert, datt et hei zu Lëtzebuerg wuel en niddregen Opklärungstaux géif ginn, ëm 15,9 %, mee dass den Opklärungstaux vun eisen Nopeschlänner och vergläichbar wär. Do si se bei 10 % respektiv 16 %. Et kann een also soen an deem Verglach, dass mer net esou schlecht dostinn oder méi schlecht dosti wéi eis Noperen. Bon, an awer!

Nach eng Erklärung, déi kënnt, ass, dass et keen direkte Lien huet mat den Affer, well no den Abréch effektiv och do d'Abriecher sech schnell aus dem Stëbs maachen. An duerfir, mengen ech, ass och dee ganze Volet ronderëm d'Police technique ganz wichteg, mee awer och déi ganz Nobetreiung vun den Affer, déi effektiv an enger schwiereger Situatioun sinn, dass se och do déi néideg Ënnerstëtzung kréien. Do ass et wichteg, mengen ech, dass och säitens vun den Institutiounen nach méi wichteg (veuillez lire: besser) Aarbecht geleescht gëtt, wéi dat de Moment de Fall ass, well d'Leit effektiv och an enger dramatescher Situatioun sinn a se déi och en tant que tel objektiv esou erliewen.

E Punkt, deen haut zur Debatt steet, Här President, ass, datt Statistike feelen iwwert d'Donnéeën zu Täter an Affer. Als LSAP si mer der Usiicht, dass et tatsächlech wichteg wier, u méi statistesch Donnéeën ze kommen, an dat op enger kontinuéierlecher Basis. D'Policestatistiken an der haiteger Form si gutt an noutwendeg, mee si gi just en Deel vun der Situatioun erëm an dat just eemol am Joer.

Well net alles dat, wat bei der Police signaliséiert gëtt, gëtt sanktionéiert. Do ginn et jo och zum Beispill Plainten, déi sans suite klasséiert ginn oder och déi sougenannten Alternativen. An anere Wierder, net alles, wat der Police zougedroe gëtt, gëtt opgekläert. Net alles, wat opgekläert gëtt, bréngt et zu enger Uklo, an net all Uklo féiert zu enger fester Prisongsstrof. Dat sinn, mengen ech, d'Prinzippie vum Rechtsstaat a vun Institutiounen, der Police an der Justiz, déi getrennt sinn, mee zesummeschaffen.

Déi reell Kriminalitéit erfaasst also och eng Rei vu Kategorien, an heidrënner falen d'erfaasste Kriminalitéit minus natierlech déi erfaassten Netkriminalitéit. Domadder sinn natierlech alleguerten déi enregistréiert Faite gemengt, déi keng penal Suitte kréien, well effektiv net genuch Preuven do sinn. An et ass virdrun hei ugeschwat ginn, wéi wann dat, mengen ech, negativ wär. Mee och dat ass eng Realitéit an der Enquête à charge et à décharge par rapport zu Strofdoten, déi geschéien. An da gëtt et natierlech och nach déi bekannte Kriminalitéit, déi awer net erfaasst gëtt. Och dat gëtt et. An natierlech och d'Donkelziffer. Also jo, d'Bild, dat sech erausschielt, vun der Kriminalitéit ass deemno ganz komplex.

An deem selwechten Zesummenhang mat den Abréch hate mer och de Minister gefrot, ob den Asaz vun intelligente Kameraen op den Autobunnen, déi Autosplacken identifizéieren, och ugeduecht ass. Ech mengen, esou e System gëtt et an eisen Nopeschlänner. An effektiv krute mer do geäntwert, dass dee System eng Rei Froe géif opwerfen um Niveau vum Dateschutz. Dat ass richteg. Mir als LSAP mengen awer, dass ee sech och kann e legale Kader ginn, mengen ech, fir och deen neien Dispositif hei kënnen anzeféieren.

D'Policestatistike weisen awer och, datt den Opklärungstaux jee no Kategorie staark variéiert. Den Opklärungstaux bei den Abréch läit ënner 20 % a bei de Gewaltakten ëm 90 %. Dat huet sécherlech och mat den Doten ze dinn a mat der Einfachheet respektiv mat der Schwieregkeet am Kader vun den Ermëttlungen.

Zu Lëtzebuerg ginn d'Statistiken iwwert d'Kriminalitéit an awer och iwwert d'Stroffällegkeet separat gefouert. Et ass eng Realitéit. De Justizministère féiert Statistiken iwwert d'Rechtsspriechung, de Ministère fir bannenzeg Sécherheet mécht Policestatistiken, de Mobilitéitsministère erhieft statistesch Donnéeën iwwert d'Délinquance routière an de Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer féiert Statistiken iwwer haislech Gewalt, jiddereen a sengem Domän a separat.

Doduerch, dass dës Donnéeën also deelweis separat erhuewen, opgeschafft a presentéiert ginn, ass et ëmmer erëm schwéier, e Gesamtiwwerbléck iwwert d'Situatioun vun der Kriminalitéit hei zu Lëtzebuerg ze kréien. An effektiv, aus der Äntwert vun der Regierung op eng parlamentaresch Fro, déi ech gestallt hunn, geet ervir, dass d'Police an d'Autoritéiten, och notamment vun der Justiz, ënnerschiddlech Nomenclaturë fir d'Statistike benotzen. An awer, mengen ech, muss hei en Effort méiglech sinn, dat do esou vill wéi méiglech ze harmoniséieren.

Ech hat och eng Fro gestallt am Februar 2020, ob d'Regierung net der Meenung wier, dass een e sougenannten Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales géif wëllen aféieren. Esou en Observatoire gëtt et a Frankräich, dréit haut den Numm – en ass ëmformuléiert ginn –: Service statistique ministériel de la sécurité intérieure. Dësen hëlleft, eng besser Vue op d'Situatioun ze kréien, andeems en Analysen iwwert d'Entwécklung vu

kriminelle Phenomeener an entspriechende strofrechtleche Sanktioune mécht. Mat esou engem Organ kéint d'Kriminalitéit zu Lëtzebuerg och besser wëssenschaftlech erfuerscht ginn, wat wichteg wier, fir dass, an et ass e puermol hei och monéiert an ugeschwat ginn, d'Politick fundéiert Decisioune kann huelen. An engem Land wéi Lëtzebuerg esou en Organ kënnen hierzestellen, misst dach och méiglech sinn. A grad esou en Organ dréit och derzou bäi, dass verstäerkt zu enger Dekonstruktioun vun Amalgamme ka bäigedroe ginn.

Ech mengen, mir wësse generell, dass et am Discours ronderëm d'Kriminalitéit oft Generalverdachter ginn, dass effektiv d'Diskussioun net all ... Also net all Netlëtzebuerger ass e potenziellen Täter, net all Jonken ass e potenziellen Täter an net all Chômeur oder Persoun, déi an enger schwiereger Situatioun ass, ass e potenziellen Täter. Jo, et gëtt sécherlech Situatiounen, wou ee Situatiounen erëmfënnt, mee et däerf een net generaliséieren, a kloer fundéiert statistesch a wëssenschaftlech Donnéeën hëllefen, mengen ech, do méi eng elaboréiert Vue ze kréien, wou och natierlech duerno d'Politick Decisioune kann huelen.

Här President, wéi Der gesitt, weisen d'Polizeistatistiken d'Villfältegkeet vun der Kriminalitéit an awer och d'Defien, déi dovun effektiv ausginn. A si kënnen net alleguerte repressiv geléist ginn. Et brauch een och e gudden Deel Preventioun. Mir brauchen eng ganzheetlech Sécherheetspolitick, wou Fräiheet a Sécherheet net géinteneen ausgespillt ginn a wou Police-, Justiz-, Bildungs-, Integratiouns-, Sozial- a Gesondheetsautoritéiten zesummeschaffen. D'Ursaache vun der Kriminalitéit sinn, wéi gesot, villfälteg.

Als LSAP begréisse mer natierlech och dofir, dass d'Regierung sech déi finanziell Mëttele ginn huet, fir och weiderhin d'Police ze verstäerken, ze investéieren, an och, dass dat massiivt Rekrutement am Joer 2023 weidergefouert gëtt. An d'Police setzt an hirer Lutte géint d'Kriminalitéit och op d'Hëllef vun de Bierger, beispillsweis bei Abréch. D'Stäerkung vum Zesummenhalt an eiser Gesellschaft an och vun der Zesummenaarbecht mat der Police kann ee just ënnerstëtzen. An dofir brauche mer och eng Police, déi no beim Bierger ass, déi an der Proximitéit och schafft an déi och dem Bierger déi néideg Sécherheet gëtt an och dat vermëttelt.

Natierlech muss ee sech awer och bewosst sinn: Wa mer nei Polizisten, méi Polizisten um Terrain hu respektiv prioritär an engem Domän geschafft gëtt, hëlt natierlech och d'Zuel vun den erfaassten Doten da statistesch zou. Klëmmt doduerch automatesch d'Kriminalitéit, Fragezeichen? Dat kann een einfach emol hei am Raum stoe loossen. Dat ass éischter eng rhetoresch Fro.

D'Police muss sécher genuch Moyene kréien, fir kënnen um Terrain present ze sinn an och fir kënnen op d'Uleiesse vun de Biergerinnen a Bierger anzegoen. An ech mengen, dass dat wichteg ass beim neie Rekrutement, an dat gëtt jo och gemaach.

Ech sinn awer och frou, dass d'Agents municipaux mat hire kierzlech erweiderten Attributiounen – mir hu virun enger Stonn hei driwwer geschwat – och hire Bäitrag kënne leeschten, fir géint Incivilitéite virzegoen, an och kënne preventiv awierken. An ech mengen, och dat ass e Punkt, dee mer 2018 als LSAP an eisem Walprogramm gefuerdert hunn.

Mee och d'Zesummenaarbecht tëscht de Sécherheetsautoritéiten an der Justiz, déi muss verbessert ginn. D'Policestatistike weisen, dass d'Zuel vun den Déifställ, wou Gewalt am Spill ass, iwwert d'Jore staark an d'Luucht gaangen ass. 2019 gouf et 412 Fäll, 2022 waren et der 591. An hei fält effektiv op, an et ass virdru schonn ugeschwat ginn, datt d'Täter relativ jonk sinn. Zwee Drëttel sinn ënner 25 Joer an een Drëttel ass souguer ënner 18 Joer. Dat soll engem ze denke ginn an de Mesüren, mengen ech, déi een hëlt.

Wat awer ze begréissen ass, ass, dass d'Unzuel vun den Déifställ, wou Waffen am Spill sinn, tëschent 2021 an 2022 ëm 7 % zréckgaangen ass. 2022 gouf et néng Morden an dräimol Doutschlag an all Morde goufen opgekläert. Statistesch falen dës Faiten, et ass virdrun och ugeschwat ginn, awer net an deem selwechte Sënn, wéineg an d'Gewiicht, obwuel se och an hirem Akt am Fong am wäitste ginn.

E puer Riedner hunn et scho gesot: D'Jugendkriminalitéit bleift hei zu Lëtzebuerg eng Erausfuerderung. An deem kënne mir awer net just nëmme repressiv begéinen a mir sollten och net déi Jonk, och wann dramatesch Situatioune sech zougespillt hunn, ënner Generalverdacht stellen.

(Interruption)

Mee déi Reform, déi ugesat gouf tëscht dem Jugendschutz an dem Jugendstrofrecht, béid solle complementaire sinn. An ech mengen, och hei ass eng staark an effikass Preventiounsaarbecht wichteg, wou ee bei deene Jonken usetzt, fir de Risiko vu Kriminalitéit effektiv och ze reduzéieren. Dat fänkt och an de Schoulen un, op Plazen, wou Kanner a Jugendlecher sech begéinen. An effektiv spillt dat och hei eng wichteg Roll. An ech mengen, och hei kënne Jugend- a Sozialaarbechter och um Niveau vun der nonformaler Bildung eng ganz preziéis Aarbecht an och Akzenter bréngen, well d'Grenz zwëschent engem Mineur, deen a Gefor ass, an engem, deen eng Gefor duerstellt, déi Grenz ass ni wäit auserneen.

A wann et dach nach zu Virfäll sollt kommen, an esou Situatiounen hate mer, da brauche mer och sozial Mesüren, fir deene Jonken ze hëllefen, fir si op hirem Wee aus der Kriminalitéit ze begleeden a fir hinnen och Alternativen a Perspektiven ze bidden, fir si och ze stäerken.

Här President, d'haislech Gewalt mécht 3,6 % vun den Infraktiounen aus, eng minim Zuel, mee säit 2020 läit d'Zuel vun de Policeinterventioune bei haislecher Gewalt bei 900 Stéck, ass iwwert d'Jore stabel bliwwen. Dat ass engersäits e gutt Zeechen, anerersäits ass all Fall vun haislecher Gewalt e Fall ze vill. An hei brauch een och méi Sensibiliséierungsaarbecht. Haislech Gewalt däerf och net verharmloost ginn an d'Affer vun haislecher Gewalt mussen adequat geschützt, betreit an och begleet ginn. An natierlech mussen och d'Beamten, déi um Terrain am Alldag do schaffen an och mat den Affer vu Gewalt a Kontakt sinn, wéi och mat Täter, mengen ech, ganz kloer geschoult ginn an hirem Ëmgang. Et bleift en zentrale Punkt, dass Affer onofhängeg vun der problematescher Situatioun, déi se erlieft hunn, der Police och dat néidegt Vertraue schenke kënnen, well se an enger Situation de détresse och deementspriechend sinn.

Bestëmmte staark mediatiséiert eenzel an och isoléiert Fäll hunn natierlech e ganz groussen Afloss op d'Sécherheetsgefill respektiv op d'Onsécherheetsgefill an och op d'Opinion publique. Dat féiert natierlech och emol dozou, datt d'Perceptioun, d'Warneemung doriwwer méi wéi sécher effektiv och verzerrt ka sinn an och datt dat subjektiivt Onsécherheetsgefill am Diskurs argumentativ an och objektiv schwéier ze begrënnen ass. Et sinn zwou verschidde Vuen. Mee och si sinn Deel vun där Realitéit an et ass och deementspriechend wichteg, si a Betruecht ze huelen, mee awer och mateneen argumentativ ze confrontéieren.

An deem Sënn, mengen ech, dierfe mer och d'Kriminalitéit net verharmlosen, dierfen awer och net iwwerreagéieren. Ech mengen, et ass wichteg, dass mir eng Police hunn, déi effikass a reaktiv schaffe kann an dat am Respekt vun der Proportionalitéit an och vun der Noutwendegkeet. A kriminalstatistesch gesinn, och, mengen ech, wa mer Fäll hunn, déi vill mediatiséiert ginn, bleift sécherlech Lëtzebuerg nach ëmmer awer e séchert Land.

A fir dat subjektiivt Sécherheetsgefill ze erhéijen oder dat Onsécherheetsgefill ze reduzéieren, deemno wéi een et effektiv da wëll ausleeën, do kënnen natierlech déi sougenannte Comités de prévention communaux an awer och dee sougenannte Plan local de sécurité effektiv eng Äntwert sinn, well si maache grad Analyse vun de lokale Gegeebenheeten um Terrain an do kënnen och Dispositioune getraff ginn tëscht deene verschiddenen Acteuren, déi preventiver an och repressiver Natur kënne sinn. An hei kënnen och, mengen ech, ganz konkreet um lokalen Terrain kloer a konkreet Usätz méiglech sinn. Ob dat elo Moossname si wéi eng intelligent Beliichtung oder awer och Kameraen; Vidéos de surveillance, wou mer e Gesetz gestëmmt hunn, mee wou allkéiers natierlech d'Necessitéit an d'Proportionalitéit musse gepréift ginn, an dat, mengen ech, och ganz richteg esou ass.

An der Lutte géint d'Kriminalitéit sinn d'Autoritéiten natierlech awer och op den Zougrëff op sensibel Donnéeën effektiv ugewisen. An natierlech déi sougenannten Cyberkriminalitéit: Ech mengen, och géint nei Phenomeener an deem Domän ass et wichteg, virzegoen. An dat kann een, mengen ech, hei um Nationalplang net eleng maachen. Do ass natierlech och déi europäesch an international Zesummenaarbecht extreem wichteg tëschent deene verschiddenen Acteuren am Cybercrime, sief et iwwert déi Intelligence artificielle, sief et iwwert den ChatGPT. Do gëtt et nei Bedruchsméiglechkeeten. Do gëtt et och nei Méiglechkeeten, fir Affer ze kréien. An ech mengen, och do ass et wichteg, am digitale Beräich eis Polizistinnen a Polizisten deementspriechend fit ze maachen. An et soll ee sech och d'Fro stellen, ob net d'Luxembourg House of Cybersecurity do eng ganz kruzial wichteg Aarbecht ka leeschte vis-à-vis vun deenen neie Phenomeener. Ech mengen, dass dat eng Pist wär, déi ee kann deementspriechend och ganz kloer envisagéieren.

Mir gesinn, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt d'Kriminalitéit e Sujet ass, deen eis all eppes ugeet an op deen d'Gesellschaft muss Äntwerte fannen, déi adequat sinn, mee déi net ëmmer einfach sinn, déi ausgewoge sinn, awer och déi richteg Äntwerte ginn, souwuel preventiver wéi och repressiver Natur, an natierlech och oppassen, dass mer an eise Reaktiounen, och an der sozialer Reaktioun net permanent effektiv déi Leit un de Pranger stellen, déi déi mannste Moyenen hunn, fir sech och kënnen ze wieren.

An ech mengen, dass dat och en Aspekt ass, deen een ni däerf ausser Betruecht loossen. Duerfir, mengen ech, ass och eng interventionistesch Sozialpolitick nieft der repressiver Politick wichteg. An en Observatoire, wéi ech virdru gesot hunn, mengen ech, kéint och eng Äntwert drop sinn, fir déi Phenomeener, mat deene mir als Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg konfrontéiert sinn, méi nuancéiert kënnen unzegoen, fir en Equiliber tëschent den individuelle Fräiheeten an dem Agrëff an d'Privatsphär am Sënn vun der Sécherheet och deementspriechend ze fannen.

An ofschléissend: Als LSAP setze mir eis natierlech fir eng effikass a sozial gerecht Kriminalitéitsbekämpfung an, déi natierlech fir d'Sécherheet steet an de Bierger schützt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Biancalana. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären: „De Ruff no méi Sécherheet entsprécht engem echte Besoin vun eiser haiteger Gesellschaft. D'Leit erwaarde sech méi Polizeipresenz op de Stroossen. Si erwaarde sech méi Disponibilitéit vun de Polizeibeamten." Et ass eng Ried, déi ech zitéieren, aus dem Joer 1999 vum Här Willy Bourg vun der CSV, wéi en zur Fusioun vu Police a Gendarmerie Stellung geholl huet. Den Här Di Bartolomeo war deemools Rapporter vun deem Gesetz ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Richteg!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... an hie sot och deemools, dass d'Schafung vun der neier Police net déi eenzeg Äntwert op d'Sécherheetsproblematik, wéi se sech zu Lëtzebuerg stellt, wier, mee e wichtegt Element dovunner.

Dir gesitt also, de Sujet ass net grad nei. Den Debat iwwert d'Sécherheet gëtt et net eréischt zënter géschter an et schéngt, dass déi Debaten elo schonn iwwer 30 Joer eppes gemeinsam hunn: Et gëtt duergestallt, wéi wa mer dem Enn vun enger friddlecher Gesellschaft hei am Land ëmmer méi no géife kommen. Ech wëll domadder net soen, dass mer d'Ae sollten zoumaache virum Fait, dass mer Kriminalitéit am Land hunn, dass d'Statistiken effektiv steigen, dass mer och kloer nei Tendenzen erkennen, mee dass mer eis vläicht sollte reegelméisseg virun Aen halen, dass mer tatsächlech schonn zënter 30 Joer amgaange sinn, den Däiwel un d'Wand ze molen.

Dat gesot, geet et jo elo haut och drëm, op déi rezentst Donnéeën anzegoen an dës Zuelen och an engem e bësse méi breede Kontext anzeuerdnen. Wéi gesot, eis Zuele si steigend, geneesou wéi dat och an eisen Nopeschlänner de Fall ass. Zu engem Deel kann een dës Zuele vläicht erkläre mam Fait, dass no der Pandemie e gewëssenen „Aufholeffekt" do war: D'Leit beweege sech erëm méi fräi an et gëtt natierlech och elo erëm méi Geleeënheeten, fir eng Strofdot ze begoen. Zu engem aneren Deel muss een dës Zuelen och, fir se richteg ze deiten, an de Kontext vum Bevëlkerungszouwuess setzen. Och muss ee bedenken, dass, wat een elo als Police méi Moyenen huet, wat een och méi geziilt ka sichen. Zum Beispill am Beräich vun den Ëmweltdelikter oder am Stupefiantsberäich, do ginn am Fong geholl d'Statistiken an d'Luucht, wann d'Polizei méi an deem Beräich schaffe kann.

Eng aner Saach, déi bei der Analys vun de Statistike matspillt, ass, dass mer mëttlerweil och méi Infraktioune pro Affären hunn. Dee Ratio ass an de leschte Joren an d'Luucht gaangen. Dat heescht konkreet, dass eng Affär zum Beispill kann op méi Strofdoten opgedeelt ginn. Zum Beispill: An engem Syndic ass all eenzelne Keller ee Fait. Dat heescht, wann iergendwou iergendeen een an en Appartementshaus eraléisst, deen da fënnef Kelleren ausraumt, dann huet een direkt fënnef Faiten. An dat erkläert och en Deel vun der Hausse vun den Infraktiounen.

Dës Erklärunge ginn, wéi gesot, en Deel Erklärungen iwwert d'Hausse vun de Statistiken, erklären awer och net alles – dat soll och gesot sinn. An an deem Kader wéilt ech effektiv umierken, dass et immens wichteg ass, dass mer detailléiert Statistiken hunn. Zil muss et jo sinn, dass d'Police sech besser opstelle kann a wa méiglech och verschidde Phenomeener besser analyséiere kann, fir dann am Idealfall och besser anticipéieren ze kënnen. Aussagekräfteg sollen déi Zuelen dann och sinn, fir dass ee se richteg anuerdne kann a fir dass d'Evaluatioun vun de Risiken och zouverlässeg ass.

Wann zum Beispill, wéi mer et an der Kommissioun erkläert kritt hunn, d'Kategorie „vol de véhicule" zouhëlt an do awer elo op eemol an der Statistik nieft Autoen och elektresch Trottinette mat opgeziilt ginn, déi mer virdrun net dodranner haten, jo, dann ergëtt dat e bëssen e falscht Bild vun der Situatioun. Natierlech wëll ech domat net soen, dass et net schlëmm ass, wann ee seng Trottinett geklaut kritt, mee mir sinn eis awer eens, dass dat elo net onbedéngt déi Statistik immens aussagekräfteg mécht. An ech hat et schonn eng Kéier ugemierkt a viregte Rieden, mee et schuet net, et nach eemol ze soen: Et ass wichteg, dass d'Kohärenz vun den Zuele ginn ass, well se soss net dat erëmspigelen, wat tatsächlech Realitéit um Terrain ass.

Fir elo awer nach eng Kéier op déi Statistiken zréckzekommen: Also, wéi gesot, mir hunn eng Zounam vun de Strofdoten zu Lëtzebuerg – och wann een, wéi ech elo grad erkläert hunn, Verschiddenes muss an de Kontext setzen an och wa mir natierlech näischt verharmlose wëllen. Dat leeft alles parallell zu den Entwécklungen am Ausland, mir si keng Insel, mir kennen déi selwecht gesellschaftlech Phenomeener. An och an der Reprise vun de Strofdote post Covid sinn d'Kurven änlech.

Mëttlerweil hu mer Covid hannert eis a sinn an eng nei Kris eragerutscht, dës Kéier eng Kris, déi och mat Inflatioun einhergeet. Net erstaunlech ass do, dass mer feststellen, dass dann elo méi geklaut gëtt. Dat ass keng Entschëllegung fir dee Fait, mee eng Erklärung dofir. An der Kommissioun hu mer dozou zum Beispill och erkläert kritt, dass de Klau vu Bensinn immens ugestigen ass, wat och natierlech en Impakt op d'Statistik huet. Wat och ëmmer méi zouhëlt, ass den Onlinebedruch, deem virun allem eeler Leit, awer net nëmmen, zum Affer falen, an och d'Coups et blessures volontaires sinn an d'Luucht gaangen.

Wat d'Transparenz an d'Kommunikatioun vun den Zuelen ubelaangt, do wéilt ech awer nach eng Kéier drop agoen, well ech menge wierklech net, dass et e Mangel u Wëllen ass, hei transparent mat Zuelen ëmzegoen. Au contraire, d'Regierung an d'Police sinn transparent. Et gëtt näischt verstoppt. Hei ze soen, et géifen Zuele verstoppt ginn, ass dach awer iergendwéi komesch, wann een en plus bedenkt, dass de Minister mat den Zuelen och virun d'Press gaangen ass, bei eis an d'Chamberskommissioun gaangen ass an all déi Informatiounen och ëffentlech zougänglech sinn. Ech denken au contraire souguer, dass, wann d'Zuele besser kategoriséiert wieren a méi einfach auszewäerte wieren, am Fong ersiichtlech géif ginn, dass déi Schwaarzmolerei, déi hei ab und zu awer bedriwwe gëtt, awer iwwerdriwwen ass.

D'Police kommunizéiert all Dag all Fait, dee relevant ass. D'Press ass fräi, natierlech! D'Press ass fräi, dat opzehuelen, wat se wëllt. Ech gi jo net dovunner aus, dass Der wollt undeiten, dass d'Press mam Minister ënnert enger Decke stécht! An all déi Beispiller, déi Der eis ginn hutt, hutt Der jo och net aus iergendwelleche limitéierten ... oder Cercles restreints, déi hutt Dir alleguerten aus der Press. An déi Fäll waren och alleguerte staark mediatiséiert ginn.

Wat zéie mir awer elo aus deenen Zuelen u Léiere respektiv wéi eng Moyene musse mer der Police ginn, fir mat där Situatioun ëmzegoen? An do si mer dann awer natierlech erëm schnell bei der Diskussioun, déi mer virun e puer Wochen hate bei enger Interpellatioun, déi vum Här Kartheiser ugefrot gi war. Do ass et ëm d'Erausfuerderunge vun der Police gaangen an do war en Deel vun der Froestellung, wat d'Politick misst maachen, fir der Police hei déi néideg Moyenen ze ginn.

Ech wäert dofir net nach eng Kéier déi ganz Debatt vu virun e puer Woche widderhuelen, mee just a graffe Linnen: Wat musse mer der Police zur Verfügung stellen? Ben: Rekrutement, Personal. Mir hunn en Effort extraordinaire fir d'Rekrutement an d'Ausbildung vun neie Beamt/inne gemaach. Wichteg ass, dass mer wierklech elo endlech op de Wee gaange sinn, op d'Nettozuelen ze kucken, an dass mer eis net domadder zefridde ginn hunn, d'Ofgäng ze kompenséieren, sou wéi dat bis elo gemaach ginn ass. An et ass elo scho kloer – ech hunn et schonn x-mol gesot, mee et schuet och hei näischt, et ze widderhuelen –: Dat Rekrutement muss weidergoen! An de Minister huet jo och schonn ugekënnegt, dass nach eng fënneft an eventuell eng sechst Rekrutementswell virgesi sinn.

Bis d'Effectiver vun deem Rekrutement richteg um Terrain ukommen an dann eeben och ze spiere sinn, wäert et awer bis d'nächst Joer daueren. Mee kloer ass: Soubal déi Leit um Terrain sinn, gi se do agesat, wou se gebraucht ginn. Dat ass och an der Police judiciaire, bei der Flughafepolizei, an der Unité spéciale – Crime organisé, Kannermëssbrauch an esou weider. Dat gëllt och fir déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht. International, grad och um Niveau vun der EU, ass et enorm wichteg, fir déi Zesummenaarbecht déi richteg Personaldecken ze hunn, fir dës Dossiere vu ganz no ze suivéieren, well och déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit schléift net.

Mir mussen, wéi gesot, der Police déi néideg Moyene ginn, fir Preventiounsaarbecht ze maachen, potenziell Affer ze sensibiliséieren, besonnesch déi, déi fir Onlinebedruch ufälleg sinn. D'Police muss kucken, wéi se hir cibléiert Preventiounsmessagen ënnert d'Leit kritt , also och via Social Media, via verschidde Sprochen, déi mussen adaptéiert sinn, fir méi Leit kënnen ze erreechen, ganz besonnesch och, wann nei Phenomeener optauchen, grad eeben och bei der Onlinekriminalitéit, well sou wéi mer erkläert kritt hunn: Wann do bis e Mëssel geschitt ass an d'Sue bis fortgaange sinn, da si se meeschtens definitiv fort!

Mir mussen der Police all Moyene ginn, fir dass se ka méi effikass schaffen. Do schwätze mer virun allem vun der Digitaliséierung, vum Projet POLIS, vum Projet Remise/Reprise. Ech weess och net, iergendeen hat elo gesot – ech mengen, et war den Här Gloden –, dass de Minister do eppes ugekënnegt hätt a gesot hätt, en hätt iwwerhaapt näischt gemaach. Ech huelen un, et ass de Projet Remise/Reprise, vun deem Der geschwat hutt? Ech hunn net an Erënnerung, dass de Minister dozou gesot hätt, en hätt näischt gemaach! Ech hunn an Erënnerung, dass e gesot huet, dass de Projet pilote weiderleeft, voilà, ...

M. Léon Gloden (CSV) | En huet gesot, en hätt dat nach net ausgeschafft.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... dass de Projet pilote nach amgaangen ass.

Grad d'Digitaliséierung ass e Monsterprojet, wou quasi alles drunhänkt, vum Einsatzleitsystem iwwert d'Datebank vun de Fichiere bis hin zur Projetsgestaltung eeben och vun dem Projet Remise/Reprise. An awer ëmmerhin, d'Police huet vun dëser Regierung – endlech! – déi néideg Moyene kritt a setzt alles drun, fir alles dat ëmzesetzen, wat eebe jorelaang verpasst ginn ass ze maachen!

Den Här Keup schwätzt zu Recht ...

M. Léon Gloden (CSV) | Dir sidd zéng Joer an der Regierung!

(Interruption)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Maja, an zënter fënnef Joer kréie se massiv Moyenen! Mee ech ka soen, dee Retard, dee se opzeschaffen haten, dee war „pas mal", ne!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Une voix | An déi fënnef Joer virdrun?

M. Marc Goergen (Piraten) | A firwat waren déi fënnef Joer am Viraus?

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ma du krute se e bësse méi Moyenen, awer nach net esou vill wéi elo.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also ech si jo neutral, mee Dir hutt elo grad gesot, déi fënnef Joer dertëscht wär näischt gewiescht.

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Nee, ech hunn net gesot, do wier näischt geschitt! Dir sidd witzeg!

M. Fernand Etgen, Président | Hei huet nach ëmmer nëmmen een d'Wuert, an dat ass d'Madamm Stéphanie Empain!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci!

Dir kënnt alleguerten d'Budgete kucken! Ech mengen, et fält Iech net schwéier, d'Gelder an d'Zommen, déi ausgi ginn am Budget, iwwert déi lescht zéng Joer ze vergläichen.

Une voix | Très bien!

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wéi gesot, den Här Keup schwätzt zu Recht och vun der Jugendkriminalitéit an dem Opkomme vu Jugendbanden, déi zum Deel och effektiv relativ grav Strofdote beginn. Ech wëll mech hei awer absolutt deem uschléissen, wat den Här Biancalana gesot huet. Mir hate jo och schonn eng Partie Echangen dozou an der Chamberskommissioun a mir schwätzen hei awer och wierklech vun engem gesellschaftleche Phenomeen, bei deem et sech virun allem extreem lount, preventiv mat deene Jugendlechen ze schaffen. Mir sinn hei wierklech och als Gesellschaft an als Schoulgemeinschaft gefrot, fir rechtzäiteg mat dëse Jugendlechen ze schaffen a sécherzestellen, dass si mat engem Grondbagage u Wäerter duerch d'Liewe ginn.

Och hei ass et wichteg, nach emol drop hinzeweisen, dass och dat neit Jugendschutz- an dat neit Jugendstrofgesetz drop ausgeluecht sinn, fir notamment dësem Phenomeen och kënne Rechnung ze droen. An och hunn d'Madamm Justizministesch an den Här Educatiounsminister op eng rezent Question parlementaire vun der CSV hi confirméiert, ech zitéieren: „D'Regierung hält un hirem laangfristegen Entwécklungsprozess, fir d'Strukture vum Centre socio-éducatif de l'État [...] ze verklengeren an ze dezentraliséieren, fest. En dezentralen Encadrement erlaabt eng méi intensiv Prise en charge vun de Jonken a klenge Gruppen."

An da wollt ech awer och nach op déi Iddi zréckkommen, déi elo ëmmer méi oft doruechter ze héieren ass, nämlech déi vun der Police municipale. Hei misst een awer vläicht drun erënneren, dass 1999 ënner enger CSV/LSAP-Regierung d'Gesetz gestëmmt ginn ass, dat zur Fusioun vu Gendarmerie a Police gefouert huet. De Kader vun der Police, wéi mir en haut kennen, ass deen, deen deemools geschafe ginn ass. Ech weess elo net ganz genau, wat déi Demande no enger Police municipale genee beinhalt oder ob mer wëllen en Deel vun där Reform och erëm réckgängeg maachen, mee ech mengen, et wier op alle Fall wichteg erauszekristalliséieren, wisou dës Demande an de leschte Wochen a Méint erëm méi oft ze héieren ass. Wat ass d'Zil do dervunner?

Ech mengen, dass et drëm geet oder dass d'ultimmt Zil ass, dass mer genuch Polizist/innen um Terrain hunn, eeben och, fir Presenz an de Gemengen ze weisen. Ass et dofir awer néideg, eng nei Police municipale ze schafen? Do hunn ech e fermen Doute! Fir dass mer iwwerall genuch Leit kënnen hunn, musse mer weider rekrutéieren, net weider Policë schafen! Mir hunn elo déi éischt Well vu Polizist/innen op den Terrain bruecht: Déi lescht Woch gouf déi éischt grouss Promotioun aus dem Recrutement extraordinaire vereedegt. Gëschter hunn 191 nei Fonctionnairesstagiairen an der Policeschoul erëm ugefaangen – dat wier dann elo déi drëtt Well. An domadder si mir amgaangen, genee déi Aarbecht ze maachen, fir dass eeben erëm méi Polizisten um Terrain kënne sinn!

Ausserdeem sinn d'Agent-municipalle rezent gestäerkt ginn, wat och am Sënn vun de Gemengen ass. Amplaz also elo vun enger neier Parallellstruktur ze schwätzen, wou mer erëm villes missten a Fro stellen an erëm klären, wie fir wat zoustänneg ass, wou deen een deem aneren eventuell Konkurrenz mécht, wou dann och erëm kleng, net vernetzt Lokalpolicen iergendwéi laanschteneeschaffen, wou net gekläert ass, wéi d'Kommunikatioun tëscht béide Strukture sollt sinn, also tëscht lokaler Police a Police grand-ducale, sollte mer menger Meenung no dach besser elo kucken, der Police, déi mer hunn, déi néideg Moyenen ze ginn, fir hirer Aarbecht och am Zesummespill mat de Gemenge kënne gerecht ze ginn.

Gëtt et Problemer, déi vun de Gemengen erkannt gi sinn? Gëtt et Schwieregkeeten eventuell, déi abseits vun der Diskussioun ronderëm déi disponibel Effectiver um Terrain missten ugeschwat ginn? Falls jo, da kommt, mir schwätzen driwwer am Kader vun eiser Police grand-ducale. Wann do kann nogebessert ginn, dann ass do sécher keen dergéint. Mee wisou elo erëm eng weider Police schafen? Wat sollten dann d'Missioune vun enger Police municipale sinn, déi net och vun enger Police grand-ducale kéinten erfëllt ginn? Mir schwätzen elo jo awer net driwwer, enger potenzieller Police municipale Moyenen ze ginn, déi eis Police net huet!

Ier mir iwwer eng Parallellstruktur schwätzen, déi och net muer operationell wier, sollt eis Police weider verstäerkt ginn, fir de Bierger am ganze Land dee selwechte Service ze bidden. Duerch eng Police municipale wier en eenheetleche Service um Bierger net garantéiert, well déi méi räich Gemenge sech eng Police municipale leeschte kënnen an déi aner net. An ech wéilt an deem Kader och umierken, dass mer dann och riskéieren, dass Gemengen tentéiert wieren, méi a Repressioun ze stiechen, dat zulaaschte vun der Preventioun. An dat wier absolutt de falsche Message a kontraproduktiv.

An do kommen ech dann och zu den Erausfuerderungen un d'Politick. Ech mengen, eng vun den Erausfuerderungen, grad elo a Prewalkampfzäiten, ass et, net an e gewëssenen Aktivismus ze verfalen an am Géigesaz dozou eis Police esou ze stäerken, dass se hire Missioune kann nokommen. Dozou gehéiert d'Zesummenaarbecht um Terrain vun allen Acteuren. Dozou gehéiert och, dass mer eis ressortiwwergräifend Demarchë souwuel um preventive wéi um repressiven Niveau weiderféieren. An ech wëll elo net nach emol op déi ganz Diskussioune ronderëm de Sécherheetspak, wou et jo och ëm d'Beschafungskriminalitéit gaangen ass, agoen, mee och do huet dës Regierung hir Verantwortung iwwerholl an ënnert dem Lead vum Här Minister Kox sämtlech concernéiert Ressorten zesummebruecht, fir sech der Problematik unzehuelen an do preventiv a repressiv Mesüren openeen ofzestëmmen.

Och hei ass et nach emol de Rappell, dass Preventioun ëmmer méi bëlleg gëtt a méi effikass ass wéi Repressioun. Bei der Repressioun verlagere mer de Problem just. Mir mussen eis mat de strukturelle Problemer ausenanersetzen. An dat ass – an doriwwer hu mer och laang genuch geschwat am Kader vun den Diskussiounen iwwert de Quartier Gare – net de Metier vun enger Police, well d'Police gräift dann an, wann déi Echelone virdrun net gegraff hunn.

An hei géif ech vläicht och gären de Muck Huss zitéieren, deen och 1999 gesot huet: „A wa mer vun enger effikasser Preventioun vun der Kriminalitéit schwätzen, dann ass et kloer, datt eis Polizeikräften, esouguer wa se iwwer vill méi Personal géife verfügen an doduerch besser a même wieren ze reagéieren, op dës gesellschaftlech Ursaachen net ganz vill Afloss kënnen hunn."

Ech stellen also fest, dass Sécherheet ëmmer erëm e gär gesinnt Walkampftheema ass, well et sech einfach gutt dofir prêtéiert.

Une voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | An hei géif ech gären nach emol de Muck Huss zitéieren, deen 1999 fir déi gréng d'Wuert geholl huet an der Debatt ronderëm d'Fusioun vun der Police. Hie sot: „Net nëmmen, mee awer grad a Virwalzäite sinn iwwerspaante Poleemiken an der Fro vun der Kriminalitéit a vun der ëffentlecher Sécherheet net hëllefräich an net sënnvoll, ausser et wëll een, wéi zum Beispill de Front national a Frankräich, iwwert dee Wee säin elektorale Fonds de commerce ausbauen."

Plusieurs voix | Très bien!

(Brouhaha)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech fannen, et passt iergendwéi nach! Natierlech ...

(Brouhaha)

Natierlech, an dat huet de Minister Kox jo och confirméiert, ginn eis Zuelen an d'Luucht, sou wéi dat och an eisen Nopeschlänner de Fall ass. Eis Police an de Minister huelen dës Evolutioune ganz seriö an hunn eis versécher, dass si weiderhin alles maachen, fir fir Sécherheet ze suergen. Trotzdeem, an et ass mir awer wichteg, dat kloer ze soen: Lëtzebuerg ass nach ëmmer e séchert Land! Ech wiere mech vehement géint déi Schwaarzmolerei, déi ech hei zum Deel haut héieren hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Empain, erlaabt Der, datt den Här Roth Iech eng Fro stellt?

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ëmmer erëm gären.

(Hilarité)

M. Gilles Roth (CSV) | Ech maachen et awer net gären, dass ech Iech déi Fro stellen! Mee ech muss awer soen, déi Formulatioun, déi Dir gebraucht hutt, ass hei e bëssen ukomm, wéi wann Dir Leit, déi sech wëllen ëm d'Theema Sécherheet am Land bekëmmeren, géift gläichsetze mam Front national, also mat rietsextreeme Mouvementer. Dat ass eppes, wat mir net akzeptéieren!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dat hänkt ganz dovunner of, wéi een ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | D'Wuert geet zréck un d'Madamm Empain. D'Wuert geet elo zréck un d'Madamm Empain!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Also ech hunn ... Nee, nee, nee! Ech hunn dovunner geschwat, ech zitéieren nach eng Kéier: „Net nëmmen, mee awer grad a Virwalzäite sinn iwwerspaante Poleemiken an der Fro vun der Kriminalitéit ..." – hutt Dir d'Gefill, dass Dir „iwwerspaante Poleemike" maacht?

Plusieurs voix | Nee!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ma dann ass et gutt! Da si mer am richtege Bild.

M. Fernand Etgen, Président | D'Debatten hei, déi si keen Dialog!

Plusieurs voix | Jo.

Une voix | Dir hutt dat awer gutt gesot, Madamm Empain.

(Interruptions)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Bon, zu gudder Lescht: Här Keup, Dir hat eppes gesot, wou Der ... ech weess elo net méi genau, mee Dir géift Politick maachen ...

Une voix | Fir d'Leit. Fir d'Leit.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | ... fir d'Sécherheet – fir d'Sécherheet! Ech mengen, Dir maacht effektiv Politick mat der Sécherheet, net fir d'Sécherheet!

Plusieurs voix | Très bien!

(Exclamations et brouhaha)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wann Der wierklech fir Sécherheet wiert, da géift Der selwer domadder ufänken an an Äre Positionnementer net esou op Spaltung, Haass, Ressentimenter an esou weider setzen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Déi Sprooch, déi Dir asetzt, huet och en Impakt. Déi Iddien, déi Dir verbreet, hunn en Impakt. A wann ech mer Verschiddenes haut hu mussen unhéieren, mengen ech, sidd Dir net déi Éischt, déi sech dierfte wonneren, wa Jugendlecher sech ëmmer méi mobben a Respektlosegkeet ëmmer méi opkënnt.

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

(Interruption par M. Gilles Roth)

Nee, Här Roth. Här Roth, dat géif ech gär onkommentéiert stoe loossen. A schonn eleng wéi Dir hei erëm versicht hutt, Ressentimenter géint Auslänner ze schüren, war relativ eekelhaft!

(Exclamations et coups de cloche de la présidence)

An dozou just ee Rectificatif: De Centre de rétention ass net en zweete Prisong oder net derfir do, Krimineller ze beherbergen, mee fir Leit, déi keen Openthaltsrecht zu Lëtzebuerg hunn, an dat heescht net, datt se sech eppes Kriminelles zuscholde komme gelooss hunn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An da freet den Här Keup d'Wuert wéinst Fait personnel.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Jo, also ech wëll elo net op alles agoen, wat elo zum Schluss gesot ginn ass. Bis zum Schluss war et jo alles zimmlech gutt. Ech mengen, mir maachen haten hei alleguerten haut hei eng ganz gedigen Diskussioun, déi wierklech sachorientéiert war an och zilorientéiert war a wou et drëms goung, e Problem, deen hei jiddwereen unerkennt, d'Kriminalitéit, déi eropgeet, ze bekämpfen hei am Land. Ech mengen, mir sinn eis do bal alleguerte gutt eens, dat ass eng gutt Saach.

Dir hutt zum Schluss vum Centre de rétention geschwat. Ech hunn dat effektiv gesot a menger Ried. A wat Der awer warscheinlech net wësst: Ech hunn d'Madamm Buergermeeschtesch, d'Madamm Lydie Polfer, tel quel zitéiert, wéi si iwwert de Centre de rétention geschwat huet. Dat heescht, wann Der sot, ech hätt do Poleemik ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Dann hat si och kee Recht, an Dir hat kee Recht, et esou ze widderhuelen! Dir hutt Iech awer ralliéiert.

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

(Coup de cloche de la présidence)

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | A wat war nach? Mir géifen doduerch, dass mer dat hei elo thematiséieren ... Wat hutt Der nach gesot? Ech hätt wat fir eng Wierder gebraucht? Ech mengen, dat war ganz propper de Mëtten. A wou géif dat elo Haass an d'Gesellschaft féieren? An ech hätt mat Auslänner eppes gesot. Ech mengen, dat war absolutt net de Fall, Madamm Empain. An ech géif wierklech oppassen op dat, wat ee seet, a besser nolauschteren an dann och dorop agoen, an net Saache soen, déi ee sech vläicht virdru virgeholl huet, déi elo näischt mat der Ried hei ze dinn hunn, déi déi Leit virdrun hei gehal hunn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An elo kritt d'Madamm Empain d'Wuert zréck.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Laut wéi enger Prozedur, Här President?

M. Fernand Etgen, Président | Wéinst Fait personnel.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Da kënne mer dat jo ëmmer hin an hier maachen.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, dat kann een nëmmen zwee Mol. Artikel 39, Här Kartheiser.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ech kann awer vläicht, ech kann awer vläicht op dat äntweren, wat den Här Keup gesot huet.

M. Fernand Etgen, Président | Et ass kee Pingpongspill, et ass en Debat an der Chamber. Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Ech géif dozou vläicht umierken oder eng Prezisioun maachen: Ech hunn net just vun deem geschwat, wat Der haut an der Plenière gesot hutt, mee vun Ärer allgemenger Politick, Saachen, déi Der sot, Messagen, déi Der vehiculéiert, Saachen, déi Der online setzt, Hallefwourechten, déi derzou féieren, dass Haass geschüürt gëtt, dass Leit wéi mir gewënscht gëtt, se sollen duerch d'Géigend geknëppelt ginn an esou weider. Dat ass dat, wat dat mécht mat Äre Messagen, déi Dir online setzt.

(Interruption par M. Fred Keup)

Nee!

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Dat doten ass awer elo eng grav Accusatioun!

(Interruptions)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | A ben, voilà! Nee, ech wëll just ...

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Et muss een awer oppassen, wat ee seet hei!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Ma nee, et ass dat: Wann een esou Saachen online setzt, déi net der Wourecht entspriechen, mam But, eenzelne Leit ze schueden, dat schüürt Haass. Dat schüürt Situatiounen, wou een deem anere Schlechtes wëll, wou eeben och an enger Gesellschaft déi eng op déi aner lassginn. Dat ass eng Situatioun, déi mer hei net wëllen. Wa mer déi Situatioun wëllen zréckhuelen, fir dass mer erëm eng Gesellschaft hunn, déi respektvoll mateneen ëmgeet, dass mer eise Kanner och verschidde Wäerter vermëttelen, fir dass se eeben och net op déi falsch Bunn kommen, dann hu mir als Politiker och alleguerten eng Virbildfunktioun. An ech wëll just soen: Dat ass net just haut, mee allgemeng ass et net jiddereen, deen déi Virbildfunktioun erfëllt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An elo ass d'Wuert fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

(Interruptions)

Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat do war net zweemol hin an hier.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Ganz kuerz!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Hunn ech elo d'Wuert oder net?

Une voix | Jo, Madamm Oberweis.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Madamm Oberweis, entschëllegt. Nee, Här President, ech géif wierklech gär déi Prozedur wëssen. Soss komme mer an der Presidentekonferenz dorobber zeréck. Well ech mengen, hei si wierklech grav Saache gesot ginn. Ech ginn elo net op déi Debatt hei vun der Sécherheet an, mee ech wëll hei prinzipiell soen, datt ech gär an der Presidentekonferenz hätt, datt mer dat heiten diskutéieren, well ech géif gär wëssen, wéi déi Reegel genau interpretéiert gëtt mat deem zwee Mol hin an hier bei Fait personnel. An ech wëll och ... Ech si schockéiert ...

M. Fernand Etgen, Président | Et war jo kee Fait personnel, Här Kartheiser.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Si huet mech jo nach eng Kéier ugeschwat, d'Madamm Empain.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, mir diskutéieren dat an der Presidentekonferenz, Här President.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Nee, d'Madamm Empain huet net den Här Keup ugeschwat, deen och selwer am Fong geholl misst groussjäreg sinn, fir sech selwer zu Wuert ze mellen, an net Dir fir hien. Mee also u sech war et kee Fait personnel. D'Madamm Empain huet déi zweet Kéier den Här Keup net direkt ugeschwat, an dofir huet elo d'Wuert d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och der ADR fir dës Interpellatioun. Eng éischt Feststellung ass, datt riets Parteien awer besonnesch gäre virun de Wale mat Thematike wéi Sécherheet a Kriminalitéit polariséieren.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | An der Demande gëtt da beispillsweis einfach emol behaapt, Zitat: „D'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill huele substanziell of." Sou formuléiert ass dat da wéi eng

absolutt Wourecht duergestallt. D'ADR weess also, dass d'subjektiivt Sécherheetsgefill vun all de Bierger a Biergerinnen ofhëlt.

Ech wëll an deem Kontext och op de Constat vun der Police selwer opmierksam maachen, déi eis an der Kommissioun drop opmierksam gemaach huet, dass esou e subjektiivt Sécherheetsgefill och eeben duerch d'Mediatiséierung beaflosst gëtt, an ech zitéieren: „un sentiment d'insécurité influencé par des événements très médiatisés qui ne sont pas toujours statistiquement significatifs". Dat ass awer eng relativ wichteg Remark.

Da liest een, datt ee bei de Sujeten, déi ee wärend dëser Interpellatioun uschwätze wëll, gäre besonnesch op déi kriminell Akten, déi mat Gewalt verbonne sinn, wëll agoen. Natierlech si Gewaltverbriechen immens schlëmm, an dat muss d'Politick natierlech immens seriö huelen a sech d'Fro stellen, wéi mer déi Zuel vu Gewaltakten an -doten natierlech kënnen erofdrécken. Net fir näischt probéiere mir och hei reegelméisseg an der Chamber, dës Problematik unzeschwätzen, beispillsweis mat der haislecher Gewalt, dem Viol, dem Feminizid an esou weider. Do bei dëse Beispiller zum Beispill hält d'ADR sech ganz oft awer da bedeckt.

Déi selwecht ADR, déi elo hei virun enger steigender Kriminalitéit warnt – an nach eng Kéier, ech soen net, dass dat net stëmmt, mee mir probéieren, dat an e Kontext ze setzen –, votéiert virun enger Rei Woche géint d'Gesetz iwwert d'Circonstances aggravantes, dat virgesäit, datt, wann eng Persoun enger anerer Persoun wéinst enger bestëmmter Charakteristik Schued zoufüügt, hei eng méi héich Strof ugewannt gi kann. Zum Beispill kann een hei un e rassistescht Gewaltverbriechen opgrond vun der Hierkonft vun enger Persoun denken. Ech hunn also e gewëssenen Zweifel, wéi interesséiert d'ADR wierklech un dësem Sujet ass, wann et hinnen net an hire politeschen Agenda passt.

Une voix | Très bien!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Den zweeten an den drëtten Tiret vun der Demande loosse sech dann och gutt zesumme liesen. Hei geet et dann drëms, der Regierung ze ënnerstellen, d'Kriminalitéit ënnert den Tapis ze kieren. Dat ass jo e wéineg virdrun ugeschwat ginn hei. Ech zitéieren den Här Keup: „Mir wësse jo, déi meescht kommen iwwert d'Grenz", seet den Interpellant. Hie weess et also. Wann een him nolauschtert, da mengt een, mir liewen hei zu Lëtzebuerg an enger Kriminaliséierungshéichburg an et gëtt soss näischt aneres zu Lëtzebuerg.

Am Wëllen, e Lien hierzestellen, fir eng Thees ze beweisen, huet d'ADR sech bloussgestallt, wéi si virun e puer Méint e Video zirkuléiere gelooss huet an de sozialen Netzwierker vun hirer Jugendpartei. Dëse Video ass u Lächerlechkeet bal net ze iwwerbidden! Et geschitt carrement näischt am Video, an déi dräi Häre vun der Jugendpartei bréngen et fäerdeg, ze behaapten, d'Situatioun wär „déck schlëmm" an elo misst opgeraumt ginn. Entweeder gesi si Männercher a si sinn net ganz bei sech oder si hunn eppes geféimmt a si gesinn dowéinst Männercher oder si bauen eng Theorie aus a sech zurecht.

(Exclamations)

Ech gleewe leider un déi drëtt Variant, an zwar dass se eng Thees wëllen ënnermaueren. Am Video trëppelen déi dräi Männer duerch de Garer Quartier, si trëppelen iwwer a laanscht drogekrank Mënschen, kucke se net a këmmere sech net ëm se a gi laanscht e Grupp vu Leit, déi virun engem Café stinn ze schwätzen. An dann ass de Video iergendwann eriwwer a si soen, et wär déck schlëmm an déck geféierlech. Wat ass da geschitt, wannechgelift? Kann ee mir dat soen? Dee Video resüméiert menger Meenung no dës Diskussioun hei ganz gutt. Wat versti mir eigentlech ënner „geféierlech"? Drogekrank Leit, déi an der Strooss leien a schlofen oder effektiv sech och picken? E Grupp vu jonke Männer virun engem Café? Wat versti mir ënner engem „geféierleche" Quartier?

Här President, Kriminalitéit huet vill Facetten. Zum Beispill kann een tëscht Blue-Collar-Kriminalitéit a White-Collar-Kriminalitéit ënnerscheeden. Wärend déi éischt sech éischter op d'Stroossekriminalitéit wéi beispillsweis Iwwerfäll, Abréch an Drogendelikter bezitt, befaasst sech déi zweet éischter mat Finanzkriminalitéit wéi beispillsweis Verontreiung, Insiderhandel a Blanchiment. Wärend déi éischt als gesellschaftlechen Iwwel ugesinn ass, eventuell well se méi visibel ass, ass déi aner deene meeschte Leit nëmmen aus Gangsterfilmer bekannt.

Ee Punkt, deen allerdéngs och matspille kann, ass, datt iwwer Kriminalitéit wéi Drogekriminalitéit vill méi bericht gëtt wéi iwwer Finanzkriminalitéit. Och dat huet d'Police jo effektiv ugedeit an der Kommissioun. Generell gëtt iwwert d'Finanzkriminalitéit éischter nëmme bericht, wann nees e Skandal wéi LuxLeaks, Clearstream oder Cum-Ex opflitt. Mir hunn eréischt gëschter dodriwwer geschwat.

En anere Grond, firwat sécherlech manner iwwer Finanzkriminalitéit geschwat gëtt, ass sécherlech, well et wuel éischter wäiss Männer a Kostümer sinn, déi se beginn an déi mat dranhänken.

Ech denken, dass et allerdéngs immens wichteg ass, och iwwert d'Finanzkriminalitéit ze schwätzen, well de gesellschaftleche Schued hei immens héich ass.

Trotzdeem ginn ech d'Gefill heiansdo net lass, datt hei net déi gläich Prioritéiten ageraumt ginn. Iwwerspëtzt gesot hunn ech d'Gefill, datt eng Persoun ouni Pabeieren, déi op der Gare Droge verkeeft, méi séier riskéiert, am Prisong ze landen, wéi een, deen e puer Millioune Steieren hannerzitt.

Och ass et interessant ze gesinn, dass et grad d'ADR ass, déi hei wierklech blann op engem An ass. Net méi spéit wéi gëschter hu mer e Gesetz gestëmmt, dat d'Lanceur-d'alertë protegéiert, wa se Violatioune vun zum Beispill dem Steierrecht matdeelen, mee d'ADR huet et net matgestëmmt.

Här President, ech soen et ëmmer nees: D'Mënsche komme weeder gutt nach schlecht op d'Welt, mee si gepräägt vun hirem Millieu, deen hir sozial Bezéiungen, hir Educatioun an hir Verhalensweis beaflosst. An natierlech spillt och de fräie Wëlle vu jiddwerengem eng Roll, well mir Mënsche si weeder ganz determinéiert nach fräi vun Zwäng.

Soulaang mir also an enger Gesellschaft liewen, déi Ongläichheeten, Aarmut an Expulsioun produzéiert, wäert eis Gesellschaft och Gewalt a Kriminalitéit produzéieren. An et gëtt Studien, déi weisen, dass a Länner, wou et staark sozial an ekonomesch Inegalitéite gëtt, och d'Kriminalitéit an d'Luucht geet a jiddweree manner sécher ass, souwuel déi Räich wéi déi Aarm.

Och bei mir ass effektiv agebrach ginn, a jo, ech wunnen och an esou engem Hotspot an et ass net amüsant an ech war och doheem, et ass effektiv net witzeg. Mee ech muss ganz kloer soen: Och wann den Abriecher hei kloer en Täter ass, muss ech och soen, ass hien en Affer, well an deem heite Fall war et kloer eng Persoun, déi keng Perspektiven hat an ausgeschloss ass war vun allméiglechen Perspektiven. An dat muss een, mengen ech, och ëmmer erëm trotzdeem an deem Kontext gesinn.

Wa mir et net fäerdegbréngen, jidderengem eng Plaz anzeraumen an eiser Gesellschaft, da wonnert Iech net, wann dës Mënschen op d'Schinn vun der Kriminalitéit ginn, well et ass ganz dacks keng aner Schinn do.

Här President, et geet mir wierklech net drëms, Gewalt ze entschëllegen, mee et geet drëms ze erklären, datt Gewalt eeben net vum Himmel fält. An et ass eeben déi Gewalt, mat där d'Acteuren, déi um Terrain schaffen, d'Police, alldeeglech konfrontéiert sinn. Si sinn also an engem gewëssene Mooss Pompjeeë vun de sozialekonomeschen Inegalitéiten.

Laut leschten Zuele souzen 2021 17,7 % vun de Prisonéier wéinst Infraktiounen, déi am Zesummenhang mat Droge stinn, am Prisong. Och dës Zuele féieren eis nees emol en Echec virun Aen. Hei muss een – an och dat hu mir a viregten Debatten hei an der Chamber scho gemaach – hannerfroen, ob de Prisong da wierklech déi richteg Äntwert ass op verschidden Zorte Kriminalitéit. D'Fro vun den Alternativen zu der Prisongsstrof stellt sech elo esou akut wéi jee, well virun allem fir zum Beispill d'Drogekriminalitéit ass de Prisong dacks keng Léisung op laang Dauer – ech betounen: op laang Dauer! –, net fir déi Betraffen an net fir d'Affer an och net fir d'Gesellschaft natierlech.

Här President, wéi kann een dann elo effektiv géint Kriminalitéit virgoen? Do gëtt et sécherlech e puer Usätz, ugefaange mat der Preventioun, iwwert d'Dissuasioun bis hin zur Repressioun. A fir et direkt ze soen: De repressiven Usaz ass deen, dee mir a leschter Instanz guttheeschen, also wierklech nëmmen do, wou déi aner Usätz wierklech keng Wierkung weise konnten, well d'Repressioun ass an eisen Aen ëmmer nëmmen eng Symptombehandlung.

Bei der Preventioun gesi mir virun allem den Zougang zu enger Wunneng, spréch Housing First. Gutt Aarbechtskonditioune souwéi d'Ausbildung a Weiderbildung gehéieren och dozou, eebe fir jidderengem eng liewenswäert Perspektiv an eiser Gesellschaft unzebidden. Mir brauchen e Schoulsystem, dee jidderengem eng Plaz araumt, manner Drock op der Aarbecht an e Recht op Wunnen.

Natierlech muss de Prisong och do eng reell Roll spille bei der Preparatioun vun der Reinsertioun vun den Insassen, also dëse mussen Optioune gebuede gi wärend hirer Haft, wéi si hiert Liewen nom Prisong anescht kënne gestalten, fir eeben net erëm an d'Kriminalitéit ze falen.

Geneesou gehéiert awer och d'Gestaltung vum ëffentleche Raum dozou. Wa mir et beispillsweis fäerdegbréngen, d'ëffentlech Plaze méi konvivial ze gestalte souwéi derfir ze suergen, dass den ëffentleche Raum gutt beliicht ass, da sinn ech iwwerzeegt dervunner, datt esou eng Raumgestaltung vill méi effektiv wäert si wéi Kameraiwwerwaachung.

Zur Preventioun gehéieren natierlech och vill sozial Strukture fir beispillsweis Obdachloser an och Toxikomanen, a mir mussen an deem Beräich onbedéngt delokaliséieren an dezentraliséieren.

„Wou ass eist rouegt Lëtzebuerg hin?", huet dann anscheinend de Pascal Ricquier gefrot, huet den Interpellant virdru gesot. Mee ech muss do soen: Maacht Iech näischt vir! Mir maachen eis näischt vir: Natierlech geet d'Kriminalitéit an d'Luucht, well d'Ongläichheete wuessen, well déi eng gi méi räich an déi aner, déi gi méi aarm, well den ekonomesche Modell Aarmut, Misär, Exklusioun an Depressioune schaaft. Haalt op ze mengen, mir missten an engem Märcheland liewen, well dat vläicht iergendwann eng Kéier esou war! Mir liewen an engem gewaltvolle kapitalistesche System, ...

(Brouhaha)

... deen de Mënsch an d'Natur ausbeut, an eiser Analys no hëlt dee System eis an, esou wéi en et och mam Klimawandel mécht.

Merci villmools.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Virun zwou oder dräi Woche krute mer an der Chamberskommissioun vun der Police neutral an objektiv Zuele presentéiert, wou jidderee wuel eng aner Lecture huet, wéi déi Zuelen herno ze interpretéiere sinn, an och herno d'Parteien eng aner Vue haten – an et huet een haut och nach eng Kéier héieren, mee och schonn deemools an der Press –, wéi d'Sécherheet am Land gestalt ass.

Jo, ganz objektiv gesot: D'Zuele soen, et gëtt méi Fäll. Op der anerer Säit muss een dann awer och soen: D'Police mécht méi eng effikass Aarbecht. Et gi méi Fäll doduerjer opgeholl. Eis Police kënnt net no, jo, dat ass och e Constat. Et sinn net genuch Beamten, et sinn net genuch Méiglechkeeten do fir déi Kriminalitéit, déi mer am Land hunn. Dat ass awer nun emol op déi ganz, ganz Schnell net ze behiewen. Ech kommen do awer herno nach eng Kéier drop zeréck.

Dann ass dat anert e Sécherheetsgefill. Dat ass net neutral an objektiv an Zuele gemooss, mee dat ass fir jiddereen och anescht. Et hänkt vum Hannergrond of, et hänkt vun der Kierpergréisst heiansdo of, et hänkt vum Alter of, wéi sécher ee sech spiert, wann een duerch seng Gemeng geet, wéi sécher ee sech spiert, wann een owes ënnerwee ass. An do ass et och en Discours vun der Gesellschaft, awer och vun der Politick, deen derzou bäidréit, ob d'Sécherheetsgefill eng Kéier méi staark oder méi schlecht ass.

Wann ëmmer eng Schwaarzmolerei ass, wat ech net kann deelen, ech ka just deelen, dass d'Kriminalitéit an d'Luucht geet, mee ech kann awer op där anerer Säit deelen, dass mer e Policecorps hunn, deen alles mécht, awer wierklech alles, wat en am Moment ka maachen, fir déi Kriminalitéit anzedämmen, an ech weess, dass et och fir si net ëmmer einfach ass, dann ass et net un der Politick – oder verschiddene Kommentaren och op Social Media, heiansdo kënnt sech dat zimmlech no –, fir no baussen dann ze maachen, wéi wann déi Sécherheetssituatioun hei zu Lëtzebuerg vill méi düster wär, wéi se eigentlech an deenen objektiven Zuelen duergestallt ass.

Jo, wann een e schlecht Sécherheetsgefill huet, bedeit dat och eng Aschränkung vun der Fräiheet. Et geet ee vläicht owes eng Kéier net anzwousch eppes iessen oder et geet een net op en Evenement oder et bleift ee vläicht doheem, well ee soss fäert, dass ee soss op eemol Besuch huet. Jo, dat ass och fir jiddereen e ganz schlëmmt Erliefnis. Et ass awer och net, dass een do elo mat ganz einfache Léisungen – oder soe mer: Léisungen, déi ganz einfach géife klénge – eng Sonderléisung op eemol esou hätt, esou aus dem Zauberhutt, esou wéi bei enger Zaubershow.

Dorënner fält zum Beispill fir mech elo dat fir mech schonn huelt Verspriechen, einfach eng kommunal Police dohinnerzesetzen an da wär op eemol alles geléist. Et ka kee soen, wou déi Beamte sollen hierkommen, wéi eng Struktur et soll sinn. Mir hunn elo mol nach net genuch Policebüroe fir den nationale Corps. Wou solle mer dann op eemol nach kommunal all déi Saachen hierhuelen? Dat kléngt alles einfach, dat kritt een och gutt op eng Affiche elo fir d'Wale postéiert ...

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | ... mat enger kommunaler Police, awer et ass e falscht Verspriechen. Et muss een och esou éierlech sinn a soen, dass dat einfach net op d'Schnell esou realiséierbar ass. A wann et realiséierbar ass, ass et en Echec. Da seet een einfach, dass dat, wat ee bei der Fusioun vu Police a Gendarmerie 1999 gemaach huet, en Echec gewiescht wär. Et kann een als Partei sech dat agestoen, jo, mee da soll een awer och esou éierlech sinn a soen: „Mir hunn dat deemools gemaach, dat war de falsche Wee."

Déi Beamten, déi elo do sinn am nationale Policecorps, déi brauchen eis voll Ënnerstëtzung. Et sinn déi, déi elo Büroe brauchen, déi d'Aarbechtsmaterial brauchen, déi endlech eng IT brauchen.

M. Sven Clement (Piraten) | Genee esou!

M. Marc Goergen (Piraten) | Firwat verléiere mir esou vill Zäit am Moment? Ma ganz einfach, well mer eng schlecht Informatik hunn. Schwätzt eng Kéier mat de Beamten! Anstatt dass se kënnen de Gangsteren nolafen, musse se sech emol erëmklappe mat der IT. Mir hate virun dräi, véier Joer eng Visitt, déi ech ugefrot hat, fir de Policefichier. Et ass nach näischt geschitt! Et gëtt ëmmer Etüden, mee et ass nach näischt do. Wou sinn déi Tablets oder déi Laptoppen, déi een herno kann hunn? Wou sinn déi Smartphonen? Déi sinn an der leschter Diskussioun virun engem Mount jo nach eng Kéier erwäänt ginn. Mee wou sinn dann déi Tablets? Alles dat ass eppes, wat um Terrain direkt géif derzou bäidroen, dass mer d'Kriminalitéit kënnen andämmen. Dat bréngt vill méi, wéi op engem Plakat ze schreiwen, dass een iergendeng kommunal Police wëll hunn.

Jo, eis Gesetzer mussen och méi streng ginn. Jo, d'Justiz muss och op verschiddene Punkten nobesseren. Ech verstinn och de Frust vun eenzelne Beamten, wa se sech dann Zäit geholl hunn a se hunn ee gepëtzt an deen ass herno erëm fräi. Dee wénkt hinnen nach herno beim Laanschtfueren, a méi war et net. Jo, dat ass e Frust, an do musse mer eng Kéier ganz kloer eng Analys maachen – awer iwwergräifend, well et ass net der Police hire Problem! Et ass herno der Justiz hire Problem. Et sinn aner Gesetzer, déi mer mussen änneren. Et ass net de Policeminister, deen do eleng an der Responsabilitéit ass.

Jo, et gëtt och ëmmer méi Aarbechten, wat de Cyber ubelaangt. A sech misst een do schonn extra Unitéiten nach eng Kéier extra ausbilden, déi sech just géifen ëm de Cybercrime këmmeren, well dat jo erëm eppes ganz aneres ass, wéi de Gangster ze fänken op der Strooss. Et ass awer immens zäitintensiv, well wann ee mat de Beamte schwätzt, wann déi déi ganz Recherchë musse maachen, a wann et heiansdo just ass fir e Scam, wou ee geklickt huet fir 50 Euro, geet esou vill Zäit drop bei de Beamten, wéi wa se herno géifen e ganze Fall léisen. Dat ass e bëssen de Problem.

Mir musse kucken, dass mer déi ganz Cyberkriminalitéit bei der Police anescht organiséiert kréien, de Beamten do méi Zäit ginn, méi Dossieren. Vu mir aus kënne mer dat och op administratiivt Personal ausbauen, dat muss net onbedéngt de Beamten herno sinn. An der Kommissioun hat ech dat jo och gefrot. Souguer an Europa kréien déi Leit, déi dann Affer ware vun esou engem Cybercrime, seltenst d'Geld erëm. Mol net, wann Der op eng IBAN iwwerwisen hutt. Ech hat an der Kommissioun extra nach nogefrot, well ech mer dat kaum konnt virstellen. D'Banken hei zu Lëtzebuerg hunn Honnerte Kontrollen. Wann een e Konto opmaache geet, muss een Alléigleches hannerleeën, an dann iwwerweist een engem Täter, well een op engem Social Media eng Annonce gesinn huet, déi ze verlockend war, fir iergendee Produit, mee da fanne se awer mat enger IBAN dat emol net erëm. Do musse mer och nach eng Kéier noschaffen. Et ka jo net sinn, dass d'Banken alleguerten dat mussen hannerleeën, mee eis Police awer hei, déi där Kriminalitéit wëll nogoen, net un déi eenzel Daten do kënnt!

Jo, d'Kriminalitéit ass och e Problem vum Wuelstand. Wa mir an eisem Land e gewëssene Wuelstand hunn, wou anerer awer duerch dat sougenannt Netz rutschen an d'Sozialpolitick déi net opgefaange kritt, gëtt et och Täter, déi keng aner Wiel méi haten – et entschëllegt ni, wann ee kriminell gëtt, mee et gëtt awer och Täter, déi keng aner Wiel méi haten –, fir ze iwwerliewen oder fir hir Famill ze ernären, wéi eeben eppes ze klauen, eng Auer ze klauen oder iergendzwousch anzebriechen.

Dat trëfft net op déi zou, déi an organiséierte Banden duerch ganz Europa zéien, well et däerf een och net vergiessen: Kuckt een eis Statistiken, do sinn och Banden derbäi, déi hei op Duerchzuch waren an dann hir Dote begaangen hunn. An do ass et ganz wichteg, dass mir als Lëtzebuerg weiderhin esou eng enk Kooperatioun mat Europol hunn. Europol ass nämlech eng vun de Méiglechkeeten, wéi mir iwwerhaapt d'Kriminalitéit kënnen andämmen, well mir als Lëtzebuerg si ganz kleng an all d'Gangstere si méi schnell iwwert d'Grenz, wéi heiansdo d'Police geruff ass. Deementspriechend ass et wichteg, dass mer eis Kooperatioun mat Europol weider ausbauen.

Dann nach zu dem Sozialen: Fir eis Piraten ass et immens wichteg, dass mer, ier d'Kriminalitéit entsteet, an dat Soziaalt investéieren. Dozou gehéiere fir eis och Streetworker. A mir sinn do der Meenung, dass mer sollten a Streetworker investéieren an net a privat Sécherheetsfirmen, déi fir eis am ëffentleche Raum guer näischt verluer hunn. Dat ass erëm reng, fir dobaussen ze soen: „Hei, mir maachen eppes." An dobäi ass et géint d'Gesetz, well am ëffentleche Raum dierf keng Sécherheetsfirma patrulléieren a scho guer net Rapporte schreiwen a wat net nach alles war. Mee ech mengen, an der Stad Lëtzebuerg gëtt dat jo elo erëm nei opgerullt an elo wäert erëm eng Sécherheetsfirma, leider, och do hire Wee goen.

Anstatt do hinzegoen an dat Geld a Sécherheetsfirmen ze investéieren, wat fir eis nach ëmmer net gesetzlech ofgedeckt ass – wat gutt ass, wat gutt ass, also mir wëllen op kee Fall, dass dat Gesetz geännert gëtt, mee et ass net gesetzlech ofgedeckt, et ass net erlaabt –, misst ee méi an dat Soziaalt a méi an d'Streetworker am Viraus investéieren, anstatt hinzegoen an déi Sécherheetsfirmen ... Bon, dat selwecht kéint ech elo a mengem Discours maache mat dem Reglement géint d'Heescherei, dat och deementspriechend zu näischt féiert.

Jo, d'Statistik kann engem och e bësse Suerge maachen, wann ee kuckt, wéi d'Statistiken elo mat de Kriminalitéitsfäll an d'Luucht gaange sinn. Déi vun der Cyberkriminalitéit, wéi virdrun erkläert, musse mer e bëssen erausshuelen aus de Statistiken, well déi och inflationär ... Mat ëmmer méi Social Media gëtt et méi einfach, un d'Leit ze kommen, fir ... Dir musst haut emol kengem méi uruffen, fir en unzeschmieren. Mee den eenzege Wee ass eeben herno iwwert d'Police, an deementspriechend kommen déi an eise Statistiken da vir.

Jo, de Minister – an dat muss ech och unerkennen – huet an de leschte Jore villes ëmgesat, fir neit Personal ze fannen an dann auszebilden. Jo, et komme keng 200 eraus, wann der 200 ufänken, mee dat läit nun emol op der Hand. Mee de Minister mécht awer

deementspriechend do, wat aktuell méiglech ass, an ech géif mech och freeën, wann e weider Jore géif derbäisetzen, wéi dat jo ugekënnegt war, fir op fënnef, sechs eropzegoen. Well wa mer den Netto herno rechnen, brauche mer vill méi Beamten. A wann d'Kriminalitéit deementspriechend steigt an den nächste Joren, musse mer och deementspriechend Beamten do hunn, nieft dem Material, den Aarbechtsbedéngungen, déi alleguerte musse verbessert ginn, fir dass d'Police och weiderhin attraktiv bleift.

Dofir e grousse Merci un eise ganze Policecorps a merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Här President, Dir Dammen an Hären, an de leschte Wochen hu mer dës Ëfteren iwwert d'Police an hir Aufgabe fir eis Gesellschaft an och iwwer hir Moyenen, hir Infrastrukturen an och hiert Personal geschwat. Mir hunn eng gréisser Debatt hei an der Chamber gehat iwwert den allgemengen Zoustand, awer och iwwert d'Defien. An haut schwätze mer dann iwwert d'Resultat vun deels der empfonnter Kriminalitéit, awer och vun deem, wat d'Aarbecht vum Polizist am Alldag ass, nämlech Tätegkeeten, Kriminalitéiten opzeklären, awer och festzestellen, an dat ass déi éischt Aufgab, déi si am Alldag maachen.

Ech wëll awer och direkt encadréieren, well haut goufen an deenen ënnerschiddlechen Interventioune ganz vill Aspekter ugeschwat, an ech ka mech awer och nëmmen op déi beschränken, déi a meng Ressorte falen. Éischtens, well ech och do d'Kompetenzen hunn, an zweetens, well dat just am Zesummenhang muss gekuckt ginn. Dat gëllt souwuel fir alles, wat de Jugendberäich ubelaangt. Ech mengen, dat gëtt separat oder souwisou a Kommissioune schonn diskutéiert mat deenen zwee Gesetzer, déi ënnerwee sinn, souwuel mam Här Meisch wéi och mat der Justizministesch, an dofir klammeren ech dat eraus, well d'Jugendschutz- an d'Jugendstrofgesetz si jo ënnerwee.

Da goufen och aner Punkten nach erwäänt, wéi d'Moyenen, déi mir der Police zur Verfügung stellen. Den Här Lamberty huet vun enger „Geschierkëscht" geschwat. An de leschte Méint a Joren hu mer och eng ganz Rei, eng Panoplie vun Elementer derzougefouert. Ech nennen d'Bodycams, iwwert déi mer jo déi lescht Diskussiounen an der Chamberskommissioun haten a wou mer jo och nach op den Avis vum Staatsrot waarden, fir do da weiderzeschwätzen.

Ech wëll dofir véier Punkten dann huelen. Éischtens d'Zuelen: Wéi interpretéiere mer d'Zuelen? Déi Transparenz oder Nettransparenz, déi hei deels ënnerstallt gëtt. Dann déi Moossnamen, déi d'Police hëlt, fir mat deene Statistiken ze schaffen an hirem Beräich. An dann natierlech zum Schluss wëll ech kuerz iwwert dat Rekrutement, awer och iwwert d'Aufgaben, déi d'Police am kommunale Beräich ausüübt, schwätzen.

Ech wëll direkt kategoresch soen, dass weeder de Policeminister nach eng Justizministesch d'Kompetenzen derfir huet an och vun Haus aus eng Statistik wëllt influencéieren a soen, wat muss no bausse kommunizéiert ginn oder wat net. An ech kommen herno nach eng Kéier op déi Moyenen zréck, déi mer de Moment zur Verfügung hunn, fir d'Statistik ze interpretéieren. Well dat eng vun de Froe war, kommen ech gären drop zréck. Ech weisen dat schäerfstens zréck, dass de Policeminister géif zu der Police soen: „Dat gëtt publizéiert an dat doten net!"

Direkt am Ufank wëll ech awer och näischt klengrieden, wat d'Statistiken ubelaangt, wat d'Zounam vu verschiddene Kategorië vu Strofdoten hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, an ech kommen och dorobber gläich ze schwätzen.

Och all Pressekonferenz vun engem Polizist ass net säi Rôle. Si huelen d'Tatbestänn op, fir der Justiz Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir Opklärung respektiv Verurteelunge kënnen ze maachen. Et ass weeder un der Police, statistesch Wäerter vu Kriminalakten ze beschreiwen, nach ze urteelen, well dat ass de Prinzipp vum Rechtsstaat.

Mir sinn do fir festzestellen, „Pretekëll" opzestellen an déi de Justizautoritéiten zur Verfügung ze stellen. Just, fir dat direkt am Ufank awer kloerzemaachen.

Jo, mir hunn eng iwwerproportional Zounam vu verschiddene Statistiken ze verzeechnen, awer besonnesch an Eegentumsdelikter an net onbedéngt a Gewaltdelikter. Mee all Gewalt, déi am Alldag ausgeüübt gëtt, géint wien och ëmmer, ass eng Gewaltdot ze vill. An dofir wëll ech och direkt hei am Ufank betounen, dass allkéiers, wann een Opfer vun esou enger Gewaltdot ass, et eent ze vill ass. Ech hunn dat och an der Kommissioun esou gesot, well et war déi éischt Kéier, wou mir an der Kommissioun d'Statistik méi no erkläert hunn, wou och d'Poliziste Ried an Äntwert stoungen. Déi Transparenz wollte mer jo grad am Virfeld vun dëser Debatt, dofir si mer an d'Chamberskommissioun komm, wat u sech net Traditioun war an deene leschte Joren, wat sécherlech och an nächster Zukunft ëmmer sollt gemaach ginn, well vis-à-vis vun de Bierger wéi vis-à-vis och vun der Chamber déi Transparenz gewollt ass. An dofir hate mer jo och am Virfeld déi Pressekonferenz, déi alljärlech stattfënnt, fir doriwwer ze schwätzen.

An an der Duerstellung vun deenen Zuelen hu mer de Verglach e bësse gemaach, wat jo och de Phenomeen am Ausland beschreift, well no deene ganze Coronarestriktioune sinn d'Doten, d'Gewaltakten – och déi kleng Delikter –, och an Däitschland oder a Frankräich oder an der Belsch massiv an d'Luucht gaangen. Dat ass keng Entschëllegung, beileiwen net. Et erkläert awer, dass Lëtzebuerg net eng Insel ass an dass mer, do sti mer hei alleguer oppen derzou, fir oppe Grenze sinn. An dofir ass et wichteg, dass mir dat och ëmmer weider wäerten esou hunn.

Wat ganz entscheedend och an där Zounam vu 25 % ass, dat ass effektiv de Vol simple, deen ee muss am Detail kucken. Firwat ass dat esou? An dat stelle jo och d'Nopeschlänner fest, dass duerch déi ganz Veronsécherung, déi an der Gesellschaft ass, duerch d'Inflatioun, duerch d'Präissteigerung, jo, déi kleng Delikter – dat einfacht Klauen, géif ech elo mol soen – extreem zougeholl hunn. A mir mierken et leider un den Tankstellen. Dat muss een awer esou soen. 44 % vun all de Vols simples, wéi se definéiert ginn, sinn op der Tankstell, wou d'lescht Joer eng Zounam war, ech mengen – wann ech se richteg am Kapp hunn, ech hat mer se net opgeschriwwen – vun 2.400 oder 2.500 méi, déi net bezuelt hunn an einfach fortgefuer sinn.

Dat ass e Phenomeen, e gesellschaftleche Phenomeen, deen awer net onbedéngt mat Gewaltakte vis-à-vis vun Eenzelpersounen ze dinn huet, mee et ass och beonrouegend, an dofir ass et eng Zuel, déi mer mussen am A behalen. An do gëtt et eng Rei Preventiounselementer vun den Tankstellewächter, fir deem kënnen entgéintzegoen, mee ech mengen, dat féiert ze wäit an dëser Debatt. Mee zumindest d'Preventioun ass net eleng eng Aufgab vun der Police, mee iwwerhaapt eng Aufgab vu jidderengem an der Gesellschaft, deen domat ze dinn huet.

Une voix | Et sinn ze vill Geschäfter, wou Zigarette verkaf ginn.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Dat wollt ech elo net domadder soen.

Da muss een trotzdeem differenzéieren. An ech hu jo scho gesot: All Gewalt vis-à-vis vun enger Persoun ass eng ze vill! Et muss een awer och soen, dass d'Dote mat der Waff oder mat engem Géigestand gottseidank awer e bëssen ofgeholl hunn. Dat relativéiert. Dat kënnt Dir op de Slidë 16 a 17 – ech hunn déi dohanne leien – all kucken. An dofir hu mer dat och esou duergestallt.

Déi Zuele si par rapport zu der Affär ze kucken. Eng Affär – wéi virdrun och vun engem hei beschriwwen –, huet méi Delikter, an déi Delikter pro Affär hunn och zougeholl. Dat heescht, mir sinn och méi sensibel an dem Opschreiwe par rapport zu den Tätegkeeten, déi passéiert sinn, fir der Justiz d'Méiglechkeet ze ginn, méi differenzéiert do kënnen hir Strofmoossen herno ze bestëmmen an och Gerechtegkeet ze bréngen.

Wat d'Ausländer ubelaangt an engem Land, wou mer d'office 50 % Ausländer wunnen hunn, déi Matbierger vun eis sinn: Wann ech déi lescht Statistik elo am Kapp hu vun den Aarbechtsplazen, mengen ech, da leie mer bei 25 %, déi Lëtzebuerger sinn, déi hei zu Lëtzebuerg beschäftegt sinn, a 75 % sinn entweeder auslännesch Awunner oder déi, déi iwwert d'Grenzen heihinner schaffe kommen, well se an eisem Wirtschaftssystem gebraucht ginn. An dofir ass et natierlech relevant, wann een d'Statistik dann am Detail kuckt, dass eeben och méi Auslänner souwuel Affer wéi awer och Täter kënnen an deem Beräich sinn. Souwäit zum éischte Punkt vun den Zuelen.

Zweete Punkt, dat ass déi sougenannten „Transparenz". Transparenz an Offenheet, d'Kommunikatioun vun all deene Faiten. Jo, ech hunn an enge séllege Question-parlementairen dat beschriwwen, wéi et ass. Ganz kloer, mir sinn do net esou gutt opgestallt, an dat hunn ech och intern esou diskutéiert. Eis polizeilech Statistik baséiert op engem Programm, dee scho laang am Gebrauch ass. Ech kommen och gläich dorobber zréck, wat do reforméiert gëtt a wat och amgaangen ass, besser ze ginn. An an deene Statistike ginn d'„Pretekëll" ageschriwwen; dat ass dat, wat e Polizist am Alldag mécht, e mécht seng Statistik baséierend op deem, wat de Code pénal eis virgëtt. Doropshi mécht dann de Polizist déi Protokoller, gëtt se weider un d'Justizautoritéiten, well si sinn déi, déi dono musse kommunizéieren, an et ass net um Polizist fir ze interpretéieren, well da si mer wäit ewech vum Rechtsstaat!

Et gëtt och e Beispill: En Déifstall. En Déifstall, bei deem eng Waff gebraucht gëtt, do gëtt an eisem System haut nach net differenzéiert – dat kann een dann diskutéieren an enger spéiderer Definitioun, wat ee wëllt festhalen –, wat fir eng Waff et ass, ob et e Messer, en Tournevis oder och vläicht eng ofgebrache Fläsch ass. Dat heescht, mir sinn do gefuerdert, méi Moderniséierung eranzebréngen.

An ech hunn, oder mäi Ministère huet d'lescht Joer e Komparativ gemaach tëschent de Statistike vun Däitschland a Frankräich, verglach mat eisen. Jo, wat ënnerscheet dann eis Statistik vis-à-vis vun deenen aneren? Wéi kënne mir déi Transparenz gewären? Wéi kënne mer jiddwerengem dat oppeleeën? Well et geet nëmmen iwwert d'Oppeleeung vun all de Faiten, fir

éischtens eng korrekt a gutt Aarbecht vun der Police ze hunn, an zweetens awer méi Bekämpfung vun der effektiver Kriminalitéit an net vun der gefillter. Ech kommen herno och nach op déi gefillte Sécherheet ze schwätzen.

Dat Ëmwandele vun der jëtzeger op eng besser, méi fundéiert Statistik, dat hëlt awer Zäit an Usproch, a mir hunn elo och do zesumme Schrëtt ageleet. Dat ass de sougenannte „POLIS-Programm". POLIS ass d'Resultat vun deem neie Fichier, deen hoffentlech elo fir d'zweet vum Staatsrot aviséiert gëtt, fir dass mer deen endlech en vigueur kënne setzen, zesumme mam JUCHA, wou mer jo déi ganz Diskussiounen hu vun deem Lien tëschent der Police an den Decisiounen, déi an der Justiz getraff ginn, fir dass herno och e Feedback erëmkënnt, wat dann d'Verurteelung ass. Mir erhoffen eis doduerch, dat da besser a méi transparent kënnen duerzestellen, ouni dass mer haut awer doru fréckelen an de Minister géif soen: „Hei, dat doten däerft der net publizéieren!" Dat ass ausserhalb vu menger Kompetenz an ech géif mer och ni wëllen erlaben, dat ze maachen.

Dann zu der Analys vun den Date selwer, déi mer hunn. Wat sinn eis Limitten a wat sinn net eis Limitten? Mir schreiwen an eise „Pretekëll" u sech d'Affären ...

(Interruption)

„Pretekëll" hunn ech geléiert vun der Police. Si soen all „Pretekëll". Dat ass esou eng Traditioun, an ech hunn dat ugeholl.

(Interruption)

Also, ech ginn elo net an den Detail, mee ech hunn dat awer esou geléiert, an ech wëll dat awer entspriechend och esou weiderginn, wéi ech et geléiert hunn an deenen dräi an engem hallwe Joer, wou ech mat der Police schaffen.

(Brouhaha)

Dir wollt mech net ënnerbriechen.

Une voix | Jo, ëm Gottes wëllen net!

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Ëm Gottes wëllen!

Nach eng Kéier zu dem Opschreiwe vun deenen Affären, déi dobausse sinn, den Delikter. Mir schreiwen u sech just an deen Dossier d'Beschëllegungen an. An d'Lëtzebuerger Strofgesetzbuch gesäit dat och esou vir a mécht keng soziologesch Facteuren dran doriwwer, wéi eng Leit et sinn, Täterbericht an esou weider an esou fort.

Mir hu Strofdoten. De Polizist huet eng Lëscht mat enger Abberzuel vu Strofdoten, déi am Gesetzbuch festgehale sinn, an déi ginn och niddergeschriwwen, well et ass doropshin, wou d'Justiz hiert Urteel herno hëlt. Also sinn dat och nëmmen déi Donnéeën, déi faktuell fir de Polizist wichteg sinn, déi kënnen dann herno weiderverschafft ginn. Mee d'Täteraarbecht an d'Preventioun sinn dofir immens wichteg. Mir hate viru Kuerzem – oder besser gesot, de „Mega" –, e ganze Moien, wou et ëm haislech Gewalt gaangen ass. Dat war den 29. Mäerz, do hu mer iwwert d'haislech Gewalt diskutéiert an do ass et ganz vill iwwert d'Täteraarbecht gaange wéi och iwwert d'Afferaarbecht. Well wa mir d'Täteraarbecht wichteg huelen a richteg uwenden, da bedeit dat awer och, dass mer herno vläicht manner Affer hunn.

Dofir musse mer eis mat där Täterausenanersetzung – wéi och ëmmer mir eis déi uneegnen! – an eisem soziologeschen Ëmfeld méi beschäftegen, fir do méi punktuell kënnen drop anzegoen. Mee eist Strofgesetzbuch gëtt et u sech an deem Sënn net hier, fir déi Aarbecht ze maachen. Et ass awer eng Aarbecht am Alldag vun der Polizei, vun eise Polizistinnen an eise Polizisten. Vläicht erfreelech, just eng Klammer: Vun deenen 176 Polizistinnen a Polizisten, déi mer leschte Freide konnte vereedegen, si 25 % Fraen. Dat heescht, et ass e Beruff, dee souwuel fir d'Frae wéi och fir d'Männer attraktiv ass an awer och e Spigelbild vun eiser Gesellschaft duerstellt.

Fir effikass d'Kriminalitéit ze bekämpfen, stellt d'Police – an dat ass den drëtten Deel, op deen ech wollt kuerz agoen – sech och besser an, fir deem méi Rechnung ze droen. Mir brauchen nach Moyenen technescher Aart – ech hunn Iech virdru gesot, dass de POLIS eng grouss Errungenschaft an deem Sënn wäert ginn –, fir déi Aarbecht och direkt um Terrain besser kënnen ze maachen.

Mir si jo och ganz reaktiv. Ech mengen, et hat och ee vun den Intervenanten dat gesot: Wéi mer d'lescht Joer an der Stad eng Rei vu Kettendéifställ haten, hu se ganz aktiv an deem Beräich vun dem Täter geschafft, fir Opklärung ze kréien. An déi si jo och gottseidank all festgeholl ginn an de fait huet sech gottseidank fir eis alles berouegt, soudass déi Profillbeschreiwung am Alldag e ganz wichtegen Effekt op d'Aarbechtsmethod vun der Police huet.

Dat gesitt Der och an deem Deel vun der Statistik, déi mer jo presentéiert hunn, wou et ëm d'Bekämpfung vun der Drogekriminalitéit geet. Et ass gesot ginn: Mir beschäftegen ons net méi mat dem, ech soen elo mol, ganz klengen „end of pipe", deem Leschten an der Rei, dem Dealer, deen och vläicht nach eng an den Eck fëmme geet. Nee, et geet dréms, déi Leit virdrun ze bekämpfen. An do weist et sech jo, dat ass eng ganz aktiv, täterorientéiert Policeaarbecht, fir déi ze interpelléieren, déi u sech de Misär mat sech bréngen. An do ass och aktiv geschafft ginn. An do ass jo och d'Resultat, dass eng ganz Rei vu Festnamen – ëm 30 % innerhalb vun engem Joer – konnte gemaach ginn.

Dat ass och déi Aarbecht, déi mer um internationale Plang maachen. Mir kënnen dat net eleng hei zu Lëtzebuerg bekämpfen. Dofir ass déi international Zesummenaarbecht ganz wichteg. An och do hu mer jo eng ganz Rei vu Resultater bruecht, souwuel mat der Belsch wéi mat den Holländer wéi och mat de Fransousen, direkt konkreet Aktiounen, déi laang am Virfeld preparéiert ginn. An do ass och eng Zesummenaarbecht mat Europol.

Iwwregens, Dir wësst, dass mer ab dem Januar zwee nei Beamte bei Europol sëtzen hunn. Dat heescht, mir hunn opgestockt vun eent op dräi, fir déi Zesummenaarbecht besser ze koordinéieren, well, wéi gesot, mir si keng Insel an – besonnesch, wat déi héich Kriminalitéit ubelaangt – déi organiséiert Kriminalitéit, déi kréie mer net eleng hei bekämpft.

An da kommen ech bei d'Cyberkriminalitéit, déi elo eng Villfalt vu Formen ugeholl huet. Dir sidd all schonn, ech wëll net soen Opfer ginn, zumindest awer vun enger Tentative, dass Der eppes geschéckt kritt hutt, dass Der opgefuerdert gi sidd, direkt eppes ze iwwerweisen, oder wou e Misär erzielt gëtt, besonnesch bei eelere Leit, fir se emotional ze huelen, fir dass se déi néideg Donnéeën zur Verfügung stellen. Vu dass déi awer oft am Ausland täteg sinn, ass et ganz schwiereg fir d'Police, wann et bis geschitt ass – an et geet oft ëm Geld –, fir do derhannert ze kommen an d'Geld zréckzekréien.

Dofir musse mer ewechkomme vun der Täterbeaarbechtung, éischter op d'Opferroll zou. An dat ass déi Preventioun, déi hei schonn e puermol ugeschwat ginn ass. An ech mengen, an där Presentatioun, déi mer souwuel an der Chamberskommissioun gemaach hu wéi och bei der Press, ass d'Police sech däers bewosst a si huet och déi eenzel Beräicher opgezielt, an deene mer mussen täteg ginn a wéi mer eis och besser Moyene musse ginn, fir ganz aktiv a proaktiv dergéint unzegoen. An dofir sinn eng ganz Rei Preventiounsmoossname virgesinn. An et sinn der och eng ganz Rei opgezielt ginn, bon, ech zielen der och nach eng Kéier e puer op: Dat ass d'Kommunikatioun, dat ass d'Méisproochegkeet, déi musse mer an de Vierdergrond stellen. Mir mussen déi erreechen, déi wierklech am vulnerabelste sinn. Dat sinn oft eeler Persounen. An do wäerten och nach Campagnë gestart ginn. A mir mussen déi néideg Zesummenaarbecht mat aneren – BEE SECURE, d'Senioresécherheetsberoder, an, an, an – hunn.

Ech kommen dann zum Schluss, net ouni awer nach eng Kéier op de groussen Defi anzegoen, dee mer déi lescht puer Joer haten an deen nach ëmmer net ofgeschloss ass: Dat ass d'Rekrutement. An ech héieren, an dat duerch d'Parteien alleguerten: „Mir mussen dat Rekrutement nach weiderféieren!"

Also, mir hunn eis Hausaufgab, mengen ech, an deem Beräich erfëllt. Mir hunn elo dräimol hannertenee bal 200 Leit rekrutéiert. Déi éischte Kéier 200, dovunner hunn der 176 den Exame gepackt, an ab haut gi se an d'Land verdeelt, do, wou se gebraucht ginn. Well et sinn awer nach eng Rei vu Lächer, wéi mer dat am Jargon vun der Police soen, opzestoppen, well d'Retraite oder d'Pensioun och e wichtegen Aspekt vu jiddwer Mënsch ass. An haut oder déi nächst Zäit ginn der nach eng Rei an d'Pensioun, an dofir ass et esou wichteg, dass mer weiderfueren an deem Rekrutement, well mer hu gesot: „600 Poliziste brauche mer!" An déi 600 Poliziste sollen, souwuel wéi de Gefaangenentransport, ... well dat war Bestanddeel vun dem Accord tëschent de Gewerkschaften a mengem Virgänger, dem Minister Bausch, an dem Fonction-publiques-Minister Hansen, fir ze soen: Mir brauche 600 Netto-Pluszounam. Dat heescht, mir mussen, deemno wéi, och iwwert e fënneft an e sechst, wann net nach e siwent Rekrutementsjoer schwätzen. E véiert d'nächst Joer, wou den 1. Mee 2024 déi nächst wäerten ufänken, ass schonn accordéiert. Et sinn u sech genuch Plazen an der Police reservéiert fir am Hierscht – well am Hierscht ass d'Campagne, fir déi véiert Well unzefänken. An dat ass eng Conditio sine qua non, well soss kënne mir déi Presenz um Terrain an déi Preventioun net ausféieren, a ville Beräicher net, wou d'Police ganz grouss Defien nach huet.

Dofir ass et esou wichteg, dass eis dat alleguerte bewosst ass, och fir déi nächst Regierung, an dofir sinn ech amgaangen, mat der Police eng Rei vu Statistiken auszeweisen. Awer och Preventioun, en Defi 2030, eng Visioun 2030: Wou brauche mer Verstäerkung an der Police? Wat sinn déi Domäner? Wéi eng Moyene musse mer eis zur Verfügung stellen, fir dass mer déi Aufgabe fir d'Sécurité intérieure kënnen ausüben?

Ech wëll net de Pro a Kontra vun enger lokaler Police elo hei diskutéieren. Et sinn eng ganz Rei Moyene scho gesot ginn. Ech weess just: Kuckt Iech och selwer d'Gesetz vun 2018 un, wéi vill Mol de Buergermeeschter selwer an deem Gesetz ernimmt gouf, fir eng ganz Rei vu Saache kënnen ze ënnerhuelen, sief et, e Securitéitsberäich ze definéieren, sief et ze intervenéieren, wann an engem Stot méi lass ass, fir et esou ze definéieren.

Eppes, mengen ech, wat awer feelt, dat ass nach ëmmer dat Personal. A wann et dréms geet, fir Decisiounen ze treffen, ass den Artikel 5 main Haaptargument: Dat geet just iwwer eng Geforenzoulag, wou ech kann der Police d'Recht erdeelen, duerch en Arrêté, fir Identitéitskontrollen duerchzeféieren. An dofir muss awer eng ganz konkreet Gefor virleien. Do muss

en Danger grave, concret et imminent virleien. An op Basis vun deem kann de Polizist mir e Rapport ginn, fir deem kënne Rechnung ze droen.

Wa mer doriwwer eraus wëlle goen, da muss definéiert ginn: Wat sinn dann déi Aufgaben? Wien huet dann d'Decisiounskraaft iwwer eng Police? Wéi eng Beräicher mussen ofgedeckt ginn, déi d'Police soll am Alldag ausüben (veuillez lire: Wéi eng Beräicher mussen am Alldag vun der Police ofgedeckt ginn)? Fir mech war hei nach ëmmer e Rechtsstaat, esou wéi mir e kennegeléiert hunn. An d'Verfassung, déi elo deemnächst verdeelt gëtt – ech hat se elo gëschter bei mir an der Boîte –, déi nei Verfassung, do steet ënner anerem iwwert den Ordre public, wat d'Grenze sinn. An dem éischte Kapitel geet et iwwert d'Libertés individuelles a wéi wichteg se an eisem Rechtsstaat sinn. A wa mer déi wëllen anescht interpretéieren, da musse mer och dat entspriechend Gesetz hei an der Chamber – a breeder Majoritéit beschtefalls – kënne maachen.

An dofir ass ëmmer d'Aufgab vum Polizist d'sensibel Handhabung am Alldag, well och do ënnerscheet sech munches par rapport zu Däitschland. Dir hutt jo déi Debatten zu Berlin gehat, wou och an der Statistik am Ufank no Sylvester ganz héich Zuele genannt gi sinn, déi do matinvolvéiert waren. Et ass och vill vun Auslänner geschwat ginn. Herno huet et sech relativéiert an et ass op eng ganz reduzéiert Zuel vu Leit zréckgeschrauft ginn.

Wat awer an Däitschland net ass, wat mir awer hunn, dat ass eng onofhängeg Kontrollinstanz, d'IGP, d'Inspection générale de la police. Dat heescht, e Polizist muss a sengem Alldag, a sengem Funktionéieren, ëmmer an der Necessitéit, an der Proportionalitéit vis-à-vis vun deem sinn, wat d'Gesetz him virschreift, nämlech der Preventioun, der Proaktivitéit, an dem dissuasiven an dem repressive Funktionéieren. An dofir ass deen Equiliber, dee mir do an dat Gesetz geschriwwen hunn, mengen ech, ganz gutt.

Natierlech kënne mer driwwer diskutéieren, wéi wäit mer eenzel Elementer nach kënne verschäerfen, awer dee Kader, dee mer do ginn hunn, ass ganz gutt, ganz wichteg. Et ass net vu mir, et ass wuel vun dëser Koalitioun niddergeschriwwe ginn, an dat ass nach net allze laang hier. A mir sollen deem Gesetz wierklech eng Chance ginn, dat wierklech am Alldag ëmzesetzen. An dat ass dat, wat säit der Reform vun der Police a vun der Gendarmerie, säit iwwer 23 Joer, gemaach gëtt, an dat ass och gutt esou.

Dofir, ech soe Merci fir d'Nolauschteren a wënschen Iech e schéinen Owend.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kox. Parole après ministre fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR), interpellateur | Merci, Här President. Ech probéiere mech kuerzzefaassen. Villmools merci dem Minister fir alleguerten déi Ausféierungen.

Ech wëll eng Kéier drop agoen: Dir hutt vum Rôle vun der Police geschwat, och wat déi Statistiken ugeet. An ech wëll Iech awer soen: Ech weess net, wéi Dir et verstanen hutt, mee et ass e bëssen esou eriwwerkomm, wéi wann d'Police näischt soll weider kucken oder Analyse maachen, dass se e bëssen esou eng Hëllefsstruktur ass fir d'Justiz, déi dat da soll maachen. An ech wëll awer soen, dass ech mengen, dass et awer wichteg ass, dass d'Police hir eegen Analyse ka maachen an hir eegen Interpretatioune ka maachen, esou wéi dat och am Ausland gemaach gëtt. A wat och muss sinn: dass se hir eege Pressekonferenze ka maachen, fir iwwer e Fall ze informéieren. Och d'Justiz soll dat maachen – bon, d'Justizministesch ass elo haut net hei –, dat hunn ech scho gesot, well ech mengen, och déi si bei deene Saachen, wann et ëm Statistiken an esou weider geet, natierlech gefrot.

Dir hutt och geschwat vun de Statistiken, déi mer hunn: Déi sinn net ganz gutt, déi si schlecht. Déi sollen elo besser ginn. Dir hutt Iech och informéiert am Ausland. Ech mengen, dat war och dat, wat mir wollten, mat all deene Froen, déi mer gestallt hunn. Mir hoffen also, dass mer an Zukunft besser Statistike kréien, well Dir hutt och selwer gesot, dass besser Statistiken och hëllefen, méi preventiv a besser ze schaffen.

An dat lescht, wat ech wollt soen: Dir hutt och vun der Transparenz geschwat. An dat ass awer eppes ... Also, wann ech vun Transparenz geschwat hunn, da bezitt sech dat haaptsächlech op dat, wat vun der Police Dag fir Dag no bausse kommunizéiert gëtt. An do hat ech Iech d'Beispill gesot, wou an zwee Méint 42 Iwwerfäll waren hei an der Gemeng Lëtzebuerg, an dovu sinn der 12 no bausse gi ginn un d'Press, an déi huet dat dunn un d'Leit weiderginn, an déi aner 30 net. A mäi Problem bei der ganzer Saach ass, dass dann d'Leit e bëssen esou dat Gefill hunn, well se jo nëmmen hallef wëssen, wat leeft: „Jo, et ware jo 12 Iwwerfäll" – wa se dat dann zielen –, „dat geet jo awer nach fir d'Stad." A Wierklechkeet waren et der awer 42! An do géif ech et am Fong gutt fannen, wann ee géif higoen an einfach déi total Transparenz géif spille loossen. Dat ass jo just eng Zeil fir ze soen: Hei, do war en Iwwerfall am Park, do war en Iwwerfall ech weess net wou. An dann huet een déi ganz Statistik. Dann ass een transparent an da wëssen d'Leit och dobaussen, wou se dru sinn an et ass am Fong näischt Schlëmmes dobäi geschitt.

M. Fernand Etgen, Président | D'Wuert geet zréck un den Här Kox.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Vläicht ganz kuerz: Ech ka mech net erënneren, dass d'Police dat net hätt solle gemaach hunn. Dat kann ech awer nofroen. Awer ech ginn net dervun aus, dass se nëmmen d'Hallschent publizéieren. Ech sot et: Eis Statistik gëtt dat net hier, wat mer haut alles vläicht wëllen analyséieren. D'Statistik ass déi, déi mer hunn, an déi huet sech baséiert op en alen informatesche Programm, deen dat net hiergëtt, fir déi Analys esou deklinéiert ze maachen, wéi mer se vläicht an Zukunft wëlle gebrauchen.

Dat, wat mer hunn, baséiert op engem Strofrechtsbuch, an do gëtt et Delikter, an déi si festgeschriwwen, an do ginn net Verknüpfunge gemaach, wéi mer dat vläicht an deem Sënn kënne spéiderhin emol eng Kéier gebrauchen. An dofir ass dat jo d'Aufgab elo am POLIS-Programm. Iwwregens, fir dee ganzen digitale Beräich 37 Milliounen, déi Fro. Et ass och eng Ausschreiwung gemaach gi fir digital Laptoppen an Handyen, fir se de Beamten zur Verfügung ze stellen. Mir sollten awer net de Moyen ersetzen, ouni dass en och optimal kann agesat ginn.

Dofir hänken déi Fakten zesumme mat deem statistesche Material, dat mer haut hunn, dat vläicht net ugepasst ass un déi zäitlech Analys, déi mer vläicht brauchen, an dofir gëtt dorunner geschafft. Dofir waren déi Analysen, déi mir gemaach hunn d'lescht Joer. An dofir wäert och en Aarbechtsgrupp an deem Sënn dru schaffen, fir dat ze verbesseren. An dat ass net haut, mee dat war scho gëschter en Theema bei eis an der Police, fir deem Rechnung ze droen!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Policeminister.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 16. a 17. Mee virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.29 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages	7018	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	82
Certificat de vaccination Covid-19	7320	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	83
Prospection économique depuis 2020	7344	Dan Biancalana	83
Ligne de bus 136 de Consthum vers Ettelbruck	7535	André Bauler	84
Liaison ferroviaire entre Ettelbruck et Diekirch	7556	Jeff Engelen	85
Russophobie	7577	Fernand Kartheiser	85
Pollution de la Syre par les buffles d'eau	7591	Gusty Graas	85
Solution diplomatique à la guerre en Ukraine	7593	Fernand Kartheiser	86
Projet « Schlasskéier » à Wiltz	7594	André Bauler, Carole Hartmann	86
Accès au téléphone mobile par les agents de la police	7595	Fred Keup, Fernand Kartheiser	86
Sceau officiel de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire	7596	Jeff Engelen	87
Décisions du Centre médico-sportif	7598	Sven Clement	87
Accessibilité des gares	7599	Marc Goergen	87
Nouveau service de messagerie instantanée « Luxchat »	7600	Diane Adehm	88
Âge légal de départ à la retraite	7601	Sven Clement	89
Systèmes de surveillance des conducteurs	7602	Fernand Kartheiser	89
Congé sans traitement	7603	Marc Goergen	90
Utilisation de treillage métallique par les services de l'État	7604	Marc Goergen	90
Avenir de l'industrie au Luxembourg	7605	Fernand Kartheiser	91
Âge légal de départ à la retraite	7606	Marc Spautz	91
Tarifs de location de salle dans le cadre de la campagne électorale	7607	Jeff Engelen	92
Temps de conduite et de repos des chauffeurs de bus	7608	Jeff Engelen	92
Helpline du service mobilitéit.lu	7609	Marc Goergen	92
Violence conjugale	7610	Fernand Kartheiser	93
Augmentation de la propension à la violence au Luxembourg	7611	Laurent Mosar, Léon Gloden	93
Mise en place d'un observatoire transfrontalier du logement	7612	Mars Di Bartolomeo	93
Résidence dans les régions frontalières	7613	Mars Di Bartolomeo	93
Heures supplémentaires du personnel soignant	7614	Jeff Engelen	94
Nouvelle ligne à haute tension à Junglinster	7615	Léon Gloden, Max Hengel, Octavie Modert	94
Subvention pour les granulés de bois	7616	Fernand Kartheiser	94
Sabotage du gazoduc Nord Stream	7617	Fernand Kartheiser	95
Refus de l'accès au Registre des bénéficiaires effectifs	7618	Sven Clement	95
Vente immobilière en viager	7619	Mars Di Bartolomeo	95
Commerce avec l'Iran	7620	Sven Clement	96
Activités de l'Inspection du travail et des mines	7621	André Bauler, Carole Hartmann	96
Décentralisation vers le Centre administratif Nordstad	7622	Jean-Paul Schaaf	97
Contournement des sanctions contre la Russie	7623	Marc Spautz, Laurent Mosar	97
Emprunts souverains durables	7624	Cécile Hemmen	97
Pauvreté des personnes âgées	7625	Marc Goergen	98
Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg	8234 urgente	Laurent Mosar, Léon Gloden	99

Mesures sociales pour aider les personnes physiques et les ménages | Question **7018** (18/10/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'État luxembourgeois dispose d'un réseau considérable de mesures sociales ciblées, de subsides, de subventions, d'aides, de primes pour aider les personnes physiques et les ménages. Ces aides sont précieuses, surtout en temps de crise. Il est évident que pour être efficace, ce soutien doit effectivement atteindre les ayants droit.

Or, certaines de ces aides semblent ne pas être connues ni sollicitées ou encore accordées pour des raisons diverses.

– Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale quelles sont les aides respectivement subventions, primes, subsides destinés aux personnes physiques et aux ménages, qui tombent sous ses responsabilités.

– Quel a été le nombre de bénéficiaires et le coût budgétaire estimés lors de la création de ces mesures ?

– Combien d'ayants droit bénéficient effectivement de ces aides et quel en est le coût budgétaire réel ?

– Combien de demandes ont été refusées et quelles en sont les raisons principales ?

– Quelles sont les initiatives des services responsables pour assurer qu'un droit théorique devienne un droit réel aux mesures précitées ?

– Quelles initiatives ont été prises par le passé pour mieux faire connaître les mesures ? Quelles initiatives sont prévues à l'avenir ?

Réponse (05/04/2023) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

En matière de sécurité sociale, les prestations auxquelles les personnes protégées ont droit, sont définies dans le Code de la sécurité sociale (CSS) respectivement dans des lois qui prévoient des prestations ou une prise en charge spécifique. Le CSS détermine également le cadre pour la prise en charge lorsque celle-ci est déterminée soit par règlement grand-ducal soit par les statuts des institutions de sécurité sociale.

En principe toute personne protégée bénéficie à un moment de sa vie des prestations de sécurité sociale, d'une consultation auprès d'un médecin jusqu'à sa pension.

Vu la complétude des prestations de la sécurité sociale luxembourgeoise, il n'est pas possible de lister dans la réponse toutes les prestations auxquelles les personnes protégées ont ou peuvent avoir droit.

De plus, outre la quantité importante des prestations, notamment en ce qui concerne l'assurance maladie, c'est la situation ou le déclenchement d'un risque qui ouvre droit à des prestations. Ainsi il est renvoyé tant aux sites Internet des différentes institutions de sécurité sociale qu'au portail Guichet.lu.

En ce qui concerne l'accès aux prestations, il est primordial que les personnes protégées soient adéquatement informées sur leurs droits, sans toutefois submerger le public cible avec trop d'informations. Ainsi, des actions ciblées sont organisées, comme par exemple en matière de pension avec la campagne de sensibilisation sur les options pour compléter sa carrière d'assurance pension : https://mss.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniques%2B2020%2B02-fevrier%2B26-brochure-pension.html.

En dehors des procédures simplifiées et de campagnes de sensibilisation respectivement les informations et brochures disponibles, il est important de faciliter l'accès aux prestations.

Ainsi, certaines procédures simplifiées existent, comme par exemple l'affiliation de personnes employées par un ménage privé qui est en outre disponible sur le portail MyGuichet.lu. La personne qui, dans un cadre privé, engage une personne pour l'aider dans le ménage ou garder un enfant, peut utiliser

la procédure administrative simplifiée instaurée auprès du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) pour déclarer le personnel à la sécurité sociale.

Une procédure simplifiée existe pareillement dans l'assurance dépendance pour l'aidant d'une personne bénéficiaire.

Pour les prestations qui font l'objet d'un remboursement, l'avance des frais médicaux notamment, peuvent constituer un frein important pour les ménages avec des revenus plus faibles. Pour faciliter l'accès aux prestations, le mécanisme du paiement immédiat direct est important pour garantir que la personne protégée puisse avoir recours à des soins de qualité sans avoir à avancer les coûts y afférents. Ce système devra être opérationnel courant 2023 et sera déployé en étapes.

Finalement, pour ce qui est du nombre de bénéficiaires et des montants versés, le rapport général de la sécurité sociale comporte toutes les informations y relatives réparties suivant les régimes de sécurité sociale : https://igss.gouvernement.lu/fr/publications/rg/2022.html.

Certificat de vaccination Covid-19 | Question **7320** (05/12/2022) de **M. Fernand Kartheiser** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der offizieller Deklaratioun vum leschte G20-Sommet an Indonesien heescht et am Punkt 23: „[...] Wir erkennen die Bedeutung gemeinsamer technischer Standards und Methoden der Bestätigung im Sinne der IGV (200 %) zur Erleichterung des nahtlosen internationalen Reisens, der Interoperabilität und der Anerkennung digitaler und nicht digitaler Lösungen an, unter anderem in Bezug auf Impfnachweise. [...] dabei sollten die erfolgreichen bestehenden Standards und digitalen Covid-19-Impfzertifikate gewinnbringend und als Grundlage genutzt werden.“

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt fir international Reesen en digitale Covid-19-Impfzertifikat soll néideg sinn?

2. Wéi verdréit sech déi Conclusioun vun de G20 mat dem Prinzipp vum fräie Persouneverkéier an der Europäescher Unioun?

3. Wéi verdréit sech déi Conclusioun mat de Rechter vun den net geimpfte Persounen, ëmsou méi well elo bekannt ass, datt d'Impfung d'Weidergi vum Virus un aner Persounen net verhënnert?

Réponse (23/12/2022) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Lëtzebuerg ass net Member vum G20 an d'Regierung kann deemno d'Deklaratioun vu Bali net am Detail kommentéieren. D'Regierung weist allerdéngs drop hin, dass d'Deklaratioun zu kengem Ament virschléit, dass fir international Reesen en digitale Covid-19-Impfzertifikat sollt néideg sinn.

Zënter dem Ufank vun der Pandemie huet d'Lëtzebuerger Regierung argumentéiert, dass d'Persounefräizügegkeet e Grondrecht an der EU ass, an Aschränkungen nëmmen an Ausnamesituatiounen, am Aklang mam Uniounsrecht an am Respekt vun der Verhältnismëissegkeet an der Netdiskriminéierung kënne gemaach ginn.

De System vum europäeschen digitale Covidzertifikat, deen den 1. Juli 2021 agefouert gouf, an un dee sech eng sëllegen Drëttstaaten duerch Equivalenzen drugehaangen hunn, fonctionéiert nom Prinzipp vum „3G“, also geimpft, getest oder geheelt – an huet domadder all de Leit, och deenen Ongeimpften, d'Reese wärend der Pandemie erliichtert.

Prospection économique depuis 2020 | Question **7344** (08/12/2022) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Au cours des deux dernières décennies, les gouvernements successifs ont insisté sur une diversification de l'économie afin de réduire sa dépendance prononcée du secteur financier et afin d'établir une économie luxembourgeoise plus résiliente. Or, la pandémie de Covid-19 a rendu le développement et les activités de promotion économique très difficiles pendant l'année 2020, et aussi encore partiellement en 2021. Plus récemment, l'accélération de l'inflation depuis le deuxième semestre de 2021 et la flambée des prix énergétiques en 2022, dans le cadre de la crise de l'énergie, accroit sensiblement les difficultés des entreprises pour se développer, investir et créer de nouveaux emplois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

– Malgré les crises qui se succèdent depuis le début de 2020, les différents secteurs économiques, et nomment les secteurs porteurs d'avenir, continuent-ils à connaître un développement favorable ?

– Quels sont les grands projets du Gouvernement pour accompagner le développement de ces secteurs prioritaires économiques du Luxembourg, notamment en termes d'infrastructures ?

– Les efforts de promotion et de prospection économiques ont-ils amené de nouvelles entreprises à s'implanter au Luxembourg depuis le début de 2020 ?

– Dans quelle mesure des efforts de promotion économique du Luxembourg ont-ils pu redémarrer après la période lors de laquelle les déplacements pour des missions économiques ont dû être fortement réduits à cause de la pandémie de Covid-19 ?

Réponse (23/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

La question de l'honorable Député Dan Biancalana fait référence aux multiples fonctions que le Ministère de l'Économie remplit, et plus précisément depuis 2020, lorsque le Luxembourg a été confronté à la pandémie du Covid-19 et aux crises qui ont suivi. Les multiples rôles du Ministère de l'Économie font référence à ses attributions au sein du Gouvernement :

1. coordonner les aides d'État à destination des entreprises ;
2. développer l'économie nationale en créant un environnement attractif pour les entreprises ;
3. diversifier l'économie luxembourgeoise ciblant des secteurs porteurs d'avenir ;
4. assurer la promotion et la prospection économiques du pays.

1. Le Ministère de l'Économie comme coordinateur des aides d'État en faveur des entreprises

Afin d'atténuer au mieux l'impact économique et social de la pandémie, le Gouvernement a entamé dès 2020 des efforts de soutien remarquables, notamment avec la mise en œuvre du « Programme de stabilisation » et du paquet de mesures « Neistart Lëtzebuerg », dont une des mesures les plus efficaces a été le chômage partiel.

C'est notamment en raison du soutien aux entreprises et à la sauvegarde des emplois grâce au dispositif d'aides sans précédent géré et assuré en grande partie par le Ministère de l'Économie, que tant le Conseil économique et social (CES) au niveau national que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) au niveau international ont attesté au Gouvernement une bonne gestion de la pandémie.

Suite à la pandémie, la reprise économique a été confrontée dès la fin 2021 à de nouvelles turbulences : des goulets d'étranglement et des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, une forte accélération des prix de l'énergie et une amplification des tensions géopolitiques. En février 2022, la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine a précipité une grave crise de l'énergie, renforçant une poussée inflationniste qui avait déjà commencé dans la foulée de la sortie de la pandémie.

Pour protéger à la fois les ménages et les entreprises dans un contexte économique marqué par une inflation historiquement élevée, le Gouvernement a convoqué à plusieurs reprises et dès l'automne 2021 les partenaires sociaux dans le cadre du Comité de coordination tripartite. Face aux prix croissants, il s'agissait de ficeler les nombreux paquets de mesures (Energiedësch, Solidaritéitspak 1, 2 et 3) afin d'à la fois protéger le pouvoir d'achat des citoyens et réduire le choc sur les coûts de production et de fonctionnement des entreprises.

Comme le soutien aux entreprises et la coordination des régimes d'aides d'État font partie de ses attributions, le Ministère de l'Économie a soutenu les entreprises les plus touchées par les pressions inflationnistes et par la hausse des prix de l'énergie. Les mesures-phares du Ministère de l'Économie incluses dans les différents programmes d'aide du Gouvernement à destination des entreprises pour limiter l'alourdissement de leur facture énergétique sont les suivantes :

– régime d'aides sous forme de garantie, avec le Ministère des Finances (enveloppe financière totale prévue : 500 millions d'euros) ;
– régime d'aides visant à compenser une partie des surcoûts liés à la hausse des prix de l'énergie (enveloppe financière totale prévue : 375 millions d'euros) ;
– régime d'aides visant à compenser les surcoûts liés au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (ETS) pour la période 2021-2030 (système d'échange de quotas de CO_2). Enveloppe financière totale prévue : 500 millions d'euros.

Au titre des différentes mesures de soutien financier habituelles (voir graphique ci-dessous), et pour les mesures d'aides en période de crise, comme le régime Neistart pour stimuler les investissements pendant la pandémie, le Ministre de l'Économie a octroyé, pendant la période de 2018 à 2022 inclus, un total de 906 millions d'euros aux entreprises, à travers différents types d'aides (subventions, avances, garanties Covid & énergie [gérées par la Trésorerie de l'État], etc.).

Plus de la moitié de cette enveloppe (51,7 % ou 469 millions d'euros) a été octroyée sous forme d'aides aux entreprises pour des investissements à hauteur de 1,5 milliard d'euros que ces entreprises prévoient de réaliser au Luxembourg. Les aides en faveur de la protection de l'environnement, à elles seules, se chiffrent à 95 millions d'euros et ont permis de générer un investissement de la part des entreprises de 404 millions d'euros.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

2. Le Ministère de l'Économie chargé du développement de l'économie nationale grâce à un environnement attractif pour les entreprises

Malgré les crises qui se succèdent depuis 3 ans, le Ministère de l'Économie continue à mettre en œuvre sa politique de développement économique au centre de laquelle se trouve le maintien et l'amélioration d'un environnement attrayant pour les entreprises, tout en répondant aux défis climatiques et environnementaux.

Depuis 2020, le Ministère de l'Économie a ainsi continué à soutenir les entreprises déjà établies au Luxembourg par des aides à l'investissement et des aides à la R&D afin d'encourager l'innovation sous forme de nouveaux processus de production, de digitalisation, de dépassement de normes environnementales ou d'efforts réalisés en matière d'économie circulaire. Dans le cadre de la politique d'encouragement aux investissements pour développer leurs activités de manière plus durable, plusieurs fleurons de l'industrie luxembourgeoise, comme Guardian, Euro-Composites ou ArcelorMittal, ont annoncé depuis 2018 des investissements dans la modernisation et l'extension de leurs outils de production à hauteur d'un total de plus d'un milliard d'euros, et ce malgré les multiples crises.

Afin d'assurer à la fois un développement économique durable et la transition technologique et environnementale du tissu entrepreneurial national, le Ministère de l'Économie a présenté en juin 2021 la feuille de route « Ons Wirtschaft vu muer » pour accompagner la transformation de l'économie luxembourgeoise à l'horizon 2025. Destinée à rendre l'économie luxembourgeoise plus résiliente, la feuille de route s'appuie sur les leçons à tirer de la pandémie, sur les réflexions entamées dans le cadre du « processus TIR/étude Rifkin » (2016), sur les mégatendances identifiées ainsi que sur les orientations gouvernementales existantes comme le développement de l'économie circulaire, l'innovation basée sur les données ou l'intelligence artificielle.

Au sein du Ministère de l'Économie, la direction Luxembourg Stratégie est chargée de réaliser des études de prospective afin de contribuer à transformer l'économie du pays vers plus de compétitivité, d'inclusivité et de résilience pour les décennies à venir.

Grâce à l'ensemble de ces mesures prises avant et pendant la pandémie, mais aussi en raison d'autres vecteurs étatiques majeurs, comme le faible endettement public permettant au Gouvernement de faire face à une situation de crise ou l'existence d'infrastructures de qualité, le Luxembourg dispose toujours d'une base industrielle solide et de secteurs stratégiques prioritaires à haute valeur ajoutée qui se développent bien.

3. Le Ministère de l'Économie comme responsable de la mise en œuvre de la politique de diversification économique

Malgré les nombreuses crises que le pays a traversées depuis 2020, le Gouvernement a poursuivi sa politique de « multi-spécialisation » reposant sur des avantages compétitifs liés à la compétence et au savoir-faire, surtout dans des secteurs porteurs d'avenir comme les technologies de l'espace, les technologies de la santé, les écotechnologies et la logistique. Tous ces secteurs s'appuient sur la digitalisation en tant que moteur horizontal de la transformation numérique.

Dans le secteur spatial par exemple, le Luxembourg compte aujourd'hui plus de 70 acteurs publics et privés, alors qu'il n'en comptait qu'une cinquantaine en 2020. En termes d'emploi, les dernières statistiques indiquent que ce secteur emploie actuellement un peu plus de 1.400 personnes (entreprises et organismes de recherche publics), soit un tiers de plus qu'en 2020. Le site de la Poudrerie de Luxembourg à Kockelscheuer hébergera le futur « Space campus » dédié exclusivement au secteur spatial afin d'assurer la position compétitive et le développement des entreprises établies dans ce secteur au Luxembourg.

Dans le secteur de logistique, il y a lieu de relever la mise en place d'une plateforme logistique paneuropéenne de Vodafone au Luxembourg. Présent au Luxembourg depuis 1999, Vodafone centralise ses opérations logistiques pour les équipements de réseaux mobiles et fixes en créant au Luxembourg un hub logistique pour toute l'Europe. Ce centre logistique innovant et hautement automatisé d'une surface de 29.000 m² sera hébergé dans la zone d'activités économiques Wolser sur le site initialement prévu pour la construction par FAGE d'une nouvelle unité de production de yaourt au Luxembourg.

Le secteur des technologies de la santé regroupe 136 entreprises et emploie environ 1.900 personnes. La House of BioHealth héberge des entreprises innovantes dans les domaines de la biotechnologie et des technologies digitales de la santé. Cette infrastructure joue depuis 2015 un rôle prépondérant dans le développement de ce secteur, de même que la création du futur Campus HE:AL qui sera situé entre la House of BioHealth, le futur Südspidol et la Cité des sciences de Belval. Occupant une surface de 2,4 hectares, ce projet d'infrastructure d'envergure permettra un rapprochement géographique entre la recherche, l'innovation et le monde médical.

À l'instar du superordinateur MeluXina et du centre d'expertise HPC qui y est lié, d'autres projets en cours visent à accompagner la transition numérique de l'économie nationale, notamment la plateforme technologique nationale d'échange, de traitement et de gouvernance des données, le Luxembourg Digital Innovation Hub (L-DIH), la House of Cybersecurity ou le futur parc technologique sur le site de Koibestrachen dont la mise en œuvre est planifiée par l'État en concertation avec la Ville de Dudelange. Tout en associant le monde économique ancré sur le territoire régional, il est prévu d'implanter sur ce site des activités misant prioritairement sur les technologies de l'information et des communications selon les principes d'une ville intelligente (« smart city ») et de l'économie circulaire.

Fort d'engagements financiers de 200 millions d'euros au total de la SNCI (160 millions d'euros au maximum) et du Fonds européen d'investissement (FEI) (40 millions d'euros au maximum), le Luxembourg Future Fund 2 lancé officiellement la semaine dernière stimulera la diversification et le développement durable de l'économie luxembourgeoise grâce à des investissements dans des secteurs cruciaux comme les technologies liées au climat, les technologies financières, la cybersécurité, la résilience énergétique, les sciences de la vie et les technologies médicales, ainsi que les technologies du « new space ».

4. Le Ministère de l'Économie comme acteur de la promotion et de la prospection économiques du pays

La crise résultant de la pandémie de la Covid-19 avait profondément bouleversé les activités habituelles en matière de promotion du commerce extérieur et des investissements. Le Ministère de l'Économie n'a pu organiser que 3 déplacements en 2020, avant que les effets de la pandémie n'entraînent l'arrêt tant des missions économiques et visites de travail que des participations collectives organisées par le Service des foires à l'étranger.

En 2021, la pandémie a continué de bouleverser les activités, mais le Ministère de l'Économie a néanmoins pu organiser 3 visites de travail à l'étranger, axées en grande partie autour de l'Exposition universelle à Dubaï, ainsi que six participations collectives à des foires et salons spécialisés. Au-delà, et afin de soutenir au mieux les entreprises au cours d'une année où les déplacements internationaux restaient difficiles, le Ministère de l'Économie a organisé en 2021, ensemble avec la Chambre de Commerce, les ambassades, les Luxembourg Trade and Investment Offices (LTIO) et Luxinnovation, des missions virtuelles (e-missions) ainsi qu'une série de douze webinaires intitulés « Go International ».

Après deux années très difficiles en raison de la pandémie de la Covid-19, les activités ont graduellement retrouvé, en 2022, leur cadence d'avant-crise avec l'organisation de 14 stands collectifs dans le cadre de 12 foires et salons spécialisés et de l'organisation de 8 visites à l'étranger (mission économique au Canada, visites de travail à Berlin, au royaume du Maroc et à New York et programme économique dans le cadre d'une visite d'État au Portugal).

Lorsqu'il s'agit de soutenir les opportunités d'investissement au Luxembourg et de promouvoir le Grand-Duché en tant que destination pour des investissements économiques, une attention particulière revient au ciblage d'entreprises et d'activités qui apporteront une réelle valeur ajoutée à l'économie nationale, tout en consolidant le développement qualitatif et durable du pays.

Il va de soi qu'il est prématuré de tirer un bilan des efforts de promotion des investissements de 2020 jusqu'aujourd'hui. À l'heure actuelle, le Ministère de l'Économie est en contact avec près de 15 investisseurs potentiels qui manifestent un intérêt particulier pour s'implanter au Luxembourg et dont les activités sont en ligne avec notre stratégie de développement économique durable en contribuant à la transition technologique et environnementale de notre tissu entrepreneurial.

Ligne de bus 136 de Consthum vers Ettelbruck | Question **7535** (31/01/2023) de **M. André Bauler** (DP)

D'Buslinn 136, déi vu Konstem iwwer Lëpschent, Méchela an Ierpeldeng/Sauer bis op Ettelbréck fiert, ass moies fréi aktuell sou ausgelaascht, dass de Bus komplett iwwerfëllt ass. Et sief ze präziséieren, dass am Moment just e Minibus mat enger Kapazitéit vu 15 Sëtzplazen op där Linn agesat gëtt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Wéi vill Usagere ginn op der Linn 136 den Dag gezielt a wéi sinn se pro Duerf, dat ugefuer gëtt, verdeelt?

– Ass et eventuell méiglech, fir déi aktuell Kapazitéit vum (Mini-)Bus an de Moiesstonnen eropzesetzen?

Réponse (21/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierten André Bauler huet Froen zur RGTR-Buslinn 136 Konstem–Ettelbréck.

Op der Linn 136 gi laut RGTR-Kontrakt Busser vun der Kategorie 2 agesat, déi eng Kapazitéit vu 17 Sëtzplazen hunn. Aus technesche Grënn kënnen dës Busser net mat engem automateschen Zielsystem

equipéiert ginn. Esou Linne ginn an deem Fall dofir vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport manuell gezielt a kontrolléiert. An deene Comptagë gouf festgestallt, dass tëschent 2 a 15 Persoune pro Faart matfueren. An deem Sënn ass déi agesate Buskategorie adaptéiert. D'Comptagë goufen an der Moiesspëtzt gemaach, wou d'Demande erfarungsgeméiss am Gréissten ass.

Am Detail: Et klammen am meeschte Leit zu Konstem (max. 6) an zu Méchela (max. 4) eran. Och zu Schlënnermanescht (1 bis 2) an op der Giewelsmillen (1) goufe Clientë gezielt.

Aus dësen Zuele geet also ervir, dass momentan de Bus der Demande entspriecht. Mir wäerten déi Entwécklung am A behalen a bei Bedarf d'Kapazitéit upassen.

Liaison ferroviaire entre Ettelbruck et Diekirch | Question **7556** (06/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'CFL-Zuchstreck tëscht Ettelbréck an Dikrech zielt zu deene Strecken, wou den Zuch am dacksten zu Lëtzebuerg ausfält. Och am Januar koum et nees zu sällegen Ausfäll an d'Passagéier, déi op dës Verbindung ugewise sinn, maachen hirem Ierger och op de soziale Medien ëmmer méi dacks Loft. Wat d'Ursaache fir dës Ausfäll ugeet, sou sot de Generaldirekter vun den CFL, datt Ettelbréck rezent en neit Stellwierk kritt hätt, d'Kannerkrankheeten hätt een elo awer am Grëff. Dëst schéngt allerdéngs nach ëmmer net de Fall ze sinn. Eng Lëtzebuerger Dageszeitung huet an deem Kontext scho viru gutt dräi Woche d'Pressestell vun den CFL kontaktéiert – a krut bis haut keng Äntwert.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Transportminister:

1. Ass den Här Transportminister iwwert déi uewe beschriwwen onglécklech Situatioun informéiert? Wat ass/sinn an den Ae vum Här Minister d'Ursaach(e) fir deen uewe beschriwwene Problem bei der Zuchstreck tëscht Dikrech an Ettelbréck? Gedenkt den Här Minister bei den CFL ze intervenéieren, fir méi gewuer ze ginn iwwert déi betreffend Ursaach(en)?

2. Wéi ass et an den Ae vum Här Transportminister ze veräntwerten, datt déi zoustänneg Pressestell iwwerhaapt net reagéiert – besonnesch wann een un dee berechtegte Frust vun deene ville Passagéier denkt?

3. Wat gedenkt den Här Transportminister elo ze ënnerhuelen, fir deen uewe beschriwwene Problem am Hibléck op d'Zuchverbindung tëscht Ettelbréck an Dikrech endgülteg ze léisen?

Réponse (21/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Um Streckendeel Luerenzweiler–Ettelbréck–Dikrech sinn den 29. August 2022 modern Stellwierksanlage vun enger zukunftsweisender Technologie a Betrib geholl ginn. Trotz all den Tester, déi am Virfeld gemaach gi waren, koum et an den éischte Méint am Realbetrib ëfters zu Stéierungen un den neien Anlagen.

D'Ursaache vun deenen technesche Pannen, déi net sécherheetsrelevant waren, mee awer den Oflaf vum Zuchbetrib gestéiert hunn, goufen eng no där anerer ermëttelt an eliminéiert. Bis dohin huet de Farplang momenteweis missen ausgedënnt ginn. Vun dëser Moossnam waren d'Zich vun der Verbindung Lëtzebuerg–Dikrech ëfters betraff.

D'Pressestell vun den CFL huet iwwer dës Ëmstänn an hir technesch Hannergrënn informéiert, soubal gesëchert Informatiounen zur Verfügung stoungen.

Russophobie | Question **7577** (09/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 5912 vum 10. Mäerz 2022 huet d'Regierung iwwer Russophobie zu Lëtzebuerg ënner anerem dat hei geschriwwen: „D'Regierung verurteelt all Form vun Haass an Diskriminatioun opgrond vun der eethnescher Zougehéieregkeet. De Staatsminister huet de 4. Mäerz op enger Pressekonferenz seng Solidaritéit mat deene ville russesche Bierger ausgedréckt, déi sech a Russland an zu Lëtzebuerg géint de Krich an der Ukrain ausgeschwat hunn. De Staatsminister huet op der nämmlechter Pressekonferenz och en Appell géint Russophobie zu Lëtzebuerg gemaach."

An engem oppene Bréif vun der russescher Communautéit vum 1. Februar un den Här Bausseminister war dunn awer ze liesen, datt eis russesch Matbierger aktuell esouguer Problemer hunn, e Kinossall gelount ze kréien, fir eng russesch BD ze weisen. Zousoe goufe vun deene Verantwortlechen ënner anerem mam Verweis op Sécherheetsbedenken zeréckgezunn. Deels koum et och zu net kierperlechen Iwwergrëffer, andeems d'Visiteure vun dëse Veranstaltungen zesumme mat hire Kanner massiv an hirer Privatsphär verletzt goufen, well si ouni hiren Accord vu Leit geknipst goufen an ouni ze wëssen, ob dës Biller kënne genotzt ginn, fir op sozialen Netzwierker Haass géint si ze verbreeden.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung hir allgemeng Positioun zu deem uewe genannten, oppene Bréif elaboréieren a preziséieren, ënnert wéi enger Form an a wéi engem Delai si doropper reagéiere wäert?

2. Gesäit d'Regierung eng offiziell Entrevue mat de Vertrieder vun der russescher respektiv russeschsproocheger Communautéit vir, fir dës Virgäng ze diskutéieren?

3. Esou wéi et am Bréif heescht, schéngen ëmmer rëm eenzel Sympathisante vun der Ukrain mat dëse Virgäng a Verbindung ze stoen. Ewéi eng Informatioune stinn der Regierung bis ewell zu deem Sujet zur Verfügung?

4. Kéint d'Regierung sech eng Initiativ virstellen, fir zu enger Réckbesënnung op en allgemengen, respektvolle Mateneen an der Gesellschaft opzeruffen an esou hei am Land zu engem friddleche Mateneen oder esouguer zu enger Versönung vun deenen nationale Minoritéite bäizedroen, deenen hir Hierkonftsstaaten sech aktuell feindlech géintiwwer stinn?

Réponse (08/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Den Aussen- an Europaminister Jean Asselborn huet de 16. Februar 2023 op den oppene Bréif vun der russeschsproocheger Communautéit zu Lëtzebuerg geäntwert. Hien huet ënnert anerem bedauert, dass eng Projektioun vum Kannerfilm „Tscheburaschka" ofgesot gouf. Hien huet ënnerstrach, dass déi russeschsproocheg Communautéit zu Lëtzebuerg net dierf fir d'Krichsverbriechen, déi vun der russescher Regierung an Arméi an der Ukrain begaange ginn, verantwortlech gemaach ginn.

D'Regierung verurteelt weiderhin all Form vun Diskriminatioun a Friemefeindlechkeet.

ad 2. Et ass am Moment keng offiziell Entrevue mat de Vertrieder vun der russeschsproocheger Communautéit zu Lëtzebuerg virgesinn.

ad 3. Der Regierung sti keng weider Informatiounen zur Verfügung ewéi déi, déi schonn am uewe genannten oppene Bréif an an der Press ze fanne sinn.

ad 4. Den Opruff zu engem respektvolle Mateneen an der Gesellschaft ass eng Konstant an der Positioun vun der Regierung. Den illegalen Ugréffskrich vu Russland géint d'Ukrain huet näischt un dëser Positioun geännert.

Pollution de la Syre par les buffles d'eau | Question **7591** (13/02/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Bei der Sir zu Menster gi Waasserbüffelen agesat, fir d'Biodiversitéit ze stäerken. Et ass an der Vergaangenheet dozou komm, dass dës Waasserbüffele sech awer och am Waasser gewäsch an ofgekillt hunn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi een Afloss huet d'Präsenz vu Waasserbüffelen an a ronderëm d'Sir op d'Waasserqualitéit?

2. Wéi eng Mesurë goufe geholl, respektiv wäerte geholl ginn, fir d'Waasserqualitéit vun der Sir an dësem Fall ze schützen?

3. Wéi ee Bilan zitt d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung vun der Präsenz vu Waasserbüffele laanscht d'Sir?

4. Gëtt et Alternativen zum Asaz vu Waasserbüffelen? Wa jo, wat ass den Impakt vun dësen Alternativen op d'Ëmwelt am Verglach zu Waasserbüffelen?

Réponse (20/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. D'Bewäertung vun der Qualitéit vun eise Fléissgewässer gëtt no engem offizielle Monitoringprogramm gemaach. D'Iwwerwaachungsnetz ass sou opgestallt, fir dass mir ee kohärenten Iwwerbléck vum Gewässerzoustand kréien.

Den ökologeschen Zoustand vum Uewerlaf vun der Sir ass momentan an engem mëttelméissegen Zoustand. Souwuel d'Lag vun der Miessstatioun – si läit wäit ënnerhalb vum Mensder Brill – wéi och d'Frequenz vun der Iwwerwaachung erméiglechen et net, den Impakt vun der Beweedung op d'Gewässer zréckzespigelen.

Eng intensiv Beweedung mat Zougang zum Gewässer kann en negativen Impakt op d'Gewässerqualitéit hunn: Närstoffer kommen direkt an d'Gewässer, d'Waassertemperatur an de Gehalt vu Sedimenter am Waasser ginn an d'Luucht, wouduerch d'Gewässerstruktur a -biologie impaktéiert ginn. Fir dëst ze vermeiden, gëtt d'Gestioun vun de 24 ha vum Gebitt säit Abrëll 2021 duerch eng extensiv Beweedung duerchgeféiert, d. h. mat enger ganz niddereger Beweedungsdensitéit, déi maximal bei 0,8 Großvieheinheiten (GVE) pro ha leien dierf, mee déi an der Praxis bis elo net iwwer 0,5 GVE/ha erausgaangen ass. Am Moment sinn op der Fläch 11,6 GVE present (8 ausgewuesse Büffelen, 8 Ranner, 2 Kaalwer), also eng Dicht vun 0,48 GVE/ha. De Waasserbüffel, eng robust a kleng Rass aus de Karpaten, ass gutt u Fiichtgebitter adaptéiert an ënnerhält d'Biodiversitéit laanscht d'Gewässer.

Den Impakt vun dëser extensiver, naturnoer Beweedung, déi net mat deem vun enger intensiver Beweedung vergläichbar ass, ka meeschtens vernoléissegt ginn.

ad 2. Niewent der extensiver Beweedungsform ginn eng ganz Rei aner Moossname geholl, fir d'Sir virun

eventuellen negativen Impakter ze schützen. Den Zougang vun de Büffelen zur Baach gëtt duerch eng Deelsauszénkung an duerch d'Installatioun vun Dränke limitéiert. Iwwer d'Sir kommen d'Büffelen iwwert eng speziell Bréck, déi 2022 gebaut gouf, sou dass se net duerch d'Flossbett musse goen. Ausserdeem soll an der Reserv en neie Weier de Büffelen eng zousätzlech Waasserfläch zur Verfügung stellen, esou dass si manner d'Sir opsiche gi bei ganz waarmen Temperaturen.

De momentanen Zonk ass beschiedegt a muss am Fréijoer gefléckt ginn. D'Auszénkung wäert dëst Joer nach ausgeweit ginn, esou dass um Enn de gréissten Deel vun der Sir ausgezénkt ass.

Duerch all dës Moossname kann den Impakt vun dëser extensiver Beweedung op d'Sir ganz kleng gehale ginn.

ad 3. Nodeems de Site e puer Joer broochlouch, hunn d'Waasserbüffelen erëm neit Liewen op de Site bruecht. Eng extensiv Beweedung mat enger standuertugepasster Aart ass dee beschte Moyen, fir dat räichhaltegt Mosaick u Biotopen um Site ze schützen. Duerch de Fakt, dass ganz ouni schwéier Maschinnen (z. B. Trakter mat Méimaschinn) geschafft gëtt, kënne sech vill Déierenaarten, notamment Vullen, Insekten, mee och kleng Mammendéieren, am Mensder Brill voll entfalen. D'autant plus gruewen d'Wasserbüffele selwer kleng Weieren („Suhlen"), wou si sech am Summer ofkille ginn. Dës Suhle ginn och ganz gär vun Amphibië wéi Waasserfräsch, Grasfräsch a Fadenmolch genotzt fir hir Reproduktioun.

Ee Monitoring vun der lokaler Beréngungsstatioun huet gewisen, dass vill Vulle vun dëse Suhlen ugezu sinn, z. B. fir no Wierm ze sichen (Bekassinnen) oder fir Bulli fir d'Näschter ze fannen (Mehlschmuebel).

Vill Vulle gi vun dëse Suhlen ugezunn: Schmuebele benotzen de Bulli, fir hir Näschter ze bauen, a Bekassinnen an aner Limikolen halen sech ganz gär hei op, fir no Invertebraten ze sichen.

Eng Masteraarbecht (Lebensraum Kuhfladen – Untersuchungen zur Dungfauna im Kot von Weiderindern, TH Bingen, 2021) huet op 14 Sitten zu Lëtzebuerg Dungfauna analyséiert. Dobäi gouf eng räichhalteg Kiewerleksfauna an den Ausscheedunge vun de Büffelen op dëser Fläch fonnt, och eng ganz Rëtsch seelen Aarten, notamment eng, déi nach ni zu Lëtzebuerg fonnt gi war.

Eng zweet Masteraarbecht (Wasserbüffel als Landschaftspfleger im Syrtal (Luxemburg) und ihr biodiversitätsförderndes Potential, BOKU Wien, 2022) huet gewisen, wéi d'Büffelen am Joer 2021 déi verschidde Biotopen an Habitater am Mensder Brill genotzt hunn. Dobäi ass erauskomm, dass se net aktiv d'Sir opsiche gi fir sech ofzekillen, mee éischter Stëllgewässer (Weieren) an eeben hir selwer gemaache Suhlen. Leider war de Summer 2022 esou dréchen, dass all d'Suhlen an déi zwee ugeluechte Weieren am Gebitt ausgedréchent sinn. Dëst ass eng direkt Erënnerung, wéi eng Konsequenzen extreem Wiederevenementer, déi duerch de Klimawandel méi heefeg ginn, op Biodiversitéit kënnen hunn. Duerch déi zousätzlech Auszénkung, d'Dränken, den zousätzleche Weier an déi nei Bréck soll d'Opwierbele vu Sedimenter an der Sir awer verhënnert ginn, och an dréchene Summeren. No den éischte Jore schéngen d'Resultater ganz positiv an no der Ëmsetzung vun de genannte Moossname wäert d'Situatioun weider suivéiert ginn, fir hir Wierksamkeet ze analyséieren a se bei Besoin ze adaptéieren.

ad 4. Wann een den Naturschutzufuerderunge vun dësem Site wëll gerecht ginn, ginn et wéineg Alternativen zu enger extensiver Beweedung. De Site huet vill Fiichtbiotopen, déi géifen degradéiert ginn, wann ee mat schwéiere Maschinnen op dem naasse Buedem géif méinen. D'Beweedung mat aneren Déieren oder Kourassen ass suboptimal, well dës manner gutt un d'Fiichtegkeet an d'Fudderplanzen am Mensder Brill adaptéiert sinn, wat zu gesondheetleche Problemer bei deenen Déiere ka féieren. Wann een am Mensder Brill guer keng Gestioun géif maachen, da géif sech dat ganzt Gebitt lues awer sécher an e Schilfgebitt verwandelen: Dee Moment géif de Site fir d'extensiv Landwirtschaft, an déi sëllege Planzen a Vullenaarten, déi un d'Oppeland adaptéiert sinn, verluer goen, wat net en ligne mam Plan de gestion vun där Natura-2000-Zon wär.

Solution diplomatique à la guerre en Ukraine | Question **7593** (14/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An engem Interview, deen den 29. Januar op der Antenn vun RTL diffuséiert gouf, huet den Här Bausseminister am Bezuch op d'Krichssituatioun an der Ukrain ënner anerem dat heite gesot: „Wann d'Diplomatie net méi gräift, da gräift just nach eent, an dat ass d'Gewalt."

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, ob si Friddensinitiativen ewéi z. B. déi vum brasilianesche President ënnerstëtzt?

2. Kann d'Regierung confirméieren, datt et och tëschent westlechen NATO-Staaten, wéi z. B. den USA a Russland am Abléck Kontakter gëtt, fir eng negociéiert Léisung ze fannen? Ënnerstëtzt Lëtzebuerg aktiv Friddensinitiative vun NATO-Länner?

3. Kann d'Regierung matdeelen, ob si, anescht wéi vill aner Länner, der Meenung ass, datt de Krich an der Ukrain keng diplomatesch Léisung ka fannen, mee muss militäresch gewonne ginn?

Réponse (14/03/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. François Bausch,** Ministre de la Défense

ad 1. Säit Ufank vum Krich si schonn eng Rei Friddensinitiative proposéiert ginn. D'Friddensinitiativ vum brasilianesche President gëtt am Moment kaum eeschthaft diskutéiert. Den 23. Februar huet Lëtzebuerg an der UNO-Vollversammlung mat 140 anere Länner fir eng Resolutioun gestëmmt, déi d'Prinzippie vun engem ëmfaassenden, gerechten an nohaltege Fridden definéiert.

ad 2. D'Regierung kann net confirméieren, datt et momentan Kontakter tëschent den USA a Russland gëtt, fir eng konkreet Léisung ze fannen. Der Regierung si keng konkreet Friddensinitiative vun NATO-Länner bekannt.

ad 3. Eng militäresch Victoire an eng diplomatesch Léisung sinn zwou verschidde Saachen. Déi militäresch Realitéit um Terrain definéiert wuel d'Parameter vun de Friddensverhandlungen. Een nohaltege Fridde kann awer nëmmen iwwert de Wee vun der Diplomatie fonnt ginn.

Projet « Schlasskéier » à Wiltz | Question **7594** (14/02/2023) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

En janvier, il a été officiellement annoncé que Wiltz allait accueillir une nouvelle infrastructure de type hospitalier. Le projet « Schlasskéier » est envisagé à la fois comme une antenne du Centre Hospitalier du Nord (CHdN) et comme une maison médicale.

L'avant-projet est en cours d'élaboration et devrait être présenté dans le courant du second semestre. Les permis de construire devraient être délivrés avant la fin de cette année.

Dans ce contexte précis nous aimerions adresser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils informer sur un appel d'offres pour le projet « Schlasskéier » ? Dans l'affirmative, combien d'entreprises ont répondu à cet appel et quelle entreprise a été retenue pour l'élaboration du projet ?

2) Le coût du projet « Schlasskéier » est-il déjà prévisible ? À quel montant le devis estimatif s'élève-t-il ?

Avec l'ouverture du nouveau site « Schlasskéier », la Clinique Saint Joseph va se réorganiser. Tous les lits de soins aigus seront supprimés pour se concentrer sur la gériatrie et la rééducation gériatrique.

3) Madame la Ministre, ne serait-il pas judicieux de maintenir un nombre minimum de lits de soins aigus afin d'assurer les soins de base au bénéfice de la population des cantons de Wiltz et de Clervaux ?

Réponse (16/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Comme le projet « Schlasskéier » relève de l'initiative de la commune de Wiltz le Ministère de la Santé ne dispose pas d'informations par rapport à un appel d'offre éventuel. Le coût du projet global n'est pas connu étant donné que le maître d'ouvrage est la commune de Wiltz. Seules les informations fournies lors de la conférence de presse en date du 31 janvier 2023 sont disponibles à ce jour.

ad 3) Selon les informations fournies par le CHdN lors de la conférence de presse en question, le site Clinique Saint Joseph maintient son nombre de lits aigus. Le projet « Schlasskéier » vise à doter l'hôpital sur un site complémentaire d'une infrastructure nouvelle dotée du bloc OP et d'un hôpital du jour chirurgical ainsi que d'une policlinique non urgente avec une antenne du service d'imagerie médicale adjacente. Les consultations médicales planifiées par la commune de Wiltz compléteront cette offre.

Accès au téléphone mobile par les agents de la police | Question **7595** (14/02/2023) de **M. Fred Keup** | **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Zu Lëtzebuerg ass et aktuell nach ëmmer sou, datt verdächteg Persounen, déi sech am Kader vun enger Police-Enquête weigeren, de Beamten Zougréff op hire Mobilltelefon ze ginn, net bestrooft kënne ginn. Dëst kann als eng problematesch Situatioun gesi ginn, well d'Beamten den Zougréff op de Mobilltelefon brauchen, fir am Kader vun enger Enquête Informatiounen ze sammelen, déi Opschloss kënne ginn op potentiell Strofdoten. Doduerch ass et fir d'Police judiciaire schwéier hirer wichteger Aarbecht kënnen nozegoen.

An deem Kontext äntwert d'Madamm Justizminister op eng entspriechend parlamentaresch Fro, datt esou eng Reegelung, déi et de Police-Beamten, wann dat néideg ass, erlaabt, Zougréff op de Mobilltelefon vun enger verdächteger Persoun ze kréien, am franséische Strofgesetzbuch scho besteet. Weiderhin heescht et an der Äntwert vun der Madamm Justizminister, datt eng entspriechend zukünfteg Reegelung och am Lëtzebuerger Code pénal géif a Betruecht gezu ginn.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

– Wéini gedenkt d'Regierung, elo konkreet e Projet de loi virzeleeën, fir eng entspriechend Upassung vum Gesetz op de Wee ze bréngen? Wéi soll dës Gesetzesupassung konkreet ausgesinn?

Réponse (23/02/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 7223 vum 22. November 2022 preziséiert, ass esou eng Upassung envisageabel an et gëtt eng Analyse gefouert, en vue vun enger eventueller Integratioun vun esou enger Dispositioun an de Code pénal.

Sceau officiel de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire | Question **7596** (14/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

2022 gouf d'Veterinärsadministratioun (Adm. des services vétérinaires) mat der Administratioun vun der „sécurité alimentaire" zesummegeluecht. Dës nei geschafen Administratioun, déi elo méi Kompetenze regroupéiert, soll elo op eng méi effizient Manéier d'Sécherheet vun der gesamter Liwwerkette vun der Liewensmëttelproduktioun garantéieren. An deem Kader krut déi nei geschafen Administratioun och en neien Déngschtsigel, deen elo op allen offizielle Formulairë vun där Administratioun ze fannen ass.

Opfälleg ass an deem Kontext, datt beim neien Déngschtsigel elo net méi, wéi virdrun, de Léiw als nationaalt Symbol ze fannen ass. Dësen huet sech virdrun – an der Mëtt zentraliséiert – op all Déngschtsigel erëmfonnt. Elo awer gestalt sech den Déngschtsigel esou, datt de Léiw an der Mëtt erausgeholl gouf, ouni duerch eppes aneres ersat ze ginn, wouduerch den Déngschtsigel elo an der Mëtt „plakeg" wierkt. Et sief dozou ugemierkt, datt och déi meescht Déngschtsigelen an eisen Nopeschlänner mat engem nationale Symbol gekennzeechent sinn, zum Beispill an Däitschland, wou de Wope vum jeeweilege Bundesland op den Déngschtsigelen ze fannen ass.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un de Landwirtschaftsministère:

1. Hat de Landwirtschaftsminister bis elo Kenntnis dovun, datt de Léiw als nationaalt Symbol aus dem Déngschtsigel vun där genannter Verwaltung gestrach gouf, respektiv gouf de Minister iwwer dës Demarche informéiert?

2. Wat war an deem Kontext d'Motivatioun dofir, de Léiw aus dem Déngschtsigel ze sträichen, a wéi eng Ausso(en) ass/sinn domat verbonnen?

3. Sinn an deem Kontext zousätzlech Bestriewunge vun der Regierung geplangt, fir de Léiw als nationaalt Symbol aus weideren offiziellen Dokumenter, Sigelen, Déngschtsigelen a weidere representative Formulaire vu staatlechen Organer erauszehuelen? Wa jo, wat ass d'Motivatioun heifir?

Réponse (02/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. an 2. Bedéngt duerch d'Grënnung vun der neier Lëtzebuerger Veterinär- a Liewensmëttelverwaltung (ALVA) huet dës Verwaltung op all hiren offiziellen an Aarbechtsdokumenter souwéi och op den Déngschtsigelen dës nei Denominatioun iwwerholl.

Laut Charte graphique vun der Regierung däerfe Ministèren, Administratiounen a staatlech Servicer de Léiw eleng net an engem ronne Stempel gebrauchen.

ad 3. Neen.

Décisions du Centre médico-sportif | Question **7598** (15/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eng medezinnesch Kontroll an engem Centre médico-spotif ass eng noutwenneg Viraussetzung, fir zu Lëtzebuerg eng Lizenz fir de kompetitive Sport ze kréien. De Sportdokter hëlt d'Decisioun, ob een als Sportler dierf kompetitiv Sport maachen oder net. D'Decisioune vum Sportdokter kën

nen ee schützen, si kënnen awer och am Contraire zu deem stoen, wat aner Spezialiste festgestallt hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vun de Leit, déi an de leschte 5 Joer fir eng Lizenzerneierung bei de Sportdokter gaange sinn, goufen zäitweileg inapte oder komplett inapte erkläert?

2. Wat sinn déi 3 heefegste Grënn fir dës Decisioun vum Sportdokter?

3. No enger Visitt bei engem Generalist oder Spezialist, wéi a sou engem Fall vum Medico virgeschriwwen, bei wéi ville Leit, déi inapte erkläert goufen, confirméiert den 2. Dokter d'Analys vum Medico (a Prozent)?

4. Wat sinn déi 3 heefegste Grënn fir 2 ënnerschiddlech Analyse vum Medico an dem 2. Dokter?

Réponse (15/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre des Sports

De Contrôle médico-sportif gëtt no Krittären a Prozeduren ofgehalen, déi am ofgeännerte grossherzogleche Reglement vum 23. Dezember 2016 virgesi sinn, a gehéiert zum Volet vun der Preventivmedezinn.

All Sportler*in soll ënner de beschtméigleche Konditioune sengem Kompetitiounssport nogoe kënne mat esou mann wéi méiglechem Risiko fir seng Gesondheet. Fir genau dat sécherzestellen, gëtt et de Kontroll vum Medico-sportif.

Falen an dësem Kontroll gesondheetlech Problemer op, déi et net zouloossen, dass de Sportler*in ouni Risiko fir seng Gesondheet ka Kompetitiounssport maachen, gëtt eng Inaptiude temporaire ausgestallt an e Bilan beim Hausdokter oder engem Spezialist ugefrot.

Opgrond vun dem Resultat vun dësem Bilan gëtt dann entweeder eng Aptitude, eng Aptitude temporaire oder awer och ganz rar eng Inaptitude definitive ausgeschwat.

ad 1. Bei de follgende Prozentzuele gëtt keen Ënnerscheed gemaach tëschent engem éischte Medico an engem Medico, fir eng Lizenz ze erneieren.

Op den 31.12.2018 waren 392 (2,9 %) Dossieren am Statut inapte temporaire.

Op den 31.12.2019 waren 391 (2,9 %) Dossieren am Statut inapte temporaire.

Op den 31.12.2020 waren 282 (3,7 %) Dossieren am Statut inapte temporaire.

Op den 31.12.2021 waren 387 (2,4 %) Dossieren am Statut inapte temporaire.

Op den 31.12.2022 waren 830 (4,8 %) Dossieren am Statut inapte temporaire.

2018 ass kee Sportler*in definitiv inapte fir de Kompetitiounssport geschriwwe ginn.

2019 sinn zwee Sportler*in definitiv inapte fir de Kompetitiounssport geschriwwe ginn.

2020 ass ee Sportler*in definitiv inapte fir de Kompetitiounssport geschriwwe ginn.

2021 ass ee Sportler*in definitiv inapte fir de Kompetitiounssport geschriwwe ginn.

2022 ass kee Sportler*in definitiv inapte fir de Kompetitiounssport geschriwwe ginn.

D'Prozentzuele vun den Inaptitudes temporaires sinn eng Momentopnam an deemno wéineg aussokräfteg. Esoubal den ugefrote Bericht vum Hausdokter oder Spezialist an der Division médico-sportive ukënnt, gëtt den Dossier iwwerschafft an de Statut geännert an apte temporaire oder beschtefalls an apte, wann de gesondheetleche Problem behandelt gëtt an et dem Sportler*in erlaabt, ouni grousse Gesondheetsrisiko sengem Kompetitiounssport nozegoen.

ad 2. Déi 3 heefegst Grënn, fir en Zousazbilan ze froen, sinn:

a. cardio-vasculaire Pathologien,
b. obésité grave-morbide an
c. orthopädesch Pathologien.

ad 3. Bei enger definitiver Inaptitude läit meeschtens e gravéierende cardio-vasculairë Problem vir an d'Entscheedung gëtt mat den Experten aus der Clinique du Sport geholl. Pro Joer ass Zuel vun dësen Decisiounen absolutt seelen a baséiert op de Guidelines vun der Société cardiologique européenne.

Falls den 2. Dokter bei enger Inaptitude temporaire en aneren Avis huet wéi den Dokter aus dem Medico läit et meeschtens dorunner, dass en de Patient*in scho jorelaang kennt an dofir méi wäitreechend Informatiounen iwwer säi Patient*in huet. An dësen Dossiere kann de Medico a bal all de Fäll, opgrond vun den Zousazinformatiounen, seng Analysen upassen. Dëst weist jo och déi ganz niddereg Unzuel un Inaptitude-definitive-Dossieren, déi iwwereg bleiwen.

ad 4. Eng Lëscht vun den dräi heefegste Grënn gëtt et net, well all Dossier an der Division médico-sportive individuell beaarbecht gëtt an een dofir iwwer d'Grënn keng Statistik féiere kann.

Accessibilité des gares | Question **7599** (15/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 7. Januar 2022 gouf an der Chamber d'Gesetz fir eenheetlech Krittäre fir een handicapgerechten Accès zu Gebaier an der Voie publique gestëmmt. Esou mussen och Leit mat reduzéierter Mobilitéit kënnen Accès zu ëffentleche Gebaier a Servicer hunn, dorënner och Garen. Hei muss allkéiers op d'mannst een Accès zum Service geschafe ginn. An de Garë wier dat zum Beispill ee Lift, deen den Accès zu de Quaien erméiglecht.

Zu Rolleng op der Gare gëtt et ee Lift, mee deen ass am Moment ausser Betrib, wat dozou féiert, dass d'Leit mat Kutschen, am Rollstull oder soss mobilitéitsméisseg ageschränkt net op de Quai kommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi eng Garë si scho konform zum neien Accessibilitéitsgesetz?

2. Wéi eng Garen hunn deelweis d'Krittäre vum neien Accessibilitéitsgesetz schonn ëmgesat (opgelëscht no Gare, Aarbechten, déi nach musse gemaach ginn, an Zäitplang)?

3. Wéi eng Garen erfëllen nach kee vun de Krittäre vum neie Gesetz (opgelëscht no Gare, Aarbechten, déi nach musse gemaach ginn, an Zäitplang)?

4. Wéini wäert de Lift zu Rolleng gefléckt sinn?

5. Wéi laang ass de Lift schonn ausser Betrib?

6. Wéi ginn d'Passagéier driwwer informéiert, dass de Lift an enger Gare net geet, wann se mam Zuch ënnerwee sinn?

7. Gëtt d'Personal vun den CFL heiriwwer informéiert?

Réponse (29/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Follgend 22 Garen/Arrête si konform zum neien Accessibilitéitsgesetz an um Site EureWelcome (www.eurewelcome.lu) repertoriéiert:

Bascharage-Sanem, Belval-Lycée, Belval-Université, Cents-Hamm, Dippach-Reckange, Dudelange-Burange, Dudelange-Centre, Dudelange-Usines, Dudelange-Ville, Howald, Lamadelaine, Leudelange, Luxembourg, Mersch, Noertzange, Oberkorn, Pétange, Pfaffenthal-Kirchberg, Sandweiler-Contern, Schifflange, Schouweiler et Wilwerwiltz.

Follgend Garen/Arrête sinn 100 % accessibel a kënnen an Zukunft de EureWelcome Label fir sech behaapten:

Kleinbettingen, Mamer-Lycée, Roodt-Syre, Draufelt, Merkholz, Michelau, Tétange, Volmerange-les-Mines.

Op follgende Garë sinn deelweis d'Krittäre vum neien Accessibilitéitsgesetz schonn ëmgesat:

– Ettelbruck, Enn vun der Rekonstruktioun. 100 % Accessibilitéit viraussiichtlech ab 2025.

– Rodange, Enn vun der Rekonstruktioun an 100 % Accessibilitéit viraussiichtlech 2023–2024.

– Lorentzweiler, wann déi 2 Lifter fäerdeg sinn (Enn 2023), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Bettembourg, nei Passerelle schonn en place, Rekonstruktioun vun der Gare ab 2025.

– Audun-le-Tiche, wa Leitlinnen (Lignes de guidage podotactile) do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Betzdorf, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Diekirch, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Esch/Alzette, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Heisdorf, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel. Et ass eng Etude fir d'Suppressioun vum PN18 amgaang, wou och dësen Arrêt mat engem Souterrain mat Lifter equipéiert gëtt. Projet ab 2024.

– Munsbach, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Lintgen, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel.

– Schieren, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel. Mise en conformité PMR vun der Gare hänkt mat der Suppressioun vun e puer PNen zesummen. Projet N° 2029.

– Capellen, wa Leitlinnen do sinn (geplangt fir 2023–2024), ass dës Gare 100 % accessibel. Mise en conformité vun der Gare hänkt mat der Suppressioun vum PN 81b zesummen.

– Kayl, de Quai ass schwéier accessibel. Lokal Besserungen a Leitlinne si fir 2023–2024 geplangt.

– Colmar-Berg, Leitlinne sinn do an déi 2 Quaie si PMR accessibel, mee net duerch de Souterrain.

– Bertrange-Strassen, Leitlinne sinn do an déi 2 Quaie si PMR accessibel, mee net duerch de Souterrain.

– Kautenbach, Leitlinne sinn do an déi 2 Quaie si PMR accessibel, mee net duerch de Souterrain. Eng Étude de faisabilité fir eng Mise en conformité PMR ass amgaangen.

– Troisvierges, Leitlinne sinn do. Ee Projet vun engem P&R mat Mise en conformité (Lifter) PMR vun der Gare ass amgaangen.

– Wiltz, Leitlinne sinn do. Eng Mise en conformité PMR vun der Gare ass an der Etude.

– Wasserbillig, Leitlinne sinn do. Eng Mise en conformité PMR vun der Gare ass an der Etude. Projet N° 2029.

– Oetrange, Leitlinne sinn do. Just ee Quai ass PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

– Mamer, Leitlinne sinn do. Just ee Quai ass PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

– Cruchten, Leitlinne sinn do. Just ee Quai ass PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

Follgend Garen erfëllen nach kee vun de Krittäre vum neie Gesetz:

– Berchem, Mise en conformité PMR vun der Gare ab 2023 geplangt.

– Walferdange, Mise en conformité PMR vun der Gare ass ab 2029 geplangt.

– Niederkorn, eng Étude de faisabilité fir eng Mise en conformité PMR ass amgaangen.

– Belval-Rédange, just ee Quai ass PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

– Belvaux-Soleuvre, just ee Quai ass PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

– Goebelsmühle, just ee Quai ass PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

– Rumelange, de Quai ass schwéier PMR accessibel. Mise en conformité PMR ass nach net geplangt.

– Differdange, ee Projet „Entrée en ville de Differdange" ass an der Etude. Mise en conformité ass ab 2025 geplangt.

– Clervaux, eng Étude de faisabilité fir eng Mise en conformité PMR ass amgaangen.

– Hollerich, eng Étude de faisabilité fir eng Mise en conformité PMR ass amgaangen.

– Mertert, eng Étude de faisabilité fir de ganzen Arrêt a Richtung Lëtzebuerg ze réckelen ass amgaangen.

– Wecker, Projet mat Mise en conformité an d'Vergréisserung vum P&R ab 2030 geplangt.

– Dommeldange, Mise en conformité PMR vun der Gare ass ab 2029 geplangt.

D'CFL wäerten de Lift zu Rolleng sou séier wéi méiglech erëm flécke loossen a mat der Police Kontakt ophuelen, fir géint d'Täter, déi do Vandalismus maachen, virzegoen.

De Lift ass säit Dezember 2022 ausser Betrib an e gëtt reegelméisseg muttwëlleg beschiedegt.

D'Clientèle vun den CFL gëtt, wann se um Quai erausklëmmt, mat Panneauen informéiert, wann iergendwellech Ännerungen op der Gare sollte sinn. D'Reesender mat ageschränkter Mobilitéit ginn dee Moment, wou si eng Demande maachen, fir Assistenz ze kréien, doriwwer informéiert, wann e Problem op där Gare ass, wou si wëllen hifueren.

Dat Personal, wat sech ëm d'Assistenzufroe këmmert, weess Bescheed, wann et op Garë Problemer gëtt, fir dass si schonn am Virfeld d'Leit informéiere kënnen.

Nouveau service de messagerie instantanée « Luxchat » | Question **7600** (15/02/2023) de **Mme Diane Adehm** (CSV)

Je fais référence à la question parlementaire n° 7212 du 21 novembre 2022. Je rappelle qu'en novembre dernier, le Gouvernement a annoncé le lancement d'un nouveau service de messagerie instantanée baptisé « Luxchat », dont l'objectif est de fournir un moyen de communication sécurisé pour les communications professionnelles au sein du secteur public dans un premier temps.

Dans la mesure où j'estime les réponses apportées par Monsieur le Ministre dans sa réponse parlementaire tout à fait insuffisantes, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué à la Digitalisation :

– Dans un sujet publié sur paperjam.lu, « Chacun cherche son (Staat)chat », il est expliqué que le GIE LU-CIX a été désigné pour mettre en place le service de messagerie instantanée pour le secteur public en recourant à la procédure négociée sans publication préalable. D'après l'article, la technologie retenue pour le service de messagerie instantanée est le projet open source Matrix.
• Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer la technologie retenue ?
• Qu'est-ce qui justifie la procédure négociée sans publication préalable ? Qu'est-ce qui fait penser Monsieur le Ministre que d'autres acteurs ne pourraient proposer des solutions tout aussi intéressantes que celle qui a été proposée par le GIE LU-CIX ?
• Il semble que cette technologie ait déjà été utilisée par le Gouvernement français et le Gouvernement allemand.
◦ Quels sont les retours ?
◦ Le nombre d'utilisateurs parmi les fonctionnaires du Gouvernement français est très limité. Pourquoi est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il soit nécessaire de lancer pareil service au Luxembourg ? Combien est-ce qu'il compte convaincre les fonctionnaires luxembourgeois ?

– Je rappelle que Monsieur le Ministre a annoncé que le nouveau service de messagerie instantanée sera disponible à terme pour l'ensemble de la population, frontaliers venant travailler au Grand-duché compris. Dans sa réponse parlementaire, Monsieur le Ministre explique que le contrat de prestation de service conclu avec le GIE LU-CIX ne couvre pas la version « tout public », mais qu'il a confirmé vouloir offrir une version « tout public » au courant du troisième trimestre 2023. Par ailleurs, Monsieur le Ministre estime les frais annuels liés à la mise à disposition du service, le support et la maintenance de la solution de messagerie pour le secteur public à 725.000 euros hors TVA pour 40.000 fonctionnaires.
• Pour combien de personnes est-ce que la version « tout public », qui serait donc proposée par le premier prestataire, le GIE LU-CIX, du nouveau service de messagerie instantanée, pourrait-elle être disponible ?
• Est-ce que d'autres prestataires ont déjà manifesté leur intérêt de lancer un pareil service ?
• À combien s'élèveraient environ les frais liés à la mise à disposition du service, le support et la maintenance ? Comment est-ce que ce service pourrait être monétisé ?

– Dans sa réponse à la question parlementaire n° 7212, Monsieur le Ministre a indiqué que les agents de l'État pourront utiliser l'application aussi bien sur le matériel public que leurs appareils personnels. Cependant il me revient que l'administration gouvernementale serait en train d'acheter du

matériel spécialement et/ou uniquement destiné à l'utilisation de Luxchat.

• Est-ce que Monsieur le Ministre peut, le cas échéant, me confirmer ces informations ?
• En cas de réponse positive, de quels appareils et de combien d'appareils s'agit-il ?
• À quelles administrations sont-ils destinés ?
• La commande est-elle passée par le CTIE ou par un appel d'offre ?
• Quel est le coût total de cette commande ?

Réponse (15/03/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre délégué à la Digitalisation

Le projet du service de messagerie instantanée « Luxchat du secteur public » dédié aux agents du secteur public, est basé sur le protocole « Matrix ».

Pour des raisons techniques visant à maximiser la sécurité et la confiance des communications au sein des administrations publiques, le Ministère de la Digitalisation a introduit une demande d'avis auprès de la Commission de soumissions pour l'application de l'article 64 (2) b) ii de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics. Suite à l'avis favorable de la commission, le marché a été attribué en appliquant la procédure négociée sans publication préalable.

Il est vrai que des solutions similaires ont été développées pour des départements gouvernementaux en France et en Allemagne. Considérant que le Luxembourg ne connaît ni les critères d'implémentation ni les objectifs visés par nos pays voisins, je ne suis pas en mesure de commenter le déploiement de leur service de messagerie instantanée respectif.

Le projet « Luxchat pour le secteur public » est une solution nationale qui offre une alternative aux plateformes fermées, souvent basées sur des protocoles propriétaires et hébergé à l'étranger. Grâce à ce nouveau service, les fonctionnaires luxembourgeois profiteront d'un service maintenant au maximum les flux des communications sur le territoire national, sécurisant les communications nationales au sein de centres de données au Luxembourg et garantissant un chiffrement end-to-end et une interopérabilité avec des mécanismes d'authentification utilisés au sein de l'administration gouvernementale. Ainsi « Luxchat » permettra aux utilisateurs d'envoyer des messages en toute confiance.

Comme précisé dans ma réponse à votre question parlementaire n° 7212, les applications offrant le service de messagerie instantanée « Luxchat du secteur public » pourront être installées sur le matériel informatique fixe ou mobile des agents de l'État ainsi que sur leurs appareils personnels. Dans le cadre de la transformation numérique de l'État, les différentes administrations gouvernementales sollicitent régulièrement auprès du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) la mise à disposition d'équipements informatiques mobiles comme notamment des laptops, des tablettes et des smartphones. Cependant il n'est pas nécessaire d'acquérir du matériel spécialement et/ou uniquement destiné à l'utilisation du service de messagerie instantanée.

Pour ce qui est du projet « Luxchat grand public », je renvoie à ma réponse à votre question parlementaire n° 7212, tout en précisant que dans le cadre du lancement d'une version « Luxchat grand public », le ministère soutient le développement et la maintenance de l'application « grand public ». En effet son design, son logo, sa dénomination ainsi que ses spécificités techniques de base seront similaires à ceux de l'application pour le secteur public.

Cependant la mise en place de l'infrastructure, ainsi que la mise en production du service de messagerie destiné au grand public ne seront pas réalisées par le Gouvernement. Le GIE LU-CIX est le premier prestataire du service en question ayant confirmé vouloir offrir le service « Luxchat grand public ».

Âge légal de départ à la retraite | Question **7601** (15/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De 15. Februar 2023 gouf am „Tageblatt" en Artikel veröffentlecht mam Titel „Wie ein Behörden-Formular einen Deutschen zwei Jahre früher in den Vorruhestand schickt". Aus dem Artikel geet ervir, dass säit 2022 däitsch Aarbechter-innen, déi an Däitschland studéiert hunn oder do eng Ausbildung absolvéiert hunn, hir Formatiounsjoren anescht fir hir Pensioun ugerechent kréien, wéi déi lëtzebuergesch Gesetzgeebung et virgesäit. Grond fir dës Diskrepanz soll en neie Formular si mam Numm P5000. Duerch dëse Formular gi Versécherungszäiten aus dem EU-Ausland ëmmer dann zu Lëtzebuerg als Pflichtversécherungszäiten unerkannt, wann dës vum Versécherungsland esou bewäert ginn. Wann also z. B. déi däitsch Gesetzgeebung d'Studiejoren als Pflichtversécherungszäiten unerkennt, ginn dës Jore fir eng Persoun aus Däitschland och zu Lëtzebuerg als solch unerkannt – an dat ganz onofhängeg dovun, dass zu Lëtzebuerg d'Studiejoren eigentlech just als Ergänzungszäite betruecht ginn. Well d'Ergänzungszäiten an d'Pflichtversécherungszäiten anescht an d'Berechnung vum Rentenantrëttsalter afléissen, kann et dofir elo sinn, dass hei zu Lëtzebuerg déi eng Mataarbechter-innen éischter wéi déi aner a Pensioun goe kënnen, jee nodeem, wéi eng Nationalitéit si hunn a wou si studéiert hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. War dem Minister 2022 bewosst, dass mam Formular P5000 Ongläichheete beim Rentenantrëttsalter entstoe géifen?

2. Ass de Minister der Meenung, dass d'Ongläichheeten, déi déi aktuell Reegelung mat sech bréngt, konform si mat der nationaler an europäescher Gesetzgeebung bezüglech der Netdiskriminéierung opgrond vun der Nationalitéit?

3. Ass eng Harmoniséierung vun de Reegele fir d'Berechnung vum Rentenantrëttsalter mat den Nopeschlänner geplangt?

Réponse (15/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Fir Leit, déi a méi europäesche Länner schaffen oder dëst am Laf vun hirer beruflecher Carrière gemaach hunn, huet d'europäesch Unioun e Reglement agefouert, fir d'Sozialversécherungssystemer vun den eenzele Memberstaten ze koordinéieren. D'Reglement (CE) N° 883/2004 ass applikabel säit dem 1. Mee 2010 an huet een änlecht Reglement vun 1971 ersat.

D'Prinzippien, déi dësem Reglement zugronn leien, hunn awer net fundamental geännert: All Memberstat ass zouständeg fir d'Organisatioun vu senger nationaler Gesetzgeebung vun der sozialer Sécherheet an d'Reglement koordinéiert am Fall vun Iwwerschneidungen oder vu successiver Kompetenz vun den eenzele Memberstaten.

Dës europäesch Reglementatioun fir d'Koordinatioun vun de Sozialversécherungssystemer vun de Memberstate viséiert virun allem eng Eliminatioun vun Ongerechtegkeeten oder Ongläichheeten, déi entstoe kéinten, wa Persounen a méi Memberstate professionell aktiv sinn oder am Laf vun hirer professioneller Carrière waren.

D'Reglement N° 883/2004 huet zousätzlech virgesinn, datt d'Echangë vun Donnéeën tëschent Träger vun enger Versécherung aus eenzele Memberstaten op elektroneschem Wee solle funktionéieren, fir datt d'Transparenz an d'Vitess vun esou Echangen um digitale Wee verbessert kënne ginn.

De Formular P5000 ass esou een elektronesche Formular, mat Hëllef vun deem Pensiounskeesen aus de verschiddene Memberstaten eng Carrière vun engem Assuré austausche kënnen, fir datt dësen an deem jeeweilege Memberstat ka säi Recht op eng Pensioun ausüben. Et handelt sech also net ëm ee Formular, dee vum Assuré selwer benotzt gëtt, mee ass ausschliisslech den Institutioune virbehalen.

All Memberstat ass zouständeg fir d'Determinatioun vun de Pensiounsrechter, déi sech aus der Qualifikatioun vun de Perioden aus enger Carrière erginn, eng Kéier fir den Ufank vum Recht op eng Alterspensioun an eng Kéier fir d'Berechnung vun der Héicht vun der Alterspensioun. Dës Pensiounsrechter ginn da vum jeeweilege Memberstat un déi aner concernéiert State matgedeelt.

Doduerch, datt all Land seng eege Mechanismen an Definitiounen huet, ass net all Period als obligatoresch unzegesinn, beispillsweis a verschiddene Länner sinn déi eng oder aner Perioden als obligatoresch unzegesinn, déi soss zu Lëtzebuerg net esou betruecht ginn. Déi jeeweileg Länner setzen dann déi Informatiounen an de Formular P5000 an.

Well awer déi national Definitiounen sech net an all Fall iwwerschneiden, gouf dëse Sujet schonn e puermol an der zouständeger Kommissioun, déi am EU-Reglement 883/2004 virgesinn ass, a wou d'Länner all vertruede sinn, ugeschwat a probéiert Léisungen ze fannen. Dëst ass awer net einfach, well och déi national Legislatiounen evoluéieren.

Fir dëser Problematik, déi net nëmme Lëtzebuerg betrëfft, Rechnung ze droen, huet de Minister fir sozial Sécherheet den zoustännege Servicer den Optrag ginn, esouwuel op EU-Niveau ewéi och tëschent den nationale Servicer, an dësem Fall der Lëtzebuerger an der däitscher Pensiounskeess, dëse Sujet nees unzediskutéieren a praktikabel Léisungen auszeschaffen. Des Weidere sinn déi Lëtzebuerger Servicer amgaangen ze analyséieren, ewéi een de Mixt-Carrièren, wou also eng Persoun an e puer Länner wunnt oder schafft, ka besser Rechnung droen, dëst onofhängeg vum Resultat vun den Echangen op EU-Niveau.

Systèmes de surveillance des conducteurs | Question **7602** (15/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am Artikel „Vom Airbag-Sensor zur fühlenden Beinprothese", deen den 10. Februar am „Lëtzebuerger Wort" publizéiert gouf, heescht et, datt an den nächste Jore schrëttweis sämtlech Autoen an der EU d'Opmierksamkeet vum Chauffer mussen iwwerwaachen. Vun 2024 u ka kee Gefier méi ouni entspriechend Iwwerwaachungsinstrumenter nei immatrikuléiert ginn a bis 2026 musse sämtlech Gefierer nogerüst ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, ënnert wéi enger Rechtsform dës Moossnam zu Lëtzebuerg gereegelt gëtt a wéi d'Recht op Privatsphär hei geschützt gëtt?

2. Fir de Fall, wou esou Donnéeë sollten archivéiert ginn, kann den Här Minister matdeelen, bei wéi enger Institutioun déi Donnéeë gespäichert ginn, wéi

eng Institutioun Zougang dorop huet a wéi laang se konservéiert ginn? Huet de Bierger eng Méiglechkeet, fir sech géint d'Konservéierung vu sou Donnéeën ze wieren?

3. Kann den Här Minister matdeelen, ob Proprietären, déi hir Gefierer norüste mussen, dës Sue vum Staat rembourséiert kréien oder ersatzweis steierlech ofsetze kënnen?

Réponse (29/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte wëll am Kader vum obligatoreschen Opmierksamkeetsassistent, deen an Zukunft muss an Autoe verbaut sinn, weider Informatioune kréien. Besonnesch wéi dës Systemer funktionéieren a wéi eng Donnéeën duerch esou Equipementer traitéiert ginn.

Wéi och aus dem zitéierten Artikel „Vom Airbag-Sensor zur fühlenden Beinprothese" ervirgeet, mussen d'Gefierer (M1, M2, M3, N1, N2 an N3) an Zukunft, mee och schonn aktuell, mat Systemer equipéiert ginn, déi et erméiglechen ze erkennen, ob ee Chauffer nach seng voll Opmierksamkeet op d'Strooss an de Verkéier riicht oder ob dësen ofgelenkt oder midd ass an domadder net méi säi Gefier an aller Sécherheet benotzt.

Dës Obligatioune fir d'Hiersteller vun Autoe goufe mat dem europäesche Reglement „règlement (UE) 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 relatif aux prescriptions applicables à la réception par type des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules, en ce qui concerne leur sécurité générale et la protection des occupants des véhicules et des usagers vulnérables de la route, modifiant le règlement (UE) 2018/858 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les règlements (CE) n° 78/2009, (CE) n° 79/2009 et (CE) n° 661/2009 du Parlement européen et du Conseil et les règlements (CE) n° 631/2009, (UE) n° 406/2010, (UE) n° 672/2010, (UE) n° 1003/2010, (UE) n° 1005/2010, (UE) n° 1008/2010, (UE) n° 1009/2010, (UE) n° 19/2011, (UE) n° 109/2011, (UE) n° 458/2011, (UE) n° 65/2012, (UE) n° 130/2012, (UE) n° 347/2012, (UE) n° 351/2012, (UE) n° 1230/2012 et (UE) n° 2015/166 de la Commission" agefouert. Dat genannte Reglement fält ënner d'Dispositioune vun den europäeschen Homologatiounsbestëmmungen, déi genau festleeën, wéi d'Gefierer fir den EU-Marché musse gebaut ginn. Zu Lëtzebuerg ass d'Société nationale de certification et d'homologatioun (SNCH) zoustänneg, fir d'Homologatioune vu Gefierer ze maachen. Dës Bestëmmunge baséieren op dem Prinzipp, datt wann ee Gefier, ee System oder eng Komponent vun engem Gefier homologéiert gouf, dëst Gefier um ganzen EU-Marché benotzt ka ginn an ee Memberstaat keng Aschränkunge maachen dierf, wat d'Immatrikulatioun vun esou homologéierte Gefierer ubelaangt.

Bezunn op d'Fro vum honorabelen Deputéierte muss tëschent zwee verschiddene bzw. komplementare Systemer ënnerscheet ginn. Dëst sinn den:

– « avertisseur de somnolence et de perte d'attention du conducteur » : un système qui évalue la vigilance du conducteur par l'analyse de systèmes du véhicule et avertit le conducteur, si nécessaire ;
– « avertisseur avancé de distraction du conducteur » : un système qui aide le conducteur à continuer de prêter attention aux conditions de circulation et qui avertit le conducteur en cas de distraction.

Den éischt genannte System gëtt scho méi laang vu Constructeure verbaut. Woubäi bis de 6. Juli 2022 nach konnten Homologatioune vu Gefierer ausgestallt ginn, ouni datt dëse System am Gefier verbaut huet misse sinn. Ab dësem Datum kann all nei Homologatioun vun engem Gefier nëmmen ausgestallt ginn, wann esou ee System verbaut ass. Ab dem 7. Juli 2024 dierfen da keng nei Gefierer méi zougelooss ginn, ouni mat esou engem System equipéiert ze sinn.

Den zweete System, deen e bësse méi komplex ass, well ënnerschiddlech Oflenkunge mussen erkannt ginn, ass ab dem 7. Juli 2024 bei der Homologatioun verflichtend an ab dem 7. Juli 2026 obligatoresch fir d'Immatrikulatioun vun neie Gefierer an der EU. Hei sief drop higewisen, datt keen Auto, dee virun de genannten Datumen an der EU ugemellt war, muss mat esou engem System nogereecht ginn. Dëst steet och esou am zitéierte Presseartikel: „Neue Automodelle müssen ab 2024 ein solches System an Bord haben, und 2026 werden alle in Europa produzierten Autos damit ausgerüstet."

Wat Donnéeën, déi opgeholl ginn, ubelaangt, ass op de Paragraph 3 vum Artikel 6 vum uewe genannte Reglement 2019/2144 ze verweisen:

« 3. Les avertisseurs de somnolence et de perte d'attention du conducteur et les systèmes avancés d'avertissement de distraction du conducteur sont conçus de telle sorte qu'ils n'enregistrent ni ne conservent en permanence d'autres données que celles nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées ou traitées de toute autre manière dans le système en circuit fermé. En outre, ces données ne sont pas rendues accessibles à des tiers ni mises à la disposition de tiers à quelque moment que ce soit et sont effacées immédiatement après avoir été traitées. Ces systèmes sont également conçus pour éviter les chevauchements et n'adressent pas au conducteur des suggestions contradictoires en parallèle ou des suggestions susceptibles de l'induire en erreur lorsqu'une action déclenche les deux systèmes. »

Deemno dierfe keng Donnéeën, déi net direkt der Iwwerwaachung vun der Opmierksamkeet vum Chauffer dengen, opgezeechent oder gespäichert ginn. Zousätzlech muss et een zouene System sinn an Donnéeën dierfen deemno och net accessibel fir Drëtter gemaach ginn a mussen och direkt erëm geläscht ginn. An dësem Zesummenhang kann och nach op de Punkt 2.3. vun der Partie 1 vun der Annex I vum Règlement délégué (UE) 2021/1341 de la Commission du 23 avril 2021 complétant le règlement (UE) 2019/2144 du Parlement européen et du Conseil en établissant des règles détaillées relatives aux procédures d'essai et aux prescriptions techniques spécifiques pour la réception par type des véhicules à moteur en ce qui concerne leurs systèmes d'avertissement de somnolence et de perte d'attention du conducteur et modifiant l'annexe II dudit règlement verwise ginn, wou och nach präziséiert gëtt, datt sämtlech Traitementer mussen am Aklang mat den EU-Dateschutzbestëmmunge gemaach ginn.

Congé sans traitement | Question **7603** (15/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Fonction publique dierf ee bis zu 10 Joer Congé sans traitement huelen. Dee Moment gëtt een net bezuelt, d'Plaz ass awer ënner verschiddene Konditioune geséchert. De Chef d'administration dierf d'Demande awer och ofleenen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Mat wat fir Begrënnungen dierf de Chef d'administration eng Demande ofleenen?

2. Kann déi betraffe Persoun hei Recours aleeën? Wa jo, wou?

Réponse (14/03/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

Den Artikel 30 aus dem Staatsbeamtestatut (Loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État) definéiert, ënnert wat fir enge Konditiounen e Beamten e Congé sans traitement, esou wéi den honorabelen Deputéierten et selwer formuléiert, „dierf" ufroen: « Un congé sans traitement peut être accordé au fonctionnaire, sur sa demande, dans les cas ci-après :

a) pour élever un ou plusieurs enfants à charge de moins de seize ans ;
b) pour des raisons personnelles, familiales ou professionnelles dûment motivées. Les congés sans traitement accordés pour des raisons personnelles ou familiales ne peuvent dépasser dix années. Ceux accordés pour raisons professionnelles ne peuvent dépasser quatre années. En cas de circonstances exceptionnelles, le Gouvernement en conseil peut accorder une prolongation de deux années au maximum du congé sans traitement pour raisons professionnelles. »

Et kënnen eng ganz Rei Grënn ginn, firwat e Congé sans traitement ka refuséiert ginn, dorënner zum Beispill de Risk vun engem Interessekonflikt oder de Fait, dass mat der Absence vum Agent de korrekte Fonctionnement vum Service net méi kéint garantéiert ginn.

Ewéi bei all individueller Verwaltungsdecisioun kann de concernéierte Beamten e Recours gracieux oder och e Recours contentieux innerhalb vun dräi Méint maachen.

Utilisation de treillage métallique par les services de l'État | Question **7604** (15/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi een de 14. Februar an engem Artikel op RTL liese konnt, gëtt elo den Drot bei der aler Bauschuttdeponie zu Helleng ewechgeholl. Dëst nodeems vill Déieren, virun allem Réi sech am Drot verfaangen haten a gestuerwe sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Huet de Staat och Plazen, wou en Ursus-Drot opgeriicht gouf, wou d'Réi an aner Déiere kéinten dran hänkebleiwen an sech verletzen oder souguer stierwen? Wa jo, wou ass iwwerall dësen Drot?

2. Wisou gouf ugefaangen, dësen Drot ze benotzen, wa gewosst war, wat d'Konsequenze fir Déiere sinn?

3. Am Fall wou de Staat Ursus-Drot benotzt, ass geplangt dësen ze ersetzen?
Wa jo, bis wéini soll dësen iwwerall ersat sinn?
Wann nee, firwat net?

4. Wat géifen Alternativen aus Holz un zousätzleche Käschte bedeiten?

5. Ass am Moment geplangt, den Ursus-Drot op neie Plazen anzesetzen?

Réponse (20/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Et gëtt kee Relevé beim Staat iwwert d'Dréit, déi uechter d'Land stinn.

Den Ursus-Drot gëtt haaptsächlech am Bësch fir Weisergatter, fir de Schutz vu Verjüngungsflächen a

Plantatiounen an am Oppeland fir d'Schofsbeweedung genotzt. An Eenzelfäll gëtt och bei Béischten aus Sécherheetsgrënn laanscht d'Eisebunn oder laanscht d'Strooss Ursus-Drot agesat.

Den Ursus-Drot ass gutt, fir dësen Zweck ze erfëllen. Dësen Drot huet de Virdeel vis-à vis vu méi klengmaschegem Drot, datt méi kleng Déieren (wéi z. B. Wëll Kaz, Bammarder, Sténkert) duerch d'Masche kommen an iwwert déi hëlze Péil kënne klammen. Domat gëtt evitéiert, datt dësen Déieren hire Liewensraum zerschnidde gëtt.

Bei de Weisergatter ass d'Fläch, déi agezénkt gëtt, esou kleng an den Drot esou héich, datt d'Réi guer net probéieren, driwwer ze sprangen, mee ronderëm ginn. Do wou et drëm geet, d'Réi aus méi grousse Flächen erauszehalen, muss den Drot och méi héich sinn. An dëse Fäll ginn dann Deelfläche gemaach, wou ee Korridor dotëscht bleift, deen d'Réi kënne passéieren.

Bei der Schofsbeweedung ass den Drot an der Reegel net esou héich, datt d'Réi géifen dran hänkebleiwen, a wann ee fir d'Wanderbeweedung opgeriicht gëtt, ginn en plus grouss Ouverturë gelooss, wa keng Schof op der Fläch sinn.

ad 2. D'Grënn fir Ursus-Drot si fir d'Réi, d'Rout- an Damwëld vu jonke Beem ewechzehalen, d'Schof an d'Geessen an enger Beweedungsfläch dran ze halen oder Haushënn aus Beweedungsflächen erauszehalen. An dëse Situatioune géif een Zonk aus e puer Dréit (glat oder mat Picken) net duergoen, well d'Déieren sech duerch sou een Drot kënne quëtschen.

Den Ursus-Drot huet och de Virdeel vis-à vis vu méi klengmaschegem Drot, datt méi kleng Déieren (wéi z. B. Wëll Kaz, Bammarder, Sténkert) duerch d'Masche kommen an iwwert déi hëlze Péil kënne klammen. Domat gëtt evitéiert, datt dësen Déieren hire Liewensraum nach méi zerschnidde gëtt.

ad 3. Wéi virdrun erkläert, ass net all Ursus-Drot geféierlech, deemno mécht et kee Sënn, deen elo iwwerall systematesch ze ersetzen. Do wou et méiglech ass, ginn amplaz vum Ursus-Drot hëlze Clôturen opgeriicht. Grouss hëlze Clôturë sinn awer aus Grënn vun der Topologie vum Terrain an hirer Stabilitéit net ëmmer ëmsetzbar.

ad 4. Dëst kann net pauschal beäntwert ginn, well d'Käschte vun der Gréisst vun der Fläch, der Héicht vun der Clôture an de Gegeebenheeten um Terrain ofhänken. Generell kann een awer soen, dass eng Clôture aus Holz méi deier ass.

ad 5. Jo, wéi uewen duergestallt geet et a verschiddene Situatiounen net ouni Ursus-Drot. Natierlech gëtt awer opgepasst, datt dës Clôturë fir Réi an aner Hirschaarte keng Verletzungsgefor duerstellen.

Avenir de l'industrie au Luxembourg | Question **7605** (15/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

1. Kann den Här Ekonomieminister eng Tabell presentéieren, wéi vill produzéierend Betriber sech an de Joren 2013 bis 2022 insgesamt zu Lëtzebuerg néiergelooss hunn, aus wéi engem Beräich se stamen, wéi vill Aarbechtsplaze jeeweils entstane sinn an a wéi enge Gemengen se hire Standuert hunn?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Industriebetriber sech an de Joren 2018 bis 2022 opgrond vu Promotiounsreese vun der Regierung zu Lëtzebuerg néiergelooss hunn?

3. Kann den Här Minister seng allgemeng Visioun fir d'Zukunft vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg elaboréieren?

4. Wéi fonctionéiert de „guichet unique", dee soll nei Demandë fir Industriebetriber zu Lëtzebuerg ënnersichen? Wéi vill Dossiere goufe presentéiert, a wéi vill Fäll gouf eng Decisioun geholl? Wéi vill Dossiere goufe positiv aviséiert an a wéi engen Delaien? Wéi vill goufe refuséiert an aus wéi enge Grënn?

Réponse (23/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Et gehéiert zu den Haaptmissioune vum Wirtschaftsministère, fir derno ze kucken, datt zu Lëtzebuerg dat ekonomescht Ëmfeld gënschteg ass, fir datt sech nei Betriber grënnen a fir datt déi Entreprisen, déi schonns am Land sinn, hir Aktivitéiten ausbauen. Munch Referenzbetriber aus der nationaler Industrie, dorënner Guardian, Euro-Composites an ArcelorMittal hunn zanter 2018, an dat trotz de ville Krisen, Investissementer an d'Moderniséierung an an d'Erweiderung vun hire Produktiounsanlage vum am Ganze ronn enger Milliard Euro ugekënnegt.

Wann de Wirtschaftsministère esou Investissementer finanziell ënnerstëtzt, dann ass dat prioritär fir déi dynamesch an nohalteg Entwécklung vun der nationaler Wirtschaft sécherzestellen, awer och fir d'Diversifikatioun vun der Ekonomie allgemeng virunzedreiwen, andeems ëmmer erëm nei Secteuren an nei Pilieren entwéckelt ginn. De Wirtschaftsministère promouvéiert an ënnerstëtzt dobäi besonnesch déi digital an ekologesch Transitioun bei den Entreprisen. Bei de produzéierende Betriber spillen dobäi d'Digitaliséierung, d'Robotiséierung, d'Dekarboniséierung an d'Analysen an d'Verschaffe vun Donnéeën (Industrie 4.0) eng wichteg Roll.

Wéi schonns an der Äntwert vum 22. September 2022 op d'parlamentaresch Fro N° 6645 vum honorabelen Deputéierte präziséiert gouf, gëtt den Ament am Kader vun den Aarbechte vum „Haut comité pour l'industrie" zesumme mat de betraffene Betriber gekuckt, wéi sech déi Lëtzebuerger Industrielandschaft an deem Kontext bis 2040 soll entwéckelen. Am Kader vun deenen Aarbechte gëtt och definéiert, wéi eng wirtschaftspolitesch Begleetmoossnamen am Kader vun der nationaler Wirtschafts- an Industriepolitick musse geholl ginn, fir déi Entwécklung ze ënnerstëtzen.

Opgrond vun den Donnéeë vum Statec fir d'Joren 2013 bis 2020, kann ee feststellen, datt d'Zuel vun de produzéierende Betriber, déi zu Lëtzebuerg gegrënnt goufen, relativ konstant ass:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Den Zuele vum Statec no gouf et 2021 ronn 927 Industriebetriber zu Lëtzebuerg, dat huet deen Ament 2,3 % vun all den aktiven Entreprisen ausgemaach. Mat iwwer 30.000 Aarbechtsplazen zanter 1995, ass den Emploi an der Industrie relativ stabel.

Eng genee Zuel vun den Néierloossunge vun Industriebetriber als eenzeg an direkt Konsequenz vu Wirtschaftsmissiounen an d'Ausland unzeginn, géing ierféieren, well et eng ze vill reduzéiert Siicht op d'Aarbecht vun der Wirtschaftspromotioun wier. D'Promotioun vum Commerce extérieur an den Investissementer ass eng Missioun, déi, an der Reegel, op enger laanger Zäitschinn ze betruechten ass.

D'Promotiounsreese sinn ee ganz wichtegen Deel vun dëser Aufgab, mee natierlech och déi permanent Efforte vun alle privaten a staatlechen Acteuren, déi sech ëm d'Promotioun vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg beméien. Fir de Wirtschaftsministère sinn dat op der éischter Plaz déi 9 Luxembourg Trade and Investment Offices (LTIOs) weltwäit. D'Efforte vun all dësen Acteuren, am Zesummespill mat de Promotiounsreese vun der Regierung, droen hiren Deel dozou bäi, dass sech cibléiert Investisseuren zu Lëtzebuerg nidderloossen, déi esouwuel bei déi national an nohalteg ausgeriichte Wirtschaftspolitick passen ewéi och eng Plus-value fir eis Ekonomie duerstellen.

Den Trade and Investment Steering Commitee (TISC), deen sech ëm d'Koordinatioun vun der wirtschaftlecher Promotioun a Prospektioun këmmert, huet en theemespezifeschen interministerielle Comité an d'Liewe geruff. Dëse Comité huet als Missioun den erstallte „Compatibilitéitscheck" fir nei, grouss Industrieprojeten, vun deenen e regionalen an nationalen Impakt kann erwaart ginn. De Comité ass zanter Enn 2022 operationell, huet awer nach kee Projet definitiv aviséiert.

Âge légal de départ à la retraite | Question **7606** (15/02/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

Aus engem Artikel aus dem „Tageblatt" Nr. 39 vum 15. Februar 2023 mat der Iwwerschrëft „Schafft ein neues Formular Ungerechtigkeiten bei der Rente?" geet ervir, dass een Assuré aus Däitschland dierf éischter an d'Prepensioun goen, well e Formulaire, dee säit Ufank 2022 ugewannt gëtt, seng Studiejoren an Däitschland anescht urechent, ewéi dat fir Assuréë vu Lëtzebuerg de Fall ass. Laut dem „Tageblatt" gouf dës Tatsaach och vun der CNAP bestätegt.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

– Kann de Minister confirméieren, dass Assuréen, déi d'Prepensioun iwwert den EU-Formulaire P5000 zu Lëtzebuerg ufroen, anescht behandelt ginn ewéi Residenten?

– Falls jo, wéi vill där Fäll sinn dem Här Minister säit der Aféierung vun deem Formulaire Ufank 2022 bekannt?

– Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir dës latent Ongerechtegkeet aus der Welt ze schafen?

Réponse (15/03/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Fir Leit, déi a méi europäesche Länner schaffen oder dëst am Laf vun hirer berufflecher Carrière gemaach hunn, huet d'europäesch Unioun e Reglement agefouert, fir d'Sozialversécherungssystemer vun den eenzele Memberstaten ze koordinéieren. D'Reglement (CE) N° 883/2004 ass applikabel säit dem 1. Mee 2010 an huet een änlecht Reglement vun 1971 ersat.

D'Prinzippien, déi dësem Reglement zugronn leien, hunn awer net fundamental geännert: All Memberstat ass zoustänneg fir d'Organisatioun vu senger nationaler Gesetzgeebung vun der sozialer Sécherheet an d'Reglement koordinéiert am Fall vun Iwwerschneidungen oder vu successiver Kompetenz vun den eenzele Memberstaten.

Dës europäesch Reglementatioun fir d'Koordinatioun vun de Sozialversécherungssystemer vun de Memberstate viséiert virun allem eng Eliminatioun vun Ongerechtegkeeten oder Ongläichheeten, déi entstoe kéinten, wa Persounen a méi Memberstate professionell aktiv sinn oder am Laf vun hirer professioneller Carrière waren.

D'Reglement N° 883/2004 huet zousätzlech virgesinn, datt d'Echangë vun Donnéeën tëschent Träger vun enger Versécherung aus eenzele Memberstaten op elektroneschem Wee solle funktionéieren, fir datt d'Transparenz an d'Vitess vun esou Echangen um digitale Wee verbessert kënne ginn.

De Formular P5000 ass esou een elektronesche Formular, mat Hëllef vun deem Pensiounskeesen aus de verschiddene Memberstaten eng Carrière vun engem Assuré austausche kënnen, fir datt dësen an deem jeeweilege Memberstat ka säi Recht op eng Pensioun ausüben. Et handelt sech also net ëm ee Formular, dee vum Assuré selwer benotzt gëtt, mee ass ausschliisslech den Institutioune virbehalen.

All Memberstat ass zoustänneg fir d'Determinatioun vun de Pensiounsrechter, déi sech aus der Qualifikatioun vun de Perioden aus enger Carrière erginn, eng Kéier fir den Ufank vum Recht op eng Alterspensioun an eng Kéier fir d'Berechnung vun der Héicht vun der Alterspensioun. Dës Pensiounsrechter ginn da vum jeeweilege Memberstat un déi aner concernéiert State matgedeelt.

Doduerch, datt all Land seng eege Mechanismen an Definitiounen huet, ass net all Period als obligatoresch unzegesinn, beispillsweis a verschiddene Länner sinn déi eng oder aner Perioden als obligatoresch unzegesinn, déi soss zu Lëtzebuerg net esou betruecht ginn. Déi jeeweileg Länner setzen dann déi Informatiounen an de Formular P5000 an.

Well awer déi national Definitiounen sech net an all Fall iwwerschneiden, gouf dëse Sujet schonn e puermol an der zoustänneger Kommissioun, déi am EU-Reglement 883/2004 virgesinn ass, a wou d'Länner all vertruede sinn, ugeschwat a probéiert Léisungen ze fannen. Dëst ass awer net einfach, well och déi national Legislatiounen evoluéieren.

Fir dëser Problematik, déi net nëmme Lëtzebuerg betrëfft, Rechnung ze droen, huet de Minister fir sozial Sécherheet den zoustännege Servicer den Optrag ginn, esouwuel op EU-Niveau ewéi och tëschent den nationale Servicer, an dësem Fall der Lëtzebuerger an der däitscher Pensiounskeess, dëse Sujet nees unzediskutéieren a praktikabel Léisungen auszeschaffen. Des Weidere sinn déi Lëtzebuerger Servicer amgaangen ze analyséieren, ewéi een de Mixt-Carrièren, wou also eng Persoun an e puer Länner wunnt oder schafft, ka besser Rechnung droen, dëst onofhängeg vum Resultat vun den Echangen op EU-Niveau.

Tarifs de location de salle dans le cadre de la campagne électorale | Question **7607** (16/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 23. Januar hu bal all Parteien e Walkampfofkommes ënnerschriwwen, dat e fairt Matenee souwuel fir d'Gemenge- wéi och fir d'Chamberswale virgesäit. Esou wéi et mir zougedroe gouf, schéngt et awer sou ze sinn, datt verschidde Gemengen hir Autonomie esou interpretéieren a benotzen, datt si fir Parteien, déi Lokalitéite vun der Gemeng benotze wëllen, ënnerschiddlech Tariffer fixéieren, jee nodeem, ob déi betraffe Partei am respektive Gemengerot vertrueden ass oder net.

Am Hibléck op potenziell Walkampfveranstaltunge géif sech hei d'Gefor tëschent engem Interessekonflikt vun der Gemengenautonomie an der Chancëgläichheet vu sämtleche Parteien erginn.

An dem Zesummenhang géif ech der Madamm Banneminister gär dës Froe stellen:

– Wéi ass d'Positioun vun der Regierung an där Fro? Géif déi politesch Fairness et net verlaangen, datt d'Gemengen all politesch Parteien, déi sech un de Wale bedeelege wëllen, d'selwecht behandelen?

Réponse (10/03/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Intérieur | **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État

Den Deputéierten informéiert sech iwwert d'Tariffer fir d'Locatioun vu Gemengesäll, notamment fir Evenementer, déi d'Parteien am Kader vun de Walcampagnë virun de Gemengen- a Chamberwalen organiséieren a wou et, laut Ausso vum Deputéierten, verschidden Tariffer soll ginn, jee nodeem, ob eng Partei am Gemengerot vertrueden ass oder net.

Mir hu bis elo keng Kenntnis vu Gemengereglementer, déi sou eng Tarifikatioun agefouert sollen hunn. D'Fixatioun vu verschiddene Locatiounstariffer fir Gemengegebaier a Fonctioun vun der Representatioun vun enger Partei am Gemengerot ass eng ongläich Behandlung, déi net de Krittäre vun der Jurisprudenz vun der Cour constitutionnelle entsprécht: „procéder d'une disparité objective, être rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but". Sou ënnerschiddlech Tariffer sinn also net konform zum Gläichheetsprinzipp virum Gesetz a ginn och net vun der Inneministesch approuvéiert.

Et gëtt awer Gemengen, déi eng ënnerschiddlech Tarifikatioun fir d'Locatioun vu Gemengesäll applizéieren an dobäi den Ënnerscheed maachen, ob et sech ëm eng lokal oder eng net lokal Vereenegung handelt. Deen Ënnerscheed berout op der Distinctioun tëschent lokalen an net lokale Steierzueler.

Temps de conduite et de repos des chauffeurs de bus | Question **7608** (16/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Am Artikel „Längere Lenkzeiten, kürzere Pausen", deen de 15. Februar am „Tageblatt" publizéiert gouf, heescht et, datt d'EU-Kommissioun d'Reegelung vun de Rouzäite fir Buschauffeuren iwwerschaffe wëll, wat notamment zu méi laange Schichten a méi kuerze Pause kéint féieren. D'Gewerkschafte weisen sech besuergt, datt d'Sécherheet vun de Passagéier opgrond vun enger Iwwerlaaschtung vun de Chaufferen net méi ka garantéiert ginn.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister seng allgemeng Positioun zu där ugekënnegter Neireegelung elaboréieren a preziséieren, wéi hien de potenziellen Impakt op déi allgemeng Sécherheet souwuel vun de Passagéier wéi och dem Trafick am Allgemenge beurteelt?

2. D'Käschte vum ëffentlechen Transport ginn zu Lëtzebuerg vollstänneg duerch déi ëffentlech Hand gedroen. Kann den Här Minister de budgetären Impakt vun där genannter Neireegelung chiffréieren an an deem Zesummenhang garantéieren, datt de gratis ëffentlechen Transport zu Lëtzebuerg nimools zulaaschte vun den Aarbechtskonditioune vum Personal finanzéiert gëtt?

Réponse (06/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froe betreffend eng zukünfteg Propos vun der Europäescher Kommissioun, mat där d'Fuer- a Rouzäite vun de Buschaufferen am Transport occasionnel sollen iwwerschafft ginn.

Obwuel d'Europäesch Kommissioun ufanks des Joers dës Propos fir Januar/Februar ugekënnegt hat, ass se bis lo nach net presentéiert ginn, sou datt den Detail vun de proposéierten Ännerungen nach net bekannt ass. Aus deem Grond ass et och nach net méiglech, fir dozou Stellung ze huelen. Aktuell ass keen Datum bekannt, wéini d'Presentatioun soll sinn.

Mat der Propos publizéiert d'Europäesch Kommissioun normalerweis och ëmmer eng Impaktstudie, déi bestëmmt eng Äntwert op dem honorabelen Deputéierte seng Fro betreffend d'Sécherheet vun de Passagéier an dem allgemenge Verkéier op der Strooss ka ginn.

Den aktuellen Informatiounen no sollen déi ugekënnegt Ännerungsvirschléi nëmmen den Transport occasionnel betreffen, net awer den Transport régulier, sou datt se keen Impakt op den ëffentlechen Transport wäerten hunn, also och kee budgetären Impakt.

Doriwwer eraus gesäit d'Reglement iwwert d'Fuer- a Rouzäiten eng Derogatioun vir fir Buslinne bis 50 km. Op eng gemeinsam Demande hi vun LCGB, OGB-L a FLEAA goufe fir dee spezielle Fall zum Schutz vu de Chaufferen national Reegelen ausgeschafft, déi zanter 2018 a Kraaft sinn. Dës Derogatioun wäert weiderhi bestoe bleiwen.

Helpline du service mobilitéit.lu | Question **7609** (16/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

All Bierger kann iwwert d'Mobilitéitszentral Informatiounen zu dem ëffentlechen Transport, der Mobilité douce an dem Wee mam Auto fannen. Iwwert d'Helpline +352 24 65 24 65 kënnen d'Leit dann och Nofroe stellen a reklaméieren, wa mol eng Kéier eppes net klappt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune mat wéi enge Stonnekontrakter si fir d'Helpline vun der Mobilitéitszentral zoustänneg?

2. Wéi vill Appeller sinn am leschte Joer (pro Woch) an der Mobilitéitszentral agaangen? Wéi vill Prozent vun dësen Appeller goufen traitéiert?

3. Wéi vill Reklamatioune sinn am leschte Joer an der Mobilitéitszentral agaangen?

4. Wat fir Suitte kruten déi Reklamatiounen?

5. Oft kënnt et vir, dass d'Mobilitéitsapp uweist, dass ee Bus op enger Plaz wier, en a Wierklechkeet awer nach eng ganz Rei Arrête vun deem Punkt op der Streck ewech ass.
Wéi kommen esou Diskrepanze bei der App zustanen, wou ee Bus als passéiert ugeschloe gëtt, den Arrêt awer bis elo nach guer net erreecht huet?

Réponse (21/03/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierten huet Froen iwwert d'Mobilitéitszentral, e Service, dee säit der Grënnung vun der Verwaltung fir ëffentlechen Transport den 1. Mäerz 2021 ënnert dem Numm „mobiliteit.lu" fonctionéiert.

De Service mobiliteit.lu bedreift souwuel de Callcenter wéi och e Backoffice mam Service Client, souwéi dat deeglecht Aktualiséiere vun der Internetsäit mobiliteit.lu an déi zougehéiereg mobill App.

Um 1. Februar 2023 hu 15 Mataarbechter am Callcenter geschafft (9 a Vollzäit a 6 an Deelzäit). Déi 15 Mataarbechter entspriechen 12,5 ETP (Équivalent temps plein). Derbäi kommen 3 Vollzäitmataarbechter, déi sech ëm de Service Client bekëmmeren (Doleancë per Mail a Courrier).

Am Joer 2022 sinn 151.734 Uriff am Callcenter gezielt ginn. Am Duerchschnëtt pro Woch sinn dat 2.918 Uriff. Den Taux vun den Uriff, déi 2022 konnte beaarbecht ginn, louch bei 71 %.

Et koumen 2022 insgesamt 9.869 Doleancë per Mail a Courrier eran, dovunner waren 3.074 Reklamatiounen.

Am Callcenter si vun den 151.734 Uriff 1.428 Appeller vun de Mataarbechter an der Kategorie „Reklamatioun" agestuuft ginn.

Dës Reklamatioune gi vum Service Client no Récksprooch mat all den Acteuren aus dem Secteur vum ëffentlechen Transport beaarbecht. Dëst sinn déi verschidde Servicer aus der Verwaltung fir ëffentlechen Transport, also intern Acteuren; an déi extern Acteuren, d. h. aner Operateuren am Land, d'Busentreprisen, d'Gemengen asw. A verschiddene Fäll ass eng länger Analys néideg. All dës Doleancë kréien dann och deementspriechend eng Äntwert per Mail oder Courrier. An der Moyenne sinn all déi Ufroen am Joer 2022 vum Service Client mat enger Äntwert no 3,38 Deeg ofgeschloss ginn.

Vun den 1.428 Appeller, déi am Callcenter als Reklamatioun agestuuft goufen, konnten der 1.275 direkt iwwer Telefon gekläert ginn. Bei 153 Stéck gouf een Dossier opgemaach an de Client krut innerhalb vun e puer Deeg vum Callcenter per Telefon eng Äntwert.

Et kann effektiv virkommen, dass d'Mobilitéitsapp uweist, dass ee Bus op enger bestëmmter Plaz wier, en a Wierklechkeet awer nach méi wäit ewech ass. Dat kënnt dohier, dass d'Mobilitéitsapp ëmmer eng prognostizéiert Echtzäit uweist. D'Gefierer selwer schécken nämlech net permanent en Update vun hirer Positioun un de System. Duerch d'Verkéierslag oder duerch en ongeplangten Halt kann et mat Momenter dozou féieren, dass e Bus an der App schonn am Streckeverlaf méi wäit ugewise gëtt wéi en a Wierklechkeet ass.

Violence conjugale | Question **7610** (16/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Am Januar 2013 gouf vum US-amerikaneschen National Centre for Injury Prevention and Control eng Etüd mam Titel „National Intimate Partner and Sexual Violence Survey" publizéiert. An der Etüd ginn Erfarunge vu sexualiséierter Gewalt, kierperlecher Gewalt bis hin zu Vergewaltegung a vu Stalking, opgefächert no der sexueller Orientéierung vum Affer, ausgewäert. Befrot goufen insgesamt 9.970 Fraen, vun deenen 9.086 Informatiounen erfaasst an analyséiert goufen. Vun dëse Fraen hu sech der 96,5 % als heterosexuell bezeechent, 2,2 % als bisexuell an 1,3 % als lesbesch. D'Etüd weist no, datt bisexuell a lesbesch Fraen een däitlech méi héije Risiko hunn, an hirem Liewen Affer vu Vergewaltegung, sexualiséierter Gewalt, kierperlecher Gewalt a Stalking duerch hiren Intimpartner ze gi wéi heterosexuell Fraen (bisexuell Fraen: 61,1 %, lesbesch Fraen: 43,8 %, heterosexuell Fraen: 35 %). (https://broken-rainbow.de/lesben-haeufiger-von-gewalt-in-der-partnerschaft-betroffen-als-heterosexuelle-frauen/).

Säitdeem goufen d'Resultater vun dëser Etüd duerch eng ganz Rei vun änlechen Etüde confirméiert. Trotzdeem ass an der sougenannter „Istanbul-Konventioun", engem vëlkerrechtlechen Ofkommes iwwer Preventioun a Bekämpfung vu Gewalt géint Fraen a Gewalt an der Partnerschaft, net rieds vun der sexualiséierter Gewalt vu Frae géint Fraen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Chancëgläichheetsminister:

1. Wéi steet d'Madamm Minister zur Iwwerleeung, datt sexualiséiert Gewalt vu Frae géint Fraen, dorënner och Vergewaltegung vu Fraen duerch Fraen, an der Ëffentlechkeet méi staark misst thematiséiert ginn?

2. Wéi ass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg? Wéi vill Frae ginn Affer vu Gewalt a lesbesche Koppelen? Wéi grouss ass den Undeel vu Fraen an de Fraenhaiser, déi Affer vu Gewalt vun enger anerer Fra goufen?

Réponse (27/02/2023) de **Mme Taina Bofferding,** Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Zu Lëtzebuerg kritt all Affer vun haislecher Gewalt gehollef an dat onofhängeg vun sengem Geschlecht a senger sexueller Orientatioun.

Am Kampf géint haislech Gewalt huet d'Regierung dofir eng genderneutral Approche gewielt. Dat gëllt ganz besonnesch fir d'Gesetz iwwert haislech Gewalt, awer och fir den Afferschutz an d'Täteraarbecht. D'Präventiouns- a Sensibiliséierungsmoossname viséieren all Affer vun haislecher Gewalt, Männer, Fraen, Kanner an och non-binär Persounen. Deemno kritt all Affer eng professionell Prise en charge an all Täter gëtt bestrooft.

An deem Kontext sief ënnerstrach, datt Lëtzebuerg déi sougenannten Istanbul-Konventioun géint all Forme vu Gewalt u Fraen a Meedercher a géint haislech Gewalt säit der Ratifikatioun am Joer 2018 op all Geschlechter applizéiert, well dëst kohärent ass en vue vun eiser globaler Approche.

Augmentation de la propension à la violence au Luxembourg | Question **7611** (16/02/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Léon Gloden** (CSV)

Il est notoire que les mauvaises conditions de circulation quotidiennes au Luxembourg favorisent la frustration et la colère. Dans ce contexte, il ressort d'un article paru dans « L'essentiel » du 16 février 2023 que la violence des automobilistes a augmenté ces derniers jours au Grand-Duché. On y voit et décrit des automobilistes très stressés qui quittent leur véhicule et en viennent aux mains avec d'autres automobilistes. La propension visible à la violence est frappante et choquante en même temps. Le président de la sécurité routière déplore les incidents qu'il confirme être « en hausse » et que « certaines personnes se croient aujourd'hui tout permis ».

Compte tenu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

1) De manière générale, le Gouvernement est-il conscient de l'augmentation de la propension à la violence au Grand-Duché ?
– Si oui, que compte-t-il faire pour y remédier ?

2) Que compte faire le Gouvernement en matière de sécurité routière pour contrer les cas d'incivilité tels que ceux décrits ci-dessus ?
– Le Gouvernement prévoit-il des sanctions plus sévères ?
– Si oui, lesquelles ?

Réponse (15/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

La police ne peut actuellement pas fournir d'éléments statistiques concernant spécifiquement le comportement d'automobilistes violents.

Je me permets de renvoyer les honorables Députés aux statistiques policières annuelles, relatives aux infractions contre les personnes, notamment les rubriques « coups et blessures volontaires » ainsi que « menaces et diffamations/calomnies/injures ». Ces rubriques contiennent également les faits de violence référencés dans la question parlementaire sous rubrique.

En consultant les rubriques précitées dans le rapport de 2021, on peut observer une propension à la violence en augmentation sur les 5 dernières années +10 % en 2021 par rapport à 2017 pour les faits de coups et blessures et +22 % en 2021 par rapport à 2017 pour les faits de menaces, etc.). Une évolution sociétale dans ce sens peut être observée. Les chiffres de 2022 seront prochainement publiés et renseigneront davantage sur l'évolution de ces faits et feront l'objet d'une analyse en vue de mesures adaptées et appropriées.

Mise en place d'un observatoire transfrontalier du logement | Question **7612** (16/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Suite à la conférence dédiée au logement et plus précisément à la problématique du logement dans la Grande Région, organisée par le Conseil parlementaire interrégional sous présidence luxembourgeoise en 2017, le LISER (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research) avait été chargé d'une étude de faisabilité.

Dans ses conclusions, et suite à de longs échanges, l'étude concluait « que la mise en place d'un observatoire transfrontalier du logement nous paraît tout à fait indispensable et urgent ».

– Comme le Ministère du Logement luxembourgeois avait cofinancé cette étude, j'aimerais savoir des membres du Gouvernement concernés : Quel est l'état d'avancement dudit projet permettant de mieux connaître et la problématique du logement en général dans la Grande Région ainsi que les flux transfrontaliers et les meilleures pratiques ?

Réponse (28/02/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **Mme Corinne Cahen,** Ministre à la Grande Région | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Aménagement du territoire

Tel qu'il avait déjà été précisé dans la question parlementaire 7566, l'étude de faisabilité en vue d'un observatoire transfrontalier du logement dans la Grande Région a été présentée par les services du Ministère du Logement à la Commission du logement de la Chambre des Députés luxembourgeoise le 14 mai 2020. L'étude a également été transmise au Conseil parlementaire interrégional. Depuis le Gouvernement est en attente d'un retour suite aux discussions menées au sein du Conseil parlementaire interrégional relatives aux trois scénarios proposés.

Résidence dans les régions frontalières | Question **7613** (16/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Il est un fait que la mobilité transfrontalière en matière de logement a tendance à augmenter. C'est ainsi qu'un nombre non négligeable de ressortissants luxembourgeois choisissent une résidence dans les régions frontalières allemandes, françaises et belges.

– J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre du Logement si son ministère dispose d'un état des lieux sur ce phénomène et quelles sont le cas échéant les raisons principales du changement de résidence.

– Quels sont le cas échéant les avantages/désavantages d'un tel choix ?

Réponse (27/02/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Le Ministère du Logement ne dispose pas de données sur les flux migratoires de ressortissants luxembourgeois dans les régions frontalières allemandes, françaises et belges autres que celles disponibles via le portail du Statec.

Heures supplémentaires du personnel soignant | Question **7614** (16/02/2023) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Wärend der Covidzäit huet d'Personal am Gesondheetssecteur Grousses geleescht, fir den normale Fonctionnement an de Spideeler ze garantéieren. Och d'Infirmieren an Infirmièren hunn an deem Kontext vill geschafft an deementspriechend och vill Iwwerstonne geleescht. An deem Kontext ass mir zougedroe ginn, datt sech bei villen Infirmieren an Infirmièren eng Onmass un Iwwerstonnen ugesammelt huet, déi dës Leit elo, wéi et schéngt, net gänzlech kënne kompenséieren – sief dat duerch d'Ausbezuele vun den Iwwerstonnen oder awer, datt déi betraffe Leit dës Iwwerstonnen als Congé kënnen eranhuelen. Iwwerdeems wär et esou, datt dës Iwwerstonnen no enger gewëssener Zäit verfalen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Madamm Gesondheetsminister déi uewe genannten Informatioune confirméieren, datt sech bei villen Infirmieren an Infirmièren eng Onmass un Iwwerstonnen ugesammelt huet, déi dës Leit elo, wéi et schéngt, net gänzlech kënne kompenséieren – sief dat duerch d'Ausbezuele vun den Iwwerstonnen oder awer, datt déi betraffe Leit dës Iwwerstonnen als Congé kënnen eranhuelen? Kann d'Madamm Minister och confirméieren, datt dës Iwwerstonnen iergendwann verfalen?

2. Wa jo, wéi vill Infirmieren an Infirmièrë si vun deem uewe beschriwwene Problem betraff? Ass och nach anert Fleegepersonal, z. B. Auxiliaires de vie, Aide-soignants, vun deem uewe beschriwwene Problem betraff?

3. Wa jo, wéi ass et an den Ae vun der Madamm Minister ze veräntwerten, datt déi wichteg Aarbecht, déi dëst Fleegepersonal geleescht huet, net valoriséiert gëtt, andeems si hir Iwwerstonnen net kënne kompenséieren?

4. Wat gedenkt d'Madamm Gesondheetsminister elo ze ënnerhuelen, fir systematesch ze garantéieren, datt dat gesamt Fleegepersonal seng Iwwerstonne ka kompenséieren an a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun där Initiativ gerechent ginn?

Réponse (17/03/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé | **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Dem Gesondheetsministère ass dee vum honorabelen Deputéierte beschriwwene Kontext net bekannt. D'Dispositioune vum FHL-Kollektivvertrag si vun der FHL konfirméiert. Et besteet an dëser Hisiicht kee Verfall vu geleeschten Iwwerstonnen.

D'Kompensatioun vun den Iwwerstonnen am Gesondheetssecteur fir Spidolpersonal gëtt vum Kollektivvertrag „Convention collective de travail des salariés occupés dans les établissements hospitaliers et dans les établissements membres de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (CCT FHL 2022-2024)"[1] gereegelt. De Kollektivvertrag ass fir dräi Joer gülteg, vum 1. Januar 2022 bis den 31. Dezember 2024.

All Iwwerstonn kritt eng Majoratioun vu 50 %. D'Iwwerstonne ginn entweeder erageholl a Form vu Congé oder kënnen awer och an engem Compte épargne-temps afléissen. Et besteet des Weideren och d'Méiglechkeet fir Salariéen, déi ënner CDI sinn, dës Stonnen an ee spezielle Kont fir d'Iwwerstonnen ze deposéieren. Et kënnen op sou engem Kont bis zu 900 Stonne gesammelt ginn, an dat zäitlech illimitéiert. Am Fall wou de Salarié dës Iwwerstonnen notze wëll, muss eng Demande un den Employeur gemaach ginn. All reschtlech Iwwerstonn gëtt all Joers op den 31. Oktober un de Salarié ausbezuelt. Dëst geschitt awer och nëmmen, wann d'Unzuel vun den Iwwerstonnen iwwer 38 Stonne klëmmt an de Salarié déi net an säi Kont verséiert huet.

[1] https://data.legilux.public.lu/filestore/eli/etat/leg/rgd/2022/10/25/a617/jo/fr/pdfa/eli-etat-leg-rgd-2022-10-25-a617-jo-fr-pdfa.pdf

Nouvelle ligne à haute tension à Junglinster | Question **7615** (16/02/2023) de **M. Léon Gloden** | **M. Max Hengel** | **Mme Octavie Modert** (CSV)

Mat enger neier Héichspannungsleitung a Richtung Aach bei Tréier soll d'Stroumversuergung vu Lëtzebuerg fir déi nächst Joerzéngten ofgeséchert ginn. Déi geplangten 380-Kilovolt-Leitung verleeft ënner anerem duerch d'Gemeng Jonglënster, méi genau duerch d'Uertschaft Amber. Déi nei Leitung soll déi bestoend 220-Kilovolt-Leitung, déi Lëtzebuerg aktuell mat Stroum aus Däitschland versuergt a parallell zum Duerf verleeft, deelweis direkt iwwer d'Diecher vun den Haiser ersetzen. Vill Awunner maache sech Suergen a fäerten, dass déi geplangten nei Héichspannungsleitung deelweis kéint den Tracé vun der bestoender iwwerhuelen an no laanscht d'Haiser géif verlafen. Si gesinn doran e Risiko fir hir Gesondheet an déi vun hire Kanner.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an un d'Madamm Ëmweltminister riichten:

1. Wéi eng vun de Variante fir den Tracé vun der 380-Kilovolt-Leitung gëtt aktuell vun der Regierung favoriséiert an aus wéi engem Grond?

2. Wéi wëll d'Regierung de Bedenke vun den Awunner aus der Gemeng Jonglënster am Kontext vun der neier Héichspannungsleitung Rechnung droen?

3. A wéi wäit ginn eventuell Gesondheetsrisike fir d'Awunner an der Planungsphas berécksiichtegt?

4. A wéi wäit gëtt bei der Decisioun fir eng Variant d'Positioun vun der Gemeng Jonglënster berécksiichtegt?

Réponse (20/03/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. De Projet vun der Creos, fir eng nei 380 KV Héichspannungsleitung tëscht Boufer an Aach ze bauen, ënnerläit dem modifizéierte Gesetz vum 15. Mee 2018 iwwert d'Evaluatioun vun Ëmweltimpakter (loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement – EIE). Well dës Prozedur nach am Lafen ass an d'Informatiounen nach net all virleien, gëtt et kee „Favoritt".

Et geet fir d'éischt doräms, all raisonnabel Variant ze ënnersichen an déi méiglech Auswierkungen dovunner op d'Ëmwelt – dozou gehéiert natierlech och de Mënsch – ze verstoen. Et ass eréischt nodeems all d'Informatioune virleien an den Dossier an der „consultation du public" war, dass déi zoustänneg Autoritéit an enger „conclusion motivée" déi ënnersicht Variante wäert ofschléissend bewäerten.

ad 2. Am Kader vun der EIE ginn all d'Ëmweltauswierkunge vum Projet analyséiert a bewäert. Dobäi gi besonnesch och déi potentiell Auswierkungen op de Mënsch betruecht (Artikel 3 vum EIE-Gesetz) an et gëtt natierlech och berücksichtegt, dass net just eng nei Leitung soll gebaut ginn, ma och eng bestoend Leitung ewechgeholl gëtt. Och eventuell nei Verdeelerleitungen oder Verdeelerleitungen, déi ewechfale géingen, ginn an der EIE gekuckt.

Am Kader vun der EIE hunn déi staatlech Autoritéiten an hirem Avis vum 17. Februar 2021 iwwert den Detailgrad vun den Informatiounen, déi am Rapport d'évaluation musse geliwwert ginn, ee strengen a konservativen Usaz fir d'Bewäertung vu méiglechen Ëmweltauswierkungen op de Mënsch verlaangt. Fir d'Bewäertung vun elektromagnéitesche Felder, déi laanscht esou eng Leitung kënnen entstoen, sinn déi strengste bekannten Orientéierungswäerter als Referenz ugesat ginn.

Et sief bemierkt, dass déi nei Leitung net just d'Gemeng Jonglënster betrëfft. Et ass wichteg, an engem komplexen Dossier fir d'éischt eng Gesamtvue vun de méiglechen Ëmweltauswierkungen iwwert de ganzen Tracé vum Projet ze hunn, éier ee ka kucken, wéi am Detail de fondéierte Bedenke vun den Awunner ka Rechnung gedroe ginn. Dowéinst kritt d'Bevëlkerung am Kader vun der EIE-Prozedur (Artikel 8 vum EIE-Gesetz) jo och nach d'Méiglechkeet, de gesamten Dossier mam Rapport d'évaluation anzegesinn, an op där Basis hir Observatiounen ze kommunizéieren an ze begrënnen.

ad 3. Mir verweisen hei op d'Äntwert op d'Fro 2.

Fir nidderfrequent magnéitesch Wiesselfelder ass an der Europäescher Unioun an hei zu Lëtzebuerg zum Schutz vun der Gesondheet en offizielle Grenzwäert vun 100 μT gesetzlech festgehalen. Op Basis vum Principe de précaution huet de Gesondheetsministère a sengem Avis zu der geplangter 380-Kilovolt-Héichspannungsleitung zousätzlech e präventive Wäert vun 0,4 μT op der Gesamtstreck Bertrange–Aach fir Daueropenthaltsberäicher vu sensibele Persoune recommandéiert. Dëst ass beim Ausschaffe vun de verschiddene Variante vun der neier Héichspannungsleitung berücksichtegt ginn.

Wat elo d'Ersetze vun der 220-Kilovolt-Leitung duerch déi nei 380-Kilovolt-Leitung betrëfft, esou wäert dëst éischter zu enger Verbesserung vun der aktueller Situatioun aus gesondheetlecher Siicht féieren. Entscheedend fir d'Stäerkt vum Magnéitfeld ass nämlech net d'Maximalkapazitéit vun der Leitung, mee wéi eng Stroumlaascht iwwert d'Leitung fléisst. Bleift d'Stroumlaascht déi selwecht bei méi enger héijer Spannung, esou kënnt et zu manner Perten an d'Magnéitfelder si reduzéiert. Zudeem wäert de Réckbau vu bestoende Streckendeeler d'Stäerkt vum nidderfrequente Magnéitfeld bei Haiser op deene Strecke reduzéieren.

ad 4. Wéi schonns hei virdru geschriwwen, wäert d'Gemeng Jonglënster, wéi all aner betraffe Gemeng an och hir Bierger, d'Méiglechkeet kréien, an der Phas vun der Consultation du public hiren Avis (Artikel 8 vum EIE-Gesetz) iwwert de finale Rapport d'évaluation an de Projet auszedrécken.

De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, als kompetent Autoritéit fir d'EIE-Prozedur, wäert um Ofschloss vun der EIE-Prozedur a senger Schlussfollgerung („conclusion motivée" nom Artikel 10 vum EIE-Gesetz) op d'Resultater aus der Consultation du public agoen.

Subvention pour les granulés de bois | Question **7616** (16/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Mam Gesetz vum „23 décembre 2022 instituant une contribution étatique visant à limiter la hausse des prix des granulés de bois pour le chauffage primaire des ménages privés" gouf zu Lëtzebuerg eng Bäihëllef fir Pellets fir ze hëtze vun 200 Euro/Tonn bei

engem maximale Volume vu fënnef subventionéierten Tonnen iwwert den Zäitraum vum Kalennerjoer 2023 decidéiert. Esou wéi et mir zougedroe gouf, si Bierger, déi hir Pellets an Tute verpaakt beim Fournisseur bestellen oder an engem Geschäft kafen, vun däser Moossnam ausgeschloss.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Fro stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi dëst begrënnt ass? Stellt den Ënnerscheed net eng Diskriminatioun vun deene Leit, déi hir Pellets an Tute kafen, duer, géintiwwer anere Consommateuren?

2. Wär et net méiglech, eng Léisung anzeféieren, fir deene private Consommateuren, déi hei am Land wunnen, eng Subventioun fir Pellets an Tuten ze ginn? Wär et net méiglech, fir esou eng Subventioun och réckwierkend ze accordéieren?

Réponse (15/03/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

ad 1. D'staatlech Bäihëllefe gëllen, wéi am Gesetz vum 23. Dezember 2022 iwwert d'staatlech Contributioun bei de Pellets virgesinn, nëmme fir Pellets, déi am Lassenen an e Silo geblose ginn. Dëst soll verhënneren, dass et zum Beispill zum Weiderverkaf vu Pellets an d'Ausland kënnt. Aus deene Grënn ginn och Holzhackschnitzel oder Stéckholz net subventionéiert.

Déi grouss Majoritéit vun den Anlage funktionéiert mat Siloen, déi iwwer ee Camion beliwwert ginn a sou eligibel sinn. De Risiko, datt sou Abusen einfach wieren, rechtfertegt dës Begrenzung a séchert eng zweckgeméiss Verwendung vu Subventiounen a Staatsgelder.

ad 2. De System vun de Pelletssubventioune baséiert drop, dass d'Fournisseuren de Clienten d'Reduktioun direkt op der Rechnung applizéieren. De Gesamtmontant vun de Reduktioune kréien d'Fournisseuren iwwer e System vun Avancen an Decompten da vum Staat zeréck bezéiungsweis virgestreckt. Et ass also net virgesinn, dass Privatleit hir Rechnung un de Staat schécken an doropshin hir Suen zeréckkréien.

Sabotage du gazoduc Nord Stream | Question **7617** (16/02/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De 26. September 2022 sinn d'Gaspipelinen Nord Stream 1 an 2 duerch en Akt vu Sabotage schwéier beschiedegt respektiv zerstéiert ginn. Domat ass e wichtege Pilier vun der europäescher Gasversuergung ewechgebrach, deen sech opgrond vum Mangel vun enger adequater Infrastruktur nëmme ganz zäit- a ressourcenintensiv an och nëmmen deelweis duerch alternativ Importer, wéi z. B. den ekologesch ëmstriddenen an deiere Flëssegas, ersetze léisst.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung den Impakt vum Sabotage vun der Nord Stream Pipeline op d'Lëtzebuerger Ekonomie scho chiffréieren, respektiv huet si eng entspriechend Evaluatioun an Optrag ginn? Falls jo, an Zesummenaarbecht mat wéi engen nationalen an eventuell internationalen Institutiounen? Falls net, firwat net?

2. Ginn dobäi och déi indirekt Repercussioune mat agerechent, wéi z. B. d'Influenz op Lëtzebuerg vu Steierungen an Deierechten an där däitscher Ekonomie?

3. Gesäit d'Regierung fir de Fall, datt déi international Enquêten een oder méi Täter identifizéieren, vir, deen oder déi verantwortlech Täter respektiv Staaten ëm entspriechende Schuedensersaz unzesichen?

Réponse (21/03/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. an 2. Nord Stream 1 gouf am Joer 2011 operationell, fir russesche Gas bal 1.200 Kilometer duerch d'Ostsee an Däitschland ze transportéieren. Nord Stream 2 gouf ni a Betrib geholl, well déi däitsch Regierung d'Autorisatiounsprozedur am Februar 2022 als Deel vun de Sanktioune géint Russland gestoppt huet.

An der Nuecht vum 26. September 2022 sinn dräi vun deenen insgesamt véier Pipelinë vun Nord Stream 1 an 2 duerch Explosiounen zerstéiert ginn, no aktuellen Aschätzunge verursaacht duerch Sabotage. Däitschland, Dänemark a Schweden hunn als direkt betraffe Länner am Oktober 2022 Enquêtë lancéiert, déi aktuell nach net ofgeschloss sinn.

No enger Analys vu Bloomberg sinn d'Gaspräisser an Europa an der Suite vun deem Sabotage kuerzfristeg ëm 12 Prozent eropgaangen, an dat obwuel zu deem Moment a kenger vun deene Pipelinë Gas gefloss ass.[2] Wéi an der Grafik heidrënner duergestallt, si schonn den 29. September d'Präisser awer erëm gefall, wat doduerch ze erklären ass, dass de Marché an d'Marchésacteuren onofhängeg vun deenen Explosioune souwisou net domat gerechent haten, dass d'Pipelinë géife genotzt ginn.[3]

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Entspriechend deenen uewe genannten Analysen, ass deen ekonomeschen Impakt vun der aktueller Energiekris net ausschliisslech am Kontext vun deenen Explosiounen ze gesinn, mee weesentlech méi breet. Effektiv hunn déi héich Energiepräisser signifikant Impakter op d'Gesellschaft an d'Industrie an Europa. Et ass och dowéinst, dass d'Lëtzebuerger Regierung zesumme mat de Sozialpartner schonn am Mäerz 2022, d. h. kuerz no der Invasioun vu Russland, am Kader vun der Tripartitt verschidde Moossnamen am Solidaritéitspak 1.0 decidéiert huet an dono mam Solidaritéitspak 2.0 an 3.0 ergänzt huet. Et ass ervirzehiewen, dass d'Regierung spezifesch Hëllefsprogrammer fir d'Entreprisen op d'Bee gestallt huet, fir een Deel vun de Méikäschte vum Stroum- a Gaspräis am Verglach mat 2021 ze kompenséieren, bis haut si scho ronn 500 Dossieren traitéiert an ongeféier 20 Milliounen EUR Hëllefen accordéiert ginn.

Op europäeschem Niveau gouf d'ekonomesch Situatioun fir Betriber rezent duerch d'Kommissioun am Kader vum Dokument „A Green Deal Industrial Plan for the Net-Zero Age" analyséiert a Propose gemaach, fir d'europäesch Ekonomie ze ënnerstëtzen a geziilt an eng méi nohalteg Richtung weiderzeentwéckelen.[4] Aner spezifesch Evaluatioune sinn aktuell net geplangt.

ad 3. Dem aktuelle Stand vum Dossier no ass keng esou Klo envisagéiert an et misst juristesch ofgekläert ginn, ob dat iwwerhaapt méiglech a sënnvoll wier.

Refus de l'accès au Registre des bénéficiaires effectifs | Question **7618** (16/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Rezent sollen e puer Journalisten temporär hiren Zougang fir den RBE (Registre des bénéficiaires effectifs) gespaart kritt hunn, nodeems si eng Rei Ufroe gemaach haten. Den Zougang gouf eréischt no e puer Stonnen nees fräiginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, dass Persounen um RBE kënne gespaart ginn, wa si vill Ufroe maachen, an dass dat och an der Vergaangenheet scho gemaach ginn ass?

2. Falls jo:
Handelt et sech heibäi ëm eng automatiséiert oder manuell Spärung?
Ab wéi vill Ufroen a wéi engem Zäitraum kënnt et zu enger Spärung?
Wisou kënnen och Persoune gespaart ginn, déi iwwert hiren Token perséinlech ageloggt sinn an esou eendeiteg identifizéiert kënne ginn? Wat ass d'Zil vun däsem Spärungssystem?

3. Falls nee:
Wat huet déi temporär Spärungen ausgeléist?

Réponse (21/03/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

Am Virfeld muss gesot ginn, dass et schwéier ass, eng präzis Äntwert ze ginn op Froen, déi sech op konkreet Virfäll bezéien, ouni méi Detailer ze hunn. Et war deemno net méiglech, genau nozepréiwen, wat an deene Fäll konkreet geschitt ass.

ad 1. De Registre des bénéficiaires effectifs (RBE) gëtt, wéi aner Onlineservicer vum LBR, duerch en automatiséierte Sécherheetsdispositiff vum Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) geschützt. D'Zil ass et, d'Servicer virun exzessiven automatiséierten Ufroen aus dem Internet ze schützen an esou hir Disponibilitéit ze garantéieren. D'Zil ass net, Persounen ze spären. An deem Sënn war de 14. September 2022 follgend Annonce um Site vum LBR gemaach ginn:

« Pour garantir un fonctionnement optimal de son site, et conformément aux conditions générales d'utilisation du site, des limitations de volumétrie ont été mises en place par le LBR. »

ad 2. an 3. Am Fall wou de Sécherheetdispositiff Anomalien un der Unzuel oder der Form vun de Requêten detektéiert, gëtt d'IP-Adress automatesch fir e kuerzen Zäitraum blockéiert, fir dass vun do keng Ufroe méi un de Service kënne geschéckt ginn. D'Limite, ab där d'Unzuel u Requêten, déi vun enger IP-Adress ausginn, als Anomalie bezeechent gëtt, ass wäit iwwert där vum gewéinleche Gebrauch vun engem Benotzer. Laut CTIE, gouf keen Accès um Niveau vum Sécherheetsdispositiff vum RBE als Anomalie an de Méint Januar a Februar 2023 detektéiert, deen zu enger temporärer Spärung gefouert hätt, wat notamment och dorunner läit, dass ee fir dëse Regëster en authentifizéierten Zougang brauch. Um Niveau vum RCS, deen och vun esou engem Sécherheetsdispositiff geschützt gëtt, gi par contre reegelméisseg Anomalië festgestallt an IP-Adressen temporär blockéiert.

An esou engem Fall ass den Helpdesk vum LBR awer ëmmer bereet, esou séier wéi méiglech dem Utilisateur ze hëllefen, fir de Problem ze behiewen.

Vente immobilière en viager | Question **7619** (17/02/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La vente immobilière en viager représente un contrat entre le propriétaire d'un logement et un acquéreur en échange d'une rente viagère.

[2] https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-09-27/european-gas-prices-rise-amid-outages-at-idled-russian-pipelines#xj4y7vzkg
[3] https://tradingeconomics.com/commodity/eu-natural-gas
[4] https://commission.europa.eu/system/files/2023-02/COM_2023_62_2_EN_ACT_A%20Green%20Deal%20Industrial%20Plan%20for%20the%20Net-Zero%20Age.pdf

On distingue entre deux types de vente : d'une part, le vendeur continue à occuper le logement jusqu'à son décès, d'autre part, le vendeur quitte le logement et l'acquéreur peut l'occuper de suite moyennant le paiement d'une rente au vendeur.

J'aimerais dès lors savoir des membres du Gouvernement :

– Comment cette formule s'est-elle développée au Luxembourg ?

– Quels sont les avantages/désavantages liés à cette formule dans les domaines de la fiscalité, des assurances et autres ?

Réponse (21/03/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Le Gouvernement ne dispose pas d'informations relatives à l'évolution quantitative de la vente viagère au Luxembourg.

Pour ce qui est des aspects fiscaux, la vente d'un immeuble se trouvant dans le patrimoine privé du contribuable est imposée de façon générale, soit comme bénéfice de spéculation visé à l'article 99 bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (« ci-après LIR »), soit comme bénéfice de cession visé à l'article 99 ter LIR.

Le bénéfice de spéculation et le bénéfice de cession sont égaux à la différence entre le prix de réalisation et le prix d'acquisition ou de revient (réévalué dans le cadre du bénéfice de cession) augmenté des frais d'obtention. Le bénéfice de cession est considéré comme un revenu extraordinaire, imposable à un taux égal à la moitié du taux global, tandis que le bénéfice de spéculation est imposé suivant le taux normal. Le bénéfice de cession peut, sous certaines conditions, être diminué de deux abattements.

La vente d'un immeuble contre constitution d'une rente viagère est caractérisée par le fait qu'elle n'est pas réalisée contre un prix unique payé en une seule fois, mais qu'elle a comme contrepartie une rente viagère, c'est-à-dire une prestation périodique à caractère aléatoire.

Lorsque le prix de réalisation est constitué par des prestations périodiques, il y a imposition au fur et à mesure du paiement des arrérages. Le revenu réalisé ne constitue cependant pas un revenu divers au sens de l'article 99 bis ou 99 ter LIR, mais un revenu résultant de pensions ou de rentes au sens de l'article 96 alinéa 1er numéro 3 LIR, l'article 99 LIR ayant un caractère subsidiaire par rapport à l'article 96 LIR.

Lors de l'imposition des rentes viagères dans la catégorie du revenu résultant de pensions ou de rentes, il faut tenir compte de l'article 115, numéro 14 LIR qui permet d'exonérer, sous certaines conditions, une tranche de 50 % du montant net des arrérages de rentes viagères. Cette exonération de 50 % n'est cependant pas accordée dans la mesure où une prestation unique qui eut été obtenue en lieu et place des prestations périodiques aurait constitué un revenu imposable.

Le débirentier, quant à lui, peut déduire 50 % des arrérages de rentes viagères :

– soit en tant que frais d'obtention dans la catégorie du revenu net provenant de la location de biens (article 98 LIR), et dans le cas d'un immeuble occupé personnellement ou destiné à être occupé personnellement, limités au plafond prévu par le règlement grand-ducal modifié du 12 juillet 1968 concernant la fixation de la valeur locative de l'habitation occupée en vertu du droit de propriété ou occupée en vertu du droit de propriété ou occupée à titre gratuit ou en vertu d'un droit de jouissance viager ou légal ;

– soit en tant que dépenses spéciales, conformément à l'article 109 alinéa 1er numéro 1 LIR, non plafonnées au cas où il s'agit d'un immeuble ni occupé personnellement ou destiné à être occupé personnellement, ni mis bénévolement à disposition de quelqu'un d'autre, ni loué ou destiné à une location. Tombe par exemple sous ce tiret un terrain ne procurant pas de revenus au contribuable.

Au cas où le débirentier vend un immeuble qu'il a acquis contre paiement d'une rente viagère, le prix d'acquisition de cet immeuble est la valeur actuelle de la rente au jour de l'acquisition, calculée conformément aux dispositions du paragraphe 16 de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs (« Bewertungsgesetz »), éventuellement réévaluée par multiplication avec le coefficient prévu par l'article 102 alinéa 6 LIR.

Commerce avec l'Iran | Question **7620** (17/02/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Duerch de LUSTAT Data Explorer kann een sech ukucken, wéi vill Handel (Import wéi Export) de Grand-Duché mat de Länner iwwerall op der Welt bedreift. D'Opzielung ass awer limitéiert an esou fannen net all d'Länner eng Plaz op der Lëscht. Ee Beispill heifir ass den Iran, dee jo scho laang vu westleche Sanktioune betraff ass, an deen duerch d'Ënnerdréckung an d'Gewalt vun de Protester nom Doud vum Mahsa Amini op en Neits staark kritiséiert gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Tonnen u Wuere goufen an deene leschte 5 Joer aus dem Iran importéiert (opgelëscht no Joer)?

2. Wéi vill Tonnen u Wuere goufen an deene leschte 5 Joer an den Iran exportéiert (opgelëscht no Joer)?

3. Wat sinn déi 3 heefegst Wueren, déi vu Lëtzebuerg an den Iran exportéiert ginn?

4. Wat sinn déi 3 heefegst Wueren, déi aus dem Iran importéiert ginn?

5. Wéi héich sinn d'Servicer, déi all Joer (opgelëscht op déi lescht 5 Joer) fir Acteuren am Iran geleescht ginn?

6. Wéi héich sinn d'Servicer, déi all Joer (opgelëscht op déi lescht 5 Joer) aus dem Iran un Acteuren zu Lëtzebuerg geleescht ginn?

7. Wat sinn déi heefegst Servicer, déi importéiert ginn?

8. Wéi sinn déi heefegst Servicer, déi exportéiert ginn?

Réponse (23/03/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

Ci-dessous les tableaux avec les informations disponibles auprès du Statec concernant les échanges de biens et de services avec l'Iran :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Activités de l'Inspection du travail et des mines | Question **7621** (20/02/2023) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Ces dernières années, l'Inspection du travail et des mines s'est vu augmenter le nombre de ses fonctionnaires susceptibles d'inspecter différents chantiers et lieux de travail à travers le pays. Cela a permis de détecter plus rapidement des activités non conformes à la législation en vigueur.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

– Monsieur le Ministre, peut-il informer sur l'évolution récente (sur les cinq dernières années) du nombre d'activités qui n'ont pas été respectueuses de notre droit du travail et de la sécurité sociale, ventilée par secteurs d'activité ?

– De quels types de délits s'agit-il ? Dans combien de cas des entreprises étrangères ont été concernées, ventilées par secteurs d'activité ? Dans combien de cas la directive relative au détachement de travailleurs n'a-t-elle pas été respectée ?

– Monsieur le Ministre, peut-il informer sur les différentes sanctions qui ont été appliquées en cette matière ?

Réponse (21/03/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

L'ITM a comme mission de conseiller et d'assister les salariés et les employeurs, de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de droit du travail et de la sécurité et santé au travail.

Son rôle consiste également à veiller et à faire veiller à l'application de la législation notamment aux conditions de travail et à la protection des salariés et à mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de droit du travail et de sécurité et santé au travail.

Pour les cas où les employeurs ou les salariés ne sont pas disposés à se conformer aux dispositions précitées, l'ITM peut constater les infractions dans les domaines relevant de sa compétence et d'en aviser le procureur d'État.

Les dispositions relevant de la compétence de l'ITM sont principalement reprises au sein du Code du travail et subsidiairement au sein de certaines lois connexes, comme par exemple celles relatives aux établissements classés (commodo-incommodo), aux mines, aux tunnels routiers ainsi qu'à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (Seveso).

Le tableau suivant reprend les chiffres clés relatifs aux effectifs et activités de l'ITM des 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les tableaux suivants reprennent le nombre des contrôles de l'ITM ainsi que leurs suites (régularisations ou amendes) sur les 5 dernières années :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau suivant reprend la liste des infractions les plus fréquemment constatées en matière de droit du travail sur les 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau suivant reprend la liste des infractions les plus fréquemment constatées en matière de sécurité et santé au travail sur les 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau suivant reprend le nombre d'amendes infligées en matière de détachement par secteur d'activité à l'encontre d'entreprises établies à l'étranger sur les 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau suivant reprend les montants des amendes infligées en matière de détachement par secteur d'activité à l'encontre d'entreprises établies à l'étranger sur les 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Décentralisation vers le Centre administratif Nordstad | Question **7622** (20/02/2023) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

An engem rezente Presseartikel ass ze liesen, dass 8.500 vun den insgesamt 17.000 m^2 Fläch vun dem Projet „Ettelbruck One" respektiv dem „Centre administratif Nordstad" solle fir staatlech Verwaltunge genotzt ginn, wat am Sënn vun der Iddi vun enger Dezentraliséierung an domat och am Sënn vum Projet Nordstad ass, wou et iwwregens laut dem „Projet de programme directeur d'aménagement du territoire" (PDAT) am Verglach mat der Stad Lëtzebuerg un Aarbechtsplaze feelt. De PDAT gesäit doriwwer eraus och vir, Wunnen, Schaffen a Fräizäit beieneen ze bréngen.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Finanzminister an un den Här Minister fir Energie a Landesplanung riichten:

– Gesäit de Staat eng Dezentraliséierung vun Aarbechtsplaze vum Landeszentrum a Richtung Norde vir?

– Wéi eng Administratioune sollen an deem neie Gebai ënnerbruecht ginn?

– Kann ee sécherstellen, dass keng Zentraliséierung vu staatleche Verwaltungen am Norden a Richtung Ettelbréck geschitt, i. e. dass keng „Antennen" an der Nordregioun zougemaach ginn, fir déi Administratiounen um neie Site beieneen ze leeën?

– Ass d'Regierung der Meenung, dass eng weider Stäerkung vun den Aarbechtsplazen am Norde muss geschéien?
• Wa jo, gëtt et dofir weider Projeten am Norde fir staatlech Verwaltungen, besonnesch an deenen anere „Centres de développement et d'attraction" (CDA)?
• Wann net, firwat net?

Réponse (30/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Aménagement du territoire

D'Regierung ass der Meenung, dass d'Aarbechtsplazen am Norde musse weiderentwéckelt gi souwéi och méi diversifizéiert ginn, an dëst virun allem op de Plaze wou et Sënn mécht, d. h. an de „centres de développement et d'attraction", déi am „Projet de programme directeur d'aménagement du territoire" 2023 identifizéiert goufen.

Konform zu der Politick vun der Regierung ass de Staat esou och beméit, weider staatlech Servicer am Norden unzesidele respektiv bestoend Gebaier ze moderniséieren. Esou sollen an deene Raim och ëffentlech Verwaltungen ugesidelt ginn. An deem Kontext ass op d'Äntwerten op zwou parlamentaresch Froen N° 6358 an N° 6900 ze verweisen.

De Centre administratif Nordstad gëtt gelount, fir de Relogement vu verschiddene staatlechen a parastaatleche Servicer ze maachen. An deem Kontext wäerte verschidde Servicer net nëmme relogéiert, mee och verstäerkt ginn. An deem neie Gebai sollen esou Servicer vum Educatiounsministère, dem Kadaster, der Douane, der Steierverwaltung drakommen, mä och déi aktuell Maison médicale an de Planning Familial relogéiert ginn. Ausser dem Relogement vun de virgenannte Servicer ass et aktuell net virgesinn, aner Antennen am Norden zouzemaachen.

Ënnert dem Numm „Cité militaire" gëtt e grousse Projet mixte zu Dikrech realiséiert, wou nieft 184 neie Wunnengen a 4 Commercë bis Enn 2027 och een neit administratiivt Gebai fir de Staat gebaut gëtt, an deem ënner anerem d'ADEM een neie Siège an der Nordstad kritt.

Den neie Quartier „Wunne mat der Wooltz" kann och an dësem Zesummenhang opgezielt ginn. An dësem Projet gëtt e ganz neie Quartier mixte zu Wooltz gebaut.

Contournement des sanctions contre la Russie | Question **7623** (20/02/2023) de **M. Marc Spautz** | **M. Laurent Mosar** (CSV)

Laut Medieberichter verbreet déi lëtzebuergesch Firma G-Core Labs SA als sougenanntent „Content Delivery Network" iwwer Serveren an Däitschland indirekt Inhalter vum russesche Fernseesender Russia Today. Russia Today ënnerläit allerdéngs de Sanktiounen, déi d'EU wéinst der russescher Invasioun an der Ukrain verhaangen huet.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un de Medien- a Kommunikatiounsminister an un den Ausseminister stellen:

– Kann d'Regierung d'Informatiounen aus der Press confirméieren?
• Wa jo, ënnerleeft G-Core Labs SA domat net d'EU-Sanktiounen?
• Wat wëllt d'Regierung ënnerhuelen, fir de Fall wou d'EU-Sanktiounen net respektéiert ginn?

– Sinn der Regierung nach aner lëtzebuergesch Firme bekannt, déi d'EU-Sanktiounen direkt oder indirekt ënnerlafen?
• Wa jo, ëm wat fir Entreprisen handelt et sech a wat huet d'Regierung gemaach, fir dës Praxis ze ënnerbannen?

Réponse (21/03/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias | **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

D'Regierung confirméiert de Wuertlaut vun der Äntwert vum Ministère an huet d'Informatiounen aus dem Presseartikel am Detail analyséiert. Déi kompetent Servicer hunn de mentionéierten Artikel un de Parquet weiderginn, sou wéi et am Artikel 23 vum Code de procédure pénale virgesinn ass.

Zesumme mat techneschen Experte vum CIRCL hunn déi kompetent Servicer d'Entreprise mat den Informatiounen aus dem Presseartikel confrontéiert. D'Entreprise huet intern Kontrollmechanismë presentéiert, souwéi verschidde Beschëllegungen aus dem Presseartikel adresséiert. Op Basis vun techneschen Informatioune konnten déi kompetent Servicer d'Reaktivitéit vun der Entreprise verifiéieren.

Et sief drop higewisen, datt d'Entreprise als Fournisseur vun engem Content Delivery Network, also Caching-Servicer aktiv ass – an net zum Beispill als Hosting-Service. An där Roll huet d'Entreprise ënnert anerem d'Obligatioun, schnell op Demande vun Autoritéiten an Individuen ze reagéieren, nom Prinzipp Notice and Takedown, sou wéi d'Direktiv iwwert den elektroneschen Handel dëst virgesäit. Déi europäesch Reegelen erlaben et allerdéngs net, Onlinedéngschtleeschter, déi Content Delivery Networks (CDN), Hosting oder Cloud Servicer ubidden, Donnéeën an Echtzäit ze iwwerwaachen. An dësem Fall huet d'Entreprise de verbuedene Contenu prompt geläscht.

Zu dësem Zäitpunkt ass et der Regierung wichteg, am enken Echange mat all Acteur ze stoen, dee vu Sanktiounsmesurë betraff ass, fir eng kohärent Ëmsetzung vun dësen ze garantéieren, dëst och am Austausch mat der EU-Kommissioun.

D'Export-Kontrollgesetz vum 27. Juni 2018 setzt de Kader fir Strofen an Amenden am Fall vum Netrespekt vu kommerzielle Sanktiounsmesuren. Entreprisen, déi sech net u Sanktiounen halen, musse mat enger Denonciatioun beim Parquet rechnen. Den Aussen- an Europaministère ass fir d'Koordinatioun vun der Ëmsetzung vun de Sanktiounsmesuren zoustänneg a schafft an dëser Roll enk mat den zoustännege Ministèren zesummen. D'Justizautoritéite sinn zoustänneg, fir Verstéiss ze ermëttelen.

Emprunts souverains durables | Question **7624** (20/02/2023) de **Mme Cécile Hemmen** (LSAP)

Le 7 septembre 2020, le Luxembourg est devenu le premier pays au monde se prévalant de la notation AAA qui a émis une obligation souveraine durable. Cet emprunt de 1,5 milliard d'euros et d'une durée de 12 ans a bénéficié d'un taux d'intérêt négatif de -0,123 %. Ce taux d'intérêt négatif a témoigné de la confiance que les investisseurs ont en la résilience des finances publiques du Grand-Duché. L'emprunt souverain durable finance ou refinance des investissements dans des projets générant des impacts environnementaux et sociaux positifs.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Finances :

– De quelles régions géographiques sont principalement issus les investisseurs ayant prêté des liquidités au Grand-Duché dans le cadre dudit emprunt ? Quelle est la part des investisseurs implantés au Luxembourg ?

– Au vu des investissements conséquents nécessaires à l'avenir pour endiguer notamment le réchauffement climatique, Madame la Ministre prévoit-elle d'autres émissions d'emprunts souverains durables sur les prochaines années ?

Réponse (21/03/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

L'honorable Députée s'enquiert sur l'obligation souveraine durable que le Luxembourg a émise en date du 7 septembre 2020.

En ce qui concerne la question sur les régions géographiques dont sont issus les investisseurs et sur la part des investisseurs venant du Luxembourg, les informations d'allocation le jour de l'émission peuvent être consultées dans le communiqué de presse publié à l'époque (ci-annexé).

Le Luxembourg s'est doté d'une politique d'investissement ambitieuse en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique à l'horizon 2030. Ces projets sont réalisés indépendamment d'une émission d'emprunts souverains durables. La Trésorerie de l'État, en charge de la gestion de la dette publique, évalue les besoins de financement et utilise les moyens les plus efficients afin de lever des capitaux.

À l'heure actuelle, le reporting obligatoire dans le cadre du premier Sustainability Bond est toujours en cours de réalisation et au vu de la petite taille du Luxembourg et d'un portefeuille de projets éligibles limité, une nouvelle émission d'emprunts durables n'est pour le moment pas envisagée.

Les besoins et opportunités sont évalués régulièrement, et une nouvelle émission d'emprunts de ce type n'est pas exclue à moyen terme. Par ailleurs, pour toute émission future de telles obligations, le cadre des obligations de durabilité actuellement en vigueur sera mis à jour afin d'intégrer les derniers standards internationaux sur les obligations durables.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Pauvreté des personnes âgées | Question **7625** (20/02/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg manner wéi 2.177 € de Mount an der Hand huet, läit ënnert der Aarmutsrisikogrenz a leeft Gefor, hir Grondbedierfnisser net méi alleguerten decken ze kënnen, wa se keng Suen op der Säit huet. Ronn ee Fënneftel vun de Mënschen zu Lëtzebuerg lieft ënnert der Aarmutsrisikogrenz, wann een d'Zuele vum Statec an Eurostat kuckt.

Virun allem am Alter ass de Risiko, an d'Aarmut ze falen, grouss, wann ee keng eege Wunneng besëtzt, keng grouss Kapitalreserven huet an nëmmen eng kleng Pensioun kritt. Dës Situatioun ass awer fir vill Leit eng Realitéit hei am Land.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Persoune bezéien aktuell eng Pensioun zu Lëtzebuerg a wunnen och hei?
Wéi vill Pensionnairë mat enger Adress zu Lëtzebuerg verdéngen netto aktuell eng Pensioun vu manner wéi 2.200 € de Mount?

2. Wéi vill Steierzueler, déi eng Pensioun bezéien, ginn aktuell an der Steierklass 1 besteiert?
Wéi vill Steierzueler, déi eng Pensioun bezéien, ginn aktuell an der Steierklass 1a besteiert?

3. Wéi vill Prozent vun de Pensionnairen an der Steierklass 1 an 1a, déi hei am Land liewen, falen ënnert d'Aarmutsrisikogrenz?

Réponse (11/04/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale | **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

Am Joer 2021 kruten ëm 112.000 Steierzueler[5], déi zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, op d'mannst ee Mount am Joer 2021 eng Lëtzebuerger Pensioun[6] vum Régime général d'assurance pension an/oder vum Régime statutaire[7].

Fir d'Joer 2021, gëtt esou geschat, dass vun de ronn 112.000 Steierzueler, déi eng Lëtzebuerger Pensioun bezuelt kruten an zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, ëm 9.500 Steierzueler an der Steierklass 1 an ëm 33.300 Steierzueler an der Steierklass 1a sinn:

– Vun de 76.700 Steierzueler, déi eng Lëtzebuerger Alterspensioun kruten (ouni eng aner Lëtzebuerger Pensioun) an zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, gëtt et ëm 4.900 Steierzueler an der Steierklass 1 an ëm 13.200 Steierzueler an der Steierklass 1a.

– Vun den 12.000 Steierzueler, déi zwou Lëtzebuerger Pensiounen (meeschtens eng Lëtzebuerger Alterspensioun an eng Lëtzebuerger Witwerent) kruten an zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, gëtt et ëm 300 Steierzueler an der Steierklass 1 an ëm 8.700 Steierzueler an der Steierklass 1a.

– Vun den 13.300 Steierzueler, déi eng Lëtzebuerger Witwerent kruten (ouni eng aner Lëtzebuerger Pensioun) an zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, gëtt et ëm 300 Steierzueler an der Steierklass 1 an ëm 9.900 Steierzueler an der Steierklass 1a.

– Vun den 10.100 Steierzueler, déi eng Lëtzebuerger Invalidepensioun kruten (ouni eng aner Lëtzebuerger Pensioun) an zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, gëtt et ëm 3.100 Steierzueler an der Steierklass 1 an ëm 500 Steierzueler an der Steierklass 1a.

Aus verschiddene Grënn ass et awer net méiglech, eng Zuel vu Pensionäre mat enger Adress zu Lëtzebuerg an enger Nettopensioun vun aktuell manner wéi 2.200 EUR de Mount opzestellen[8].

Et ass awer méiglech, e Prozentsaz ze schätze vu Persounen, déi am Joer 2021 zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, eng Lëtzebuerger Pensioun kritt hunn, an e verfügbaart Akommes pro Erwuessenenequivalent ënner engem bestëmmte Montant haten[9].

Fir dëse Prozentsaz ze schätzen, benotzt d'IGSS e Mikrosimulatiounsmodell, deen d'IGSS op Basis vun administrativen Donnéeën entwéckelt huet.

D'Aarmutsrisikogrenz (2.177 EUR de Mount pro Erwuessenenequivalent fir 2021), op déi sech dës parlamentaresch Fro bezitt, kënnt aus der EU-SILC Ëmfro, déi all Joer vum Statec gemaach gëtt, a mat der Zesummenaarbecht vun der IGSS berechent gëtt[10].

De Mikrosimulatiounsmodell vun der IGSS estiméiert d'Aarmutsrisikogrenz op 2.079 EUR de Mount pro Erwuessenenequivalent fir 2021.

D'Tabell 1 presentéiert de Prozentsaz vun de Pensionären, déi 2021 eng Lëtzebuerger Pensioun kruten an zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, an ënnert d'Aarmutsrisikogrenz falen no Steierklass an Aart vu Pensioun. Dës Prozenter sollen als Plaffongswäerter ugesi ginn. Effektiv si verschidden Akommes net verfügbar, ënner anerem Auslandspensioune fir Pensionären, déi och am Ausland geschafft hunn. Och wann d'Montante vun dësen auslännesche Pensiounen net bekannt sinn, kennt d'IGSS awer d'Versécherungsperioden am Ausland vun de Pensionären[11]. Ëm 23,2 % vun de Pensionäre sinn an dësem Fall.

D'Tabellen 2 an 3 presentéieren den Ënnerscheed tëschent de Pensionären ouni (Tabell 2) a mat (Tabell 3) Versécherungsperioden am Ausland. Et ass kloer, datt Pensionäre mat Versécherungsperioden am Ausland ee vill méi héijen Aarmutsrisiko hu wéi d'Pensionären ouni Versécherungsperioden am Ausland. Den Aarmutsrisiko, deen an der Tabell 3 steet, wier manner héich, wann d'Beträg vun den auslännesche Pensiounen hei net feele géifen.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Méi generell ass ze bemierken, dass déi verschidde Sozialversécherungsinstitutiounen am Kader vun hirer Gestioun eng grouss Quantitéit vun Donnéeë generéieren, déi detailléiert soziodemographesch a sozioekonomesch Informatiounen iwwer déi affiliéiert Persounen an iwwer d'Empfänger vu Prestatiounen enthalen. No der Ënnersichung vun der existéierender Situatioun huet d'IGSS festgestallt, datt dës Donnéeën e grousst analytescht Potential enthalen, wann se adaptéiert, strukturéiert a virun allem zesummegefaasst sinn.

D'Konstruktioun an de fréien 2000er Joren, vun engem Datawarehouse, huet eng grouss Mass vun Daten aus de verschiddene Sozialversécherungsinstitutiounen zesummebruecht, déi et erlaabt, deskriptiv Statistiken opzebauen an de soziosteierleche System ze analyséieren. Zum Beispill d'Ziele vun den Empfänger vun enger oder méi Sozialprestatiounen oder d'Analys vum soziosteierleche System oder d'Schätzung vum budgetären Impakt an de Redistributiounsimpakt vun enger sozialer Steierreform. Dës Schätzung gëtt gemaach mat engem Mikrosimulatiounsmodell, entwéckelt vun der IGSS op Basis vun Daten aus dem Datawarehouse vun der IGSS. Dëse Modell deckt e groussen Deel vum soziosteierleche System of, nämlech dee vun den direkte monetären ëffentleche Prestatiounen an Taxen. Dëse Modell reproduzéiert d'Komplexitéit vum System, andeems en d'Heterogenitéit vun allen Agenten, an dësem Fall den Eenzelpersounen a Stéit, an d'Netlinearitéite vu bestëmmten Transferte wéi zum Beispill déi perséinlech Akommessteier berücksichtegt.

E Mikrosimulatiounsmodell ass charakteriséiert duerch eng Datebank, déi aus individuellen Donnéeën an duerch e Computerprogramm besteet, dee sou no wéi méiglech déi observéiert Parametere vun engem bestëmmten Domaine reproduzéiert esouwéi d'Variante vun dësem, andeems d'Informatiounen, déi an der Datebank verfügbar sinn, berücksichtegt ginn. An dësem Fall geet et ëm Prestatiounen a sozial a steierlech Abgaben.

SPAFIL (Social Policy Analysis for Luxembourg) ass eng pseudonymiséiert Datebank iwwer Joresakommes, entwéckelt aus administrativen Donnéeën, déi am Datawarehouse gesammelt ginn an all Joer zënter 2001 aktualiséiert ginn. D'Donnéeë betreffen all d'Persounen, déi am Lëtzebuerger Regime vun der Sécurité sociale affiliéiert sinn (Awunner an Netresidenten) an, wa méiglech, Eenzelpersounen, déi mat dësen am selwechte Steierstot zesummeliewen, awer net am Lëtzebuerger Regime vun der Sécurité sociale affiliéiert sinn. D'Akommeskategorien, déi an der Datebank präsent sinn, si berufflech an Ersatzakommes, déi d'Basis bilde fir d'Sozialversécherungsbäiträg an d'Prestatiounen, déi vun engem vun de Regimme vum Sozialversécherungssystem bezuelt ginn. Akommes aus Kapital, Locatioun vun Immobilien, verschidden Nettoakommes am Sënn vum Gesetz iwwert d'perséinlech Akommessteier, Akommes aus dem Rescht vun der Welt a privat Transferten tëscht Stéit feelen an der Datebank.

De Computerprogramm erméiglecht et, d'perséinlech Akommessteier (dorënner d'Solidaritéitssteier an d'Steierkreditter), d'Informatiounen, déi an de Sozialversécherungsdateie feelen, d'Sozialkontributiounen,

5 Hei gëtt et eng Rei extern Facteuren, déi bei der Erfaassung zu Fluktuatioune féieren. Als Beispill kann een hei Contribuabeler nennen, déi d'Steierklass wiesselen oder déi hir Residence wiesselen.

6 Dëst kann eng Alterspensioun, eng Invalidepensioun oder eng Witwerent sinn.

7 D'Persoune mat enger Weesepensioun sinn net mat abegraff (ëm 2.500 am Joer 2021).

8 Éischtens, ass et net méiglech eng monatlech Nettopensioun ze definéieren, obschonn d'Pensiounskeese monatlech d'sozial Contributiounen an d'Quellesteier op de Pensiounen ofzéien. Zweetens gëtt déi perséinlech Akommessteier op d'Joresakommes berechent. Drëttens kann d'Quellesteier jee nodeem variéieren, ob de Pensionaire eng Haapt- oder zousätzlech Steierkaart huet. Nieft dëse Limitte soll een och bedenken, datt e Pensionaire, esou ewéi jiddereen, en zousätzlecht perséinlecht Akommes kann hunn an/oder mat Leit mat anerem Akommes ka liewen oder awer och sozial Hëllefen, wéi de REVIS oder d'Allocation de vie chère ka kréien. Et muss een sech och bewosst sinn, datt eng gewëssen Unzuel vu Pensionairen, déi zu Lëtzebuerg wunnen, och nach eng Pensioun aus dem Ausland kréien. Bannent engem „Wunnstot" kann et jo e puer „Steierstéit" ginn. Dat heescht, datt Steierzueler an der Steierklass 1 oder 1a net onbedéngt eleng wunnen.

9 D'Akommesaarmutsrisikogrenz representéiert 60 % vum mediane verfügbaren Akommes pro Erwuessenenequivalent vu Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen. An engem éischte Schrëtt gëtt all Bruttoakommes (besteierbar an net besteierbar; Paien, Pensiounen, Revenus de remplacement, Revenus en capital, Prestations familiales, sozial Hëllefen asw. aus Lëtzebuerg an aus dem Ausland) minus d'sozial Contributiounen a minus déi perséinlech Akommessteier vun alle Leit aus engem „Wunnstot" zesummegerechent, fir dat verfügbaart (oder Netto-) Akommes vum „Wunnstot" festzestellen. Dann, fir d'Ënnerscheeder an der Gréisst an an der Zesummesetzung vum „Wunnstot" ze berécksiichtegen, gëtt dat verfügbaart Akommes vum „Wunnstot" duerch d'Zuel vun den Erwuessenenequivalenter gedeelt an dat op Basis vun enger Standardskala, der modifizéierter OECD Skala. Dës Skala gëtt all Membere vum „Wunnstot" e Gewiicht (dont l'addition constitue la taille équivalente du ménage): 1 fir den éischten Erwuessenen; 0,5 fir all Member vu 14 Joer a méi an 0,3 fir Kanner ënner 14 Joer. Schlussendlech gëtt dat „verfügbaart Akommes pro Erwuessenenequivalent" gläichméisseg tëscht all de Leit aus dem „Wunnstot" opgedeelt. Déi perséinlech Akommessteier gëtt op all besteierbaart Akommes (8 Kategorien) aus engem „Steierstot" berechent.

10 https://statistiques.public.lu/fr/publications/series/analyses/2022/analyses-05-22.html, Säit 113 an 114. Leider ass et net méiglech, aus dëser Ëmfro de Prozentsaz vun de Pensionairen an der Steierklass 1 an 1a, déi hei am Land liewen an ënnert d'Aarmutsrisikogrenz falen, ze schätzen.

11 Dat ass net de Fall fir d'Pensionairë vum ëffentleche Secteur, mä dës Fäll sollten éischter rar sinn.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

verschidde Familljen- a Sozialleeschtunge mat de Parameteren, déi an der Gesetzgeebung virgesi sinn oder mat Variante vun dësen, ze modeléieren, fir den Impakt vun Ännerunge vun dëse Parameteren ze schätzen.

Situation du commissariat de police « Place de la Gare » à Luxembourg | Question urgente **8234** (14/08/2023) de **M. Laurent Mosar** | **M. Léon Gloden** (CSV)

Eisen Informatiounen no war de Police-Kommissariat op der Place de la Gare an der Nuecht vum 11. August op den 12. August formell zou, well net genuch Policebeamten asazbereet waren. Wéi et heescht, wieren eng ganz Rei Beamte krankgeschriwwen, anerer hätten hir Waff ofginn, well se e längerfristegt Traitement brauchen. Ausserdeem sinn am Moment 4 Beamten an Untersuchungshaft, wéinst engem Virfall vu presuméierter Policegewalt.

Och nom Weekend huet sech d'Situatioun anscheinend net wierklech verbessert, well de Büro weiderhi staark ënnerbesat ass. Eisen Informatiounen no wier de Büro op der Gare de facto net operationell a kéint seng wichteg Aufgab deemno och net erfëllen.

An deem Kontext wollte mir follgend Drénglechkeetsfroen un den Här Policeminister stellen:

– Kann de Policeminister bestätegen, datt de Police-Kommissariat op der Garer Plaz an der Nuecht vum 11. op den 12. August formell zou war?
• Wa jo, wat waren déi genee Ursaache fir dës Fermeture?

– Wéini stinn nees déi néideg Effektiver zur Verfügung, fir datt de Policebüro op der Gare nees voll operationell ka funktionéieren?

– Wat wëllt de Minister maachen, fir datt et an Zukunft net méi dozou kënnt, datt eenzel Kommissariater mussen zäitweileg zougemaach ginn?

Réponse (17/08/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Den alldeegleche Fonctionnement vun de verschiddene Police-Unitéite gëtt vun de respektive Responsabelen an der Police organiséiert.

De Service public, deen d'Police leescht, ass global organiséiert fir d'ganzt Land an deemno onofhängeg vum Fonctionnement vun enger eenzelner Unitéit. Wann ee Kommissariat zou ass respektiv déi Equippen net disponibel sinn, well anerwäerts engagéiert, ginn d'Missioune vum Service public automatesch vun aneren Unitéiten iwwerholl. Dat geschitt z. B. all Dag an der Nuecht an de Weekend, wann d'Kommissariater „à 2 roulements“ d'office zou sinn.

Et kënnt vun Zäit zu Zäit vir, dass Kommissariater ausser der Rei zou musse bleiwen. Dat kann operationell Grënn hunn, wéi zum Beispill wann d'Effektiver vun der Police wéinst engem speziellen Evenement mussen zesummegezu ginn (z. B.: Staatsvisitten oder grouss Demonstratiounen), mee och alt emol wéinst imprevisibelen a cumulativen Absencen. Och da ginn déi generell Missioune vun der Police weiderhin assuréiert.

De Police-Kommissariat op der Garer Plaz ass just eng Dependance vum grousse Kommissariat „à 3 roulements“ aus der Région „Capitale“ um Verluerekascht. Effektiv war an der Nuecht vum 11. op den 12. August d'Police-Gebai op der Garer Plaz zou, mee d'Police-Missiounen am Garer Quartier waren zu all Moment vum Haaptkommissariat aus assuréiert!

Och am Quartier Gare war an der betraffener Nuecht all prioritär Missioun fir de Bierger assuréiert, well déi respektiv Responsabel vun der Police ëmmer duerfir suergen, dass de Service public ëmmer esou organiséiert ass, dass déi prioritär Missioune vun der Police zu all Moment um ganzen Territoire vum Land assuréiert sinn.

Well den Effectif vun der Police allgemeng net duergeet, huet dës Regierung schonn 2019 de Recrutement renforcé fir d'Police decidéiert, deen duerch Recrutéierung an Ausbildung elo ab 2023 seng Friichten ufänkt ze droen. Duerch dës Decisioun wäert et an Zukunft manner oft virkommen, dass eenzel Kommissariater zäitweileg hir Horaires d'accueil fir de Public mussen adaptéieren. Natierlech mussen och déi nächst Regierungen nach Decisiounen huelen, fir d'Police weider ze verstäerken. Trotzdeem wäert ni kënnen ausgeschloss ginn, dass net awer emol ee Kommissariat aus exzeptionelle Grënn eraus d'Horaires d'accueil adaptéiere muss.

Réponse complémentaire (21/08/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Dès que j'ai pris connaissance de la fermeture temporaire des locaux du commissariat de la place de la Gare, j'ai enjoint à la police de prendre toutes les mesures nécessaires afin de remédier à cette situation. La police m'a assuré que le commissariat est à nouveau opérationnel.

Je comprends les préoccupations des honorables Députés Léon Gloden et Laurent Mosar et les préoccupations des citoyens concernant la fermeture temporaire des locaux du commissariat de la place de la Gare.

Toutefois, tel que mentionné dans la réponse à la question parlementaire urgente n° 8234, malgré la fermeture temporaire du commissariat de police, les missions de police ont été assurées pour le quartier de la gare.

Les locaux du commissariat de la place de la Gare ont été temporairement fermés au public en raison d'une série d'absences imprévisibles. Plusieurs policiers visés par les procédures judiciaires en cours ne peuvent plus participer au service journalier du commissariat. De plus, plusieurs policiers de ce même commissariat sont actuellement en congé de maladie.

Il existe des situations dans le cadre desquelles les policiers sont amenés à remettre leurs armes de service. Tel était le cas au commissariat Gare pour un nombre de 4 policiers. Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, la police ne peut pas communiquer davantage de renseignements à ce sujet.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
- iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______________________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______________________

*Déi follgend Casen ausfälle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ______________________ Virnumm: ______________________

Societéit/Administratioun: ______________________

Adress: ______________________ Boîte postale: ______________________

Code postal: ____________ Uertschaft: ______________________ Land: ______________________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

1 8

4 8

Du 10 juillet au 2 décembre 2023

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30

Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française

Entrée et visites guidées gratuites

Informations

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799